



HAL
open science

Les conséquences internationales de l'évolution démographique de la fédération de Russie (1991-2012)

Pierre Messiaen

► **To cite this version:**

Pierre Messiaen. Les conséquences internationales de l'évolution démographique de la fédération de Russie (1991-2012). Science politique. Université Sorbonne Paris Cité, 2016. Français. NNT : 2016USPCF021 . tel-01529851

HAL Id: tel-01529851

<https://theses.hal.science/tel-01529851>

Submitted on 31 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale N°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de recherches Europes-Eurasie

THÈSE

présentée par

Pierre Messiaen

soutenue le 08 décembre 2016

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

Discipline : Sciences politiques et relations internationales

Les conséquences internationales de l'évolution démographique de la Fédération de Russie (1991-2012)

Thèse dirigée par :

Madame Anne de TINGUY

Professeur des universités, INALCO

RAPPORTEURS :

Monsieur Frédéric CHARILLON

Professeur des universités, Université d'Auvergne

Madame Evguénia OBITCHKINA

Professeur des universités, Institut d'Etat des relations internationales de Moscou

MEMBRES DU JURY :

Monsieur Frédéric CHARILLON

Professeur des universités, Université d'Auvergne

Madame Cécile LEFEVRE

Professeur des universités, Université Paris Descartes

Madame Céline MARANGE

Chargée de Recherches à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire

Madame Evguénia OBITCHKINA

Professeur des universités, Institut d'Etat des relations internationales de Moscou

Monsieur Jean RADVANYI

Professeur des universités, INALCO

Madame Anne de TINGUY

Professeur des universités, INALCO

Remerciements

Mes remerciements vont en premier lieu à Madame Anne de Tinguy qui m'a fait l'honneur de diriger ce travail. Elle a fait preuve d'un soutien sans faille et d'une grande disponibilité. Je la remercie également pour la grande qualité de ses conseils qui ont permis d'enrichir le fond et la forme de cette thèse. Ces années de collaboration ont été humainement et professionnellement d'une grande richesse.

Cette thèse n'aurait sûrement pas abouti sans le soutien financier et logistique de différents organismes. En 2009, le ministère des Affaires étrangères m'a octroyé une bourse Univers Etudes et Recherche, qui m'a grandement aidé pour l'organisation de mon premier travail de terrain à Moscou. J'adresse également mes remerciements à la Délégation Générale de l'Armement qui a accepté un financement de thèse à 100% en 2010 et 2011 gérée par l'INALCO dans le cadre d'un contrat doctoral. Je tiens aussi à remercier l'INALCO de m'avoir permis de réaliser cette thèse dans les meilleures conditions et de m'avoir apporté une aide financière pour mon séjour en Extrême-Orient russe.

Même si le travail d'un doctorant peut s'apparenter à une aventure solitaire, cette thèse doit aussi beaucoup aux personnes qui m'ont aidé ou m'ont prodigué de judicieux conseils. Ainsi, je remercie tout particulièrement Valentina Bouldakova de l'Institut des Etudes Economiques de Khabarovsk et Jean Radvanyi ancien directeur du Centre d'Etudes Franco-Russe à Moscou. Sans eux, le travail de terrain à Khabarovsk et à Vladivostok en 2011 aurait sans été d'une tout autre nature et beaucoup moins fructueux. Les conseils de Sabrina Vidalenc et d'Oleg Korneev ont été très précieux pour la réalisation et l'organisation des travaux de terrain en Russie. Je les en remercie.

Ces années de recherche correspondent à des moments importants de ma vie personnelle. Elles furent riches en rencontres et en belles surprises. Mes pensées vont également à mes amis et à ma famille qui ont su me soutenir à des périodes où la motivation pouvait s'estomper. Au cours de ces années, le cercle familial s'est agrandi. Je tiens à remercier mon épouse Olga. Elle a fait preuve de patience et m'a apporté un soutien moral, et parfois linguistique, dont je la remercie. Enfin, mes plus chaleureux remerciements vont à Marianna Pierovna qui, depuis 3 ans, remplit ma vie de toute son énergie, de toute sa bonne humeur et fait de mes journées un enchantement.

SOMMAIRE

Introduction.....p.1

- <u>Objet de la recherche : analyser les relations internationales de la Russie à l'aide de la démographie</u>	p.2
- <u>L'étude de la démographie en Russie</u>	p.3
- <u>Déterminer un cadre géographique et chronologique</u>	p.5
1- <u>Un cadre géographique gigogne</u>	p.5
2- <u>La structure administrative de la Fédération de Russie</u>	p.6
3- <u>Les justifications politiques et démographiques des bornes chronologiques</u>	p.7
- <u>Méthodologie et sources</u>	p.8
1- <u>Des recherches entre France et Russie</u>	p.8
2- <u>Un déséquilibre dans l'origine des sources</u>	p.9
3- <u>Faire le deuil de l'exhaustivité</u>	p.12
- <u>Hypothèses de travail</u>	p.13
- <u>Problématique</u>	p.15
- <u>Annonce de plan</u>	p.16

1^{ère} partie- Le déclin démographique : des défis internes qui redéfinissent la puissance russe.....p.18

A- L'interrelation entre démographie et politique en Russie.....p.20

1- <u>Le portrait démographique de la Russie</u>	p.21
a) La « croix » russe.....	p.21
b) Le « glissement occidental ».....	p.27
c) Un déclin démographique en trois temps.....	p.30
2- <u>Les évolutions régionales : un « patchwork démographique »</u>	p.33
a) Une influence moindre du facteur ethnique.....	p.33
b) Des inégalités géographiques face à la mortalité.....	p.37
c) Des migrations internes creusant les écarts démographiques.....	p.41
3- <u>Le déclin démographique : une question centrale pour la Russie</u>	p.45
a) Une source de préoccupation identitaire pour la société.....	p.46
b) Une double politisation de la question démographique : l'exemple du recensement.....	p.49
c) Le déclin démographique nourrissant le nationalisme.....	p.51
4- <u>La politique démographique</u>	p.56
a) <u>Priorité à la natalité</u>	p.57
b) <u>Une politique peu volontariste face à la dégradation sanitaire</u>	p.60
c) <u>Une politique migratoire de rattrapage</u>	p.64

B- Les répercussions du déclin démographique.....p.70

1- <u>Une polarisation spatiale accrue</u>	p.71
a) <u>Russie d'Europe, Russie d'Asie</u>	p.71
b) <u>Un « archipel métropolitain » européen</u>	p.75
c) <u>Régions intégrées/territoires désintégréés</u>	p.79

2- <u>L'affaiblissement de l'économie russe</u>	p.84
a) Une carence de main-d'œuvre.....	p.84
b) Une dégradation du capital humain.....	p.88
c) Les impacts budgétaires du déclin démographique.....	p.91
3- <u>La nécessaire réforme de l'armée russe</u>	p.95
a) La Russie : combien de divisions ?.....	p.96
b) Les paradoxes de la conscription.....	p.99
c) Une « révolution dans les affaires militaires » difficile.....	p.102

C- Approches théoriques du lien démographie/ relations internationales de la Russie.....p.108

1- <u>Démographie et puissance</u>	p.109
a) L'approche réaliste.....	p.110
b) La démographie, un enjeu de sécurité.....	p.113
c) L'Extrême-Orient russe et la puissance démographique chinoise.....	p.116
2- <u>Démographie et influence</u>	p.120
a) L'approche libérale.....	p.120
b) La démographie, une influence à plusieurs échelles.....	p.123
c) Les vecteurs démographiques de l'influence russe.....	p.127
3- <u>Démographie et perception</u>	p.132
a) L'approche constructiviste.....	p.132
b) La démographie comme thème de sécurisation.....	p.134
c) La relation ambivalente entre perception et politique étrangère russe.....	p.137

Conclusion de la 1^{ère} partie.....p.143

2^{ème} partie- Une nouvelle place du critère démographique dans la politique étrangère russe.....p.147

A- La question démographique dans le processus d'élaboration de la politique étrangère russe.....p.147

1- <u>Une intégration limitée de la question démographique par les acteurs de la politique étrangère russe</u>	p.148
a) Un agrégat d'acteurs dans la politique étrangère russe.....	p.148
b) Des acteurs capitalisant sur la question démographique.....	p.153
c) Une expertise imparfaite sur les questions démographiques.....	p.159
2- <u>Le discours de puissance infirmé par la réalité démographique</u>	p.165
a) La <i>derjava</i> ou l'ambiguïté des ambitions russes.....	p.166
b) Le potentiel démographique d'une puissance régionale.....	p.170
c) De la « puissance pauvre » à la « puissance malade ».....	p.174

3- <u>La question démographique comme indicateur d'une contradiction de politique étrangère</u>	p.179
a) Moscou sur la défensive.....	p.180
b) « L'île Russie » : une chimère au regard du déclin démographique.....	p.184
c) Une marge de manœuvre limitée.....	p.187

B- Le poids relatif du facteur démographique sur les questions internationales de la Russie.....p.193

1- <u>L'aspect démographique secondaire sur certains axes de la politique étrangère russe</u> ..	p.193
a) UE/Russie : la démographie confinée à la politique intérieure.....	p.194
b) Une question quasi-absente des relations russo-américaines.....	p.199
c) L'enjeu démographique de l'Arctique négligé.....	p.203
2- <u>Le facteur démographique : opportunités de politique étrangère</u>	p.207
a) Un « pont humain » entre la Russie et Israël.....	p.207
b) La place de la Russie dans l'enjeu de la sécurité alimentaire.....	p.211
c) La démographie russe dans la stratégie des entreprises multinationales.....	p.215
3- <u>L'impact de la question démographique sur les relations sino-russes</u>	p.219
a) L'appréhension russe d'une dépendance vis-à-vis de la Chine.....	p.219
b) L'ambiguïté chinoise sur sa politique migratoire.....	p.222
c) Les efforts diplomatiques chinois pour rassurer Moscou.....	p.224
4- <u>L'Extrême-Orient russe : le handicap démographique dans la région Asie-Pacifique</u> ..	p.229
a) Primauté ou marginalité stratégique de l'Extrême-Orient russe ?.....	p.229
b) L'intérêt déçu des pays voisins pour la région.....	p.232
c) Hésitations en Extrême-Orient russe entre repli et coopération.....	p.237

Conclusion de la 2^{ème} partie.....p.243

3^{ème} partie- L'impact du déclin démographique russe sur les relations avec les anciennes républiques soviétiques.....p.246

A- D'une interdépendance démographique à une interdépendance politique.....p.247

1- <u>Complémentarités démographiques fragiles au sein de l'espace postsoviétique</u>	p.248
a) Des pays excédentaires : un réservoir de main-d'œuvre ?.....	p.249
b) Concurrence démographique au sein de l'espace post-soviétique.....	p.252
c) Un système migratoire eurasiatique bousculé.....	p.257
2- <u>Les migrations, symbole d'une interdépendance économique</u>	p.264
a) Le poids économique des migrants par les transferts de fonds.....	p.265
b) Un large spectre de stratégies économiques des migrants.....	p.268
c) L'influence des migrants.....	p.272

3- <u>Les États contraints à la coopération politique</u>	p.276
a) Des constructions étatiques sur une base ethnonationale.....	p.277
b) L'impuissance des États face à l'interdépendance démographique.....	p.280
c) Des réticences à la coopération dans le domaine migratoire.....	p.284
B- Le facteur démographique comme outil de <i>soft power</i> russe dans l'espace post-soviétique	p.291
1- <u>Les minorités comme éventuel levier politique</u>	p.292
a) L'échec de la politique envers les Russes de l'étranger.....	p.292
b) Redéfinir le lien entre la Russie et les populations russes.....	p.296
c) L'instrumentalisation des minorités présentes en Russie.....	p.302
2- <u>L'Asie centrale : un terrain propice pour le <i>soft power</i> russe</u>	p.306
a) Le <i>soft power</i> : une nécessité démographique.....	p.307
b) Les liens migratoires : un atout russe face aux rivaux dans la région.....	p.310
c) L'éducation comme instrument du <i>soft power</i>	p.316
3- <u>Russie-Kazakhstan : entre attraction et tension</u>	p.322
a) Le facteur démographique russe nourrissant des craintes du Kazakhstan.....	p.323
b) Un potentiel d'attraction russe réel mais fragile.....	p.328
c) L'affirmation prudente du Kazakhstan en Asie centrale.....	p.332
<u>Conclusion de la 3^{ème} partie</u>	p.339
<u>CONCLUSION GENERALE</u>	p.342
1) La Russie, un pays durablement affaibli.....	p.343
2) Un positionnement incertain sur la scène internationale.....	p.346
3) La nécessité d'un autre leadership dans l'espace post-soviétique : la dimension démographique.....	p.348
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	p.350
<u>ANNEXES</u>	p.408
<u>LISTE DES CARTES</u>	p.437
<u>LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES</u>	p.438
<u>LISTE DES ENTRETIENS</u>	p.439
<u>TABLEAU DE TRANSLITTÉRATION DES CARACTÈRES CYRILLIQUES</u>	p.441

INTRODUCTION

« La diversité des sources de puissance qui a suivi la fin de la guerre froide [...] a redonné son importance à d'anciens facteurs que le face-à-face américano-soviétique avait un temps marginalisés. La puissance démographique, bien oubliée, reprend sa pertinence »¹. Cette analyse du spécialiste des relations internationales Bertrand Badie confirme que la démographie reste un facteur pertinent pour analyser les relations internationales au XXIème siècle.

Dans leur ouvrage *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Jean-Baptiste Duroselle et Pierre Renouvin évoquent le poids des « forces démographiques » dans la compréhension des relations internationales, tout en soulignant leur caractère relatif : « A aucun moment, les forces démographiques ne peuvent être examinées hors du contexte économique, politique et psychologique »². En tant qu'outil d'analyse des relations internationales, la démographie présente un grand intérêt, mais aussi un paradoxe. D'un côté, il s'agit d'un paramètre instable, tributaire de la conjoncture et des défauts inhérents aux statistiques. D'un autre côté, les évolutions démographiques ont un caractère structurel, ce qui permet un exercice de prospective. Les manifestations des phénomènes démographiques sur la scène internationale sont multiples. Les caractéristiques démographiques d'un pays vont avoir des incidences sur l'économie, l'armée, la société, et d'autres facteurs qui déterminent les relations internationales d'un Etat.

Preuve de son importance, le facteur démographique a une place significative dans la définition des concepts-clés des relations internationales. Le terme de relations internationales peut se définir comme « les rapports et flux transfrontaliers, matériels et immatériels, qui peuvent s'établir entre deux ou plusieurs individus, groupes ou collectivités »³. La scène internationale ne se limite donc pas aux rapports interétatiques. Elle intègre plus largement les sociétés civiles, dont le profil résulte en partie des spécificités démographiques d'une population. Par exemple, l'âge moyen d'une population constitue un facteur explicatif de l'état des opinions publiques. Un des concepts-clés des relations internationales est la puissance. Elle peut se comprendre comme « une capacité de faire, capacité de faire faire, capacité d'empêcher de faire, capacité de refuser de faire »⁴. Ce concept

¹ BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance*, Paris, Fayard, 2004, p.54

² RENOUVIN, Pierre, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991 (4ème éd.), p.65.

³ MOCELIN, Philippe, *L'essentiel des relations internationales et de la géopolitique contemporaine*, Paris, Gualino Editeur, 2014, p.11

⁴Serge Sur cité dans SOCCOL, Brice, DRAIN, Michel, *Relations internationales*, Paris, Paradigme, 2009, p.172.

a une dimension démographique car « la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine »⁵. L'influence fait également partie des notions essentielles de la discipline des relations internationales. Elle se définit comme « la capacité à obtenir ce que vous voulez à travers l'attraction »⁶. La démographie d'un Etat constitue un moyen et un indicateur de son influence. Ainsi, les migrations montrent dans une certaine mesure l'attractivité d'un pays.

Le choix d'analyser les relations internationales de la Russie s'inscrit dans la continuité d'un mouvement d'ouverture progressive de la démographie aux autres disciplines. L'étude de la population se limita longtemps à l'analyse quantitative de la natalité, la mortalité et les migrations. Toutefois, les démographes commencent à emprunter des approches à d'autres disciplines : l'économie, l'histoire, la sociologie, la géographie. En 1971, Myron Weiner invente l'idée de « démographie politique ».⁷ En 1981, Alfred Sauvy, Gérard-François Dumont et Bernard Mérigot rapprochent la démographie et les sciences politiques lors d'un séminaire qui donne lieu à une publication intitulée *Démographie politique*⁸. Dans son ouvrage qui porte le même titre, Gérard-François Dumont explique que cette discipline repose sur l'idée « d'interrelations entre les questions de population et tout ce qui est relatif à la cité ou à l'État. »⁹. Il paraît alors possible de prolonger ce mouvement d'ouverture de la démographie jusqu'aux relations internationales.

Objet de la recherche : analyser les relations internationales de la Russie à l'aide de la démographie

Le souhait de travailler sur le lien entre la démographie et les relations internationales de la Russie semble justifié au regard de la singularité des évolutions démographiques russes depuis 1991. La population du pays baisse. D'après Rosstat, le service fédéral des statistiques, la Russie compte 143 millions d'habitants en 2012, contre 148,3 millions en 1991. Cette baisse s'explique en premier lieu par un déficit naturel qui s'élève à 12,7 millions de personnes entre 1991 et 2012. D'un côté, le pays a une faible natalité. D'après l'Institut National des Études Démographiques (INED), le nombre d'enfants par femme est de 1,57 en 2010, en deçà du seuil de renouvellement de génération¹⁰. D'un autre côté, le pays a une forte mortalité. En 2012, l'espérance de vie russe reste

⁵ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p.58.

⁶NYE, Joseph S., *Soft power: the means to success in world politics*, New-York, PublicAffairs, 2004, p.x.

⁷WEINER, Myron, *Political Demography: Demographic Engineering*, New York & Oxford, Berghahn, 2001, 160p.

⁸SAUVY, Alfred, DUMONT, Gérard-François, MERIGOT, Bernard, *Démographie politique*, Paris, Economica, 1982, 116p.

⁹DUMONT, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, 2007, Paris, Ellipses, 498p.

¹⁰http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/pays_du_monde/

faible : 64,56 ans pour les hommes et 75,86 ans pour les femmes¹¹. Cependant, le pays a un excédent migratoire de 7 millions de personnes entre 1991 et 2012 qui a permis de réduire le déficit naturel.¹² Ces indicateurs donnent un caractère structurel à cette baisse de population. En 2010, l'ONU estimait que la Russie compterait 128,9 millions d'habitants en 2030¹³.

Ces changements correspondent également à des évolutions qualitatives de la structure de la population de la Russie post-soviétique. Les familles ont profondément changé : augmentation du nombre de familles monoparentales et des naissances hors mariages, absence de père et hausse du nombre d'orphelins en raison de la surmortalité masculine¹⁴. La situation démographique russe crée aussi des déséquilibres entre les générations, visibles dans une pyramide des âges qui montre une évolution démographique par à-coups. Le déficit naturel pose également la question du recours à l'immigration, ce qui amène à réfléchir à la capacité de la société russe à absorber un nombre conséquent de migrants.

L'analyse des relations internationales de la Russie par le biais de sa démographie semble également justifiée par l'importance politique de la question démographique. Elle fait partie des thèmes majeurs de la vie politique et nourrit de vifs débats. Dans le milieu académique russe, la discussion porte surtout sur les moyens permettant d'enrayer la baisse de la population : recours à l'immigration ou politique nataliste. La presse russe aborde régulièrement ce sujet, en général de façon dramatique. Ce catastrophisme concerne surtout l'immigration. Le quotidien *Komsomolskaïa Pravda* publie en 2013 un article intitulé : « Les Chinois envahiront-ils la Sibérie et l'Extrême-Orient ? »¹⁵. Les hommes politiques russes s'intéressent aussi à la démographie. Le 10 mai 2006, le président Vladimir Poutine a qualifié cette question de « problème le plus aigu de la Russie contemporaine »¹⁶.

-L'étude de la démographie en Russie

Analyser les relations internationales de la Russie par le biais de la démographie nécessite de tenir compte des spécificités de la discipline dans ce pays. Elle naît comme discipline

¹¹ www.gks.ru

¹² www.gks.ru

¹³ DENISSENKO, Mikhaïl, Borisovitch, MKRTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, TIOURIOUKANOVA, Elena, Vladimirovna, *Migratsiia v razviti Rossii* (La migration dans le développement de la Russie), 2010, p.4.

¹⁴ LEFEVRE, Cécile, « Enfance, famille et institutions en Russie au cours des années 1990 », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.34, n°34-2, 2003, pp 83-108.

¹⁵ VARSEGOV, Nikolaï, « Zaseliat li kitaitsy Sibir' i Dal'niï Vostok ? », in *Komsomol'skaïa Pravda*, 11/11/2003

¹⁶ Discours du président de la Russie Vladimir Poutine au Conseil de la Fédération du 10 mai 2006.
<http://archive.kremlin.ru/text/appears/2006/05/105546.shtml>.

indépendante en 1917. Novoselski, Paevski, Kvitkine, Strumiline, Ptukhi, Tomiline font partie des démographes soviétiques les plus importants. Les années 1930 marquent un tournant dans l'étude de la démographie. Le pouvoir soviétique instrumentalisait les statistiques démographiques dans le but de *construire le socialisme par les chiffres*¹⁷. La démographie soviétique connaît aussi un mouvement d'ouverture vers les autres sciences humaines, notamment avec l'ouvrage de Dmitri Valenteï *Système des connaissances sur la population*, paru en 1976. Dans la Russie postsoviétique, plusieurs instituts s'intéressent à la démographie. On peut mentionner l'institut des études démographiques de Moscou, certains départements du MGU (l'Université d'Etat de Moscou), l'institut des problèmes socio-économiques de la population de l'Académie des Sciences ou l'institut de démographie du Haut Collège d'Économie à Moscou. Anatoli Vichnevski, directeur de ce dernier institut, a fondé et dirige actuellement le site *demoscope.ru*, base documentaire de grande qualité qui recense des articles de presse et scientifiques sur la démographie de la Russie.

L'analyse de la démographie se heurte au « souci de quantifier »¹⁸. Tout d'abord, le démographe ne dispose pas forcément de l'ensemble des statistiques pour une analyse complète. Ensuite, les changements de méthode de méthodes d'élaboration des statistiques rendent difficiles les études sur des temps longs, ainsi que les comparaisons internationales. Par exemple, les statistiques russes et étrangères ne coïncident pas toujours pour évaluer les migrations, en raison de définitions juridiques différentes du migrant¹⁹. Les statistiques concernant des sujets politiquement sensibles sont souvent imprécises. Par exemple, la présence chinoise en Russie fait l'objet d'évaluations très variées. En 1999, Dmitri Rogozine du Congrès des communautés russes, de tendance nationaliste, affirmait que l'Extrême-Orient et la Sibérie comptaient 6 millions d'immigrés chinois²⁰. En 2004, le président de l'administration présidentielle, Sergueï Prikhodko, affirmait que 150000-200000 migrants chinois se trouvaient sur le territoire russe²¹. La communauté scientifique s'accorde autour d'un chiffre entre 200 000-400 000 personnes²².

¹⁷ MESPOULET, Martine, *Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, INED, 236p.

¹⁸ Expression d'Asel Dolotkeldieva extraite de LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Pétra, 2010, p.124.

¹⁹ DENISSENKO, Mikhaïl, « Emigratsiia iz Rossii po dannym zarubejnoï statistiki » (L'émigration depuis la Russie d'après les statistiques étrangères), in *Demoscope.ru*, N° 65-66, 29/04-19/05/2002

²⁰ « Skol'ko kitaïtsev v Rossii » (Combien de Chinois en Russie), in *RB.ru*, <http://www.rb.ru/inform/1287.html>

²¹ LARINE, Aleksandr, « Jizn' v Rossii glazami kitaïskikh migrantov » (La vie en Russie aux yeux des migrants chinois), in *Demoscope.ru*, N°347-348, 29/09-12/10/2008.

²² Ibid.

Malgré ces contraintes statistiques, des tendances apparaissent sur deux décennies et permettent une réflexion sur les conséquences internationales de l'évolution démographique de la Russie. Ce travail s'appuie sur les chiffres fournis par les experts, malgré leurs imperfections, pour analyser la « crise » démographique russe. Ce terme apparaît souvent pour décrire la démographie de la Russie post-soviétique. Pour Anatoli Vichnevski, « réunir toutes ces tendances dans la formule générale de « crise démographique » ne fait que compliquer l'analyse et n'aide certainement pas à comprendre les tenants et les aboutissants des processus²³. » Le caractère structurel de ce phénomène justifie l'emploi du terme déclin démographique.

Déterminer un cadre géographique et chronologique

1) Un cadre géographique gigogne

L'analyse des phénomènes démographiques et des relations internationales nécessite d'intégrer plusieurs échelles : locale, nationale et supranationale. La démarche consiste à comprendre l'interaction entre les logiques démographiques et politiques à chacun de ces niveaux, mais aussi à identifier une éventuelle articulation entre les trois échelles d'analyse. Afin d'éviter des chevauchements d'échelles, la structure de cette thèse va respecter une logique géographique. Le premier cadre d'analyse reste national, c'est-à-dire la Fédération de Russie. La théorie du « two levels game » de Robert Putnam souligne l'interaction entre la politique nationale et la politique internationale²⁴. L'analyse des conséquences internes du déclin démographique apporte donc des éléments importants pour analyser les répercussions internationales de ces évolutions démographiques. Le second cadre est international. Il s'agit d'analyser l'influence de la situation démographique russe sur les relations entre Moscou et les autres grands acteurs internationaux. Le troisième niveau géographique correspond à l'espace post-soviétique. La Russie entretient des liens économiques et politiques particuliers avec les anciennes républiques soviétiques. De plus, l'essentiel des migrations vers la Russie vient de ces Etats.

Il existait une autre approche possible pour ce travail de thèse. Il s'agit de partir d'un cas local, par exemple les conséquences de l'évolution démographique de la Russie sur les relations

²³ VICHNEVSKI, Anatoli, « Les enjeux de la crise démographique en Russie », in *Russie.NEI.Visions*, n°41, juin 2009, p.29.

²⁴ PUTNAM, Robert, « Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games », in *International*

russo-kazakhstanaises, pour construire une analyse générale des relations internationales de la Russie à partir d'arguments démographiques. Néanmoins, cette logique paraît inadéquate. Le tout reste supérieur à la somme des parties. La grande diversité des situations locales fait apparaître plus de différences que de points communs. La cohérence de l'intérêt national et de la politique extérieure de la Russie passe par une complémentarité et non par une similarité des intérêts régionaux. Enfin, la dimension démographique des relations internationales de la Russie dépasse les rapports avec les États limitrophes, même si le fait transfrontalier joue un rôle important.

2) La structure administrative de la Fédération de Russie

Il convient de présenter dès l'introduction de ce travail le découpage administratif complexe de la Fédération de Russie, notamment pour éviter des confusions autour de la dénomination des entités administratives du pays.

Carte administrative de la Russie en 2012



Le facteur démographique est un élément important du découpage administratif de la Russie. Les républiques bénéficiant d'une large autonomie au sein de la Fédération ont souvent une population majoritairement non-russe. L'*oblast* du Birobidjan, dit aussi région autonome juive, avait été créé par Staline pour que les Juifs aient un foyer national au sein de l'URSS. L'idée ethnique a donc présidé à la création de cette entité administrative. Les *kraïs* sont très dépendants du pouvoir fédéral, et se caractérisent par un faible peuplement et un éloignement géographique. Saint-Pétersbourg et Moscou ont le statut de villes fédérales, notamment en raison de leur poids démographique. En général, la superficie des entités administratives russes reflète aussi une réalité démographique : plus la densité de population est faible, plus la taille de la région est grande.

3) Les justifications politiques et démographiques des bornes chronologiques

Ce travail porte sur la période 1991-2012, ce qui répond à une logique politique et démographique.

La chute de l'URSS en 1991 crée des bouleversements politiques considérables et donne naissance à la Fédération de Russie, ce qui justifie doublement cette première borne chronologique. L'année 2012 marque aussi un changement politique. Elle correspond à la fin du mandat du président Dmitri Medvedev et au retour de Vladimir Poutine à ce poste. D'importantes manifestations en décembre 2011 avaient remis en cause la légitimité de Vladimir Poutine pour son nouveau mandat. Elles ont participé à la rupture d'un contrat social. Le 3^{ème} mandat de Vladimir Poutine marque alors une nouvelle période dans l'histoire du pays. La décision d'arrêter la recherche en 2012 est également liée aux événements internationaux. Au moment de la rédaction finale de cette thèse, l'Ukraine connaît des conflits impliquant la Russie dont les tenants et les aboutissants demeurent mal connus. L'intégration de ces événements dans la réflexion de cette thèse paraîtrait alors prématurée. Enfin, deux décennies constituent une période de temps assez longue pour identifier des tendances politiques structurelles de la Russie post-soviétique.

Démographiquement, le choix de ces bornes chronologiques a également une pertinence. Les caractéristiques démographiques s'inscrivent dans le temps long. La génération, soit environ 25 ans, sert souvent d'unité de temps pour les démographes, ce qui se rapproche de la période étudiée dans ce travail. Néanmoins, l'étude de la population doit aussi tenir compte de la conjoncture puisqu'il existe deux approches dans la discipline : transversale (conjoncturelle) et longitudinale

(générationnelle). « La première se centre sur les variations démographiques observées année après année, alors que la seconde suit les changements démographiques des groupes d'individus nés à des périodes successives »²⁵. En outre, 1989 et 2010 correspondent à des dates de recensement, ce qui permet de disposer de données statistiques pour analyser les évolutions démographiques de la Russie depuis 1991 et ainsi en mesurer les conséquences internationales. Enfin, 1991 correspond à la première année où le pays connaît un solde naturel négatif.

- Méthodologie et sources

1) Des recherches entre France et Russie

Le travail de recherche s'est organisé de la façon suivante : un travail sur des sources académiques, la constitution d'un corpus documentaire en Russie et un travail de terrain.

Pour consolider le cadre théorique de cette thèse, un travail sur les sources académiques s'avérait nécessaire. Il s'agissait de se focaliser sur les aspects théoriques, c'est-à-dire les écoles de pensée des relations internationales, le lien entre démographie et politique de façon générale. Cette démarche a ainsi permis de déterminer la place accordée à la démographie par les différents courants des relations internationales et les interactions entre les questions politiques et démographiques. Les ouvrages académiques ont permis une meilleure compréhension des grandes évolutions socio-politiques de la Russie et de l'attitude de Moscou face aux enjeux politiques nationaux et internationaux. Le travail consistait également à définir la place du facteur démographique dans ces enjeux pour savoir s'il en est une cause ou une conséquence. La consultation des sources académiques a essentiellement eu lieu à la bibliothèque de Sciences Po, de l'INALCO et au Centre de Documentation de l'École Militaire. Cependant, il manquait des informations pour appliquer à la Russie la réflexion sur le lien démographie/relations internationales, ce qui a nécessité un travail de terrain en Russie pour constituer un corpus documentaire.

Les centres de documentation à Moscou disposent d'une littérature importante sur les relations entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques, ainsi que sur la situation

²⁵ SAMUEL, Olivia, « Les démographes et le temps », in *Temporalités*, n°8, 2008, <http://temporalites.revues.org/113>.

démographique de la Russie et de ces autres pays. Le faible tirage de ces publications rend des ouvrages importants difficiles d'accès en dehors de ces centres de documentation. Le corpus documentaire intègre également des thèses écrites dans différentes universités russes. Elles sont consultables uniquement dans le fonds fédéral de la bibliothèque Lénine à Moscou ou dans les bibliothèques universitaires des villes russes. Ce travail sur les thèses russes a élargi le spectre des analyses sur les liens démographie/rerelations internationales en Russie. La constitution de ce corpus documentaire a permis de mettre à jour des données et de consulter des ressources inédites en France, par exemple des sondages locaux. La lecture de la presse russe offre également des éléments de compréhension du discours officiel et des débats sur des thèmes abordés dans cette thèse. Ce travail de terrain répond aussi à d'autres nécessités.

Une première mission de dix mois à Moscou en 2009 avait pour objectif de mieux appréhender les débats suscités par les questions démographiques et de préciser la problématique de la thèse. Il s'agissait également d'approfondir l'apprentissage de la langue russe. Une mission en Extrême-Orient s'avérait également indispensable. En effet, les ouvrages consultés ne permettaient pas de définir la place du facteur démographique dans les relations sino-russes, ni d'évaluer l'impact de la dépopulation des régions orientales du pays sur la politique asiatique de Moscou. En plus, cette région constitue le paroxysme du déclin démographique et de ses effets politiques. Le travail de terrain effectué à Khabarovsk et à Vladivostok entre mars et mai 2011 a ainsi apporté des éléments utiles pour approfondir la réflexion sur ces questions. Il s'agissait de recherches documentaires, d'entretiens avec des chercheurs et des représentants des autorités politiques. Je souhaitais également effectuer une mission dans un pays d'Asie centrale en raison de l'importance du lien migratoire entre ces États et la Russie, j'y ai renoncé, beaucoup d'informations sur le sujet étant disponibles à Moscou. Enfin, en avril-mai 2012, j'ai pu mener une série d'entretiens à Moscou avec des spécialistes de démographie et de relations internationales. Ce travail a étoffé ma réflexion, en particulier sur la prise en compte du facteur démographique par les autorités russes.

2) Un déséquilibre dans l'origine des sources

Il faut distinguer trois principales origines des sources bibliographiques : françaises, anglo-saxonnes et russes.

La recherche française est riche et dynamique sur la démographie et les relations internationales. Le recours à la démographie pour comprendre les évolutions politiques et internationales de l'URSS et de la Russie correspond à une tradition en France. Par exemple, Hélène Carrère d'Encausse et Emmanuel Todd avaient déjà utilisé la démographie pour évaluer la réalité de la puissance de l'URSS et prévoir sa chute²⁶. Alain Blum a saisi l'importance de la démographie pour comprendre les rapports entre le pouvoir et la société soviétiques au-delà du discours officiel²⁷. Cécile Lefèvre analyse les conséquences nationales et sociales des évolutions démographiques russes²⁸. Dans son ouvrage *La Grande Migration*, Anne de Tinguay offre un grand nombre d'éléments de réflexions pour comprendre les conséquences internationales de l'évolution démographique de la Russie par l'analyse du fait migratoire²⁹. Les ouvrages de Marlène Laruelle soulignent le caractère crucial de l'enjeu démographique dans les relations entre la Russie et l'Asie centrale et dans l'émergence du nationalisme en Russie depuis 1991³⁰. Jean Radvanyi accorde à la démographie une place notable dans l'analyse qu'il propose de la Russie d'aujourd'hui³¹. Sur le plan théorique, les travaux de Bertrand Badie aident à déterminer la place et le rôle de la société civile sur la scène internationale. Frédéric Charillon, Dario Batistella et d'autres apportent des éléments de compréhension des évolutions de la discipline des relations internationales³². L'IFRI et le CERI produisent des publications très utiles sur les grands enjeux internationaux. Les analyses de ces auteurs français ont donc une grande place dans ce travail de thèse qui cherche à s'inscrire dans la continuité de ces travaux.

La littérature anglo-saxonne aborde aussi le lien démographie/relations internationales dans le cas de la Russie. Il s'agit de références pour construire le cadre théorique de cette thèse. Par exemple, Hans Morgenthau ou Joseph Nye font partie de ces ressources bibliographiques

²⁶ CARRERE d'ENCAUSSE, Hélène, *L'empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978, 320p ;

TODD, Emmanuel, *Essai sur la chute finale*, Paris, Robert Laffont, 1990, 371p.

²⁷ BLUM Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS : 1917-1991*, Paris, Plon, 2004, 266p.

²⁸ LEFEVRE, Cécile, « Quelles perspectives démographiques pour la Russie », in *Les grands dossiers de la diplomatie*, n°21, 06-07/2014, pp.16-19.

LEFEVRE, Cécile, « Peut-on parler de politique familiale à l'Est ? », in *Informations sociales*, n°124, 2005/4, pp.6-14.

²⁹ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, Paris, Plon, 2004, 643p.

³⁰ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Pétra, 2010, 318p.

LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, Paris, L'œuvre éditions, 370p.

³¹ RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 2004, 418p.

³² BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance*, op.cit.

CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002, 423p.

BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 563p.

incontournables³³. En outre, des *think tanks* américains comme la RAND proposent de nombreuses études sur l'importance des questions démographiques sur la scène internationale.

En Russie, la démographie fait aussi l'objet d'une abondante littérature. De nombreux spécialistes russes, comme Anatoli Vichnevski, Janna Zaïontchkovskaïa³⁴, Leonid Rybakovski³⁵, ou Nikita Mkrtchian³⁶, ont publié des travaux de référence sur la situation démographique de la Russie depuis 1991. Le site *demoscope.ru*, qui est d'une grande richesse, a une importance particulière car il propose des analyses pertinentes sur les enjeux démographiques en Russie et dans l'espace post-soviétique. Il faut également souligner la qualité des travaux du Haut Collège d'Économie. Les ouvrages consultés en Extrême-Orient russe constituent des sources essentielles pour appréhender la place du facteur démographique dans la politique asiatique russe. Ainsi, des démographes locaux, comme Ekaterina Motritch, mais aussi des spécialistes de géographie ou sciences politiques en Extrême-Orient, comme Matveï Romanov ou Pavel Minakir, apportent un autre regard sur la place internationale de la région³⁷. La constitution du corpus documentaire en Russie se traduit donc par une représentation importante des sources en langue russe dans ce travail.

Le travail d'enquête qualitatif a augmenté les rencontres sur le terrain viennent accroître le volume des analyses en russe. Il s'agissait d'entretiens semi-directifs, sur la base d'un questionnaire, avec pour but de recueillir des compléments d'informations aux réflexions présentes dans les ouvrages consultés³⁸. Deux structures m'ont apporté une grande aide pour l'organisation des entretiens effectués : le Centre d'études franco-russe de Moscou et l'Institut des études économiques de Khabarovsk. Les demandes d'entretien concernaient trois profils : des démographes, des spécialistes de relations internationales et/ou de sciences politiques, des fonctionnaires et des

³³ MORGENTHAU, Hans, *Politics among Nations: the struggle for power and peace*, New-York, Knopf, 1985, 142p
NYE, Joseph Samuel, *Soft power: the means to success in world politics*, New-York, PublicAffairs, 2004, 191p.

³⁴ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna (dir.), *Nuzhny li immigranty rossiïskomu obchtchestvou?* (La société russe a-t-elle besoin des immigrés ?), Moscou, Fond « Mission libérale », 2006, 168p.

³⁵ KOUZNETSOV, Viatcheslav, Nikaelevitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Strategiia demograficheskogo razvitiia Rossii*, (Stratégie de développement démographique de la Russie, Moscou, 2005, 208p.

³⁶ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, MKRTTCHIAN, Nikita, *Vnoutreniia migratsiia v Rossii* (La migration interne en Russie), Moscou, Centre des Etudes migratoires, 2007, 79p

³⁷ MOTRITCH, Ekaterina, Leonidovna, *Naselenie Dal'nego Vostoka Rossii* (La population de l'Extrême-Orient russe), Vladivostok Khabarovsk, DVO RAN, 2006, 224p.

ROMANOV, Matveï, Tikhonovitch, *Territorial'noe oustroïstvo khoziäistva i naseleniia na rossiïskom Dal'nego Vostoka* (Organisation territoriale de l'économie et de la population en Extrême-Orient russe), Vladivostok, Dal'nauka, 2004, 232p.

MINAKIR, Pavel, Aleksandrovitch, *Sistemnye transformatsii v ekonomike* (Les transformations systémiques dans l'économie), Vladivostok, Dal'nauki, 2001, 536p.

organisations actives politiquement. Malgré la politisation de la question du déclin démographique en Russie, il existe une relative liberté de ton sur ce thème. Je n'ai pas été confronté à un refus absolu d'aborder ces questions. Des spécialistes de relations internationales et de sciences politiques ont parfois décliné mes demandes d'entretien car le lien démographie/relation internationale ne leur semblait pas significatif dans la politique extérieure russe. Des chercheurs rattachés à des chaires d'économie m'ont plus volontiers accordé des entretiens. Enfin, les « à-côtés » des enquêtes de terrain alimentent aussi la réflexion de ce travail. Le fait de vivre plusieurs mois en Russie permet parfois de capter l'indicible, de mieux comprendre les mentalités et les perceptions.

3) Faire le deuil de l'exhaustivité

Le choix d'une étude de cas pour en déduire les conséquences internationales du déclin démographique russe présente le risque de l'extrapolation. Cependant, le facteur démographique touche un spectre si large de thématiques des relations internationales de la Russie qu'il faut accepter de faire le deuil de l'exhaustivité.

Le cadre de cette thèse ne permet pas d'aborder l'ensemble des effets des évolutions démographiques de la Russie sur sa politique étrangère. Cette tentative conduirait à une énumération des conséquences internationales des changements démographiques sans pouvoir les analyser en profondeur. En outre, le facteur démographique ne joue pas un rôle de premier plan sur l'intégralité des questions de politique étrangère russe. Il convient alors d'écarter les thématiques de la politique étrangère russe où le critère démographique ne permet pas d'améliorer la compréhension de la question donnée. Cependant, il paraît parfois pertinent d'expliquer pourquoi le facteur démographique a un rôle secondaire dans des dossiers de politique étrangère où il devrait a priori peser davantage.

Quand le critère démographique peut s'avérer significatif, il faut tout de même faire des arbitrages et justifier la démarche qui a amené à insister sur d'autres exemples. Ainsi, les pays du Caucase font l'objet d'un développement moindre que les États centrasiatiques pour évoquer le poids de la question migratoire dans les relations bilatérales de Moscou avec les anciennes républiques soviétiques. Ce choix s'explique par un poids démographique et migratoire plus

³⁸ Liste des personnes interviewées en annexe

important de l'Asie centrale, et par son rôle stratégique croissant dans la politique étrangère russe. Les États de Transcaucasie occupent aussi une place majeure dans la politique de Moscou, mais plutôt sur des questions sécuritaires. Les relations entre la Russie et l'Ukraine constituent sûrement la priorité absolue de la politique étrangère de Moscou et ont un volet démographique conséquent : migrations entre les deux pays, présence significative de populations russes en Ukraine et d'Ukrainiens en Russie. Cependant, le cas ukrainien ne fait pas partie des situations les plus développées dans ce travail. Sur la période traitée (1991-2012), il ne représente pas le meilleur exemple pour illustrer l'importance du facteur démographique dans la relation bilatérale des anciennes républiques soviétiques avec Moscou. Il ne s'agit pas d'éluder la question car l'analyse pour d'autres États peut également concerner l'Ukraine, ce qui sera rappelé dans les passages concernés.

-Hypothèses de travail

Cette thèse cherche à évaluer l'impact des évolutions démographiques sur la place et le rôle de la Russie sur la scène internationale depuis 1991. Elle repose sur différentes hypothèses.

Les actions internationales de Moscou restent parfois difficiles à analyser. « Il n'est pas du tout facile de savoir quels sont les objectifs de la politique étrangère russe ni même de savoir si la Russie a une politique étrangère cohérente »³⁹. Les propos de Vladimir Poutine qui considèrent la disparition de l'URSS comme la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle laissent penser que la reconquête de l'empire perdu devient l'objectif majeur de la politique étrangère russe⁴⁰. Paradoxalement, ce « syndrome post-impérial » souligne un blocage⁴¹. Le préfixe « post » traduit une difficulté à se défaire d'une perception passée. Le recours à la démographie peut donc aider à estimer le potentiel réel de la Russie post-soviétique sur la scène internationale depuis 1991 et dans la mondialisation. En effet, « la démographie présente l'immense avantage de fournir des indications qui se dégagent du langage déformé de l'Etat »⁴².

³⁹ CLUNAN, Anne, L., *The social construction of Russia's resurgence*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2009, p.101.

⁴⁰ Propos tenus lors du discours du 25 avril 2005 à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.
http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml

⁴¹ TINGUY, Anne de, « Syndrome post-impérial et volonté de puissance », in *Ceras - revue Projet*, n°309, Mars 2009.
<http://www.ceras-projet.com/index.php?id=3564>

⁴² BLUM, Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS*, op. cit., p.14.

Une autre hypothèse repose sur l'idée que le recours à la démographie permet de mettre en évidence des contradictions des politiques interne et externe, ainsi qu'une articulation imparfaite entre la politique intérieure, la politique démographique et la politique extérieure de la Russie. Ces incohérences apparaissent notamment lors de l'analyse du fait migratoire. Ainsi, il peut exister un discours politique national hostile aux migrants. Pourtant, ces populations comblent à un manque de population active en partie provoqué par le déclin démographique russe et peuvent venir d'un Etat avec lequel la Russie a un partenariat stratégique. Les effets politiques d'une politisation interne de la question migratoire peuvent alors compromettre les objectifs des politiques démographique et extérieure du pays.

L'analyse du lien entre déclin démographique et situation internationale de la Russie pourrait conduire à ne retenir qu'une seule approche des relations internationales. Ce n'est pas le choix qui a été fait. Cette thèse s'inscrit dans la ligne des travaux de Bertrand Badie qui estime que « les paradigmes ne s'entretuent pas, ils s'enrichissent »⁴³. Il ne paraît pas donc pertinent d'inscrire ce travail uniquement dans un des grands courants de la discipline. Chaque théorie apporte un éclairage spécifique sur la place du facteur démographique dans les relations internationales. Ces points de vue ne se contredisent pas. Leur complémentarité permet de constituer une base théorique plus large pour comprendre le lien démographie/rerelations internationales. L'antagonisme entre ces théories ne porte pas sur le fait d'intégrer ou pas le facteur démographique dans l'analyse des relations internationales, mais sur la façon de le faire. Ainsi, les États ont leur propre lecture du lien entre démographie et relations internationales, mais tous intégreront d'une manière ou d'une autre le facteur démographique.

Une autre hypothèse de travail porte sur l'idée que la réalité démographique russe influence le processus décisionnel en matière de politique étrangère. Tout d'abord, l'évolution démographique a un impact psychologique qui va en partie déterminer un rapport au monde sur lequel repose la politique étrangère russe. Ensuite, le facteur démographique peut influencer les relations entre les acteurs qui participent à la décision de politique étrangère. Chacun d'entre eux a un point de vue sur l'importance de la démographie dans les relations extérieures du pays. Il s'agit aussi de recourir à la démographie pour entrevoir des rivalités au sein des cercles opaques du pouvoir russe. Ainsi, le groupe le plus influent peut faire appliquer une politique plus en adéquation avec sa lecture du lien

⁴³ Cité dans BLOM, Amélie, CHARILLON, Frédéric, *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette, 2001, p.70.

entre démographie et relations internationales. La nature de la décision en matière de politique étrangère permettrait alors d'évaluer la réalité de l'influence de ce groupe.

L'étude des conséquences internationales de l'évolution démographique de la Russie depuis 1991 s'appuie sur une dernière hypothèse de travail. La réalité démographique, et surtout migratoire, du pays doit aider à mesurer son influence, notamment sur les anciennes républiques soviétiques. Ainsi, l'attractivité migratoire d'un pays résulte d'une influence économique, politique, culturel et linguistique qui facilite la diffusion de codes et de valeurs au sein du pays d'émigration. Cet ascendant influence la décision d'une personne qui souhaite émigrer. L'intensité des flux migratoires devient alors un indicateur du niveau d'influence. Cependant, la relation influence/migrations a un caractère multiple. Par exemple, les diasporas, c'est-à-dire « des groupes ethniques minoritaires, issus de la migration, qui résident et agissent dans des pays d'accueil tout en maintenant de forts liens affectifs et matériels avec le pays d'origine, leur patrie » constituent un vecteur d'influence dans la relation bilatérale entre le pays d'émigration et d'immigration qui peut fonctionner dans les deux sens⁴⁴. Cependant, les complémentarités transnationales nées des migrations et/ou d'une continuité de peuplement suivent des logiques parfois indépendantes des relations politiques bilatérales.

Ces hypothèses reposent donc sur l'idée de la pertinence de l'usage de la démographie comme complément d'analyse de certaines questions de relations internationales de la Russie depuis 1991 et sur une interaction des évolutions politiques et démographiques. Il s'agit aussi de souligner que le facteur démographique prend une importance nouvelle et plus grande dans la politique étrangère russe depuis l'effondrement de l'URSS.

- Problématique

Le lien entre les relations internationales de la Russie et sa situation démographique prend un nouveau sens depuis l'effondrement de l'URSS. L'ampleur de l'évolution démographique de la Russie depuis 1991 lui donne une autre signification politique. Ces éléments permettent d'élaborer la problématique suivante : dans quelle mesure le déclin démographique peut-il modifier les relations internationales de la Fédération de Russie depuis l'effondrement de l'URSS ?

⁴⁴Définition de Gabriel Sheffer cité par DUFOIX, Stéphane, *Les diaporas*, Paris, PUF, 2003, p.23.

Comment l'évolution de la population russe pèse-t-elle sur les fondements de la politique étrangère de Moscou ? Dans quelle mesure l'enjeu politique de la démographie a-t-il évolué depuis 1991 ? Quelles répercussions internes du déclin démographique peuvent porter atteinte aux atouts de la Russie sur la scène internationale ? Quels sont les impacts de ces évolutions en termes de développement du pays ? Dans quelle mesure cette nouvelle configuration démographique du pays handicape-t-elle économiquement et militairement la Russie ?

Dans quelle mesure les considérations démographiques peuvent-elles peser sur le processus d'élaboration de la politique étrangère de la Russie ? L'évolution démographique interne peut-elle modifier le regard de Moscou sur le monde ? Les changements démographiques peuvent-ils renforcer certaines évolutions de la politique étrangère russe ? Comment la question démographique peut-elle interférer dans les relations entre la Russie et les grands acteurs de la scène internationale ?

Dans quelle mesure la question démographique modifie-t-elle les relations entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques ? Moscou peut-il instrumentaliser cette question pour tenter d'exercer une influence sur ces États ? Quels pays seraient davantage concernés par la problématique démographique dans leurs relations avec Moscou ? Dans quelle mesure la Russie peut-elle se servir du vecteur démographique comme levier politique dans l'espace post-soviétique ? C'est à toutes ces questions que la thèse s'efforce de donner des réponses.

-Annonce de plan

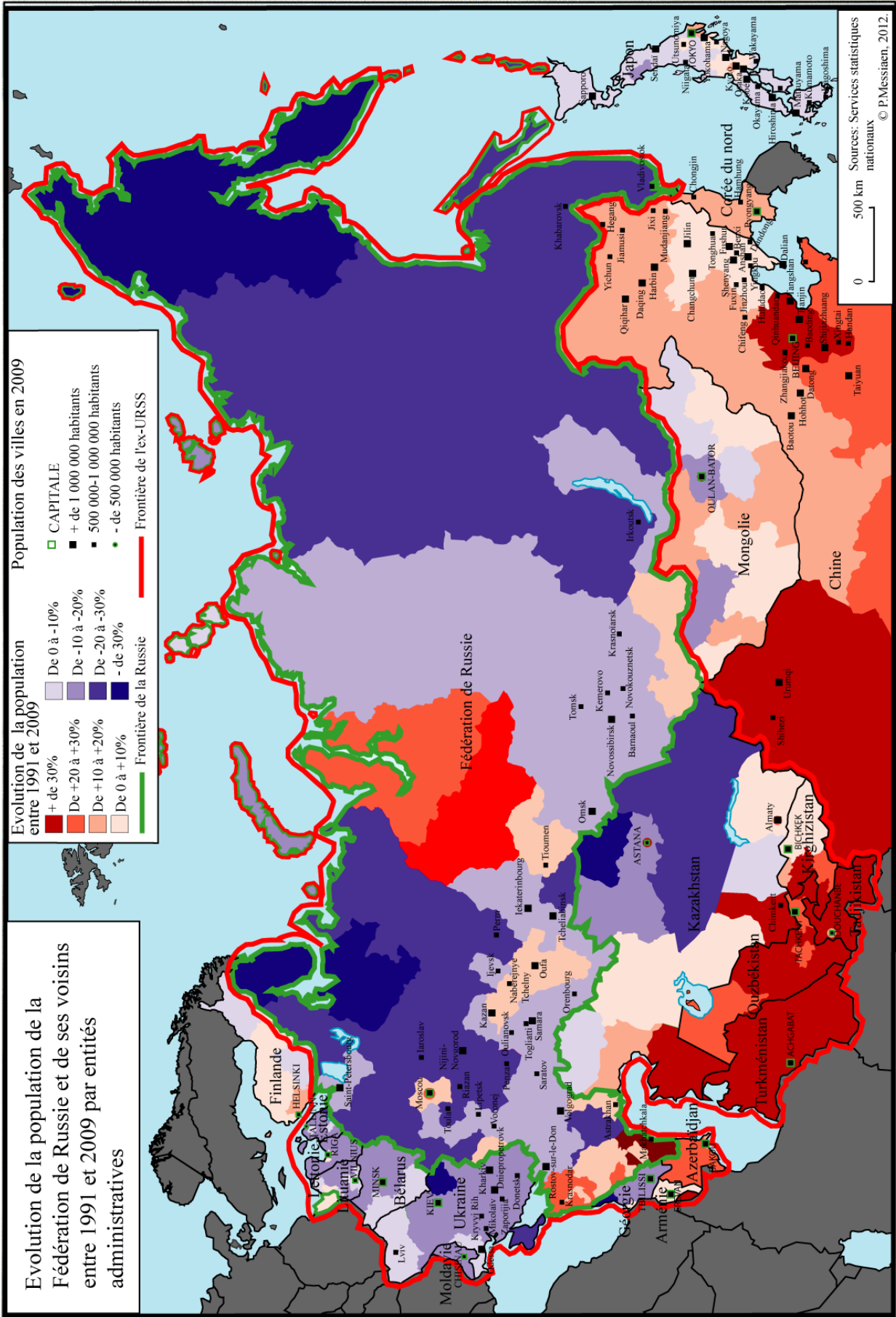
La première partie abordera les défis internes provoqués par le déclin démographique, et leurs conséquences internationales qui redéfinissent la puissance russe. Une première sous-partie analysera l'évolution de la population russe depuis 1991 et ses impacts sur la société et la vie politique russes. La seconde sous-partie a pour but d'analyser les conséquences nationales du déclin démographique, c'est-à-dire ses répercussions sur le développement du territoire et les fondements internes de la puissance russe. La troisième sous-partie cherche à comprendre l'impact de ce déclin démographique sur la puissance d'un État en s'appuyant sur les théories réaliste, libérale et constructiviste des relations internationales. Il s'agit aussi de montrer la dimension démographique des concepts de puissance, d'influence et de perception en s'appuyant sur l'exemple de la Russie post-soviétique. Cette réflexion doit alors constituer une base pour évaluer les conséquences

internationales de l'évolution démographique russe depuis 1991 sur des questions concrètes de politique étrangère.

La seconde partie de cette thèse analysera la place occupée par la question démographique dans le processus d'élaboration de la politique étrangère. La première sous-partie portera sur la circulation des idées parmi les acteurs de la politique étrangère et la place de la démographie dans celle-ci. Une seconde sous-partie abordera l'importance du déclin de la population russe pour déterminer le positionnement de Moscou vis-à-vis des grands enjeux internationaux. Elle abordera également les situations où la question démographique occupe paradoxalement une place secondaire, et celles où elle constitue un enjeu central. Cette réflexion n'intègre pas les anciennes républiques soviétiques dont la nature avec la Russie en fait une question distincte de la politique étrangère russe. Elles doivent faire l'objet d'une partie spécifique dans ce travail.

Dans une troisième partie, il s'agira de déterminer l'impact du déclin démographique sur les relations avec les anciennes républiques soviétiques. Une première sous-partie cherchera à démontrer l'existence d'une interdépendance de la Russie avec l'« étranger proche » encouragée par la situation démographique⁴⁵. Une seconde sous-partie s'interrogera sur la pertinence du recours au facteur démographique comme outil de *soft power* russe dans cet espace postsoviétique, en particulier en Asie centrale et dans la relation russo-kazakhstanaise.

⁴⁵ Le terme d'« étranger proche » est une formulation utilisée fréquemment en Russie pour désigner les anciennes républiques soviétiques que Moscou estime appartenir à sa zone d'influence.



1^{ère} PARTIE- LE DECLIN DEMOGRAPHIQUE : DES DEFIS INTERNES **REDEFINISSAN LA PUISSANCE RUSSE**

La théorie du *two levels game* Robert Putnam a permis de démontrer l'importance de l'articulation entre politiques intérieure et extérieure d'un Etat. Etant donné que la démographie politique repose sur le lien entre les questions démographiques et politiques, il paraît alors possible d'additionner ces deux approches pour en déduire une articulation entre démographie/politique interne/politique externe. Il convient aussi d'analyser les manifestations de cette corrélation dans la Russie post-soviétique. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur la nature des évolutions démographiques de la Russie à différentes échelles. Dans un second temps, cette partie va chercher à comprendre l'interrelation entre démographie et politique interne, il faut alors effectuer une analyse dans deux directions. Tout d'abord, il s'agit d'évaluer l'impact des phénomènes politiques russes sur l'évolution démographique du pays. Ensuite, la démarche consiste aussi à mesurer les effets de ces changements démographiques sur les variables qui déterminent les choix politiques. Le troisième temps de l'analyse a pour objectif de démontrer que l'interrelation démographie/politique intègre également une dimension de politique externe. Il convient alors de chercher dans les approches théoriques de la discipline des relations internationales des éléments permettant de consolider l'hypothèse de l'interrelation démographie/politique intérieure/politique extérieure russes. L'analyse de ce triptyque amène à formuler la question suivante : dans quelle mesure l'évolution démographique de la Fédération de Russie peut-elle modifier les bases sur lesquelles repose la politique extérieure de Moscou ? La réponse à cette question implique plusieurs interrogations.

Quels sont les facteurs conjoncturels et structurels du déclin démographique russe ? Dans quelle mesure une analyse à l'échelle régionale corrige-t-elle la perception des caractéristiques de la démographie russe au niveau fédéral ? Quel rôle a pu jouer la chute de l'URSS dans les évolutions de la population de la Fédération de Russie ? Comment la société et la classe politique russes abordent-elles la problématique du déclin démographique ? Ont-elles conscience de l'importance de l'enjeu ? Comment caractériser la politique démographique russe ? Dans quelle mesure les changements démographiques deviennent-ils un enjeu majeur de développement ? Quels sont les impacts du déclin démographique sur les équilibres territoriaux russes ? Comment ces évolutions affaiblissent-elles l'économie de la Russie ? Dans quelle mesure l'armée doit-elle composer avec cette nouvelle configuration démographique de la Russie ? Pourquoi la question démographique devient-elle de plus en plus une problématique de politique extérieure ? Ce nouveau profil

démographique a-t-il une incidence sur la puissance de la Russie sur la scène internationale ? Dans quelle mesure ces changements démographiques modifient-ils les capacités d'influence de la Russie ? Comment le déclin démographique russe transforme-t-il les perceptions des enjeux internationaux ?

Une première sous-partie abordera l'interrelation entre démographie et politique dans la Russie post-soviétique, en adoptant une approche à l'échelle du pays mais aussi au niveau des régions. Il s'agit de s'intéresser aux impacts multiples de l'évolution démographique sur la société et le monde politique russes, mais inversement de comprendre les conséquences des choix politiques et sociétaux sur ces mêmes évolutions démographiques. Une seconde sous-partie s'intéressera aux répercussions nationales du déclin démographique de la Russie post-soviétique. L'analyse portera sur trois éléments qui ont une grande importance pour le passé, le présent et le futur de la Russie : le territoire, l'économie et l'armée. La dernière sous-partie a une dimension plus théorique. Elle cherche à s'appuyer sur les concepts des relations internationales pour dessiner les contours d'une corrélation entre démographie et politique extérieure de la Russie post-soviétique.

A- L'INTERRELATION ENTRE DEMOGRAPHIE ET POLITIQUE EN RUSSIE

L'étude des conséquences internationales des évolutions démographiques de la Russie passe en premier lieu par l'étude du lien entre les questions démographiques et politiques au niveau national. Au-delà des caractéristiques concernant la natalité, la mortalité et les migrations au niveau fédéral, il faut surtout tenir compte de la diversité démographique des territoires en se focalisant sur l'échelon régional pour avoir une meilleure vue d'ensemble des problématiques politiques suscitées par ces évolutions démographiques. Face à ces changements, la société et le monde politique russes ne restent pas inertes, le thème de la démographie peut faire l'objet de vifs débats, dont il faut comprendre les tenants et les aboutissants. Le lien démographie/politique et le niveau de prise de conscience sur ces questions par une société se voient en particulier dans les politiques démographique et migratoire. L'interrelation entre démographie et politique en Russie suscite alors un certain nombre de questions.

Quelles sont les spécificités post-soviétiques de l'évolution démographique de la Fédération de Russie ? Quels aspects du déclin démographique russe ont un caractère conjoncturel et ceux avec dimension structurelle ? Dans quelle mesure les spécificités régionales déterminent-elles les évolutions démographiques des territoires de la Russie ? Quel comportement la société et la classe politique russes adoptent-elles face à ce déclin démographique ? Comment les mesures politiques et

les évolutions démographiques s'influencent-elles ? Sur quels principes reposent les politiques démographique et migratoire du pays ?

Le portrait démographique de la Fédération de Russie semble montrer une forte dégradation de d'une très grande partie des indicateurs. Au niveau des régions, l'hétérogénéité démographique du pays semble se renforcer et creuser des écarts entre les territoires. Le déclin démographique consolide l'interrelation entre le démographique et le politique. D'un côté, l'évolution négative des indicateurs s'impose dans la société et la vie politique russes. D'un autre côté, les autorités cherchent à mettre en œuvre une politique démographique volontariste pour corriger les causes de ce déclin. Il s'agit d'une nécessité car le portrait démographique de la Russie a fortement changé depuis 1991.

1- Le portrait démographique de la Russie

La population de la Russie baisse, mais que se cache-t-il derrière ce chiffre ? La démographie d'un pays implique trois éléments principaux : la natalité, la mortalité et les migrations. En ce qui concerne le phénomène migratoire, il faut distinguer les migrations internationales et les migrations internes. L'analyse de la démographie de la Russie post-soviétique s'inscrit dans différentes temporalités. Elle doit intégrer une dimension structurelle et conjoncturelle et déterminer l'importance des facteurs de court, moyen et long termes. Cette réflexion permet ainsi de distinguer les permanences et les ruptures de l'évolution de la population russe depuis 1991. En dessinant le portrait démographique de la Russie post-soviétique, il s'agit plus largement de se demander en quoi l'émergence d'une « Nouvelle Russie » a aussi donné naissance à une nouvelle configuration démographique de la Russie⁴⁶.

Dans quelle mesure les caractéristiques du déclin démographique lui confèrent-elles un caractère inédit ? Comment qualifier démographiquement la Russie post-soviétique ? Quel aspect de la démographie participe-t-il davantage au déclin de la population ? Dans quelle mesure les facteurs structurels prévalent-ils sur les critères conjoncturels dans l'explication de cette évolution démographique ? Quelles sont les différentes étapes de ce processus de déclin ?

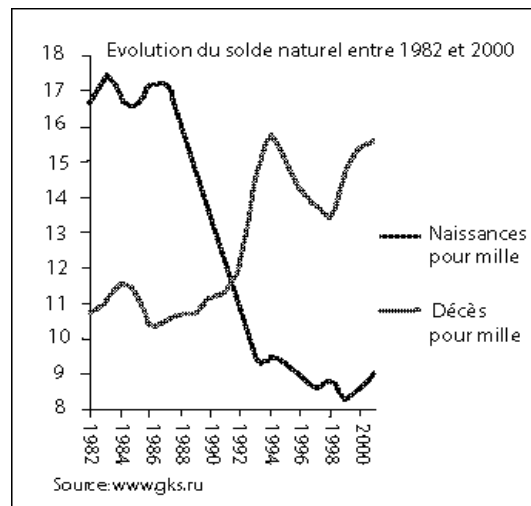
Le portrait démographique de la Russie post-soviétique a deux traits principaux : une baisse de la natalité et une forte augmentation de la mortalité. L'expression de « croix russe » qualifie

⁴⁶ RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 2004, 418p.

souvent ce déficit naturel⁴⁷. Les changements démographiques concernent aussi les migrations. Janna Zaïontchkovskaïa parle de « glissement occidental » pour qualifier les évolutions migratoires⁴⁸. Anatoli Vichnevski montre que le déclin démographique a un caractère ancien qu'il connaît sa troisième phase d'évolution.

a) La « croix russe »

La « croix russe »



La « croix russe » correspond au croisement de la courbe de la mortalité en hausse et de celle de la natalité, visible sur le graphique qui présente l'évolution du solde naturel entre 1982 et 2000. L'expression revient souvent dans la presse russe, mais aussi dans des articles spécialisés. Il convient toutefois de relativiser ce terme. Cependant, la « croix russe » laisse apercevoir une baisse de la natalité qui semble rapprocher la Russie d'un profil européen. Par contre, en ce qui concerne la mortalité, le pays s'apparenterait à un Etat africain.

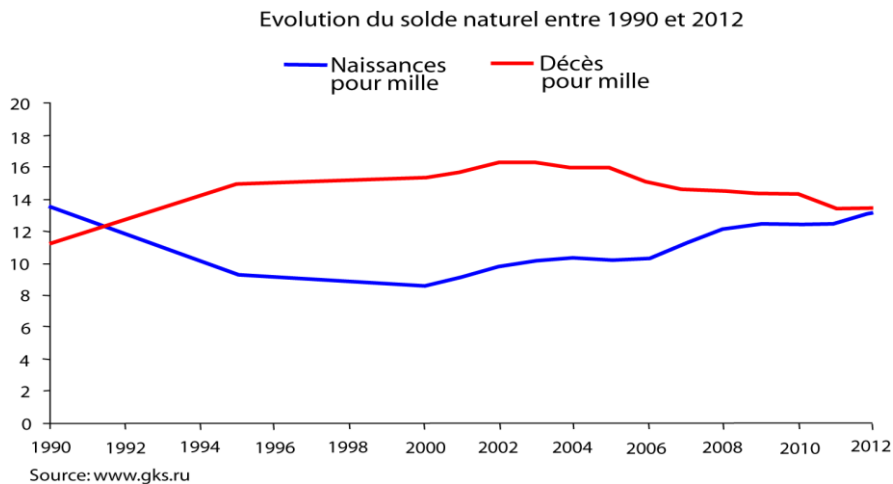
A première vue, l'expression « croix russe » se justifie. En effet, la dégradation de la natalité depuis 1986 et la hausse de la mortalité qui commence à partir de 1964 se matérialise bien par une croix dont le centre correspond à 1991, année où le solde naturel devient négatif, et ce déficit semble se creuser au fil de la décennie 1990. Le graphique ci-dessus confirme donc l'idée de croix

⁴⁷ KHALTOURINA, Daria, Andreevna, KOROTAEV, Andreï, Vitalievitch, *Russkii krest: faktor, mekhanizmy i puti preodoleniia demograficheskogo krizisa v Rossii* (La croix russe: facteur, mécanismes et chemins de résolution de la crise démographique en Russie), Moscou, URSS, 2006, 128p.

⁴⁸ ZAIONTCHKOVAÏA, Janna, Antonovna, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, *Vnoutrenniaia migratsiia v Rossii* (Les migrations internes en Russie), Moscou, Centre des Etudes migratoires, 2007, 84p.

et donne l'impression d'un accroissement inexorable de ce déficit. En changeant d'échelle de temps, entre 1990 et 2012, les évolutions démographiques ne vont pas forcément dans le sens d'une « croix russe », mais n'infirmement pour autant aller l'idée de déclin de la population.

Solde naturel de la Russie post-soviétique



Le terme de « croix russe » ne reflète donc pas tout à fait la réalité de la dégradation du solde naturel. Le démographe Leonid Rybakovski propose une autre interprétation de la situation. « Si d'après les indicateurs de la natalité nous sommes semblables aux pays européens, alors d'après la mortalité nous nous trouvons au milieu de la liste des pays africains et à la fin des pays asiatiques. Par conséquent, on peut dire qu'il existe en Russie une situation inédite de reproduction de la population : euro-africaine. »⁴⁹ Il convient alors de s'interroger dans un premier temps sur le caractère européen de la baisse de la natalité dans la Russie post-soviétique.

En 2009, la Russie et l'Union européenne ont respectivement 1,57 et 1,59 enfants par femme mais cette proximité de chiffres cache des spécificités russes⁵⁰. Entre 1991 et 2012, la natalité a d'abord connu une baisse de 1991 à 1999, et a ensuite augmenté à partir de 2000 mais n'a jamais atteint le seuil de renouvellement de génération. Les démographes soviétiques et russes avaient prévu ces variations⁵¹. Comme en Europe, la Russie connaît une baisse structurelle du nombre de naissances, mais elle se singularise par des à-coups correspondant à des « phénomènes d'écho »

⁴⁹ ROUDENKO, Boris, « Istchezaioushaïa Rossiïa. Zametki so vserossiïskoï konferentsii po demografii » (La Russie qui disparaît. Notes de la conférence russe sur la démographie), in *Naouka i jizn'*, n°1, 2007.

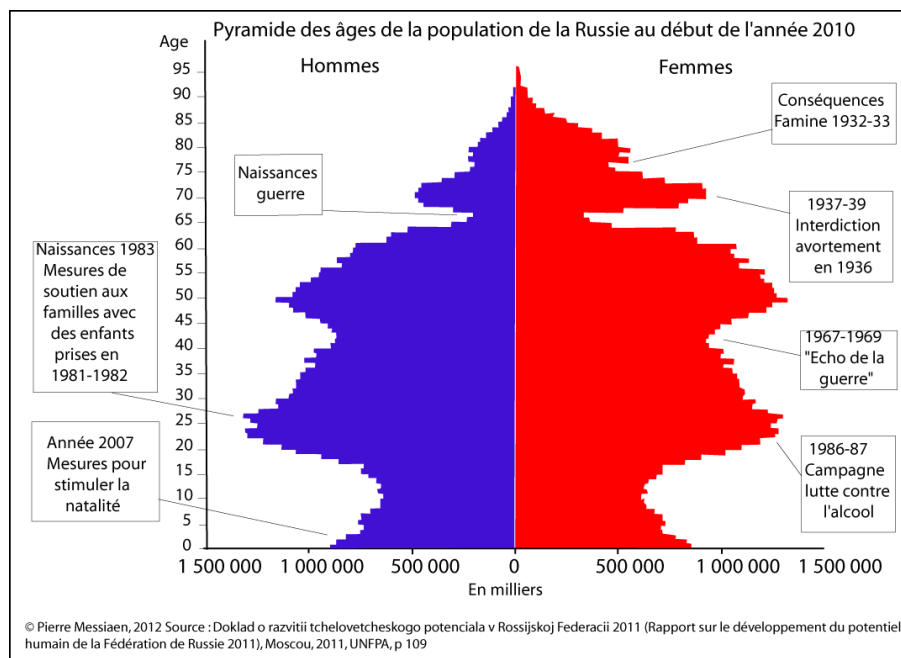
<http://www.nkj.ru/archive/articles/8665/>

⁵⁰ http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/pays_developpes/indicateurs_fecondite/

⁵¹ http://www.gks.ru/free_doc/new_site/population/demo/progn5.htm

visibles sur la pyramide des âges. En effet, des événements qui ont eu un fort impact positif ou négatif sur la natalité vont se traduire environ 25 ans plus tard par une nouvelle hausse ou baisse de la natalité.

Une pyramide des âges portant les marques de l'histoire russe



Le second conflit mondial a provoqué un « double phénomène d'écho ». Une importante disparition d'hommes en âge de procréer a réduit le nombre de naissances potentielles. Au milieu des années 1960, les personnes nées à ce moment-là atteignent l'âge de procréer, d'où un faible nombre de naissances à cette époque. Dans les années 1990, un second phénomène d'écho survient. La génération peu nombreuse née aux environs de 1965 commence alors à avoir des enfants. A contrario, la hausse des naissances des années 2000 correspond à l'écho des mesures de soutien à la natalité prises dans les années 1980. Ces variations dépendent aussi du désir d'enfant qui peut exister dans une société à un moment donné. Les femmes russes veulent avoir leur premier enfant plus tard, souvent pour privilégier d'autres projets personnels ou professionnels. Ainsi, l'âge du premier enfant se situait à 22,65 ans en 1990 contre 24,60 ans en 2009⁵². En ce qui concerne la natalité, la Russie se distingue de l'Europe par un recours fréquent à l'avortement. En 2009, la Russie comptait 41‰ entre 15 et 44 ans, contre 7‰ en Allemagne, même si ce chiffre a été divisé

⁵² ZAKHAROV, Sergueï, Vladimirovitch, « Rost tchisla rojdenii v Rossi zakonchilsia ? » (La hausse du nombre de naissances en Russie est-elle terminée ?), in *Demoscope.ru*, n°453-454, 7-20/02/2012

par 3,3 par rapport à 1990⁵³. La Russie se trouve en fin de transition démographique et connaît donc une baisse de la natalité semblable à celle de l'Europe, mais elle se singularise par des à-coups dans cette évolution liées à son passé et à un recours important à l'avortement. Si le pays se rapproche des Etats européens par sa natalité, a-t-il la mortalité d'un pays africain ?

La mortalité en Russie connaît une évolution inédite, qui « n'a jamais été connue auparavant dans l'histoire de l'humanité »⁵⁴. Entre 1991 et 2009, 41,856 millions de personnes sont décédées en Russie.⁵⁵ L'espérance de vie se situait au niveau des pays européens jusqu'au milieu des années 1960, et ensuite l'écart se creuse. Ainsi, en 2012, la Russie a une espérance de vie de 70,46 ans, et l'Union européenne de 79,41 ans. L'héritage soviétique peut en partie expliquer ce décrochage. « L'inadaptation du système de santé des pays de l'Est aux nouvelles pathologies adultes a été considérée comme une cause majeure de leur retard sur l'Europe de l'Ouest ».⁵⁶ Il existe aussi des causes post-soviétiques à l'évolution de la mortalité en Russie depuis 1991. Les deux baisses de l'espérance de vie en 1994 et 1999 correspondent à des conjonctures défavorables : les conséquences de la chute de l'URSS et la crise économique de 1998. Cette interaction entre mortalité et contexte économique a été démontrée par Amartya Sen, prix Nobel d'économie⁵⁷. La Russie post-soviétique se distingue aussi par une surmortalité masculine. L'espérance de vie moyenne lors des deux dernières décennies atteint 58,11 ans pour les hommes, c'est-à-dire moins que dans les années 1980, et 64,56 ans pour les femmes⁵⁸. Cette surmortalité s'explique par le poids des causes externes de mortalité touchant davantage les hommes⁵⁹. En 2009, 16,5% des décès masculins et 5,4% des décès féminins s'expliquaient par des causes externes⁶⁰. En 2004, la surmortalité masculine place la Russie en 4^{ème} position dans un classement de 192 pays pour les décès d'hommes liés aux causes externes⁶¹. Le pays occupe des positions semblables pour le taux

⁵³ SAKEVITCH, Viktoria, DENISSOV, Boris, « Pereidet li Rossiia ot aborta k planirovaniu sem'i? » (La Russie va-t-elle passer de l'avortement à une planification familiale ?), in Demoscope.ru, n°465-466, 02/05-22/05/2011.

⁵⁴ EBERSTADT, Nicholas, *Russia's peacetime demographic crisis*, Seattle, The national bureau of asian research, 2010, p.112.

⁵⁵ www.gks.ru

⁵⁶ LABBE, Morgane, « Une lecture démographique de la frontière Est-Ouest », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest : Démographie et héritages soviétiques*, vol 26, n°4, 12/1995, pp.65.

⁵⁷ SEN, Amartya. « Mortality as an Indicator of Economic Success and Failure », in *Economic Journal*, Vol. 108, n°446, 1998, pp. 1-25.

⁵⁸ www.gks.ru

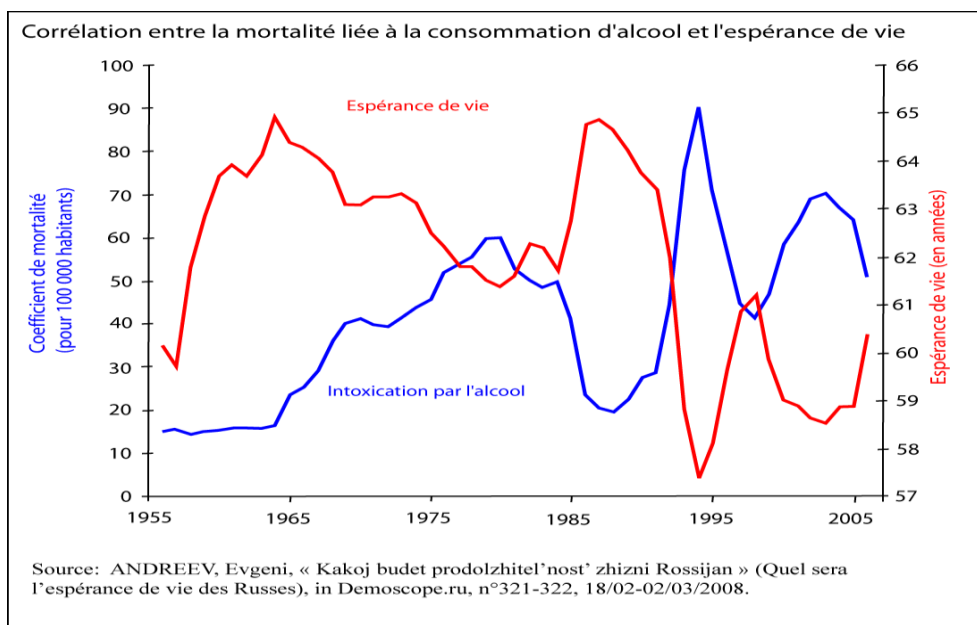
⁵⁹ Cette catégorie dans la classification de type de décès comprend les suicides, les accidents de la route, les meurtres, les intoxications accidentelles avec de l'alcool, les noyades.

⁶⁰ CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « V 2011 godou snizilas smertnost' ot vseh osnovnykh klassov pritchin smerti » (En 2011 la mortalité a baissé dans toutes les causes de décès), in Demoscope.ru, n°499-500, 20/02-04/03/12.

⁶¹ YOUNAGOUZINE, Valeri, « Vnetchnie pritchin smerti i prodoljitel'nost' jizni v Rossii » (Les causes externes de mortalité et l'espérance de vie en Russie), in Demoscope.ru, n°485-486, 7/11-20/11/11

d'homicides, de morts sur les routes, le nombre de toxicomanes, le tabagisme. Dans une logique de comparaison, l'espérance de vie chez les femmes, 75,86 ans en 2012, rapprocherait la Russie de pays arabes (Tunisie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite)⁶². Pour les hommes, la Russie se compare à des pays africains comme le Ghana, le Botswana, ou des pays instables comme l'Irak. Il faut également évoquer un facteur déterminant dans la surmortalité en Russie : la consommation d'alcool. La symétrie des courbes de l'espérance de vie et de la consommation d'alcool entre 1955 et 2006 démontre l'importance de cette variable dans l'explication de la mortalité russe.

L'alcoolisme comme cause majeur de mortalité en Russie



Finalement, comment qualifier le déficit naturel inédit de la Russie entre 1991 et 2012 ? L'expression « croix russe » souligne la baisse de la natalité et la hausse de la mortalité mais fait fi de l'amélioration survenue dans les années 2000. L'idée de profil « euro-africain » met en évidence les similitudes avec les pays européens sur le plan de la natalité, et avec des Etats africains pour la mortalité masculine, mais n'intègre pas la mortalité féminine. Les éléments structurels, fin de la transition démographique, non-renouvellement des générations et vieillissement de la population, donnent un caractère inéluctable au déficit naturel, même si la consommation d'alcool baisse. Il convient de compléter ce portrait démographique de la Russie par l'aspect migratoire.

⁶² www.ined.fr

b) Le « glissement occidental »

Depuis 1991, la Russie occupe la deuxième ou troisième position dans le classement des pays d'immigration, derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Une attractivité migratoire si forte laisserait à penser que la chute de l'URSS n'a pas provoqué la « grande migration », mais au contraire une immigration massive vers la Russie.⁶³ Il faut relativiser ces deux idées. Le « glissement occidental » constitue le véritable bouleversement migratoire depuis 1991. Enfin, il semble exister une plus forte interaction entre logiques migratoires internes et externes.

L'URSS se tenait à l'écart des migrations internationales par des frontières fermées. Depuis 1991, la Russie a un solde migratoire positif, surtout entre 1993 et 1998. Cette attractivité a permis de compenser le déficit naturel d'environ un tiers. Sur la période 1991-2010, la baisse de population n'atteint pas 13 millions de personnes, mais 8,3 millions⁶⁴. Les immigrés viennent pour l'écrasante majorité des ex-républiques soviétiques⁶⁵. Il ne s'agit pas de migrations nouvelles, mais d'anciennes migrations internes que la chute de l'URSS a transformées en migrations internationales. Néanmoins, ces flux évoluent puisque la part des migrants venant des pays à l'ouest de l'espace postsoviétique (Ukraine, Belarus) a baissé, et celle venant d'Asie centrale a augmenté. En 1997, les quatre républiques centrasiatiques représentaient 16% de l'immigration d'installation en Russie en provenance de la CEI, 34% en 2008⁶⁶. Un autre courant migratoire se renforce avec l'ouverture du pays aux migrations internationales. La Russie est une terre d'immigration pour les ressortissants de Chine et d'autres pays d'Asie du sud-est.

Contrairement à d'autres pays de forte immigration, la Russie connaît aussi une importante émigration. En 2010, les Russes résidant à l'étranger représentent la « diaspora » la plus importante au monde après la diaspora chinoise⁶⁷. Outre les Russes ethniques qui résident dans les Etats issus de l'ex-URSS, des populations résident dans les pays occidentaux, ce qui représentait au total 25 millions en 1991 et 17 millions en 2004⁶⁸. L'émigration de Russie est estimée entre 866 574 et

⁶³TINGUY, Anne de, *La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, op.cit., 662p.

⁶⁴ RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch (dir.), *Migratsiia i migratsionnaia politika Rossiiskoi Federatsii* (Migration et politique migratoire de la Fédération de Russie), Moscou, Editions de l'institut eurasiatique de recherches et scientifique des problèmes juridiques, 2011, p.27.

⁶⁵ CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « Migratsionniï prirost naseleniia Rossii za 2011 po novym pravilam outcheta sostavil 320 tysiat tchelovek , a po prejnym -107 » (Le solde migratoire de la Russie pour 2011 d'après les nouvelles de comptabilisation était de 320 000 personnes, et 107 d'après les anciennes), in *Demoscope.ru*, 5/03-18/03/2012.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Donnée obtenue lors de l'Entretien avec Sergueï Vassilievitch, Riazantsev, Directeur du centre de démographie sociale et de sociologie politique de l'académie des sciences de Moscou, 11/05/2012.

⁶⁸http://www.valerytishkov.ru/cntnt/publikacii3/publikacii/russkij_yazyk_i_russkoyazychnoe_naselenie_v_stranah_sng_

1,077 million de personnes, les Russes qui résident dans les pays occidentaux⁶⁹. Dans les années 1990, les émigrés choisissaient en priorité l'Allemagne, Israël et les Etats-Unis, essentiellement en fonction de critères ethniques. Désormais, cette émigration répond de plus en plus à des besoins économiques, ainsi le classement des pays d'accueil change dans les années 2000 : Etats-Unis, Allemagne et Canada⁷⁰. 39% de ces émigrés ont une formation d'enseignement supérieur, 20% des émigrés partent pour étudier, 15% pour se marier et 39% pour chercher un travail⁷¹. Cette émigration contribue aux difficultés démographiques de la Russie post-soviétique.

Pour les migrations internes, les lois adoptées en 1993 « à propos du droit des citoyens de la Fédération de Russie à la liberté de déplacement, du choix du lieu de résidence et de vie dans les limites de la Fédération de Russie » ont favorisé une nouvelle circulation de la population dans le pays. Ces migrations concernent environ deux millions de personnes par an⁷². « La situation migratoire a progressivement commencé à changer dans la seconde moitié des années 1980. Le départ des populations de la plupart des régions de la partie européenne du pays a cessé, au contraire une migration de retour a débuté à partir des territoires au nord de la Russie. [...] Les bouleversements politiques et socio-économiques des années 1990 ont radicalement changé les orientations et le caractère des migrations internes en Russie »⁷³. Ce « glissement occidental » des migrations internes suit deux axes : est-ouest et nord-sud. Ces deux tendances globales permettent d'identifier cinq zones migratoires en Russie⁷⁴. La première zone correspond à l'Extrême-Orient et à la Sibérie orientale qui se vident. Entre 1991 et 2009, l'Extrême-Orient a perdu 20,03% de sa population⁷⁵. Entre 1991 et 2007, cette baisse s'explique à 86,4% par l'émigration, en particulier vers la Russie centrale⁷⁶. Nikita Mkrttchian identifie une seconde zone migratoire : le nord de la partie européenne du pays. Elle se caractérise par une forte émigration vers le centre partie

i_baltii.html

⁶⁹ PYL'NOVA, Daria, CHKRILIEV, Dmitri, « 440 tysiat'ch tchelovek ouekhali iz Rossii za poslednie piat' let » (440 000 personnes sont parties de Russie lors des cinq dernières années), in *Novaïa Gazeta*, 01/12/2008.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Ibid.

⁷² ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Anatolievna, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, *Vnoutrenniaia migratsiia v Rossii* (La migration interne en Russie), Moscou, Centre des Etudes migratoires, 2007, p7 ; EVSTIGNEEVNA, Nadejda, « Vnoutrenniaia migratsiia v 2010 godou vyroslo na 12% » (La migration interne a augmenté de 12% en 2010), in <http://www.hotjob.ru/blog/2284.html>, 12/04/2011.

⁷³ RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch (dir.), *Migratsiia i migratsionnaïa politika Rosiïskoi Federatsii* (Migration et politique migratoire de la Fédération de Russie), Moscou, Editions de l'institut eurasiatique de recherches et scientifique des problèmes juridiques, 2011, p.34.

⁷⁴ MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, « Migratsiia v Rossii: zapadnyï dreif » (Migrations en Russie: le glissement occidental), in *Demoscope.ru*, n°185-186, 10/01-23/01/2005.

⁷⁵ www.gks.ru

⁷⁶ MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, HAJDEN, S.N., « Naselenie i socialnoe razvitie rossiïskogo dal'nego vostoka »

européenne du pays et dans une moindre mesure vers la Sibérie occidentale. Il s'agit des *oblasts* de Mourmansk, Arkhangelsk, la république des Komis et le *krai* des Iamalo-Nenets. Une troisième zone migratoire se dégage : les républiques du nord Caucase. Leur population émigre vers le reste du pays, sauf l'Extrême-Orient et la Sibérie orientale. Il existe une quatrième zone : Oural-Sibérie occidentale. Elle a un excédent migratoire grâce aux régions orientales, ce qui prouve qu'elle sert de zone tampon entre l'est du pays et le centre de la partie européenne de la Russie⁷⁷. La dernière zone comprend l'*okroug* fédéral du centre et de la Volga, le sud de l'*okroug* fédéral Nord-Ouest et le nord de l'*okroug* fédéral sud soit au total 15,3% du territoire⁷⁸. Tous les flux migratoires semblent converger vers cette zone puisque son bénéfice migratoire se réalise au détriment des quatre autres zones⁷⁹. Cette réorientation des flux migratoires, renforce le poids démographique des régions occidentales du pays, en premier lieu Moscou et ses environs.

Les évolutions des migrations externes et internes de la Russie post-soviétique permettent d'émettre l'hypothèse d'une complémentarité, voire d'une imbrication, de ces flux dans un même « glissement occidental » global. Ainsi, un migrant asiatique se rendrait en Extrême-Orient russe pour prendre la place de travailleurs de cette région. Ces derniers partent en Sibérie occidentale pour remplacer des travailleurs qui ont émigré vers la Russie européenne. Cette région offrirait des emplois laissés vacants par des personnes parties en Europe orientale, région qui connaît une émigration de main-d'œuvre vers l'Europe centrale. Il s'agit alors de remplacer les personnes d'Europe centrale parties travailler en Europe occidentale. Cette hypothèse paraît séduisante car elle souligne l'orientation globale des migrations internes et externes d'est en ouest et met en avant l'importance des migrations de voisinage, tant nationales que transnationales. Cependant, elle fait fi du caractère multidirectionnel et pendulaire des migrations qui s'est renforcé avec l'importance croissante du critère économique dans la décision de migrer. En effet, la présentation d'une logique globale est-ouest donne l'impression d'un mouvement sans retour et définitif, alors que les migrations à caractère économique suivent de plus en plus une logique contractuelle, donc temporaire. En d'autres termes, le migrant va choisir le lieu d'émigration pour effectuer un travail donné dans un temps limité, ce qui implique une saisonnalité. Par exemple, un migrant d'Asie centrale peut travailler dans une ville russe le temps d'un chantier, revenir chez lui pour la récolte, et repartir sur un chantier dans une autre ville de Russie. Ces va-et-vient à court et moyen termes et

(Population et développement social de l'Extrême-Orient russe), in *Prostranstvennaïa Ekonomika*, 2009, n°2, p.53.

⁷⁷ MKRTTCHIAN, Nikita, « Migratsiïa v Rossii », op.cit.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Ibid.

dans plusieurs directions rendent ainsi plus complexe l'analyse des phénomènes migratoires. Il faut distinguer l'immigration d'installation, bien comptabilisée dans les données de Rosstat, de l'immigration de travail, plus instable et plus difficile à estimer en raison de son caractère parfois illégal.

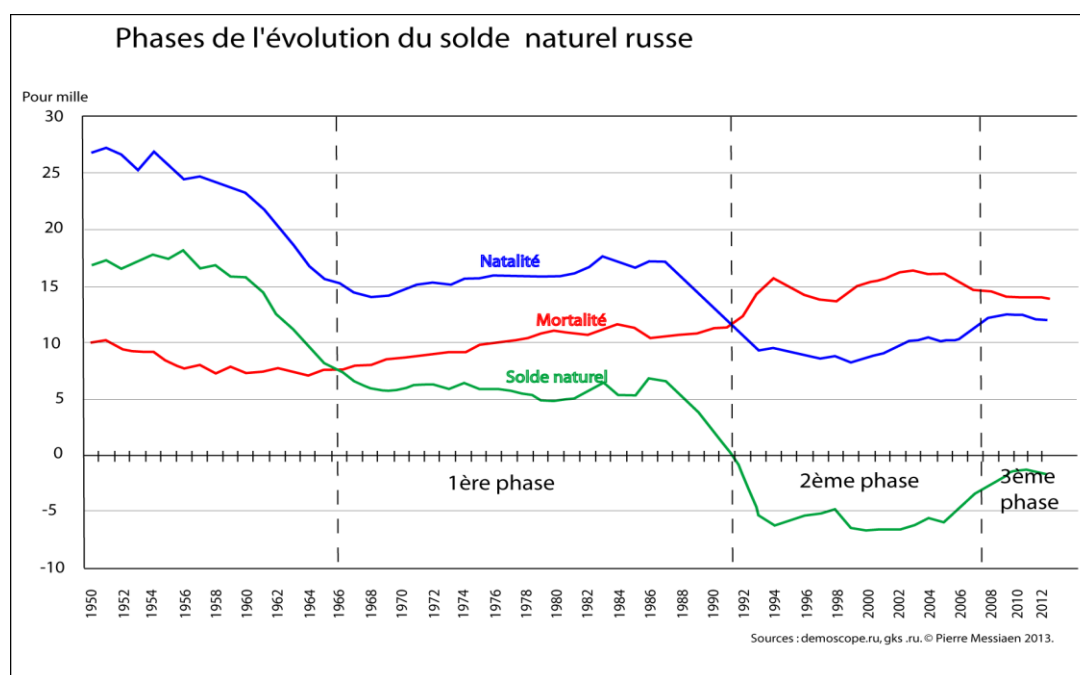
Cette présentation des migrations internes et externes de la Russie post-soviétique montre que le pays a intégré les circuits migratoires internationaux. Les migrations reposent désormais sur une logique économique de court et moyen termes qui s'inscrivent géographiquement dans une orientation est-ouest. Malgré cette tendance structurelle, les migrations dépendent davantage d'éléments conjoncturels ce qui favorise leur caractère multidirectionnel. L'apport de l'excédent migratoire pour résorber le déficit naturel est alors fluctuant.

Si le solde migratoire peut connaître des changements conjoncturels significatifs, le solde naturel a également connu des évolutions importantes, mais sur le long terme.

c) Un déclin démographique en trois temps

Le déclin démographique n'est pas nouveau, il change seulement de visage. Lors d'une conférence qui se tenait au CERI le 24 mai 2011, le démographe Anatoli Vishnevski, présentait les trois phases du déclin démographique⁸⁰.

Les phases du déclin démographique russe



La première phase commence en 1964 lorsque le taux net de reproduction ne permet plus le renouvellement de générations. Ce phénomène s'explique par l'industrialisation et l'urbanisation. La Russie soviétique devient alors le premier pays européen confronté à cette situation. Néanmoins, la population russe continue encore de croître quelques années en raison de la structure par âge. Les démographes soviétiques prévoyaient alors une baisse effective de la population seulement pour les années 2000. Les bouleversements socio-économiques des années 1990 ont réduit le délai d'une décennie, confirmant une certaine influence de la conjoncture sur ces tendances structurelles.

La seconde phase débute en 1991 lorsque le solde naturel devient négatif. Paradoxalement, la structure démographique de la décennie 1990 présente plusieurs aspects positifs. Le nombre absolu de femmes en âge de procréer atteint alors son maximum. Lors de la conférence du 24 mai 2011, Anatoli Vichnevski déclarait que « la population de la Russie diminue tout en bénéficiant du « bonus démographique » ». En effet, la hausse de la mortalité et la baisse de la natalité réduisent la charge démographique sur une population en âge de travailler qui augmente toujours. Bien que réels, les effets négatifs de la situation démographique russe ne se faisaient pas encore ressentir.

⁸⁰ Conférence *Démographie et migrations dans l'espace post-soviétique*, Paris, CERI, 24/05/2011

A partir de 2007, la Russie entre dans la troisième phase de la crise. Le pays perd son « bonus démographique » et le nombre de femmes en âge de procréer chute. La hausse des naissances, qui avait débuté en 2000, s'arrête en 2007. Les indicateurs qui atténuaient alors la gravité de la situation démographique sont désormais négatifs et ne peuvent plus empêcher une accélération de la dégradation du solde naturel. La gravité de la situation démographique apparaît clairement et les pronostics ne font que confirmer cette tendance. Anatoli Vichnevski présente trois variantes d'évolution du solde naturel entre 2010 et 2030 : un déficit de 5 millions pour la plus optimiste, 10 millions pour l'estimation intermédiaire, et 19,5 millions en ce qui concerne le pronostic le plus pessimiste. Le vieillissement s'accélère également : en 2010, la Russie compte 580 inactifs pour 1000 actifs, en 2020 la charge démographique s'élèvera à 800 inactifs pour 1000 actifs.

Ces trois phases du déclin démographique soulignent le caractère changeant des conséquences de la dégradation du solde naturel, mais aussi l'idée que ce déclin va perdurer, voire s'aggraver.

En synthétisant ce portrait démographique de la Russie post-soviétique, les variables structurelles prévalent sur les évolutions conjoncturelles.

En effet, la natalité dépend surtout du nombre de femmes en âge de procréer, prévisible d'une génération sur l'autre. De manière générale, la Russie se trouve en fin de transition démographique et la conjoncture ne peut rien y changer. En outre, cette situation se traduit par un inéluctable vieillissement de la population et une hausse du nombre de décès. Les phases de l'évolution démographique et les projections ne laissent entrevoir aucune perspective de fin du déclin démographique. Cependant, la conjoncture joue un rôle dans l'amplitude de ces évolutions. Le contexte socio-économique des années 1990 a accéléré la baisse de la natalité et a renforcé la hausse de la mortalité. Le solde migratoire dépend davantage de la conjoncture, il en devient donc plus imprévisible, plus difficile à analyser et à circonscrire.

Ce portrait démographique correspond-il au visage d'une nouvelle Russie ? Au regard des évolutions qualitatives de la démographie russe, la réponse est positive. La natalité et la mortalité en Russie s'expliquent en partie par un héritage soviétique. Cependant, le pays se rapproche des Etats européens par sa démographie, notamment pour la natalité, et la mortalité a un caractère inédit dans l'histoire russe. L'importance croissante du facteur économique dans les évolutions démographiques montre également que la Russie s'intègre dans la logique des migrations internationales.

L'imbrication entre les dynamiques des migrations internes et externes souligne aussi que le pays devient plus perméable à l'influence des phénomènes extérieurs.

Ce portrait est une présentation générale de la situation démographique de la Russie, donc uniforme. A l'échelle régionale, le déclin démographique du pays semble avoir plusieurs visages.

2) Les évolutions régionales : un « patchwork démographique »

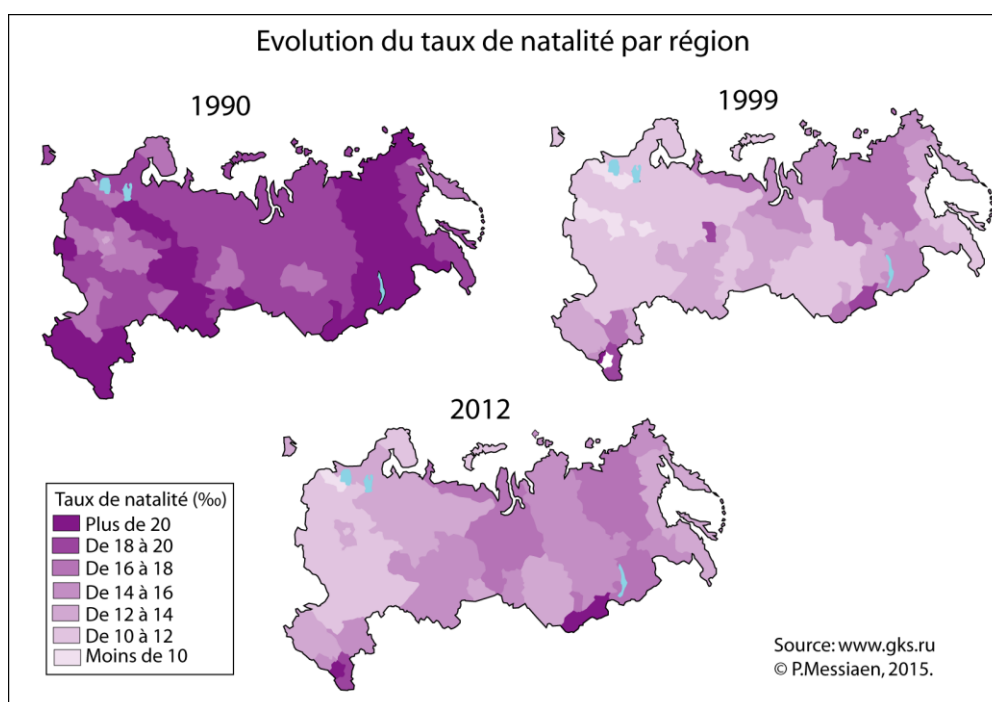
L'emploi du terme « patchwork » paraît adéquat pour souligner le caractère hétéroclite de la typologie des soldes naturels et migratoires au niveau régional. Cette disparité donne l'impression que la Russie doit affronter non pas une crise démographique, mais plusieurs crises simultanément, tant celle-ci est polymorphe. L'immensité du territoire implique des différences de situations démographiques. Cependant, il peut exister des points communs entre des régions de Russie qui permettraient d'opérer des regroupements. La différenciation porte sur la natalité et la mortalité, mais aussi sur le solde migratoire. Il s'agit alors de faire une comparaison quantitative, tout en intégrant des éléments qualitatifs. En effet, un même chiffre peut dissimuler des réalités démographiques différentes. Il convient aussi d'analyser l'évolution de ce « patchwork démographique » dans le temps, c'est-à-dire mesurer et comprendre les variations d'écart entre les régions russes sur deux décennies. Les migrations internes rendent ces catégories interdépendantes et complexifient la description de ce « patchwork démographique ». Sur quel aspect de la démographie les inégalités sont-elles les plus marquées ? Quels éléments expliquent ces écarts ? Comment ce « patchwork démographique » a-t-il évolué depuis 1991 ? Quels sont les pôles d'attractivité migratoire internes à la Russie ? Le facteur ethnique a pu expliquer les écarts de niveaux de natalité entre les régions mais il semble désormais moins pertinent. En ce qui concerne la mortalité, il existe des différences régionales et qualitatives marquées. Les migrations internes viennent modifier les écarts de soldes naturels et parachèvent le « patchwork démographique ».

a) Une influence moindre du facteur ethnique sur la natalité

La géographie, le critère ethnique et le niveau d'urbanisation semblent des éléments intéressants pour établir une typologie de la natalité des régions de Russie. Il paraît possible de mettre en avant des clivages géographiques entre les territoires à faible et à forte natalité. Les ethnies se distinguent notamment par leurs modes de vie, ce qui peut impliquer des natalités

différentes. Le désir d'avoir un ou des enfants dépend du niveau et du cadre de vie, ce qui permet d'émettre l'hypothèse d'une différence de natalité entre régions urbaines et plutôt rurales.

Géographiquement, les écarts régionaux de natalité repose sur un clivage est/ouest. En 2007, les *okrougs* fédéraux à l'ouest du pays ont des taux de natalité en deçà de 14‰. Ainsi, les *okrougs* fédéraux du centre, du nord-ouest et de la Volga ont des taux de natalité de 12,76‰, 12,87‰ et 13,90‰. Les *okrougs* fédéraux plus orientaux dépassent les 14‰. L'*okroug* fédéral de l'Oural a une natalité de 14,66‰, celui de Sibérie de 14,81‰ et celui de l'Extrême-Orient de 14,87‰⁸¹. Les écarts de natalité entre les régions de Russie restent minces, toutefois les disparités régionales ont augmenté de façon significative en 20 ans, comme le montrent les cartes ci-dessous.

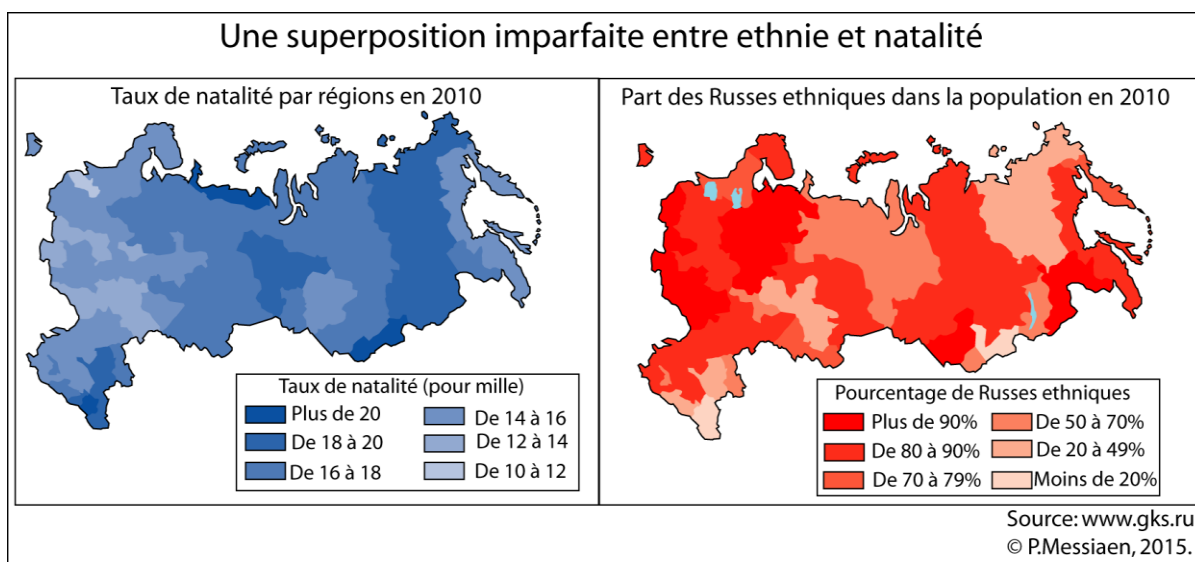


Les cartes indiquent que la baisse de la natalité n'épargne aucune région de la Fédération de Russie dans les années 1990. Il existait au départ une certaine homogénéité, à l'exception de Moscou et ses environs. Le clivage est/ouest apparaît plus fortement au cours de ces deux décennies. Il faut souligner la spécificité du nord Caucase qui a une forte natalité. Même si le critère géographique aide à opérer un premier regroupement, il ne peut pas constituer une cause d'explication de ces écarts de natalité. En plus, un tel raisonnement s'apparenterait à du

⁸¹ OSIPOV, Guennadi, Vassilievitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Demografitcheskoe razvitie Rossii v 21 veke* (Le développement démographique de la Russie au 21ème siècle), op.cit., p.79.

déterminisme géographique. Ce facteur a toutefois le mérite de faciliter la lecture des évolutions de la natalité au niveau régional. Le critère ethnique paraît apporter un début d'explication à ces différences est-ouest.

Comme le rappelle le démographe Vladimir Arkhangelski, « derrière les différences régionales de natalité, dans la réalité, se dissimulent en grande partie des différences ethniques⁸². » Lors du recensement de 2002, les Slaves et les Juifs ont la fécondité la plus basse avec moins de deux enfants par femme, tandis que celle des Nenets, des Ingouches et des Tchétchènes dépassent les trois enfants par femme, les autres peuples des républiques ethniques qui composent la Russie se situent entre deux et trois enfants par femmes. Il existerait alors une superposition entre forte natalité et faible part de Russes ethniques⁸³. Les écarts de natalité pourraient alors s'expliquer par le poids des traditions dans les modes de vie de peuples ethniquement non-Russes favorisant les familles plus nombreuses



Les cartes montrent que le recoupement entre appartenance ethnique et natalité présente des faiblesses. Il se vérifie dans le Caucase ou dans le sud des régions orientales du pays, mais pas forcément dans les républiques non-Russes de la Volga et de l'Oural, comme le Tatarstan, la Mordovie. En plus, le critère ethnique a tendance à perdre sa pertinence depuis 1991. Ainsi, Vladimir Arkhangelski affirme que : « la différenciation ethnique de natalité en Russie se réduit progressivement, comme en témoigne la réduction de l'écart parmi les jeunes générations »⁸⁴. Par

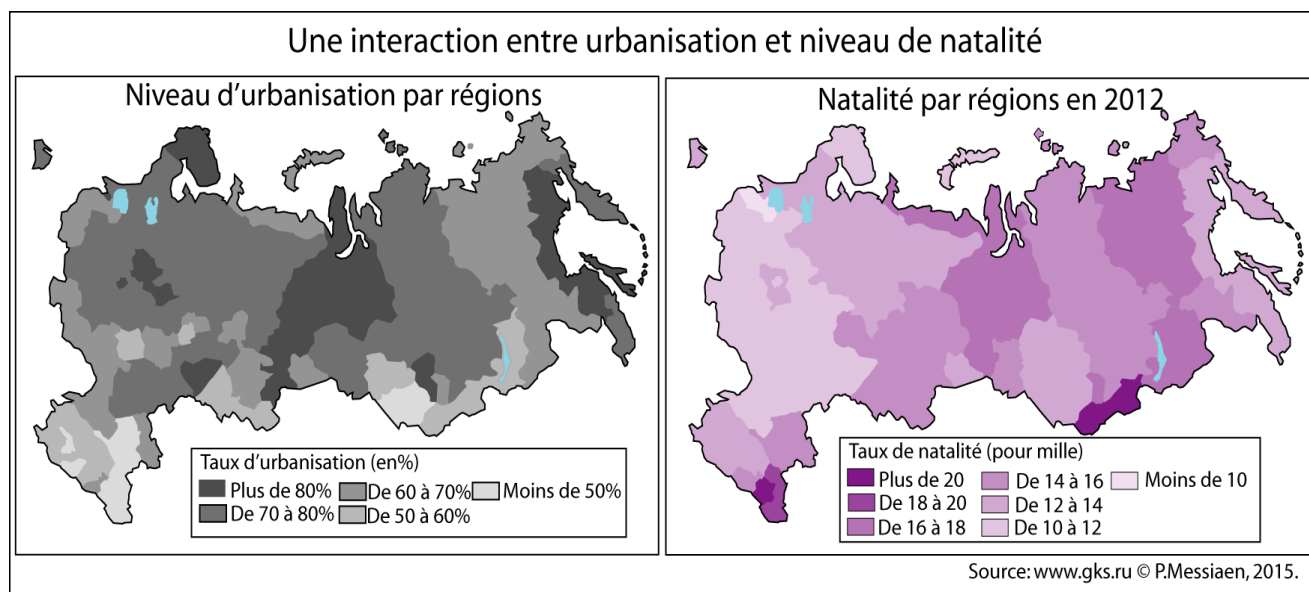
⁸² ARKHANGELSKI, Vladimir, Nikolaevitch, *Factory Rojdaemosti* (Les facteurs de la natalité), Moscou, TEIS, 2006, p.123.

⁸³ http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/perepis_itogi1612.htm.

ARKHANGELSKI, Vladimir, Nikolaevitch, *Factory Rojdaemosti* (Les facteurs de la natalité), op.cit., p.122.

contre, les migrants non-slaves ont une fécondité différente, même s'il n'existe pas de statistiques pour mesurer le phénomène. Ainsi, « le nombre moyen d'enfants mis au monde par les migrants, même ceux installés depuis longtemps, se différencie fortement du nombre moyen d'enfants mis au monde par les citoyens non-migrants, ce qui peut s'expliquer par la formation du rapport à la fécondité dans le lieu d'origine »⁸⁵. Ainsi, les régions avec une attractivité migratoire plus forte améliorent légèrement leur natalité grâce à une fécondité plus élevée de leurs migrants.

La différence de taux de natalité entre les régions de Russie repose peut-être sur le clivage villes/campagnes. En effet, le mode de vie urbain défavorise la natalité : logement plus exigü, début de vie professionnel plus tardif, une naissance retardée en faveur d'autres projets, difficulté accrue à concilier vie de famille et travail, moins d'entraide pour élever l'enfant... Dans une certaine mesure, il s'agit d'un paradoxe. Les politiques familiales reposent souvent sur le postulat qu'il faut aider matériellement les ménages pour accroître la natalité, et pourtant les familles rurales, souvent plus défavorisées que les citoyens, ont une natalité supérieure. La Fédération de Russie a un taux d'urbanisation global élevé qui dépasse les 74% de la population, mais peut-être que les écarts régionaux d'urbanisation peuvent coïncider avec les différences de natalité.



Les cartes confortent l'hypothèse que le niveau d'urbanisation aide à comprendre les différences de natalité en Russie, même si les régions de Khanti-Mansy et des Yamalo-Nenets rendent cette corrélation imparfaite. Ce critère souligne indirectement que le niveau de développement d'une

⁸⁵ ZAKHAROV, Sergueï, Vladimirovitch, SOURKOV, Sergueï, Vladimirovitch, « Opyt izoutcheniïa rojdaemosti u migrantov v Rossii » (Tentative d'étude de la natalité chez les migrants en Russie), in *Demoscope.ru*, n°399-400, 23/11-06/12/2009

région, et plus largement les facteurs économiques, sont des indicateurs d'une faible natalité. Cependant, population urbaine ne signifie pas forcément population prospère. Ainsi, il existe des villes pauvres, en particulier dans l'est du pays, ce qui expliquerait que le fort taux d'urbanisation dans les régions orientales ne se traduit pas par une natalité aussi faible qu'à l'ouest de la Russie.

Les différents critères de regroupement des régions russes en fonction de la natalité permettent donc de dégager deux pôles principaux. Le premier correspondrait aux régions orientales du pays faiblement urbanisées où les Russes ethniques sont moins nombreux et où la population a une fécondité plus forte. Le second pôle intègre plutôt les régions occidentales à faible natalité où se trouvent les grandes villes du pays et où les Russes ethniques représentent une très forte part de la population. Le critère ethnique perd de sa pertinence pour expliquer les écarts régionaux de natalité au profit du critère économique. Néanmoins, les différences de natalité s'estompent. L'ensemble des régions se trouvera à terme confronté à une faible natalité. Cette comparaison se base uniquement sur la natalité, l'analyse de la mortalité conduit à apporter quelques modifications.

b) De fortes inégalités démographiques face à la mortalité

« Se limiter à l'analyse des seuls indicateurs fédéraux de la mortalité et de l'espérance de vie n'est pas du tout correct. Pour une meilleure compréhension du maintien d'un haut niveau de mortalité [...] il faut focaliser l'attention sur l'analyse de la différenciation régionale de la mortalité »⁸⁶. Comme pour la natalité, il s'agit de savoir quel est le facteur le plus pertinent pour expliquer les différences régionales de mortalité : la géographie ? L'appartenance ethnique ? Le niveau de développement économique ? La diversité des situations à l'échelle des régions montre surtout de fortes inégalités qualitatives face à la mortalité. Par recoupement avec les éléments sur la natalité, il paraît possible d'établir une typologie des régions d'après leur solde naturel.

Leonid Rybakovski a établi une géographie de la mortalité russe : « on peut constater qu'en 2008 la Russie a conservé les deux matrices principales pour l'espérance de vie formées lors des quinze dernières années : un occident en bonne situation, un est asiatique en mauvaise situation, le sud de la partie européenne en situation favorable et le nord en situation défavorable⁸⁷. » Ces deux

⁸⁶ KVACHA, Ekaterina, KHARKOVA, Tatiana, « Kak dolgo jivout v regionakh Rossii » (Combien de temps vit-on dans les régions de Russie), in *Demoscope.ru*, n°419-420, 19-30/04/2010.

⁸⁷ RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Demografitcheskie kontury regionov Rossii*, 2009, p.63.

axes géographiques se reflètent dans les statistiques de Rosstat pour l'année 2012⁸⁸. La logique sud-nord de la partie européenne semble se confirmer : l'*okroug* fédéral du sud a l'espérance de vie la plus élevée, viennent ensuite celui du centre et du nord-ouest. Les statistiques valident aussi la logique ouest-est. Ainsi, l'espérance de vie baisse d'ouest en est : Volga, Oural, Sibérie, Extrême-Orient. Toutefois, certaines données concernant les sujets de l'*okroug* fédéral du Sud paraissent peu crédibles et amènent à relativiser l'espérance de vie de cette région⁸⁹. En 2008, la Tchétchénie, l'Ingouchie et le Daghestan avaient une espérance de vie « qui correspondait aux indicateurs mesurés la même année en Finlande, en République tchèque et au Portugal⁹⁰. » Pour avoir une meilleure représentation des différences de mortalité, les données sur la mortalité jusqu'à l'âge de 25 ans semblent plus fiables. En 2008, la probabilité de décéder avant 25 ans pour mille habitants, par ordre décroissant, place l'Extrême-Orient en première position, ensuite l'*okroug* fédéral Sud, la Sibérie, l'Oural, la Volga, le Centre et le Nord-Ouest⁹¹. Ce classement confirme la logique géographique est/ouest mais infirme partiellement la logique sud/nord.

Dans quelle mesure les inégalités régionales face à la mortalité ont-elles un caractère ethnique ? Le recours au critère ethnique pour analyser la mortalité est plus difficile que pour la natalité. Les données existent dans les résultats du recensement de 1989, mais une loi de 1997 sur les actes d'état civil empêche l'élaboration de statistiques sur la mortalité par ethnie. En 1989, les ethnies qui se trouvaient au Nord de la Russie et en Extrême-Orient (Bouriates, Iakoutes...) se situaient en deçà de la moyenne fédérale, certaines ethnies de la région Volga-Oural avaient une bonne espérance de vie (Tatars, Bachkires, Mordves...) et d'autres inférieures aux Russes ethniques (Oudmourtes, Maris)⁹². En d'autres termes, le critère ethnique n'est pas pertinent pour comprendre les écarts de mortalité au niveau régional, même si la faible mortalité dans les républiques du nord Caucase pourrait se justifier par des modes de vie différents de peuples non-russes.

Le facteur économique semble pouvoir expliquer les différences de mortalité. Le critère économique modifie l'axe démographique est/ouest. En effet, Moscou, Saint-Pétersbourg et les

⁸⁸ www.gks.ru

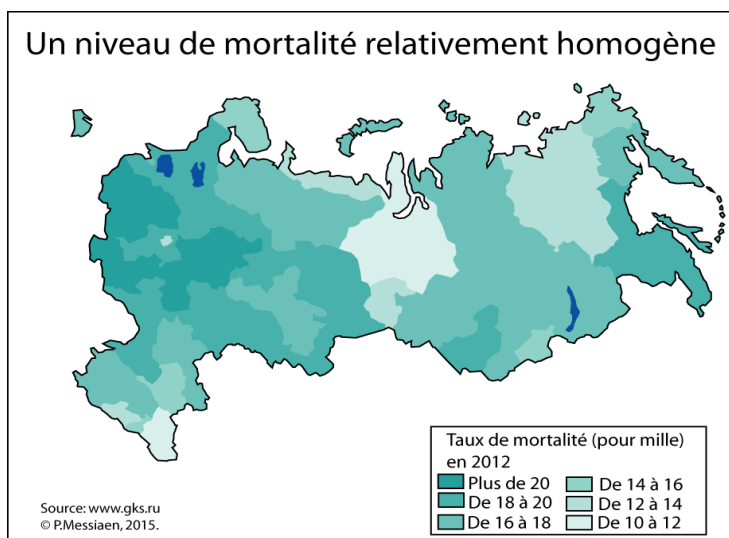
⁸⁹ Jusqu'en 2010, le nord Caucase faisait partie intégrante du *okroug* fédéral Sud. Par la suite, la république du Daguestan, la république de Tchétchénie, la république d'Ingouchie, la république de Kabardino-Balkarie, la république de Karatchaïévo-Tcherkessie, la république d'Ossétie du Nord-Alanie et le kraï de Stavropol forment une entité distincte : l'*okroug* fédéral du nord Caucase.

⁹⁰ KVACHA, Ekaterina, KHARKOVA, Tatiana, « Kak dolgo jivout v regionakh Rossii » (Combien de temps vit-on dans les régions de Russie), in *Demoscope.ru*, n°419-420, 19-30/04/2010.

⁹¹ Ibid.

⁹² VICHNEVSKI, Anatoli (dir.), *Demografitcheskaja modernizatsiia Rossii : 1900-2000* (La modernisation démographique de la Russie : 1900-2000), Moscou, Novoe izdatel'stvo, 2006, p.307.

okrougs autonomes de Iamalo-Nenets et de Khantys-Mansi, richement pourvus en ressources énergétiques, ont des niveaux de mortalité inférieurs à la moyenne régionale.



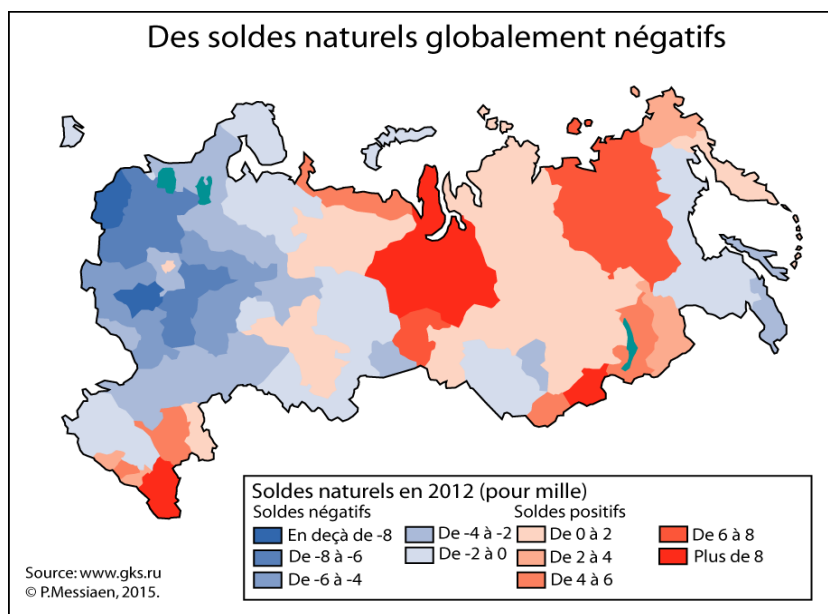
A l'exception des régions économiquement riches et des républiques du nord Caucase, il semble exister une relative homogénéité sur l'ensemble du territoire pour le niveau de mortalité. Pourtant, les écarts se sont creusés au cours des deux dernières décennies. En 1990, la différence entre les *okrougs* fédéraux avec l'espérance de vie la plus haute et ceux ayant l'espérance de vie la plus basse était de 2,1 ans pour les hommes et 2,5 ans pour les femmes⁹³. En 2009, l'écart atteint 5,2 ans pour les hommes et 3,61 ans pour les femmes⁹⁴. Cette inégalité régionale face à la mortalité se voit surtout au niveau qualitatif. En effet, même si un individu peut statistiquement décéder au même âge dans deux régions de résidence distinctes, il ne va pas forcément mourir des mêmes causes. Il existe des écarts importants pour la mortalité infantile, preuve d'une hétérogénéité de conditions sanitaires. En 2011, 46 des 83 sujets de la Fédération de Russie ont des taux de mortalité infantile proches des normes européennes, c'est-à-dire en deçà de 10‰⁹⁵. Toutefois, certains sujets se situent entre 15 et 18‰, en l'occurrence la Tchétchénie, l'Ingouchie, le Daghestan ou Tchoukotka. Ces chiffres correspondent au niveau de la Colombie ou de la Thaïlande. Un autre indicateur met en relief les inégalités qualitatives des régions face à la mortalité : la part des causes externes de mortalité dans la mortalité globale. En 2009, les grandes villes, Moscou et Saint-Pétersbourg, ont un taux inférieur à 7‰, tandis que pour certaines régions ces taux avoisinent les 20‰. Il s'agit de

⁹³ ANDREEV, Evgueni, KVACHA, Ekaterina, KHARKOVA, Tatiana, « Smertnost' v Rossii » (La mortalité en Russie), in *Demoscope.ru*, n°311-312, 26/11-09/12/2007

⁹⁴ www.gks.ru

⁹⁵ CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « Demografitcheskije itogi 2011 goda » (Le bilan démographique de l'année 2011), in *Demoscope.ru*, n°499-500, 20/02-04/03/2012

sujets situés soit au nord de la Russie (Iamalo-Nenets, Iakoutie, Tchoukotka et la république des Komis), soit au sud de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (République de l'Altaï, république de Touva, la Transbaïkalie, Kemerovo, Krasnoïarsk, Amour...). Paradoxalement, les régions avec la mortalité la plus faible ont souvent les conditions sanitaires les plus dégradées. Cette situation est liée à une population plus jeune. Cependant, la baisse future de la natalité de ces régions et le vieillissement à venir devraient se traduire par une mortalité plus forte que dans les régions occidentales du pays qui ont de meilleures conditions sanitaires.



La mortalité semble peser davantage que la natalité dans les écarts régionaux de solde naturel. Cependant, les régions ethniquement non-russes, avec une meilleure natalité, ont les meilleurs soldes naturels. Par contre, une partie de l'Extrême-Orient russe perd les bénéfices d'une assez bonne natalité à cause d'une mortalité élevée. La carte laisse à penser que le rapport de force démographique joue en faveur des régions du sud et de l'est du pays, au détriment de la Russie européenne. Il convient de nuancer la situation. Les régions en fort déficit naturel représentent encore 57,33% de la population. En plus, les écarts de soldes naturels devraient se réduire. A moyen ou long terme, il se peut même que le rapport s'inverse, sauf peut-être pour les régions riches en hydrocarbures qui ont pour l'instant les ressources économiques suffisantes pour lutter efficacement contre les causes de la forte mortalité.

Il existe donc des inégalités régionales importantes face à la mortalité, non pas sur le plan quantitatif, mais d'un point de vue qualitatif. Comme pour la natalité, le facteur économique a un

rôle significatif dans l'explication de ces écarts croissants. Le clivage est/ouest est également opérant pour schématiser ces différences régionales, même si le niveau de la mortalité progresse plus rapidement dans les régions orientales du pays. Les soldes naturels donnent l'impression d'une situation démographique plus favorable dans les régions ethniquement non-russes et/ou pauvres de l'est du pays et du nord Caucase. Il faut corriger cette interprétation par le poids numérique des régions avec un solde naturel négatif. Les migrations internes obligent à reconsidérer cette vision de la situation démographique des régions russes.

c) Des migrations internes creusant les écarts démographiques

Depuis la fin de l'URSS, la législation permet davantage de mobilité au sein du territoire russe, mais paradoxalement les Russes se déplacent moins que par le passé, et surtout autrement. Comment caractériser la nouvelle mobilité au sein du pays ? Dans quelle mesure les phénomènes migratoires créent-ils un nouveau rapport de force démographique ? Ces phénomènes migratoires sont la troisième variable démographique qui participe aux écarts de situations régionales. Quels sont les éléments constitutifs du « patchwork démographique », élaboré à partir du recouplement entre évolutions de la natalité, de la mortalité et des migrations internes ?

« L'histoire de la Russie, c'est l'histoire des migrations⁹⁶. » Pourtant, « moins de 1,5% des Russes change de lieu de résidence », ce qui correspond au niveau de mobilité de 1897⁹⁷. La politique soviétique de soutien à la mobilité, notamment les facilités pour le transport et les primes, n'est plus aussi importante. Les Russes ont donc moins de moyens pour parcourir de longues distances au sein du pays. Les migrations internes dans les territoires russes se structurent autour d'une logique gigogne allant d'un vaste ensemble de plusieurs régions à des métropoles. Ainsi, dans un premier temps, le « glissement occidental » des flux migratoires démontre une tendance générale de déplacement de la population de l'est vers l'ouest du pays. Toutefois, les migrations se font en général sur des distances plus courtes, à un échelon géographique intermédiaire où la logique est/ouest n'est pas forcément respectée. Il existe ainsi huit zones de migrations principales couvrant plusieurs régions et structurées autour d'un ou plusieurs pôles urbains.

⁹⁶ Propos de l'historien russe Vassili Ossipovitch Kliutchevski cités dans DENISSENKO, Mikhaïl, Borisovitch, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, TIOURIUKANOVA, Elena, Vladimirovna, *Migratsiia v razvitii Rossii* (La migration dans le développement de la Russie), 2010, p.1.

⁹⁷ IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Perspektivy migratsionnoi politiki Rossii* (Les perspectives de la politique migratoire de la Russie), Moscou, Maks Press, 2011, p.63.

Les principales zones migratoires interrégionales au sein de la Fédération de Russie

Okrougs fédéraux	Pôles d'attraction	Régions de départ
<u>Centre</u>	Moscou	<i>Oblasts</i> proches de la région de Moscou sauf Iaroslav
<u>Centre</u>	Iaroslav	Kostroma, Ivanovo
<u>Nord-Ouest</u>	Saint-Pétersbourg	Novgorod, Pskov, Vologda, république de Carélie
<u>Sud</u>	Krasnodar	Stavropol, Rostov
<u>Volga</u>	Samara, Nijni-Novgorod, Tatarstan	Républiques des Mari-El, de Mordovie, de Tchouvachie
<u>Sibérie</u>	Omsk, Tomsk, Novossibirsk,	Khakassie, Kemerovo
<u>Oural/Nord-ouest</u>	Khanty-Mansi, Tioumen, Yamalo-Nenets	Républiques des Komis, Kourgan
<u>Extrême-Orient</u>	Vladivostok, Khabarovsk, Sakhaline	Magadan, Tchoukotka

Sources : -RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Demografitcheskije kontury regionov Rossii* (Les contours démographiques des régions de Russie), Moscou, Ekon-Inform, 2009, 176p.
 -AVDEEV, Yu., SIDORFKINA, Z.I., OUTCHAKOVA, TSITSALIVILI, G.CH., VAKHNENKO, R.V., BEL'SKAÏA, E.E, SOBOLEVA, T.A., *Problemy naseleniia Dal'nego Vostoka* (Les problèmes de la population de l'Extrême-Orient), Vladivostok, Dal'nauka, 2004, 211p.
 -KARATCHOURINA, Lilia, Borisovna, « « Sosedskie » migratsii v Rossii » (Les migrations « de voisinage en Russie), in *Demoscope.ru*, n°137-138, 01/12-14/12/2003.

Le nord Caucase ne figure pas dans ce tableau car il a un fonctionnement propre pour les migrations internes. Il s'agit « dans une certaine mesure, d'une région migratoire fermée, puisque les principaux courants migratoires ont lieu en son sein »⁹⁸. Les mouvements migratoires sont très importants et leur sens a souvent changé depuis 1991. Ces changements s'expliquent en partie par les conflits qui ont émaillé la région et ont provoqué des migrations de réfugiés tous azimuts.

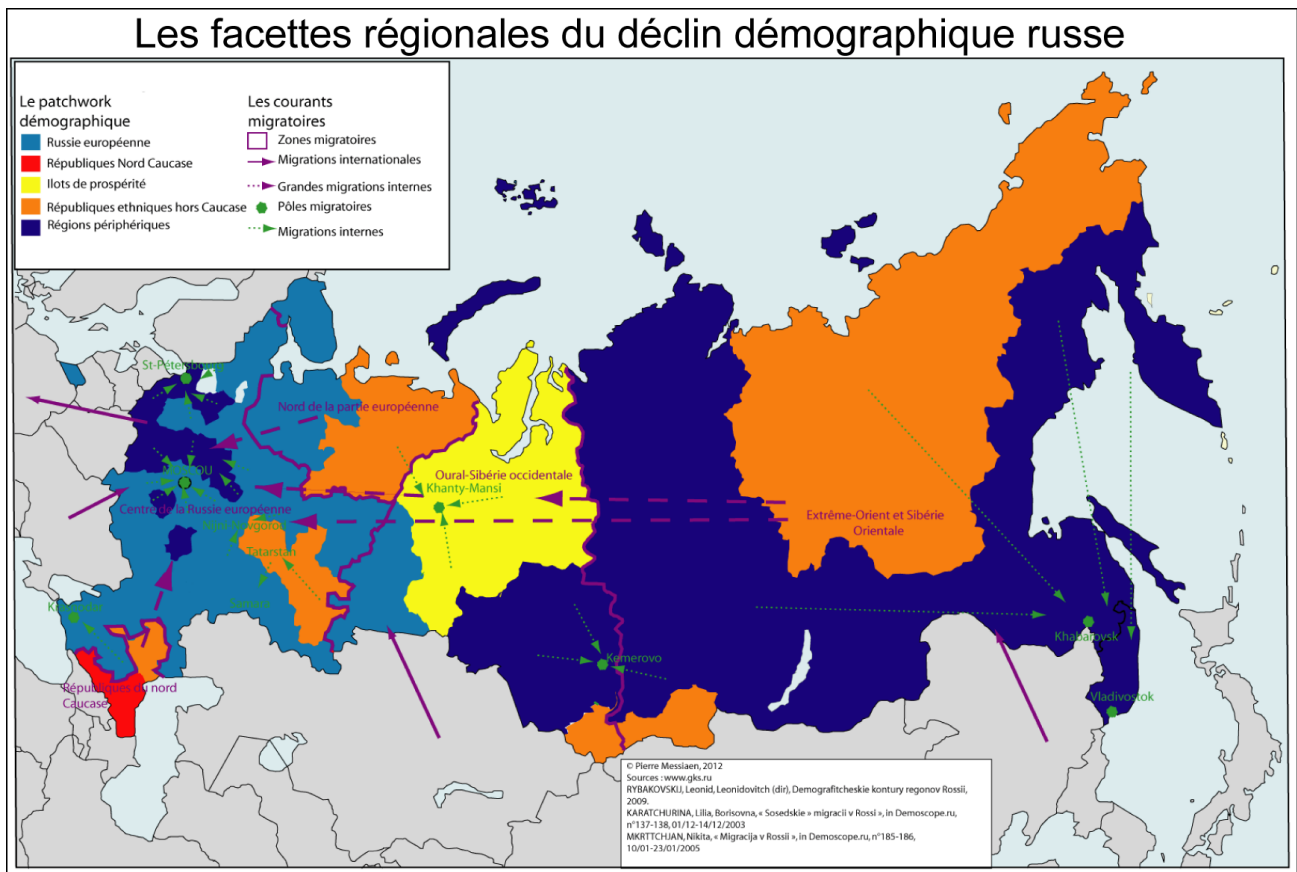
Au sein de ces ensembles migratoires interrégionaux, la mobilité a surtout lieu dans les *oblasts* eux-mêmes. Comme le rappelle Vladimir Kolossov, « il y a un renforcement des contrastes, pas seulement entre les sujets mais aussi au sein des *oblasts*, entre les villes et les périphéries, les petites villes⁹⁹. » En effet, la Russie post-soviétique n'échappe pas à la tendance mondiale de la métropolisation. Il s'agit d'un « mouvement accusé de concentration de la population dans les métropoles »¹⁰⁰. Ainsi, les grandes villes russes, souvent des capitales administratives, attirent les populations de tout l'*oblast* en quête de travail, créant ainsi des zones d'attraction migratoires

⁵³ MANCHINE, Roman, Vladimirovitch, Thèse sous la direction de Riazantsev, S.V., *Demografitcheskaja politika v Ioujnom federal'nom okrouge*, (La politique démographique dans l'okroug fédéral du Sud), Stavropol, Université d'Etat de Stavropol, 2004, p.46.

⁹⁹ Entretien avec Vladimir Kolossov, Centre des Etudes Géopolitiques, Moscou, 17/04/2012

¹⁰⁰ BRUNET, Roger, THERY, Hervé, FERRAS, Robert, *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Paris, Reclus, 2009, p.301.

locales. Les migrations internes de la Russie postsoviétique conduisent donc à une polarisation du peuplement à toutes les échelles, et se structurent autour d'une logique gigogne : l'est du pays se vide au profit de l'ouest, le nord au profit du sud, les *oblasts* économiquement sinistrés de la partie européenne au profit des plus développés, les campagnes et les petites villes au profit des capitales d'*oblasts*. Le peuplement russe se résume ainsi à un archipel de grandes villes. Le phénomène de très forte concentration de population a un caractère historique pour les régions orientales du pays, mais est inédit pour une Russie européenne traditionnellement densément peuplée. Cependant, les régions occidentales de la Russie connaissent déjà un exode rural à l'époque soviétique, mais les migrations après 1991 vers un nombre de villes de plus en plus restreint accélèrent cette désertification. Les migrations internes à la Russie post-soviétique viennent donc accentuer les écarts démographiques régionaux et permettent de parachever le « patchwork démographique ».



En recoupant les données sur la natalité, la mortalité et les migrations au niveau régional, la carte fait apparaître les cinq éléments principaux du « patchwork démographique ». Tout d'abord, la Russie européenne, en particulier les grandes villes, a une mortalité importante et une natalité faible mais son attractivité migratoire permet de réduire son déficit naturel. Ensuite, le nord Caucase a une santé démographique relativement bonne avec une forte natalité et une faible mortalité, mais garde

une forte mortalité infantile prouve d'une dégradation sanitaire importante. Il connaît aussi des bouleversements migratoires. Troisièmement, des régions comme Khanty-Mansiysk et Iamalo-Nenets ont une mortalité faible grâce à leur développement économique tout en bénéficiant de la forte natalité et des migrants des régions avoisinantes. Le solde naturel de ces îlots de prospérité augmente mais qualitativement la part des causes externes de mortalité demeure importante. Quatrièmement, les républiques ethniques hors nord Caucase constitueraient un quatrième pôle avec une forte natalité, mais aussi une forte mortalité. Les peuples ethniquement non-Russes y ont une natalité forte, mais ces régions ont aussi un nombre élevé de décès et d'émigrés, sauf le Tatarstan. Enfin, un dernier pôle pourrait réunir les régions périphériques. Il s'agit des sujets de la Fédération de Russie au sud et à l'est du pays et aussi de la périphérie de la Russie européenne, comme Pskov. Ces régions ont une natalité faible et une mortalité forte et une part des causes externes de mortalité importantes, et ont le déficit migratoire le plus élevé du pays.

Pour récapituler cette analyse régionale des évolutions démographiques de la Russie post-soviétique, il convient de privilégier le constat d'un éclatement démographique du pays, visible par la formation d'un « patchwork démographique ». Le déclin démographique du pays en devient plus difficile à décrire. En effet, la Russie échappe aux comparaisons en raison de la grande variété des situations : profil européen, asiatique et parfois même africain de natalité et surtout une mortalité très différente selon les régions. Les migrations internes viennent renforcer la complexité de l'explication des écarts régionaux, et la métropolisation peut avoir un caractère transrégional.

Les facteurs ethniques et politiques deviennent secondaires depuis 1991 pour comprendre la structuration de ce « patchwork démographique ». Le facteur économique devient majeur dans la compréhension des évolutions démographiques locales. Ainsi, le besoin de d'avoir un meilleur niveau de vie poussent les populations vers les grandes villes prospères et les régions riches. Spatialement, le peuplement russe semble peu à peu se réduire à quelques îlots de prospérité dans un immense territoire qui se vide. Les régions moins urbanisées et souvent moins russes ethniquement ont un meilleur solde naturel, mais les conditions économiques conduisent ces populations à émigrer, souvent vers les métropoles de la Russie européenne.

L'idée de « patchwork démographique » se justifie par des arguments d'ordre quantitatif, mais surtout par des raisons qualitatives. L'impact quantitatif des évolutions démographiques des régions de Russie vient surtout des migrations qui ont vidé des régions entières, en particulier à l'est du pays. Le niveau de natalité semble s'uniformiser. Paradoxalement, ce rapprochement des taux de natalité va accroître la diversité du « patchwork démographique » car la forte natalité de certaines

régions permettait de réduire l'écart avec les régions ayant une mortalité plus faible. Les différences qualitatives portent surtout sur la mortalité. Le niveau de dégradation sanitaire est très varié, comme le montre la répartition des causes de mortalité qui est très différente selon les régions. Indirectement, les migrations révèlent aussi une détérioration accélérée du niveau de vie de territoires, élément qui participe à une évolution démographique négative.

Le « patchwork démographique » russe semble donc de plus en plus composite, ce qui constitue un défi pour la communauté nationale, il s'agit même d'une question centrale pour la Russie.

3-Le déclin démographique : une question centrale pour la Russie

L'idée d'interrelation entre la démographie et la politique constitue un élément d'explication des effets des bouleversements politiques de la Russie post-soviétique sur les évolutions démographiques depuis 1991. L'idée d'interrelation permet aussi d'émettre l'hypothèse que ce rapport démographie/politique fonctionne dans l'autre sens. Il serait alors possible de réaliser une analyse de l'état de la société et du monde politique russes à partir des caractéristiques démographiques du pays. Cette réflexion peut même amener à l'idée que la démographie peut avoir des effets significatifs sur le politique en Russie. Ainsi, les évolutions démographiques ne constitueraient pas seulement un élément aidant à dépasser les discours sur la réalité sociale et politique de la Russie post-soviétique, mais cette question deviendrait un critère qui participe à ses évolutions. Le critère démographique prendrait alors une croissante place dans le rapport des Russes à eux-mêmes et à autrui. Il peut aussi constituer un indicateur des rapports entre le monde politique et la société civile russes, et peut même peser sur l'évolution idéologique du régime. Dans quelle mesure l'ampleur des changements démographiques a-t-elle accru l'impact de ce facteur sur la société et de la vie politique russes ? Comment la société appréhende-t-elle les évolutions démographiques du pays ? En quoi la question démographique participe-t-elle au processus d'élaboration du contrat social de la Russie post-soviétique ? Dans quelle mesure la question démographique a-t-elle favorisé une reconfiguration idéologique de la vie politique russe ? Le thème du déclin démographique devient effectivement une source de préoccupation identitaire pour une société russe. La classe politique russe cherche à se légitimer par une politisation de la question démographique, notamment lors des recensements. Le déclin démographique a eu un impact sur l'évolution de la vie politique russe en participant à un glissement idéologique depuis 1991.

a) Une source de préoccupation identitaire pour la société

La situation démographique de la Russie semble représenter un obstacle à la formation d'une identité post-soviétique dans la société, et alimente un rejet de l'autre. Dans quelle mesure le facteur démographique participe-t-il à un phénomène de xénophobie ? Ce rejet pourrait-il s'apparenter à l'essor des populismes européens ? Quelles sont les différenciations régionales de la xénophobie en Russie ? Le déclin démographique conforte la société russe dans une vision négative d'elle-même, mais également d'autrui. Il paraît possible, dans une certaine mesure, d'opérer une comparaison avec l'essor des populismes dans une Europe vieillissante. La différenciation régionale des situations démographiques en Russie se traduit par une différenciation régionale des craintes identitaires.

La société russe post-soviétique repose sur une identité collective fondée essentiellement sur des principes négatifs. Cette situation est « liée principalement à un déficit de mécanismes positifs de gratification collective et de mise en place de valeurs et de symboles de la conscience nationale ; et à l'absence de motivation forte au changement ». L'identité russe se construit ainsi sur « le maintien des idées anti-occidentales, sur une attitude hostile vis-à-vis des anciennes républiques et des anciens satellites de l'URSS, par une xénophobie interne, une hostilité accrue envers les migrants, en premier lieu les Caucasiens, ou ceux culturellement et socialement étrangers, par exemple les Tziganes »¹⁰¹. La xénophobie prend alors des formes multiples qui s'imbriquent les unes dans les autres : l'islamophobie, la « Caucasophobie » et la migrantophobie¹⁰². Ainsi, une « xénophobie de compensation et l'ersatz de traditionalisme qui l'accompagne (orthodoxie, passé impérial mythifié), ainsi que la nostalgie d'une époque soviétique idéalisée » servent à combler un vide identitaire¹⁰³. La détérioration de la situation démographique en Russie participe à cette peur du présent et à une idéalisation du passé. En 2009, pour les Russes, le déclin démographique fait partie des dix menaces principales qui pèsent sur le pays et les difficultés démographiques restent vues comme une incidence de la chute de l'URSS¹⁰⁴. Les évolutions démographiques en défaveur

¹⁰¹ GOUDKOV, Lev, « Smechennaïa agressiïa : otrocheniïa rossiïan k migrantam » (Une agression décalée : les rapports des Russes envers les migrants), in *Vestnik obchtchestvennogo mneniïa*, n°6 (80), nov-déc. 2005, p.63

¹⁰² Ce terme, employé notamment par Alekseï Malashenko du Centre Carnegie de Moscou, désigne le phénomène de discrimination envers le groupe abstrait de « personnes de nationalité caucasienne » qui s'est renforcée lors des deux guerres de Tchétchénie.

Conférence Pavel Baev, Thomas Gomart, Alekseï Malachenko, *Le Caucase du Nord « l'homme malade » de la Russie*, IFRI, 11/07/2011.

¹⁰³ GOUDKOV, Lev, op.cit.

¹⁰⁴ Sondage du VTsIOM du 13/07/2009.

des Russes ethniques renforcent le sentiment de « forteresse assiégée », mais les craintes portent surtout sur les migrations, les Chinois en Extrême-Orient et les populations du Caucase et d'Asie centrale au sud du pays et dans les grandes villes russes. Il existe alors une peur de « perte de ressource », en l'occurrence démographique¹⁰⁵.

Si cette xénophobie permet de comprendre la perception très négative des évolutions démographiques de la Russie, le profil démographique de la population russe peut-il expliquer cette xénophobie ? En effet, le vieillissement d'une population influence les perceptions et « conduit à la poussée d'opinions conservatrices, liées à des préoccupations, des demandes de protection et de sécurité, une intolérance à de nouvelles façons de vivre. »¹⁰⁶. En plus, les migrations créent un « effet de bascule démographique »¹⁰⁷. « Aucune des sociétés démocratiques européennes n'a été réellement préparée politiquement, culturellement et intellectuellement, à la recomposition ethnoculturelle qui s'opère aujourd'hui, logiquement, par un simple effet de bascule. On voit ainsi se multiplier les conflits interculturels »¹⁰⁸. Ce raisonnement autour du lien entre évolutions démographiques et xénophobie se base sur la situation européenne. Il ne peut s'appliquer que partiellement à une société russe vieillissante. En effet, la Russie se distingue de l'Europe d'un point de vue sociopolitique. Tout d'abord, les idées xénophobes en Russie ne touchent pas seulement les personnes âgées et/ou se sentant marginalisées par la mondialisation. Depuis les années 2000, « les milieux sociaux les plus riches et les plus cultivés sont statistiquement tout autant xénophobes que les milieux paupérisés, voire les dépassant car 'ils sont politiquement plus actifs tandis que les seconds sont largement dépolitisés [...] les jeunes affichent systématiquement, quel que soit le sondage, le plus haut taux de xénophobie, devant les personnes âgées autrefois considérées comme les plus nostalgiques de l'autarcie du système précédent. »¹⁰⁹. La xénophobie russe se distingue également du discours des partis populistes européens en raison de la nature du régime politique. En effet, le populisme dans les pays européens repose sur une contestation du pouvoir, une volonté de représenter le « peuple » contre « les élites » en créant un lien direct entre le peuple et le chef qui l'incarne et supprimant les corps intermédiaires. En Russie, le discours vient du pouvoir et des élites qui s'en servent pour justifier l'absence de corps intermédiaires dans un régime non-démocratique. Malgré ces logiques politiques différentes, il existe des connexions entre

¹⁰⁵ PAIN, Emil, Etnopoliticheskiï ekstremizm v Rossii (L'extrémisme ethnopolitique en Russie), in *Demoscope.ru*, n° 231-232, 23/01-05/02/2006.

¹⁰⁶ REYNIE, Dominique, « L'avenir du populisme », in *Les carnets des dialogues du matin*, 2011, p.13.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Ibid.

la xénophobie en Europe et en Russie, ces liens semblent même donner naissance à une xénophobie par procuration. Pour Vladimir Moukomel, « tous les événements en Europe occidentale sont vus comme des événements à venir chez nous »¹¹⁰. Ainsi, les difficultés de la France avec sa jeunesse défavorisée issue de l'immigration alimentent souvent le discours xénophobe russe.

La xénophobie en Russie a une forte dimension locale. L'hétérogénéité des situations démographiques régionales entraînent une diversité de rapports à l'altérité. Un élément révélateur de la xénophobie régionale est la différence de surévaluation de la présence d'une population sur un territoire. En 2006, une étude a comparé les perceptions de présence des immigrés dans différentes régions russes¹¹¹. Au niveau national, les Chinois et les Tchétchènes font l'objet des plus fortes surestimations : 885 fois et 120 fois leur nombre réel. Dans cette étude, les régions de Moscou, de Volgograd, de Primorié (Vladivostok), d'Orenbourg surestiment davantage la présence d'immigrés, tandis que la ville de Moscou, le Tatarstan et Krasnodar ont les surévaluations les plus basses. Ces écarts de perception ne s'expliquent pas forcément par une proximité physique avec les populations concernées. Par exemple, « la plus mauvaise perception des Chinois n'est pas en Extrême-Orient mais dans les terres noires centrales » où les migrants chinois sont pourtant moins présents¹¹². Cette tolérance relative peut s'expliquer par le fait que tous les habitants des régions orientales du pays descendent d'immigrés ou sont des immigrés eux-mêmes. En principe, les populations frontalières devraient davantage rejeter les populations allogènes. Pourtant, elles tolèrent avec le temps la présence des étrangers, mais seulement des « leurs ». « Par exemple à Astrakhan, il y a des Kazakhs, mais ce sont les « leurs ». A Stavropol, il y a les Nagais qui sont acceptés, mais les Azéris, qui n'étaient pas là avant, sont perçus comme étrangers »¹¹³. Ces asymétries géographiques de perception de « l'autre » entre les régions frontalières et les autres peuvent évoluer. « En période de tension ou de conflits, la marche [aura] une attitude soit de zèle patriotique, soit au contraire de résignation plus prononcée »¹¹⁴. Par exemple, dans les années 1990, la population d'Extrême-Orient se sentait désemparée face une hausse brutale et inattendue de la migration chinoise, et exprimait

¹⁰⁹ LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, Paris, L'œuvre éditions, 2010, p.77.

¹¹⁰ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

¹¹¹ ALEKSEEV, Mikhaïl, « Vospriiatie mashtabov migratsii v Rossii etnoregional'nye izmereniia i psikhologiia tsifr » (La perception de l'ampleur de la migration en Russie : aspects ethnorégionaux et psychologie des chiffres), in *Vestnik Ochtchestvennogo mnenia*, n°4, 2006, pp.44-54.

¹¹² Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ GOTTMANN, Jean, *La politique des Etats et leur géographie*, Paris, Editions du CTHS, 2007, p.136.

une forte xénophobie, alors que l'indifférence régnait à Moscou sur ce thème. Par la suite, la population locale a eu une perception plus positive, en apparence, car elle a associé cette migration à une source de développement, tandis que Moscou a construit un discours autour du « péril jaune » en Extrême-Orient. Ce point sera approfondi ultérieurement dans ce travail.

Les évolutions démographiques de la Russie post-soviétique constituent donc un des éléments de l'identité négative de la société, voire d'un vide identitaire. Ce phénomène se rapproche de ce qui existe en Europe avec des logiques politiques différentes du contexte russe. L'échelle régionale d'analyse de la xénophobie montre que le rapport entre évolutions démographiques et rejet des immigrants a un caractère irrationnel et instable. Le déclin démographique comme source de préoccupation identitaire montre ainsi l'importance de cette question dans la société russe. La classe politique y voit une thématique dont elle peut tirer profit.

b) Une double politisation de la question démographique : l'exemple du recensement

Le point d'orgue de la politisation de la thématique démographique reste le recensement. Quelles sont les formes de la politisation des recensements post-soviétiques ? Dans quelle mesure les autorités politiques russes peuvent-elles se retrouver victimes de cette politisation ? Quel message politique la Russie veut-elle adresser aux autres pays à travers le recensement ? Le recensement peut constituer un outil de promotion du régime politique, peut également servir de moyen de contestation de ce même régime. Il s'agit d'une double politisation car les autorités veulent améliorer l'image du pays à l'étranger par le biais du recensement.

« Les politiques en matière de démographie sont au cœur de la communication publique de Vladimir Poutine »¹¹⁵. L'attention portée au recensement reflète l'importance politique des données obtenues qui constituent un « observatoire de choix pour analyser la nature d'un Etat »¹¹⁶. En effet, l'organisation du recensement de 2010 apporte des informations pour comprendre le régime politique. Par cet événement, l'Etat russe cherche à démontrer la viabilité de la « démocratie souveraine ». Vladislav Sourkov, idéologue du Kremlin, a ainsi qualifié la manière dont l'Etat

¹¹⁵ Alain Blum cité dans CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, Unicomm, Paris, 2008, p.95.

¹¹⁶ MESPOULET, Martine, *Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à*

gouverne sa population. Il donne la définition suivante de ce concept : « La liberté de l'individu exige que la Nation à laquelle il est lié, soit libre pour construire un monde juste ». ¹¹⁷ En d'autres termes, il s'agit d'une vision paternaliste, où la société civile ne peut remettre en cause les décisions de l'Etat. Le slogan du recensement reflète bien cette approche : « La Russie est importante pour chacun ». La population doit alors abonder dans le sens de l'Etat par une participation active à l'événement. Les modalités d'organisation des recensements de la Russie post-soviétique montrent également le caractère « illibéral » du régime politique russe. Cette notion élaborée par Fareed Zakaria explique qu'un système politique peut avoir des institutions, des mécanismes démocratiques mais au service d'une pratique autoritaire du pouvoir¹¹⁸. En effet, le recensement se fait de la même manière qu'en Europe et aux Etats-Unis dans la forme. Cependant les arrière-pensées ne sont pas identiques et les résultats font l'objet d'une autre interprétation et d'un autre usage.

La lecture politique des recensements de 2002 et de 2010 montre aussi « une irritation mutuelle entre la société et l'Etat »¹¹⁹. Une partie de la société civile utilise le recensement pour des revendications politiques. D'une certaine manière, elle politise l'événement, démarche que l'organisation du recensement facilite. Le décompte de la population se fait sur la base du volontariat, il nécessite donc une adhésion des habitants, au même titre qu'une élection. En 2010, la protestation politique par le biais du recensement a une intensité plus importante qu'en 2002. La nouveauté vient notamment du rôle joué par les blogs pour contester le déroulement de l'événement. Par exemple, il existe un blog du « mouvement contre la falsification des résultats du recensement de 2010 »¹²⁰. Internet ne joue pas un rôle équivalent à la télévision dans la diffusion des idées, mais peut néanmoins influencer l'opinion publique, surtout que le climat politique du pays a favorisé l'émergence d'un Internet contestataire. Le recensement montre alors une société civile mécontente des autorités, mais cette insatisfaction ne se concrétise pas politiquement. « Tout comme la popularité des blogs et des sites, celle des figures fortes de la protestation issues d'Internet est mouvante et incertaine, inapte à produire des allégeances stables et massives »¹²¹. Cette forme

1991, Paris, INED, 2008, p.19.

¹¹⁷ SOURKOV, Vladislav, « Nacionalizatsiia boudouchtchego » (La nationalisation du futur), in *Expert.ru*, 20/11/2006.

¹¹⁸ ZAKARIA, Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy », in *Foreign Affairs*, nov-déc/1997

¹¹⁹ Expression employée par GREENE, Sam, « Rossiia – 2020 : scenarii razvitiia : Nepodviznoe obchtchestvo » (Russie-2020 : scénarios d'évolution : une société immobile), in *Vedomosti*, 04/05/2011
http://www.vedomosti.ru/newspaper/article/259567/nepodvizhnoe_obschestvo

¹²⁰ <http://ne-mashan.livejournal.com/1905.html>

¹²¹ COLIN LEBEDEV, Anna, « La toile de la protestation. Internet et critique du pouvoir en Russie », in *sciencespo.fr*, 02/2012, p.8.

http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_acl.pdf

de contestation concerne davantage les populations jeunes, éduquées, moscovites ou pétersbourgeoises. En fin de compte, le recensement confirme surtout le divorce entre la société civile et l'Etat, visible par une méfiance vis-à-vis des autorités et un repli sur la sphère privée, donc par un refus de participer au recensement. Il faut y voir aussi la crainte d'une utilisation d'informations personnelles à mauvaises fins. Cette opposition par abstention repose sur la logique suivante : « Je ne peux pas exprimer mon point de vue de citoyen, mon désaccord avec le pouvoir, autrement qu'en ne participant pas au recensement¹²². » A l'époque soviétique, la société faisait semblant d'adhérer au discours de l'Etat, la non-participation au recensement démontre qu'elle n'y croit toujours pas, mais désormais la population ne s'en cache plus.

La seconde politisation du recensement concerne l'image internationale de la Russie. Les autorités cherchent à infléchir les résultats pour mettre en avant les points forts et pour dissimuler les points faibles du pays. Les irrégularités les plus flagrantes concernent le Caucase du Nord¹²³. Cette région connaît des difficultés socio-économiques plus fortes que dans le reste du pays, et Moscou ne parvient pas à les enrayer. Un recensement rigoureux donnerait des indications mesurant l'ampleur du mauvais développement de la région, les autorités préfèrent alors tronquer les données. En organisant un recensement, la Russie cherche donc à créer l'image d'un grand pays de la scène internationale faisant face à ses responsabilités. Le démographe Nikita Mkrtchian affirme qu'un pays civilisé doit effectuer le recensement de sa population¹²⁴. Il cite le recensement chinois comme modèle à ne pas suivre, tandis que le recensement américain de 2000 sert de référence. Initialement, les organisateurs avaient envisagé de reporter le recensement de deux ans en raison de la crise économique de 2008. L'ONU recommande d'effectuer cette opération en début de décennie afin d'assurer la synchronisation. Un report sortirait donc la Russie des processus internationaux, surtout que la « plupart des pays développés suivent ces recommandations »¹²⁵.

¹²² SOBOLEVSKAĪA, Olga, « Perepis-2010 : vzryv social'noï aktivnosti » (Recensement-2010 : explosion d'activisme social), in *RIAN*, 02/12/2010.

¹²³ MKRTCHIAN, Nikita, « Mertvye douchy » (Les âmes mortes), in *Forbes.ru*, 30/03/2011 <http://www.forbes.ru/ekonomika-column/65636-mertvye-dushi>

¹²⁴ KOCHKINA, Alexandra, « Ou vas vse doma ? » (Tout le monde est-il à la maison ? mais aussi une expression qui signifie Avez-vous toute votre tête ?), *Novye Izvestia*, 27/10/2010.

<http://www.newizv.ru/society/2010-10-27/135567-u-vas-vse-doma.html>

¹²⁵ LIOUBOMITS, Svetlana, « Rossiian opyat' perepichout » (On va de nouveau recenser les Russes), in *Selnovosti*, <http://selnov.ru/publikat.php?aid=396>

Les recensements de 2002 et 2010 montrent donc que la politisation de la question démographique s'avère être une arme à double tranchant. D'un côté, les autorités y voient un moyen de promouvoir, tant sur le plan interne qu'externe, le régime politique russe. De l'autre, le recensement devient un moment d'expression politique à l'encontre des autorités fédérales et met ainsi en lumière la mauvaise interaction entre l'Etat et la société civile. A la fois thème politisé et sujet de préoccupation de la société russe, la question démographique participe à la reconfiguration de la vie politique de la Russie post-soviétique.

c) Le déclin démographique nourrissant le nationalisme

Le thème du déclin démographique est présent dans le débat politique russe. Il peut faire l'objet d'une récupération politicienne. En quoi le discours politique sur la démographie reflète-t-il une prudence politicienne sur ce thème ? Comment la vision ethnique a-t-elle monopolisé l'analyse des évolutions démographiques ? Dans quelle mesure la question démographique devient-elle un instrument de lutte pour le pouvoir ? Il semble intéressant d'analyser les lacunes du discours sur les enjeux démographiques. Il convient ensuite de comprendre les mécanismes d'une lecture ethnique de la situation, et donc du courant nationaliste dans la vie politique nationale et locale.

Le discours officiel sur les questions démographiques se limite à une analyse très sélective des faits pour éviter l'accusation d'inaction face au déclin démographiques. Les démographes avaient prévu la réduction du déficit naturel des années 2000, mais ils en avaient aussi souligné le caractère provisoire. Les autorités font de cette conjoncture positive, un phénomène structurel. Par exemple, en août 2010, Alexandre Joukov, vice-Premier ministre de mars 2004 à décembre 2011, affirmait que « le gouvernement a réussi à stabiliser la situation démographique, ce qui rend caducs les pronostics sur l'extinction démographique de la Russie ». ¹²⁶ Cet optimisme contrebalance le catastrophisme qui peut exister autour du thème de la démographie, mais il nie le caractère structurel du déclin démographique. Les autorités en viennent à surexploiter les données positives. « Le pouvoir a parlé de la hausse de la natalité, qui sous-entendait une hausse absolue, mais le coefficient de fécondité situait pourtant seulement autour de 1,6. Il y a eu aussi une hausse très étrange de la natalité quand la natalité a dépassé la mortalité en août 2009. Et pendant les six mois qui ont suivi, Poutine et Medvedev se sont félicités du fait d'avoir eu un solde naturel positif en

¹²⁶ « L'optimisme démographique des autorités », in *Courrier International*, 09/08/2010.
<http://www.courrierinternational.com/breve/2010/08/09/1-optimisme-demographique-des-autorites>

août »¹²⁷. Lors de la campagne électorale de 2012, Vladimir Poutine a poursuivi cette approche optimiste. Selon lui, sa stratégie permettra d'atteindre 154 millions d'habitants en 2050, contre 107 d'après les pronostics de Rosstat. « Ainsi, la valeur historique du choix entre l'action et l'inaction est de presque 50 millions de vies humaines pour les 40 années qui viennent »¹²⁸. Par contre, pour les migrations, les autorités n'adoptent pas un discours optimiste, mais équivoque. D'un côté, aucun homme politique ne peut se déclarer ouvertement en faveur de l'immigration car la société russe ne l'accepterait pas. Néanmoins, il existe des hommes politiques qui reconnaissent publiquement le besoin de migrants, comme Igor Chouvalov, vice-Premier ministre. Les autorités cherchent un équilibre entre les deux approches par le discours d'appel au retour des Russes de l'étranger, les « compatriotes ». Ainsi, la formule « L'économie de la Russie a besoin des compatriotes », résumant un discours de Dmitri Medvedev¹²⁹, devient la synthèse entre « Les migrants sont indispensables à la Russie »¹³⁰ et « La Russie pour les Russes [ethniques] »¹³¹.

La place grandissante de la démographie dans le discours politique alimente une « ethnicisation du débat politique », qui permet la diffusion des idées nationalistes¹³². La prudence du discours officiel sur la question démographique donne un espace d'expression pour une lecture ethnique des évolutions démographiques de la Russie. Selon cette grille d'analyse, l'affaiblissement du pays s'expliquerait par une baisse relative du nombre de Russes ethniques vis-à-vis des autres nationalités. Ainsi, le déclin démographique ouvrirait la voie aux sécessionnismes ou aux annexions de régions faiblement peuplées de Russes ethniques. La Chine pourrait ainsi annexer l'Extrême-Orient russe et la Sibérie Orientale, et les régions musulmanes de Russie auraient les ressources démographiques pour prendre leur indépendance. Selon cette approche, la croissance démographique des républiques du Caucase et le départ des Russes ethniques de la région

¹²⁷ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

¹²⁸ POUTINE, Vladimir, Vladimirovitch, « Stroitel'stvo spradvedlivosti. Socialnaïa politika dlia Rossii » (La construction de la justice. Une politique sociale pour la Russie), in *KP.ru*, 13/02/2012.

<http://www.kp.ru/daily/25833/2807793/>

¹²⁹ « Medvedev : Ekonomike Rossii noujny sootetchevennikov » (Medvedev : l'économie de la Russie a besoin des compatriotes), in *Russkii Vek* (Portail d'informations pour les compatriotes rattaché au ministère des Affaires étrangères), 02/05/2012

<http://www.ruvek.info/?module=news&action=view&id=8745&rubric=2>

¹³⁰ ALISOVA, Olga, « Romodanovski : migranty nam neobkhodimy » (Romodanovski: les migrants nous sont indispensables), in *Slon.ru*, 02/11/2012.

<http://slon.ru/fast/russia/romadanovky-migranty-nam-neobhodimi-847743.xhtml>

¹³¹ Slogan de mouvances nationalistes comme le DPNI (Dvijenie Protiv Nelegal'noi Immigratsii : le Parti contre l'immigration illégale)

¹³² LARUELLE, Marlène, « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », in *Les études du CERI*, n°126, 06/2006, p.33.

expliqueraient l'instabilité politique du Nord Caucase. Le déclin démographique menacerait donc la nation russe au sens ethnique. Le discours alternatif à cette vision semble peu visible dans la vie politique russe. Les autorités fédérales ne reprennent pas intégralement cet argumentaire, mais s'approprient en partie ce discours. Jean Radvanyi, géographe à l'INALCO, rappelle qu'il existe un risque de dérive vers un « nationalisme ethnique russe »¹³³. Rostislav Turovski explique que ce nationalisme russe post-soviétique émerge en réaction à un premier nationalisme, celui des républiques ethniques de Russie¹³⁴. Le thème de la démographie dans le débat public constitue donc un vecteur du nationalisme ethnique, les acteurs politiques s'en servent aussi dans les luttes de pouvoir.

Le glissement progressif du discours officiel vers les thématiques nationalistes a permis à des groupes plutôt marginaux d'avoir une capacité de lobbying, en particulier sur les questions démographiques¹³⁵. Au début des années 1990, les nationalistes avaient le monopole de ce thème. Devant le succès du parti de tendance nationaliste de Vladimir Jirinovski en 1993, Boris Eltsine décide de s'emparer de la question de la diaspora russe pour des raisons de tactique politicienne¹³⁶. Les milieux nationalistes et leurs idées ont pu s'approcher des cercles du pouvoir en s'appuyant sur la thématique de la démographie. Il reste difficile de déterminer la part d'adhésion et d'instrumentalisation des autorités face cette progression des idées et mouvances nationalistes. Au niveau régional, la question démographique constitue aussi un moyen d'affirmation pour des acteurs politiques. Par exemple, les Cosaques ont fait pression pour apparaître comme une nationalité à part entière dans le recensement de 2002. Avec le statut de nationalité, ils pouvaient « obtenir des avantages équivalents à ceux des autres *peuples déportés* [...] Dans une correspondance adressée à l'Académie russe des sciences, l'Institut d'ethnographie affirme qu'il n'y a *aucune base scientifique* à considérer les Cosaques comme un peuple à part entière »¹³⁸. Ils recherchaient ainsi une légitimité démographique à des revendications politiques. L'argument démographique sert aussi pour des luttes entre des républiques ethniques. Par exemple entre le Tatarstan et le Bachkortostan.

¹³³ Cité dans VIDAL, Patrice, *Dans l'arrière-cour de Moscou*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2009, p.261.

¹³⁴ TOUROVSKI, Feliksovitch, Rostislav, « Vtoraia stadiia razvitiia natsionalisma v Rossii » (Le second stade du développement du nationalisme en Russie), in *Rosbalt.ru*, 13/12/2005.
<http://www.rosbalt.ru/main/2005/12/13/237700.html>

¹³⁵ LARUELLE, Marlène, « Les Russes de l'étranger proche : le thème diasporique et ses lobbies en Russie », in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, 2008, vol 39, n°1, p.25.

¹³⁶ Liberal'no-Demokraticheskaïa Partiïa Rossii (Parti Libéral Démocrate de Russie). Parti d'extrême droite qui a réalisé 22,92% aux élections législatives de 1993.

¹³⁷ LARUELLE, Marlène, op.cit., p.16.

¹³⁸ AREL, Dominique, « Démographie et politique dans les premiers recensements post-soviétiques », in *Population*,

Lors du recensement de 1989, les Bachkirs représentaient 21,91% de la population du Bachkortostan et les Tatars 28,42%¹³⁹. A partir de 2002, les taux se sont inversés¹⁴⁰. Devant un si faible écart les Tatars accusent les Bachkirs de falsifier les résultats du recensement pour être la première minorité ethnique du Bachkortostan. Inversement, les Bachkirs accusent les autorités du Tatarstan de forcer des minorités à se déclarer tatares¹⁴¹. Chaque camp plaide sa cause auprès du pouvoir fédéral. Par exemple, le 22 avril 2010, les Tatars du Bachkortostan adressent une lettre au président Dmitri Medvedev pour mettre un terme aux supposées falsifications opérées par les autorités bachkires¹⁴². Le 18 septembre 2002, les Bachkirs demandaient au président Vladimir Poutine des « mesures d'urgence contre les campagnes de mensonges et de calomnies qui se déroulent au Tatarstan [...] dans le cadre du recensement de la population¹⁴³. »

Le discours des autorités russes sur le thème de la démographie cherche à rassurer. Ce débat offre aussi un espace pour la propagation d'une lecture ethnique contribuant au « nouveau nationalisme russe »¹⁴⁴. Les autorités reprennent en partie de cette grille de lecture, soit par conviction ou par volonté d'instrumentalisation dans le but de conserver le monopole du pouvoir. La question démographique constitue alors une carte à jouer dans les luttes de pouvoir : au niveau fédéral, mais également dans des rivalités politiques locales.

Il convient de récapituler ces éléments de réflexion sur la politisation du déclin démographique en Russie depuis 1991. Le thème de la démographie a donc contribué à des évolutions profondes dans la société civile et politique russes, mais met également en avant des contradictions.

La centralité de la question démographique dans Russie post-soviétique lui confère un rôle de défi existentiel pour une société persuadée de disparaître à cause d'un solde naturel négatif et d'une immigration importante. Elle devient aussi une question centrale politiquement car les autorités, surtout lors de la présidence de Vladimir Poutine, ont fait de la démographie un élément

vol57, n°6, 2002, p.811.

¹³⁹ http://demoscope.ru/weekly/ssp/rus_nac_89.php?reg=56

¹⁴⁰ 24,14% en 2002 et 24,78% en 2010 pour les Tatars, contre 29,76% et 28,79%

<http://www.perepis2002.ru/index.html?id=11>

http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/perepis_itogi1612.htm

¹⁴¹ HAHN, Gordon, M., « Tatar-Bashkir tensions increasing with census », in *The Russia Journal*, 10/11/2002

<http://russiajournal.com/node/12672>

¹⁴² <http://www.perepis-2010.ru/smi/detail.php?ID=1856>

¹⁴³ <http://karim-yaushev.ru/2011/11/13/1767/>

¹⁴⁴ LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, op.cit., p.31

de communication pour légitimer un régime politique illibéral. Le déclin démographique a également un caractère central car les nationalistes ont progressivement réussi à mettre cette question au cœur des débats.

Le thème de la démographie participe à l'accélération d'évolutions profondes du pays. Il vient renforcer le désarroi identitaire d'une société russe qui n'a pas complètement fait le deuil de la disparition de l'URSS. La politisation de la question accentue davantage le divorce entre le monde politique et la société civile russes. Le déclin démographique nourrit la dérive nationaliste du régime politique et de la société, favorisent une « ethnicisation » des analyses et des perceptions.

La question du déclin démographique met en lumière plusieurs contradictions. L'essor du nationalisme ethnique favorisé par les évolutions démographiques irait dans le sens d'une identité nationale construite sur une base ethnique. Cependant, le sentiment de rejet, reposant en partie sur une perception négative des évolutions démographiques, rend impossible une identité post-soviétique positive. La politisation du recensement montre le caractère autoritaire du régime et une certaine apathie politique de la population. Néanmoins, les oppositions pour se faire recenser révèlent aussi un esprit de contestation dans la société civile. Enfin, les contradictions du discours politique sur le déclin démographique, entre catastrophisme et optimisme, constituent un indicateur des fluctuations des objectifs politiques.

Il existe souvent un fossé entre les paroles et les actes politiques, la centralité du thème de la démographie dans le discours se traduit-elle par une politique démographique ambitieuse ?

4) La politique démographique

L'ampleur des évolutions démographiques contraint les autorités russes à dépasser le discours volontariste, à mettre en œuvre des mesures fortes, à élaborer une politique démographique. Celles-ci disposent de plusieurs leviers pour infléchir les évolutions démographiques russes. Elles peuvent adopter des mesures incitatives, dissuasives, voire répressives, comme l'a fait la Chine avec sa politique de l'enfant unique. La politique démographique peut se limiter à des allocations, mais aussi s'intégrer dans un projet plus vaste d'amélioration des infrastructures et des conditions des familles. Les autorités peuvent décider agir davantage sur la natalité, la mortalité ou les migrations. Cet arbitrage dépend souvent de valeurs, d'une conception de la société, et d'une lecture des enjeux démographiques du pays. La réflexion sur la politique démographique concerne aussi les modalités de sa mise en œuvre. Il s'agit de vérifier l'adéquation entre les objectifs et les résultats obtenus. Il convient alors d'aborder la

question des moyens alloués et la faisabilité des mesures. L'analyse de la politique démographique de la Russie post-soviétique va donc se structurer autour de trois axes : natalité, mortalité et migrations. Pourquoi les autorités russes ont-elles fait de la natalité le cœur de la politique démographique ? Dans quelle mesure les réponses apportées à la forte mortalité du pays semblent-elles inadéquates ? Pourquoi la politique migratoire ne parvient-elle pas à s'intégrer dans une réflexion globale sur les enjeux démographiques de la Russie ? Il convient d'analyser les raisons qui justifient la politique nataliste des autorités, et un relatif désintérêt par rapport aux causes de surmortalité. Il s'agit également de comprendre les hésitations de la politique migratoire russe.

a) Priorité à la natalité

Pour les gouvernants, le soutien à la natalité apparaît souvent comme la première mesure à prendre pour améliorer la démographie d'un pays. Cette politique démographique cherche alors à améliorer les conditions matérielles des mères pour éviter tout obstacle financier au désir d'enfant. Quel est alors le niveau d'implication du pouvoir politique russe dans son soutien à la natalité ? Est-il possible d'évaluer l'efficacité de cette orientation ? Le gouvernement russe a engagé beaucoup de moyens financiers dans le soutien à la natalité. Cependant, cette politique suscite des vives critiques.

Dans les années 1990, par une volonté de rupture radicale avec le passé soviétique, le président Boris Eltsine avait fait le choix d'une politique libérale. Cette approche allait à l'encontre d'une intervention forte de l'Etat pour améliorer la natalité du pays. En outre, le « bonus démographique » des années 1990 rendait les questions démographiques moins préoccupantes à court terme. Le 10 mai 2006 marque un tournant dans la politique en matière de natalité. Le président Vladimir Poutine affirme alors qu'« aucune migration ne réglera nos problèmes démographiques si nous ne créons pas les conditions convenables et les incitations pour l'augmentation des naissances chez nous, dans notre propre pays, et si nous ne mettons pas en place des programmes efficaces de soutien à la maternité, à l'enfance, et à la famille. »¹⁴⁵ Suite à ces déclarations, les autorités russes ont pris des mesures pour accroître la natalité. Il s'agit surtout d'une augmentation des allocations. Une mesure symbolise cette politique : le capital maternel. A partir du second enfant, les mères reçoivent une somme de la part du gouvernement. En 2012, le

¹⁴⁵ Cité dans ELIZAROV, Valéry, Vladimirovitch, « Semenaïa politika : novosti 2007 goda » (La politique familiale : les nouveautés de l'année 2007), in *Demoscope.ru*, n°273-274, 22/01-04/02/2007.

montant de cette aide était de 9691€¹⁴⁶, soit près de 17 fois le salaire moyen en Russie¹⁴⁷. Toutefois, cet argent, débloqué trois ans après la naissance de l'enfant, doit servir uniquement à : l'éducation de l'enfant, la constitution d'une complémentaire retraite, l'acquisition ou l'amélioration d'un logement¹⁴⁸. « C'est ce dernier type d'utilisation qui est plébiscité par plus de 90 % des bénéficiaires »¹⁴⁹. En 2012, 4,5 millions de certificats ont été distribués, néanmoins 40% des familles n'ont pas utilisé ce capital maternel¹⁵⁰. L'évolution de la politique démographique des autorités fédérales a donc conduit à une monétarisation d'une politique nataliste.

Au niveau régional, les autorités font aussi le choix d'un soutien à la natalité. Par exemple, la république des Adyguées ajoute 300 roubles au capital maternel¹⁵¹. Toutefois, seules les régions les plus riches peuvent entreprendre des politiques ambitieuses. Par exemple, pour 2010-2018, le « programme de développement démographique de l'okroug autonome de Khanty-Mansi », région riche en hydrocarbures, allonge le congé parental de 18 mois à trois ans et accordait 6000 roubles, soit 150€, pour le premier et le second enfant, et ensuite 9000 roubles, soit 225€ à partir du troisième. Il faut aussi ajouter une prime de 5000 roubles, soit 125€, quand la naissance de l'enfant intervient lors des deux premières années de mariage¹⁵². Dans la région d'Oulianovsk, les mères de moins de 35 ans reçoivent 2500€ pour la naissance du troisième enfant¹⁵³. Les autorités locales peuvent aussi modifier les conditions de versement du capital maternel. A Magadan, région orientale très pauvre, les autorités l'accordent dès le 1er enfant pour les femmes de moins de 25 ans¹⁵⁴. Le *krai* de Khabarovsk permet d'utiliser le capital maternel pour acheter des médicaments. Les pouvoirs locaux essaient d'avoir une politique ne se réduisant pas seulement à des allocations. Par exemple, la ville de Moscou a augmenté les prestations médicamenteuses pour les familles

¹⁴⁶ SKABEEVA, Olga, « Effekt privykaniia : Medvedev i Golikova pogovorili o materinskom kapitale » (Effet d'accoutumance : Medvedev et Golikova ont parlé du capital maternel), in *Vesti.ru*, 08/07/2011 <http://www.vesti.ru/doc.html?id=502731>

¹⁴⁷ <http://money.irkrtorgnews.ru/personal-money/1774-bs-liferu>

¹⁴⁸ http://www.pension-in-russia.ru/materinskiy_kapital_v_2011_godu.php

¹⁴⁹ LEFEVRE, Cécile, « Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale », in « Regards sur l'Eurasie », in *Les Études du CERI*, n°219-220, 02/2016, p.52.

¹⁵⁰ Conférence de Cécile Lefèvre, « La nouvelle politique familiale et nataliste en Russie : du constat d'une « crise » démographique à la politique du « capital maternel » », INALCO, 11/04/2015.

¹⁵¹ MANCHINE, Roman, Vladimirovitch., *Demograficheskaia politika v Ioujnom federal'nom okrouge*, (La politique démographique dans l'okroug fédéral du Sud), op.cit., p.104.

¹⁵² OSIPOV, Guennadi, Vassilievitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidevitch (dir.), *Demograficheskoe razvitie Rossii v XXI veke*, op.cit. p.284.

¹⁵³ DESCAMPS, Philippe, « Un « capital maternel » à partir du deuxième enfant », in *Le Monde diplomatique*, juin 2011, p.19.

¹⁵⁴ Conférence de Cécile Lefèvre, « La nouvelle politique familiale et nataliste en Russie : du constat d'une « crise » démographique à la politique du « capital maternel » », INALCO, 11/04/2015

nombreuses et a modernisé les maternités¹⁵⁵. Si les effets cette politique d'allocations sur la natalité restent difficile à mesurer, ces sommes ont en tout cas permis de réduire la pauvreté, en particulier dans les régions rurales¹⁵⁶.

Ce choix d'une monétarisation de la politique de natalité ne fait pas l'unanimité. L'Eglise orthodoxe voit dans la faible natalité du pays, non pas une cause matérielle mais morale. Elle « regarde la large diffusion et la justification de l'avortement dans la société contemporaine comme une menace pour l'avenir de l'humanité et comme un signe évident de dégradation morale »¹⁵⁷. L'autorité de l'Eglise dans la société russe et ses liens d'interdépendance avec la classe politique lui permettent d'imposer en partie ses vues. Elle porte alors un discours sur la famille nombreuse comme rempart à la baisse de la natalité du pays, repris par les autorités politiques. Par exemple, 2008 est promulguée « Année de la famille »¹⁵⁸. Cette même année, une campagne d'affichage dans le métro de Moscou met en avant les valeurs familiales et le patriotisme : « Le pays a besoin de votre record : trois enfants naissent chaque minute en Russie », « L'amour de la Patrie commence avec la famille »¹⁵⁹.

Les démographes contestent également cette politique nataliste, mais s'il existe des désaccords entre eux sur ce point. Anatoli Vichnevski estime que la natalité ne s'achète pas¹⁶⁰. Selon lui, les conditions de vie de la mère et de son enfant, le bon fonctionnement des crèches, un travail pour la mère, les conditions d'habitat, un climat dans la société et en famille comptent avant tout¹⁶¹. Les autorités ne semblent pas tenir compte de cette critique. Ainsi, le nombre de maternités baisse drastiquement en Russie. Le nombre de jardins d'enfant (l'équivalent de l'école maternelle en France) a diminué de 50% entre 1990 et 2010¹⁶². En ce qui concerne le capital maternel, Valéry

¹⁵⁵ SOBOLEVSKAĬA, Olga, « L'enfance laissée pour compte », in *RIAN*, 01/02/2007

¹⁵⁶ RUSSKYKH, Svetlana, *Les conséquences non planifiées de la politique nataliste russe en république d'Oudmourtie depuis 2007*, Mémoire de sciences de la société sous la direction de Cécile Lefèvre, Université Paris Descartes, juin 2014, 92p.

¹⁵⁷ « Osnovy sotsial'noï kontseptsii Rouskkoï Pravoslavnoï Tserkvi », (Bases de la doctrine sociale de l'Eglise orthodoxe russe), in *patriarchia.ru*, 13-16/08/2000
<http://www.patriarchia.ru/db/text/141422.html>

¹⁵⁸ « Startouet sverossiiskii konkurs na logotip « Goda sem'i 2008 » (Le concours russe pour le logo de « l'année de la Famille 2008 » démarre), in *RIAN*, 23/10/2007.

¹⁵⁹ Photos de cette campagne d'affichage dans LEFEVRE, Cécile, « Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale », in « Regards sur l'Eurasie », in *Les Études du CERI*, n°219-220, 02/2016, p.53.

¹⁶⁰ VICHNEVSKI, Anatoli, « Replacement migration: is it a solution for Russia? », in *Expert group meeting on policy responses to population ageing and population*, New-York, 18/10/2000, 19p.

¹⁶¹ « Les "primes de maternité" inaptés à sauver la Russie de sa crise démographique », in *RIAN*, 06/ 03/ 2007

¹⁶² « Za 20 let kolitchestvo detskikh sadov v Rossii sokratilos' vdvoe » (En 20 ans, le nombre de jardins d'enfants a été réduit par deux), in *MNL Novosti*, 19/08/2010

Elizarov, spécialiste des questions de natalité, est sceptique même s'il voit une utilité à cette politique nataliste monétarisée : « Pourquoi le capital n'est pas versé tout de suite ? [...] Cet argent pourrait être utilisé pour financer la santé ou faciliter l'accès à la propriété, ou pour l'éducation des enfants »¹⁶³. En outre, il considère que « le capital maternel ne permet pas d'améliorer les conditions matérielles de familles de façon significative [...] Comment acquérir un logement à Moscou avec une somme si faible ? »¹⁶⁴ Il existe des démographes qui approuvent la démarche des autorités et le discours conservateur autour de la famille. Ainsi, Leonid Rybakovski recommande de verser 500 000 roubles supplémentaires pour le 3ème enfant et de réduire l'âge légal du mariage pour favoriser la natalité¹⁶⁵.

Depuis 2006, les autorités fédérales ont donc fait le choix d'une politique nataliste monétarisée, notamment avec le capital maternel. Les pouvoirs régionaux ont la même politique mais cherchent à diversifier la nature de cette aide. L'Eglise orthodoxe a joué un rôle en favorisant l'aspect conservateur du discours sur la politique de natalité. La majorité des démographes reste dubitative sur l'efficacité de la monétarisation pour améliorer la natalité. Dans quelle mesure cette politique nataliste se fait-elle au détriment de la recherche d'une baisse de la mortalité ?

b) Une absence de politique volontariste face à la dégradation sanitaire

L'aspect le plus critique de la situation démographique de la Russie reste la forte mortalité. Il s'agit aussi du défi le plus difficile à relever car une politique de réduction de la mortalité doit intégrer de multiples facteurs. Les autorités russes ont toutefois pris des mesures pour agir sur différentes causes de la mortalité. Quelles sont alors les initiatives prises pour réduire la mortalité ? Dans quelle mesure la politique dans ce domaine se heurte-t-elle à un blocage de la société russe ? Comment expliquer les échecs des autorités dans la lutte contre la mortalité ? Les mesures mises en place ont obtenu des résultats inégaux mais semblent aller dans le bon sens. La volonté de réduction de la mortalité est bloquée par des obstacles liés à la réalité de la société russe. Cette politique de lutte contre la mortalité semble négliger les infrastructures sanitaires.

http://mnlnews.ru/society/?news_id=5554

¹⁶³ Entretien avec Valéry Vladimirovitch Elizarov, Directeur du centre d'étude des problèmes de populations de la faculté d'économie de l'université Lomonossov, 25/04/2012.

¹⁶⁴ Ibid.

¹⁶⁵ Conférence de Cécile Lefèvre, « La nouvelle politique familiale et nataliste en Russie : du constat d'une « crise » démographique à la politique du « capital maternel » », INALCO, 11/04/2015

Les autorités fédérales ont mis en place différents programmes dans la décennie 2000 pour réduire la mortalité. Tout d'abord, il existe des lois ciblées pour limiter la consommation de tabac, pour lutter contre l'expansion de la tuberculose et du VIH, etc¹⁶⁶. La *Conception démographique de la Fédération de Russie jusqu'à 2025* du 09 octobre 2007 cherche à lutter contre plusieurs causes de la mortalité¹⁶⁷. Le programme national « Santé » a pour ambition d'améliorer le système médical. Adopté en 2005, il est complété par la suite et a fixé en 2008 les trois cibles suivantes : les maladies cardio-vasculaires, les cancers et les accidents de la route¹⁶⁸. Le 30 décembre 2009, le gouvernement propose une stratégie de lutte contre l'alcoolisme jusqu'à 2020¹⁶⁹. Les démographes Ekaterina Kvacha et Tatiana Kharkova ont fait un bilan de la politique russe de lutte contre la mortalité¹⁷⁰. En ce qui concerne les maladies cardio-vasculaires, elles estiment que les différences entre les régions pilotes des programmes et les autres se maintiennent qu'en 2006-2009. Toutefois, elles considèrent qu'il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité des mesures. Pour le programme de lutte contre le cancer, elles reconnaissent qu'il va dans le bon sens. Selon elles, les meilleurs résultats sont à mettre au crédit du programme de lutte contre les accidents de la route. Les autorités ont édicté une loi régulant la fabrication de produits alcoolisés. Elle explique en partie la baisse des morts liés à l'alcool depuis 2006¹⁷¹. La limitation de l'accès aux points de vente d'alcool participe aussi à cette baisse¹⁷². Les autorités ont donc pris des mesures avec des effets visibles à court terme. Cependant, la politique de lutte contre la mortalité implique une vision plus large intégrant l'ensemble des causes de la mortalité.

¹⁶⁶ Loi du 10/06/2001 sur la limitation de la consommation de tabac <http://base.garant.ru/183519/>
 Loi du 18/06/2001 sur la prévention contre la diffusion de la tuberculose <http://base.garant.ru/12123352/>
 Loi du 30/03/1995 sur la prévention contre la diffusion du HIV <http://base.garant.ru/10104189/>

¹⁶⁷ <http://base.garant.ru/191961/>

¹⁶⁸ « Nacional'nyĭ proekt « Zdorov'e » » (Le projet national "Santé"), in *RIAnovosti*, 12/05/2009
<http://www.ria.ru/society/20090512/170852739.html>

¹⁶⁹ *Konceptsiia realizatsii gosudarstvennoi politiki po snizheniiu mashtabov zlooupotrebleniia alkohol'noi produktsiei i profilaktike alkogolizma sredi naseleniia Rossiiskoi Federatsii na period do 2020* (Conception de réalisation de la politique de l'Etat jusqu'à 2020 pour faire baisser le niveau de consommation excessive de produits alcoolisés et pour soigner l'alcoolisme parmi la population de la Fédération de Russie) <http://bazazakonov.ru/doc/?ID=1621879>

¹⁷⁰ KVACHA, Ekaterina, Aleksandrovna, KHARKOVA, Tatiana, Leonidovna « Programmy, napravlennye na snizhenie smertnosti priinai. Kakovy ikh rezoul'taty ? » (Des programmes de baisse de la mortalité ont été décidés. Quels sont leurs résultats ?), in *Demoscope.ru*, n°463-464, 18/04-01/05/2011.

¹⁷¹ Modification de la loi du 22/11/1995 n°173-F3 « O gosudarstvennom regoulirovanii proizvodstva i oborota etilivogo spirta, alkohol'noi i spritosoderjachei produktsii i ob ogranichenii potrebleniia alkohol'noi produktsii » (A propos de la régulation d'Etat de la production de spiritueux et des produits contenant de l'alcool et à propos de la limitation de consommation de produits alcoolisés), <http://base.garant.ru/10105489/>

¹⁷² KHALTOURINA, Daria, Andreevna, KOROTAEV, Andreĭ, Vitalievitch (dir.), *Alkoholnaia katastrofa i vozmojnosti gosudarstvennoi politiki* (La catastrophe de l'alcool et les possibilités d'une politique d'Etat), Moscou, LENAND, 2008, 376p.

En effet, la baisse de la mortalité passe aussi par une modification des conditions et du mode de vie des Russes, et des mentalités. Par exemple, une simple loi ne suffit pas à éradiquer la violence présente dans les rapports humains en Russie. Margret Satterwaite donne l'explication suivante : « L'instabilité psychologique de la société conduit inévitablement à une dégradation de la santé physique et psychologique des individus et inversement : cela conduit à un renforcement du climat criminogène, qui a une influence directe sur la situation démographique. »¹⁷³ En plus de ce facteur sociétal, un autre élément vient aggraver la mortalité : l'écologie. Le démographe Boris Revitch affirme que le facteur écologique représente le second groupe de causes de mortalité après les facteurs sociaux¹⁷⁴. Il dresse une liste des menaces environnementales sur la santé des Russes : pollution de l'atmosphère, charbon dans l'air, eau non potable, nourriture contaminée, risque de saturnisme, environnement professionnel dégradé, radioactivité et climat. Le mode d'alimentation des Russes aggrave également la mortalité. En 2009, 12,9% des décès s'expliqueraient par une alimentation déséquilibrée¹⁷⁵. Enfin, les Russes ont un rapport de méfiance vis-à-vis de la médecine, de la santé. Ils n'ont pas confiance dans le système médical ce qui conduit à des comportements inappropriés : refus des vaccins, automédication, médecine alternative, accouchements à domicile...

La dégradation des conditions sanitaires semble souligner un manque de volonté politique et de moyens dans la lutte contre la hausse de la mortalité. La Russie régresse dans ce domaine. Le nombre de tuberculeux augmente : 34 cas pour 100 000 habitants en 1991 contre 91 en 2008¹⁷⁶. Il en va de même pour le SIDA, la syphilis, le diabète, le choléra, la typhoïde, etc¹⁷⁷. Cette régression s'explique en partie par un mauvais accès de la population aux médicaments. Ils sont coûteux et de mauvaise qualité à cause des contrefaçons. Selon l'agence d'études marketing BusinessStat, le secteur informel dans la médecine a une forte croissance : 625 millions d'euros en 2000, 2,6 milliards d'euros en 2008¹⁷⁸. Il a été estimé que « sur une moyenne de 300 000 morts annuels du cancer, 20 000 auraient pu être sauvés s'ils avaient eu les moyens d'acheter des médicaments

¹⁷³ SATTERWAITE, Margret, « Patologiia nasiliia » (La pathologie de la violence), in *Ekspert*, n°15, 509, 17/04/2006.

¹⁷⁴ REVITCH, Boris, Aleksandrovitch, « Rol' okroujaiouchei sredi kak faktora smertnosti naseleniia Rossii » (Le rôle de l'environnement comme facteur de mortalité de la population de Russie), in *Demoscope.ru*, n°227-228, 19-31/12/2005.

¹⁷⁵ « V nahei vysokoï smertnosti my sami vynovaty » (Nous sommes les coupables de notre haute mortalité), in *Demoscope.ru*, n°379-380, 01/06-14/06/2009.

¹⁷⁶ KOZLOV, Vladimir, RAMONOV, Aleksandr, « Vremiia touberkouleza v Rossii » (Le temps de la tuberculose en Russie), in *Demoscope.ru*, n°491-492, 19-31/12/2011.

¹⁷⁷ PICK, Barbara, « Le marché des médicaments en Russie », in *Le Courrier des pays de l'Est : Sociaux-démocrates et populistes dans la nouvelle Europe*, 03-04/2006, n°1054, p.71.

¹⁷⁸ STAROBOUDTSEV, Maksim, « Kak pobedit' korruptsiu v medetsine » (Comment vaincre la corruption dans la médecine), in *Expert Ural*, n°34 (342), 01/09/2008.

adéquats¹⁷⁹. » Les médicaments contrefaits représentent jusqu'à 60% du marché, selon la chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie, et 20% selon le ministère de l'intérieur¹⁸⁰. La dégradation des conditions sanitaires touche l'ensemble du monde médical. La corruption participe au dysfonctionnement des hôpitaux. Les patients paient des pots-de-vin par peur de ne pas pouvoir être admis à l'hôpital, pour recevoir l'attention du personnel soignant, bénéficier d'un équipement non-obsolète et obtenir des médicaments de bonne qualité¹⁸¹. Malgré une amélioration économique dans les années 2000, les moyens attribués aux infrastructures médico-sociales ont reculé. Entre 1995 et 2010, le nombre d'établissements hospitaliers passe de 12 100 à 6300¹⁸². Les hôpitaux se trouvent dans un piètre état. En 2010, Tatiana Golikova, ministre de la Santé, reconnaissait que 31,5% des établissements hospitaliers étaient insalubres¹⁸³. La réduction du nombre d'établissements hospitaliers ne s'est donc pas accompagnée d'une amélioration de la qualité des soins. Ainsi, le nombre de naissances a augmenté mais la santé des nouveau-nés se dégrade. Entre 1990 et 2008, le pourcentage du nombre de nouveau-nés malades est passé de 14,8% à 37,3%¹⁸⁴. Cette dégradation montre également que les autorités délaissent l'aspect qualitatif dans leur politique de soutien à la natalité, c'est-à-dire faire en sorte que les enfants naissent en bonne santé.

Une réduction de la forte mortalité en Russie semble donc peu probable à moyen terme. Les autorités ont pris des mesures utiles mais n'ont pas eu le volontarisme suffisant pour changer les comportements à risque de la société russe. Comme pour la politique nataliste, les investissements en infrastructures semblent délaissés et renforcent la dégradation sanitaire du pays. En fin de compte, cette situation annule les efforts réalisés pour soutenir la natalité. Le seul levier à la disposition des autorités pour tenter d'améliorer la situation démographique de la Russie reste la politique migratoire.

<http://expert.ru/ural/2008/34/poziciya/>

¹⁷⁹ PICK, Barbara, « Le marché des médicaments en Russie », in *Le Courrier des pays de l'Est : Sociaux-démocrates et populistes dans la nouvelle Europe*, 03-04/2006, n°1054, p.78.

¹⁸⁰ BELIAKOVA, Antona, « Poddel'nye lekarstv oubili 200 tysiatch tchelovek » (Les médicaments contrefaits ont tué plus de 200 000 personnes), in *zdravkom.ru*, 29/03/2012.

http://zdravkom.ru/opinions_med/lenta_660/index.html

¹⁸¹ CHICHKINE, Sergueï, Vladimirovitch, (dir.), « Neformal'nye plateji za meditsinskouïou pomochtch v Rossii » (Paiements informels de l'aide médicale en Russie), *Rapports scientifiques : analyse économique indépendante*, n° 142, Moscou, 2003, p76.

¹⁸² http://www.gks.ru/bgd/regl/B11_34/IssWWW.exe/Stg/d02/6-01.htm

¹⁸³ « Tret' bolnits i poliklinik Rossii nakhoditsia v avariïnom sostoïanii » (Un tiers des hôpitaux et des cliniques se trouve en état d'insalubrité), in *Izvestia.ru*, 16/06/2010

<http://izvestia.ru/news/473094#ixzz3o0e0AZaq>

¹⁸⁴ KISLITSINA, Olga, Anatolievna, *Zdorovie detei : bogastvo natsii* (La santé des enfants : la richesse de la nation), Moscou, MAKS Press, 2011, 265p. p.8.

c) Une politique migratoire de rattrapage

L'efficacité de la politique migratoire dépend de la capacité d'adaptation à une réalité migratoire changeante. Les orientations résultent de décisions nationales mais doivent aussi tenir compte des réalités locales. En quoi l'évolution de la législation sur les migrations confirme-t-elle la logique de rattrapage ? La politique migratoire russe arrive-t-elle à intégrer la diversité des situations locales ? Quels sont les points de vue des spécialistes sur la question des migrations ? Il convient de faire l'historique de la politique migratoire pour comprendre l'indécision sur cette question. Il faut ensuite analyser les divergences sur ce sujet entre pouvoir fédéral et autorités régionales, mais également entre les spécialistes.

« La politique d'immigration de la Russie, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, se caractérise par son incohérence et son imperfection, elle se construit sur un modèle de « rattrapage » (*Dogoniaiouchii*), c'est-à-dire ne se basant pas sur une stratégie orientée vers l'avenir, mais sur une réaction à une situation antérieure »¹⁸⁵. Irina Ivakhniouk périodise la politique migratoire de la façon suivante¹⁸⁶. De 1991 à 1995, l'état de gestation de la Russie post-soviétique ne permet pas encore d'élaborer une stratégie dans le domaine migratoire. De 1996 à 2001, des contradictions apparaissent entre une volonté d'ouverture à l'immigration et la recherche de frontières plus hermétiques. En 2001, les attentats du 11 septembre servent de justification pour un durcissement des politiques migratoires dans le monde, en Russie aussi. De 2001 à 2005, les autorités russes affirment alors vouloir lutter contre les immigrés illégaux et mettent en place un contrôle plus strict des migrations. En 2006, la politique migratoire de la Russie prend un tournant libéral. La procédure d'enregistrement des immigrés est simplifiée. Cette législation n'a pas eu pour conséquence une hausse de l'immigration, mais elle a régularisé les migrants déjà présents sur le territoire. Janna Zaiontchkovskaïa souligne que « grâce aux nouvelles règles [appliquées à partir de janvier 2007], la part des migrants non enregistrés sur le lieu de résidence a été divisée par trois. »¹⁸⁷ En outre, le gouvernement veut favoriser l'immigration des Russes vivant dans les républiques d'ex-URSS avec le programme « compatriotes ». Lors de la crise économique de 2008,

¹⁴⁰ BASKOVITCH, Daria, Sergueevna, Résumé d'une thèse sous la direction de Leonid, Vladimirovitch, Poliakov, *Immigratsionnaïa politika Rossiïskoï Federatsii-dinamika izmenenii* (La politique d'immigration de la Fédération de Russie-la dynamique des changements), , Moscou, Haute Collège d'Economie, 2009, p.17.

¹⁸⁶ IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Evrasiïskaja migratsionnaïa sistema* (Le système migratoire eurasiatique), Moscou, MAKS Press, 2008, pp.70-78.

¹⁸⁷ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Anatolievna, « Novaïa migratsionnaïa politika : pervye itogi » (La politique migratoire : premiers bilans), in *Demoscope.ru*, n°367-368, 02/03-15/03/2009.

les autorités réorientent la politique migratoire. Cette année-là, l'obtention d'autorisation de travail devient plus difficile et les quotas baissent : de 6 millions de personnes en 2007 à 1,2 millions en 2008¹⁸⁸. Cette réduction est difficile à mettre en œuvre car les besoins de main-d'œuvre restent très supérieurs aux quotas fixés. A partir de 2010, une nouvelle phase de la politique migratoire commence. Le 19 mai 2010, un système de patente se met en place.¹⁸⁹ Pour une somme de 1000 roubles, la patente permet aux citoyens de la CEI de travailler légalement en Russie dans des métiers peu qualifiés. Cette évolution confirme donc la logique de rattrapage car la politique migratoire russe intègre progressivement la diversité des situations des migrants, mais avec retard. Dans un premier temps, elle a distingué l'immigration temporaire et permanente, ensuite l'immigration économique et les rapatriements, et pour enfin faire une distinction entre les types de migrations économiques (travailleurs qualifiés, saisonniers, métiers en tension sur le marché du travail russe).¹⁹⁰ Les autorités russes distinguent également les citoyens d'Etats-membres de la CEI, et depuis 2015 ceux de l'Union Eurasiatique, dont la plupart n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Russie pour des séjours de moins de 90 jours, et les autres. Malgré ces oscillations entre durcissement et libéralisation, il existe une constance dans la politique migratoire russe. « En ouvrant ses frontières à une immigration de travail temporaire, mais en complexifiant les procédures d'obtention des titres de séjour long, le gouvernement russe espère empêcher au maximum une pérennisation de l'immigration, en particulier familiale. [...] ce qui explique la quasi-absence d'organismes susceptibles de favoriser l'intégration des immigrés »¹⁹¹.

Il existe une divergence des points de vue entre pouvoir central et locaux sur la politique migratoire. En effet, les autorités locales des régions frontalières doivent gérer des migrations venant des pays limitrophes, mais ces logiques régionales ne vont pas toujours dans le sens de la politique migratoire nationale et des intérêts stratégiques du pays. En Extrême-Orient, dans les années 1990, les élites locales estimaient que Moscou faisait preuve de laxisme et craignaient les migrations venant de Chine. Par contre, dans les années 2000 elles recherchent davantage une coopération régionale dans le domaine migratoire pour résoudre les problèmes liés au faible

¹⁸⁸ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.132

¹⁸⁹ <http://www.y-fms.ru/patent>

¹⁹⁰ GRANIDOVSKI, Sergueï, Nikolaevitch, *Politika repatriatsii i troudovoï migratsii v sovremennoï rossiïskom gosoudarstve* (La politique de rapatriement et de migration de travail dans l'Etat russe contemporain), Moscou, Banque Mondiale, Fonds Migratsiïa XXI vek, p.3.

¹⁹¹ BRAUX, Adeline, « Politique migratoire et gestion de la diversité culturelle en Russie : l'exemple de Moscou », in *Les études du CERI*, n°158, p.15.

peuplement de la région et trouvent la position de Moscou trop sécuritaire¹⁹². Des *oblasts* limitrophes du Kazakhstan ont une position plus libérale vis-à-vis des migrants que le niveau fédéral et mettent en place des programmes favorables aux immigrants, par exemple à Saratov, Orenbourg, Astrakhan et Omsk¹⁹³. Par contre, des sujets de la Fédération frontaliers des pays du Sud Caucase, comme le *krai* de Krasnodar, ont tendance à avoir une législation migratoire plus sévère qu'au niveau fédéral pour se protéger des migrations provoquées par les conflits de la région¹⁹⁴. Ainsi, le *krai* de Stavropol a promulgué le 06 juin 2002 une loi visant à limiter l'immigration, qui a été jugée anticonstitutionnelle¹⁹⁵. Des sujets frontaliers de l'Ukraine et du Belarus ont voulu au contraire profiter de leur situation géographique pour attirer les migrants, par exemple Voronej ou Smolensk¹⁹⁶. L'orientation politique libérale de Saint-Pétersbourg se traduit par des initiatives dans la politique migratoire¹⁹⁷. Par exemple, il existe un programme « tolérance » mis en place par la ville pour les immigrants¹⁹⁸. Toutefois, l'immigration, comme dans les autres grandes villes de Russie, suscite une forte hostilité de la population pétersbourgeoise.

L'orientation de la politique migratoire russe dépend de la réponse à l'interrogation suivante : l'immigration est-elle la solution pour régler les problèmes démographiques de la Russie ? Les hésitations des autorités dans ce domaine montrent que le pouvoir politique n'arrive pas à trancher, mais la question divise aussi les chercheurs russes. Trois groupes se dégagent¹⁹⁹. Un nombre important de chercheurs, par exemple Janna Zaïontchkovskaïa, Galina Vitovskaïa, Valéry Tichkov, Irina Ivakhniouk, perçoivent l'immigration comme bénéfique et incontournable pour un pays dont la natalité ne permettra pas le renouvellement de génération. Un second groupe, dans lequel se trouvent notamment Evgueni Krasinets, Guennadi Boïarkine, Youri Bychevski ou Anatoli

¹⁹² Entretien avec Leonid Evguenievich Kozlov, Université d'Etat de Vladivostok d'Economie et des services, 03/05/2011.

¹⁹³ ZAÏONTCHKOVSKAÏA, Janna, Anatolievna, SDYKOV, Murat, Naouryrgyzalievitch (dir.), *Front'erskie migratsii* (Migrations frontalières), Moscou, Ouralsk, 2002, 236p.

¹⁹⁴ « Tkatchev : nikakaja kritika iznutri sadogo kol'ca ne zastavit menja izmenit' migracionnuju politiku » (Aucune critique provenant de l'anneau des jardins [quartier de Moscou où se trouvent tous les lieux de décisions de Russie] ne forcera à changer de politique migratoire), in *novosti@mail.ru*, 02/10/2012.
<http://news.mail.ru/inregions/south/23/politics/10448243/>

¹⁹⁵ Cette loi allait à l'encontre de la liberté de circulation au sein de la Fédération de Russie « Stavropole- za zheleznym zavesom » (Stavropol est derrière un rideau de fer), in *www.regions.ru*, 14/07/2003.

¹⁹⁶ Intervention de MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, *Migratsionnaïa politika : vzaimodeïstvie federal'nogo centra i regionov* (La politique migratoire : l'interaction entre le centre fédéral et les régions), lors du séminaire *Vostok Rossii na poroge immigratsii* (L'est de la Russie au seuil de l'immigration), Ekaterinbourg, 26-28/04/2006.

¹⁹⁷ MARIN, Anaïs, *Saint-Pétersbourg ville-frontière d'Europe*, doctorat de sciences politiques sous la direction d'Anne de Tinguy, IEP Paris, 2006, 993p.

¹⁹⁸ Site du programme <http://spbtolerance.ru/>

¹⁹⁹ Classification réalisée par BASKOVITCH, Daria, Sergueevna, Résumé d'une thèse sous la direction de Leonid, Vladimirovitch, Poliakov, *Immigratsionnaïa politika Rossiïskoï Federatsii-dinamika izmenenii* (La politique d'immigration de la Fédération de Russie-la dynamique des changements), op.cit, p8.

Proudnikov, veut une politique migratoire plus restrictive. Ces chercheurs estiment que l'immigration menace la sécurité nationale, et privilégient un soutien à la natalité pour résorber le déficit naturel. Il existe une voie médiane entre ces deux groupes. Elle considère l'immigration soit comme une menace ou soit comme une chance, selon la capacité de la politique migratoire à optimiser les migrations en résorbant le déficit naturel russe en tenant également compte des besoins des différentes régions. Olga Vendina, Mikhaïl Denisenko, Vladimir Iontsev ou Galina Glouchenko appartiennent à ce courant. Les démographes s'accordent pour dire que l'immigration n'apporte pas de solution aux problèmes démographiques de la Russie en eux-mêmes, mais qu'elle permet de surmonter des difficultés créées par le déclin démographique, comme le manque de main-d'œuvre. En plus, le caractère pendulaire et économique des migrations réduit leur apport bénéfique au solde naturel du pays. Ainsi, « les migrants de travail jouent un rôle économique et non démographique »²⁰⁰.

Une tendance générale semble donc se dégager dans la politique migratoire russe : une législation libérale pour les ressortissants d'Etats de la CEI, une politique de visa plus stricte pour les Etats hors CEI, et la recherche d'une migration temporaire. Cette cohérence apparente pâtit d'une indécision entre une volonté de durcissement et de libéralisation vis-à-vis des migrants. Les deux tendances coexistent chez les autorités régionales et les spécialistes russes. La réflexion autour de la politique migratoire n'est peut-être pas de savoir si la Russie a besoin de migrants, mais comment faire de leur présence un correctif des lacunes démographiques du pays.

Pour résumer le raisonnement à propos de la politique démographique de la Russie post-soviétique, il convient de mentionner les mesures significatives mises en œuvre, en particulier dans les années 2000. Cependant, initiatives semblent faire l'impasse sur la dimension structurelle de la démographie et ne parviennent pas à rendre lisible l'orientation générale de la politique démographique.

Il existe une tendance de fond sur les choix politiques en matière de natalité, de mortalité et de migrations. Ainsi, les autorités ont décidé d'apporter un soutien financier massif à la natalité en le justifiant par un discours conservateur sur la famille. Elles ont élaboré des programmes assez efficaces de lutte contre la mortalité, notamment contre le tabagisme, l'alcoolisme et les accidents

²⁰⁰ Entretien avec Irina Valentinovna, Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012

de la route. En ce qui concerne la politique migratoire, le gouvernement russe fait le choix d'une législation qui favorise une relative facilité de circulation au sein de la CEI et plus restrictive pour les citoyens hors-CEI. Il tient progressivement compte de la logique économique des migrations.

Cependant, la politique démographique manque de mesures de long terme. Les autorités ont préféré une politique d'allocations, visible à court terme, à des investissements dans les infrastructures qui favorisent la santé de l'enfant et la natalité. La politique démographique ne cherche pas à enrayer le processus de délabrement du système sanitaire, qui est pourtant une cause importante de la forte mortalité du pays. La politique migratoire reste dans une logique de rattrapage. Les autorités n'ont pas fait le travail d'anticipation et de prospective sur cette question. Les décisions prises ne répondent alors pas assez aux attentes.

La politique démographique de la Russie post-soviétique souffre de contradictions. La communication faite autour du capital maternel rend visible le soutien à la natalité. Cependant, le soutien à la natalité perd de son sens lorsque les autorités ferment les maternités et les jardins d'enfant. La volonté de lutter contre la mortalité reste peu visible, notamment à cause d'une absence de communication pour corriger des comportements de la société russe. Pour la politique migratoire, les autorités tergiversent entre fermeté et ouverture vis-à-vis des migrants au gré des conjonctures politiques et économiques.

Les contradictions de la politique démographique russe montrent donc la difficulté des autorités à trouver une réponse politique intégrant l'ensemble des causes du déclin démographique. Elles montrent aussi le poids des facteurs qui empêchent d'apporter une réponse cohérente au déclin démographique.

Conclusion I-A

L'ampleur des évolutions démographiques semble dans une certaine mesure donner un nouveau visage au pays. La consolidation de ce lien rend son usage politique contre-productif.

L'interrelation entre les évolutions démographiques et l'évolution politique du pays se renforce. D'un côté, les changements politiques survenus en Russie après 1991 ont joué un rôle d'accélérateur des transformations démographiques, voire de dégradation des caractéristiques démographiques dans certaines régions. Il ne faut cependant pas exagérer la signification de l'année

1991 qui ferait de la chute de l'URSS la cause du déficit naturel. En effet, la logique de long terme prédomine dans la compréhension des différentes phases du déclin démographique russe. Par son ampleur, la question démographique se trouve au cœur des débats. Elle participe même à l'évolution idéologique du régime politique russe, en raison de l'instrumentalisation qui en est faite pour accéder ou se maintenir au pouvoir. Ainsi, la présentation alarmiste de la situation démographique contribue à l'essor du « nouveau nationalisme russe » et à une « ethnicisation » du débat politique. Cette interrelation accrue de la démographie et de la politique en Russie crée un paradoxe. D'un côté, l'ampleur des changements démographiques rend impérieuse une politique démographique d'envergure. D'un autre côté, l'importance des enjeux politiques et économiques autour de cette question amène les autorités à faire preuve de prudence et à prendre des mesures insuffisantes.

Les évolutions démographiques font du pays une « nouvelle Russie », voire des « nouvelles Russies ». Les migrations et des changements dans les modes de vie montrent que le pays s'insère désormais dans la mondialisation. Ainsi, le critère économique prime dans l'explication des migrations. La Russie connaît aussi un phénomène de métropolisation qui conduit à une concentration de l'essentiel de la population dans quelques villes. Le « patchwork démographique » fait apparaître davantage le caractère multiple du peuplement de la Russie et rend des logiques locales plus visibles, ce qui modifie les relations entre les pouvoirs régionaux et Moscou. Les évolutions démographiques changent donc la société russe. Elles nourrissent des inquiétudes identitaires, une méfiance vis-à-vis du pouvoir politique et un repli ethnique. Le vieillissement de la population transforme les perceptions et les attentes, ainsi que le rapport intergénérationnel.

Le renforcement de l'interrelation entre démographie et politique rend plus inefficace une instrumentalisation des questions démographiques. En plus, le caractère protéiforme du déclin démographique oblige à intégrer davantage l'aspect régional, voire local des évolutions de la population. Les propos alarmistes amènent la question démographique au cœur du débat. Ils créent aussi un désarroi dans la société. Pour ne pas prendre de risque face aux nationalistes, le pouvoir oscille entre position ferme, notamment sur migrations, et une politique démographique plus libérale basée sur la monétarisation des aides, la privatisation des services de santé et une ouverture relative à l'immigration. A long terme, ces hésitations ont tendance à rendre la politique démographique russe incohérente, donc moins efficace. La complexité du déclin démographique nécessite une réponse différenciée sur le court et le long termes. Si les autorités prennent des mesures conjoncturelles, notamment pour répondre à une demande politique et sociale, elles manquent de stratégie structurelle intégrant l'ensemble des aspects du déclin démographique.

L'interrelation entre démographie et politique fait donc du déclin démographique un élément participant à la reconfiguration idéologique et politique de la Russie. Il s'agit d'un phénomène essentiellement interne qui peut avoir une influence plus forte sur le potentiel du pays. En effet, le déclin démographique a des répercussions sur les capacités de la Fédération de Russie.

B- LES REPERCUSSIONS DU DECLIN DEMOGRAPHIQUE

L'importance d'un Etat sur la scène internationale dépend de sa capacité à optimiser ses atouts et à minimiser les contraintes internes. La Russie a des atouts de poids qui peuvent rapidement devenir des handicaps. Par la superficie de son territoire, le pays peut bénéficier d'une présence géographique en Europe et en Asie et d'une proximité avec le Moyen-Orient, ainsi que d'une profondeur stratégique. Cependant, un si vaste territoire représente un défi pour les infrastructures. Economiquement, la Russie post-soviétique peut s'appuyer sur ses ressources énergétiques, mais cela a pour conséquence d'affaiblir d'autres secteurs de l'économie qui ont pourtant un réel potentiel. L'aspect militaire a une grande importance pour la Russie qui voit dans son armée un atout peser sur la scène internationale. Pourtant, le poids du complexe militaro-industriel fait aussi partie des causes de la déliquescence de l'URSS. Ainsi, le territoire, l'économie, l'armée peuvent faire de la Russie un acteur majeur de la scène internationale, mais également l'affaiblir. Dans quelle mesure le déclin démographique rend-il ce potentiel plus difficile à gérer ? De quelle nature sont les répercussions territoriales, économiques et militaires du déclin démographique russe ? Le « patchwork démographique » est-il la cause ou la conséquence de la polarisation du territoire russe ? Dans quelle mesure les évolutions démographiques peuvent-elles redéfinir les fondements économiques de la Russie post-soviétique ? Quelle est l'ampleur des changements quantitatifs et qualitatifs qu'engendre le déclin démographique sur l'armée de la Russie post-soviétique ? Il s'agit dans un premier temps de comprendre la nature de l'interrelation entre les évolutions de peuplement et de développement des territoires russes. Il convient ensuite d'évaluer le potentiel de croissance économique de la Russie en intégrant les caractéristiques démographiques. Enfin, la réflexion porte sur l'impact des évolutions démographiques du pays depuis 1991 sur l'armée russe.

1- Une polarisation spatiale accrue

Le « patchwork démographique » symbolise des déséquilibres de peuplement croissants. S'il existe un lien entre démographie et développement, chaque profil démographique des éléments de ce « patchwork démographique » devrait correspondre à un type de développement régional. La situation démographique pourrait être une cause explicative de ces écarts de développement mais aussi une conséquence. Il s'agit d'une problématique importante car l'homogénéité de développement d'un Etat constitue un enjeu pour les autorités politiques. Une hétérogénéité de développement peut nourrir des tensions au sein du pays. Dans quelle mesure les éléments du « patchwork démographique » reflètent-ils une typologie du développement ? Les différences régionales d'évolution démographique sont-elles plutôt la cause ou la conséquence des inégalités de développement ? Les trajectoires démographiques régionales donnent-elles un caractère inéluctable au processus de polarisation spatiale ou existent-ils des leviers pour corriger cette tendance ? Depuis 1991, les différences entre les régions occidentales et orientales du pays se creusent ce qui permet de formuler l'hypothèse de deux types de développement distincts. La polarisation spatiale du peuplement nourrit sur le rôle des grandes villes dynamiques dans le développement des autres territoires. Il faut alors s'interroger sur le poids des réalités démographiques sur les politiques russes de développement.

a) Russie d'Europe, Russie d'Asie

Les évolutions démographiques les plus dissemblables sont celles de la Russie de la partie européenne et des régions à l'est du pays. Ces trajectoires symbolisent aussi une séparation entre deux Russies avec leur propre voie de développement. Quelle est l'ampleur de ce fossé entre « Russie d'Europe » et « Russie d'Asie » ? Dans quelle mesure les autorités fédérales s'inquiètent-elles de cette situation ? La « Russie d'Asie » en devient-elle pour autant plus asiatique dans son développement ? Les évolutions démographiques des régions orientales semblent affaiblir les liens entre l'ouest et l'est du pays. Le pouvoir fédéral fait part de ses préoccupations sur ce sujet. L'existence d'une « Russie d'Asie » supposerait un développement reposant davantage sur une coopération avec les pays asiatiques.

Si le terme de crise démographique est inadapté pour décrire la situation de la Russie post-soviétique, il pourrait dans une certaine mesure convenir pour l'Extrême-Orient. Cette région déjà peu peuplée se vide. Entre 1989 et 2002 l'*oblast* de Magadan a perdu 42% de ses villes car elles ne comptaient plus un seul habitant²⁰¹. Les prévisions ne rassurent guère. En Extrême-Orient russe, « le nombre global de la population peut baisser de 21,1% et celui de la population active de 42,5% entre 2010 et 2050 »²⁰². La population quitte massivement la région. Ainsi, en 2012, 40% de la population de l'Extrême-Orient et de Sibérie déclaraient vouloir partir²⁰³. La rudesse du climat, surtout au nord de la région, rend le quotidien difficile, mais c'est surtout la dégradation du niveau de vie depuis 1991 qui justifie cette forte émigration. Les habitants sont confrontés simultanément « des faibles salaires et des prix élevés »²⁰⁴. La population a un salaire nominal moyen supérieur à la moyenne nationale : 29 319 roubles (733€) pour l'Extrême-Orient contre 23 369 (584€) pour le reste du pays en 2011²⁰⁵. Cependant, la population est plus pauvre à cause du coût très élevé des produits de base. En décembre 2012, le prix du panier de consommation alimentaire coûte 2609 roubles (65€) en Russie, 3812 roubles en Extrême-Orient (95,2€), et même 110€ pour le Kamtchatka, 120,7€ pour Magadan et 173€ pour Tchoukotka²⁰⁶. L'altérité de cette Russie asiatique se renforce aussi avec les évolutions de la composition ethnique de la population de l'Extrême-Orient. La part des Slaves a diminué. Tout d'abord, le pourcentage des ethnies autochtones a augmenté en raison d'une émigration des Russes ethniques et d'une santé démographique relativement meilleure. Ainsi, les Koriaks sont passés de 25 à 41% de la population du Kamtchatka entre 1989 et 2002²⁰⁷. Ensuite, l'Extrême-Orient n'attire plus les populations slaves. Auparavant, les Ukrainiens et les Biélorusses migraient vers la région. Désormais la part des migrants venant d'Ukraine a diminué et celle des migrants d'Asie centrale a augmenté²⁰⁸. Enfin, l'Extrême-Orient russe a une immigration, difficile à estimer, en provenance de Chine et d'autres pays asiatiques. La dissemblance démographique accrue entre une « Russie d'Asie » et une « Russie d'Europe » se

²⁰¹ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, p.151.

²⁰² ICHENKO, Elena, « Blesk i nichtcheta Dalnego Vostoka » (Eclat et misère de l'Extrême-Orient), in *Tikhookeanskaïa zvezda*, 11/10/2012.

²⁰³ POPOV, Aleksandr, TCHERNYCHOV, Sergueï, « Mertvyi Vostok » (Orient mort), in *Ekspert*, n°27 (810), 09/07/2012.

²⁰⁴ « Naibolee aktivno na Dal'nem Vostoke liudi pokidaïout Yakoutiiu » (Les personnes les plus actives en Extrême-Orient quittent la Yakoutie), in *SakhaNews*, 12/07/2013.

<http://www.1sn.ru/81615.html>

²⁰⁵ http://www.gks.ru/bgd/regl/b12_14p/IssWWW.exe/Stg/d01/05-03.htm

²⁰⁶ <http://www.gks.ru/dbscripts/cbsd/dbinet.cgi>

²⁰⁷ Les Koriaks sont le peuple indigène du Kamtchatka

WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, p.147

²⁰⁸ MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, « Transformatsiia migratsionnykh svyazeï s stranami blijego zarubejia » (Transformation des liens migratoires avec les pays de l'étranger proche), in *Prostranstvennaïa ekonomika*, 2010,

traduit aussi dans les perceptions. Consciente de son éloignement géographique par rapport à la Russie européenne, la population d'Extrême-Orient se sent tout de même russe. Par contre, pour les personnes qui vivent à l'ouest de la Russie, ces territoires deviennent étrangers, asiatiques. Cette perception d'un « Extrême-Orient, que nous avons perdu » repose sur l'idée reçue d'un « territoire condamné à une sinisation inéluctable »²⁰⁹²¹⁰. La volontarisme politique peut-il combler le fossé entre ces deux Russies ?

Le problème du peuplement de l'Extrême-Orient ainsi que de la Sibérie orientale s'est déjà posé. Au début du XXème siècle, Piotr Stolypine avait entrepris une politique de peuplement de ces territoires²¹¹. Par la suite, les autorités soviétiques ont poursuivi sur cette voie : par des déportations, mais aussi par des incitations salariales et des facilités de transport. Les personnes travaillant dans ces régions recevaient la « prime du Nord » en fonction de la durée de l'emploi et du caractère extrême des lieux²¹². En outre, il existait un « coefficient par district » multipliant le salaire en proportion de la difficulté des conditions de vie de la région²¹³. Cette politique a porté ses fruits puisque la population de l'Extrême-Orient russe a vu son nombre multiplier par 5,1 entre 1926 et 1989²¹⁴. Dans les années 1990, l'Etat ne peut et ne veut plus financer ce type de politique. La conséquence est une forte baisse de la population de la région. Dans la décennie 2000, les autorités ont plus de moyens et décident de réactiver la politique de peuplement de ces territoires démographiquement et économiquement sinistrés. Le système de primes reste en vigueur²¹⁵. Le programme de rapatriement des compatriotes s'inscrit aussi dans cette logique de repeuplement. Les Russes de l'étranger voulant revenir reçoivent davantage d'aides s'ils s'installent dans une des régions prioritaires²¹⁶. Il existe ainsi trois catégories de régions de retour. La catégorie A inclut les « territoires frontaliers avec davantage d'importance stratégique »²¹⁷. Il s'agit surtout de régions à

n°2, p.77.

²⁰⁹ PENZEV, Konstantin, Alexandrovitch, « Dal 'nij Vostok, kotorii my poteriali » (L'Extrême-Orient que nous avons perdu), in *Novoe Vostotchnoe Obozrenie*, 2010.

²¹⁰ GRAS, Cédric, SHVEDOV, Vycheslav, « Extrême-Orient russe : une incessante (re)conquête économique », in *Hérodote*, 2010/3, n°138, p.127.

²¹¹ Cité dans la brochure de LEDNEV, Vladimir, Pavlovitch, *Geopoliticheskaïa bezopastnost' rossiïskogo Dal'nego Vostoka*, (La sécurité géopolitique de l'Extrême-Orient russe), Brochure de thèse sous la direction de Mikhaïlov, V.A., Institut d'Etudes orientales de l'académie des sciences, Moscou, 2009, p.17.

²¹² GRAS, Cédric, « Russie : l'Est assimilé au Nord », in *Cafés géographiques*, 16/03/2012.
http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=2411.

²¹³ Ibid.

²¹⁴ MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, *Naselenie Dal'nego Vostoka Rossii*, op.cit.,17.

²¹⁵ GRAS, Cédric, « Russie : l'Est assimilé au Nord », op.cit.

²¹⁶ Liste des régions concernées sur le lien suivant

http://emigrant-ussr.ru/index/territorii_vselenija_sootechestvennikov_po_kategorijam_a_b_v/0-166

²¹⁷ Détails de l'ordonnance promulguant le programme « compatriotes » sur le site du Service Fédéral des Migrations

l'est ou au nord du pays. En 2008, le montant des aides atteint 60 000 roubles (1500€) pour les participants et 20 000 (500€) par membre de leur famille. Pour les régions d'Extrême-Orient et de Transbaïkalie, ces sommes sont multipliées par deux²¹⁸. L'efficacité de ces politiques de peuplement reposait sur la bonne santé démographique des régions occidentales qui constituaient un réservoir de main-d'œuvre. Aujourd'hui, cette « Russie d'Europe » connaît aussi des difficultés démographiques et ne peut plus jouer ce rôle. Les régions orientales du pays sont-elles alors condamnées à devenir « asiatiques » ?

Perdant peu à peu leurs liens avec la Russie européenne, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient russe pourraient opérer un rapprochement avec les pays asiatiques, mais la réalité démographique constitue un frein à cette évolution. Il s'agit d'un territoire riche en ressources pouvant intéresser des pays comme la Chine, le Japon ou la Corée du Sud, mais difficilement exploitable par manque de main-d'œuvre. Par exemple, « à Khabarovsk on a voulu créer une usine d'aluminium, il fallait 5000 employés et ça a été très compliqué de les trouver »²¹⁹. En outre, cette proximité géographique avec l'Asie pourrait permettre de recréer des liens avec une Russie européenne cherchant un « pont » vers la région Asie-Pacifique. En effet, il y a « une relative marginalisation de l'Europe dans les domaines de la politique, la sécurité, et de l'économie en raison d'un déplacement du centre des relations internationales vers l'Asie »²²⁰. Pour que la « Russie d'Asie » puisse jouer ce rôle d'interface, il faudrait un pôle de développement économique. Un document du comité des affaires internationales du conseil de la Fédération de Russie explique qu'il fallait une concentration d'au-moins 3 millions de personnes pour créer un pôle de développement, ce qui n'existe pas dans les régions orientales du pays²²¹. La proximité avec l'Asie dépend aussi des perceptions. La population de la « Russie d'Asie » ne se sent pas proche culturellement des pays limitrophes et regarde vers la Russie occidentale. Les évolutions démographiques de cette « Russie d'Asie » ont donc favorisé un phénomène de double marginalisation. Au lieu d'être un pont entre la « Russie d'Europe » et l'Asie-Pacifique, ce territoire

<http://www.fms.gov.ru/programs/fmsuds/legal/details/39623/full/>

²¹⁸ Rectificatif en date 19/11/2008 de l'arrêté du 15/01/2007 sur l'attribution des allocations aux participants au programme « compatriotes »

http://www.businesspravo.ru/Docum/DocumShow_DocumID_144947.html.

²¹⁹ Entretien avec Leonid Evguenievich Kozlov, Université d'Etat de Vladivostok d'Economie et des Services, 03/05/2011

²²⁰ BOGATOUROV, Alekseï, Démosfenovitch, « Chanc dlia novoï paradigme v mirovoï politike », in *Nezavissimaïa gazeta*, 07/06/2010

http://www.ng.ru/courier/2010-06-07/9_chance.html

²²¹ Rapport du Comité des affaires internationales du conseil de la Fédération de Russie, *Rossija v novom veke* (La Russie dans un nouveau siècle), 2010, p.48.

« a réussi à s'éloigner de la Russie européenne, mais s'est peu rapproché des pays voisins dans la région »²²².

Les évolutions démographiques de la Russie post-soviétique ont créé un fossé entre une « Russie d'Europe » et une « Russie d'Asie ». La situation démographique à l'ouest du pays ne permet plus d'appliquer une politique active de peuplement pour maintenir le lien entre ces deux territoires. La situation de double périphérie de la « Russie d'Asie » fait perdre au pays deux atouts : la possibilité d'exploiter des ressources et un éventuel rôle d'interface de la région avec l'Asie-Pacifique.

Si la « Russie d'Asie » subit davantage les répercussions de ses évolutions démographiques que la « Russie d'Europe », cette dernière doit également faire face aux conséquences de la concentration de sa population.

b) Un « archipel métropolitain » européen

Jean-Robert Raviot qualifie d'« archipel métropolitain » les grandes villes de la Russie européenne et souligne leur poids croissant. « Rappelons que l'inégalité de peuplement du territoire, un indicateur qui ne cesse de se dégrader depuis 20 ans du fait des évolutions démographiques et migratoires, fait de la Russie un pays chaque jour plus européen et plus métropolitain »²²³. Le poids démographique croissant de ces villes est-il un atout ou un handicap pour le développement du pays ? Quel est le niveau d'interaction entre les villes de cet « archipel métropolitain » ? Les métropoles d'une certaine taille pourraient constituer une réponse aux difficultés économiques d'un territoire, mais n'apportent pas forcément une garantie de développement. Il faut aussi s'interroger sur les connexions entre ces villes et avec les autres territoires.

Les régions russes avec une métropole sur leur territoire semblent avoir des conditions de développement plus favorables. Pour Natalia Zubarevitch, la présence de grandes villes permet une baisse du chômage. « On peut parler d'une certaine *frontière de sécurité* pour les villes avec une

²²² CHINKOVSKI, Mikhaïl, Iourievitch (dir.), *Geopoliticheskoe razvitie severnoï Pasifiki* (Le développement géopolitique du Pacifique nord), Vladivostok, 2007, p.285.

²²³ RAVIOT, Jean-Robert, « Géographie politique de la Russie de 2010 », in *Herodote*, 2010/3, p.163.

population de plus de 500 000 personnes, à partir de laquelle le niveau de chômage baisse d'un tiers ». ²²⁴ En recoupant des indicateurs démographiques et économiques, elle établit six catégories de villes russes. Premièrement, les villes de plus d'un million de personnes qui ont un essor du secteur tertiaire. Deuxièmement, les capitales des régions de l'est du pays qui connaissent une concentration économique et de populations. Troisièmement, les capitales des républiques (hors Caucase) dont la population et les industries progressent grâce à la décentralisation des années 1990. Quatrièmement, les capitales des républiques du Caucase faiblement peuplées et qui ont vu leurs industries décliner. Cinquièmement, les capitales des régions méridionales de la Russie voient leur population baisser, mais bénéficient d'une migration en provenance de la CEI dans les campagnes. Enfin, les capitales des régions de la Russie centrale dont la population a augmenté grâce à l'exode rural²²⁵. Pour améliorer la situation de régions sinistrées, la concentration de populations isolées semble une solution. Par exemple, Roman Abramovitch, oligarque mais aussi gouverneur du district autonome du Tchoukotka de 2000 à 2008, souhaitait regrouper les populations de cette région qui se vide de ses habitants dans des villes de taille critique pour garantir l'accès à un certain nombre de services, comme les hôpitaux, les écoles. Le 25 octobre 2002, une loi propose même une aide au départ pour les retraités, personnes isolées, invalides, employés ayant longtemps travaillé dans la région²²⁶. Suffit-il alors de concentrer des populations dans des métropoles pour garantir le développement d'un territoire ?

La présence d'une grande ville peut favoriser le développement par une multiplicité d'activités économiques. Cependant, concentration urbaine ne signifie pas toujours prospérité. L'exemple des monovilles montre que l'existence de villes peut lourdement handicaper le développement d'un territoire. Ces villes mono-industrielles créées à l'époque soviétique n'ont pas toujours réussi à s'intégrer à la mondialisation après 1991. En 2010, la Russie compte 335 monovilles, ce qui représente 16 millions d'habitants²²⁷. Dans les décennies 1990 et 2000, les monovilles articulées autour d'industries obsolètes réussissaient à subsister. La crise économique de 2008 a porté un coup fatal à certaines d'entre elles, notamment dans la métallurgie, la construction de machines-outils, la production de produits chimiques. Par contre, « les monovilles avec des types d'activités financés par le budget d'Etat ou des entreprises monopoles d'Etat (les villes fermées du

²²⁴ ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Social'noe razvitie regionov Rossii*, (Développement social des régions russes), Moscou, LIBROKOM, 2009, p.111.

²²⁵ Ibid., p.126.

²²⁶ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, p.151.

²²⁷ GETMAN, Natalia, « Monogoroda na grani » (Les monovilles à la limite), in *opez.ru*, 08/04/2010.

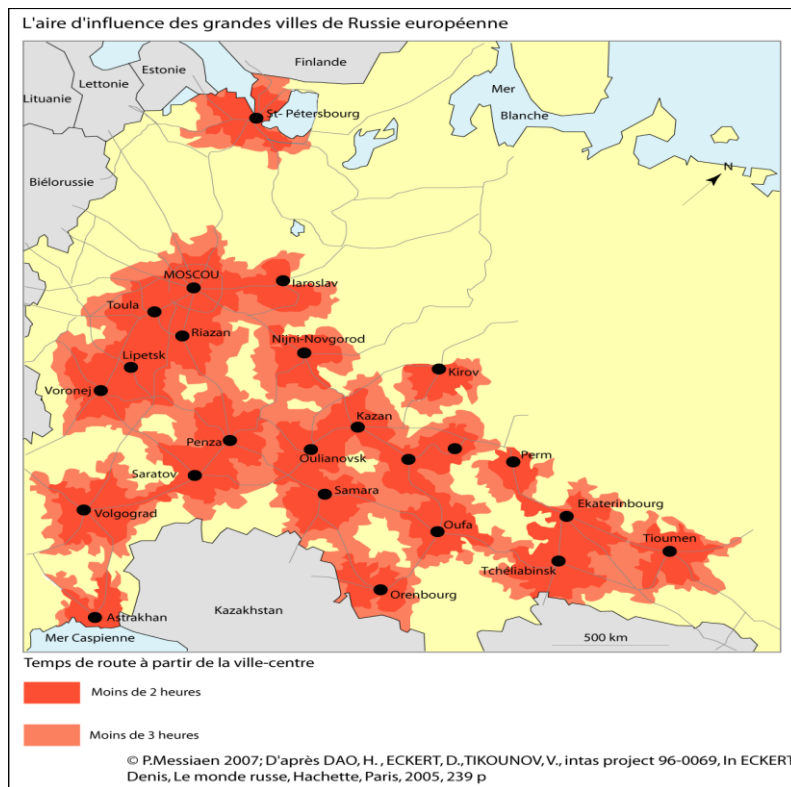
Ministère de la Défense ou de l'énergie atomique, les villes scientifiques) n'ont presque pas remarqué la crise. Les monovilles du secteur énergétique ont été les plus solides, en particulier celles du secteur pétrolier. »²²⁸. La fermeture des industries dans les monovilles se traduit par des drames sociaux car une grande partie de la population active perd son emploi. D'ailleurs, le gouvernement fédéral décide de renforcer son aide financière par crainte d'une explosion sociale. « Parmi les agglomérations dépressives, dix-sept sont qualifiées d'explosives. *Dans ces villes-là, la situation peut déborder à tout moment et réclamer des mesures d'urgence* », explique Andreï Nechtchadine, du ministère des régions, à Vedomosti. »²²⁹ La mort programmée de ces villes aura une conséquence démographique. Elle va renforcer l'émigration de la population des villes économiquement dynamiques, ce qui accroît la polarisation du peuplement du pays. Ainsi, « le processus de changement de fonctions, des industries vers les services, s'accompagnera d'une baisse significative de la population et de son vieillissement, les villes industrielles dépressives deviendront des centres locaux semi-dépressifs vivant des subsides de l'Etat et des produits du potager ». ²³⁰

L'existence de l'« archipel métropolitain » semble donc constituer un frein au développement du pays. Tout d'abord, la prospérité des métropoles ne se répand pas sur les territoires alentours, à l'exception peut-être de la région de Moscou. Les évolutions démographiques expliquent ce phénomène. Le développement des grandes villes de la Russie européenne s'est fait grâce aux migrations de populations en provenance d'autres régions. Ces territoires ne disposent plus des moyens humains pour assurer leur propre développement. Dans la « Russie d'Europe », l'« archipel pourrait permettre une relative stabilisation des populations car l'aire d'influence des villes qui le composent couvre pratiquement l'ensemble du territoire de la Russie européenne. Ainsi, les habitants n'ont pas besoin d'émigrer pour travailler dans des villes assez accessibles par les transports.

²²⁸ ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Regiony Rossii : neravenstvo, krizis, modernizatsiia* (Les régions de Russie : inégalité, crise, modernisation), Moscou, Institut indépendant de sociologie politique, 2010, p.90.

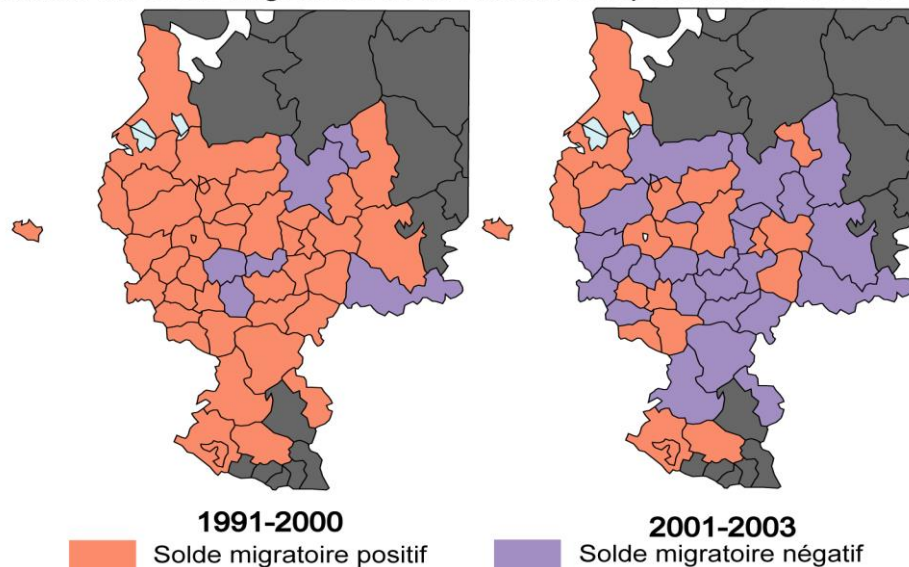
²²⁹ Cité par JEGO, Marie, « En Russie, des centaines de villes vont disparaître, victimes de la mono-industrie », in *Le Monde*, 10/10/2009.

²³⁰ ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Regiony Rossii*, *op.cit.*, p.96.



Cependant, l'« archipel métropolitain » ne constitue pas une base solide pour un développement durable et équilibré de la Russie européenne. La logique sur laquelle il repose conduit à réduire progressivement le nombre de villes qui le compose. Le processus de métropolisation se fait d'abord au détriment des campagnes, ensuite des petites villes, après aux dépens des villes de taille moyenne et enfin des métropoles moins dynamiques. En effet, le nombre d'agglomérations avec un solde migratoire positif se réduit peu à peu depuis 1991.

Evolution du solde migratoire de la Russie européenne de 1991 à 2003



© Source : MKRTTCHJAN, Nikita, Vladimirovitch, « Migracija v Rossii: zapadnyj drej » (Migrations en Russie: la dérive occidentale), in Demoscope.ru, n°185-186, 10/01-23/01/2005. P.Messiaen 2015.

La métropolisation et la concentration des populations peuvent donc favoriser le développement, mais elles se limitent à un nombre trop restreint de villes pour que l'ensemble de la Russie européenne bénéficie de cette prospérité. Le soutien à des monovilles qui périssent n'a pas réussi à enrayer ce phénomène. Ces migrations internes créent ainsi une fracture entre quelques villes dynamiques et le reste de la « Russie d'Europe ». Le territoire en perd sa cohésion et sa cohérence.

c) Régions intégrées/ territoires désintégrés

Après 1991, l'hétérogénéité démographique des régions russes se renforce, ainsi que les écarts de développement entre des territoires intégrés à la mondialisation et ceux qui n'ont pas réussi cette adaptation. Dans quelle mesure les stratégies de développement ont-elles favorisé la bonne santé démographique de certains territoires russes ? Le développement est-il une solution aux problèmes démographiques d'un territoire ? Un redécoupage territorial peut-il rétablir davantage d'équilibre entre les régions développées et les autres ? Il semble possible de formuler l'hypothèse d'un cercle vertueux entre prospérité économique et relatif dynamisme démographique. Les autorités russes ont mis en place des stratégies pour créer cette dynamique dans d'autres régions. Des chercheurs ont mené une réflexion sur un redécoupage administratif qui permettrait de réduire les écarts de développement économique et démographique entre les régions de Russie.

La hausse du prix des énergies des années 2000 a garanti la croissance économique de certaines régions. La Sibérie occidentale, notamment l'*oblast* de Tioumen, ou des territoires comme le Tatarstan ont alors connu une prospérité grâce à l'exploitation des hydrocarbures. Cette bonne santé économique explique que ces territoires aient une situation démographique plus favorable que le reste du pays. Ils ne sont pas plus peuplés, mais ils ont de meilleures conditions sanitaires et leur attractivité migratoire, liée à la prospérité économique, favorise un rajeunissement de la population. Si les hydrocarbures ont joué un rôle déterminant dans le développement de ces régions, d'autres territoires ont tout de même réussi à se développer par d'autres moyens.

Ainsi, l'agriculture constitue une voie de développement pour certains territoires. En effet, les cours des denrées agricoles s'envolent et le pays dispose encore de 155 millions d'hectares de

terres cultivables non exploitées²³¹. Les régions avec une agriculture développée se trouvent surtout au sud de la partie européenne où se concentrent les terres noires : Voronej, Krasnodar, Belgorod, Stavropol. Dans le « patchwork démographique », ces territoires font partie de la Russie européenne dynamique démographiquement.

La matière grise constitue aussi une voie de développement possible. La Russie dispose ainsi de plusieurs pôles de recherches, par exemple Moscou, Saint-Pétersbourg, Tomsk, Novossibirsk. Ces villes renforcent leur attractivité migratoire par l'existence de structures scientifiques. L'industrie civile et militaire garantit encore le développement de régions russes, comme à Nijni-Novgorod, Ekaterinbourg, Samara, ou bien Vladivostok. Ces villes représentent une alternative à Moscou pour les migrations internes et permettent de réduire la polarisation spatiale du pays.

Ces territoires ont chacun réussi par des voies différentes leur intégration dans la mondialisation économique. Leur prospérité leur assure une attractivité migratoire qui permet une amélioration des caractéristiques démographiques de ces régions. Une stratégie de développement élaborée peut-elle alors enrayer le déclin démographique de territoires sinistrés ?

La réalité démographique de la Russie post-soviétique a renforcé un système de vases communicants entre les régions intégrées et les territoires sinistrés. Le bonheur des uns semble faire le malheur des autres. L'extraction des hydrocarbures en Sibérie occidentale peut se faire grâce aux spécialistes peu nombreux dans ce domaine d'activité. Ils auraient pu privilégier des gisements au nord ou à l'est du pays, dont le développement aurait amélioré qualitativement la situation démographique de ces régions sinistrées. L'arbitrage s'est fait en faveur des gisements les plus intéressants. En ce qui concerne l'agriculture, le développement agricole du sud de la Russie européenne semble se faire au détriment du nord de cet espace (Tver, Smolensk, Vologda...) en déprise agricole, et dont les terres sont moins rentables que les régions méridionales. Entre 1959 et 1989, treize régions de la Russie du centre et du nord-ouest ont perdu la moitié de leur population rurale et la tendance se poursuit après 1989²³². D'après Tatiana Nefedova, il manque 6 à 7 millions

²³¹ EL DAHR, Hiba, « La Russie à la reconquête de ses marchés céréaliers », in *Centre d'études et de prospective*, n°48, 09/2011

http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Veille_48_CEP_Exportations_cereales_russes.pdf

²³² NEFEDOVA, Tatiana, « Depopulatsiia sel'skoï mestnosti i agroproduktstvo » (Dépopulation des localités rurales et production agricole), in *Demoscope.ru*, 21/08-03/09/2006.

de personnes pour redévelopper le potentiel agricole de cette région²³³. La création de pôles de recherche se heurte aussi à des limites de capital humain. En effet, il faut un nombre conséquent de chercheurs dans ces pôles de recherche pour rester dans la compétition internationale. La fuite des cerveaux après 1991 et la baisse numérique du nombre de spécialistes, sur laquelle nous reviendrons par la suite, ont conduit à une baisse de la matière grise disponible en Russie. Les autorités ont pensé au tourisme pour développer une région qui connaît une dégradation qualitative de sa situation démographique : le Caucase. Elles voudraient y aménager des stations de ski et balnéaires pour que la région redevienne la destination touristique qu'elle fut à l'époque soviétique²³⁴. Le développement des infrastructures de transport fait aussi partie des solutions envisagées pour intégrer la « Russie périphérique ». Cette politique de grands travaux permettrait de peupler et de dynamiser des régions sinistrées. Par exemple, le Transsibérien avait favorisé le développement d'une partie de la « Russie d'Asie ». L'investissement de 6,5 milliards d'euros prévu pour la modernisation du transsibérien et du BAM va dans ce sens²³⁵. Serait-il pertinent de repenser le découpage administratif du pays pour corriger les écarts démographiques et de développement entre les régions ?

Les divisions administratives de la Russie ont des fondements démographiques, les évolutions survenues dans ce domaine depuis 1991 rendent légitime une redéfinition des sujets de la Fédération de Russie. Les capitales régionales constituent des pôles de développement et d'attractivité permettant d'enrayer partiellement la logique de polarisation spatiale. Actuellement, le découpage territorial repose davantage sur une logique ethnique et quantitative, c'est-à-dire les limites d'un sujet dépendent de sa composition ethnique et/ou du nombre de personnes qui y vivent. En privilégiant une logique économique, un redécoupage administratif peut favoriser un développement intégrant davantage de personnes et de territoires. Matveï Romanov, géographe à Vladivostok, propose des nouvelles bases pour les entités administratives de la Russie²³⁶. Selon lui, il faut que les régions aient un potentiel économique, une surface et une population à peu près équivalente et des statuts identiques. La question du transport, de l'accessibilité de la région doit également être prise en compte. Ainsi, les capitales des *raïons*, subdivisions des régions, doivent se situer au maximum à 90 minutes de transport. Les autorités ont dans une certaine mesure suivi cette

²³³ MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, *Politika integratsii* (La politique d'intégration), Moscou, MAKS Press, 2011, p.26.

²³⁴ « Paris et Moscou veulent transformer le Caucase russe en paradis touristique », in *Le Monde*, 08/02/2012.

²³⁵ « Moscou va moderniser le Transsibérien », in *Libération*, 02/04/2013.

²³⁶ ROMANOV, Matveï, Tikhonovitch, *Territorial'naïa organizatsiia khoziaïstva slaboosvoennykh regionov Rossii*

logique « en favorisant la fusion de sujets existants, notamment celle de sujets « pauvres » et de sujets « riches » »²³⁷. Néanmoins, ce processus rencontre des résistances de la part des autorités locales voulant préserver les avantages afférents à leur statut administratif.

Fusions effectives et inabouties de sujets de la Fédération de Russie

<u>Entités qui ont fusionné</u>	<u>Nom de la nouvelle entité</u>
<u>Fusions effectives</u>	
<i>Oblast de Perm, okroug autonome des Komis permiaks</i>	<i>Kraï de Perm(2005)</i>
<i>Kraï de Krasnoïarsk, okroug autonome du Taïmyr, okroug autonome des Evenks</i>	<i>Kraï de Krasnoïarsk (2007)</i>
<i>Oblast du Kamtchatka, okroug autonome des Koriaks</i>	<i>Kraï du Kamtchatka (2007)</i>
<i>Oblast d'Irkoutsk, okroug autonome de Bouriatie Oust-Orda</i>	<i>Oblast d'Irkoutsk (2008)</i>
<i>Oblast de Tchita, Okroug autonome d'Aga Bouriatie</i>	<i>Kraï de Transbaïkalie (2008)</i>
<u>Processus de fusion bloqués</u>	
<i>Akhangelsk, okroug des Nenets</i>	<i>Kraï du littoral</i>
<i>Oblast de Moscou, Oblast de Tver</i>	<i>Oblast central, oblast moscovite, oblast de la Haute-Volga</i>

Les fusions réalisées n'ont cependant pas amélioré le développement de ces territoires²³⁸. Il peut même s'agir d'une démarche contre-productive provoquant de nouveaux déséquilibres démographiques et de développement. Le géographe Vladimir Kolossov l'explique ainsi : « les délimitations administratives en elles-mêmes n'ont pas d'influence sur le développement démographique et économique. Il existe des mécanismes pour minimiser ou contourner l'obstacle administratif. Si on commence à changer les frontières administratives, cette démarche peut engendrer des problèmes politiques. Il peut y avoir de sérieuses conséquences en ce qui concerne les républiques, en particulier dans le Caucase. La troisième conséquence est que dans un pays comme la Russie la répartition des compétences administratives entre les villes a une grande importance. Si on accorde le statut de centre administratif à une ville, des complications apparaissent, notamment sur le plan démographique. Prenons l'exemple de l'*oblast* de Pskov. La population, assez rurale, est d'environ à 600 000 habitants, mais elle vit surtout dans la capitale de

(Organisation territoriale des régions faiblement peuplées de Russie), Vladivostok, Dal'nauka, 2009, 318p.

²³⁷ REY, Marie-Pierre, *Les Russes : de Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005, 240p. p.29.

²³⁸ ARTOBOLEVSKI, Sergueï, Sergueevitch, VENDINA, Olga, Ivanovna, GONTMAKHER, Evgueni, Chlemovitch, ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, KYNEV, Alexandre, Vladimirovitch, *Obedinenie subektov Rossiïskoi Federatsii : za i protiv* (Fusion des sujets de la Fédération de Russie : pour et contre), Moscou, Institut Sovremennogo razvitija, 2010, 175p.

l'oblast et dans quelques villes. Il y a des habitudes, une mentalité. Cette ingénierie politique et juridique est très difficile à modifier »²³⁹.

Les évolutions démographiques régionales révèlent des écarts de développement entre des territoires intégrés dans la mondialisation et ceux restés à l'écart. Elles réduisent fortement les possibilités de mise en œuvre de stratégies de développement des territoires sinistrés. Le redécoupage administratif apparaît comme une démarche intéressante pour corriger ces différences croissantes de développement, mais présente des risques.

Le déclin démographique de la Russie post-soviétique a eu pour répercussion une polarisation spatiale qui est l'effet de l'interrelation entre démographie et développement.

Le « patchwork démographique » ressemble dans une certaine mesure à un miroir du développement du pays. La dégradation de la situation démographique dans l'est du pays reflète l'accélération de la détérioration des conditions socio-économiques depuis la fin de l'URSS dans cette « Russie d'Asie ». L'« archipel métropolitain » correspond aux différents pôles d'attractivité migratoire de la Russie européenne. Les îlots de prospérité permettent d'identifier les régions qui ont réussi à s'intégrer à la mondialisation. A contrario, la Russie périphérique en fort déclin démographique regroupe les régions non-intégrées.

Les conditions de développement semblent expliquer une partie des évolutions démographiques russes, comme les migrations internes vers la Russie européenne ou la dégradation de la démographie des régions économiquement sinistrées. La différenciation régionale des profils démographiques devient alors une des conséquences des stratégies de développement de territoires mises en œuvre après 1991. Cette polarisation spatiale accrue est la marque d'une Russie qui n'a pas réussi à maintenir son niveau de prospérité. « Les contrastes sociaux et spatiaux font de la Russie un Etat proche d'un pays en développement »²⁴⁰.

A l'inverse, les évolutions démographiques sont une cause du renforcement des écarts de développement. Le nombre restreint de territoires prospères ont ainsi la base démographique pour poursuivre leur développement, alors qu'au contraire les régions sinistrées ne disposent plus de la base démographique pour trouver la voie de la prospérité. Pour l'instant, les stratégies pour favoriser

²³⁹ Entretien avec Vladimir Kolossov, Centre des Etudes Géopolitiques, Moscou, 17/04/2012

²⁴⁰ ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Social'noe razvitie regionov Rossii*, op.cit., p.157.

le développement économique et démographique des régions défavorisées ne semblent pas produire d'effets significatifs. Il s'agit d'un défi que les autorités doivent relever pour maintenir la cohésion du territoire russe.

La polarisation spatiale a donc un coût social, politique et économique important pour la Russie post-soviétique. Le pays a malgré tout un certain poids économique avec le 17^{ème} PIB mondial en 2011²⁴¹. Dans quelle mesure la situation démographique russe peut-elle affaiblir le potentiel économique du pays ?

2-L'affaiblissement de l'économie russe

Les propos de Jean Bodin affirmant qu'il n'est de richesse que d'hommes sous-entendent une corrélation entre nombre d'habitants et prospérité d'un pays²⁴². Cependant, les pays les plus peuplés ne sont pas forcément les plus développés économiquement. En effet, le dynamisme, le niveau de formation, la mobilité d'une population constituent des atouts démographiques plus importants dans la compétition économique internationale. Cette question économique joue un rôle politique croissant. D'ailleurs, la croissance économique russe des années 2000 a servi à justifier l'idée d'une ré-émergence du pays sur la scène internationale. Quelle est l'ampleur des effets quantitatifs et qualitatifs du déclin démographique russe sur l'économie ? Quelle est la part du facteur démographique dans les difficultés du marché du travail russe ? Quelles sont les répercussions budgétaires de l'évolution démographique du pays ? Le déclin démographique pose la question de la main-d'œuvre sur le marché du travail russe. Il faut intégrer la dimension qualitative en s'intéressant au capital humain, et donc au système éducatif russe. La situation démographique doit aussi être abordée sous l'angle budgétaire, en termes de dépenses et de recettes pour l'Etat russe.

a) Un manque de main-d'œuvre

Des démographes russes ont estimé qu'entre 2006 et 2026 la Russie va connaître un déficit de population active de 11 millions de personnes²⁴³. Quel type de métiers est davantage concerné

²⁴¹ Classement du Fonds Monétaire Internationale en dollars constants de 2000

http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD?order=wbapi_data_value_2011+wbapi_data_value+wbapi_data_value-last&sort=desc

²⁴² BODIN, Jean, *Les six livres de la République*, Paris, Librairie générale française, 1993, p.250

²⁴³ DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, TIOURIOUKANOVA, Elena,

par cette pénurie ? Quel est le poids du facteur démographique pour expliquer cette situation ? Cette carence touche différemment la main-d'œuvre qualifiée et les travailleurs non-qualifiés. Au-delà des chiffres, il existe un débat sur le lien entre déficit naturel et manque de main-d'œuvre.

Il existe un décalage entre l'évolution démographique de la Russie depuis 1991 et sa trajectoire économique. La période du « bonus démographique » des années 1990 correspond à une phase de difficultés économiques. « En 1999, la Russie est rentrée dans une phase de croissance économique et le surplus de main-d'œuvre s'est progressivement réduit »²⁴⁴. Les entreprises russes ont alors un manque de cadres. Une étude menée en 2012 auprès d'entrepreneurs de PME, réalisée par l'Institut Eurasiatique de la Compétitivité et Strategy Partners Group, souligne ce constat. 47% des entreprises interrogées considéraient le manque de personnel comme le premier problème pour leur développement. « Les problèmes traditionnels, comme la corruption ou les contrôles, occupent la seconde place »²⁴⁵. Olga Kotchergina, directrice de pratique de haute technologie et de télécommunication pour la compagnie de recrutement MarksMan, explique en partie ce manque de main-d'œuvre par la faible natalité des années 1990²⁴⁶. Pourtant, d'après une étude de 2011 de Manpower Talent Shortage Survey, 48% des entreprises turques, 54% des entreprises taïwanaises, c'est-à-dire des pays en croissance démographique, souffrent aussi du manque de cadres.²⁴⁷ Cette carence de cadres ne s'explique donc pas uniquement par des facteurs démographiques. Anna Loukianova, responsable de la chaire d'économie du travail et de la population au Haut Collège d'Économie, déclarait que les entreprises manquant de cadres sont souvent celles qui ne versent pas un salaire satisfaisant. C'est pourquoi elles ne parviendraient pas à recruter de nouvelles personnes, ni à retenir celles déjà là. Toutefois, elle reconnaît qu'il existe des métiers en tension.²⁴⁸ Cette difficulté à trouver des cadres ne concerne pas forcément les grandes villes de la Russie européenne. Le manque de cadres très qualifiés se fait surtout sentir dans l'est du pays. Il faut y voir la conséquence d'un manque de main-d'œuvre locale et d'un solde migratoire très déficitaire. Des

Vladimirovna, *Migratsiia v razvitiï Rossii* (La migration dans le développement de la Russie), 2010, p.5.

²⁴⁴ GIMPELSON, Vladimir, Efimovitch, *Deficit kvalifikatsii i navykov na rynke trouda* (Déficit de qualification et de savoir-faire sur le marché du travail), Moscou, GU-VChU, 2004, p.1

²⁴⁵ FALIAKHOV, Roustem, « Nekogo naniat' » (Personne à embaucher), in *gazeta.ru*, 12/05/2012.
<http://www.gazeta.ru/business/2012/12/05/4879657.shtml>

²⁴⁶ SAFRONOVA, Anna, « Potchti polovina kompanii v RF ispytyvaet deficit kvalifitsirovannykh kadrov » (Presque la moitié des compagnies de la Fédération de Russie souffre d'un manque de cadres qualifiés), in *rb.ru*, 20/07/2011
<http://www.rb.ru/article/pochti-polovina-kompaniy-v-rf-ispytyvaet-defitsit-kvalifitsirovannykh-kadrov/6739207.html>

²⁴⁷ Ibid.

²⁴⁸ MOMOT, Maksim, « Kak bez rouk » (Comment faire sans bras), in *RBK*, 05/02/2010.

facteurs démographiques expliquent donc en partie le manque de cadres sur le marché du travail russe, mais il s'agit aussi d'une défaillance de la gestion du personnel dans les entreprises.

Le manque de personnel concerne aussi la main-d'œuvre non-qualifiée. Andreï Korovkine, de l'Institut de pronostics économiques de l'Académie des sciences de Moscou, rappelle que le pays « manque même de balayeurs »²⁴⁹. En 2006, 16% des entreprises de l'industrie n'avaient pas assez de personnel peu ou pas qualifié, 12% pour le secteur du bâtiment.²⁵⁰ Contrairement à la main-d'œuvre qualifiée, l'accès au personnel non-qualifié devrait dépendre davantage du nombre de bras disponibles, c'est-à-dire des évolutions quantitatives de la population. Face à ce manque de travailleurs non-qualifiés, les entreprises russes peuvent bénéficier de l'immigration en provenance des pays de la CEI ou de Chine, en particulier dans l'agriculture et le bâtiment. La fixation des quotas d'immigrés constitue un indicateur intéressant pour mesurer ce besoin en main-d'œuvre non-qualifiée. « En 2009, les employeurs s'intéressent principalement aux travailleurs non-qualifiés, tous secteurs économiques compris. Cette catégorie augmente d'un tiers en 2009, plus que tous les autres, et atteindra 1 098 729 personnes. Elle était à 839 000 en 2008 »²⁵¹. L'attractivité migratoire aide donc à compenser le déficit naturel à l'origine d'un manque de main-d'œuvre non-qualifiée. Toutefois, l'appel à la main-d'œuvre immigrée signifie-t-il que le marché du travail russe est en tension ? Par exemple, en 2010, l'*oblast* de l'Amour, en Extrême-Orient, comptait 12 000 personnes enregistrées au chômage, mais aussi 13 000 postes vacants.²⁵² En outre, une entreprise peut compenser ce manque de main-d'œuvre non-qualifiée par une modernisation des équipements, qui deviennent ainsi moins gourmands en main-d'œuvre, ou par une politique de formation favorisant une meilleure adéquation entre population au chômage et métiers en tension.

Les difficultés des entreprises à trouver du personnel devraient accréditer l'idée que les tendances démographiques ont pour conséquence une baisse de la population active en cause d'une

²⁴⁹ JOURAVLEVA, Natalia, « Nam daje dvornikov ne khvataet » (Nous manquons même de balayeurs), in *Vzgliad*, 01/12/2010.

<http://www.ecfor.ru/index.php?pid=interview/20101223>

²⁵⁰ KRASIL'NIKOVA, Marina, Dmitrievna, BONDARENKO, Natalia, V., « Sproc na rabotchouiou silou : mnenie pabotodatelei » (La demande de main-d'œuvre : l'opinion des employeurs), in *Monitoring ekonomiki*, n°2 [25], 2007, p.9.

²⁵¹ « Troudovyykh migrantov v Rossii stanet bol'she. Ocobenno nekvalifitsirovannykh » (Les migrants de travail seront plus nombreux en Russie, particulièrement les non-qualifiés), in *Russkii obozrevatel'*, 12/11/2008.

<http://www.rus-obr.ru/days/1159>

²⁵² ZOUBAREV, Ivan, « Bezrobotitsa ouvelitchivaetsia » (Le chômage augmente), in *Argumenty i fakty Dal'niï Vostok*, n°23 (594), 09/06/2010.

http://dv.aif.ru/issues/594/01_01

faible natalité et du vieillissement de la population. Pourtant, les spécialistes n'arrivent pas à répondre unanimement à cette question : la Russie a-t-elle un déficit de main-d'œuvre ? Une querelle oppose particulièrement les chercheurs du Haut Collège d'Économie et l'institut d'économie politique Gaïdar. Les premiers considèrent que l'économie ne peut pas fonctionner sans immigrés en raison des réalités démographiques, tandis que les seconds estiment qu'il existe une population active inoccupée et que ce besoin migratoire est « une création artificielle ». ²⁵³ Selon ces derniers, le recours aux travailleurs non-qualifiés étrangers se fait au détriment des chômeurs russes et d'une modernisation de l'économie qui repose trop sur une main-d'œuvre abondante et bon marché. Seules de meilleures statistiques permettraient de trancher le débat. « Dans le pays, il n'y a pas de comptage efficace des migrants, ni de données fiables sur l'économie, une partie significative de l'activité se fait dans l'ombre. En l'absence de données objectives, les économistes font des pronostics basés exclusivement sur l'observation, ce qui conduit à la création de différentes théories et à des conclusions contradictoires » ²⁵⁴. Ce désaccord repose sur l'analyse à l'échelle nationale, une lecture régionale pourrait donner raisons aux deux contradicteurs. Pour la « Russie d'Europe », l'attractivité migratoire permet de répondre à la demande en main-d'œuvre non-qualifiée et les entreprises peuvent mettre en œuvre d'autres stratégies de gestion du personnel pour disposer des cadres manquants. Par contre, pour la « Russie d'Asie », la détérioration de la situation démographique et la faible attractivité migratoire ont pris une telle ampleur qu'elles handicapent en profondeur le marché du travail local, c'est-à-dire qu'elles provoquent un manque durable de main-d'œuvre non-qualifiée et qualifiée. Cependant, les statistiques font défaut pour étayer ces hypothèses et l'importance du secteur informel en Russie rend difficile l'étude du marché du travail.

Les évolutions démographiques participent dans une certaine mesure au manque de main-d'œuvre mais une meilleure mobilité au sein du pays, un meilleur management, notamment des salaires plus élevés, des équipements moins gourmands en main-d'œuvre permettraient de rendre le déclin démographique moins préjudiciable à l'économie russe. En plus, les imperfections de l'appareil statistique empêchent d'établir un diagnostic précis. Il faudrait un saut qualitatif de la population active, mais le déclin démographique a aussi un impact sur la qualité du capital humain russe.

²⁵³ NAOUMOV, Igor, SERGEEV, Mikhaïl, « Dannye o defitsite rabotchei sily v Rossi outchenye schtchitaout nedostovernymi » (Des savants en Russie considèrent les données sur le déficit de main-d'œuvre comme non fiables », in *ng.ru*, 14/06/2013.

b) Une dégradation du capital humain

L'avenir économique de la Russie dépend de la qualité de son capital humain. « C'est effectivement le capital humain qui détermine le développement à long terme des économies de différents pays ; et sans la prise en compte de ce facteur il est très difficile de créer les conditions pour une croissance stable »²⁵⁵. La Russie arrive-t-elle à compenser une baisse quantitative de la population active par une qualité de formation ? En quoi le changement de la structure par âge conduit-il à une reconfiguration profonde du capital humain russe ? Dans quelle mesure le déclin démographique constitue-t-il un frein pour faire du système éducatif un facteur d'amélioration du capital humain ? Il s'agit dans un premier temps de s'interroger sur la formation de la population active russe. Sur le plan qualitatif, le vieillissement a une forte répercussion sur la gestion du capital humain. Une réflexion sur le capital humain amène à s'interroger sur la réponse du système éducatif pour améliorer qualitativement le niveau de la population active russe.

Théodore W. Schultz, père de la notion de « capital humain », le définit comme l'aspect qualitatif du facteur travail, c'est-à-dire « l'habileté, le savoir et toutes les capacités permettant d'améliorer la productivité du travail humain »²⁵⁶. Pour lui, il existe cinq façons de créer et d'améliorer le capital humain : les infrastructures de santé jouant sur l'espérance de vie et la vitalité de la main-d'œuvre, la formation professionnelle, le système éducatif, les études pour adultes, et la mobilité pour saisir les opportunités professionnelles. En ce qui concerne les infrastructures de santé, la Russie n'a pas réalisé les investissements nécessaires, ce qui affaiblit le capital humain et pénalise les entreprises. « Un patron français installé en Russie confie qu'il fait passer un examen médical aux candidats à un emploi dans son entreprise. Résultat : il en écarte un sur quatre pour raison de santé »²⁵⁷. Par contre, en ce qui concerne l'éducation, la population russe a un bon niveau de formation. En 2005, le pays comptait 4,8% d'étudiants parmi sa population. Il est en troisième position derrière la Finlande et la Pologne. Dans un classement international de 2005, la Russie a le plus grand pourcentage de personnes avec une formation d'enseignement supérieur chez les 25-64 ans. Toutefois, il existe une inadéquation entre la formation reçue et les besoins des entreprises.

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ « Tchelovetcheskii kapital Rossii otsenili dorozhe 600 trln roubleï » (On a estimé le capital humain de la Russie à plus de 600 milliards de roubles [15 milliards €]), in *BFM.ru*, 12/10/12.

²⁵⁶ SCHULTZ, Theodore, W., « Investment in Human Capital », in *The American Economic Review*, Vol. 51, No. 1, Mars, 1961, pp. 1-17.

²⁵⁷ NODE-LANGLOIS, Fabrice, « Le « capital humain », clé de la Russie de l'après pétrole », in *bloglefigaro.fr*, 11/06/2008.

« Selon l'analyse du plus grand site internet russe de recrutement *HeadHunter*, sur les quatre dernières années à Moscou (2008-2011), le choix des métiers par les élèves à la sortie de l'école secondaire et les besoins réels des entreprises ne coïncident qu'à 25% »²⁵⁸. La raréfaction de cadres contraint les entreprises à embaucher des personnes insuffisamment formées. La formation continue pourrait permettre d'atteindre une adéquation entre les qualifications du personnel et les compétences attendues. Dans ce domaine, la Russie a pris un retard significatif.

Pourcentage du personnel formé en 2004-2005

	Personnel non-qualifié	Personnel qualifié
Russie	7,7	1,4
Chine	44,5	28,5
Lituanie	11,9	4
Bulgarie	24	13
Allemagne	37,3	27,2
Espagne	76,1	56,2
Corée du Sud	65,4	59,2

Source: GIMPELSON, Vladimir, Efimovitch, KAPELJOUCHNIKOV, Rostislav, Isaakovitch, LOUKIANOVA, Anna, Lvovna, « Skills shortage and training in Russian enterprises », in *Working Paper WP3 Higher School of Economics*, 2007, 52p. p.34.

« Le déclin démographique, en particulier la modification de la structure par âge, affaiblit en profondeur le capital humain du pays »²⁵⁹. En 1980, les moins de 30 ans représentent 41,8% de la population active, en 2000 35,4%, en 2010 35,7%. En 2020, ils représenteront 26,1% de la population active. La part des plus de 45 ans augmente légèrement : 25,1% en 1980, 25,5% en 2000, 30,3% en 2010 et 29,1 en 2020²⁶⁰. Le pays connaît donc un double vieillissement qui accélère la réduction de la population active. « *Un vieillissement par le bas* à cause de la réduction progressive du nombre d'enfants suite à la baisse de la natalité et un *vieillissement par le haut*, provoqué par la hausse du nombre de personnes âgées »²⁶¹. Ce vieillissement ne favorise pas le dynamisme économique et l'innovation et handicape la compétitivité de l'économie russe. L'impact du vieillissement de la population active sur la qualité du capital humain dépend en particulier de

<http://blog.lefigaro.fr/russie/2008/06/davos-russe-lhomme-au-coeur-de.html>

²⁵⁸ KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « Entreprises et universités russes : de la coopération au recrutement », in *Russie.NEI.Reports*, n°13, 10/2012, p.10.

²⁵⁹ « Tchelovetcheskii kapital Rossii otsenili dorozhe 600 trln roubleï » (On a estimé le capital humain de la Russie à plus de 600 milliards de roubles [15 milliards €]), in *BFM.ru*, 12/10/12.

²⁶⁰ VICHNEVSKI, Anatoli, « Sberejenie naroda na fone depopulatsii » (La préservation du peuple sur fond de dépopulation), in *Demoscope.ru*, n°417-418, 05/04-08/04/2010

²⁶¹ MINAKIR, Pavel, Alexandrovitch (dir.), *Prostranstvennye transformatsii v rossiïskoï ekonomiki*, (Les

l'espérance de vie en bonne santé. En effet, une personne qui reste en pleine possession de ses moyens physiques et mentaux demeure dynamique et compétente plus longtemps. Le vieillissement conduit également à une modification de la structure de la consommation intérieure. « Aucun secteur ne peut faire l'économie de penser son offre sans y intégrer les besoins spécifiques liés au vieillissement sous peine de connaître un frein au développement de ses ventes »²⁶². Ces propos concernent la France mais valent aussi pour la Russie. La question l'impact de la démographie russe sur la stratégie des entreprises sera développée ultérieurement.

Le système éducatif et de formation russes peuvent réduire les effets négatifs des évolutions démographiques sur le capital humain. Cependant, le système éducatif russe subit aussi les effets quantitatifs du déclin démographique. Il s'agit d'une répercussion des fluctuations de la natalité. En effet, le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur dépend de l'évolution de la classe d'âge 17-21 ans, qui atteint son maximum en 2009, et commence à baisser²⁶³. En 2011, les pronostics prévoyaient une diminution du nombre d'étudiants de 40% entre 2009 et 2013²⁶⁴. Andreï Foursenko, ministre de l'éducation de 2004 à 2012, a expliqué que cette baisse doit se traduire par une réduction du nombre d'enseignants et d'établissements. Il estimait qu'une suppression de 100 000 postes d'enseignants du supérieur, soit un quart des effectifs, était indispensable en raison du déclin démographique²⁶⁵. La question ne concerne pas seulement l'université. Comme le rappelle Valery Elizarov, « le problème démographique va se déplacer de la maternelle au lycée »²⁶⁶. L'enseignement primaire et secondaire subit aussi les effets de la baisse de natalité des années 1990, des écoles ont ainsi cessé leur activité. Entre 1995 et 2011, 20 300 écoles ont fermé, surtout en zones rurales²⁶⁷. Dans les grandes villes, les écoles se retrouvent en sous-effectif et survivent

transformations spatiales dans l'économie russe), Moscou, *Ekonomika*, 2002, p.262.

²⁶² « L'impact du vieillissement de la population sur l'offre et la demande de biens et de services », in *Veille sociologique*, 11/2011, p.13.

<http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/Le%20design%20universel%20%C3%A0%20la%20conqu%C3%AAt%20de%20la%20consommation%20des%20seniors.pdf>

²⁶³ ELIZAROV, Valery, Vladimirovitch, « Demograficheskie imperativy modernizatsii vycheho obrazovaniia Rossii » (Les impératifs démographiques de la modernisation de l'enseignement supérieur en Russie), in *Elektronnyi informatsionnyi portal « Russkii intellektualnyi klub »*, 2010.

<http://www.rikmosgu.ru/publications/3559/4739/>

²⁶⁴ DROUJLOV, Sergueï, Aleksandrovitich, « Demograficheskaïa « iama » i pugroza bezrobotitsy prepodavateleï VOUZov » (Le « fossé » démographique et la menace de chômage pour les enseignants des établissements d'enseignement supérieur), in *Sovremennye naoutchnye issledovaniia i innovatsii*, 11/2011, <http://web.snauka.ru/issues/2011/11/5325>

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Entretien avec Valery Vladimirovitch Elizarov, directeur du centre d'étude des problèmes de population à la faculté d'économie de l'université d'Etat de Moscou Lomonossov, 25/04/2012.

²⁶⁷ BIRIOUKOV, Viktor, « Platch po sel'skoï chcole » (Pleure pour l'école de campagne), in *Ogonek*, n°37 (5196), 19/09/2011.

grâce aux enfants de migrants. A Moscou, le 1^{er} septembre 2007, sur 1654 écoles, 300 avaient moins de 350 élèves²⁶⁸. D'un autre côté, les évolutions de la natalité créent aussi un sureffectif temporaire. En effet, le nombre de places en crèches et en écoles maternelles a été réduit en tenant compte de la faible natalité des années 1990, mais la hausse de natalité des années 2000 n'a pas été prise en compte. Ainsi, entre 2001 et 2007, le nombre de places pour les enfants de moins de 7 ans passe de 640 000 à 500 000 places, alors que la natalité a augmenté sur cette période²⁶⁹. Cette diminution d'effectifs peut être vue comme une opportunité pour moderniser le système éducatif et le capital humain du pays. Ainsi, à budget constant, chaque individu aurait davantage de moyens attribués. Les autorités restent surtout dans une approche quantitative et privilégient une réduction d'effectifs et de moyens en adéquation avec la baisse de la population.

La modification de la structure par âge depuis 1991 a donc un impact sur la dégradation du capital humain. L'amélioration de la politique de formation des entreprises et du système éducatif peut en partie corriger les impacts du déclin démographique sur le capital humain. Néanmoins, l'ampleur des effets quantitatifs rend difficile une hausse qualitative du niveau de la population active. L'impact du déclin démographique sur l'économie concerne aussi le principal acteur économique en Russie : l'Etat.

c) Les impacts budgétaires du déclin démographique

Pour le budget d'un Etat, une mauvaise situation démographique correspond à une source de dépenses pour financer la politique démographique du pays, mais également à une baisse de recettes. En effet, la baisse de la population active réduit le nombre de contributeurs au budget. Dans quelle mesure le modèle économique de la Russie post-soviétique permet-il d'avoir les moyens d'une politique démographique ambitieuse ? Quel est l'impact du déclin démographique sur les finances publiques russes ? Comment les autorités locales se servent-elles de la démographie à des fins financières ? La Russie a réussi à financer les mesures de la politique démographique en s'appuyant sur un modèle économique particulier. Cependant, le déclin démographique peut porter atteinte à ces équilibres budgétaires. Des autorités locales se servent de la démographie de leur circonscription pour accroître leurs rentrées budgétaires.

²⁶⁸ SERGUEEV, Igor, « Nasil'no mil ne boudesh' » (Proverbe se rapprochant de l'expression l'amour ne se commande pas), in *Moskovskii komsomolets*, 17/09/2007.

²⁶⁹ AGRANOVITCH, Mark, « Rossiïskoe obrazovanie na demografitcheskom fone » (L'éducation russe sur un fond

Après le libéralisme économique des années 1990, les autorités russes ont fait le choix de développer un capitalisme d'Etat. Le gouvernement contrôle, entièrement ou partiellement, le capital, les industries et les ressources naturelles du pays. « La mise en œuvre progressive de ce capitalisme administré [...] constitue aujourd'hui le trait distinctif du capitalisme russe ».²⁷⁰ Ce modèle a pour conséquence de favoriser la production de richesses par des « champions nationaux » (hydrocarbures, armement, métallurgie, nucléaire...) dépendants de l'Etat. Cet interventionnisme de l'Etat dans l'économie s'accompagne d'un contrôle informel. « Les liens avec les membres du gouvernement et les bureaucrates sont cruciaux [...] les nouvelles entreprises sans de telles connections sont dans la plupart des cas destinées à l'échec. Même les entreprises étrangères ont besoin de ces réseaux, afin d'opérer avec succès en Russie »²⁷¹. Ce capitalisme d'Etat a rencontré un certain succès. Entre 2000 et 2010, le taux de croissance du PIB, à l'exception de l'année 2009, oscille entre 4 et 8%.²⁷² La dette publique passe de 28,2% à 9,5% du PIB entre 2004 et 2010.²⁷³ Les hydrocarbures ont grandement participé à cette réussite. En janvier 2000, le cours du pétrole « Brent » se situait à 25,5\$, il atteint 76,2\$ en janvier 2010, avec des hausses à plus de 100\$ pendant l'été 2008.²⁷⁴ Ce capitalisme d'Etat permet à la Russie d'avoir une rente énergétique. Le pays dispose alors des moyens de ses ambitions. Ainsi, depuis 2008, le pays a un fonds souverain, c'est-à-dire une somme pour investir sur les marchés, ce qui offre à la Russie « un bras armé bancaire »²⁷⁵. Grâce à ces réserves, les autorités ont pu financer les mesures de leur politique démographique, comme le capital maternel. Cependant, les différentes phases de l'évolution démographique de la Russie depuis 1991 correspondent à des étapes du renforcement de la contrainte budgétaire.

Dans les années 1990, le budget du pays a bénéficié du « bonus démographique ». Les retraites à financer demeuraient peu nombreuses, la natalité encore satisfaisante ne nécessitait pas

démographique), in *Demoscope.ru*, n°383-384, 01/07-16/08/2009.

²⁷⁰ RAVIOT, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de repères, 2007, p.106.

²⁷¹ AIDIS, Ruta, ADACHI, Yuko, « Russia: firm entry and survival », in *Economics working paper*, n°67, 08/2006, p.17.

<http://discovery.ucl.ac.uk/17490/1/17490.pdf>

²⁷² <http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=rs&v=66&l=fr>

²⁷³ <http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=rs&v=143&l=fr>

²⁷⁴ <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries.action?periodeDebut=1&anneeDebut=2000&periodeFin=1&anneeFin=2010&recherche=criteres&codeGroupe=298&idbank=000455743>

²⁷⁵ ACHOUR, Anouar, COMETTO, Hélène, DESCAMPS, Samuel, HAMMOND, Christophe, MATEUS, LACOYE, Alice, « Les fonds souverains : conquête de la politique par la finance », in *Ecole de Guerre Economique*, 11/2007, p.3.

de soutien, l'âge moyen de la population rendait les dépenses de santé moindres et la population active importante garantissait des rentrées fiscales malgré un contexte économique difficile. Cependant, le « bonus démographique » des années 1990, se transforme peu à peu en « malus démographique » pour le budget russe. Un rapport de février 2010 de l'agence de notation Standard&Poor's souligne les conséquences négatives de l'évolution démographique du pays, notamment le vieillissement de la population., sur le budget russe²⁷⁶ Tout d'abord, le coût des retraites pour l'Etat va augmenter, ainsi que celui des dépenses de santé. Ces dépenses représentent en 2010 13% du PIB (9,4% pour les retraites et 3,6% pour les dépenses de santé) et vont progressivement atteindre 25,5% du PIB en 2050 (18,8% pour les retraites et 6,7% pour les dépenses de santé). « D'après nos pronostics, le niveau de la dette pour 2050 pourra atteindre 585% du PIB à cause de la hausse du déficit du budget consolidé de l'Etat, liée au facteur démographique »²⁷⁷. Par exemple, le capital maternel coûtait 97,11 milliards de roubles (2,35 milliards d'euros) en 2010, et pour l'année 2012 il s'élevait à 132,7 milliards de roubles (3,31 milliards d'euros), soit une augmentation de 40% en 2 ans²⁷⁸. Cette situation contraindra à l'avenir les autorités à faire des arbitrages budgétaires difficiles. Comment faire reculer l'âge de départ à la retraite sans risque de contestation ? Les autorités peuvent-elles réduire leur politique d'aide à la natalité après avoir tant communiqué autour de ces mesures ? Les contraintes budgétaires peuvent-elles conduire à un abandon de la politique démographique ? Quels postes budgétaires réduire pour maintenir le financement de la politique démographique ?

L'argument démographique constitue aussi un moyen pour les pouvoirs locaux d'obtenir plus de subsides de la part des autorités fédérales. En effet, les sommes allouées par le pouvoir fédéral pour les programmes sociaux et les allocations familiales sont gérées par les pouvoirs locaux et leur montant dépend du nombre d'administrés. D'après Anastasia Piankova, doctorante du Haut Collège d'Économie, « tous les transferts se font sur la base du nombre d'habitants d'après le recensement. C'est-à-dire que l'allocation des fonds en 2009 se faisait d'après les données de 2002 »²⁷⁹. Certains édiles ont parfois instrumentalisé le recensement pour augmenter artificiellement le nombre d'habitants dans le but de recevoir plus d'argent de la part des autorités fédérales, ce qui rappelle les *Ames Mortes* de Gogol. Ce chef-d'œuvre de la littérature russe écrit en

²⁷⁶ STANDARD'S AND POOR'S, « Starenie naseleniia – 2010 : Rossiiskaïa Federatsiia » (Le vieillissement de la population – 2010 : la Fédération de Russie)

<http://pensionreform.ru/1042>

²⁷⁷ Ibid.

²⁷⁸ http://www.materinskiy-semeyniy-kapital.ru/materinskij_kapital/

1842 raconte l'escroquerie mise en place par le héros, Pavel Ivanovitch Tchitchikov. Le nombre d'âmes, c'est-à-dire de serfs, déterminait la valeur d'un bien immobilier et le montant de l'impôt foncier. Le recensement de ces âmes avait lieu tous les cinq ans, mais dans ce laps de temps certains serfs étaient morts, ce qui obligeait les propriétaires à payer plus d'impôts en raison d'un bien immobilier surévalué. Tchitchikov se propose alors de racheter aux propriétaires leurs « âmes mortes » à faible prix. Aux yeux du crédit foncier, ces âmes se trouvent désormais sur les terres de faibles valeurs de Tchitchikov. Ensuite, il hypothèque ses biens au crédit foncier au prix du nombre d'âmes fictives qui s'y trouve, et engrange d'énormes bénéfices. Les édiles reproduisent ce type de manœuvre. Par exemple, lors du recensement de 2010 Volgograd compte un million d'habitants grâce à un subterfuge administratif. Les habitants des villes adjacentes ont reçu des documents stipulant qu'ils vivaient à Volgograd. Depuis fin 2009, ces villes se trouvent désormais au sein des limites administratives de Volgograd. Elles lui permettent de maintenir une population supérieure à un million d'habitants et les subsides afférents²⁸⁰. Un autre aspect de la démographie permet aux administrations locales de s'enrichir : les migrations, en particulier l'immigration illégale. Cette question fera l'objet d'un développement ultérieur.

Le « capitalisme d'Etat » des années 2000 a permis de financer la politique démographique du pays. Toutefois, l'Etat russe paie le prix du déclin démographique puisque le « bonus démographique » prend fin, les dépenses que cette situation engendre occupent un poste budgétaire de plus en plus important. Les autorités locales utilisent la démographie comme un moyen pour garder leurs attributions budgétaires de la part du pouvoir fédéral.

Pour récapituler cette sous-partie sur les effets économiques du déclin démographique sur l'économie russe, il faut noter que ce déclin n'est pas forcément la cause des contreperformances économiques du pays, mais il met en relief des faiblesses structurelles de l'économie russe.

La baisse de la population active russe, en particulier dans l'est du pays, se traduit par une baisse de la main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée. Elle explique en partie le manque de jeunes nécessaires pour assurer le renouvellement et le dynamisme du capital humain du pays. L'aspect

²⁷⁹ Entretien avec Anastasia Ivanovna Piankova, Doctorante à la Haute Ecole d'Economie de Moscou, 04/05/2012.

²⁸⁰ « Volgograd ostalsia gorodom-millionnikom » (Volgograd est resté une ville millionnaire), in *VI.ru*, 01/11/2010
<http://v1.ru/news/333535.html>

quantitatif du déclin démographique devient aussi un défi budgétaire. La base sur laquelle repose les recettes de l'Etat russe a tendance à se rétrécir.

L'impact qualitatif du déclin démographique sur l'économie russe constitue un enjeu majeur qui handicape les entreprises et l'Etat russes. Le pays n'arrive pas à répondre à un besoin de cadres nécessaires pour la compétitivité internationale de l'économie russe. Il s'agit aussi d'une inadéquation de la formation de la population active face aux besoins des entreprises dans la compétition internationale. D'un point de vue qualitatif, les autorités doivent opérer des arbitrages budgétaires de plus en plus difficiles dont l'impact social se renforce.

Le déclin démographique a aussi pour effet de mettre en lumière les faiblesses structurelles de l'économie russe. Tout d'abord, les entreprises russes restent encore trop dépendantes de la main-d'œuvre non-qualifiée et n'ont pas réalisé la modernisation de leur outil de production. Ensuite, le système éducatif et de formation ne répondent pas suffisamment aux exigences du marché du travail. Enfin, les effets économiques du déclin démographique font apparaître en filigrane les faiblesses du capitalisme d'Etat.

Les effets du déclin démographique se font également ressentir sur un autre aspect constitutif de la puissance russe : l'armée. Comment les forces militaires font face aux évolutions démographiques de la Fédération de Russie depuis 1991 ?

3) La réforme de l'armée russe

« L'armée est historiquement au cœur de l'Etat russe »²⁸¹. En effet, il s'agit d'un instrument essentiel pour la politique intérieure et extérieure du pays. La Russie «se sert des bases de la puissance militaire héritées de l'Union Soviétique pour peser sur la scène internationale »²⁸². Cependant, la Russie ne peut pas conserver son dispositif militaire tel qu'il existait avant 1991. Tout d'abord, le rapport armée/nation a évolué, c'est-à-dire que l'armée s'inscrit dans un autre projet politique. Ensuite, les missions de l'armée ont changé : sur le plan interne la base démographique et territoriale n'est plus la même, et sur le plan externe la fin de la Guerre froide a fait surgir d'autres menaces. La démographie constitue un facteur significatif dans la configuration des forces militaires. Cependant, il en existe d'autres plus importants, comme les relations civilo-militaires. Quelle est alors l'influence de la dégradation de la santé de la population russe sur l'état des forces armées ? Dans quelle mesure le déclin démographique conduit-il à une réorganisation de l'outil militaire de la Russie ? Le pays peut-il conserver une armée susceptible de faire face aux menaces avec une population en déclin démographique ? Dans quelle mesure les évolutions démographiques peuvent-elles avoir pour conséquence une perte d'importance de l'armée au sein du pays ? Il s'agit dans un premier temps de mesurer l'influence du déclin démographique sur l'évolution des effectifs des forces armées russes. La Russie a gardé un système de conscription ce qui donne une place particulière au facteur démographique dans les questions militaires. Enfin, la réflexion porte sur la possibilité d'une « révolution dans les affaires militaires » russes au regard des évolutions démographiques du pays.

a) La Russie : combien de divisions ?

Les forces armées russes ont un problème démographique : la baisse de la natalité réduit le nombre de conscrits potentiels. Il convient alors de s'interroger sur le nombre optimal et le mode de recrutement des soldats en tenant compte de la réalité démographique du pays. Quels sont les effectifs actuels de l'armée russe ? Dans quelle proportion les réduire pour optimiser les forces militaires ? Comment améliorer la qualité des effectifs dans un contexte de déclin démographique ? Le nombre d'hommes combattants en Russie reste difficile à évaluer. Les effectifs ont baissé depuis 1991 mais les

²⁸¹ MARKWICK, Roger D., « What Kind of State is the Russian State – if There is One? », in *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 15, n° 4, 12/99, p. 112.

²⁸² VINATIER, Laurent, BACHKATOV, Nina, CASINI, Silvano, MONGRENIER, Jean-Sylvestre, *La Russie, de Poutine à Medvedev*, Paris, Unicomm, 2008, p.37.

spécialistes des questions militaires divergent sur la taille optimale de l'armée russe. La réalité démographique du pays rend plus difficile la transformation des forces militaires.

L'estimation des forces armées russes est peu aisée. Par le passé, « les experts militaires, russes et étrangers, comme les hommes politiques russes eux-mêmes ont longtemps ignoré le nombre exact des effectifs du ministère de la Défense »²⁸³. Aujourd'hui, les autorités militaires annoncent volontairement des effectifs supérieurs à la réalité²⁸⁴. Une autre complication vient s'ajouter à cette opacité. L'acceptation du terme « forces armées » regroupe en Russie davantage d'unités que dans les pays de l'OTAN. Beaucoup d'entre elles ne relèvent pas du ministère de la Défense. L'armée est « concurrencée par l'émergence d'organes alternatifs... de gestion de la violence à l'intérieur du pays »²⁸⁵. Ainsi, d'autres administrations ont leurs propres troupes : Intérieur, Justice, ministère des Situations d'urgence, ministère de l'Energie atomique, et les services relevant directement du Président de la Fédération de Russie : FSB, Service de lutte contre le trafic de drogues, Service Fédéral de protection, SVR et la direction principale des programmes spéciaux de la présidence²⁸⁶. Par exemple, le FSB fait souvent office d'armée parallèle, notamment pendant la seconde guerre de Tchétchénie. « Pour éviter de reconnaître qu'il s'agit d'une véritable guerre, les autorités russes transforment les troupes du ministère de l'Intérieur en véritable armée équipée de matériel lourd »²⁸⁷. En plus de ces ministères, d'autres acteurs sont dotés de troupes : les Cosaques (10 unités en 2009) ou des entreprises comme Gazprom ou Transneft.^{288 289} Une loi de juin 2007 leur permet d'avoir une armée privée. Il faut ajouter les 24 000 compagnies de sécurité qui comptent 654 300 hommes²⁹⁰. En fin de compte, avec l'accumulation de toutes ces structures paramilitaires, « il y a clairement plus de forces de sécurité qu'il n'y a de soldats dans l'armée russe régulière »²⁹¹.

²⁸³ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe : facteur de puissance ou de faiblesse de l'Etat ?*, Thèse de géopolitique sous la direction de Béatrice Giblin, Paris 8, 2006, p.59.

²⁸⁴ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2007, p.113.

²⁸⁵ DAUCE, Françoise, *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.67.

²⁸⁶ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe*, op.cit., p.75.

²⁸⁷ Les détachements de troupes du ministère de l'Intérieur travaillent en Tchétchénie travaillent sous la direction du FSB.

DAUCE, Françoise, « L'armée dans l'histoire de l'Etat contemporain », in *Herodote*, n°104, 2002/1, p.127.

²⁸⁸ SIDORINE, Guennadi, YAKOVLEVA, Elena, « Kazatch'i obchtchestva » (Les communautés cosaques), in *rg.ru*, 20/06/2009.

<http://www.rg.ru/2009/06/23/kazaki-vesti.html>

²⁸⁹ HURST, Cindy, « The militarization of Gazprom », in *Military Review*, septembre-octobre 2010, p.59.

²⁹⁰ VERESCHAK, Vassili, « VTO y vorot » (L'OMC à nos portes), in *specnaz.ru*, 05/06/2012.

²⁹¹ HURST, Cindy, « The militarization of Gazprom », op.cit., p.61.

L'armée russe a réduit de façon drastique ses effectifs depuis 1991. En 1992, l'armée compte 2,8 millions d'hommes, en 2002, 1,2 million²⁹² et en 2010 1,04 million²⁹³. L'outil militaire hérité de l'Armée rouge est trop lourd pour l'armée russe et nécessite une modernisation. Par exemple, l'armée russe compte encore un nombre trop important d'officiers²⁹⁴. Reste à savoir quels effectifs suffisent pour une armée modernisée. Dans un article de mars 2003, Alekseï Arbatov, spécialiste russe des questions de défense, pose la question suivante : « De quel type d'armée la Russie a-t-elle besoin ? » et il y répond²⁹⁵. Il faudrait une armée « plus petite, des forces armées mieux entraînées et techniquement mieux équipées et qui sont capables de réaliser des missions de long et court terme »²⁹⁶. Les estimations du nombre nécessaire de personnes varient selon les spécialistes. Alekseï Arbatov propose deux variantes : soit une armée de 700-750 000 hommes en maintenant la conscription, soit une armée de 550 000-600 000 professionnels. Konstantin Sivkov, vice-président de l'Académie des problèmes géopolitiques, pense que les forces armées russes ne doivent pas descendre en deçà de 1,2-1,5 million d'hommes²⁹⁷. En général, les experts s'accordent sur une fourchette entre 700-800 000 hommes avec le maintien de la conscription²⁹⁸. Les hommes politiques tergiversent également sur les effectifs d'une armée moderne, dans les mêmes proportions que les experts. En 2000, Vladimir Poutine avançait le chiffre de 800 000 hommes, son ministre de la Défense de 2001 à 2007 Sergueï Ivanov affirmait en 2003 « nous sommes destinés à avoir une armée forte...de l'ordre de 1,134 millions d'hommes »²⁹⁹. Les élites politiques ont rapidement pris conscience de la nécessité d'une modernisation de l'outil militaire russe qui passe par réduction et d'une professionnalisation des effectifs. La réduction des effectifs est donc un processus constant depuis 1991, mais elle ne peut se faire que dans un contexte d'amélioration qualitative. La réalité démographique du pays permet-elle le succès de cette démarche ?

La conscription encore en vigueur en Russie dure 12 mois et concerne les hommes entre 18 et 27 ans. Le nombre de soldats dans l'armée dépend alors de l'évolution numérique des hommes atteignant 18 ans. Ainsi, pour l'année 2005, avec 1 283 425 hommes venant d'avoir 18 ans, l'armée a

²⁹² ROCH, Didier, « Les mutations de l'armée russe : 1991-2005 », in *Cahier de la recherche doctrinale*, 13/06/2005, p.30.

²⁹³ IISS, *The military Balance*, Londres, Oxford University Press, 2010, p.222.

²⁹⁴ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, op.cit., p.57.

²⁹⁵ ARBATOV, Alekseï, « What Kind of Army Does Russia Need? », in *Russia in global affairs*, 21/03/2003
http://eng.globalaffairs.ru/number/n_625

²⁹⁶ Ibid.

²⁹⁷ SIVKOV, Konstantin, « Obosnovanie tchislennosti VS Rossii » (Raisonnement sur le nombre des forces armées de la Russie), in *vpk-news.ru*, 26/12/12
<http://vpk-news.ru/articles/13767>

²⁹⁸ Boris Nemtsov dans BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2007, p128
 ESSEV, Vladimir, CHTCHAVARINE, Aleksandr, « Kakaïa armïta noujna Rossii? » (De quelle armée la Russie a-t-elle besoin ?), in *Radio Svoboda*, 11/09/2005.
http://www.yabloko.ru/Publ/2005/2005_09/050913_svob_army.html

incorporé 302 000 conscrits³⁰⁰. Le nombre de conscrits ne peut donc que baisser à l'avenir. En effet, d'après les prévisions démographiques, le nombre d'hommes atteignant 18 ans diminue suite conséquence à la baisse de natalité jusqu'à 1999. Keir Giles a établi que le nombre de conscrits annuels correspondait en moyenne à 25% des hommes atteignant 18 ans³⁰¹. Ainsi, en 2015, 648 195 hommes ont 18 ans, ce qui devrait se traduire par 162 049 conscrits. Ce chiffre se situe très en deçà du seuil minimum des 550 000 soldats pour avoir une armée professionnalisée optimale. Les évolutions quantitatives de la démographie rendent donc le système de conscription de plus en plus difficile à maintenir. L'armée doit donc faire face à une baisse du nombre d'hommes en âge de combattre, même si les forces paramilitaires peuvent combler ce manque. Une armée de métier subirait moins les effets quantitatifs du déclin démographique que l'armée de conscrits existante.

Indépendamment du mode d'enrôlement, les forces militaires russes sont confrontées à la dégradation sanitaire de la population russe. En 2012, 68,4% des appelés sont inaptes au service pour des raisons de santé³⁰². Cette situation existe depuis plusieurs années. Les conditions du service militaire participent aussi à la mauvaise santé physique et mentale de la jeunesse masculine russe. Pour l'année 2008, le ministère de la Défense avançait le chiffre de 471 morts hors combats, « il s'agit de chiffres officiels ; des organisations non-gouvernementales russes comme l'Union des comités de mères de soldats affirment que les chiffres réels sont largement plus élevés »³⁰³. La question des morts hors combats fera l'objet d'un développement ultérieurement. L'armée subit aussi le vieillissement général de la population. Les bons pilotes ont aux alentours de 41-43 ans, et doivent partir à la retraite à 45 ans³⁰⁴.

L'armée russe a réduit ses effectifs pour des raisons logistiques et peut-être démographiques. Le renforcement des forces paramilitaires amène à nuancer cette baisse des forces armées russes. D'un point de vue quantitatif, le système de conscription renforce les effets négatifs des évolutions démographiques sur les effectifs de l'armée, mais l'impact du déclin démographique russe demeure même dans une armée professionnelle. Si l'armée de métier semble une solution démographiquement préférable, pourquoi la Russie garde-t-elle la conscription ?

b) Les paradoxes de la conscription

²⁹⁹ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, op.cit., p.140.

³⁰⁰ GILES, Keir, « Where have all the soldiers gone? », in *Russian Series*, 10/2006, p.3.

³⁰¹ Ibid., p.2.

³⁰² POUR, Maxime, « Bilan en cours de la réforme de l'armée russe », in *Etudes Géostratégiques*, 27/10/2012. <http://etudesgeostrategiques.com/2012/10/27/bilan-de-la-refonte-en-cours-de-larmee-russe/>

³⁰³ McDERMOTT, Roger, « Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion », in *Russie.Nei.Visions*, n°37, 03/2009, p.6.

³⁰⁴ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, op.cit., 2007, p.57.

Le maintien de la conscription dépend du rapport entre armée et nation et de la nature des menaces extérieures identifiées, faisant du facteur démographique un argument relatif. Comment expliquer le point de vue de la société russe vis-à-vis de la conscription ? De quelle manière les partisans de la conscription utilisent-ils l'argument démographique à leur profit ? Dans quelle mesure le débat autour de la conscription reflète-t-il un antagonisme de visions des menaces extérieures ? La société russe adopte une attitude de l'armée en général, et de la conscription en particulier. Les défenseurs de la conscription ont réussi à intégrer l'argument démographique à leur avantage. La question de la conscription met en avant une divergence sur la perception des menaces.

La société russe estime que l'armée doit jouer un rôle éducatif et patriotique, en particulier pour la jeunesse. Ainsi, la conscription aurait pour objectif de transformer de jeunes garçons en hommes patriotes, et de leur inculquer l'esprit de camaraderie³⁰⁵. Le service militaire constitue aussi un marqueur de virilité dans une société où il existe un « culte de la force traversant tous les milieux »³⁰⁶. Un sondage de l'institut Levada de juin 2010 pose la question suivante : « Que pensez-vous du service dans l'armée ? » Pour 44% des sondés, « chaque vrai homme doit faire son service », pour 30% d'entre eux « le service est un devoir à l'Etat, que chacun doit remplir, même si cela ne correspond pas à son intérêt »³⁰⁷. Pourtant, un phénomène d'évitement social vient contredire cette adhésion à la conscription. En Russie, nul n'ignore les conditions terribles dans lesquelles se déroulent le service militaire. La « *dedovshchina* » (en français le bizutage) se pratique de façon ultra-violente et généralisée. En janvier 2006, « l'affaire du soldat Sytchev, jeune recrue battue par ses supérieurs et amputée des deux jambes [...] avait suscité une vague d'émotion sans précédent »³⁰⁸. Pour échapper à ces sévices, les jeunes emploient des moyens légaux, et illégaux. La voie la plus classique reste la poursuite des études. « Ils [les jeunes de 18 ans] vont à l'université pour éviter l'armée. Vous payez une petite somme et vous êtes étudiant pendant 5 ans »³⁰⁹. Depuis 2006, 16 conditions permettent d'être exempté de service militaire, contre 25 auparavant.³¹⁰ Il s'agit bien d'un évitement social car « les plus diplômés disposent bien souvent d'un meilleur réseau de relations qui leur permet d'échapper au service ou sont issus de familles aisées qui peuvent plus facilement payer les pots-de-vin »³¹¹. Selon

³⁰⁵ Ibid, p.124.

³⁰⁶ GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie*, Paris, IFRI, 05/2005, p.60.

³⁰⁷ <http://www.levada.ru/archive/gosudarstvennyye-instituty/armiya/kak-vy-lichno-otnosites-k-sluzhbe-v-armii>

³⁰⁸ LE HUEROU, Anne, SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, *Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Karthala, 2008, p.25.

³⁰⁹ Entretien avec Valery Vladimirovitch Elizarov, directeur du centre d'étude des problèmes de population à la faculté d'économie de l'université d'Etat de Moscou Lomonossov, 25/04/2012.

³¹⁰ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, op.cit., p.118.

³¹¹ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe op.cit.*, p.197.

Pavel Felgenhauer, spécialiste des questions de défense à *Novaja Gazeta*, ce système de bakchichs rapporte 5 milliards de dollars par an à ses bénéficiaires, preuve son caractère généralisé.³¹² D'un côté, l'armée se sent donc confortée dans son rôle social par une adhésion populaire à la conscription. De l'autre, les pratiques de contournements du service militaire renforcent le manque de conscrits causé par une faible natalité, et prouvent un rejet de la société.

Le déclin démographique justifierait la transition vers une armée de métier. Pourtant, les partisans de la conscription, en partant du même constat, arrivent à argumenter en faveur du maintien du système actuel. Les partisans de l'abandon de la conscription expliquent que le passage à une armée professionnelle diminuerait le nombre de personnes à rémunérer avec le même budget, ce qui permettrait une augmentation des soldes. En effet, le 1^{er} août 2009, le salaire d'un lieutenant s'élevait à 17 000 roubles, soit 425 €³¹³. Les adversaires du service militaire expliquent également qu'une armée de volontaires deviendrait plus attractive pour les jeunes qualifiés et améliorerait l'efficacité des troupes sur le terrain. Sur le plan financier, l'armée russe vit grâce aux conscrits puisque la corruption liée à l'exemption permet aux officiers d'augmenter leur solde. Les défenseurs de l'armée de métier expliquent que la conscription a un coût qui ne permet pas de moderniser l'armée. Pour les militaires partisans de la conscription, une armée de 400 000 volontaires coûterait 13 milliards de dollars³¹⁴. En outre, les conscrits permettent à l'armée de se maintenir en état de fonctionnement à peu de frais. Ils sont devenus une « main-d'œuvre taillable et corvéable à merci pour des travaux non qualifiés (transport de déchets, nettoyage du périmètre, certains types de construction) »³¹⁵. Les partisans de la conscription proposent l'annulation de l'exemption de service militaire pour les étudiants afin d'améliorer la qualification des conscrits, ce qui limiterait à leurs yeux les effets négatifs du déclin démographique. En 2004, un groupe de travail sous la direction de Igor Chouvalov, alors vice-directeur de l'administration présidentielle, proposait de supprimer les exemptions.³¹⁶ Ces arguments en faveur de la conscription révèlent surtout à quel point l'armée dépend des conscrits, car la corruption et les autres trafics qu'ils génèrent deviennent « un lubrifiant mettant de l'huile dans les rouages de la machine bureaucratique et autoritaire », celle de l'armée russe en l'occurrence.³¹⁷ La baisse du nombre de jeunes hommes amène les autorités militaires à accroître leur pression sur la

³¹² BAKER, Peter, GLASSER, Susan, *Kremlin rising*, Washington, Potomac books, 2005, p.423.

³¹³ « Zarplata voennosloujachtchikh » (Le salaire des soldats), 26/08/2010.

www.zarplata-online.ru/poleznoe/zarplata/document109393.phtml

A titre de comparaison, un lieutenant français touche en 2012 entre 2523 et 2970€

³¹⁴ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown* op.cit., p.129.

³¹⁵ LE HUEROU, Anne, SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, *Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui*, op.cit., p.88.

³¹⁶ GLOAGUEN, Cyrille, op.cit., p.205.

³¹⁷ CARTIER-BRESSON, Jean, *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*, Paris, L'Harmattan, 2009,

population pour satisfaire leur dépendance aux conscrits, car le passage à une armée de métier porte atteinte à leurs prérogatives officieuses.

Le différend sur les effectifs repose sur un désaccord à propos de la définition des menaces. Dans la doctrine de défense de 2000, rédigée par des militaires, l'ennemi principal reste l'OTAN et les Etats-Unis, tandis que Vladimir Poutine affirmait alors que la menace majeure résidait dans « les crises régionales et le terrorisme international ». Pour Alexandr Golts, « les généraux russes ont un mauvais besoin d'un grand ennemi, d'un grand adversaire, pour garder des forces armées de type soviétique »³¹⁸. Une telle vision implique l'idée d'un conflit qui nécessite une mobilisation d'envergure, et donc la conscription. Le pouvoir civil plaide pour une armée professionnalisée composée de petites unités bien formées et mobiles face à des menaces locales. Les autorités civiles se heurtent à une résistance aux militaires pour supprimer la conscription. Dans les années 1990, elles ont donné une autonomie de décisions à l'armée pour éviter qu'elle ne joue un trop grand rôle politique et pour qu'elle accepte des réductions de budgets et d'effectifs³¹⁹. Cette autonomie fait de l'armée un « outil difficilement maniable par le pouvoir politique, dans la mesure où leur autonomie n'est pas orientée vers une recherche d'efficacité opérationnelle mais vers la conservation d'un mode d'organisation défendant leurs intérêts »³²⁰. Cette autonomie rend la fin de la conscription plus difficile à obtenir.

Les contraintes démographiques plaident pour la suppression de la conscription, pourtant d'autres logiques favorisent son maintien. Sur le plan social, le lien armée/nation reste fort même si la population cherche à éviter la conscription. D'un point de vue organisationnel, l'armée de métier répond à des lacunes de fonctionnement, mais la conscription entretient un système officieux compensant ces mêmes carences. Politiquement, le pouvoir civil a donné une autonomie aux militaires qui favorise une résistance à une armée de métier, à la modernisation de l'outil militaire.

c) Une « révolution dans les affaires militaires » difficile

Le terme de « révolution dans les affaires militaires » s'emploie quand « intervient dans la manière de conduire les conflits un changement brutal et rapide, et donc perceptible par les acteurs [...] Ce changement en profondeur engendre un saut qualitatif qui disqualifie ou, à tout le moins,

p.114.

³¹⁸ BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown*, op.cit., p.51.

³¹⁹ BARANCY, Zoltan, « Civil Military Relations and Institutional Decay: Explaining Russian Military Politics », in *Europe Asia studies*, vol 60, n°4, 06/2008, p.582.

³²⁰ GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaire*, op.cit., p.11.

circonscrit dans des limites étroites les pratiques précédentes ; l'efficacité militaire s'en trouve démultipliée. »³²¹ Le déclin démographique pèse-t-il sur ce processus de modernisation de l'outil militaire russe ? Dans quelle mesure les autorités russes sont-elles parvenues à opérer cette « révolution dans les affaires militaires » ? Comment le pouvoir civil surmonte-t-il les oppositions à cette révolution ? Le déclin démographique a une influence sur le processus de « révolution dans les affaires militaires » qu'il convient de mesurer. La modernisation de l'armée russe a lieu, mais se heurte à plusieurs obstacles.

L'argument démographique confirme la nécessité d'une modernisation de l'outil militaire. « Pour la première fois de son histoire, elle n'est plus en mesure de compenser son insuffisance technique par son potentiel humain »³²². Ce retard s'est traduit par des revers lors de conflits auxquels a participé l'armée russe après 1991. Par exemple, la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) a montré la faible efficacité des conscrits au combat. « Beaucoup d'unités sont constituées d'appelés peu entraînés pour des combats urbains et qui se rendent parfois sans combattre »³²³. La « révolution dans les affaires militaires » peut répondre aux effets qualitatifs du déclin démographique mais ne permet pas de s'affranchir totalement de l'aspect quantitatif. Le pays se trouve en contact avec plusieurs régions du monde : Europe, Caucase, Asie centrale, Asie-Pacifique. Chacun de ces espaces représente des enjeux stratégiques propres auxquelles la Russie doit apporter une réponse spécifique, notamment par une présence physique. Les insuffisances d'effectifs sont accentuées par une impréparation conséquente des troupes. En 2008, dans l'armée de terre, 75 à 85% des troupes sont prêtes au combat, 45-50% pour l'armée de l'air, et ces taux tombent à 17% et 7% pour la préparation en permanence au combat³²⁴. La réalité démographique du pays constitue un argument supplémentaire pour justifier le besoin d'une modernisation de l'armée russe, mais rend incertain le résultat d'une telle transition. Comment le pouvoir civil russe intègre-t-il ces éléments dans sa réforme de l'outil militaire ?

La réforme de l'armée est un serpent de mer de la vie politique russe depuis 1991, mais les autorités civiles ont tout de même réussi à initier une « révolution dans les affaires militaires ». « En professionnalisant ses forces, la Russie ne fait que suivre une logique déjà suivie par d'autres pays, Etats-Unis en tête, et tirer le bilan des combats de Tchétchénie, dans lesquels les soldats appelés ont

³²¹ DURAND, Etienne de, « « Révolution dans les affaires militaires » « Révolution » ou « transformation » ? », in *Hérodote*, n°109, 2003/2, p.58.

³²² GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaire*, op.cit., p.59.

³²³ ROCH, Didier, « Les mutations de l'armée russe 1991-2005 », op.cit. , p.64.

³²⁴ BARANOV, Mikhaïl, MAKIENKO, Konstantin, POUKHOV, Ruslan, « Voennaïa reforma : na pouti k novomu oblikou rossiïskoï armii » (La réforme militaire : sur le chemin vers un nouveau visage de l'armée russe), in *Analititcheskii doklad mejdourodnogo diskoutsionogo klouba « Valdai »*, 07/2012, p.6.

surtout joué le rôle de chair à canon, et des conflits interétatiques de l'espace post-soviétique »³²⁵. En octobre 2008, Anatoli Serdioukov, ministre de la défense de 2007 à 2012, a accéléré les réformes entreprises par ses prédécesseurs. Cette décision a lieu à la suite de la guerre en Géorgie d'août 2008 qui a révélé les faiblesses de l'armée russe. « C'est la réforme la plus radicale des forces armées russes depuis ces 150 dernières années »³²⁶. Les mesures vont dans plusieurs directions : le nombre d'hommes, les organes de direction, les structures et la préparation des officiers. Dans la décennie 2000, la Russie a désormais les moyens financiers pour moderniser son armée en profondeur. Entre 2000 et 2011, le budget de la Défense russe passe de 9 à 65 milliards d'euros. A titre de comparaison celui de la France augmente de 36 à 45 milliards d'euros sur la même période³²⁷. L'armée russe a pu ainsi réaliser les investissements pour moderniser ses équipements et compenser le retard pris dans les années 1990. En ce qui concerne les effectifs, les réformes vont dans le sens d'une armée de métier. Les autorités civiles semblent donc avoir réussi à surmonter les résistances des partisans de la conscription par une hausse des moyens, et aussi en donnant à l'armée un rôle plus important dans la vie politique et sociale du pays. En janvier 2009, l'armée comptait près de 90 000 « kontraktniki », c'est-à-dire des professionnels sous contrat.³²⁸ Lors du second conflit tchéchène, « les appelés ne sont plus envoyés en première ligne hormis ceux qui ont signé un contrat d'engagement au-delà de leur service »³²⁹. Tous ces éléments donnent l'impression que la Russie va tourner la page de la conscription, rendre son armée plus réactive et mobile en privilégiant des petites unités professionnalisées et très bien qualifiées. Pourtant, il existe des obstacles de nature politique pour achever la « révolution dans les affaires militaires ».

L'armée constitue la pierre angulaire du projet politique de la Russie post-soviétique, surtout dans la décennie 2000. L'armée devient la base du nationalisme d'Etat : « en utilisant l'armée comme base et comme « émetteur » de ce patriotisme, Vladimir Poutine redonne une place centrale à l'institution militaire et s'appuie sur une culture militaire dont le caractère traditionnel n'échappe à personne »³³⁰. D'un point de vue de politique externe, l'armée reste le « symbole de la rhétorique de

³²⁵ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe*, op.cit, p.145

³²⁶ ICHATCHENKO, Vladimir, « Rossiïskaïa voennaïa reforma ne tseremonitsia s ofitsierami » (La réforme militaire russe ne fait de cadeaux aux officiers), traduction de l'article « Russia's military reform leaves officers behind », in *The Washington Post*, 05/11/2010.

<http://www.inosmi.ru/army/20101108/164090632.html>

³²⁷ Base de données des dépenses militaires SIPRI

<http://milexdata.sipri.org/files/?file=SIPRI+milex+data+1988-2012+v2.xlsx>

³²⁸ THORTON, Rod, *Military modernization and the Russian ground forces*, Carlisle, Strategic Studies Institute, U.S. War army college, 2011, p.31.

³²⁹ ROCH, Didier, « Les mutations de l'armée russe 1991-2005 », op.cit., p.64.

³³⁰ LE HUEROU, Anne, SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, *Culture militaire et patriotisme*, op.cit., p.120.

puissance sur la scène internationale »³³¹. Il s'agit aussi d'un « message politique envoyé par la Russie à l'Occident [qui] peut être résumé par la formule *nous sommes de retour* »³³². Pour pouvoir malgré tout mener la « révolution dans les affaires militaires », les autorités civiles ont privilégié une stratégie de contournement. Elles ont renforcé le caractère paramilitaire des autres structures de force et ont surtout modernisé les troupes ne relevant pas du ministère de la Défense. Ainsi, le FSB devient la « colonne vertébrale pour les réformes de défense et de sécurité » et prend la place de l'armée dans certaines situations³³³. En Tchétchénie, « le service de renseignement militaire (GRU), les forces spéciales militaires (*spetsnaz*) et les détachements de troupes du ministère de l'Intérieur russe travaillent sous la direction du FSB »³³⁴. Malgré cette stratégie de contournement, la « révolution dans les affaires militaires russes » demeure imparfaite et conduit à un outil militaire hybride, à « une nouvelle armée de type ancien » avec un rôle symbolique fort, mais inadaptée pour des opérations sur le terrain alors confiées aux forces paramilitaires³³⁵. D'ailleurs, la volonté de mettre en place un système mixte (moitié conscrits-moitié professionnels) sonne comme un aveu d'impuissance de la part des autorités civiles à réformer jusqu'au bout l'outil militaire russe³³⁶.

La « révolution dans les affaires militaires » a donc pu corriger en partie les lacunes du système de conscription. Le pouvoir civil a réussi à imposer ses vues en faisant de l'armée un instrument de valorisation du régime politique et en augmentant fortement les dépenses militaires. La stratégie de modernisation axée initialement sur les forces paramilitaires a favorisé un outil militaire dual.

Pour résumer cette réflexion sur l'impact du déclin démographique sur les forces militaires russes depuis 1991, il semble possible d'affirmer qu'il modifie la configuration des effectifs sur un plan quantitatif et qualitatif. Le passage d'une armée de conscrits à une armée de professionnels devient alors une nécessité, en partie pour des raisons démographiques. Pourtant, des logiques politiques ont ralenti cette transition.

Les conséquences des évolutions démographiques de la Russie depuis 1991 sont multiples. La faible natalité des années 1990 conduit à une réduction de la base numérique de la conscription. Qualitativement, le vieillissement de la population semble aller à l'encontre du processus de

³³¹ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe*, op.cit., p.574.

³³² McDERMOTT, Roger, « Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion », in *Russie.Nei.Visions*, n°37, 03/2009, p.5.

³³³ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe*, op.cit., p.51

³³⁴ BETTATI, Mario, *Le terrorisme : les voies de la coopération internationale*, Paris, Odile Jacob, 2013, 304p. p.248.

³³⁵ TSYGANOK, Anatoli, Dmitrievitch, « Rossiïa stroit armiiou starogo tipa » (La Russie construit une nouvelle armée de type ancien), in *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 25/03/2005
http://nvo.ng.ru/forces/2005-03-25/1_newarmy.html

³³⁶ MERCHET, Jean-Dominique, « De la difficulté de réussir des réformes militaires », in *RIAN*, 12/11/12.
<http://fr.rian.ru/tribune/20121112/196591360.html>.

modernisation de l'outil militaire russe. Le choix du maintien de la conscription rend plus important le poids de la contrainte démographique sur les effectifs de l'armée russe.

Une armée professionnelle permet de réduire l'importance du facteur démographique dans le fonctionnement des forces militaires russes. En effet, l'armée devient ainsi moins dépendante de la dimension quantitative de l'évolution démographique russe. D'ailleurs, la modernisation de l'armée russe dans les années 2000 prouve qu'il est possible d'avoir une force armée adaptée à un nouveau type de menaces, indépendamment de la configuration démographique du pays.

Malgré la nécessité démographique et surtout stratégique d'une armée de métier, la « révolution dans les affaires militaires » a rencontré des blocages. Le rôle social de l'armée a légitimé politiquement le maintien de la conscription. L'autonomie politique prise par le pouvoir militaire dans les années 1990 ne permettait pas aux civils d'imposer l'armée de métier. Les dérives engendrées par le système de conscription ont donné aux autorités militaires des prébendes dont elles ne veulent pas se défaire.

Le facteur démographique confirmait la nécessité d'une réforme de l'outil militaire russe. La modernisation menée depuis 2008 souligne que l'armée russe a réussi sa modernisation, mais cette puissance militaire retrouvée semble toutefois dépasser les capacités économiques, technologiques et démographiques du pays³³⁷.

Conclusion I-B

Le déclin démographique a des répercussions significatives sur les ressorts internes de la puissance de la Russie. Il crée de nouveaux défis dans la gestion du pays. Le facteur démographique oblige ainsi les autorités à opérer des arbitrages drastiques et réduit leur marge de manœuvre sur certaines problématiques. Il ne faut cependant pas faire preuve de déterminisme démographique. L'ampleur des répercussions négatives de l'évolution de la population résulte aussi de décisions inadaptées.

Les différents aspects de la dégradation de la situation démographique de la Russie depuis 1991 posent plusieurs questions. Comment maintenir la cohérence du vaste territoire russe lorsque le peuplement en archipel et les différences démographiques régionales se renforcent ? Comment garder un capital humain compétitif avec une population vieillissante dans un contexte de mondialisation économique reposant davantage sur l'innovation ? Comment maintenir un outil militaire performant face aux menaces du monde actuel lorsque la faible natalité réduit les effectifs et que l'état de santé des

soldats se dégrade ? Les autorités russes ne peuvent pas éluder ces questions. En effet, une absence de réponse affaiblirait la Russie. Si la polarisation spatiale s'accroît, il existe un risque de désagrégation du pays, non pas *de jure* mais *de facto*. La Russie d'Europe et d'Asie suivraient des voies de développement trop distinctes pour avoir un sentiment d'appartenance commun. Le sentiment d'abandon des régions délaissées envers le pouvoir central peut créer des tensions, et les entités administratives les plus riches peuvent refuser de contribuer au budget fédéral. Si la Russie délaisse son capital humain, elle perd des savoir-faire dans la compétition économique internationale. Sans un personnel assez formé, l'économie russe ne peut pas diversifier ses activités, ni réduire sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Démographiquement, l'armée n'a pas les moyens de maintenir la conscription. Le facteur démographique rend plus importante la nécessité de modernisation de l'armée russe pour l'adapter aux menaces du monde d'aujourd'hui, mais ne constitue pas l'argument principal pour justifier cette « révolution dans les affaires militaires ».

Les évolutions démographiques pèsent sur la capacité d'action des autorités russes. Leur marge de manœuvre s'en trouve réduite. Le processus de polarisation spatiale et la baisse de la population active ne permettent pas de généraliser des politiques de développement nécessitant de la main-d'œuvre. Le pays manque de ressources démographiques pour mener une politique agricole ou industrielle ambitieuse dans l'ensemble des régions russes. Il faut alors choisir un territoire au détriment d'un autre. L'impact budgétaire des évolutions démographiques russes oblige aussi les autorités à avoir une politique sociale moins généreuse. En plus, l'ampleur du déclin démographique vient accroître le poids budgétaire de la politique démographique, aux dépens d'autres dépenses. Le pouvoir a moins de moyens pour acheter la paix sociale et peut même exiger de la population de revenir sur certains acquis, par exemple reculer l'âge de la retraite. Sur le plan militaire, le déclin démographique a un impact sur les perspectives de développement de l'armée. Les autorités n'ont plus la possibilité de compenser le retard technologique par le nombre. Face à la résistance initiale de la hiérarchie militaire, elles ont commencé à opérer ce saut qualitatif en modernisant les forces paramilitaires. Le choix de la transition vers une armée de professionnels s'imposait et a permis d'atténuer en grande partie les effets négatifs du déclin démographique sur l'armée russe, même si la question de la dégradation qualitative des recrues demeure.

Le déclin démographique peut en partie expliquer un relatif affaiblissement du développement territorial, économique et militaire de la Russie depuis 1991. Cependant, l'importance du déclin démographique met ainsi en lumière une réaction inadaptée face aux effets de l'évolution de la

³³⁷ FACON, Isabelle, « Que vaut l'armée russe ? », in *Politique étrangère*, 01/2016, p.162.

population russe depuis la fin de l'URSS. Ainsi, la polarisation résulte des migrations internes, mais aussi d'une absence de soutien fédéral et de politique de développement efficace envers des territoires délaissés et démographiquement sinistrés. Elle reflète aussi une mauvaise prise en compte des réalités économiques locales par les autorités politiques. Les effets négatifs du déclin démographique sur l'économie sont la conséquence d'une baisse de la natalité et d'un vieillissement de la population, mais la dégradation du capital humain du marché du travail russe s'explique en grande partie par une réforme qualitative incomplète du système éducatif et par la faiblesse de la formation continue. Elles subiraient moins les effets d'un manque de main-d'œuvre non-qualifiée avec un outil productif modernisé. L'armée subit davantage les effets d'une baisse de la natalité en raison d'une transition vers une armée professionnalisée pas encore achevée. L'armée a profité des dérives du système de conscription, ce qui ralentit sa disparition et conduit à un outil militaire hybride avec une armée moderne et une « armée nouvelle de type ancien » n'ayant pas achevé sa « révolution dans les affaires militaires ».

Les répercussions du déclin démographique affaiblissent donc les bases internes de la puissance russe. Ces questions de politique intérieure deviennent des problématiques de politique extérieure. Comment maintenir une présence effective dans des aires géographiques où les territoires russes se vident ? Comment financer les ambitions de politique étrangère et avoir une économie compétitive et puissante lorsque le capital humain du pays se dégrade ? La Russie peut-elle conserver une force de projection militaire performante si elle ne parvient pas à achever sa « révolution dans les affaires militaires » ? La réponse varie selon les approches théoriques des relations internationales et selon l'intégration du facteur démographique à leur analyse.

C- APPROCHES THEORIQUES DU LIEN DEMOGRAPHIE/RELATIONS INTERNATIONALES DE LA RUSSIE

Les relations internationales dépassent la simple étude des rapports politiques les Etats, puisqu'elles intègrent : « l'ensemble des relations qui se déroulent au-delà de l'espace contrôlé par les Etats pris individuellement, quel que soit l'acteur- étatique ou non- concerné par ces relations, quelle que soit la relation- politique ou autre- de ces relations »³³⁸. Il existe une multitude d'approches dans la discipline, néanmoins trois courants majeurs se dégagent : réaliste, libéral, constructiviste. Ces approches intègrent chacune à leur manière le facteur démographique et s'articulent autour de concepts-clés : la puissance pour les réalistes, l'influence pour les libéraux et la perception pour les

constructivistes. Néanmoins, aucun courant n'a le monopole d'un de ces concepts. Le choix de présenter le lien démographie/rerelations internationales autour de ces trois idées forces, et non par école de pensée, souligne davantage la nécessité de faire appel à la complémentarité des courants de la discipline. Le cas de la Russie post-soviétique appuie les éléments de cette étude théorique du rapport démographie/rerelations internationales. Comment le déclin démographique affaiblit-il la puissance russe sur la scène internationale ? Dans quelle mesure les évolutions de la population de la Fédération de la Russie modifient-elles les capacités d'influence de Moscou ? Quel impact le déclin démographique peut-il avoir sur les perceptions russes des enjeux internationaux ? Il s'agit d'un premier temps de s'intéresser à l'interrelation entre démographie et puissance, et ensuite d'analyser la démographie comme un marqueur d'influence, pour enfin considérer la situation démographique d'un Etat comme élément important dans la perception des enjeux internationaux. L'exemple de la Russie post-soviétique permet d'appuyer cette démonstration.

1-Démographie et puissance

L'usage abusif du terme de puissance l'a souvent galvaudé, mais il paraît toutefois possible d'en donner une définition concise. Pour Max Weber, la puissance correspond à la possibilité « de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances³³⁹. » Le recours aux écoles de pensée des relations internationales permet de comprendre de quelle manière le déclin démographique modifie la capacité de la Russie à « faire triompher sa propre volonté » sur la scène internationale. En d'autres termes, la nouvelle situation démographique peut réduire les leviers traditionnels de la puissance russe, mais aussi favoriser l'émergence d'autres leviers. Le facteur démographique peut également constituer un élément de recul de puissance par rapport à d'autres acteurs de la scène internationale. Le critère démographique a aussi l'importance que les décideurs lui accordent. Quel courant de la discipline aborde le plus en détails ce lien démographie/puissance ? Dans quelle mesure l'affaiblissement de la démographie signifie-t-il affaiblissement de la puissance et de la sécurité d'un Etat ? Quelle est alors la nature des menaces démographiques qui pèseraient sur la Russie ? Le courant réaliste met la démographie au cœur de son raisonnement. Elle représente pour eux un des facteurs pour mesurer la puissance. Dans la logique réaliste, l'idée de sécurité forme un couple avec celle de puissance puisqu'il s'agit résister à une tentative d'un autre acteur « de faire triompher sa propre volonté ». La démographie devient alors un enjeu pour la sécurité d'un Etat. Les

³³⁸ BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de sciences po, 2003, p.27.

³³⁹ WEBER, Max, *Economie et Société*, Paris, Pocket, 1995, p.95.

relations sino-russes constituent l'exemple le plus révélateur de la conception réaliste du lien entre déclin démographique/puissance appliqué à la Russie post-soviétique.

a) L'approche réaliste

Les réalistes et les néoréalistes, dont les auteurs les plus importants sont Hans Morgenthau, Raymond Aron et Kenneth Waltz, adoptent une approche stato-centrée. Pour eux, l'Etat est souverain sur une population et un territoire donnés et cherche à renforcer sa sécurité et sa puissance au détriment des autres Etats. Pourquoi les réalistes font-ils de la démographie une variable essentielle de leur compréhension des relations internationales ? Quel raisonnement les conduit à faire de la démographie une question de sécurité ? Dans quelle mesure l'équilibre des puissances est-il un équilibre démographique entre les Etats ? Les effets démographiques de la puissance diffèrent selon les époques. La perte de puissance devient une question de sécurité, donc le lien démographie/puissance a une dimension sécuritaire. La relation entre démographie et équilibre des puissances a un caractère ambivalent.

Pour les réalistes, la puissance représente le « principe universel » qui structure leur analyse des rapports entre Etats³⁴⁰. Les acteurs de la scène internationale vivent pour et par leur puissance. Ils doivent lutter pour leur survie au sein du système international³⁴¹. Les critiques de l'école réaliste considèrent ce concept de puissance comme vague³⁴². Les réalistes et les néo-réalistes voient dans la démographie un facteur important pour évaluer la puissance d'un Etat. Pour Hans Morgenthau, « une Nation ne peut pas être au premier rang sans une population importante³⁴³ ». Les néo-réalistes « comme Klaus Knorr, Kenneth Waltz, et Clifford German, ont plus ou moins suivi les pas de Morgenthau » sur l'interprétation du lien démographie/puissance³⁴⁴. Dans cette approche, le poids politique d'un Etat passe en partie par son poids démographique. Ce raisonnement intègre surtout la dimension quantitative de la démographie. Les réalistes n'apportent pas de réponses à certaines questions sur le lien démographie/puissance : comment la puissance démographique d'un Etat se manifeste-t-elle ? Quels aspects de la démographie contribuent à la puissance d'un Etat ? La nature des ressorts démographique de la puissance d'un Etat dépend des circonstances. Ainsi, une forte natalité

³⁴⁰ MORGENTHAU, Hans, J., *Politics among Nations*, op.cit., p.10.

³⁴¹ DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, Paris, Les presses de sciences Po, 2006, p.15.

³⁴² BLOM, Amélie, CHARILLON, Frédéric, *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette, 2001, p.16.

³⁴³ MORGENTHAU, Hans, J., *Politics among Nations*, New-York, MacGraw Hill Higher Education, 2006, p.139.

³⁴⁴ NICHIPORUK, Brian, « The Evolving View of Population as a National Security Variable », in *The Security Dynamics of Demographic Factors*, 2000.

http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1088/MR1088.chap2.html#fn0

constitue un avantage à une époque où la puissance d'un Etat dépend surtout du nombre de soldats. Le retour de la puissance démographique dans le monde de l'après-Guerre froide évoqué en introduction se fait grâce au retour de l'économie comme axe de lecture des relations internationales. La natalité et la jeunesse d'une population devient ainsi une source de dynamisme du marché du travail et d'accroissement de la production. Dans un contexte de mondialisation, la mortalité représente une réduction du nombre de consommateurs et une détérioration du capital humain. Quant aux migrations, elles créent des diasporas jouant parfois le rôle d'intermédiaires économiques entre les pays d'émigration et d'immigration.

La puissance a aussi un caractère défensif que Raymond Aron définit comme « la capacité d'une unité politique de ne pas se laisser imposer la volonté des autres »³⁴⁵. La puissance défensive se comprend alors comme la capacité d'un Etat à protéger ses intérêts et son intégrité territoriale. Le facteur démographique peut jouer un rôle important dans la défense du territoire. Des évolutions démographiques significatives peuvent alors remettre en cause l'équilibre entre population et territoire qui définit un Etat. Une nouvelle composition ethnique d'un territoire peut ainsi légitimer des séparatismes ou des annexions au nom d'une continuité de peuplement. Pour les réalistes, le lien démographie/puissance défensive pose surtout la question des capacités démographiques d'un Etat à défendre ses frontières. Par exemple, la Russie a 60900 km de frontières internationales, presque autant que l'URSS (67000 km), avec moins de personnes pour les protéger. L'URSS avait 220 000 garde-frontières en 1991, la Russie en dispose de 178 000 en 2005^{346 347}. Le problème du rapport entre évolutions démographiques et surveillance des frontières ne peut pas se résumer au nombre de personnes qui gardent la frontière russe. Cette question inclut beaucoup de facteurs et nécessite une analyse approfondie à différentes échelles. En effet, la question démographique se présente différemment si la frontière est perçue comme une interface ou comme une barrière. Dans une situation de faiblesse démographique, les réalistes privilégient plutôt une frontière hermétique. La polarisation spatiale de la Russie post-soviétique favorise l'apparition de régions vides et hors de contrôle. Par exemple, le pays a 7512 km de frontière avec le Kazakhstan et ne peut pas empêcher les trafics dans cette région peu peuplée. En plus, la problématique de la défense de l'intégrité territoriale demeure en raison des litiges frontaliers de la Russie. L'argument démographique, notamment la continuité de peuplement peut servir d'argument dans les discussions autour de la définition de la

³⁴⁵ ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p.58.

³⁴⁶ « Okhrana granits Sovetskogo gosudarstva (1917-1991) » (Protection des frontières de l'Etat soviétique), in *ps.fsb.ru* (Site officiel des garde-frontières de la Fédération de Russie)
<http://ps.fsb.ru/history/general/text.html?id%3D10320628%40fsbArticle.html>

³⁴⁷ « Pogranitchnye voiska Rossii » (Les troupes de garde-frontières de Russie), in *Tass-Ural.ru*, 27/05/2005

frontière. Le 14 octobre 2008, après d'âpres négociations, la Chine et la Russie sont parvenues à régler l'ensemble des contentieux frontaliers. La Russie et la Norvège ont trouvé en avril 2010 un terrain d'entente. Il a fallu attendre 2012 pour que la Russie et l'Ukraine règlent la question de l'île de Touzla. Moscou n'a plus de contentieux frontalier avec la Lettonie depuis 2007, ni avec l'Estonie depuis 2014. Par contre, aucun accord n'a été trouvé avec le Japon sur les îles Kouriles.

Pour les réalistes, les Etats agissent en fonction des rapports de force et recherchent l'équilibre des puissances pour leur sécurité. Cette notion peut se définir comme une politique « dont la finalité est de convaincre un Etat prêt à recourir à la force qu'il sera dans l'incapacité de profiter des avantages de la victoire attendue »³⁴⁸. Hans Morgenthau parle de *status quo ante bellum*³⁴⁹. Toutefois, cette politique peut s'avérer contre-productive comme le montre le concept de « dilemme de sécurité ». Pour John Herz, père de cette idée, il s'agit d'une « notion dans laquelle les efforts des Etats pour satisfaire leurs besoins de sécurité tendent, malgré les intentions, à accroître l'insécurité pour les autres, chaque Etat interprète ses propres mesures comme défensives et celles des autres comme potentiellement offensives »³⁵⁰. En quoi la démographie permet-elle d'atteindre cet équilibre des puissances ? Il s'agit d'obtenir une légitimité par le nombre auprès d'Etats rivaux. Les dirigeants d'un pays n'oseraient pas des initiatives coercitives vis-à-vis d'un Etat plus peuplé puisque ce dernier a les ressources démographiques pour répliquer. A l'inverse, un pays moins peuplé pourrait difficilement se défendre face à un Etat qui dispose d'une supériorité numérique. Des entités territoriales rivales se lancent parfois dans une compétition par la natalité afin de préserver cet équilibre des puissances démographiques. Par exemple, il existe en Palestine « une fécondité de combat liée à l'occupation, qui a d'ailleurs sa contrepartie dans la forte natalité des Juifs d'Israël »³⁵¹. Le « dilemme de sécurité » a donc un volet démographique. Un Etat qui veut peupler des régions frontalières peut être suspecté d'avoir des intentions expansionnistes et provoque des mesures semblables en réaction. L'application du critère démographique à la logique d'équilibre des puissances correspond à une lecture quantitative de la démographie. Cependant, l'aspect qualitatif peut infirmer ce raisonnement. Ainsi, la proximité de pays avec des populations vieillissantes, même de taille différente, a un effet pacifique. Mark L. Haas parle de « paix gériatrique ». Selon lui, « le vieillissement global augmente la probabilité de relations

<http://www.tass-ural.ru/analytics/112.html>

³⁴⁸ DUSSOUY, Gérard, *Traité de relations internationales*, T2, Paris, L'Harmattan, 2008, p.84.

³⁴⁹ MORGENTHAU, Hans, J., *Politics among Nations*, op.cit., p.51.

³⁵⁰ HERZ, John, « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », in *World Politics*, vol. 2, n°2, 1950, p.157.

³⁵¹ TODD, Emmanuel, *Après l'Empire*, Paris, Gallimard, 2002, p.43.

pacifiques entre les Etats-Unis et les autres grandes puissances »³⁵². Le vieillissement conduirait en quelque sorte à un *statu quo*.

Pour les réalistes, un Etat est une puissance s'il a une population nombreuse et dynamique. Ils privilégient la dimension défensive de la puissance selon laquelle le peuplement du pays doit permettre la défense de l'intégrité territoriale. Le poids démographique constituerait une variable de l'équilibre des forces. En mettant l'accent sur les questions sécuritaires, les auteurs réalistes semblent résumer la démographie à une menace.

b) La démographie, un enjeu de sécurité

Par l'étude de la sécurité, « c'est en fait de l'insécurité dont il s'agit et dont les chercheurs veulent comprendre les causes »³⁵³. Il s'agit alors de savoir si les menaces peuvent avoir des causes démographiques. Les migrations constituent-elles une menace pour la sécurité des Etats ? Les liens migratoires de la Russie confirment-ils le lien menaces/migrations ? Quelles sont les limites d'une lecture sécuritaire du lien démographie/puissance ? Ainsi, le « défi migratoire » devient une source d'instabilité pour les Etats qui semble les dépasser³⁵⁴. Dans une approche sécuritaire de la démographie, des chercheurs établissent une cartographie des menaces en s'appuyant sur la typologie des migrations vers la Russie. L'importance accordée au lien démographie/sécurité peut conduire à limiter le lien démographie/puissance à une question sécuritaire.

La mondialisation a renforcé le facteur transnational. Les flux transnationaux regroupent les « contacts, coalitions, et interactions à travers des frontières qui ne sont pas contrôlées par la politique étrangère centrale des organes de gouvernement »³⁵⁵. Les réalistes, partisans d'une analyse stato-centré, considèrent que ces flux servent forcément les intérêts d'un Etat et constituent donc une source de déstabilisation. Ils représentent un défi pour la sécurité des Etats car leurs formes sont très diverses : terrorisme, trafic de drogues, d'armes ou d'êtres humains, entreprises multinationales, problématiques environnementales, cybercriminalité... Les Etats semblent alors dépourvus d'instrument pour contrer ces menaces, notamment la traduction démographique des flux transnationaux : les migrations.

³⁵² HAAS, Mark, L., « A Geriatric Peace? The Future of U.S. Power in a World of Aging Populations », in *International Security*, vol.32, Summer 2004, p.113.

³⁵³ DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, op.cit., p.46.

³⁵⁴ BADIE, Bertrand (dir.), WITHOL DE WENDEN, Catherine (dir.), *Le défi migratoire*, Paris, Presses de la Fondation Nationales des Sciences politiques, 1994, 185p.

³⁵⁵ KEOHANE, Robert, O., NYE, Joseph, S., *Transnational Relation and World Politics*, Massachusetts, Harvard University Press, 1972, p.XI.

« L'identité politique contribue déjà à dramatiser et à politiser tout mouvement de migration. Reposant, entre autres, sur le principe de la territorialisation du politique, n'admettant de communauté politique qu'autant qu'elle se confond avec un espace nettement délimitable »³⁵⁶. La migration déstabilise à la fois le pays d'émigration et d'immigration. D'un côté, la migration est « une menace pour la sécurité nationale de l'état d'émigration » en raison de la perte de population active, et de la possibilité d'actions subversives au-delà des frontières³⁵⁷. En outre, l'école de la *dependencia*, courant de pensée non-réaliste d'inspiration marxiste, estime que la migration porte préjudice à l'Etat d'émigration en maintenant une subordination. En effet, les pays d'émigration sont souvent d'anciennes colonies des pays d'immigration. Les Etats d'émigration restent ainsi des pays fournisseurs de main-d'œuvre pour l'ancienne métropole, ce qui empêche ces pays de se développer. D'un autre côté, les migrations peuvent constituer une menace sur le pays d'immigration. Pour les réalistes, « tout flux migratoire est répertorié en termes de *pression* ou de *menace* sans que les Etats ne sachent en faire un élément de restauration de leur puissance »³⁵⁸. Le migrant altère le lien entre population et territoire et se trouve en situation de double allégeance. Présent physiquement dans un Etat, il peut conserver un sentiment d'appartenance envers un autre. Il devient alors suspect pour l'Etat d'immigration.

En adoptant la logique réaliste considérant la migration comme une menace, les mouvements migratoires favoriseraient la criminalité transnationale. Il existerait ainsi un type de risque associé à l'origine géographique des migrants qui colporterait les maux qui rongent leur pays d'origine. Sergueï Malikov, directeur-adjoint de l'Institut de la formation continue du Comité d'Enquête de Russie, dresse un tableau des types de criminalité transnationale en fonction des origines géographiques des migrants. « L'Asie Centrale, en matière de paysage criminel, se caractérise par le trafic des drogues ; le Caucase du Nord et la Transcaucasie – par le détournement d'armes et de munition ; la Baltique – par les opérations financières d'import/export frauduleuses de ressources stratégiques et de produits de consommation ; l'Extrême-Orient – par les magouilles liées aux véhicules de marques étrangères, le rançonnage, le trafic de matières premières. »³⁵⁹ Le terme de criminalité transnationale paraît inadéquat pour le Caucase du nord puisqu'il s'agit d'un territoire de la Fédération de Russie, même si certains qualifie cette région « d'étranger intérieur » en stipulant que la

³⁵⁶ BADIE, Bertrand (dir.), WITHOL DE WENDEN, Catherine (dir.), *Le défi migratoire*, op.cit., p.28.

³⁵⁷ BORONINE, Oleg, Valerievitch (dir.), *Rossija-Central'naja Azija : problemy migracij i bezopasnosti* (Russie-Asie centrale : problèmes de migrations et de sécurité), Séminaire « Sécurité dans les « zones de contacts ». Russie asiatique et Asie centrale : expérience et pratique de régulation des tensions ethnopolitiques » 26-27/02/2002, Barnaul, 2002, p.224.

³⁵⁸ BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance*, op.cit., p.56.

³⁵⁹ MALIKOV, Sergueï, « Le crime transnational organisé en Fédération de Russie. », intervention au colloque franco-russe "la criminalité organisée dans la Grande Europe" à l'école militaire de Paris, 16/10/2012.

www.inhesj.fr/sites/default/files/files/Malikov%20discours%20fr.pdf.

souveraineté de l'Etat russe ne s'y exerce plus³⁶⁰. Les autorités russes voient dans les migrations un vecteur de propagation de l'islamisme dans le Caucase, dans la région Volga-Oural, voire même en Sibérie, par des migrants d'Asie centrale et du Caucase en majorité musulmans.³⁶¹ Cependant, les migrations slaves d'Ukraine ou du Belarus sont moins associées à la criminalité. Le lien migration/sécurité a un caractère très relatif. Il dépend du discours politique, lui-même tributaire de l'actualité nationale et internationale.

Les réalistes accordent une grande importance au lien population/sécurité. Ainsi, ils peuvent considérer que la démographie « ça sert d'abord à faire la guerre »³⁶². Pour Raymond Aron, « les relations interétatiques s'expriment dans et par des conduites spécifiques, celles de personnages que j'appellerai symboliques, le diplomate et le soldat [...] ils symbolisent les relations internationales qui, en tant qu'interétatiques, se ramènent à la diplomatie et à la guerre »³⁶³. Dans ce raisonnement, le facteur démographique reste une variable dont dépend la bonne préparation à une guerre. Les réalistes estiment que « sans une population importante, il est impossible d'établir et de maintenir une infrastructure industrielle pour une conduite victorieuse de la guerre moderne, pour mettre sur le champ de bataille un nombre important d'unités combattantes pour combattre sur terre, sur mer et dans les airs »³⁶⁴. La démographie ne se résume alors qu'au nombre et le conflit est envisagé comme un affrontement symétrique entre deux puissances. Les conflits asymétriques ne rentrent pourtant pas dans cette logique.

La démographie constitue un enjeu de sécurité puisque les Etats doivent gérer un phénomène démographique dont ils n'ont pas l'entière maîtrise : les migrations. Certains perçoivent l'Asie centrale et le Caucase des sources potentielles de menaces pour la sécurité du territoire russe. La ressource démographique doit aussi permettre de se préparer à un conflit de forte intensité. Le déclin démographique exposerait alors la Russie à la merci d'autres puissances plus peuplées.

³⁶⁰ HALBACH, Uwe, « Russia's internal abroad », in *SWP Research Paper*, Berlin, 11/2010, 34p.

³⁶¹ LE TORRIVELLE, Xavier, « La Sibérie, prochaine cible des islamistes », in *Le Monde*, 30/10/2012.

³⁶² Dans son ouvrage *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Yves Lacoste estimait que la géographie avait pour réel but de servir les états-majors et que les autres aspects de la géographie étaient superflus.

LACOSTE, Yves, *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Maspero, 1976, 187p.

³⁶³ ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, op.cit., p.6.

³⁶⁴ MORGENTHAU, Hans,J., *Politics among Nations*, op.cit., p.137.

c) L'Extrême-Orient russe et la puissance démographique chinoise

La Chine est un géant démographique dont l'émergence politique et économique en font la grande puissance de demain. Elle se trouve dans le voisinage immédiat de la Russie, grande puissance d'hier confrontée à un déclin démographique. Cette différence se voit en particulier dans le territoire limitrophe : l'Extrême-Orient russe. Dans quelle mesure ce différentiel démographique se vérifie-t-il au niveau de la frontière sino-russe ? Comment se manifeste la supériorité démographique de la Chine en Extrême-Orient russe ? Cet écart fait-il de la Chine une menace pour la sécurité de la Russie dans son ensemble ? La frontière entre la Russie et la Chine marque une séparation entre deux comportements démographiques. Face à un tel déséquilibre, la Russie semble condamnée à « l'impuissance démographique ». Les autorités russes s'en inquiètent sur le plan stratégique.

Il existe une différence de peuplement marquée de part et d'autre de la frontière sino-russe. 4,2 millions de personnes vivent dans les entités administratives russes limitrophes de la Chine, tandis que les trois provinces chinoises frontalières de la Russie comptent 89,3 millions d'habitants, soit un écart de 1 à 20³⁶⁵. Ce déséquilibre est ancien mais les évolutions démographiques respectives le renforcent. D'un côté, la population des trois provinces chinoises augmente de 11% entre 1989 et 2010, de l'autre celle des régions limitrophes russes, déjà faible, baisse de 1%³⁶⁶. Toutefois, il convient de relativiser l'argument du déséquilibre démographique en regardant localement les densités de population à la frontière. « Dans la région des villes de Xisi, Michan et Khulin la densité de population varie entre 50 et 100 hab/km², de Dunin et Sujfenxe de 30 à 50, Chuanjachan de 10 à 20. Rappelons que la densité moyenne de population du kraï de Primorié est de 13,5 hab/km² [...] Dans la région d'Ooussourisk la densité de population est même supérieure à celle du côté chinois : elle varie de 50 à 150 hab/km² »³⁶⁷. Dans une logique de vases communicants, cet écart devrait créer un « appel d'air », c'est-à-dire une migration massive de Chinois vers l'Extrême-Orient russe. La présence de migrants chinois a déjà existé avant l'époque soviétique. En 1916, la population chinoise représentait 40,2% de la population de Vladivostok³⁶⁸. Le caractère hermétique de la frontière sino-soviétique, qui se renforce après le conflit entre l'URSS et la Chine en 1969, mettait un frein à

³⁶⁵ Pour les données sur la Russie, les données concernent l'année 2012 et sont disponibles sur www.gks.ru et pour la Chine elles proviennent de http://www.stats.gov.cn/english/newsandcomingevents/t20110429_402722516.htm et concernent l'année 2010.

³⁶⁶ Données pour établir ce calcul <http://www.citypopulation.de/China-NeiMonggol.html> et COLIN, Sébastien, *Délimitations et ouvertures des frontières chinoises. L'exemple des frontières sino-coréennes et sino-russes*, Thèse de géopolitique sous la direction de Jean-Luc Racine, Paris 8, 2006, p.304.

³⁶⁷ DOUDTCHENKO, Herman, « Kitaï i Dal'niï Vostok Rossii : k voprosou o demograficheskom disbalanse » (La Chine et l'Extrême-Orient russe : la question du déséquilibre démographique), in *Demoscope.ru*, n°165-166, 16-29/08/2004.

³⁶⁸ LARINE, Alexandre, G., *Kitajskie migranty v Rossii*, Moscou, Vostochnaja kniga, 2009, p.27.

cette immigration chinoise qui reprend à partir des années 1980 quand l'URSS ouvre progressivement sa frontière. En 1993, 751 000 Chinois s'étaient rendus en Russie.³⁶⁹ La migration chinoise vers la Russie post-soviétique reste difficile à appréhender en raison de son caractère pendulaire et en partie illégal. Il existe tout de même un consensus chez les chercheurs autour du chiffre de 400-500 000 migrants présents en Russie. En outre, le passage t de la frontière sino-russe ne signifie pas forcément que l'Extrême-Orient russe est la destination finale. En 2008, 28% des Chinois enregistrés en Russie vivaient à Moscou, 8,4% dans la région de l'Amour et 5,7% dans le Primorié, c'est-à-dire deux régions frontalières³⁷⁰. Malgré un écart démographique accru, la colonisation par une migration massive chinoise en direction de l'Extrême-Orient russe n'a pas eu lieu après 1991. La Chine semble toutefois profiter de sa supériorité démographique.

La Chine bénéficie des effets négatifs du déclin démographique russe sur l'économie de l'Extrême-Orient russe, en particulier de la carence de main-d'œuvre. Les travailleurs immigrés chinois ont occupé des postes libres dans l'agriculture, le bâtiment, les marchés, les petits commerces. Le facteur démographique renforce ainsi une subordination économique de l'Extrême-Orient russe vis-à-vis de la Chine. Le manque de main-d'œuvre oblige les Russes à restreindre l'exploitation de leur territoire. Quant aux Chinois, ils ont le potentiel démographique pour produire de biens de consommation gourmande en main-d'œuvre chez eux et exploiter le potentiel agricole et sylvicole de l'Extrême-Orient russe. « Les rapports économiques sino-russes présentent à bien des égards, la structure d'une relation de dépendance entre un *pays en développement*, la Russie, capable surtout d'exporter ses matières premières, et un *pays développé*, la Chine, inondant le marché russe de ses produits manufacturés »³⁷¹. De plus, les entreprises chinoises ont mis en place des mécanismes complexes leur donnant un accès direct au marché russe en Extrême-Orient tout en imposant aux entreprises russes de passer par des intermédiaires chinois pour exporter vers la Chine.³⁷² La Russie subit donc la puissance démographique chinoise dans ses régions orientales et semble alors condamnée à une « impuissance démographique ». Elle ne peut pas se passer de la main-d'œuvre chinoise pour développer ce territoire, et n'a pas de capacités démographiques suffisantes pour se défaire de ce lien de dépendance économique. Au-delà de la dimension économique, cet avantage démographique a aussi un aspect stratégique pour la Russie.

³⁶⁹ Ibid., p.147.

³⁷⁰ KRASINETS, Evgueni, Semenovitch, *Kitaisakia migratsiia v sovremennoi Rossii* (La migration chinoise dans la Russie contemporaine), Moscou, MAKS press, 2010, p.33

³⁷¹ CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, op.cit., p.75.

³⁷² ZAGREBOV, Evgueni, « The emergence of a transnational market between North-East China and Russian Far-East as a consequence of Chinese migration to Russia ». Intervention lors du colloque *MIGRATIONS, MOBILITY AND*

Ce déséquilibre démographique met la Russie en position de faiblesse face à la puissance montante chinoise et crée un inconfort stratégique chez les autorités russes. Ainsi, Hans Morgenthau écrit : « un pays inférieur en taille de population à un rival verra avec inquiétude un taux de croissance déclinant si la population de son rival tend à évoluer plus rapidement »³⁷³. De plus, le soupçon pèse sur la Chine de vouloir corriger les traités dits inégaux signés au XIX^{ème} siècle et de récupérer un certain nombre de territoires qui étaient jusqu'en 1858-1860, dont l'Extrême-Orient russe.³⁷⁴ La supériorité démographique de la Chine sur l'Extrême-Orient russe lui offre en théorie la possibilité de conquérir ces territoires puisque la Russie ne dispose pas d'assez d'hommes pour les défendre. Les autorités peuvent donc voir dans cet écart démographique une menace stratégique majeure réveillant le souvenir des invasions mongoles qui ont « largement déterminé la perception russe de la menace » en provenance de l'est³⁷⁵. Un « complexe mongol » semble alors se créer³⁷⁶. Pourtant, dans la logique réaliste, la relation sino-russe paraît paradoxale. D'un côté, la Chine devrait être perçue comme un ennemi potentiel. D'un autre côté, la Russie vend des armes à la Chine et a un partenariat très approfondi avec Pékin³⁷⁷. Evgueni Bazhanov propose des arguments pour surmonter cette contradiction tout en restant dans une lecture réaliste des relations internationales. Si la Russie arrête les exportations d'armes vers la Chine, l'Occident serait susceptible de prendre sa place, à condition de lever l'embargo sur la vente d'armes à la Chine. En outre, Pékin penserait que Moscou s'est rapprochée de Washington. Il ajoute qu'avec les exportations d'armement, la Chine devient technologiquement et psychologiquement dépendante de la Russie et Moscou créerait ainsi un équilibre dans le rapport de force, sans oublier que la Chine devra dans un futur proche affronter beaucoup de problèmes socio-économiques internes qui peuvent l'affaiblir³⁷⁸. En restant dans une approche réaliste, ce « complexe mongol » n'est pas assez fort pour faire de la Chine le principal ennemi de la Russie en raison d'une autre considération stratégique plus forte. Le traumatisme des guerres contre les troupes de Napoléon et les deux conflits mondiaux, surtout le second, nourrissent le « complexe du 22 juin », c'est-à-dire une attaque massive par l'ouest³⁷⁹. Ainsi, la doctrine de défense de février 2010 fait encore de l'OTAN la menace majeure pour la Russie³⁸⁰.

GLOBALIZATION, INALCO, 25-26 novembre 2010.

³⁷³ MORGENTHAU, Hans, J., *Politics among Nations*, New-York, MacGraw Hill Higher Education, 2006, p.138.

³⁷⁴ COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, op.cit., p.27.

³⁷⁵ ROMER, Jean-Christophe, « La pensée stratégique russe au XX^{ème} siècle », in *Hautes Etudes Stratégiques*, 1997, p.2. http://www.stratisc.org/pub_ROMER_STRU_tdm.html

³⁷⁶ LO, Bobo, *Axis of convenience*, Londres, Royal Institute of international affairs, 2008, p.18.

³⁷⁷ GARNETT, W. Sherman, *Rapprochement or rivalry? Russia-China relation in a changing Asia*, Washington, Carnegie Endowment for international Peace, 2000, p.41.

³⁷⁸ RANGSIMAPORN, Paradorn, *Russia as aspiring great power in East Asia*, Oxford, Palgrave Macmillan, 2009, p.94.

³⁷⁹ Le 22 juin 1941, Hitler lance l'opération Barbarossa contre l'URSS et l'effet de surprise permet aux troupes nazies de

Dans une approche réaliste des relations internationales, la puissance russe semble affectée par la situation démographique du pays, au point de parler d'impuissance démographique. Le déséquilibre démographique avec la Chine se renforce et donne déjà la possibilité à Pékin de d'avoir un ascendant économique sur l'Extrême-Orient russe. Le facteur démographique nourrit un complexe stratégique vis-à-vis de la Chine mais la menace en provenance d'Occident serait supérieure.

En s'appuyant sur la lecture réaliste du lien puissance/démographie présentée précédemment, le déclin démographique affaiblit la puissance russe. Cette approche met en avant la dimension quantitative de la démographie. La Russie perdrait alors de sa puissance car sa démographie l'exposerait à davantage de menaces.

Dans l'approche réaliste, la Russie perd sa capacité à « imposer sa volonté » sur la scène internationale en raison de sa situation démographique. Tout d'abord, elle subit un affaiblissement numérique de son armée qui limiterait sa force de projection et sa capacité à défendre son intégrité territoriale. La perte de puissance se manifesterait également par une plus grande dépendance vis-à-vis des migrations, ce qui réduirait la puissance défensive de la Russie, notamment contre la criminalité transnationale. La relation sino-russe représente ainsi le paroxysme de l'impact négatif du déclin démographique en termes de puissance. Le différentiel avec la Chine condamnerait l'Extrême-Orient russe à une « impuissance démographique ».

L'analyse réaliste du lien démographie/puissance privilégie l'aspect quantitatif des évolutions démographiques d'un Etat. La population se résume ainsi à un nombre de soldats mobilisables, ou à de la main-d'œuvre disponible. En mettant en avant la dimension quantitative de la démographie, la migration répond à une logique de vases communicants venant rompre un jeu à somme nulle entre les Etats. Pourtant, l'augmentation du déséquilibre démographique entre la Russie et la Chine n'a pas entraîné une colonisation de l'Extrême-Orient russe par les migrants chinois, même si elle a favorisé un ascendant économique sur la région.

Les réalistes voient dans le déclin démographique une perte de puissance car il crée des défis pour la sécurité du pays. Ainsi, la situation de dépendance économique vis-à-vis des migrants crée une dépendance stratégique vis-à-vis des pays d'émigration qui limiterait la capacité de la Russie à

réaliser une progression importante en territoire soviétique.

MILLER, Steven E., TRENIN, Dmitri, *The Russian Military*, Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, 2004, p.223.

³⁸⁰ Oukaz prezidenta Rossiïskoï Federatsii ot 5 fevralia 2010g. N 146 « O voennoï doktrine Rossiïskoï Federatsii » (Le décret du président de la Fédération de Russie du 5 février 2010 N 146 "A propos de la doctrine de défense de la Fédération de Russie").

www.rg.ru/2010/02/10/doktrina-dok.html

« imposer sa volonté » sur ceux-ci. Sur le plan de la sécurité, les menaces se renforceraient au sud de la Russie car les migrants d'Asie centrale et du Caucase apporteraient les problèmes sécuritaires de leur pays d'origine. Les migrations en provenance de Chine justifieraient un « complexe mongol », c'est-à-dire l'idée d'une menace stratégique chinoise.

Le lien démographie/puissance mis en avant par les réalistes justifierait l'idée que le déclin démographique à un déclin du pays sur la scène internationale. Cependant, un Etat peut peser sur les enjeux internationaux autrement que par les attributs classiques de la puissance, notamment par le biais de l'influence dont la démographie peut être un vecteur important.

2- Démographie et influence

Les auteurs de la discipline des relations internationales recourent parfois à un autre facteur que la puissance pour comprendre le fonctionnement du monde actuel : l'influence. Il ne s'agit plus d'imposer sa volonté à autrui par des moyens coercitifs, mais d'amener l'autre à adopter une position sans exercer de contrainte. La situation démographique d'un Etat ne serait alors pas un instrument de pression, mais permettrait de convaincre ou dissuader des partenaires. Quel courant de pensée de la discipline des relations internationales apporte le plus d'éléments de réflexion sur la place du critère démographique dans l'influence d'un Etat ? Comment exercer une influence par le biais des caractéristiques démographiques ? Dans quelle mesure ce phénomène dépasse-t-il les relations interétatiques ? Comment les évolutions démographiques de la Russie post-soviétique ont-elles modifié le potentiel d'influence de Moscou sur la scène internationale ? Nous verrons dans un premier temps que l'approche libérale accorde une grande importance à ce concept d'influence, mais aussi à l'idée d'interdépendance entre les Etats. Ensuite, il s'agit de comprendre la dimension démographique de cette influence et de l'interdépendance. Enfin, il semble possible de formuler l'hypothèse que la situation démographique russe renforce autant qu'elle affaiblit les capacités d'influence du pays sur la scène internationale.

a) L'approche libérale

La pensée libérale des relations internationales, dont Joseph Nye, Robert Keohane et James Rosenau, représentent les auteurs majeurs, repose sur des idées-clés : le « soft power », le monde transnational et multicentré, et l'interdépendance. La démographie semble participer à la réalité de ces notions structurant la scène internationale. Quelle est la part des phénomènes démographiques dans le « soft power » d'un Etat ? Dans quelle mesure les phénomènes démographiques s'inscrivent-ils dans

une lecture transnationale des relations internationales ? En quoi l'interdépendance peut-elle avoir un caractère démographique ? Nous nous intéresserons en premier lieu à l'interrelation entre les réalités démographiques et pouvoir de séduction et d'influence d'un Etat. Ensuite, l'approche libérale présente une lecture des phénomènes démographiques qui dépasse la lecture stato-centrée. Enfin, les libéraux semblent insister sur l'idée que les Etats seraient démographiquement interdépendants.

Le *soft power*, la puissance douce, se définit comme « la capacité à obtenir ce que vous voulez à travers l'attraction plutôt que la coercition ou l'argent »³⁸¹. Pour Joseph Nye, le *soft power* a trois ressources : la culture, les valeurs et la politique étrangère.³⁸² Le *soft power* se distingue de la propagande. Il s'agit de promouvoir des idées, des valeurs et de soigner l'image d'un Etat, mais le « *soft power* n'appartient pas au gouvernement »³⁸³. Ainsi, l'Etat peut impulser le *soft power* mais n'en définit pas le contenu, tandis que pour la propagande l'Etat intervient à chaque étape du processus. Le *soft power* s'oppose également au *hard power*, politique où l'Etat utilise les pressions militaires et économiques dans une logique réaliste de puissance. Un concept a cherché à opérer une synthèse entre *hard* et *soft power* : le *smart power*. Cette notion inventée par Suzanne Nossel en 2004 repose sur l'idée que les moyens de coercition doivent permettre de promouvoir des valeurs³⁸⁴.

Quel est la place de la démographie dans le *soft power* ? Les indicateurs démographiques participent au *soft power* d'un pays puisqu'ils ont des effets sur l'image renvoyée par un Etat. Ils aident à évaluer le niveau d'approbation de l'Etat par la société. Par exemple, les migrations deviennent « un véritable baromètre de l'état de la société » et s'apparentent à un « vote avec les pieds »³⁸⁵. L'émigration peut être interprétée comme un signe de détérioration des conditions de vie au sein d'un Etat contraignant la population à partir. La situation démographique montre l'état de santé d'une nation. Un pays jeune sera considéré comme dynamique, alors qu'une forte mortalité véhiculer une image négative. L'attractivité migratoire peut s'interpréter comme le résultat du *soft power*. Si un Etat a une bonne image, des populations voudront venir s'y installer pensant y trouver des perspectives. Cette attractivité correspond au « pull factor » de la migration³⁸⁶. L'immigration étudiante joue un rôle significatif dans le *soft power* d'un Etat. Les étudiants partant à l'étranger choisissent leur pays d'étude en fonction du prestige universitaire, ce qui est le résultat du *soft power*. De retour chez eux, ces populations qualifiées peuvent intégrer les élites de leur pays mais gardent une

³⁸¹ NYE, Joseph S., *Soft power: the means to success in world politics*, op.cit., p.x.

³⁸² Ibid., p.11.

³⁸³ Ibid. p.14.

³⁸⁴ NOSSEL, Suzanne, « Smart power », in *Foreign Affairs*, vol. 83, n°2, mars/avril 2004, pp.131-142.

³⁸⁵ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.12.

³⁸⁶ WITHOL DE WENDEN, Catherine, *Faut-il ouvrir les frontières?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p.22.

certaine reconnaissance envers le pays qui les a formés, contribuant ainsi à entretenir le *soft power* du pays où ils ont effectué une partie de leurs études.

En plus du *soft power*, les libéraux mettent en avant l'idée d'une multiplicité des acteurs sur la scène internationale. L'approche libérale ne renie pas le rôle de l'Etat, mais considère qu'il existe aussi un monde multicensré et transnational. Il s'agit d'un « monde dans lequel les actions et les réactions viennent d'une multiplicité d'acteurs » autres que les Etats, comme des ONG, des entreprises multinationales, etc.³⁸⁷ Deux mondes coexistent. Les Etats doivent alors composer avec la présence de réseaux transnationaux et réciproquement. Ils peuvent utiliser les acteurs transnationaux pour défendre leurs intérêts face à des acteurs étatiques ou non. Les sociétés civiles ont alors une place singulière, elles se retrouvent entre « les deux mondes ». La place de la démographie dans les relations internationales en devient plus ambiguë³⁸⁸. Dans le monde multicensré, l'individu devient acteur et peut agir directement sur la scène internationale parfois contre son Etat d'appartenance. La migration deviendrait ainsi la traduction démographique de l'existence d'un monde multicensré. Le migrant pose un défi auquel les Etats ne parviennent pas à répondre, car il représente une « foule sans leader » et le « transnationalisme par destination »³⁸⁹ ³⁹⁰. La migration ne repose pas sur une organisation hiérarchisée et il est parfois difficile de comprendre ce qui amène une personne à choisir une destination et pas un autre lieu avec laquelle elle aurait en théorie des liens plus forts. Malgré leur caractère incontrôlable et incohérent en apparence, les migrations « n'en constituent pas moins des forces qui remodelent la politique mondiale par leur circulation : flux économiques et commerciaux, ... au mépris des frontières et des douanes »³⁹¹. Un flux migratoire s'inscrit souvent dans la durée restant assez peu influencé par les conjonctures politiques et économiques. Ce point sera approfondi ultérieurement.

L'existence du monde multi-centré rend chimérique l'idée d'états protégés des influences extérieures. Au contraire, elle symbolise l'interdépendance des acteurs de la scène internationale. Ainsi, l'Etat perd sa « capacité de contrôle de l'environnement tant sur le plan interne qu'international »³⁹². « L'interdépendance complexe », idée développée par Robert Keohane et Joseph Nye, se manifeste par : une multiplicité de moyens d'action au sein d'une société, entre des

³⁸⁷ ROSENAU, James.N., *Turbulence in world politics*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p.97.

³⁸⁸ Ibid., p.100.

³⁸⁹ Op.cit., p.119.

³⁹⁰ BLOM, Amélie, CHARILLON, Frédéric, *Théories et concepts des relations internationales*, op.cit., p.123.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² KEOHANE, Robert O., NYE, Joseph, S., *Transnational Relation and World Politics*, Massachusetts, Harvard University Press, 1972, p.150.

gouvernements, entre des sociétés ; une hiérarchie changeante des priorités, des agendas de politiques étrangères et des moyens d'action d'un Etat ; et enfin un recul de l'usage de la force militaire et de la coercition dans le règlement des questions internationales³⁹³. Les diasporas correspondent à la dimension démographique de cette interdépendance complexe. Elles ont un rôle politique qui dépend du rapport de force politique au sein du triptyque théorisé par Rogers Brubaker : Etat d'origine/Etat hôte/communauté³⁹⁴. La nature de cette relation triangulaire transforme ces populations en vecteur d'influence tous azimuts. En fonction des situations, un des membres de ce trio prend le dessus. L'Etat d'origine peut se servir de sa diaspora pour influencer l'Etat d'origine, mais à l'inverse l'Etat hôte a la possibilité d'infléchir la politique de l'Etat d'origine par le biais de la diaspora présente sur son territoire. La diaspora, acteur du monde multi-centré, peut aussi agir de façon autonome sur la scène internationale lorsqu'elle est suffisamment structurée pour influencer la décision de l'Etat hôte et celle du pays d'origine. Les migrations et les diasporas qui en découlent constituent donc une manifestation particulière de l'interdépendance complexe. La possibilité pour un Etat de faire un usage politique des diasporas dépend de ses caractéristiques démographiques internes. Ainsi, les caractéristiques ethniques, confessionnelles ou linguistiques peuvent créer des liens d'interdépendance d'une population, ou d'une partie de celle-ci, avec un autre Etat au nom d'un sentiment d'appartenance autre que le sentiment national.

L'approche libérale des relations internationales démontre que la situation démographique d'un Etat devient source et résultat de son *soft power*. Le migrant représente un acteur non-étatique et transnational qui peut perturber les Etats et remet en cause leur monopole dans la gestion des relations internationales. Les diasporas, les migrations, la pluralité des appartenances identitaires au sein d'un Etat participent à l'interdépendance de la scène internationale.

b) La démographie, une influence à plusieurs échelles

La multiplicité des acteurs de la scène internationale remet en cause la suprématie de l'ordre westphalien. Les initiatives supra-étatiques et infra-étatiques peuvent désormais contrecarrer celles des Etats³⁹⁵. En quoi le facteur démographique participe-t-il à un renforcement des phénomènes locaux sur la scène internationale ? Quelle organisation de l'Etat permet d'apporter des réponses aux défis de la démographie ? Dans quelle mesure le multilatéralisme favorise-t-il l'intégration de l'ensemble des

³⁹³ KEOHANE, Robert O., NYE, Joseph S., *Power and Interdependence: world politics in transition*, op.cit., 334p.

³⁹⁴ KING, Charles, MELVIN, Neil.J., (dir.), *Nations Abroad*, Boulder, Westview Press, 1998, p.219.

³⁹⁵ Le traité de Westphalien met fin à la Guerre de Trente ans en 1648 et organise le « concert des nation » en Europe, donnant ainsi aux acteurs étatiques le monopole pour régler les questions de la scène internationale.

échelles géographiques des phénomènes démographiques ? Dans un premier temps, nous nous intéresserons à l'importance du lien démographie et relations internationales dans les régions transfrontalières. Ensuite, il convient d'analyser la réaction des Etats dans leur politique étrangère face à cette donnée démographique. Enfin, il semble possible de voir dans les organisations régionales une réponse aux enjeux internationaux de la démographie.

Le renforcement des logiques locales dans le monde d'aujourd'hui favoriserait l'émergence d'Etats-régions au détriment des Etats-nations. Kenichi Ohmae, inventeur du concept d'Etat-région, le définit comme « une zone géographique (souvent à cheval sur une frontière) organisée autour d'un centre économique régional et comptant une population de dix à vingt millions d'habitants »³⁹⁶. Il s'agit de mettre en avant des complémentarités économiques locales ne coïncidant pas forcément avec des entités étatiques. Ce concept a une dimension démographique puisque l'Etat-région doit compter entre 10 et 20 millions de personnes. Au-delà de ce critère quantitatif, l'Etat-région permet d'insérer dans un ensemble cohérent des complémentarités démographiques. Une population hétérogène au niveau national devient ainsi homogène au sein des Etats-régions. La théorie Kenichi Ohmae, qui est économiste, s'applique aussi aux relations internationales. Il évoque la « fin de l'Etat-nation »³⁹⁷. Pour lui, l'Etat s'apparente désormais à « un zèbre » alternant les zones intégrées à l'économie mondiale et celles en périphérie. En appliquant à la démographie d'un pays, l'Etat deviendrait un « zèbre » avec des zones dynamiques et des régions en déclin. Ainsi, au niveau de l'Etat-Nation, le « patchwork démographique » russe donne l'impression d'un pays à la population éclatée. Il s'agirait alors d'une juxtaposition d'Etats-régions avec leur propre logique démographique. La polarisation de la population correspond alors à un processus d'homogénéisation des différents Etats-régions présents sur le territoire russe. Kenichi Ohmae évoque le cas de l'Extrême-Orient et note une complémentarité entre la Chine, la Corée du Nord et la Russie, ou bien entre les villes russes de Nakhodka, Khabarovsk, Vladivostok et la ville japonaise de Niigata ; il parle également du lien entre Sakhaline et Hokkaido³⁹⁸. Les migrations entre la Russie et la Chine démontraient un début de constitution d'Etat-région de part et d'autre de la frontière sino-russe, par contre les flux migratoires restent minimes entre la Russie et le Japon. En outre, cet Etat-région d'Extrême-Orient aurait une population en deçà de dix millions d'habitants. Les logiques démographiques et migratoires paraissent plus cohérentes qu'à l'intérieur des Etats-Nations, ce qui montre le renforcement de leur caractère local et transnational.

³⁹⁶ CHAGNOLLAUD, Jean-Paul, *Relations internationales contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 1999, p207.

³⁹⁷ OHMAE, Kenichi, *The end of the Nation State*, Londres, HarpersCollinsPublishers, 1995, 214p.

³⁹⁸ Ibid., p.84

Les théories annonçant la fin de l'Etat-nation, comme de l'Etat-région, ont rencontré un grand succès dans les années 1990, mais l'Etat-nation demeure le seul élément pesant sur le fonctionnement de la scène internationale. En effet, l'Etat reste juridiquement la colonne vertébrale du système international. Toute question relative aux flux transnationaux relève du droit national ou international, c'est-à-dire des Etats. « Une gestion planétaire de la démographie » pour répondre aux défis transnationaux et internationaux dépend du bon vouloir des Etats³⁹⁹. L'Organisation Internationale pour les Migrations, le Haut-Commissariat aux Réfugiés, l'UNFPA (le Fonds des Nations unies pour la population), ou bien l'Organisation Mondiale de la Santé remplissent ces missions, mais ils ne peuvent agir que sur injonction des pays signataires. Le système international ne repose pas uniquement sur des Etats, mais également sur des nations, comme le prouve le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un groupe subétatique a la possibilité de s'émanciper d'une entité étatique tout en respectant la légalité internationale. Ainsi, l'Etat-nation a une double base : le territoire en l'occurrence l'Etat, et une base ethnique et/ou identitaire, la nation. Cette situation pose problème dans les pays où ces deux éléments ne coïncident pas, par exemple la Russie. « La disparition de l'URSS en décembre 1991 a signifié la fin d'un empire vieux de plusieurs siècles »⁴⁰⁰. Après l'empire, le pays ne parvient pas à choisir entre l'Etat-nation et l'Etat multiethnique. L'idée d'une Russie comme pays des Russes ethniques peut dans une certaine mesure se justifier démographiquement. En effet, le pays compte près de 80% de Russes ethniques, ce qui est supérieur à la situation existante sous l'URSS et l'empire russe⁴⁰¹. Cependant, « les nationalistes buttent sur la question des relations avec les autres peuples, qu'ils soient incorporés ou non à la Fédération russe »⁴⁰². En effet, la construction d'un Etat-Nation russe ne peut se faire sans tenir compte des 20% de la population ethniquement non-russe. L'Etat multiethnique devient alors la seule alternative. La constitution russe de 1993 commence par ces mots : « Nous, peuple multinational de la Fédération de Russie »⁴⁰³. Le terme multinational a ici le sens de multiethnique. En plus, la Russie a choisi d'être une fédération, c'est-à-dire une structure tenant davantage compte du caractère pluriel de la population, même si cette structure fédérale dissimule une pratique centralisée du pouvoir. Ce choix de politique interne entre Etat-Nation et Etat multiethnique a un impact sur les capacités d'influence internationale car il détermine le message de politique étrangère. En effet, l'image de la Russie n'est pas la même si elle se présente comme l'Etat des Russes ethniques ou si elle met en avant une identité plutôt basée sur l'appartenance à un territoire.

³⁹⁹ ROCHE, Jean-Jacques, *Relations internationales*, op.cit., p.257.

⁴⁰⁰ TINGUY, Anne de, « Syndrome et volonté de puissance », in *Projet*, 2/2009, n° 309, p. 10.

⁴⁰¹ En 1897, les Russes ethniques représentaient 44% de la population de l'empire, 53% de la population de l'URSS lors du recensement de 1970, tandis qu'en 2010 ils composent 80,90% de la population de la Fédération de Russie (source : demoscope.ru)

⁴⁰² TEURTRIE, David, *Géopolitique de la Russie*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.28.

⁴⁰³ <http://www.constitution.ru/>

L'Etat-Nation reste donc la seule structure adéquate pour apporter des réponses juridiques aux défis démographiques. Cependant, l'Etat-région intègre mieux les phénomènes démographiques en particulier ceux de nature transnationale. L'échelle supraétatique et le multilatéralisme deviennent alors une réponse pragmatique pour sortir de cette impasse. « Le terme « multilatéralisme » est lié de préférence à l'action collective, et à l'institutionnalisation de celle-ci, dans la résolution de problèmes [...] par un processus de rencontres, de négociations, d'élaboration de traités, et d'autres formes d'interactions non violentes »⁴⁰⁴. Il s'agit aussi d'une réponse institutionnelle des Etats à l'interdépendance. Dans ce contexte, le terme de région correspond alors à « un nombre limité d'Etats liés par une relation géographique et par un degré d'interdépendance mutuelle »⁴⁰⁵. Les acteurs étatiques disposent ainsi d'un instrument pour légiférer sur les migrations à toutes les échelles : locale, nationale, transnationale, régionale. Le multilatéralisme correspond plutôt à une contrainte pour les Etats. « Le cavalier solitaire apprend ainsi à ses dépens qu'il est de plus en plus contraint par une logique collective, le plus grave échec essuyé par la puissance tient à son impossible individualisation, aux coûts sans cesse réévalués de l'entreprise unilatérale, aux risques qui en dérivent »⁴⁰⁶. Le multilatéralisme permet donc de créer une logique gigogne articulant les échelles supranationale, nationale, transnationale et locale. La Russie n'arrive pas à créer une telle articulation. En principe, elle approuve le multilatéralisme puisqu'elle appartient à différentes organisations multilatérales mais il s'agit d'un multilatéralisme « démonstratif et symbolique »⁴⁰⁷. Elle cherche à avoir sa place une « diplomatie de club », qui donne « l'illusion d'un directoire du monde », d'où l'importance que la Russie accorde à son appartenance au Conseil de Sécurité de l'ONU qui lui confère un prestige sur la scène internationale.⁴⁰⁸ Elle apprécie le multilatéralisme lorsqu'elle codirige une organisation régionale avec un pays estimé à sa mesure, c'est-à-dire un « multilatéralisme de grandes puissances ».⁴⁰⁹ Par exemple, l'Organisation de Coopération de Shanghai⁴¹⁰ se résume à « une coopération bilatérale dans un format multilatéral » entre Chine et Russie. Les organisations régionales incluant la Russie et d'autres anciennes républiques de l'URSS, comme la CEI, s'inscrivent dans une logique de « multilatéralisme hégémonique » de Moscou.⁴¹¹ La Russie se dote ainsi de structures multilatérales sans pour autant en respecter l'esprit, ce qui crée des contradictions et limite l'efficacité de ces institutions, notamment pour la gestion collective des questions migratoires. Par exemple, « la

⁴⁰⁴ KNIGHT, Andy W., *A Changing United Nations – Multilateral Evolution and the Quest for Global Governance*, Londres, Palgrave, 2000, p.38.

⁴⁰⁵ NYE, Joseph, *International regionalism*, Boston, Little & Brown, 1968, p.vii.

⁴⁰⁶ BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance*, op.cit., p.189.

⁴⁰⁷ ROWE, WILSON, Elana, TORJESEN, Stina, *The multilateral dimension in Russian foreign policy*, Londres, New-York, Routledge, 2009, p.117.

⁴⁰⁸ BADIE, Bertrand, *La diplomatie de connivence*, Paris, La Découverte, 2011, p.16.

⁴⁰⁹ ROWE, WILSON, Elana, TORJESEN, Stina, *The multilateral dimension in Russian foreign policy*, op.cit. p.2.

⁴¹⁰ Cette organisation rassemble la Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Russie, le Belarus et le Kazakhstan ont signé des accords migratoires au 1er janvier [2012] » de libre circulation des migrants mais cette approche est « en contradiction avec la conception de la politique migratoire qui veut une sélection des migrants pour la Russie ». ⁴¹² Le succès du multilatéralisme face aux enjeux démographiques nécessite donc d'en observer la forme, mais également d'en respecter l'état d'esprit.

Le caractère transnational des phénomènes démographiques et migratoires montre que l'Etat-nation ne constitue pas toujours un cadre d'action optimal, mais que l'Etat-région ne dispose pas d'instruments juridiques face à ces questions, d'où la nécessité de créer des organisations régionales, symbole de l'interdépendance entre les Etats. La démographie peut devenir un moyen d'influence de tous les acteurs et à toutes les échelles. Quels sont alors les vecteurs de l'influence russe sur la scène internationale ?

c) Les vecteurs démographiques de l'influence russe

La Russie dispose de plusieurs leviers d'influence. Elle peut se reposer sur certains éléments de sa situation démographique pour son *soft power*. En quoi la configuration démographique de la Russie participe-t-elle à la construction d'un *soft power* russe ? Sur quelles populations les vecteurs démographiques de l'influence russe opèrent-ils ? Existe-t-il une « diaspora russe » sur laquelle s'appuyer pour exercer une influence sur certains Etats ? Il s'agit dans un premier de comprendre pourquoi la Russie intègre assez mal le *soft power* et la démographie comme instruments de politique étrangère. En s'appuyant sur les critères démographiques, nous allons montrer que le *soft power* russe s'exerce plutôt à l'échelle des régions. Il convient enfin d'expliquer les arguments qui ne font pas des Russes vivant à l'étranger une vraie « diaspora ».

Le *soft power* russe peine à s'affirmer mais il existe. La croissance économique du pays dans les années 2000 a constitué un instrument de *soft power*. Un différend diplomatique d'un Etat avec la Russie peut entraîner une limitation d'accès au marché russe et handicaper les entreprises de cet Etat, ce qui peut amener ce dernier à infléchir sa position vis-à-vis de la Russie. En outre, Moscou mise sur l'Eglise orthodoxe russe comme moyen d'influence. Par exemple, Vladimir Poutine en a fait un

⁴¹¹ Ibid., p.55.

⁴¹² Entretien avec Irina Valentinovna, Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012

élément de sa politique étrangère au Proche-Orient en se posant en protecteur des chrétiens d'Orient.⁴¹³ La Russie compte aussi sur l'organisation d'événements internationaux pour améliorer son image : les Jeux Olympiques d'hiver en 2014 et la coupe du monde de football en 2018. La langue russe constitue un autre élément de *soft power* important. En effet, le russe occupe la quatrième position en nombre de locuteurs dans le monde, en tant que 1^{ère} et 2^{ème} langue, soit 285 millions de personnes en 2009⁴¹⁴. Le 21 juin 2007, un décret présidentiel crée la Fondation *Russkii mir* qui a pour but de soutenir la diffusion de la langue et de la culture russes à travers le monde.⁴¹⁵

Cependant, le *soft power* russe pâtit de la situation démographique du pays. L'image de la Russie reste associée à l'alcoolisme. Plus largement, le déclin démographique russe « dans les esprits des Occidentaux, souligne que la qualité de vie est mauvaise, les services médicaux défaillants ». ⁴¹⁶ La situation démographique dégradée génère l'image d'un Etat « en train de mourir ». ⁴¹⁷ Il devient alors plus difficile de promouvoir le pays lorsque les interlocuteurs et les opinions ont en tête l'image d'une nation qui se meurt. La situation migratoire crée une situation paradoxale pour le *soft power* de la Russie. A la fois pays d'émigration et d'immigration, la Russie subit et exerce un *soft power*. D'un côté, la Russie est réceptive au *soft power* des zones vers lesquelles les Russes émigrent, en premier lieu l'Union européenne et les Etats-Unis. D'un autre côté, la Russie exerce un *soft power* sur des populations en provenance des pays de la CEI et d'Asie-Pacifique. Pour l'année scolaire 2006/2007, sur les 10 principaux pays d'origine des étudiants étrangers en Russie, 5 appartenaient à l'ensemble Asie-Pacifique (Chine, Inde, Vietnam, Malaisie, Corée). ⁴¹⁸ La Russie arrive aussi à exercer un *soft power* sur des populations d'Asie centrale par le critère civilisationnel. Au Tadjikistan, la Russie symbolise la modernité, tandis que le monde musulman voisin représente un certain obscurantisme. ⁴¹⁹ Enfin, le manque de main-d'œuvre et le niveau économique avancé de la Russie par rapport au reste de la CEI font du pays un grand pôle d'attraction migratoire pour les travailleurs étrangers, surtout ceux des anciennes républiques soviétiques. L'impact des caractéristiques démographiques de la Russie sur son *soft power* est donc ambivalent : certains aspects en font un handicap, d'autres un atout.

⁴¹³ « Poutine s'engage à protéger les chrétiens persécutés », in *RIAN*, 08/02/2012
<http://fr.rian.ru/politique/20120208/193306876.html>

⁴¹⁴ CALVET, Louis-Jean, CALVET, Alain, « Une durée de vie imprévisible », in *La recherche*, avril 2009, p.33.

⁴¹⁵ « Oukaz prezidenta Rossiïskoï Federatsii « o sozdanii fonda "Rousskii mir" », (Décret du président de la Fédération de Russie « à propos de la création de la fondation « Rousskii mir »), in *rg.ru*, 23/06/2007.
<http://www.rg.ru/2007/06/23/fond-dok.html>

⁴¹⁶ Entretien avec Tatiana Katsouéva-Jean, IFRI, 13/06/2012.

⁴¹⁷ EBERSTADT, Nicholas, « The dying bear: Russia's demographic disaster », in *Foreign Affairs*, vol.90, n°6, novembre/décembre 2011.

⁴¹⁸ RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch (dir.), *Migratsiia i migratsionnaïa politika Rosiïskoï Federatsii* (Migration et politique migratoire de la Fédération de Russie), op.cit., p.73.

⁴¹⁹ REGAMEY, Amandine, « Protéger ses migrants ? Quels enjeux, quelles marges de manœuvre pour les pays

La différenciation régionale des situations démographiques, tant en Russie que dans les autres pays, semble rendre le *soft power* russe efficace seulement sur certaines populations et lui donne un caractère local. Tout d'abord, le *soft power* russe s'exerce en priorité sur les populations russophones. Par exemple, la principale chaîne de télévision de Russie *pervyi kanal* a créé en 2002 une chaîne spécifique en langue russe pour les trois Etats baltes : *pervyi baltiiskii kanal*, s'adressant surtout aux minorités russophones de ces pays. En outre, l'attractivité du système universitaire russe n'agit pas de façon uniforme sur la population étudiante d'un pays. Au Kazakhstan, « presque 90% de ceux qui veulent étudier dans un autre pays que la Russie sont Kazakhs [ethniques]. Et parmi ceux qui préfèrent la Russie, ils sont seulement 35%, tandis que les Russes [ethniques] sont plus de la moitié (53%) à préférer la Russie ».⁴²⁰ Moscou veut s'adresser aux populations orthodoxes par le biais de l'Eglise et crée ainsi des relations privilégiées avec des pays comme la Serbie ou la Grèce. La Russie se sert aussi de la présence de musulmans sur son territoire pour se rapprocher des pays du Moyen-Orient. Moscou a ainsi obtenu en 2005 le statut de pays observateur à l'Organisation de Coopération Islamique. Le *soft power* russe dépend aussi des enjeux politiques locaux. Une étude de 2007 montre que 45,8% des habitants de Transnistrie, région sécessionniste de Moldavie politiquement proche de Moscou, cherchent à travailler en Russie contre 27% chez les autres Moldaves, qui regardent plutôt vers l'UE.⁴²¹ A contrario, la situation démographique de la Fédération de Russie l'expose localement à des politiques de *soft power*. Par exemple, les liens ethniques entre la Turquie et le Tatarstan expliquent que la Turquie reste le premier partenaire du Tatarstan au niveau des investissements étrangers et des joint-ventures.⁴²² Elle organise notamment des événements culturels comme le festival des peuples finno-ougriens en 2007.⁴²³ En Extrême-Orient, la Russie est l'« objet de la politique culturelle extérieure du Japon et de la Chine ».⁴²⁴ Le consulat du Japon de Khabarovsk a organisé beaucoup d'événements culturels dans la région et la langue japonaise est populaire parmi la jeunesse locale.⁴²⁵ La Chine ouvre des instituts Confucius en Extrême-Orient russe et cherche à y populariser la langue

d'émigration en Asie centrale », Conférence à l'EHESS, 20/05/2011.

⁴²⁰ RAKICHEVA, Botagoz, Isliamovna, POLETAEV, Dmitri, Viatcheslavovitch, « Outchebnaïa migratsiïa iz Kazakhstana v Rossiïou kak odin iz aspektov strategicheskogo sotroudnithestva v ramkakh razvitiïa Tamojnennogo soïouza » (La migration étudiante du Kazakhstan vers la Russie comme un des aspects de la coopération stratégique dans le cadre de l'union douanière), in *Evrazijskaïa ekonomicheskaiïa integratsiïa*, n°3 (12), 08/2011, p.90.

⁴²¹ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigizmundovna (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh* (Les transformations post-soviétiques : reflet dans les migrations), Moscou, Adamant, 2009, p.193.

⁴²² « Tatarstan prizyvaet Turciju k aktivnomu cotrudnithestvu v proizvodstve » (Le Tatarstan appelle la Turquie à une collaboration active dans le domaine de la production), in *RIAN*, 04/12/2012.

⁴²³ « La Russie, la Hongrie et la Finlande coopèrent pour préserver la culture finno-ougrienne », in *RIAN*, 19/07/2007
<http://fr.rian.ru/russia/20070719/69300556.html>

⁴²⁴ KOZLOV, Leonid, Evguenevitch, « *Rossiiskii Dal'nii Vostok kak obekt vnechnei koul'tournoi politiki Iaponii i Kitaïa* » (L'Extrême-Orient russe comme objet de politique culturelle extérieure du Japon et de la Chine), l-e-kozlov.narod.ru/text/kozlov_nasakova.doc, 2008

⁴²⁵ KHODOVA, Sofia, Sergueevna, sous la direction de Larine, V.L. *Dal'nii Vostok Rossii v rossiïsko-iaponskikh*

chinoise.⁴²⁶ La Corée du sud a aussi une politique active de *soft power*, par le biais de la culture et de l'éducation.⁴²⁷

La Russie profite-t-elle de la capacité d'influence des diasporas sur la scène internationale ? Il n'existe pas d'unanimité autour du concept de diaspora. Gabriel Sheffer en donne une définition large : « Les diasporas modernes sont des groupes ethniques minoritaires, issus de la migration, qui résident et agissent dans des pays d'accueil tout en maintenant de forts liens affectifs et matériels avec leurs pays d'origine-leur patrie ». ⁴²⁸ Les millions de Russes vivant à l'étranger pourraient constituer une diaspora et un levier d'influence pour la Russie. Pourtant, la notion de diaspora ne semble pas s'appliquer à ces populations. « Désigner ces communautés russes comme des diasporas ne paraît guère approprié dans la mesure où deux dimensions (liens transversaux institutionnalisés et aspiration à l'unité) sont peu présentes ». ⁴²⁹ La Russie n'est pas un pays ethniquement homogène, ce qui met les autorités en face d'une contradiction. Dans les années 1990, Boris Eltsine voulait « vendre une formule qui entraînait une nation désethnicisée dans les frontières territoriales de la Russie, mais ethnicisant la responsabilité gouvernementale pour les Russes de l'étranger proche ». ⁴³⁰ Cette politique paraît difficile à appliquer dans un monde multiculturel et transnational où la séparation entre politiques interne et externe est moins pertinente. En plus, il n'existe parfois pas de sentiment commun d'appartenance entre les Russes vivant dans les différents Etats. La situation des populations russes sera approfondie ultérieurement dans ce travail.

Le vecteur démographique du *soft power* russe reste sous-exploité par la Russie. Il repose sur des liens ethno-démographiques avec les différents peuples de Russie. Il reste géographiquement limité. Ces liens rendent la Fédération de Russie réceptive aux initiatives de *soft power* d'autres Etats. L'excédent migratoire de la Russie montre qu'elle exerce une attractivité sur certains pays. Les Russes de l'étranger restent un vecteur d'influence difficilement exploitable tant car la Russie n'a pas clairement choisi entre un Etat multiethnique et un Etat ethniquement homogène.

otnocheniïakh (L'Extrême-Orient russe dans les rapports russo-japonais), DVORAN, Vladivostok, 2005, p.163.

⁴²⁶ Entretien avec le vice-consul de Chine, Yan Tsin, Khabarovsk, 19/04/2011.

⁴²⁷ LEE, Jeanyoung, « Korean-Chinese Migration into the Russian Far East: A Human Security Perspective », in *Siberia and the Russian Far East in the 21st Century: Partners in the "Community of Asia"*, 2005, pp.67-95.

⁴²⁸ Cité par DUFOIX, Stéphane, *Les diasporas*, op.cit., p.23.

⁴²⁹ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.15.

⁴³⁰ ZEVELEV, Igor, *Russia and its new diasporas*, Washington D.C., United States institute of peace press, 2001, p.26.

Pour récapituler cette réflexion sur le lien démographie/influence vu par l'approche libérale, le rôle de la démographie comme moyen d'influence est complexe et ambivalent sur une scène internationale où intervient une diversité d'acteurs à différentes échelles.

La situation démographique d'un Etat est à la fois une cause, une base et une conséquence de du *soft power*. La bonne santé démographique participe à la bonne image d'un pays. Les autorités peuvent s'appuyer sur les spécificités démographiques internes pour fixer certaines orientations de la politique d'influence. La présence d'une diaspora, d'un lien ethnique ou confessionnel constitue un levier d'influence sur des populations d'autres Etats. L'attractivité migratoire est aussi, dans une certaine mesure, la conséquence du *soft power*.

Le lien entre démographie et influence prend des formes diverses en raison de la multiplicité des canaux d'influence. Dans la multitude d'acteurs du monde multicentré, les migrants constituent un cas particulier. Ils ont un rôle structurant mais ne constituent pas une organisation structurée. Le rapport démographie/influence se manifeste à différentes échelles, plus ou moins imbriquées. Les Etats font parfois le choix du multilatéralisme pour englober ces différents niveaux. Les libéraux mettent en avant la multiplicité des sentiments d'appartenance, sur laquelle des Etats s'appuient pour leur *soft power*.

Pour la Russie, le lien démographie/influence vu par les libéraux constitue un handicap et un atout. Le nombre élevé de russophones, la présence importante de populations russes et orthodoxes à l'étranger, l'attractivité migratoire constituent des leviers d'influence que Moscou peut utiliser, voire instrumentaliser. Cependant, ces communautés russes ne constituent pas une diaspora. La configuration démographique de la Russie l'expose aussi à des politiques d'influence et détériore l'image du pays. Moscou ne profite pas pleinement de ce lien démographie/influence, notamment à cause d'une hésitation entre un modèle d'Etat-Nation ethnique et une forme d'Etat multiethnique.

L'analyse de l'interrelation démographie/relations internationales en termes de puissance ou d'influence repose sur le postulat du comportement rationnel des acteurs, mais le rapport entre démographie/relations internationales dépend aussi d'un critère plus subjectif : les perceptions.

3-Démographie et perception

« Il est impossible d'expliquer des décisions cruciales et des politiques sans se référer aux croyances des décideurs sur le monde et l'image qu'ils ont des autres »⁴³¹. La perception a une dimension individuelle puisqu'elle relève de la psychologie des décideurs qui définissent la politique étrangère, mais elle a également une dimension collective. Le regard individuel porté sur les choses s'inscrit dans le contexte d'une société, dont il faut comprendre les ressorts. L'identité devient ainsi le résultat d'un équilibre entre ces deux dimensions. Elle détermine la définition de soi et le rapport à l'autre. Il faut intégrer les éléments de la réalité démographique dans ce processus car elle participe à la construction d'une identité. Quelles écoles de pensée des relations internationales intègrent davantage le lien entre démographie et perception ? Dans quelle mesure une situation démographique défavorable peut-elle peser sur les orientations de politique étrangère ? Comment se manifeste ce lien démographie/perception dans le politique étrangère russe ? Nous verrons dans un premier temps que le courant constructiviste et la sociologie des relations internationales offrent des outils d'analyse pour comprendre le lien démographie/perception. En mettant en lumière la question de la représentation, le thème de la démographie comme enjeu de sécurité prend un autre sens. La situation démographique agit comme une « force profonde » de la politique étrangère russe, mais elle nourrit également des incertitudes sur les grandes orientations de celles-ci.

a) L'approche constructiviste

Alexander Wendt fait partie des auteurs majeurs du courant constructiviste⁴³². Il s'agit pour lui de réaliser une analyse des acteurs, ce qui permet de rapprocher le constructivisme de la sociologie des relations internationales. Cette approche met ainsi au centre du raisonnement la part de subjectivité qui fait la politique d'un Etat. Quel est le poids de l'irrationalité dans les relations internationales ? Dans quelle mesure la subjectivité des acteurs redéfinit-elle la hiérarchisation des menaces ? Quel rôle joue alors la démographie dans cette approche ? Ce sont des questions auxquelles nous allons tenter de répondre.

Chez les réalistes, et dans une moindre mesure des libéraux, l'acteur est rationnel et définit son intérêt national par une « sélection parmi une série d'alternatives données, qui ont chacune une série de conséquences : l'agent sélectionne l'alternative, dont les conséquences sont préférées en termes

⁴³¹ JERVIS, Robert, *Perception and misperceptions in international politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p.28.

⁴³² WENDT, Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 378p.

d'utilité dans laquelle il range chacune des séries de conséquences par ordre de préférence »⁴³³. Pour les constructivistes, l'intérêt national dépend de la perception de l'identité nationale par les acteurs en charge de la politique étrangère. Cette perception « oriente les objectifs de la politique étrangère dans une certaine direction, et aide à hiérarchiser les priorités ».⁴³⁴ Les actions des Etats sur la scène internationale dépendent des perceptions des acteurs en charge de la politique extérieure. Ainsi, la politique internationale d'un Etat résulte du processus suivant. Les idées façonnent une société à un moment donné. Ensuite, elles constituent l'identité d'un pays. A partir de celle-ci, les autorités définissent l'intérêt national d'un Etat, qui constitue la base de la politique étrangère. Par exemple, le poids du passé modifie la perception des enjeux présents de la scène internationale et peut conduire à des décisions inadaptées. La sociologie des relations internationales cherche également à comprendre le caractère subjectif des décisions de politique étrangère. Elle repose sur l'hypothèse que « les phénomènes internationaux doivent être appréhendés comme des faits sociaux » et veut « souligner les continuités et les discontinuités dans les modes d'action, les contraintes et les dynamiques que les acteurs contribuent à créer, mais dans lesquelles ils sont également plus ou moins involontairement pris »⁴³⁵. Par exemple, l'usage politique des migrations peut constituer une stratégie dont les autorités politiques sont à l'origine, mais il s'agit aussi d'un choix pour rester en phase avec une société qui rejette les migrants. En mettant en avant la part d'irrationalité dans les décisions, les auteurs constructivistes associent le fonctionnement des relations internationales à une *géopolitique des émotions* où s'exerce *La revanche des passions*⁴³⁶.

Les constructivistes réinterprètent une autre notion importante de la discipline : la sécurité. L'École de Copenhague, qui appartient au courant constructiviste, applique à la sécurité l'idée de Wendt, c'est-à-dire le caractère subjectif des décisions de politique étrangère. Pour ce groupe d'auteurs, « la sécurité, c'est bien ce que les Etats veulent en faire ».⁴³⁷ Ainsi, ils ont créé le concept de sécurisation. Cette idée souligne que la définition des enjeux de sécurité relève davantage du discours que de la réalité d'une menace. Le discours de politique étrangère cherche alors « l'établissement intersubjectif d'une menace existentielle avec une importance suffisante pour avoir des effets politiques substantiels [...] Si par le biais d'une argumentation concernant le caractère prioritaire et urgent d'une menace existentielle, l'acteur qui sécurise a réussi à se défaire des procédures ou règles qu'il devrait

⁴³³ ALLISON, Graham, T., *Essence of decision*, Boston, Little, Brown and company, 1971, p29.

⁴³⁴ CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, op.cit., p76.

⁴³⁵ DEVIN, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2007, p.3.

⁴³⁶ MOISI, Dominique, *La géopolitique de l'émotion*, Paris, Flammarion, 2015, 288p.

HASSNER, Pierre, *La revanche des passions*, Paris, Fayard, 2015, 368p.

⁴³⁷ DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, op.cit., 2006, p.62.

normalement respecter, nous sommes en présence d'un cas de sécurisation ».⁴³⁸ Le concept de sécurisation montre ainsi que les menaces qui pèsent sur un Etat sont davantage perçues que tangibles.

La démographie participe à la définition de l'identité nationale et aux perceptions d'une société. Un déclin démographique aura ainsi un impact négatif sur le processus de définition de l'intérêt national. En effet, il devient une source de crise identitaire et fait partie des « déséquilibres cognitifs provoqués par une peur, chez le groupe, de disparaître ou d'être diminué »⁴³⁹. Ce blocage dans la définition de soi devient un obstacle pour la politique étrangère car « un acteur ne peut savoir ce qu'il veut avant de savoir qui il est »⁴⁴⁰. Les évolutions des variables démographiques ont un poids important sur la perception du monde. L'immigration donne l'impression à la population d'être submergée et d'être condamnée à disparaître, ce qui peut justifier une attitude défensive ou plus agressive envers l'extérieur. L'existence d'un lien migratoire peut fausser la décision vis-à-vis du pays d'émigration ou une d'immigration. Le premier peut être perçu comme l'instigateur d'une colonisation insidieuse par le biais des migrants. Le second peut se trouver accusé par le pays d'émigration de faire des ressortissants sur son territoire « une cinquième colonne ». Le vieillissement constitue un autre facteur qui peut peser sur la définition de l'intérêt national. Se sentant affaiblie, une société vieillissante aurait tendance à privilégier un point de vue conservateur. Une société et des décideurs vieillissants vont percevoir des pays à la population jeune et dynamique comme des menaces.

En mettant l'accent sur le caractère subjectif et la rationalité limitée des décisions de politique étrangère, les auteurs constructivistes et la sociologie des relations internationales montrent que le poids du critère démographique dans les perceptions des sociétés influence le processus de définition de l'intérêt national. La sécurisation est une des idées fortes de ce courant dans laquelle le facteur démographique a une importance.

b) La démographie comme thème de sécurisation

La sécurisation correspond à un processus de « fabrication de l'ennemi ».⁴⁴¹ Dans cette logique, la démographie permet de créer une « menace démographique ». Comment la démographie devient thème de sécurisation ? De quelle manière la politisation des questions démographiques favorise-t-elle l'implication de l'opinion dans ce processus ? Est-il possible pour les autorités politiques

⁴³⁸ BUZAN, Barry, WAEVER, Ole, WILDE, Jaap de, *Security: a new framework for analysis*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998, p.25.

⁴³⁹ DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, op.cit., p.159.

⁴⁴⁰ CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, op.cit., p.75.

⁴⁴¹ CONESA, Pierre, *La fabrication de l'ennemi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 364p.

de profiter des avantages sans subir les inconvénients de cette sécurisation ? Le discours sur le « péril jaune » constitue un archétype permettant de comprendre les mécanismes qui font de la démographie un thème de sécurisation. La politisation de la démographie crée un terrain favorable pour une telle logique. La Russie a parfois cherché à faire de la situation démographique un thème de sécurisation.

L'idée de « péril jaune » est l'exemple emblématique d'une sécurisation reposant sur la démographie. Cette rhétorique née à la fin du XIX^{ème} siècle est construite ainsi : « Les Chinois sont quatre cents millions. Théoriquement, ils peuvent mettre trente millions d'hommes sur le pied de guerre. Un beau matin, ils devraient envahir l'Europe, massacrer ses habitants et mettre fin à la civilisation occidentale ». ⁴⁴² Ici, l'argument démographique servait à justifier les guerres « préventives » menées par les puissances européennes en Asie. Ce thème connaît un regain de popularité lors de la guerre russo-japonaise en 1905, qui voit pour la première fois une puissance « blanche » vaincue par une puissance « non-blanche », ce qui a suscité des craintes en Europe. Le décalage démographique entre l'Europe et l'Asie justifie ainsi un discours sur une menace imaginaire. L'ennemi désigné était tantôt la Chine, tantôt le Japon. Le thème de « péril jaune » resurgit dès que les pays asiatiques connaissent un essor significatif. Les Européens transforment alors en peur ces phénomènes qui dépassent leur entendement, par exemple l'émergence économique chinoise depuis les années 1980. La démographie a une grande utilité dans le processus de sécurisation car son caractère quantifiable, chiffré semble donner une réalité à une menace subjective. Théodore Porter parle de « technologie de la distance ». Ce concept met en évidence l'utilisation des chiffres comme garantie d'une argumentation puisqu'intégrer des chiffres dans un discours le rend moins contestable ⁴⁴³.

La politisation des questions démographiques dans la Russie post-soviétique favorise l'usage de l'argument démographique pour désigner des menaces qui pèseraient sur la Russie, notamment en provenance du Caucase, d'Asie centrale ou de Chine. Des chiffres viennent justifier ces menaces perçues. Ainsi, le forum du mouvement extrémiste DPNI (Lutte contre l'immigration illégale) utilise des données erronées sur la composition ethnique de Moscou. Selon ce mouvement, les Russes ethniques représenteraient 31% de la population de Moscou et les peuples du Caucase 26% (Azerbaïdjanais 14%, Arméniens 5%, Tchétchènes, Daghestanais et Ingouches 4%, Géorgiens 3%) ⁴⁴⁴. L'absence de données officielles fiables permet d'inventer des chiffres en adéquation avec des perceptions, surtout que la société russe accorde crédit important à ce type d'information. « En

⁴⁴² NOVICOW, Jacques, *Le péril jaune*, Paris, Editions V.Giard & E.Brière, 1897, p.1.

⁴⁴³ MESPOULET, M., *Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, INED, 236p.

⁴⁴⁴ <http://forum.dpni.org/showthread.php?t=12033>

l'absence de statistiques et de faits indiscutables, ces « on-dit » deviennent des sources d'information, des facteurs définissant la mentalité des individus, en l'occurrence leur rapport envers le Caucase et les Caucasiens. [...] Dans l'espace post-soviétique où, étant donné le caractère mensonger des informations officielles, les informations non officielles ont toujours été perçues positivement, les « on-dit » sont généralement pris pour argent comptant ». ⁴⁴⁵ L'opinion russe est réceptive à un discours qui amplifie les menaces dans le Caucase pour justifier la disproportion des interventions armées russes dans cette région. Les migrants d'Asie centrale sont inclus dans le discours autour de la menace démographique, mais le processus de sécurisation ne s'est pas produit.

Depuis les années 1990, un discours sur le « péril jaune » influence les perceptions de la population russe sur la Chine. Cependant, la logique de sécurisation est avortée par pragmatisme des autorités russes. Un sondage réalisé en 2010 par Viktor Larine montre que 42% des habitants de l'Extrême-Orient russe considèrent que la première menace qui conduirait la Russie à perdre la région est d'ordre démographique ⁴⁴⁶. Les hommes politiques ont également utilisé cette peur du poids démographique chinois à des fins politiciennes. Le 22 janvier 2003, Viktor Ichaev, gouverneur de la région de Khabarovsk jusqu'en 2009, déclarait qu'il existait un projet d'« expansion chinoise » qui se déroulerait de la façon suivante. ⁴⁴⁷ « Au début, il y aura des petits quartiers où seront concentrées des populations chinoises, ensuite ces territoires appartiendront à la Chine » ⁴⁴⁸. La presse entretient l'idée du « péril jaune ». « La rumeur colporte des chiffres effrayants sur le nombre de Chinois installés illégalement ou non en Extrême-Orient russe, repris allègrement dans les journaux, allant de plusieurs centaines de milliers à quelques millions [...] et parlant même de villages cachés ». ⁴⁴⁹ Néanmoins, le processus de sécurisation ne va pas jusqu'au bout. Comme le souligne Sabrina Vidalenc, la « verticale du pouvoir » a réduit l'utilisation politique du « péril jaune » ⁴⁵⁰. Viktor Ichaev, alors nommé chef du district fédéral de l'Extrême-Orient, déclare le 24 juillet 2010 qu'il n'existe pas de menace

⁴⁴⁵ MALACHENKO, Alexeï, « Caucase du Nord, « l'homme malade de la Russie », in *Russie.NEI.Visions*, n°61, 07/2011, p.12.

⁴⁴⁶ LARINE, Viktor, Lavrentevitch, LARINA, V.L, « Bnechniãia politika Rossii, bezopasnost' i sotroudnitchestvo v ATR v zerkale obchtchestvennogo mneniãia (po rezul'tatam oprosa jiteleï Dal'nego Vostoka 2010g.) » (La politique extérieure de la Russie, la sécurité et la collaboration dans la région Asie-Pacifique dans le miroir de l'opinion publique (d'après les résultats d'une étude auprès des habitants de l'Extrême-Orient en 2010)), in *Rossiia i ATR*, 2011, n°1, pp.49-69.

⁴⁴⁷ Gouverneur de la province de Khabarovsk jusqu'en 2009, il devient ensuite chef du district fédéral de l'Extrême-Orient, et ministre du développement de l'Extrême-Orient à partir de 2012.

⁴⁴⁸ « Poutin zaialiaet, chto Rossiia vyrabotana strategiãa otnochenii s Kitaem na dlitel'niï period » (Poutine déclare que la Russie a élaboré une stratégie de long terme dans les relations avec la Chine), *Novosti ot Interfaks*, 22/01/2003 http://www.mfit.ru/defensive/pub_avn/pub_318.html

⁴⁴⁹ GRAS, Cédric, SHVEDOV, Vyacheslav, « Extrême-Orient russe : une incessante (re)conquête économique », op.cit., n°137.

⁴⁵⁰ Citée dans ZYKOV, Alexandre, « Tamozhnaja politika Rossii na Dal'nem Vostoke » (la politique douanière de la Russie en Extrême-Orient), in *Prigranichnoe sotrudnichestvo v sisteme nacional'noj bezopasnosti* (La collaboration frontalière dans le système de sécurité nationale), 2008, p.31.

d'expansion chinoise en Extrême-Orient russe⁴⁵¹. Les autorités russes cherchent à conserver leur partenariat avec Pékin qui est une des premières priorités de la politique étrangère russe. Elles ainsi rendent moins audibles les voix dénonçant « l'inconfort stratégique » provoqué par le déséquilibre démographique avec la Chine.⁴⁵² En politique intérieure, ce discours autour du « péril jaune » sert les intérêts du pouvoir politique, surtout local, et correspond à l'opinion de la société russe, mais il ne faut pas qu'il ait une portée internationale car il compromettrait la politique extérieure du pays. Le caractère perméable de la séparation entre politiques interne et externe rend cette position fragile à long terme.

La politisation des questions démographiques constitue une base pour une logique de sécurisation et permet d'orienter la perception des menaces. L'idée de « péril jaune » trouve un écho dans la société russe, mais les autorités font en sorte que ce processus ne mène pas à une tension trop forte avec la Chine. La présence de migrants en provenance d'Asie centrale et de Transcaucasie devient un moyen pour favoriser un processus de sécurisation vis-à-vis des pays d'émigration de ces régions. Le lien démographie/perception ne concerne pas seulement la hiérarchisation des menaces, il influence aussi les fondements d'une politique étrangère.

c) La relation ambivalente entre perception et politique étrangère russe

Le lien entre démographie et perception semble constituer un oxymore. Les phénomènes démographiques ont un caractère plutôt structurel, tandis que les perceptions dépendent en grande partie d'un contexte. En quoi la situation démographique peut-elle donner un caractère structurant à la politique étrangère russe ? Comment les perceptions permettent-elles d'utiliser la démographie pour justifier des revirements de politique étrangère ? Dans quelle mesure ce lien démographie/perception favorise-t-il une certaine orientation de la politique étrangère russe ? D'un côté, la démographie représente une « force profonde ». D'un autre côté, les perceptions conduisent à une prise en considération variable du facteur démographique. Cette ambiguïté semble se vérifier avec la politique extérieure russe.

Un chef d'Etat détermine la politique du pays et sa personnalité influence la politique étrangère du pays. Par exemple, rares sont les articles de presse qui dissocient la Russie de son président

⁴⁵¹ « Kitaïskaïa ekspansiia ne ygrojaet Dal'nemou Boctokou-Ishaev », in *VL.ru*, 24/07/2010
<http://www.newsvl.ru/vlad/2010/07/24/78419/#ixzz1rcU20Nvd>

⁴⁵² CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie*, op.cit., p.34.

Vladimir Poutine. Son style joue un rôle décisif dans la relation avec les partenaires de la Russie⁴⁵³. Néanmoins, l'Etat précède et survit à son dirigeant et donc le dépasse. En d'autres termes, la politique étrangère repose davantage sur des permanences, et le chef d'Etat n'apporte que des modifications à la marge. Les tendances structurelles d'une politique étrangère dépendent en grande partie des « forces profondes » d'un pays. Pierre Renouvin, dans l'ouvrage majeur *Introduction à l'histoire des relations internationales*, montre qu'il existe des « forces profondes » matérielles comme la géographie, l'économie et la démographie pour comprendre les événements de la scène internationale. Il évoque aussi des forces morales, comme les sentiments nationaux, proches de l'identité nationale des constructivistes, et la psychologie collective qui définissent le choix des décideurs. La situation démographique d'un pays constitue donc une de ces « forces profondes », mais fait aussi partie des forces morales en raison du lien démographie/psychologie collective.⁴⁵⁴ En effet, la démographie devient indirectement un élément psychologique qui participe à la politique étrangère d'un Etat. Par exemple, « l'Empire allemand, à la fin du XIX^{ème} siècle, a offert un exemple de cette évolution de la psychologie collective : confiance et optimisme s'accompagnaient d'un sentiment de supériorité à l'égard des peuples qui ne connaissaient pas le même essor démographique ». ⁴⁵⁵ Finalement, les évolutions démographiques constituent une des « forces profondes » et morales qui forment l'identité nationale et définissent de façon structurelle la politique étrangère.

La complexité des phénomènes démographiques donne plusieurs visages à cette problématique. Un changement de perception lié à la conjoncture peut conduire à prêter davantage attention à une variable de la situation démographique et à en délaissier une autre. Ces revirements ont une importance dans la politique étrangère car l'opinion publique a une influence sur les choix stratégiques d'un Etat⁴⁵⁶. Les autorités ont plutôt tendance à initier ces changements de perception qu'à les subir car elles ont la maîtrise du discours. Un phénomène démographique, notamment migratoire, peut aussi perdre en importance aux yeux de la population s'il perd de sa visibilité. Ainsi, la question des migrants chinois en Extrême-Orient devient moins préoccupante pour les populations locales car elle se voit moins. « Dans les années 1990, il y avait beaucoup de Chinois et maintenant beaucoup moins. C'est dur de dire s'il y en a moins ou pas. Avant, ils étaient plus visibles. Le nombre de Chinois est le même aujourd'hui mais ils ne sont plus sur les marchés, [...] Ils travaillent sur les chantiers, ils ne sortent

⁴⁵³ Conférence *Hard et soft power dans la politique étrangère russe*, Thomas, Gomart, Tatiana, Kastouéva-Jean, IFRI, 02/12/2010

⁴⁵⁴ RENOUVIN, Pierre, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, op.cit., 532p.

⁴⁵⁵ RENOUVIN, Pierre, « Démographie et relations internationales », in *Population*, n°4, vol.15, 1960, p.631.

⁴⁵⁶ KOLOSSOV, Vladimir, Alexandrovitch, *Mir glazami rossian: mify i vnesniaia politika* (Le monde aux yeux des Russes: mythes et politique extérieure), Moscou, Institut du Fond « Opinion publique », 2003, p.269.

jamais, donc ils ne sont pas visibles »⁴⁵⁷. Il serait alors possible de changer la nature du rapport démographie/politique étrangère en influençant les perceptions de la société. Il s'agit davantage de tactique que de stratégie. Les autorités ne peuvent toutefois pas aller à contre-courant des « forces profondes » de la réalité démographique du pays qui conditionnent leurs décisions. Elles peuvent cependant souligner l'aspect qui va dans le sens d'une nouvelle orientation de politique étrangère.

La vision constructiviste du lien évolutions démographiques et politique étrangère permet de formuler une hypothèse. Si les évolutions des deux dernières décennies montrent que le poids démographique de la Russie européenne s'accroît. Cette tendance peut-elle se traduire par une européanisation de la politique étrangère russe ? Il ne s'agit pas de répondre à la question de l'appartenance de la Russie à l'Europe ou à l'Asie, mais de savoir si les évolutions démographiques participent à un éventuel rapprochement entre les sociétés russes et européennes. En effet, il existe une surreprésentation de l'Europe dans la population russe et cette orientation vers l'Europe vaut aussi pour les décideurs en charge de la politique étrangère russe.⁴⁵⁸ Par exemple, Anaïs Marin parle « d'européanisation de la politique étrangère russe » rendant la Russie « plus coopérative à l'égard de l'Europe ».⁴⁵⁹ Les élites russes comprennent davantage leurs voisins européens que les pays asiatiques.⁴⁶⁰ Par exemple, « le facteur personnel, lié à la perception que Vladimir Poutine a de l'importance de l'Orient et de l'Occident », est essentiel puisqu'« il a longtemps travaillé en Europe, perçu les nuances et la spécificité de la psychologie et de la culture politique occidentales. Vladimir Poutine sait ce que l'on peut attendre ou pas de l'Europe ».⁴⁶¹ Ces éléments expliqueraient que le déplacement de la population russe vers la partie européenne a pour conséquence une politique étrangère davantage tournée vers l'Europe. Pourtant, un autre aspect des évolutions démographiques russes oblige à réfuter en partie cette idée. Le déclin démographique pourrait aussi conduire la Russie à avoir une position isolationniste en se considérant démographiquement trop faible pour affronter le monde extérieur. Le directeur du centre Levada, Lev Gudkov, affirme que « les études menées lors des 20 dernières années montrent une distanciation croissante par rapport à l'Europe. A la fin des années 80, au début des années 90, environ 30% des citoyens se sentaient européens ; et maintenant pas plus de 15-16% ne se sentent même plus « russes européens » et cette part continue à baisser notablement

⁴⁵⁷ Entretien avec Viktor Larine, Institut d'Histoire et d'Ethnographie de Vladivostok, 03/05/2011.

⁴⁵⁸ Conférence de Vladimir Kolossov, *Le Monde vu par les Russes*, INALCO, 29/10/10.

⁴⁵⁹ MARIN, Anaïs, *Saint-Pétersbourg ville-frontière d'Europe*, op.cit., p.661.

⁴⁶⁰ Entretien avec Viktor Larine, Institut d'Histoire et d'Ethnographie, Vladivostok, 03/05/2011.

⁴⁶¹ LOUZIANINE, Sergueï, Guennadievitche, *Vostochnaïa politika Vladimira Putina* (La politique orientale de Vladimir Poutine), Moscou, Vostok-Zapad, 2007, p.26.

[...] Dans un certain sens, c'est aussi un mécanisme d'isolationnisme confirmant une particularité vis-à-vis du monde extérieur, notamment les pays les plus développés ». ⁴⁶²

La démographie d'un pays constitue donc une « force profonde » et morale qui participe au caractère structurel d'une politique étrangère. Cependant, les autorités peuvent rendre certains faits démographiques plus saillants selon le contexte. Le lien démographie/perception/politique étrangère peut amener à déduire un processus d'eupéanisation de la politique étrangère russe, mais la détérioration de la situation démographique et la xénophobie qu'elle engendre plaide aussi en faveur d'une attitude isolationniste.

Pour résumer la réflexion de la vision constructiviste du lien démographie et relations internationales, ce rapport a un caractère fragile et changeant à cause du rôle des perceptions dans la décision qui renforce le poids de la conjoncture dans la prise en compte du critère démographique.

L'importance des perceptions dans les décisions de politique étrangère donnent au lien démographie/relations internationales un caractère relatif. Les ressorts psychologiques subissent l'influence du contexte et conditionnent le regard porté sur les évolutions démographiques. Des événements peuvent modifier la perception des menaces démographiques. Ainsi, l'idée de « péril jaune » apparaît ou disparaît au gré des circonstances. La logique de sécurisation participe à ces changements de perceptions en amplifiant une menace, ou au contraire les autorités peuvent minimiser la question démographique pour préserver de bonnes relations avec un Etat.

Le poids des perceptions réduit les capacités prédictives de la démographie pour anticiper et donner une cohérence aux évolutions des relations internationales d'un Etat. Le lien démographie/relations internationales a un caractère structurel. La démographie constitue une « force profonde », mais son rôle dépend du bon vouloir des dirigeants. La logique de sécurisation peut conduire à une utilisation changeante de la démographie pour mettre en avant une menace à un moment donné.

Le facteur démographique garde toutefois une importance dans la compréhension des relations internationales car il façonne les perceptions. En effet, il est une des variables structurant la vision du monde sur laquelle repose l'intérêt national et donc la politique étrangère. Cependant, le facteur démographique ne peut pas à lui seul expliquer l'orientation d'une politique étrangère. La situation

⁴⁶² KOUZMENKOVA, Olga, « Byli « sovetskie », stali « pravoslavnye » » (Nous étions « soviétiques », nous sommes devenus « orthodoxes »), in *gazeta.ru*, 20/11/2012.

migratoire et/ou démographique permet alors de répertorier les Etats pouvant faire l'objet d'une sécurisation, en l'occurrence des pays du Caucase et d'Asie centrale pour le cas de la Russie.

La lecture constructiviste du lien démographie/rerelations internationales conduit donc à privilégier les hypothèses suivantes : menaces à la frontière méridionale de la Russie, européanisation ou tendance isolationniste dans la politique étrangère russe.

Conclusion I-C

Le recours aux différents courants de pensée des relations internationales semble justifier l'idée que le déclin démographique a des répercussions plutôt négatives sur la politique étrangère d'un Etat, mais que les dirigeants ont la possibilité de réduire les handicaps causés par la démographie. Cette analyse confirme également la nécessité de s'appuyer sur la complémentarité des différentes approches pour intégrer l'ensemble des éléments déterminant les conséquences internationales du déclin démographique russe.

D'un point de vue théorique, le déclin démographique d'un Etat se traduit globalement par un recul sur la scène internationale. Une baisse quantitative de la population prive le pays de soldats et de la main-d'œuvre. Qualitativement, l'hétérogénéité ethnique d'une population constitue un terrain favorable pour le *soft power* d'autres Etats. Le vieillissement de la population favorise une politique étrangère plus défensive et une méfiance vis-à-vis de l'extérieur. Plus généralement, le déclin démographique change le rapport à la menace. Un pays dans une situation démographique défavorable s'exposerait davantage aux menaces extérieures car il ne disposerait pas des moyens humains pour la défense de son intégrité territoriale. En plus, la dimension transnationale du peuplement et les flux migratoires semblent fragiliser les Etats. Ainsi, les diasporas représentent une menace à cause d'une la multiplicité des allégeances. La logique de sécurisation peut également déformer la réalité des menaces démographiques en influençant les perceptions.

Néanmoins, il ne faut pas faire preuve d'un déterminisme démographique qui condamnerait a priori un Etat en déclin démographique à l'impuissance sur la scène internationale. Les autorités en charge de la politique étrangère d'un Etat peuvent réduire cette contrainte en atout. Ainsi, le multilatéralisme constitue une réponse des Etats face au défi migratoire et aux aspects négatifs du phénomène transnational. La présence de diasporas et l'existence de nombreux ressortissants vivant l'étranger représentent un levier d'influence compensant une perte de puissance causée par le déclin démographique. La logique de sécurisation permet d'utiliser l'argument démographique pour justifier

une potentielle menace, mais les autorités peuvent aussi détourner l'attention de l'opinion. Ainsi, l'immigration peut être perçue comme une colonisation pernicieuse ou bien comme la conséquence d'un *soft power* renforçant le capital humain du pays. Le déclin démographique d'un Etat se traduit par des contraintes réelles et structurelles, mais ses conséquences internationales dépendent en grande partie de la manière dont les autorités intègrent ces réalités dans leur politique étrangère.

Le recours à l'ensemble des approches des relations internationales permet d'englober le lien démographie/rerelations internationales dans sa complexité et d'intégrer la multiplicité des manifestations de cette relation. Le courant réaliste offre des outils d'analyse pertinents pour mesurer les effets de la situation démographique sur le volet sécuritaire des relations internationales d'un Etat. L'approche libérale aborde davantage les leviers d'action non-coercitive offerts par le profil démographique d'un pays. Il s'agit d'un élément important dans le monde actuel où les Etats ont tendance à privilégier la politique d'influence sur la scène internationale. L'école constructiviste a le mérite de mettre plus en avant le facteur psychologique et sociologique dans la compréhension des relations internationales. Ces trois approches permettent de montrer les manifestations multiples du lien démographie/rerelations internationales : militaire, économique, psychologique, politique, sociales... Elles soulignent la multiplicité d'acteurs et d'échelles géographiques : locale, transnationale, nationale, supranationale et mondiale, notamment pour le cas des migrations.

Cette sous-partie sur les théories des relations internationales permet d'entrevoir la nature des conséquences internationales du déclin démographique de la Russie post-soviétique. Dans une optique réaliste, ce déclin a pour conséquence l'affaiblissement de la puissance russe car le pays ne dispose pas d'assez d'hommes pour projeter ses forces et affronter les enjeux internationaux. Dépendante des migrants, la Russie perdrait de sa puissance défensive et s'exposerait à diverses menaces. Du point de vue libéral, la situation démographique de la Russie peut être autant un atout qu'une faiblesse. Elle dispose d'une potentielle diaspora et de liens avec des populations de différents Etats pour exercer un *soft power*, mais le caractère composite de la population de la Fédération de Russie en fait aussi la cible de politiques d'influence. Dans la logique constructiviste, le déclin démographique russe permet d'alimenter une logique de sécurisation en transformant en menace démographique, en « péril jaune », les flux migratoires en provenance du Caucase, d'Asie centrale ou de Chine. L'idée de déclin démographique peut être associée à un déclin du pays sur la scène internationale. Cependant, cette perception négative dépend du choix des autorités de politiser la question démographique.

La situation démographique a donc un impact sur les fondamentaux des relations internationales russes. Cependant, les conséquences internationales de la démographie ne peuvent être déterminées a priori, elles dépendent du rôle attribué à la démographie par les décideurs.

Conclusion de la 1ère partie

Le déclin démographique redéfinit la puissance russe car il provoque des changements dont l'ampleur donne un nouveau visage à la Russie post-soviétique. Il renforce les effets politiques des questions démographiques, ce qui amène à repenser les rapports entre les acteurs politiques. Les conséquences nationales des évolutions démographiques de la Fédération de Russie permettent d'entrevoir de possibles conséquences internationales.

Le déclin démographique a rendu la Russie plus composite. Les différences démographiques régionales deviennent plus marquées et font du pays un « patchwork démographique ». Cette hétérogénéité s'accompagne aussi d'une polarisation accrue du territoire, réduisant le dynamisme démographique du pays à quelques métropoles prospères de la partie européenne. Il s'agit d'un défi politique car cette évolution crée des vides et des fractures entre les différentes régions du pays. Les autorités peuvent plus difficilement capitaliser sur l'avantage géographique de la Russie. Le caractère composite de la Russie se voit également par un poids politique plus important des autorités régionales. Elles se servent de la politisation des questions démographiques pour défendre leurs intérêts politiques. Par leur composition ethnique, certaines régions peuvent avoir des relations directes avec d'autres Etats. Le caractère composite de la Russie rend plus difficile l'articulation entre politiques régionale, nationale et extérieure.

Les évolutions démographiques de la Fédération de Russie depuis 1991 ont également rendu le pays plus « européen ». La « Russie d'Europe » a une démographie plus favorable que la « Russie d'Asie ». Comme l'Union européenne, le pays a achevé sa transition démographique et bénéficie d'un solde migratoire positif. Cette similitude a favorisé des effets politiques identiques : montée de la xénophobie, difficulté de garder une économie compétitive avec un capital humain vieillissant, gestion plus difficile des impacts budgétaires de l'évolution démographique. Les migrations des Russes vers l'Union européenne, la présence de Russes dans des pays appartenant à l'UE, le poids démographique accru de la « Russie d'Europe » peuvent favoriser une proximité culturelle avec l'Europe.

Le déclin démographique depuis 1991 montre aussi une Russie qui s'intègre dans la mondialisation, mais avec difficultés. La dégradation des conditions sanitaires indique que le passage à l'économie de marché a désorganisé le système social et médical. La migration chinoise est un signe

que la Russie constitue une étape dans les flux migratoires internationaux. La critère économique prime dans l'explication des migrations internes et la Russie connaît un phénomène de métropolisation. Ces difficultés d'adaptation se traduisent par une indécision dans les politiques menées. La politique migratoire oscille entre libéralisme et fermeté. La Russie hésite entre une identité ethnique ou multiethnique ce qui handicape son *soft power*. L'intégration imparfaite de la Russie à la mondialisation se concrétise aussi par le maintien de pesanteurs du passé. La dégradation des conditions sanitaires s'explique notamment par l'héritage soviétique. Le réflexe de la politisation des thématiques démographiques fait aussi partie des traditions politiques héritées de l'URSS. L'armée et l'économie russe subissent les effets négatifs de l'évolution démographique essentiellement à cause d'une difficulté à opérer les réformes face aux enjeux stratégiques et économiques d'aujourd'hui.

L'ampleur du déclin démographique renforce l'interrelation entre démographie et politique. Tout d'abord, l'importance de la dégradation des indicateurs démographiques a un impact sur les différentes autorités et ministères fédéraux : l'armée, le budget, la santé, l'intérieur, les affaires étrangères, l'éducation. La politisation des questions démographiques en a fait un des instruments dans la lutte pour le pouvoir. Elle a favorisé les idées et les acteurs nationalistes. Le déclin démographique conduit aussi les autorités fédérales à devoir opérer des arbitrages plus difficiles. La politisation du thème de la démographie a des effets contradictoires sur la politique démographique russe. D'un côté, elle oblige les autorités à mettre cette question au cœur de l'agenda politique et à engager des moyens conséquents pour satisfaire une société russe préoccupée le déclin démographique. D'un autre côté, la politisation des questions démographiques amène les autorités à privilégier les mesures de court terme qui sont politiquement exploitables, mais moyennement efficaces.

L'usage politique de la démographie favorise une autre relation entre les autorités fédérales et les pouvoirs régionaux. Des édiles locaux cherchent à s'affirmer par un discours sur la menace démographique. Elles peuvent parfois manipuler la réalité démographique de leur territoire pour obtenir davantage de subsides. Certaines régions ont voulu appliquer des politiques migratoires différentes de l'état d'esprit de la législation fédérale. La démographie constitue aussi un moyen pour s'affirmer politiquement vis-à-vis d'autres régions. Les évolutions démographiques posent aussi la question d'un redécoupage administrative plus en phase avec la nouvelle réalité démographique du pays. Dans une logique réaliste, les évolutions démographiques amènent les autorités fédérales à accorder davantage d'importance aux régions frontalières, en particulier au sud du pays, davantage exposées aux menaces.

Le renforcement de l'interrelation entre démographie et politique participe à une évolution des relations entre le pouvoir politique et la société civile. Ainsi, la politisation des recensements a eu pour

conséquence de favoriser une contestation politique des citoyens, alors que l'objectif était notamment de légitimer un régime politique illibéral. La société russe voit négativement les migrations, ce qui amène les autorités à avoir un discours prudent. Le poids des dépenses de santé et sociale se renforce au fur et à mesure de la dégradation de la situation démographique et peut à terme priver les autorités de moyens pour acheter la paix sociale. La société civile devient aussi un acteur non-étatique qui pèse sur la politique étrangère d'un Etat. Ainsi, l'opinion publique influence de plus en plus les choix stratégiques d'un Etat. L'individu peut jouer involontairement un rôle sur la scène internationale par la migration. Il devient ainsi un acteur transnational.

Le recours aux théories des relations internationales permet de confirmer l'articulation situation démographique/politique intérieure/politique extérieure. L'approche réaliste considère qu'un affaiblissement démographique constitue un affaiblissement de la puissance d'un Etat et crée un rapport de force défavorable avec les autres puissances. Il faut alors mesurer les conséquences des évolutions démographiques de la Russie dans ses rapports interétatiques : avec les acteurs importants comme la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne, mais aussi avec les autres Etats de la CEI. L'analyse réaliste amène à mener une réflexion sur les défis stratégiques posés par les régions sinistrées démographiquement, comme l'Extrême-Orient russe. Les réalistes présentent les migrations comme un enjeu de sécurité extérieure, comme un vecteur de criminalité transnationale.

L'approche libérale souligne qu'un pays peut tirer profit de sa situation démographique, même lorsqu'elle semble défavorable. Elle peut mettre en place une politique d'influence en s'appuyant sur des diasporas. La Russie pourrait alors compenser les impacts négatifs de la dégradation de sa démographie par un *soft power* dirigé vers les populations russes à l'étranger et les minorités présentes en Russie. La réflexion libérale sur les relations internationales met aussi en avant l'importance des acteurs non-étatiques, dont les migrants. La Russie doit alors trouver un positionnement de politique étrangère intégrant simultanément la dimension locale, nationale et transnationale du phénomène migratoire.

L'approche constructiviste met en avant la corrélation entre les questions démographiques, les perceptions, le processus de décision et les orientations de politique étrangère. Ainsi, le déclin démographique du pays renforce l'impact psychologique du facteur démographique sur la société et sur les décideurs, ce qui peut favoriser une certaine attitude sur la scène internationale. Cependant, les phénomènes démographiques correspondent à des « forces profondes » permettant de dépasser le discours de politique étrangère russe. Il s'agit alors de déterminer si la Russie a les moyens démographiques de ses ambitions. L'importance des perceptions dans le lien démographie/relation internationales peut favoriser une logique de sécurisation, une conflictualité. A l'inverse, l'importance

de volets non-démographiques dans une relation bilatérale peut conduire les autorités à minimiser des enjeux démographiques.

Ces changements internes confèrent donc à la Russie un nouveau visage qui doit en fait un acteur différent sur la scène internationale car cette nouvelle configuration démographique du pays a redéfini des bases internes de la politique extérieure. Les seconde et troisième parties de cette thèse doivent permettre de confirmer, de nuancer ou d'infirmier ces réflexions théoriques sur les conséquences internationales des évolutions démographiques nationales.

2^{ème} PARTIE- UNE NOUVELLE PLACE DU CRITERE DEMOGRAPHIQUE DANS LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE

La première partie de ce travail a montré que le déclin démographique depuis 1991 conduit à faire de la démographie un thème majeur de la politique intérieure russe. L'hypothèse de la seconde partie est que cette question a aussi gagné en importance dans la politique étrangère. Le critère démographique deviendrait alors un facteur influençant la décision, soit en faisant de ce critère un levier d'action, soit en transformant la démographie en contrainte. Il s'agit aussi d'un biais pour avoir une lecture de la politique étrangère russe dépassant le discours officiel. Il serait également intéressant de savoir si la Russie a les moyens démographiques de ses ambitions. Il convient également d'analyser la dimension psychologique de l'interrelation démographie/politique étrangère. Quelle place la question démographique occupe-t-elle dans le processus d'élaboration de la politique étrangère ? Quel lien démographie/rerelations internationales les acteurs en charge de la politique étrangère russe privilégient-ils ? Dans quelle mesure le discours russe de politique étrangère intègre-t-il les réalités démographiques ? En quoi le déclin démographique réduit-il les choix de la Russie en politique étrangère ? Quelle est l'évolution du rôle du critère démographique depuis 1991 sur les principales questions internationales de la Russie ? Pourquoi l'aspect démographique peut-il avoir une place minorée malgré une importance réelle ? En quoi la nouvelle configuration démographique peut-elle favoriser de nouvelles opportunités dans la politique étrangère russe ? Dans quelle mesure les relations sino-russes constituent-elles le paroxysme de l'interrelation démographique/rerelations internationales dans sa dimension objective, mais également subjective ? A partir de l'exemple de l'Extrême-Orient russe, comment déterminer la nature des effets négatifs du déclin démographique russe sur sa politique étrangère ? Telles sont les principales questions que nous poserons dans cette seconde partie. Le facteur démographique imparfaitement intégré à la politique étrangère russe. Une lecture de la politique étrangère russe à l'aide de la démographie permet de souligner certaines contradictions du discours russe. La nouvelle réalité démographique de la Russie a une influence variable sur des enjeux internationaux du pays. Le cas de l'Extrême-Orient russe semble constituer un cas ambigu des conséquences internationales du déclin démographique du pays.

A- La question démographique dans le processus d'élaboration de la politique étrangère russe

Le processus d'élaboration d'une politique étrangère implique une multitude d'acteurs. Il peut s'agir d'individualités, de groupe d'intérêts, ou bien d'une institution dans son ensemble. Ils participent à des luttes de pouvoir, mais ces acteurs cherchent aussi la mise en œuvre de leurs idées dans la

politique étrangère. L'élaboration de la politique étrangère repose également sur la vitalité intellectuelle d'un pays et sur une expertise qui permettent de trouver des réponses aux enjeux internationaux et de construire un discours. Ce dernier doit présenter les objectifs, les ambitions du pays sur la scène internationale. Il peut aussi chercher à induire en erreur les interlocuteurs. La démarche de cette sous-partie consiste alors à utiliser des données factuelles, en l'occurrence démographiques, pour valider ou infirmer des aspects du discours de politique étrangère russe. Comment les acteurs de la politique étrangère russe intègrent-ils le facteur démographique ? Dans quelle mesure le discours de politique étrangère peut-il refléter une prise en compte du facteur démographique ? Quelles corrections le facteur démographique permet-il d'apporter à ce discours ? Dans un premier temps, nous verrons que les acteurs de la politique étrangère russe ont une prise en compte très inégale du critère démographique. Il convient d'analyser le discours autour de l'idée de *derjava* en s'appuyant sur la réalité démographique russe. Enfin, il s'agit de recourir à la démographie pour mettre en avant des contradictions de politique étrangère.

1- Une intégration limitée de la question démographique par les acteurs de la politique étrangère russe

La prise en compte de la question démographique dans la politique étrangère dépend de des idées et des stratégies des acteurs du processus décisionnel. L'intégration de la thématique démographique dans la politique étrangère russe dépend aussi de la nature de l'expertise sur ces questions. Qui sont les acteurs qui participent au processus décisionnel de la politique étrangère russe ? Comment abordent-ils le lien démographie/politique étrangère ? Quel est le niveau de collaboration entre les experts et les décideurs sur ces questions ? Tout d'abord, il s'agit de comprendre le fonctionnement de l'agrégat d'acteurs participant à la décision. Ensuite, il semble une volonté de politiser la question démographique pour avoir plus d'influence au sein des cercles du pouvoir. Enfin, la nature de l'intégration du facteur démographique paraît refléter une connaissance imparfaite sur le lien démographie/relations internationales de la Russie.

a) Un agrégat d'acteurs dans la politique étrangère russe

L'analyse du processus décisionnel amène à s'intéresser « aux processus internes, qu'ils soient politiques, bureaucratiques ou cognitifs et à leur influence sur la politique extérieure » c'est-à-dire « savoir qui décide réellement et non seulement formellement, qui détermine les principaux choix et

selon quelle logique, à partir de quelles informations, en fonction de quelle grille d'analyse »⁴⁶³. Dans quelle mesure les outils théoriques existants sont-ils adaptés pour comprendre le processus de décision de la politique étrangère russe ? Qui sont les acteurs de la politique étrangère russe ? Comment interviennent-ils dans le processus de décision ? La FPA (*Foreign Policy Analysis*) ne semble pas tout à fait adaptée pour comprendre le processus décisionnel russe⁴⁶⁴. En fait, il existe des acteurs officiels et officieux qui rendent la prise de décision plus opaque. Le processus semble reposer davantage sur le facteur individuel qu'institutionnel.

La *Foreign Policy Analysis* cherche à répondre aux questions suivantes : « D'où viennent les idées ? Comment ont-elles été répandues ? Comment sont-elles devenues convaincantes ? Comment sont-elles devenues une nouvelle base pour l'action d'Etat ? »⁴⁶⁵. Pour répondre à ces questions, Graham T. Allison a théorisé trois modèles de prise de décision : le modèle de l'acteur rationnel, celui du processus organisationnel et celui de la « politique gouvernementale »⁴⁶⁶. Dans le premier, le décideur agit de façon rationnelle. Les acteurs font une sélection des politiques possibles en termes de coûts/avantages et en adéquation avec leurs intérêts. Le modèle du processus organisationnel a pour unité d'analyse non pas le décideur mais le gouvernement comme organisation. « Les leaders de gouvernement peuvent substantiellement déranger, mais pas substantiellement contrôler, le comportement de ces organisations »⁴⁶⁷. Le modèle des « politiques gouvernementales » considère que la décision dépend d'un « groupe unifié de leaders à la tête d'une galaxie d'organisations » et résulte d'un compromis entre ces différentes organisations.⁴⁶⁸ Pourquoi ces modèles ne s'appliquent-ils pas pleinement à la Russie post-soviétique ?

Le FPA a été conçu à partir de l'exemple des Etats-Unis, qui ont un processus décisionnel moins opaque qu'en Russie. Depuis 1991, la prise de décision de la politique étrangère a connu des évolutions significatives. Dans les années 1990, le président Boris Eltsine a fait des choix de politique intérieure qui ont affaibli la cohérence de la politique étrangère. Il avait renforcé le poids politique des régions pour affaiblir le centre fédéral. Cette stratégie a favorisé l'essor d'une « paradiplomatie ». Il s'agit de « l'activité internationale directe des acteurs subnationaux [...] apportant un soutien, complétant, corrigeant, dupliquant ou défiant la diplomatie de l'Etat-nation »⁴⁶⁹. Par exemple, le

⁴⁶³ SMOUTS, Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p.77.

⁴⁶⁴ Terme sans traduction satisfaisante utilisé comme tel dans CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002, 423p.

⁴⁶⁵ SNYDER, Richard C., BRUCK, H.W., SAPIN, Burton, HUDSON, Valeri M., CHOLLET, Derek.H., GOLDGEIER, James.M., *Foreign policy decision-making*, N-Y, Basingstoke, 2002, p.3.

⁴⁶⁶ ALLISON, Graham, T., *Essence of decision*, op.cit., p.ix.

⁴⁶⁷ Ibid., p.67.

⁴⁶⁸ Ibid. p.144.

⁴⁶⁹ SOLDATOS, Panayotis, « Cascading Subnational Paradiplomacy in an Interdependent and Transnational World », in

Tatarstan met en place des relations particulières avec la Turquie et Saint-Pétersbourg a une politique européenne propre⁴⁷⁰. Les années 2000, avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, le processus de prise de décision russe change. Il « a inauguré la tactique d'un kremlinocentrisme centrifuge, qui institutionnalise la circulation du pouvoir et instaure une logique pyramidale de la prise de décision »⁴⁷¹. En effet, la « verticale du pouvoir » redonne le monopole de la décision en politique étrangère au pouvoir fédéral et met un terme à la paradiplomatie des régions. Cette méthode de gouvernement donne l'impression de décisions prises dans des « logiques administratives et bureaucratiques, du consensus des décideurs »⁴⁷². Cependant, le caractère illibéral du régime politique russe favorise un processus de décision officieux. Richard Sakwa qualifie ce système dual de « paraconstitutionnalisme poutinien », même si ce fonctionnement existait déjà auparavant⁴⁷³.

Cette dualité dans le processus décisionnel crée deux profils d'acteurs de la politique étrangère russe. Il existe une dimension formelle importante dans sous la présidence de Vladimir Poutine. Il est « formaliste et les propositions ne sont pas faites en son nom propre, mais au nom de telle ou telle structure ou fonctionnaire ». Ce processus favorise l'émergence d'acteurs institutionnels peu ou prou reconnus comme acteurs de la politique étrangère russe. Cependant le poids de l'informel reste important⁴⁷⁴. « Le problème est double : saisir les positions institutionnelles de ces structures les unes par rapport aux autres et garder à l'esprit la forte part d'informel qui régit les relations au Kremlin »⁴⁷⁵. Ainsi, la décision de politique étrangère semble se résumer au président et à quelques individus sans statut officiel. Ce groupe se compose « d'anciens fonctionnaires, que Poutine a conduit au pouvoir et avec lesquels il a des liens de confiance personnels »⁴⁷⁶. La pratique de la nomination informelle dans une structure pyramidale favorise ce fonctionnement. « En Russie, le pouvoir ne se pratique pas de haut en bas, les décisions passent par des canaux féodaux »⁴⁷⁷. Qui sont alors les acteurs identifiables de la politique étrangère russe ?

States and Provinces in the International Economy, Berkeley, Institute of Governmental Studies Press, 1993, p.46.

⁴⁷⁰ MARIN, Anaïs, *Saint-Pétersbourg ville-frontière d'Europe*, op.cit., 993p.

⁴⁷¹ RAVIOT, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de repères, 2007, p.24.

⁴⁷² KATSOUÉVA-JEAN, Tatiana, « Enseignement supérieur, clé de la compétitivité russe », in *Russie.NEI.Visions*, n°28, 04/2008, p.21.

⁴⁷³ SAKWA, Richard, *The crisis of Russian Democracy*, New-York, Cambridge University Press, 2011, p.47.

⁴⁷⁴ MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Putin : blizhnyï kroug prezidenta* (Poutine: l'entourage proche du président), Moscou, Algoritm, 2005, p.11.

⁴⁷⁵ GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie*, op.cit., p.21.

⁴⁷⁶ KRYCHTANOVSKAÏA, Olga, *Anatomiïa rossiïskoï elity* (Anatomie des élites russes), Moscou, Zakharov, 2005, p.261.

⁴⁷⁷ Interview de Laurent Vinatier, « Pourquoi Vladimir Poutine n'est pas aussi omnipotent en Russie que les apparences le laissent croire », in *atlantico.fr*, 23/09/2013.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/pourquoi-vladimir-poutine-est-pas-aussi-omnipotent-en-russie-que-apparences-laissent-croire-laurent-vinatier-853594.html>

Il existe des institutions officiellement en charge la politique étrangère de la Russie. Ainsi, la Constitution de la Fédération de Russie de 1993 accorde des compétences aux institutions suivantes pour agir en politique étrangère : la Présidence, l'administration présidentielle, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense, le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie et les agences de sécurités et de renseignements. La Constitution stipule que le Président est le premier acteur de la politique étrangère du pays. Dans les faits sur « 24 ministères, 22 ont d'une façon ou d'une autre une part de leur activité à l'international »⁴⁷⁸. Il ne s'agit pas de l'ensemble des ministères de services au sein de ceux-ci. « Plusieurs départements du FSB, du MVD [ministère de l'Intérieur], du FMS et du MTchS [ministère des Situations d'Urgence] ont été contraints dans les années 1990 de mettre en place une coopération internationale, surtout avec l'étranger proche. Cela leur a permis d'accumuler l'expérience nécessaire et d'élaborer des mécanismes qui n'existaient pas auparavant »⁴⁷⁹.

Des acteurs outrepassent leurs prérogatives en s'intéressant à la politique étrangère. Ainsi, l'Eglise orthodoxe veut jouer un rôle dans les pays où se trouvent des populations orthodoxes et que les autorités ecclésiastiques estiment appartenir à un « territoire canonique », qui va bien au-delà du territoire de la Fédération de Russie. Il existe différentes initiatives de politique étrangère du patriarcat de Moscou. Par exemple, l'Eglise a un département des relations extérieures. Elle a également créé en 1995 un fonds international de l'unité des peuples orthodoxes. Cette « diplomatie religieuse » n'est ni autonome, ni complètement rattachée à la politique étrangère de l'Etat russe, il existe une co-dépendance, une influence mutuelle⁴⁸⁰. D'un côté, les autorités politiques s'appuient sur le facteur religieux pour atteindre des objectifs de politique étrangère. D'un autre côté, l'Eglise orthodoxe cherche à renforcer son autorité morale au-delà des frontières dans des pays.

L'Etat russe a souvent utilisé l'arme énergétique dans sa politique étrangère. Les compagnies pétrolières et gazières servent alors les intérêts du pays. Il convient de se demander si elles ont une part d'autonomie vis-à-vis de la politique étrangère du pays. L'Etat reste majoritaire dans ces entreprises ce qui ne leur permet pas de s'affranchir de sa tutelle. Ces firmes ont un comportement d'acteurs économiques. « Les stratégies de développement de Gazprom et Rosneft visent uniquement à exploiter au maximum leurs privilèges et à maximiser leurs flux financiers »⁴⁸¹. Cependant, il arrive que ces compagnies prennent des initiatives peu rentables économiquement, mais apportant un bénéfice

⁴⁷⁸ POKROVSKI, Denis, Sergueevitch, sous la direction de FEDOSOV, P.A., *Sovet federatsii federal'nogo Sobraniia Rossiiskoi Federatsii vo vnechnepoliticheskom protsesse*, (Le Conseil de la Fédération du conseil fédéral de la Fédération de Russie dans le processus de politique étrangère), Moscou, MGIMO, 2009, p34.

⁴⁷⁹ Ibid., p.41.

⁴⁸⁰ CURANOVIC, Alicja, *The religious factor in Russia's foreign policy*, New-York, Londres, Routledge, 2012, p.141.

⁴⁸¹ BAEV, Pavel, « Rosneft, Gazprom et l'Etat : qui décide de la politique énergétique russe ? », in *Russie.NEI.Visions*, n°75, 03/2014, p.20.

politique important à l'Etat russe. Par exemple, la Russie accorde des réductions sur le prix du gaz à des pays politiquement proches.

Puisque la politique étrangère russe a une part importante d'informel, il existe alors des acteurs officiels. Les oligarques russes enrichis à la faveur des privatisations de l'économie russe pèsent sur la décision de politique étrangère. Sous la présidence de Boris Eltsine, ils détiennent la réalité du pouvoir et font partie de la « famille ». Elle regroupe notamment la fille de Boris Eltsine et son mari Valentin Ioumachev, et de riches hommes d'affaires comme Boris Berezovski, Roman Abrahmovitch, Oleg Deripaska, Alexandre Mamut. Cependant, leur influence baisse à la fin des années 1990. « La perte d'influence de ces derniers [les oligarques] n'est pas intervenue avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, mais après la crise financière de 1998 et la « guerre des banquiers » qui s'en est suivie »⁴⁸². Dans les années 2000, un nouveau type d'oligarque émerge : il ressemble à « un *nouvel apparatchik* qui effectue une carrière transversale entre le secteur privé et les responsabilités publiques, administratives ou politiques, passant en tous sens de la bureaucratie fédérale aux administrations régionales et aux grands industriels et financiers »⁴⁸³.

Il faut ajouter des individus dont l'avis est davantage pris en compte par le Président pour ses décisions de politique étrangère. Leur fonction légitime en partie ce privilège. En 2005, Alekseï Moukhine cite des personnes qui ont pu influencer la politique étrangère russe : Sergueï Prikhodko, assistant du président russe de 2004 à 2012, Sergueï Ivanov, ministre de la Défense, Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2003 et ensuite secrétaire du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie, Evgueni Primakov, ancien Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères, et enfin Dmitri Rogozine, 1^{er} représentant spécial du président de la Fédération de Russie sur les problèmes de l'*oblast* de Kaliningrad entre 2002 et 2004. Il deviendra vice-Premier ministre en 2011.

Le poids du facteur informel et individuel dans le processus de décisions en politique étrangère en Russie semble valider l'hypothèse que ces choix résultent surtout de l'influence d'un agrégat d'acteurs individuels sur le Président. L'absence de clivages partisans conduit cependant les analystes à vouloir opérer des regroupements. La distinction la plus répandue est celle entre les *siloviki*, partisans d'une ligne de politique étrangère dure axée sur les questions de sécurité et de défense, contre le groupe des « libéraux », qui rassemble des personnalités favorables à une politique étrangère plus ouverte dans une logique économique. Cependant, cette opposition paraît réductrice car « les *siloviki* sont un

⁴⁸² RAVIOT, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, op.cit., p.58.

⁴⁸³ Ibid., p.85

concept inopérant dans la mesure où il laisse croire à l'existence d'un groupe organisé »⁴⁸⁴. Effectivement, il existe des différends importants au sein de ce groupe, par exemple entre l'armée et le FSB, qui amènent à relativiser cette proximité. Une autre classification repose sur le passé de Vladimir Poutine : ses amis d'enfance et de jeunesse de Saint-Pétersbourg, ses compagnons de route et amis du KGB, et ses collègues rencontrés aux responsabilités à Saint-Pétersbourg ou à Moscou⁴⁸⁵. Elle tient compte du rapport personnel qui joue un rôle structurant dans la mobilité au sein des cercles du pouvoir russe. Cependant, elle a un caractère statique alors que les stratégies personnelles amènent à se rapprocher ou à s'éloigner au gré des circonstances. Cette instabilité peut s'interpréter comme un affaiblissement de la prise de décision en politique étrangère. Il s'agit plutôt du principe de « diviser pour régner » qui permet au Président de garder la main sur le processus décisionnel. Ce type de fonctionnement existait déjà dans les années 1990, il se renforce avec Vladimir Poutine. Désormais, « il ne doit rendre de comptes à personne. Si l'un des vassaux se rebelle, il en trouvera toujours d'autres pour lui faire des propositions qui lui conviennent mieux »⁴⁸⁶. Seule la place centrale du Président donne une cohérence à cet agrégat d'acteurs dans la politique étrangère. Le président russe exerce sa tutelle sur les acteurs. En fin de compte, le seul point commun qui réunit toutes ces individualités agissant peu ou prou sur la politique étrangère de la Russie reste le lien personnel qu'ils peuvent avoir avec le Président.

Le processus de décision en politique étrangère se caractérise donc par la confusion. Il semble irrationnel à cause du poids de l'informel sur la décision. Les modèles de la FPA paraissent peu applicables à la Russie. Des institutions prennent des initiatives de politique étrangère. Elles outrepassent leur prérogative et concurrencent celles en charge de la politique étrangère. L'idée de politique gouvernementale semble également peu viable. Il n'existe pas de groupes d'influence structurés dans les premiers cercles du pouvoir. Seul le président donne une cohérence à cet agrégat d'acteurs. Cette multiplicité se traduit-elle par une profusion d'interprétations du lien démographie/rerelations internationales ?

b) Des acteurs capitalisant sur la question démographique

La place accordée à la démographie dans la politique étrangère devrait se refléter dans l'organigramme ou par des décisions spécifiques. La multitude d'acteurs de politique étrangère ne

⁴⁸⁴ GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie*, op.cit., p.47.

⁴⁸⁵ MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Putin : blizhnij krug Prezidenta*, op.cit., p.7.

⁴⁸⁶ Interview de Laurent Vinatier, « Pourquoi Vladimir Poutine n'est pas aussi omnipotent en Russie que les apparences le laissent croire », op.cit.

contredit pas l'existence de point de vue transversaux sur le lien démographie/relations internationales. Le thème de la démographie peut aussi alimenter les luttes d'influence. Comment se manifestent le point de vue des autorités sur l'importance du facteur démographique dans la politique étrangère russe ? Qui sont les partisans des diverses approches théoriques du lien démographie/relations internationales ? Quel est le poids de la question démographique dans les luttes d'influence ? Nous verrons dans un premier temps que les autorités ont pris difficilement conscience de l'importance du lien démographie/politique étrangère. Il semble exister un clivage conservateurs/libéraux sur cette question. Il paraît possible d'affirmer que la question démographique aide des acteurs à s'affirmer dans le processus décisionnel de politique étrangère.

Malgré la nature illibérale de l'Etat russe, la structure institutionnelle peut refléter l'importance accordée à certains sujets. Par exemple, le 21 mai 2012, un ministère pour le Développement de l'Extrême-Orient a été créé car la région constitue un enjeu stratégique pour le pays. Un ministère pour la démographie contribuerait à améliorer l'articulation entre politique démographique/politique intérieure/politique extérieure. Les autorités ont longtemps hésité sur la place institutionnelle à accorder à la démographie. Le changement de statut du FMS (*Federal'naïa Migratsionnaïa Sloujba*, Service Fédéral des Migrations) souligne ces hésitations. L'ancêtre du FMS, le comité en charge des affaires de migrations de la population, se trouvait sous la tutelle du ministère du travail. Il devait surtout gérer l'arrivée massive de migrants après la chute de l'URSS. Le choix de ce ministère de tutelle permet de déduire que la question migratoire s'apparentait à un problème de gestion interne de la population active. Le 14 juin 1992, le FMS naît comme une structure autonome, preuve l'importance accordée aux migrations. En 1999, le FMS passe sous la tutelle du ministère en charge des Affaires de la Fédération, des nationalités et des migrations. Ce ministère gère les questions régionales mais aussi celles de la CEI et des ethnies de la Fédération de Russie. Les autorités comprennent alors que les migrations concernent aussi la politique extérieure. Fin 2001, ce ministère disparaît et le FMS intègre le ministère de l'Intérieur, ce qui reflète une analyse sécuritaire des thématiques démographiques et une négation de leur rôle international. En 2004, le FMS commence à être pris directement en charge par le Président et voit ses moyens, ses prérogatives et son personnel augmenter.⁴⁸⁷ Il ouvre des bureaux dans les pays où existent des populations russes nombreuses : Etats-Unis, Israël, Allemagne et pays de la CEI.⁴⁸⁸

⁴⁸⁷ IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Perspektivy migratsionnoi politiki Rossii* (Les perspectives de la politique migratoire de la Russie), Moscou, Maks Press, 2011, p.67.

⁴⁸⁸ LARUELLE, Marlène, « Les Russes de l'étranger proche », op.cit, p.19.

L'intégration de la question démographique dans le processus de politique étrangère se fait surtout par le biais des migrations. Depuis les années 2000, les décideurs ont intégré l'idée que le critère migratoire est aussi une « ressource de politique étrangère ». ⁴⁸⁹ Ils ont fait de la migration une arme diplomatique. Ainsi, « la Russie a utilisé les accords de réadmission comme moyen de pression sur les Etats (Azerbaïdjan, Asie centrale). Le pouvoir russe se sert de la communauté azerbaïdjanaise de Moscou comme instrument de soutien au pouvoir de Bakou. [...] En plus, quand il y a des tensions la Russie utilise l'arme des expulsions » ⁴⁹⁰. Ces points seront développés dans la troisième partie de cette thèse. L'intégration du critère démographique dans la politique étrangère paraît limitée. Il n'existe pas vraiment d'articulation entre la politique démographique, la politique intérieure et la politique extérieure.

Cependant, le programme des « compatriotes » de 2006 semble faire exception à cette idée. La question des Russes et/ou russophones vivant à l'étranger suscite des débats depuis 1991. Le décret présidentiel n°637 du 22 juin 2006 relatif « aux mesures d'aide au retour volontaire vers la Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger » marque un tournant. ⁴⁹¹ Le programme concernait seulement douze régions : sept à l'est du pays (Khabarovsk, Primorié, Krasnoïarsk, Amour, Irkoutsk, Novossibirsk, Tioumen), quatre dans la Russie centrale (Kalouga, Lipetsk, Tver, Tambov) et l'oblast de Kaliningrad. Entre 2006 et 2012, le programme prévoit des avantages pour les personnes souhaitant (re)venir dans ces régions. A condition de résider au moins deux années dans les territoires concernés, les candidats au retour reçoivent une indemnité pour leur voyage et celui de leur famille. Ils obtiennent des facilités pour les formalités auprès du FMS et des administrations locales. Ils perçoivent aussi une allocation mensuelle pour la période d'obtention de la citoyenneté russe (six mois maximum) et une « aide compensatoire » qui comprend divers avantages : écoles, protection sociale, logement. ⁴⁹² Ce programme montre une articulation entre politique démographique/politique intérieure et politique extérieure. Tout d'abord, il cherche à favoriser le retour des Russes de l'étranger pour réduire le déficit naturel, ensuite il concerne les régions dont le développement a le plus fortement subi les effets du déclin démographique, enfin il favorise l'intégration du facteur diasporique et démographique dans le

⁴⁸⁹ MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, « Rossiïskie diskurtsy o migracii : « noulevye » gody » (Les discours russes sur les migrations : années « zéro » », in *Demoscope.ru*, n°479-480, 26/09-09/10/2011

⁴⁹⁰ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

⁴⁹¹ Oukaz Presidenta RF ot 22 ijunja 2006g. N°637 « O merakh okazaniou sodeïstviïa dobrovol'nomou pereseleniïiou v Rossiïskouiou Federatsiïou sootetchestvennikov projivaïouchtchikh za roublejom » (Décret du Président de la Fédération de Russie du 22 juin 2006, n°637 « A propos mesures d'aide au retour volontaire vers la Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger »

<http://base.garant.ru/189653/#text>

⁴⁹² GEVORGIAN, Verdan, CAVOUNIDIS, Jennifer, IVAKHNIUK, Irina, *Les politiques relatives aux migrants irréguliers*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2008, p.90.

discours et l'utilisation de la diaspora comme vecteur de politique étrangère. Cependant, ce programme a en grande partie échoué. En effet, sur l'ensemble des sept années (2006-2012), il aurait permis le retour d'environ 100 000 personnes, très en deçà des 300 000 personnes attendues par an.⁴⁹³

Cet insuccès souligne les contradictions qui empêchent la bonne articulation entre politique démographique/politique intérieure/politique extérieure. Tout d'abord, le discours politique officiel refuse le recours à l'immigration, malgré une reconnaissance officieuse de sa nécessité. Ensuite, l'articulation politique intérieure/politique extérieure dysfonctionne car ces régions pauvres n'ont pas participé à l'élaboration du programme et supportent en grande partie le financement de ces mesures. Enfin, l'articulation politique démographique/politique étrangère reste défailante. Les autorités n'ont pas arbitré entre la volonté de se présenter sur la scène internationale comme le pays des Russes ethniques ou comme un Etat multiethnique, ce qui maintient une ambiguïté autour de la notion de compatriotes. Les autorités ont tout de même décidé de reconduire ce programme, mais l'ont modifié. Elles ont augmenté le nombre de régions concernées, y incluant par exemple Mourmansk. Quelle vision du lien démographie/relations internationales ce programme reflète-t-il ?

Il semble exister deux visions du lien politique démographique/politique intérieure/politique extérieure parmi les acteurs qui participent peu ou prou à la politique étrangère de la Russie. La première correspondrait à une lecture conservatrice. Elle partirait du constat que seule la natalité peut résorber le déficit naturel du pays. Ainsi, la politique intérieure doit se structurer autour d'un projet national qui cherche le « maintien du noyau de la culture russe et orthodoxe », c'est-à-dire préserver l'homogénéité ethnique du pays.⁴⁹⁴ Pour la politique étrangère, il s'agit alors de privilégier une lecture civilisationnelle et réaliste des relations internationales en se rapprochant surtout des pays slaves et/ou orthodoxes. La politique migratoire et diasporique se limiterait alors à une définition étroite du terme compatriote, c'est-à-dire les Russes ethniques vivant à l'étranger, dans une certaine mesure des Slaves orthodoxes, comme les Biélorusses ou les Ukrainiens.

La seconde lecture du lien politique démographique/politique intérieure/politique extérieure correspond à une lecture libérale. Ses partisans partent du constat que seule l'immigration permet de faire face aux défis nés du déclin démographique, notamment le manque de main-d'œuvre. La politique démographique aurait ainsi pour principal objectif de créer les conditions pour favoriser l'immigration de travail et/ou d'installation. La politique intérieure doit chercher à promouvoir un

⁴⁹³ VASSILIEV, Sergueï, « Programma pereseleniia sootetchesvnikov : vtorii versii » (Programme de rapatriement des compatriotes : deuxième version), in *Russkie v Kazakhstane*, 27/09/2012.

<http://www.russianskz.info/compatriot/3720-programma-pereseleniya-sootchestvennikov-versiya-vtoraya.html>

⁴⁹⁴ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

projet national multiethnique, car la logique privilégiant la prédominance d'une ethnie peut mener à une dérive xénophobe, dont l'une des conséquences serait une baisse de l'immigration. Pour la politique étrangère, le pays doit utiliser tous les vecteurs possibles, en particulier économiques, pour des relations fructueuses avec le maximum de partenaires, notamment occidentaux. Cette politique doit renforcer l'attractivité économique et la bonne image du pays, et donc l'attractivité migratoire. Dans cette logique, la politique diasporique repose sur une définition large de la notion de compatriote, incluant les personnes avec un lien plus ou moins direct avec l'ensemble des populations qui composent la Fédération de Russie. Parmi les acteurs de la politique étrangère russe, qui sont les partisans de chacune de ces deux lectures ?

L'Eglise orthodoxe privilégie la lecture conservatrice du lien politique démographique/politique intérieure/politique étrangère. Sur le plan de la politique démographique, elle prône une approche nataliste et exclut le recours à l'immigration. En ce qui concerne la politique intérieure, l'Eglise entretient une confusion par une rhétorique autour d'un « nationalisme orthodoxe », qui est facilement interchangeable avec le discours nationaliste ethnique russe. « Le patriotisme du chrétien orthodoxe doit être actif. Il se manifeste dans la défense de la patrie contre ses ennemis [...] Quand la nation, ethnique ou politique, est complètement ou en grande partie une communauté monoconfessionnelle orthodoxe, elle peut dans une certaine mesure se percevoir comme une seule communauté de croyance : une nation orthodoxe ».⁴⁹⁵ L'Eglise cherche à parer aux accusations de dérive nationaliste ethnique, et affirme que « les sentiments nationaux peuvent devenir une cause de péché ».⁴⁹⁶ Pour la politique extérieure, l'Eglise a une acceptation limitée de la notion de diaspora. « La priorité du patriarcat de Moscou est l'intégration des Russes de la diaspora de l'« étranger proche », particulièrement par l'activation du lien culturel de la Russie, du Belarus et de l'Ukraine »⁴⁹⁷. Les différents groupes nationalistes rejoignent peu ou prou cette lecture conservatrice du lien politique démographique/politique intérieure/politique extérieure.

Les milieux économiques adoptent une position plus libérale. Ils se prononcent en faveur de l'immigration, surtout celle des migrants non-qualifiés. En effet, « pour les entreprises de travaux publics, du BTP mais aussi d'entretien de la voirie, d'aménagement des espaces verts, etc., ces travailleurs sont une ressource essentielle »⁴⁹⁸. Les acteurs économiques adoptent aussi un discours

⁴⁹⁵ « Osnovy social'noï kontseptsii rousskoï pravoslanoï tserkvi » (Bases de la doctrine sociale de l'Eglise orthodoxe russe), in *mospat.ru*.

<https://mospat.ru/ru/documents/social-concepts/ii/>

⁴⁹⁶ Ibid.

⁴⁹⁷ CURANOVIC, Alicja, *The religious factor in Russia's foreign policy*, op.cit., p.143.

⁴⁹⁸ BAYOU, Céline, « Saint-Pétersbourg s'attaque aux migrants illégaux », in *Regard sur l'Est*, 11/03/2013
<http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1603&PHPSESSID=eaa>

nataliste, par exemple un discours contre l'avortement. En ce qui concerne le discours de politique intérieure, les milieux économiques ne cherchent pas forcément à défendre un libéralisme politique. Ils s'accommodent souvent d'un régime politique autoritaire stable. Ils demandent surtout à ce que l'Etat n'entrave pas l'enrichissement personnel. En politique extérieure, les milieux économiques russes privilégient une certaine ouverture : un rapprochement avec l'Union européenne, des accords de libre-échange avec différents pays de la CEI, un partenariat économique poussé avec la Chine, ... Par contre, les milieux d'affaire ne semblent pas intégrer dans leur réflexion le lien démographique/politique extérieure, que ce soit l'aspect transnational ou diasporique.

Il existe un autre groupe d'acteurs plus opportunistes. Cette attitude souligne également que les acteurs de la politique étrangère russe n'ont dans l'ensemble pas de réflexion propre sur cette articulation politique démographique/politique intérieure/politique extérieure. Les évolutions de la politique démographique, mais surtout celles de la politique migratoire, montrent une alternance entre le point de vue conservateur et le point de vue libéral. Les acteurs cherchent ainsi à éviter que le thème de la démographie ne desserve leur positionnement politique au sein des cercles du pouvoir. Cette stratégie devient plus difficile en raison de l'importance politique croissante du thème de la démographie.

La question démographique devient une cause rivalité entre ministères qui veulent plus de poids dans le processus décisionnel et plus de moyens. Le capital humain se dégrade avec le déclin démographique, ce qui renforce la concurrence entre les ministères. Par exemple, il existe une lutte d'influence entre le Ministère de l'Éducation et le Ministère de la Défense. Ainsi, le statut d'étudiant permet à beaucoup de jeunes hommes russes d'échapper à la conscription et les forces armées cherchent à supprimer cette exemption. En 2004, un groupe de travail sous la direction d'Igor Chouvalov, de l'administration présidentielle, proposait de rendre le service militaire obligatoire également pour les étudiants. Le Ministre de l'Éducation s'y oppose. Vladimir Loukine, député du parti Yabloko et membre du Conseil des politiques étrangère et de défense de Russie, se prononçait en faveur de l'exemption des étudiants : « la sécurité nationale ne peut pas être assurée si la Russie n'est pas une nation éduquée »⁴⁹⁹. Finalement, les autorités maintiennent l'exemption car sa suppression serait « socialement et politiquement explosive »⁵⁰⁰. En outre, le budget alloué à la lutte contre le déclin démographique augmente, la répartition des ressources financières s'en trouve alors modifiée. Elle se fait en faveur des administrations en charge de la mise en œuvre de la politique démographique du pays. Ainsi, le *pensionnyi fond*, l'équivalent de la caisse de retraite, gère les sommes importantes du

⁴⁹⁹ GLOAGUEN, Cyrille, *Le monde militaire russe*, op.cit. p.205.

⁵⁰⁰ GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie*, op.cit., p.59.

capital maternel et dispose de moyens supplémentaires pour accomplir cette mission. Elle peut alors de moderniser ses infrastructures, ce que d'autres administrations ne peuvent pas faire. La mauvaise intégration du facteur démographique dans la politique intérieure et extérieure du pays peut aussi aider certaines administrations à obtenir davantage de subsides. Ainsi, il existe une véritable « industrie des papiers migratoires » facilitée par le fait que « les préfetures de police jouissent d'une certaine autonomie dans la gestion de leurs arrondissements, cherchant à préserver leur emprise sur les migrants »⁵⁰¹. Les migrants doivent ainsi payer pour surmonter les impasses législatives et mettre un terme à leur insécurité juridique. Des acteurs locaux peuvent aussi utiliser la situation démographique pour devenir des acteurs de la politique étrangère russe. Par exemple, un conseil du kraï de Primorié du 13 février 1995 a voulu remettre en cause l'accord passé entre l'URSS et la Chine sur leur frontière commune.⁵⁰²

La mauvaise articulation entre les politiques démographique, intérieure et étrangère se traduit par une hésitation des autorités russes entre les visions conservatrice et libérale. Des acteurs de la politique étrangère russe semblent avoir un positionnement clair sur cette question, mais la plupart d'entre eux font preuve d'opportunisme. Cette attitude s'explique par une volonté de capitaliser sur la question démographique, c'est-à-dire profiter de la redistribution des ressources engendrée par le déclin démographique, conserver une influence et des prérogatives et éventuellement en obtenir davantage. Dans quelle mesure cet opportunisme révèle-t-il un défaut d'expertise sur les questions démographiques ?

c) Une expertise imparfaite sur les questions démographiques

La nature de la formation des élites en charge de la politique étrangère détermine le type de décision privilégié. Cependant, les décisions reposent aussi sur les idées qui existent chez les spécialistes qui font autorité. L'actualisation de la réflexion sur les enjeux passe ainsi par un échange entre les élites en charge de la politique étrangère et la communauté scientifique. Comment la formation des élites russes amène-t-elle à privilégier une lecture du lien démographie/reliations internationales ? Quelles sont les idées de la communauté scientifique sur ce lien ? Nous verrons dans un premier temps que les élites russes ont tendance à chercher « une solution soviétique à des

⁵⁰¹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Pétra, 2010, p.135.

⁵⁰² IVASITA, Akikhiro, *4000 kilomètres de problèmes : la frontière sino-russe*, Moscou, AST, « Vostok-Zapad », 2006, p.71

problèmes post-soviétiques »⁵⁰³. Ensuite, la réflexion cherche à montrer que le lien démographique/rerelations internationales reste encore peu étudié dans le monde de la recherche russe et que la connexion entre scientifiques et décideurs demeure imparfaite.

En générale, les élites en charge de la politique étrangère font généralement peu de cas des enjeux démographiques. « Les politiques [...] pourraient fort utilement intégrer les paramètres démographiques dans leurs projections, il est rare que cela soit le cas »⁵⁰⁴. La Russie ne fait pas exception. Cette absence de prise en considération du facteur démographique s'explique aussi par un rapport spécifique des élites russes au facteur humain. Dans la Russie post-soviétique, « la vie humaine ne coûte toujours rien »⁵⁰⁵, les élites ont un « mépris des problèmes sociaux »⁵⁰⁶. Ainsi, mettre parmi les principales priorités politiques la question démographique ne constitue pas a priori une évidence pour les élites russes. En outre, le pays a longtemps pu se reposer sur une bonne santé démographique et des frontières hermétiques qui le tenaient à l'écart des logiques migratoires internationales. L'idée d'une ressource démographique limitée et celle de l'existence de Russes à l'étranger et de minorités en Russie paraissent alors plus difficiles encore à concevoir et à intégrer. Néanmoins, les décideurs d'aujourd'hui ne pensent pas forcément comme la nomenklatura soviétique d'hier. Cependant, ils n'ont pas les outils intellectuels pour mener une réflexion approfondie sur le rapport démographie/rerelations internationales. En effet, « la compétence des élites politiques sur ces questions demeure insuffisante pour tenir compte de la réalité de la situation et prendre les décisions adéquates. »⁵⁰⁷. Devant le manque d'expertise des députés et des agents administratifs sur ce thème, le démographe Leonid Rybakovski recommande d'améliorer la formation des fonctionnaires en charge de la démographie⁵⁰⁸. L'arbitrage entre les différentes approches de la politique démographique devrait alors se faire en fonction du parcours professionnel et du type de formation des élites.

Il existe un « processus de *fonctionnarisation* de la classe politique russe » qui s'explique par la réduction progressive du nombre de personnes élues par rapport au nombre de personnes nommées.⁵⁰⁹ La dérive inhérente à ce phénomène de fonctionnarisation est la primauté des logiques bureaucratiques. Ainsi, la mauvaise articulation entre politique démographique/politique intérieure et politique étrangère s'interprète comme un défaut des mécanismes institutionnels. Les décideurs y

⁵⁰³ ROSS, Cameron, CAMPBELL, Adrian, *Federation and local politics in Russia*, Londres, New-York, Routledge, p.8.

⁵⁰⁴ MURAWIEC, Laurent, ADAMSON, David, « Démographie et sécurité », *Actes d'un atelier de la RAND*, Paris, 14/11/2000, p.1.

⁵⁰⁵ Leonid Rybakovski, cité dans BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2007, p19.

⁵⁰⁶ LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, op.cit., p.33.

⁵⁰⁷ Ibid.

⁵⁰⁸ KOUZNETSOV, Viatcheslav, Nikaelevitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Strategiia demograficheskogo razvitiia Rossii*, Moskva, 2005, p.203.

voient un problème de forme plutôt que de fond de la politique mise en œuvre. Par exemple, il existe une politique envers les communautés russes et russophones vivant à l'étranger. Elle montre la prise en compte du lien démographie/politique étrangère. Cependant, cette démarche souffre d'une mise en œuvre trop bureaucratique.⁵¹⁰ Un autre trait caractéristique des élites politiques russes influence leur lecture du lien démographie/relation internationale. Olga Kryshchanovskaïa, spécialiste de sociologie politique, parle d'une militarisation des élites, avec la forte présence de *siloviki* (les services secrets, l'armée, la police). En 2003, 60% de l'entourage de Vladimir Poutine venaient de ce groupe⁵¹¹. Ce changement conduirait les élites politiques à privilégier une lecture plus sécuritaire et réaliste des relations internationales. « Sous Vladimir Poutine, le centre stratégique s'est déplacé de la sphère économique vers le domaine de la sécurité »⁵¹². Les élites politiques auraient alors tendance à privilégier une lecture réaliste et conservatrice du lien démographie/politique intérieure/politique étrangère. Pourtant, la libéralisation de la politique migratoire a eu lieu en 2006, sous la présidence de Vladimir Poutine. Cependant, la tendance structurelle demeure conservatrice. La vision libérale a encore des partisans parmi les élites politiques, mais au niveau régional. La militarisation et la fonctionnarisation correspond aussi au maintien d'une culture politique soviétique. « La mentalité, la culture politique héritée de l'Union soviétique, ne disparaîtra pas avant deux générations. »⁵¹³ Cependant, ces perceptions peuvent évoluer grâce à des connexions avec des sources d'idées nouvelles, en l'occurrence le milieu de la recherche. Quel est la nature de la réflexion des chercheurs russes sur l'articulation démographie/politique intérieure/politique étrangère ?

Pour comprendre la prise en compte de l'articulation démographie/politique intérieure/politique étrangère, il convient de s'intéresser à la fois à l'évolution de la discipline des relations internationales et à celle de la démographie en Russie. Au début des années 1990, le besoin croissant d'expertise dans un contexte international nouveau a favorisé l'essor de la discipline des relations internationales en Russie. L'une des analyses les plus pertinentes des relations internationales russes est celle d'Andrei Tsygankov⁵¹⁴. Il regroupe les auteurs russes en trois écoles de pensée: les occidentalistes, les étatistes et les civilisationnistes. Il combine ainsi la distinction traditionnelle entre réalistes, libéraux et constructivistes, avec la rupture entre slavophiles et occidentalistes. Depuis le milieu des années 1990,

⁵⁰⁹ RAVIOT, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, op.cit., p.64.

⁵¹⁰ Conférence *Hard et soft power dans la politique étrangère russe*, Thomas, Gomart, Tatiana, Kastouéva-Jean, IFRI, 02/12/2010.

⁵¹¹ « KGB prodolzhaet zanimat klioutchevye pozitsii v Rossii » (Le KGB continue d'occuper les positions-clés en Russie), 30/12/2003
<http://podrobnosti.ua/power/2003/12/30/95040.html>

⁵¹² KRYCHTANOVSKAÏA, Olga, *Anatomiia rossiïskoï elity*, op.cit., p.85.

⁵¹³ Entretien avec Vladimir Kolossov, Centre des Etudes Géopolitiques, Moscou, 17/04/2012

⁵¹⁴ TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's foreign policy*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2010, 249p.

la pensée étatiste, proche des réalistes, domine l'étude des relations internationales en Russie, même si les concepts civilisationnistes, en particulier eurasistes, gagnent en influence. La pensée étatiste insiste sur la présence d'une menace externe à l'ouest et à l'est de la Russie. Elle privilégie une lecture géopolitique du lien démographie/rerelations internationales. Ainsi, le déclin démographique et l'immigration s'interprètent comme une menace sur l'intégrité territoriale de la Russie. Le thème de la « sécurité démographique » apparaît souvent dans la littérature scientifique russe, notamment à propos des relations sino-russes. Cependant, il ne fait pas l'objet d'une réflexion théorique globale. Dans leur ouvrage *Sociologie des relations internationales*, Pavel et Andreï Tsygankov estiment que les chercheurs russes en relations internationales doivent élargir leur réflexion en dépassant la logique isolationniste ou pro-occidentale. Ils formulent trois reproches à l'encontre de la discipline : l'absence d'études à caractère concret intégrant la réalité sociale et politique russes, le manque de théories globales, et l'absence d'une « grande idée » structurant la vision russe du monde.⁵¹⁵ Néanmoins, des chercheurs russes ont mené une réflexion sur le lien démographie/rerelations internationales de la Russie. Par exemple, Artem Loukine, spécialiste des relations internationales à l'Institut des relations internationales de Vladivostok, a rédigé dans la revue *Mirovaïa Ekonomika i mejdounarodnye otnochniïa* un article intitulé « Est-ce qu'une « paix démographique » nous attend ? ».⁵¹⁶ Il nuance l'approche réaliste du lien démographie/rerelations internationales, mais garde une grille d'analyse plutôt quantitative des phénomènes démographiques. Il n'intègre pas le facteur psychologique et les perceptions dans son raisonnement. Des auteurs russes adoptent une grille de lecture constructiviste, par exemple le géographe Vladimir Kolossov.⁵¹⁷ La domination du paradigme étatiste dans la discipline des relations internationales en Russie limite le facteur démographique dans la réflexion, à sa dimension géopolitique. Les démographes russes ont-ils mené une réflexion plus étoffée sur le lien démographie/rerelations internationales ?

Les démographes russes ont une préférence pour la vision réaliste et géopolitique du lien démographie/rerelations internationales. Les ouvrages consacrés aux évolutions démographiques de la Russie abordent souvent ce thème. Par exemple, Leonid Rybakovski a intitulé un de ses ouvrages *Sécurité démographique : aspects géopolitiques et de population*.⁵¹⁸ Cependant, l'étude de la démographie en Russie se caractérise par son excellence avec de grands démographes comme Anatoli Vichnevski qui a fait un travail remarquable et de très haut niveau avec son équipe, notamment avec le

⁵¹⁵ TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, TSYGANKOV, Pavel, Afanasievitch, *Sociologiïa mejdounarodnykh otnochniï* (Sociologie des relations internationales), Moscou, Aspekt Press, 2008, p.23.

⁵¹⁶ LOUKINE, Artem, « Jdet li nas « demograficheskii mir » ? » (Est-ce qu'une « paix démographique » nous attend ?), in *Mirovaïa ekonomika i mejdounarodnye otnochniïa*, n°4, Avril 2011, pp. 79-88.

⁵¹⁷ KOLOSSOV, Vladimir, Alexandrovitch, *Mir glazami rossïan: mify i vnechniïa politika*, op.cit., 287p.

⁵¹⁸ RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Demografitcheskaiïa bezopasnost'* (La sécurité démographique), Moscou, EKON-INFORM, 2003, 56p.

site *Demoscope.ru*. Depuis 1991, la question démographique est de plus en plus souvent intégrée par les économistes russes. Ils défendent souvent une lecture libérale du lien démographie/rerelations internationales. Ils abordent souvent ce thème par un travail sur les effets économiques des migrations.⁵¹⁹ Cependant, l'économie ne constitue qu'un aspect de la politique extérieure d'un Etat, l'articulation entre politique démographique/politique intérieure et politique étrangère se fait alors de façon imparfaite. Il faut ajouter que des démographes russes de référence exercent dans des instituts de recherche travaillant en priorité sur l'économie : le Haut Collège d'Economie, le département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou, Institut des Etudes Economiques à Khabarovsk, l'Université d'Etat de Vladivostok d'Économie et des services... En ce qui concerne la lecture constructiviste du lien démographie/politique intérieure/politique extérieure, elle apparaît dans les ouvrages des sociologues et dans les sondages, en particulier sur les perceptions des migrations et de la situation internationale de la Russie. Il existe donc une plus grande diversité d'approches du lien démographie/rerelations internationales au sein des chercheurs que parmi les élites politiques. Dans quelle mesure ces deux milieux parviennent-ils à travailler ensemble ?

En matière de démographie, des experts extérieurs sont consultés par les dirigeants. Par exemple, il existe un « conseil rattaché au Président de la Fédération de Russie pour la réalisation des projets nationaux prioritaires et la politique démographique » qui a pour ambition « la garantie de la coopération entre les autorités des organes fédéraux, les autorités des sujets de la Fédération de Russie, les pouvoirs locaux, les associations, et les organisations scientifiques ou autres qui s'intéressent aux questions liées à la réalisation des projets nationaux prioritaires et de la politique démographique »⁵²⁰. Cette structure rassemble surtout des hommes politiques du premier cercle du pouvoir, quelques gouverneurs et peu de représentants de la société civile et du monde universitaire. Des think tanks proches du pouvoir proposent aussi des stratégies de développement démographique : l'Institut de Développement Contemporain proche de Dmitri Medvedev et le groupe de travail n°7 plus proche de Vladimir Poutine⁵²¹. Des comités font appel aux universitaires mais de façon marginale. Valéry Elizarov, spécialiste des questions de natalité, fait partie du comité d'expert de la Douma pour les

⁵¹⁹ Par exemple :

- MINAKIR, Pavel, Aleksandrovitch, *Sistemnye transformacii v ekonomike* (Transformations systémiques de l'économie), Vladivostok, Dalnauki, 2001, 536p.

- VARCHAVSKAÏA, Elena, Iakovlevna, DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, « Mobilnost' inostrannykh rabotnikov na rossiïskom rynke truda » (La mobilité des travailleurs étrangers sur le marché russe du travail », in *Demoscope*, n°605-606, 01-24/08/2014.

⁵²⁰ Décret du 03/09/2012 « à propos du conseil rattaché au Président de la Fédération de Russie pour la réalisation des projets nationaux prioritaires et la politique démographique »

<http://state.kremlin.ru/face/16360>

⁵²¹ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

femmes et les enfants⁵²². En 2012, dans la commission gouvernementale pour la politique migratoire se trouvaient seulement « trois représentants de la société civile[...] dans une assemblée de 40 personnes. »⁵²³. Pour les questions de politique étrangère, les autorités semblent consulter davantage les experts. Le Président écoute parfois le point de vue de l'Institut des Études Politiques dirigé par Sergueï Markov, de la Politika Foundation de Viatcheslav Nikonov, et du Conseil pour la politique extérieure et la Défense, longtemps dirigé par Sergueï Karaganov⁵²⁴. Il existe aussi un conseil scientifique sous la tutelle du conseil de sécurité, avec 153 membres issus des grandes universités russes⁵²⁵. Cette présence de spécialistes auprès des décideurs a-t-elle une influence réelle sur le contenu de la politique ? La réponse semble négative car cette expertise répond à une demande du pouvoir. « Une expertise sérieuse permet un bon projet de loi, une expertise sur commande, moins »⁵²⁶. Les autorités écoutent ces avis et connaissent la réalité de la situation, mais « malheureusement, les dirigeants ne s'intéressent pas à ce qui se passera dans 3,5, 10 ans. [...] Le pouvoir ne s'intéresse pas à la stratégie mais seulement aux questions tactiques, opérationnelles. »⁵²⁷ Pour résumer la nature du dialogue entre le pouvoir politique et la communauté scientifique, les autorités écoutent mais n'entendent pas.

Les élites russes semblent donc avoir une faible expertise sur les questions démographiques. Le maintien d'une culture soviétique reposant sur une logique bureaucratique et sécuritaire, favorise une lecture réaliste et géopolitique de l'articulation entre les questions démographiques, de politique intérieure et de politique étrangère. Quant à la communauté scientifique russe, elle intègre davantage la dimension économique et libérale, mais semble aussi avoir privilégié la vision réaliste. Malgré des spécialistes de grande qualité, elle ne parvient pas encore à renouveler la réflexion sur l'articulation entre démographie/politique intérieure/politique extérieure russes. Les contacts existants entre ces deux mondes favoriseraient un regard neuf des autorités sur ces questions, mais les échanges restent infructueux.

⁵²² Entretien avec Valéry Vladimirovitch, Elizarov, Directeur du centre d'étude des problèmes de populations de la faculté d'économie de l'université Lomonossov, 25/04/2012.

⁵²³ Entretien avec Irina Valentinovna, Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012

⁵²⁴ VINATIER, Laurent, BACHKATOV, Nina, CASINI, Silvano, MONGRENIER, Jean-Sylvestre, *La Russie, de Poutine à Medvedev*, op.cit., p.25.

⁵²⁵ Liste détaillée des membres de ce conseil scientifique sur <http://www.scrf.gov.ru/persons/sections/17/>

⁵²⁶ Entretien avec Valéry Vladimirovitch, Elizarov, Directeur du centre d'étude des problèmes de populations de la faculté d'économie de l'université Lomonossov, 25/04/2012.

⁵²⁷ Entretien avec Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

Pour résumer cette réflexion sur la place de la question démographique dans le processus d'élaboration de la politique étrangère russe, la mauvaise intégration de ce facteur s'expliquent autant par des mécanismes, des acteurs que des idées du processus décisionnel.

Il n'existe pas d'organe interministériel qui favoriserait une meilleure articulation entre démographie/politique intérieure et politique étrangère, même si la politique démographique est désormais sous la tutelle directe du Président. L'existence et l'efficacité d'un tel mécanisme dépend aussi d'une vision claire des autorités sur ces thématiques qui paraît faire défaut. Le processus de décision en politique étrangère et politique démographique souffre également d'une défaillance des mécanismes d'échange entre le monde scientifique et les acteurs politiques.

Sur le plan des individus, il semble exister une confusion sur la réalité de l'influence et la place dans le processus décisionnel, à l'exception de la centralité du Président. Au-delà de la confrontation entre une lecture libérale et conservatrice du lien démographie/politique intérieure/politique étrangère, les acteurs politiques privilégient surtout le point de vue correspondant aux circonstances et à leurs intérêts à court terme. Le poids de la culture soviétique et le renouvellement imparfait des idées de la communauté scientifique russe depuis 1991 constituent un handicap dans la prise en compte du nouveau rapport démographie/relations internationales.

Malgré l'indécision des autorités, l'approche conservatrice, réaliste et bureaucratique de l'articulation entre démographie/politique intérieure/politique étrangère semble dominer le processus de décision. De façon générale, la réflexion sur le lien démographie/politique intérieure/politique étrangère reste inaboutie. Les élites politiques n'ont pas la formation nécessaire sur ces questions, leurs contacts avec la communauté scientifique demeurent formels et ne conduisent pas à reconsidérer la place du critère démographique dans la politique étrangère russe.

Dans quelle mesure cette intégration limitée de la question démographique peut-elle affaiblir la cohérence du discours de politique étrangère des autorités russes ?

2) Le discours de puissance infirmé par la réalité démographique

La réflexion à propos de la situation de la Russie sur la scène internationale depuis 1991 porte souvent sur son statut de puissance. Cette notion est présente tant chez les analystes de la politique étrangère russe que dans les discours des dirigeants politiques eux-mêmes affirmant les ambitions du pays sur la scène internationale. La notion de puissance a plusieurs significations et plusieurs natures, il est alors possible de formuler l'hypothèse que le critère démographique peut permettre de dépasser les ambiguïtés du discours pour préciser la réalité de la puissance russe. Depuis les années 2000, le terme de puissance « émergente » ou « ré-émergente » apparaît souvent dans les analyses pour

qualifier la Russie et pour décrire son « retour sur la scène internationale ». Que signifie alors l'emploi du terme de puissance dans le discours de politique étrangère russe ? En quoi le critère démographique participe-t-il à un leadership régional de la Russie ? Les évolutions démographiques ne font-elles pas du pays une « puissance malade » condamnée à être au second des relations internationales ? Le terme de puissance, en particulier sa traduction russe de *derzhava*, entretient une ambiguïté sur la réalité des ambitions russes sur la scène internationale. Malgré le déclin de la population de la Fédération de Russie, le pays dispose du potentiel démographique pour exercer un relatif leadership sur l'espace post-soviétique. Le critère démographique peut conduire à interroger l'idée d'une émergence durable de la Russie sur la scène internationale.

a) La *derjava* ou l'ambiguïté des ambitions russes

Ce terme apparaît souvent dans la littérature russe des relations internationales. Dans le discours des autorités, ce mot de *derjava* semble résumer une des ambitions internationales russes : faire partie des grandes puissances. Quelles sont les ambiguïtés de ce terme ? Dans quelle mesure le discours de puissance est-il le symptôme d'une incapacité à trouver une politique étrangère post-impériale ? Comment se manifeste ce statut de puissance de la Russie sur la scène internationale ? Il s'agit alors de mener une réflexion sur les significations multiples du terme de *derjava*. Ce discours sur la puissance semble aussi traduire des difficultés à tourner la page de la fin de l'URSS et comporte des incohérences.

En russe, *Derjava* veut dire puissance dans le sens neutre d'Etat important, mais a également une autre définition. La racine slavonne de ce mot signifie le pouvoir. C'est aussi la traduction du mot orbe, un globe surmonté d'une croix qui faisait partie des attributs du souverain russe à partir de 1557. Le mot *derjava* prête à confusion du fait de ce deux sens en russe. Il correspond à la fois à « un Etat important ayant une influence dans les affaires internationales, mais également au pouvoir de l'Etat, à une domination »⁵²⁸. Le mot *derjava* peut donc avoir une charge idéologique plus ou moins prononcée selon les arrière-pensées politiques de la personne qui l'emploie. Le terme a donné naissance au mot *derjavnost'*, le fait d'être une puissance. Il s'agit d'un concept qui apparaît souvent en Russie. Ainsi, « les élites politiques ont généralement (re)construit l'identité russe principalement autour de ce concept »⁵²⁹. Vladimir Poutine précise ce que, à ses yeux, le terme *derjavnost'* russe implique : la

⁵²⁸ BASKAKOVA, Ioulia, Mikhaïlovna, « Derjavnost' i ratsional'niï vybor vo vnechnei politike » (La puissance d'Etat et le choix rationnel en politique étrangère), in *Rossii i sovremenii mir : problemy politicheskogo razvitiia*, 2008, 6p.

⁵²⁹ BEAULIEU-BROSSARD, Philippe, *La Russie et le poids de l'(in)sécurité de la grandeur*, mémoire de sciences politiques sous la direction de Jacques Lévesque, Université de Montréal, 2011, p.46.

puissance économique, l'exceptionnalisme géopolitique, la puissance militaire, l'influence russe à l'ONU et l'essence culturelle de la Russie.⁵³⁰ Le terme de *derjava* semble alors donner une base idéologique à la politique intérieure et étrangère de l'Etat russe. Il entretient une confusion entre une approche néo-impériale et la volonté d'un Etat d'agir sur la scène internationale. Il révèle en filigrane une incapacité, ou un refus, de définir la place et le rôle de la Russie le monde d'aujourd'hui.

La Russie semble encore se voir comme un empire qui joue les premiers rôles sur la scène internationale. Le concept de *derjava* la conforte dans cette perception. Un penseur nationaliste comme Alexandre Douguine justifie cet état d'esprit : « ainsi avons-nous vécu dans l'Empire, avec l'Empire et pour l'Empire. C'est lui qui a donné tout son sens à notre existence. [...] Et rien n'aurait pu détourner les Russes de cette voie. [...] Dans les années 1990, nous avons tenté de devenir un « pays normal ». Pourtant, comme on l'a maintenant compris, nous n'y sommes pas parvenus. Car cela n'aurait jamais pu marcher. Nous, Russes-soit nous sommes un Empire, soit nous ne sommes rien »⁵³¹. D'ailleurs, il est intéressant de constater qu'Alexandre Douguine voit dans l'empire la solution au déclin démographique. « Les Russes ne vivront pas dans un pays normal [...] C'est pour cela que nous arrêtons de faire des enfants. Il n'y a qu'un geste à faire pour corriger cette tendance démographique : nous redonner foi en l'Empire »⁵³². Les autorités russes ont certes une position plus mesurée mais partagent cette volonté de puissance. « Beaucoup dans les élites politiques russes assument que la Russie, avec les Etats-Unis, devrait continuer à réguler la sécurité européenne sinon globale »⁵³³. Moscou justifie sa place de numéro deux par son territoire, sa puissance nucléaire et ses ressources énergétiques⁵³⁴.

Par ce discours sur la *derjava*, la Russie affirme son « ambition de la grandeur »⁵³⁵. Dans quelle mesure cette posture s'apparente-t-elle à la méthode Coué ? En effet, cette volonté de puissance semble davantage correspondre à de l'autosuggestion qu'à une réalité tangible, car la situation démographique participe à la déconstruction d'aspects sur lesquels repose ce discours de la *derjava*. Tout d'abord, Moscou légitime son ambition par sa puissance militaire, or les conséquences négatives de l'évolution démographique ont un temps affaibli l'armée russe. En outre, l'exceptionnalisme géopolitique et territorial qui caractériserait l'idée de *derjavnost'* perd de sa pertinence des multiples effets des

⁵³⁰ Ibid., p.47.

⁵³¹ DOUGINE, Aleksandr, « Imperiia-osvoboditel'nitsa » (L'Empire libérateur), in *Literatournaïa Gazeta*, n°3-4, 31/01-06/02/2007.

⁵³² Ibid.

⁵³³ CLUNAN, Anne, L., *The social construction of Russia's resurgence*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2009, p.155.

⁵³⁴ HEDENSKOG, Jakob, KONNADER, Wilhelm, NYGREN, Bertil, OLDBERG, Ingmar, PURSIANEN, Christer (dir.), *Russia as great power*, Londres, New-York, Routledge, 2005, p.336.

⁵³⁵ TINGUY, Anne de (dir.), *Moscou et le monde : L'ambition de la grandeur : une illusion ?* Paris, Editions Autrement,

évolutions sur la cohésion du territoire qui ne permettent pas à la Russie d'utiliser au mieux les avantages de sa géographie. Enfin, le déclin démographique portent atteinte à l'économie russe dont les performances des années 2000 avait permis le retour de la Russie sur la scène internationale dans les années 2000 et avait contribué au discours russe de puissance. Parmi les cinq facteurs de la *derjavnost'* cités par Vladimir Poutine, il en reste deux que le déclin démographique n'affecte pas : l'influence russe à l'ONU, et l'essence culturelle de la Russie, même si les modifications ethniques de la population de la Russie peuvent aussi agir à la marge sur cet aspect. Les effets des évolutions démographiques russe sur les fondements internes de la politique étrangère russe confirment l'« écart entre les rhétoriques de puissance d'une part, les réalités de la Russie contemporaine d'autre part »⁵³⁶. Les autorités russes cherchent à masquer ce décalage par des initiatives de prestige. Pour compenser sa relative perte de puissance militaire, les défilés de l'armée sur la place Rouge ont notamment pour « but de démontrer que la Russie avait réussi à dépasser la stagnation militaire des années 1990. [...] sans oublier l'aspect du prestige, inquantifiable, mais essentiel. »⁵³⁷ En ce qui concerne l'exceptionnalisme géopolitique de la Russie, les autorités fédérales entretiennent l'illusion d'un ancrage fort dans la région Asie-Pacifique en transformant le sommet de l'APEC à Vladivostok de 2012 en vitrine. Le pays veut notamment démontrer par son appartenance au groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) que son économie (ré)émerge, même si le développement de la Russie repose sur d'autres fondements que les quatre autres pays de ce groupe. Des facteurs tangibles viennent donc infirmer le discours de la *derjava*. Cela signifie-t-il pour autant que le pays n'appartiendrait pas au groupe des Etats importants ?

La Russie est une puissance selon les facteurs choisis pour définir la puissance. Reste à savoir si ces critères ont un rôle déterminant pour comprendre la place des Etats dans le monde d'aujourd'hui. « La Russie semble toujours baser sa pensée sur les concepts d'Etat et de souveraineté, tandis que les autres grandes puissances basent la leur sur les concepts de sociétés et d'intégration [...] Si la Russie continue sur cette voie [...] elle sera reconnue comme une puissance du point de vue traditionnel, mais « elle sera un acteur d'un genre différent » »⁵³⁸. Le pays reste une puissance qui repose sur des ressorts classiques : l'armée, l'arme nucléaire, l'action diplomatique par le siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, ainsi que les ressources énergétiques. Elle joue donc un rôle majeur sur la scène internationale sur les questions sécuritaires. « Historiquement, les autorités russes ont focalisé de façon

2008, 215p.

⁵³⁶ MONGRENIER, Jean-Sylvestre, « La Russie et la question de la puissance », in *fenetreurope.com*, 21/01/2010. <http://www.fenetreurope.com/php/page.php?section=chroniques&id=519>

⁵³⁷ McDERMOTT, Roger, « Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion », op.cit., p.9.

excessive sur le critère militaire, plutôt qu'économique, politique ou diplomatique, comme clé de la mobilité, comme « raccourci vers la grandeur »⁵³⁹. Le pays se retrouve donc à l'écart des enjeux économiques et financiers qui caractérisent davantage la puissance actuelle. Il existe en Russie une prise de conscience de ce décalage sur la nature de la puissance russe. Cependant, la situation ne suscite pas d'inquiétude. « Du point de vue de l'influence géopolitique, la Russie restera là où elle est. Une puissance traditionnelle par les paramètres géopolitiques, qui mène ses projets en utilisant les facteurs de force et le traditionnel équilibre des forces. Heureusement pour elle, la marche du monde revient à une telle diplomatie. »⁵⁴⁰ La Russie serait donc une puissance globale uniquement lorsque les circonstances, les événements de la scène internationale mettent à l'ordre du jour des questions sécuritaires ou énergétiques.

La Russie alors semble avoir une fonction de « tribunitienne ». « Le tribun, élu par les plébéiens, n'avait aucun pouvoir positif (à la différence du sénat, des consuls et des préteurs), il ne pouvait voter la loi, commander, édicter des mesures, son pouvoir n'était que négatif, car son veto pouvait arrêter l'action de n'importe quel autre magistrat »⁵⁴¹. Cette définition peut caractériser certaines initiatives de la Russie sur la scène internationale. Tout d'abord, le rôle de la Russie se rapproche parfois de celui du tribun, étant donné l'importance de l'aspect déclaratoire dans la politique étrangère russe. Par exemple, le pays n'a pas le poids financier international suffisant pour faire évoluer les institutions financières, alors les autorités russes s'appuient sur les BRICS pour contester ces organismes financiers. La Russie devient ainsi le porte-parole d'une remise en cause d'une présence trop importante des pays occidentaux dans les instances économiques internationales. La puissance tribunitienne de la Russie se traduit aussi par une capacité de blocage. Elle s'exerce en particulier au sein de l'ONU grâce au droit de veto que lui confère son statut de membre permanent au Conseil de Sécurité. Elle a ainsi bloqué à plusieurs reprises des sanctions contre la Syrie. Le caractère tribunitien de la puissance russe offre donc à Moscou une capacité de nuisance au niveau global, et crée ainsi des opportunités pour se rendre incontournable.

Le discours de la *derjava* reste source d'ambiguïtés autour des ambitions russes. Ce terme traduit l'obsession de puissance. Pourtant, le déclin démographique a eu des effets préjudiciables sur des facteurs internes de puissance, et vient infirmer ce discours. Il est difficile de savoir si la Russie fait partie des grandes puissances de la scène internationale. Le pays en conserve les attributs

⁵³⁸ HEDENSKOG, Jakob, KONNADER, Wilhelm, NYGREN, Bertil, OLDBERG, Ingmar, PURSIAINEN, Christer (dir.), *Russia as a great power*, op.cit., p.4.

⁵³⁹ CLUNAN, Anne, L., *The social construction of Russia's resurgence*, op.cit., p.83.

⁵⁴⁰ « Rossiia : ne oupoustit' oudatchou » (Russie : ne pas laisser passer sa chance), in *Analititcheskij doklad mejdounarodnogo diskoutsiionnogo klouba « Valdai »*, Moscou, 11/2011, p.35.

classiques. Il a une capacité de blocage importante, mais semble marginalisé dans beaucoup de dossiers. La Russie peut-elle être qualifiée de puissance régionale avec davantage de certitude ?

b) Le potentiel démographique d'une puissance régionale

La fin de la bipolarité a laissé place à une réflexion sur la structuration de la scène internationale. Néanmoins, l'idée d'existence de pôles représentés par des pays exerçant un leadership sur une région est présente dans la plupart des analyses. Les autorités russes reprennent également ce raisonnement. En quoi le discours russe sur la multipolarité révèle-t-il aussi la revendication d'un leadership régional ? Dans quelle mesure la réalité démographique peut-elle justifier cette ambition ? Quelle forme peut avoir un éventuel leadership régional de la Russie ? Nous verrons tout d'abord que le discours russe sur la multipolarité correspond à une revendication implicite d'une zone d'influence qui correspondrait peu ou prou à l'espace post-soviétique. Ce leadership semble avoir une justification démographique, même s'il ne prend la forme de domination qui a existé par le passé.

La Russie tient un discours sur le monde multipolaire depuis les années 1990. Evgueni Primakov avait développé le thème de la multipolarité de la scène internationale. Pour lui, la Russie restait « sans aucun doute l'un des acteurs principaux d'un monde multipolaire »⁵⁴². Moscou semble alors détourner une idée faisant consensus parmi les spécialistes pour légitimer l'objectif fondamental de sa politique étrangère : « recréer la domination sur l'ancien empire »⁵⁴³. En présentant le monde en plusieurs pôles, la Russie sous-entend qu'elle se trouve à la tête de l'un d'entre eux, en l'occurrence une Eurasie aux contours flous ou plus concrètement l'ancien territoire de l'URSS. Le terme « d'étranger proche » utilisé en Russie pour qualifier les anciennes républiques soviétiques signifie que Moscou ne veut pas que ces pays s'éloignent de son influence. Difficile de définir ce pôle dont la Russie revendique le leadership car « la notion d'influence n'est sans doute pas plus claire que celle d'espace post-soviétique. »⁵⁴⁴. D'ailleurs, depuis 2008, les autorités russes parlent de « sphère d'intérêts privilégiés » et « contrairement à l'influence, les intérêts sont spécifiques et identifiables »⁵⁴⁵. Ceux de la Russie se concentrent sur les pays de la CEI.

Il existe des institutions régionales qui concrétisent les rapports entre la Russie et d'autres anciennes républiques soviétiques, exceptés les pays baltes. La Communauté des Etats Indépendants,

⁵⁴¹ LAVAU, Georges, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, p.342.

⁵⁴² PRIMAKOV, Evgueni, *Le monde sans la Russie*, Paris, Economica, 2009, p.81.

⁵⁴³ NYGREN, Bertil, *The rebuilding of Greater Russia*, Londres, New-York, Routledge, 2008, p.7.

⁵⁴⁴ GOMART, Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1055, 05-06/2006, p.4.

créée à la chute de l'URSS, réunit en 2012 11 des 15 pays de l'ex-URSS. Les pays baltes sont dans l'Union Européenne et la Géorgie a quitté l'organisation en 2008. Juridiquement, la CEI a des compétences dans les domaines militaire, économique et politique, et peut en théorie servir de cadre institutionnel pour un leadership russe. D'ailleurs, le recentrage de la politique étrangère russe en direction de l'espace post-soviétique sous Evgueni Primakov s'inscrivait dans cette logique. « En utilisant la CEI comme un simple instrument à l'apparence démocratique, servant à mieux contrôler les anciennes républiques, la Russie avait l'espoir de parvenir à terme, à une réintégration de la majeure partie de l'URSS »⁵⁴⁶. Vladimir Poutine se désintéresse de cet outil institutionnel et accélère la perte de substance d'un organisme qui en avait déjà peu à l'origine. « La prolifération des traités et associations internes et extérieures à la CEI, à laquelle s'ajoutent les multiples accords bilatéraux conclus entre ses membres, perturbe gravement la prise de décision et crée le désordre sur le plan réglementaire, condamnant cette organisation à l'inefficacité. »⁵⁴⁷. Par exemple, Moscou met en place, avec cinq Etats de la CEI, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) qui a une vocation militaire. En ce qui concerne le domaine économique, la Russie initie la création de l'EurAsEc (la communauté économique eurasiatique) en 2000 qui se transforme en Espace Economique Eurasiatique le 1er janvier 2012 et réunit les mêmes Etats que l'OTSC : Arménie, Belarus, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie et Tadjikistan. Au sein de la CEI, des Etats veulent contrer cette volonté de leadership russe et forment le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) en 1997, rejoint pour un temps par l'Ouzbékistan. La Russie n'arrive à institutionnaliser une influence forte que sur cinq Etats : l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. « Moscou éprouve bien des difficultés à « tenir » ces espaces »⁵⁴⁸. Au-delà de ce leadership institutionnel fragile, la Russie a-t-elle une base démographique pour exercer une ascendance sur les Etats de l'espace post-soviétique ?

L'aspect quantitatif ne suffit pas pour comprendre l'importance du facteur démographique dans l'évaluation de la puissance d'un Etat. Il faut néanmoins le prendre en considération. Boris Kouzyk, directeur de l'institut des stratégies économiques, a défini des seuils de population qui fixent le niveau de puissance des Etats⁵⁴⁹. Une puissance globale représenterait plus de 5% de la population mondiale soit 300 millions de personnes, ce qui pour l'auteur inclut les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et l'Union

⁵⁴⁵ TRENINE, Dmitri, « Russia's Spheres of Interests, not influence », in *The Washington Quarterly*, 10/2009, p.10.

⁵⁴⁶ POLEDRI, Michel, *Quel avenir pour la CEI ?*, mémoire sous la direction d'Isabelle Facon, Paris, Collège Interarmées de défense, 03/06, p.12.

⁵⁴⁷ LIGHT, Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1055, 2006/3, p.18.

⁵⁴⁸ MONGRENIER, Jean-Sylvestre, « La Russie et la question de la puissance », in *fenetreurope.com*, 21/01/2010.

<http://www.fenetreurope.com/php/page.php?section=chroniques&id=519>

⁵⁴⁹ TITARENKO, Mikhaïl, Leonidovitch, KOUZYK, Boris, Nikolaevitch, *Kitai-Rossïia 2050 : strategiia sorazvitiia* (Chine-Russie 2050 : Stratégie de codéveloppement), Institut Dal'nego Vostoka RAN, Institut ekonomitsheskikh strategiï RAN, 2006, pp.94-595.

européenne. Ensuite, le poids démographique d'une puissance moyenne correspondrait à 2-5% de la population mondiale soit entre 120 et 300 millions d'habitants. Pour Boris Kouzyk la Russie, le Brésil, le Japon, l'Indonésie, le Pakistan et même le Bangladesh appartiennent à cette catégorie. Enfin, les puissances d'envergure régionale regrouperaient entre 30 et 120 millions de personnes, c'est-à-dire entre 0,5 et 2% de la population mondiale. La Russie n'aurait alors pas les ressources démographiques pour prétendre au statut de puissance globale. Elle se situerait au niveau des puissances moyennes, avec un leadership régional.

La Russie a plusieurs des leviers pour exercer un ascendant sur l'espace post-soviétique. Tout d'abord, elle conserve une supériorité militaire sur les autres pays de la région. Sur le plan diplomatique, le droit de veto russe au Conseil de Sécurité de l'ONU est un outil qui permet à la Russie d'empêcher les Etats de la communauté internationale d'intervenir dans cet espace. Politiquement, la Russie utilise « les conflits gelés (Abkhazie et Ossétie du Sud en Géorgie, Transnistrie en Moldavie, Karabakh entre Arménie et Azerbaïdjan), qui représentent un levier possible sur les pays concernés »⁵⁵⁰. Économiquement, Moscou favorise une « dépendance énergétique de la plupart des pays membres [de la CEI] »⁵⁵¹. De plus, l'infrastructure de transport héritée de l'Empire russe et de l'URSS donne à Moscou une centralité géographique dont elle peut user à l'encontre des pays enclavés d'Asie centrale ou l'Arménie, même si des projets de pipelines contournent désormais le territoire russe. Linguistiquement, « le russe est resté la *lingua franca* » dans l'espace post-soviétique⁵⁵².

Numériquement, la Russie représente en 2012 50,41% de la population de la CEI plus la Géorgie⁵⁵³. Ainsi, « le poids démographique de la Russie est autrement plus important que ne l'est celui de l'Allemagne dans l'UE : la population ukrainienne est trois fois inférieure à celle de la Russie, tandis que l'Ouzbékistan, troisième Etat par sa population, ne compte que 28 millions d'habitants, soit 5,3 fois moins que la Russie [...] Le potentiel de domination de la Russie au sein de la CEI est donc plus important que ne l'est celui de l'Allemagne en Europe. »⁵⁵⁴ Les liens migratoires entre la Russie et les autres pays de la région demeurent un élément structurant de cet espace. La présence de populations russes dans les pays de la CEI, de populations de ces Etats sur le sol russe, et aussi de familles mixtes résultant de ces migrations est importante. Les revirements de politique étrangère peuvent difficilement défaire ces réalités démographiques. Les migrations donnent « un rôle moteur à Moscou dans l'Eurasie »⁵⁵⁵. La question des avantages politiques des liens migratoires pour la Russie

⁵⁵⁰ TINGUY, Anne de (dir.), *Moscou et le monde : L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, op.cit., p.76.

⁵⁵¹ LIGHT, Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, op.cit., p.20.

⁵⁵² Jean Breuillard dans RENAULT, Stéphane, « Pourquoi apprendre le russe ? », in *L'étudiant*, 2007, p.20.

⁵⁵³ Sources statistiques pour la CEI <http://www.cisstat.com/>

Source pour la Géorgie http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=473&lang=eng

⁵⁵⁴ TEURTRIE, David, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.36.

⁵⁵⁵ LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, op.cit., p.305.

sera développée dans la troisième partie de cette thèse. Malgré tous les leviers de la Russie pour exercer un ascendant sur les pays de la région, faut-il considérer que Moscou domine encore ces anciennes républiques soviétiques ?

« Les dirigeants russes continuent à avoir de grandes difficultés [...] à considérer les pays issus de l'ex-URSS comme des Etats réellement souverains, libres de leurs choix »⁵⁵⁶. La fin de l'Union soviétique a bien eu lieu, ce qui ne permet plus une verticalité des relations entre la Russie et les autres anciennes républiques soviétiques. Les Etats de cet espace utilisent la présence d'acteurs extérieurs pour négocier en position favorable face à la Russie. La politique menée peu ou prou par tous les autres Etats de la CEI a pour but d'éviter toute tutelle d'une puissance. Ces Etats acceptent « de bonne grâce les assistances économiques diverses, qu'elles proviennent de la Chine, de l'Union européenne, des Etats-Unis ou de la Russie, mais en même temps on s'assure de maintenir au maximum son indépendance et sa marge de manœuvre au point de vue de la politique étrangère. »⁵⁵⁷. Ainsi, le « Grand Jeu » en Asie centrale s'apparente davantage à une négociation permanente. Par exemple, le Kirghizstan a obtenu le 4 février 2009 un prêt de deux milliards de dollars et une aide de 150 millions de dollars de la part de Moscou en échange de l'éviction des troupes américaines de la base de Manas⁵⁵⁸. Dans un accord du 23 juin 2009, les Etats-Unis doivent déboursier plusieurs millions de dollars pour rester sur cette base essentielle pour les opérations en Afghanistan. Le contrat de location passe ainsi de 17 à 60 millions de dollars, 117 millions de dollars sont versés au gouvernement kirghize, 36 pour moderniser l'aéroport, 21 dans la lutte contre le trafic de drogue et 20 pour le développement économique du pays⁵⁵⁹. Ce principe de négociation entre la Russie et les autres pays de la CEI rend le leadership russe fragile. Cependant, Moscou garde un rôle politique important à cause de l'absence de structure institutionnelle alternative. Les perspectives d'intégration des Etats occidentaux de la CEI à l'UE ou à l'OTAN restent très incertaines, surtout que Moscou use de tous les moyens diplomatiques pour empêcher ces processus. La Chine a une influence économique grandissante. Cependant, le rapprochement d'Etats de la CEI avec Pékin ne supprime pas encore les

⁵⁵⁶ TINGUY, Anne de (dir.), *Moscou et le monde : L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Editions Autrement, 2008, p.85.

⁵⁵⁷ Ibid.

⁵⁵⁸ JEGO, Marie, « La Russie cherche à soustraire l'Asie centrale à l'influence de l'OTAN », in *LeMonde.fr*, 05/02/2009. http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/02/05/la-russie-cherche-a-soustraire-l-asie-centrale-a-l-influence-de-l-otan_1151041_3214.html.

⁵⁵⁹ TYNAN, Deirdre, « Kyrgyzstan: US Armed Forces to Remain at Air Base for Afghan Resupply Operations », in *Eurasianet.org*, 22/06/2009. <http://www.eurasianet.org/departments/insightb/articles/eav062309b.shtml>

relations avec Moscou. « La Chine est traditionnellement présentée comme l'ennemi historique des peuples de la steppe et de l'Islam, celui dont il faut à tout prix éviter la domination »⁵⁶⁰.

D'un point de vue migratoire, il n'existe plus de liens de subordination absolue vis-à-vis de la Russie. Tout d'abord, les habitants de l'espace post-soviétique ont une relative liberté de circulation, contrairement à l'époque soviétique. Ils ont un choix plus large de destinations pour émigrer. Les liens migratoires entre les anciennes républiques soviétiques et la Russie n'ont alors pas un caractère immuable. En outre, même moins peuplés, des pays de l'espace post-soviétique ont un avantage démographique sur la Russie grâce à leur dynamisme démographique plus dynamique. La présence de populations russes dans ces Etats peut être un levier d'influence pour Moscou. Toutefois, le pays de résidence peut également utiliser ces populations comme un instrument politique dans ses relations avec Russie. Il faut aussi tenir compte des migrants originaires de ces pays vivant sur le territoire russe.

La Russie revendique un leadership régional sur l'espace post-soviétique à travers le discours sur le monde multipolaire. Ce leadership régional paraît fragile. Les pays marchandent leur ralliement mais l'absence de processus d'intégration régionale alternatif permet à la Russie de conserver un ascendant. Le pays a un poids démographique supérieur aux autres Etats de l'espace post-soviétique. Même d'un point de vue démographique, l'avantage de la Russie n'est pas absolu. Spécifique au niveau mondial, spécifique au niveau régional, dans quelle mesure la puissance Russie a-t-elle un profil atypique ?

c) De la « puissance pauvre » à la « puissance malade »

Georges Sokoloff a présenté la Russie puis l'URSS comme une « puissance pauvre », soulignant le caractère paradoxal du rôle international du pays.⁵⁶¹ Dans quelle mesure la situation de la Russie post-soviétique peut-elle remettre en cause le paradigme de la « puissance russe » ? En quoi le déclin démographique peut-il faire de la Russie une « puissance malade » ? La réalité démographique du pays ne contraint-elle pas la Russie à être une puissance par défaut ? Dans un premier temps, il convient d'interpréter l'idée de puissance pauvre en considérant la nature du développement de la Russie post-soviétique. Il semble alors possible de formuler l'hypothèse que le déclin démographie

⁵⁶⁰ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, p.42.

⁵⁶¹ SOKOLOFF, Georges, *La Puissance pauvre*, Paris, Fayard, 1993, 948p.

pourrait faire du pays une « puissance malade ». Il faut également intégrer le caractère relatif de la puissance d'un Etat.

Dans son ouvrage *La puissance pauvre*, Georges Sokoloff démontre qu'il existe « un décalage décisif entre le niveau de développement de l'économie russe et son rôle international. Autrement dit, la Russie puis l'URSS ont toujours eu une politique extérieure de puissance qui ne correspondait pas à leurs moyens de pays en voie de développement ».⁵⁶² Ce constat semble moins se vérifier dans la Russie post-soviétique car la pauvreté a reculé. Ainsi, selon Rosstat, 33,5% de la population russe vivaient en deçà du seuil de pauvreté en 1992, ce taux tombe à 10,7% en 2012.⁵⁶³ En ce qui concerne la politique extérieure russe, le facteur énergétique a fait de l'économie un élément significatif. Moscou a désormais intégré « l'économie comme un des marqueurs les plus fondamentaux [de la puissance russe] ».⁵⁶⁴ Le fait d'user du levier économique pour exercer une pression diplomatique sur des Etats ne coïncide avec l'idée de « puissance pauvre ». En adoptant une logique malthusienne, le déclin démographique russe peut infirmer l'idée de « puissance pauvre », au moins à court terme. Selon Malthus, l'augmentation de la population accroît la misère puisqu'il faut partager les mêmes ressources entre davantage de personnes.⁵⁶⁵ D'après ce principe, la Russie s'enrichit davantage du fait de la baisse de sa population et de sa faible natalité, le « bonus démographique » des années 1990 illustre cet argument.

Pendant, le constat de Georges Sokoloff du faible niveau de développement de la Russie toujours valable. Les revenus tirés de l'exportation des hydrocarbures réduisent seulement la misère d'une faible part de la population russe. Ils participent surtout à un accroissement des inégalités en Russie. Le coefficient de Gini permet de mesurer les inégalités de revenus : 0 signifie que les inégalités n'existent pas, 1 signifie une inégalité extrême. « Avec un coefficient de 0,26 en 1991, la Russie était moins inégalitaire que la majorité des pays de l'Europe ; mais après avoir atteint 0,4 au cours des années 1990, il est aujourd'hui encore plus élevé (0,422 en 2009 pour 0,289 en France) ».⁵⁶⁶ En plus, ce processus de recul de la pauvreté en Russie demeure fragile car il reste tributaire des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, une baisse du prix du baril peut immédiatement se traduire par une paupérisation de la population russe. En outre, les dépenses croissantes pour corriger les effets du déclin démographique et le caractère de plus en plus inégalitaire de la redistribution des richesses en

⁵⁶² TIRAPOLSKY, Anita, « La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », in *Politique étrangère*, n°2, vol 59, 1994, p.555.

⁵⁶³ http://www.gks.ru/free_doc/new_site/population/bednost/tab1/2-03.htm

⁵⁶⁴ BEAULIEU-BROSSARD, Philippe, *La Russie et le poids de l'(in)sécurité de la grandeur*, op.cit., p.47.

⁵⁶⁵ MALTHUS, Thomas-Robert, *Essai sur le principe de population*, Paris, Editions Gonthier, 1963, 236p.

⁵⁶⁶ PROKOFIEVA, Lidia, Mikhaïlovna, « Pauvreté et inégalités en Russie », in *CERISCOPE Pauvreté*, 2012.
<http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

Russie viennent infirmer le raisonnement malthusien à long terme. La réalité démographique renforce le caractère paradoxal de la puissance russe.

Nicholas Eberstadt, démographe américain, estime que le déclin démographique russe rend les ambitions du pays peu réalistes. Il affirme que « l'histoire ne comporte aucun exemple de société qui a montré des progrès matériels durables avec une diminution persistante de sa population. Il semble extrêmement improbable que la Russie puisse atteindre un objectif aussi ambitieux alors qu'elle se trouve en pleine crise démographique. Tôt ou tard, les dirigeants russes devront reconnaître le fait que cette préoccupante évolution sur le long terme entame le potentiel social et politique de leur pays ».⁵⁶⁷ L'histoire donne des exemples d'empires tombés en partie pour des raisons démographiques, pas d'un point de vue quantitatif, mais plutôt qualitatif. Comment expliquer les victoires de faibles troupes arabes face aux grands empires perse et byzantin aux VII^{ème} VIII^{ème} siècles ? Une des raisons tient au « déclin démographique et économique du monde méditerranéen entre le III^{ème} et VII^{ème} siècle, encore aggravé par des épidémies de peste ».⁵⁶⁸ Il paraît alors possible de s'inspirer du raisonnement de Georges Sokoloff pour formuler l'hypothèse d'un décalage décisif entre l'évolution des facteurs démographiques russes et son rôle international. Autrement dit, la Russie aurait une politique extérieure de puissance qui ne correspondrait pas aux moyens d'un pays en déclin démographique. La Russie deviendrait-elle alors chaque jour un peu plus « l'homme malade » de la scène internationale ?

La paternité de cette expression revient au tsar Nicolas Ier qui qualifie ainsi au XIX^{ème} siècle le processus de déliquescence progressive de l'Empire ottoman. Même si la métaphore se veut politique et militaire, la chute de l'Empire ottoman s'est aussi accompagnée d'un recul démographique. « La période 1913-1922 est catastrophique dans l'histoire de la population [...] Ce déclin démographique trouve son origine dans une forte hausse de la mortalité, directement liée aux conflits, ainsi que dans une baisse du niveau de la fécondité »⁵⁶⁹. L'expression d'« homme malade » est une personnification qui ramène l'avenir d'un pays à un état de santé physique imagé. Il paraît même possible de rendre plus concret ce lien en appliquant l'idée « d'homme malade » à la Russie post-soviétique, et de déduire que l'état de santé réel d'une Nation compromet le futur d'un Etat. Pour Susan Baker, la situation démographique fait déjà du pays « l'homme malade de l'Europe ».⁵⁷⁰ Il est effectivement difficile d'avoir une crédibilité de puissance lorsque les autorités ne parviennent pas à mettre en place les mesures nécessaires pour que la population puisse se soigner correctement. Il peut

⁵⁶⁷ « Quand la Russie disparaîtra », in *Courrier international*, 7-13/10/2010, n°1040, p.20.

⁵⁶⁸ DARON, Nicole, DELANTE, Françoise, LECLERCQ, Danielle, TOUBEAU, Dominique, *En quête d'Histoire*, Bruxelles, De Boeck, 2008, p.96.

⁵⁶⁹ INAN, Ceren, « La population de la Turquie : évolutions démographiques depuis 1927 », in *Cahiers démographie des Balkans*, vol.9, 2007, p.5.

même sembler inquiétant qu'un Etat avec une manne pétrolière si importante ait 20% de ses hôpitaux ne disposant pas de l'eau courante, et que de façon générale l'état sanitaire du pays permette le retour de maladies comme la tuberculose et une explosion du SIDA comparable à la situation dans les pays les moins développés.⁵⁷¹ Le terme de « puissance malade » paraît en ce sens adéquat. Andreï Tsygankov souligne que « les indicateurs de pauvreté, les infections du VIH, et la crise démographique sont largement convaincants pour montrer la faiblesse continue de la Nation ».⁵⁷² Avec une telle perspective, la priorité ne devrait pas la lutte pour un statut de puissance globale, mais d'éviter que le pays ne devienne un « ours en train de mourir ».⁵⁷³ Comment la Russie peut-elle demeurer un acteur important de la scène internationale dans une telle situation ?

« La politique de Vladimir Poutine frappe par le décalage qui existe entre l'étroitesse de la vision stratégique et la multiplication des coups tactiques »⁵⁷⁴. Au début des années 2010, la Russie a pu profiter d'un contexte plutôt favorable car « les concurrents et les partenaires sont faibles, ils ne peuvent proposer ni la carotte, ni le bâton »⁵⁷⁵. Ainsi, la Russie peut parfois profiter d'un relatif effacement des grands acteurs comme l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Chine sur la scène internationale pour s'affirmer davantage. Tout d'abord, l'Union Européenne reste un « géant économique, nain politique », et la crise économique de 2008 a donc pour conséquence de mettre en doute un élément important de son influence internationale⁵⁷⁶. Les Etats-Unis restent la seule puissance globale mais opèrent progressivement un tournant stratégique qui offre à la des occasions de s'affirmer sur la scène internationale, en particulier en Europe. La stratégie américaine de « leading from behind » (diriger en retrait), adoptée en 2011, suit la logique suivante : « Le message est clair : les Etats-Unis ne joueront plus un grand rôle dans les interventions relativement peu compliquées dans la périphérie de l'Europe »⁵⁷⁷. La Chine a moins de visibilité par rapport à la Russie. « Jusqu'à présent, Pékin s'est en tout cas montrée plus discrète que Moscou dans sa façon de s'adresser aux Occidentaux. Sans doute est-il moins difficile d'être une puissance montante qu'une puissance déclinante, réputation dont la Russie ne parvient pas à se défaire »⁵⁷⁸. Il s'agit d'un effacement temporaire. La Chine « doit à

⁵⁷⁰ BAKER, Peter, GLASSER, Susan, *Kremlin rising*, op.cit., p.179.

⁵⁷¹ Ibid., p.189.

⁵⁷² TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's foreign policy*, op.cit., p.196.

⁵⁷³ EBERSTADT, Nicholas, « The dying bear », in *Foreign Affairs*, 11/2011.

⁵⁷⁴ GOMART, Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », op.cit., p.6.

⁵⁷⁵ « Rossiia : ne oupoustit' oudatchou » (Russie : ne pas laisser passer sa chance), in *Analititcheskii doklad mejdounarodnogo diskoutsiionnogo klouba « Valdaï »*, Moscou, 11/2011, p.11.

⁵⁷⁶ JOANNIN, Pascale, « L'europe en 2025 : géant économique, nain politique ? », in *Géoéconomie*, n°50, 2009, pp79-85.

⁵⁷⁷ ZAPFE, Martin, « La NSS 2014 : sur la voie d'une doctrine Obama », in *Politique de sécurité : analyses du CSS*, n°134, 05/2013, p.2.

<http://www.css.ethz.ch/publications/pdfs/CSS-Analyse-134-FR.pdf>

⁵⁷⁸ FACON, Isabelle, « Le tandem sino-russe : un défi pour l'Occident ? », in *Politique internationale*, n°127, printemps 2010, p.381.

la fois protéger ses intérêts et prendre des responsabilités, sous peine de connaître les risques d'un propriétaire absent ou d'encourir le reproche de profiter du système international sans y contribuer ». ⁵⁷⁹ L'effacement relatif, et provisoire, de grands acteurs de la scène internationale, constitue alors un concours de circonstances pour la Russie pour apparaître comme une grande puissance, mais par défaut.

La Russie demeure donc une « puissance pauvre » malgré une réduction réelle mais fragile du décalage entre la situation économique/politique étrangère russes. Le déclin démographique russe peut justifier l'idée de la Russie comme « puissance malade » de la scène internationale. Le déclin démographique participait jadis au déclin des empires. La Russie ferait alors figure d'exception si elle connaissait un sort contraire. Moscou s'affirme comme une grande puissance en exploitant les faiblesses des autres acteurs de la scène internationale, et non en s'appuyant sur ses propres forces. Ce concours de circonstances fait de la Russie une puissance « par défaut ».

Une question semble pouvoir récapituler cette réflexion sur la pertinence de la démographie pour analyser le discours russe de puissance : « Pouvez-vous avoir un Empire sans sujets ? » ⁵⁸⁰. Il semble difficile d'y apporter une réponse claire.

Si la Russie doit être considérée comme une puissance sur la scène internationale, elle a un caractère paradoxal. Le discours autour de la *derjava* donne l'impression d'un néo-impérialisme, alors qu'il correspond à une rhétorique post-impériale. La contradiction porte aussi sur la capacité du pays à s'affirmer au niveau global alors que son leadership régional apparaît déjà comme fragile. Ces paradoxes rendent difficiles la définition de la nature de la puissance russe. Les qualificatifs amènent souvent à former des oxymores ou des euphémismes : « puissance classique », « puissance pauvre », « puissance par défaut ».

Le déclin démographique conduit à mettre en doute le discours des autorités autour de la puissance russe. Il semble exister un décalage croissant entre les conséquences nationales du déclin démographique sur la puissance russe et une rhétorique plus d'affirmation de cette même puissance sur la scène internationale. Numériquement, la Russie n'a pas assez d'habitants pour être une puissance globale, mais elle a un poids démographique dans l'espace post-soviétique qui peut constituer un élément d'un leadership régional. D'un point de vue qualitatif, la dégradation sanitaire, et plus

⁵⁷⁹ GODEMENT, François, KRATZ, Agatha, « China Analysis : Les nouvelles de Chine », n°45, 10/2013, p.1.

⁵⁸⁰ KORINMAN, Michel, LAUGHLAND, John, *Russia : a new cold war ?*, Londres, Vallentine Mitchell Academic, 2008, p.1.

généralement l'absence de dynamisme démographique, font de la Russie « puissance malade », ce qui au regard de l'Histoire peut préfigurer un déclin politique.

Pour rendre ces paradoxes moins saillants, les autorités russes font preuve d'une habilité rhétorique et diplomatique qui entretient une ambiguïté. L'utilisation du mot *derjava* permet de dissimuler la réalité des ambitions russes. Le leadership régional russe repose sur des facteurs tangibles. Toutefois, les fragilités de celui-ci rendent illusoire les attitudes néo-impériales vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques. La Russie donne l'impression de faire partie des grandes puissances. Elle s'affirme « par défaut » profitant d'un effacement relatif des autres acteurs.

Le cardinal de Retz écrivait « on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ». Dans quelle mesure la réalité démographique russe amène-t-elle le pays à devoir sortir d'une contradiction structurant sa politique étrangère ?

3) La question démographique comme indicateur d'une contradiction de politique étrangère

Ce travail repose sur l'idée que le facteur démographique enrichit la réflexion sur les grandes tendances de la politique étrangère russe depuis 1991, c'est-à-dire qu'il existe des causes démographiques ou des manifestations démographiques de certains positionnements de la Russie sur la scène internationale, ou au contraire des phénomènes démographiques et migratoires viennent contredire des orientations de politique étrangère. Il semble alors possible de formuler l'hypothèse qu'en raison de ces contradictions, le facteur démographique peut parfois devenir un élément d'inflexion de la politique étrangère russe. Dans quelle mesure la politique étrangère de Moscou se caractérise-t-elle par sa dimension défensive ? En quoi la réalité démographique de la Russie post-soviétique rend-elle cette tentation isolationniste chimérique ? Dans quelle mesure le facteur démographique limite-t-il la marge de manœuvre de Moscou sur la scène internationale ? Dans un premier temps, il s'agit d'expliquer le paradoxe d'une position défensive de la Russie face aux enjeux internationaux qui se traduit par un comportement offensif. Il convient également de comprendre la contradiction entre le complexe obsidional de la Russie et sa situation de déclin démographique. La démographie du pays semble limiter la marge de manœuvre d'un pays.

a) Moscou sur la défensive

Pour Samuel Huntington, le conservatisme a trois dimensions⁵⁸¹. Il distingue l'aspect « aristocratique », c'est-à-dire une réaction de l'aristocratie défendant la féodalité, l'aspect « situationniste » où il s'agit de protéger l'ordre établi face à un bouleversement conjoncturel, et enfin le conservatisme qui est une « théorie autonome » reposant sur des valeurs supposées éternelles. Dans quelle mesure la politique étrangère russe est-elle conservatrice ? En quoi la rhétorique anti-occidentale reflète-t-elle l'attitude d'un pays sur la défensive ? Comment ce positionnement défensif amène-t-il à justifier un raisonnement réactionnaire, donc offensif ? La politique étrangère de Moscou semble reposer en partie sur la défense des acquis de l'Union soviétique. Aux yeux des autorités russes, il s'agit aussi de se défendre des initiatives occidentales. Cette attitude correspond peu à peu à un désir de retour à une époque antérieure.

L'attitude de Moscou sur la scène internationale semble revêtir chacun des trois aspects du conservatisme présentés par Samuel Huntington. Tout d'abord, la dimension aristocratique. En effet, la Russie appartient à une certaine aristocratie du système international, qui a structurellement une tentation oligarchique. « De même, peut-on rappeler que le noble n'était, dans l'Ancien Régime, jugé que par ses pairs, autre marque centrale de ses privilèges. [...] les Etats du club échappent à la condamnation, tant du Conseil de sécurité que des groupes auxquels ils appartiennent, à l'instar des Etats-Unis pour l'Irak, de la Russie pour la Tchétchénie, de la Chine pour le Tibet, du Royaume-Uni ou de la France pour leur pré carré passé ou présent... »⁵⁸². Certes, Moscou a une voix plus faible sur la scène internationale depuis la fin de l'URSS, mais son appartenance à des institutions internationales majeures lui donne le sentiment de pouvoir peser sur les destinées du monde. En outre, elle perçoit négativement tout élément qui chercherait à remettre en cause cet équilibre, comme des Etats qui veulent jouer un rôle international plus important ou des ONG. La Russie adopte aussi un conservatisme « situationniste » par son opposition catégorique au droit d'ingérence, souvent utilisé par les membres de l' « oligarchie ». Elle défend la légalité des Etats même lorsque leur comportement est illégitime. Cette position de la Russie paraît contradictoire. D'un côté, Moscou veut conserver sa place au sein de « l'oligarchie » par conservatisme, mais de l'autre côté ce même conservatisme l'amène à se faire le porte-parole des opposants à cette « oligarchie ». Enfin, la Russie cherche progressivement à faire de ses prises de position conservatrice une « théorie autonome » en se reposant sur l'Eglise orthodoxe. La « politisation de l'orthodoxie » a permis de diffuser des valeurs conservatrices dans la

⁵⁸¹ HUNTINGTON, Samuel P., « Conservatism as an ideology », in *The American Political Science Review*, vol.51, n°2, 1957, pp468-469.

⁵⁸² BADIE, Bertrand, *La diplomatie de connivence*, Paris, La découverte, 2011, p.137.

vie politique intérieure russe et sur la politique étrangère⁵⁸³. Par exemple, lors de l'intervention de l'OTAN en Serbie en 1999 « le patriarche Alexis II l'a farouchement critiquée et, sous les bombes, s'est personnellement rendu à Belgrade pour montrer son soutien aux « frères orthodoxes » et tenter de jouer un rôle de médiateur entre Serbes et Albanais »⁵⁸⁴. Les visites fréquentes du patriarche Kirill dans les pays de la CEI, les discours de défense des chrétiens d'Orient vont aussi dans le sens d'un conservatisme dans la politique extérieure russe.

Le facteur démographique est un des nombreux arguments pour expliquer cette attitude défensive. « Politiquement et psychologiquement, le vieillissement se traduit par le conservatisme, l'attachement aux habitudes, le défaut de mobilité et d'inadaptation à l'évolution du monde actuel »⁵⁸⁵. Par opposition, un pays jeune et dynamique démographiquement aurait tendance à vouloir remettre en cause un ordre établi. Un autre élément de nature démographique renforce la vision conservatrice russe : la « révolution démographique mondiale ». Le contre-amiral Jean Dufourcq a fait un travail de prospective en essayant de définir les problématiques du monde en 2040⁵⁸⁶. Pour lui, l'enjeu majeur est la « révolution démographique » qui a pour conséquence une forte hausse de population dans les pays du Sud. Ces écarts croissants dans l'évolution de la population mondiale « induit naturellement une nouvelle géopolitique et une nouvelle géoéconomie [...] avec des vides et des pleins, avec une réflexion qu'il faut avoir sur les mouvements inéluctables d'homogénéisation des niveaux de vie, des cultures, ou de non homogénéisation »⁵⁸⁷. Des territoires, comme ceux de la Russie, susciteraient alors la convoitise de pays n'arrivant pas à gérer la hausse de leur population⁵⁸⁸. Cette question suscite des inquiétudes en Russie : « les phénomènes démographiques sont devenus les problèmes globaux les plus importants dans le monde et en Russie. De ce fait fondamental ne dépend pas seulement le présent, mais aussi la voie vers l'avenir après une période critique de changements, les priorités et les inégalités de développement, la stabilité de la croissance, et la sécurité globale. »⁵⁸⁹ Est-il possible d'inclure la rhétorique anti-occidentale de Moscou dans cet état esprit conservateur ?

⁵⁸³ MITROFANOVA, Anastasia, Vladimirovna, *Politizatsiia « pravoslavogo mira »* (Politisation du « monde slave »), Moscou, Nauka, 2004, 292p.

⁵⁸⁴ GALSTYAN, Garik, « Le renouveau de l'Eglise orthodoxe russe après la chute de l'URSS », in *L'énigme russe*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, p.88.

⁵⁸⁵ LAROQUE, Pierre, *Politique de la vieillesse. Commission d'étude des problèmes de la vieillesse*, Paris, La documentation française, 1962, p.259.

⁵⁸⁶ « Quel(s) monde (s) en 2040 ? », compte-rendu du 5ème séminaire de prospective de la Délégation aux Affaires Stratégiques, 20/04/2011, 20p.

⁵⁸⁷ Ibid.

⁵⁸⁸ Intervention de Jean Dufourcq au colloque de l'IRSEM du 24/11/2010, « Quels partenariats stratégiques pour la France ? »

⁵⁸⁹ KAPITSA, Sergueï, Petrovitch, « Demografitcheskaïa revoliutsiia i Rossiia » (La révolution démographique et la Russie), in *Vek globlizatsii*, n°1, 2008, p.128.

Malgré la fin de la Guerre froide, la politique étrangère de la Russie semble encore se définir par opposition au monde occidental, même si un rapprochement entre la Russie et l'Occident s'amorçait dans les années 1990⁵⁹⁰. L'Europe est perçue comme un modèle de développement, un partenaire économique sans poids politique, mais qui exerce sur la Russie une « puissance normative »⁵⁹¹. L'OTAN reste vue comme l'ennemi stratégique prioritaire. Le discours prononcé à Munich en 2007 par le président Vladimir Poutine le souligne : « Il ne faut pas substituer l'OTAN et l'Union européenne à l'Organisation des Nations unies », « l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse »⁵⁹². Cette rhétorique reflète une attitude défensive de Moscou face aux succès diplomatiques des pays occidentaux vis-à-vis de pays qui appartenaient jadis à la sphère d'influence de Moscou. La Russie chercherait ainsi à empêcher le cours des événements. Cependant, ce discours anti-occidental ne peut pas être interprété uniquement comme une attitude défensive. La posture d'opposition à l'Occident permet à la Russie de mener des offensives diplomatiques. Moscou se rapproche ainsi des Etats insatisfaits des pays occidentaux. La relation sino-russe repose sur un ressentiment partagé à l'encontre de l'Occident. « Moscou perçoit les actions de l'OTAN comme limitant les actions de la Russie à l'ouest et au sud, Pékin perçoit l'action des Etats-Unis et de l'OTAN en Asie centrale et en Afghanistan comme la part d'un plan d'encerclement, combiné avec une forte alliance Etats-Unis-Japon »⁵⁹³. Ce « partenariat stratégique » entre les deux pays n'aurait pas la même intensité sans cette approche anti-occidentale.

Les évolutions démographiques russes reflètent-elles cette orientation anti-occidentale de la politique étrangère russe ? La réponse est négative. S'il existait un rejet catégorique de l'Occident en Russie, la population russe n'émigrerait pas vers l'Europe et les Etats-Unis. En outre, le mode de vie et la démographie de la Russie se rapprochent de ceux des Européens, dont les standards constituent des références à atteindre pour la population russe. Cette contradiction entre le discours et la réalité du mode de vie peut se comprendre comme une frustration, c'est-à-dire un « sentiment de déception, malaise ou défaite d'être incapable d'accomplir ses buts et objectifs » vis-à-vis de pays occidentaux à qui la Russie voudrait dans une certaine mesure ressembler⁵⁹⁴. Les problématiques autour des relations de la Russie avec l'Occident feront l'objet d'un développement approfondi ultérieurement dans cette

⁵⁹⁰ TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's foreign policy*, op.cit., p.17.

⁵⁹¹ LAIDI, Zaki, *La norme sans la force*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 291p.

⁵⁹² Discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich pour les questions de la politique de sécurité, 10/02/2007
http://archive.kremlin.ru/appears/2007/02/10/1737_type63374type63376type63377type63381type82634_118097.shtml

⁵⁹³ BELLACQUA, James (dir.), *The future of China-Russia relations*, Lexington, The University Press of Kentucky, 2010, p.244.

⁵⁹⁴ ONEBAMOÏ, Richard, *L'anatomie de la frustration*, Bruxelles, Sceptre Publications, 2014, p.8.

seconde partie de thèse. L'attitude anti-occidentale constitue donc une réaction, s'agit-il pour autant d'une attitude réactionnaire ?

« Être réactionnaire consiste à analyser le monde avec des outils inadaptés, qui ne rendent plus compte de sa complexité sémiologique. Les clivages n'ont pas disparu, mais se sont déplacés »⁵⁹⁵. En effet, le traumatisme de fin de l'URSS reste encore présent dans les esprits des dirigeants russes. Le 25 avril 2005, Vladimir Poutine déclarait que « la chute de l'Union Soviétique est la plus grande catastrophe du XXème siècle »⁵⁹⁶. Cet attachement excessif à un passé révolu influence la lecture des relations internationales. « Le moment bipolaire continue, de la même manière, à hanter les esprits des décideurs, qui y ont fait, sinon leurs premières armes, du moins leurs premières observations [...] En inventant le qualificatif de « postbipolaire », on continue à penser que la polarisation est une matrice, alors qu'elle n'a été qu'une époque, obéissant à des facteurs qu'on aura peine à retrouver »⁵⁹⁷. Si Moscou refuse l'évolution des relations internationales qui a suivi la chute de l'URSS, la Russie ne peut-elle pas être qualifiée de pays révisionniste ? L'attitude de Moscou sur la scène internationale peut se caractériser comme « néo-révisionniste » : « La Russie continue à être une puissance putative de statu quo mais qui a été amenée à introduire des éléments de révisionnisme. [...] Il y a eu une timide tentative de créer de nouvelles normes, bien que la Russie se positionne elle-même comme défenseur des normes existantes »⁵⁹⁸. Cependant, il faut nuancer l'idée d'une politique étrangère russe dans la négation ou dans le refus de la réalité du monde d'aujourd'hui. Tout d'abord, l'utilisation de l'arme énergétique montre une adaptation à la mondialisation avec une prise en compte de la géoéconomie dans les relations internationales. En outre, les autorités russes ne sont pas dans le déni complet. Vladimir Poutine a déclaré : « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur ; celui qui souhaite son retour n'a pas de tête ».⁵⁹⁹ Existe-t-il une traduction de cette attitude conservatrice dans la politique démographique et migratoire ?

La politique menée vis-à-vis des « compatriotes » semble constituer une application de cette logique à la politique démographique. Elle souligne l'illusion de pouvoir favoriser la venue de Russes ou de russophones dans des zones sinistrées comme à l'époque soviétique. Ensuite, Moscou s'adresse à ces populations russes comme s'il s'agissait de citoyens sous son autorité alors qu'ils résident dans un

⁵⁹⁵ CLERC, Thomas, « Qu'est-ce qu'être réactionnaire ? », in *Libération.fr*, 03/12/2002.
http://www.liberation.fr/tribune/2002/12/03/qu-est-ce-qu-etre-reactionnaire_423536

⁵⁹⁶ Déclaration au conseil fédéral de la Fédération de Russie, 25/04/2005.
http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml

⁵⁹⁷ BADIE, Bertrand, *La diplomatie de connivence*, op.cit., p.75.

⁵⁹⁸ CADIER, David, LIGHT, Margot, *Russia's foreign policy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p.78

⁵⁹⁹ « Putin : Kto ne jaleet o raspade SSSR, u togo net serdtsa » (Celui qui ne regrette pas la chute de l'URSS n'a pas de cœur », in *aif.ru*, 16/12/2010.
<http://www.aif.ru/politics/world/251189>

autre Etat souverain et qu'ils n'ont plus de liens juridiques avec la Russie. La politique des « compatriotes » montre également la confusion des références historiques du projet politique russe. Le terme « compatriote » concerne autant les personnes, Russes ethniques ou pas, ayant rompu les liens juridiques avec la Russie après 1991. Il intègre également les individus qui ont quitté l'URSS à partir de 1917, et plus largement les personnes qui se « sentent russes » pour reprendre les propos de Vladimir Poutine. La politique des « compatriotes » a un caractère défensif puisqu'il s'agit de faire revenir ces populations pour renforcer la situation démographique interne. Cependant, cet appel aux « compatriotes » entretient un sentiment d'appartenance chez ces populations pouvant servir de vecteur pour une offensive diplomatique de la Russie en direction des pays de résidence. Cet appel n'entrave en rien la légalité internationale, mais il crée un conflit de légitimités dans une partie de la population des pays de résidence.

La Russie semble avoir une politique défensive sur la scène internationale. Elle adopte une attitude conservatrice dans toutes les acceptations du terme. Le discours anti-occidental s'inscrit en partie dans cette logique. Il ne s'agit pas seulement d'un blocage face aux évolutions du monde depuis 1991, mais aussi d'un « néo-révisionnisme ». Il peut exister des corrélations entre cette attitude défensive et des évolutions démographiques. Le vieillissement favorise le conservatisme, le programme « compatriotes » montre une relative incompréhension de la réalité dans laquelle vivent ces communautés russes, les flux migratoires infirment le discours anti-occidental. Cette attitude peut-elle mener à une politique isolationniste ?

b) « L'île Russie » : une chimère au regard du déclin démographique

Le titre de l'ouvrage de Vadim Tsybourski- *L'île Russie*- correspond à une tentation isolationniste.⁶⁰⁰ Comment s'articule le discours isolationniste dans la Russie post-soviétique ? Quelles sont les manifestations de ce complexe obsidional ? Dans quelle mesure la réalité démographique du pays empêche-t-elle de mettre en œuvre cette politique isolationniste ? Il existe un discours qui promeut un repli de la Russie mais avec des justifications fluctuantes qu'il convient d'analyser. Cette attitude semble être la manifestation d'un complexe obsidional et moins d'un isolationnisme russe. Du point de vue de la démographie, « l'île Russie » s'apparente à une chimère.

Le terme d'isolationnisme qualifie un refus de s'impliquer dans les affaires de la scène internationale. La politique étrangère de Moscou après 1991 peut être qualifiée de partiellement

isolationniste. Ainsi, dans les premières années d'existence de la Russie post-soviétique, les autorités russes, en particulier le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev, manifestaient le désir de voir la Russie devenir un pays au profil européen. Pour atteindre cet objectif, Moscou avait pris ses distances avec les anciennes républiques soviétiques, qui étaient perçues comme un « fardeau » pour se conformer aux standards occidentaux. Andreï Tsygankov explique que « les nouveaux dirigeants n'avaient pas le temps d'attendre que les républiques poursuivent une démarche similaire. Ils ne se sentaient pas l'obligation d'aider leurs voisins à mener ce changement. La Russie devait aller à l'Ouest seule et, dans le but de surmonter de potentielles résistances de la part des dirigeants dans ex-républiques soviétiques, elle a érigé des barrières économiques, politiques, sécuritaires contre les anciens pays soviétiques ». ⁶⁰¹ Toutefois, cette situation va évoluer assez rapidement. Moscou fait le choix de se rapprocher davantage des anciennes républiques soviétiques. Ce changement devient plus marqué lorsque Evgueni Primakov devient ministre des Affaires étrangères en 1996. La Russie multiplie alors les initiatives en direction des pays de la CEI, comme par exemple le traité d'Union de la Biélorussie et de la Russie signé en 1997. Parallèlement, les liens politiques et économiques avec l'Europe deviennent moins forts.

Il existe un courant intellectuel en Russie pour justifier la tentation du repli sur la scène internationale. Vadim Tsymbourski, philosophe, est un des principaux représentants de cette pensée. Il estime que la Russie doit se concentrer sur son développement interne et limiter les initiatives externes pour réduire les menaces. ⁶⁰² Pour réaliser ce projet « d'île Russie », Moscou devrait alors constituer une zone tampon entre la Russie et les grandes puissances d'Europe et d'Asie ; la réalisation de cet objectif passerait par une phase intermédiaire durant laquelle le pays devrait assurer une domination sur cet espace. Dans ce projet, Vadim Tsymbourski propose même de transférer la capitale du pays vers la Sibérie, à Novossibirsk, afin de maintenir le cœur du pays à distance d'influence et de menaces extérieures. Au-delà du monde des idées, il est difficile d'évaluer l'écho de ces idées dans le monde politique russe.

Le concept de « complexe obsidional » a souvent servi à qualifier l'attitude de Moscou sur la scène internationale. Il se définit comme « le sentiment qu'éprouve un Etat d'être encerclé, contraint et menacé de toutes parts par ses voisins. Ce sentiment peut résulter d'une situation d'enclavement. Il peut

⁶⁰⁰ TSYMBOURSKI, Vadim, Leonidovitch, *Ostrov Rossiia* (L'île Russie), Moscou, ROSSPEN, 2007, 543p.

⁶⁰¹ TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's Foreign Policy*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2016, p.81

⁶⁰² TSYMBOURSKI, Vadim, Leonidovitch, « Zemlia za velikim limitrofom : ot Rossii Evrazii k Rossii v Evrazii » (La terre au-delà des grands pays limitrophes : de la Russie de l'Eurasie vers la Russie en Eurasie), in *Biznes i politika*, n°9, 1995.

également naître d'une psychologie nationale marquée par les invasions et les menaces »⁶⁰³ Les autorités soviétiques justifiaient ainsi leur volonté de constituer un glacis protecteur par l'existence de la politique américaine de *containment*, interprétée comme une volonté d'encerclement de l'URSS. Il faut ajouter l'impact de l'invasion nazie de 1941 sur la psychologie nationale. Ce complexe obsidional semble perdurer dans le monde de l'après-Guerre froide. « La concurrence que subit la Russie dans le cadre de grands projets liés à l'énergie dans l'espace post-soviétique renouvelle le « syndrome de la forteresse assiégée » de Moscou. Toujours à l'est, la pérennisation et la consolidation de l'alliance de sécurité nippo-américaine, les tendances à la prolifération nucléaire (Iran, Corée du Nord) confortent le complexe obsidional de la Russie, de même que dans sa périphérie immédiate, le terrorisme, les trafics illicites, la criminalité organisée... »⁶⁰⁴ Dans cette optique, les pays de la CEI peuvent faire office de glacis protecteur. La défense du territoire russe commencerait à la frontière de la CEI. « La CEI est bien appréhendée à Moscou en termes de menaces et perçue comme un vide géostratégique et sécuritaire qui sera comblé par d'autres puissances si la Russie ne s'y implique pas »⁶⁰⁵. Ce complexe obsidional ne correspond pas tout à fait à l'idée d'un isolationnisme qui repose sur le principe de non-interventionnisme militaire. Ainsi, l'armée russe est en conflit contre la Géorgie en 2008 au nom de la menace que la dégradation de la situation sécuritaire dans ce pays représenterait pour la Russie.

L'idée d'« île Russie » semble aller à l'encontre de la réalité démographique et migratoire du pays. Tout d'abord, le renforcement des liens migratoires de la Russie avec les pays de l'espace post-soviétique contribue à rendre vaine l'idée de se tenir à l'écart de la marche du monde, en l'occurrence des courants migratoires internationaux. Il faut aussi ajouter le fait que les migrations vers les Etats occidentaux qui empêchent une rupture profonde avec l'Europe. En d'autres termes, la Russie n'a pas les ressources démographiques pour se replier. Le déclin de sa population la rend plus tributaire des autres pays. Par contre, les évolutions démographiques russes peuvent être en adéquation avec le complexe obsidional. Ainsi, le vieillissement de la population favorise une attitude défensive, une peur de l'extérieur. Par contre, en considérant seulement l'argument démographique, cette menace ne viendrait pas de l'Occident, mais du sud et de l'est d'où arrivent les immigrants présents en Russie. En prolongeant le recoupement entre l'idée de complexe obsidional et la situation démographique russe, la CEI pourrait s'apparenter à un glacis protecteur. Effectivement, le régime allégé de visas de travail avec les pays de la CEI souligne une volonté russe de s'appuyer en priorité sur ces pays pour satisfaire les besoins de la Russie en population active. Néanmoins, l'idée la CEI comme une sorte de glacis

⁶⁰³ ZAJEC, Olivier, *Les secrets de la géopolitique*, Perpignan, Artège Editions, 2015.

⁶⁰⁴ FACON, Isabelle, *Russie : les chemins de la puissance*, Perpignan, Artège Editions, 2010,

⁶⁰⁵ GLOAGUEN, Cyrille., *Le monde militaire russe*, op.cit., p.133

protecteur démographique semble infirmer par les perceptions de la société russe. En effet, la population russe aurait tendance à intégrer les pays de la CEI à la menace migratoire que connaît le pays, ce point sera développé dans la troisième partie de cette thèse.

La réalité démographique met en avant une contradiction de la politique étrangère russe. Il existe un courant de pensée prônant un repli du pays. La situation démographique accroît le caractère illusoire d'une Russie auto-suffisante et accentue sa dépendance vis-à-vis du reste du monde. Ne pouvant s'affirmer pleinement comme une puissance globale et ne pouvant faire le choix du repli, quelle marge de manœuvre la situation démographique autorise-t-elle à la Russie sur la scène internationale ?

c) Une marge de manœuvre limitée

L'eurasisme est un concept qui affirme que la Russie appartiendrait simultanément à l'Europe et à l'Asie tout en s'en démarquant. Quelle est la dimension démographique de cette notion ? Quel lien démographie/relations internationales les eurasistes privilégient-ils ? Dans quelle mesure le facteur démographique constitue-t-il un argument pour interroger les thèses eurasistes ? Nous montrerons que la notion d'Eurasie est difficile à cerner. Les eurasistes semblent privilégier une interprétation proche des réalistes du lien démographie/relations internationales. Les réalités démographiques russes paraissent contredire l'approche eurasiste.

En 1829, Piotr Tchaadaev résume ainsi le concept d'Eurasie : « En étant entre les deux principales parties du monde, l'Orient et l'Occident, un pied en Chine et l'autre en Allemagne, nous devrions réunir l'essence spirituelle des deux »⁶⁰⁶. Sans entrer dans une présentation détaillée des multiples approches de cette pensée, il existe une distinction majeure entre un courant « historique » dans les années 1920 et un « néo-eurasisme » qui émerge après la chute de l'URSS. La pensée néo-eurasiste se caractérise par : « la mode de la culturologie et du « civilisationnisme », le rejet de l'Europe, l'idée de centralité, que ce soit sur les plans culturel, économique ou politique de l'Eurasie, les paradoxes de « l'Orient intérieur » turko-musulman et un attrait encore flou pour la zone extrême-orientale, un double rapport de la Russie au reste du monde (relation hermétique à l'Occident, mais ouverte, poreuse avec l'Asie) et un parallèle implicite, mais constant, entre Orient-Occident et

⁶⁰⁶ TCHAADAEV, Piotr, Yakovlevitch, *Filosofitcheskie pis'ma* (Lettres philosophiques), Moscou, Directmedia, Réédition 1999, p.454.

bipolarité Est-Ouest ». ⁶⁰⁷ Le retour du concept d'Eurasie après 1991 correspond à plusieurs besoins : remplacer le paradigme soviétique, se démarquer de l'Occident, revendiquer une zone d'influence face à l'élargissement de l'UE et de l'OTAN, mais aussi une quête identitaire après la chute de l'URSS. Le terme d'Eurasie apparaît souvent dans les ouvrages russes comme le fondement d'une pensée néo-impérialiste. Même en adoptant une vision neutre de ce terme, la réalité géographique de l'Eurasie est très variable. Elle peut inclure les pays de la CEI, les Etats de l'Asie médiane, ou bien la somme des pays d'Europe et d'Asie. Les penseurs néo-eurasistes, comme Alexandre Douguine, restent plutôt à l'écart des cercles du pouvoir russe. Cependant, leurs idées semblent susciter l'intérêt des dirigeants. Ainsi, le terme eurasiatique apparaît souvent dans les initiatives politiques. Par exemple, il a existé une communauté économique eurasiatique entre 2000 et 2015. La Russie serait-elle eurasiatique par sa démographie ?

Les penseurs néo-eurasistes ont une vision nataliste de la démographie qui se rapproche du point de vue de l'Eglise orthodoxe. Ainsi, Alexandre Douguine évoque l'idée de population eurasiennne qui la base démographique l'Eurasie. « Sur le plan démographique, il est indispensable de réaliser « la prolifération de la population eurasiennne », de l'encourager moralement, matériellement et psychologiquement à avoir beaucoup d'enfants, et d'en faire le modèle social eurasiennne » ⁶⁰⁸. L'idée d'Eurasie appliquée à la démographie de la Russie post-soviétique se traduirait alors par une présence de la population russe en Europe et en Asie et plus largement par l'existence de liens migratoires forts qui renforceraient cette proximité. L'accélération de la détérioration démographique de l'Extrême-Orient et de la Sibérie orientale et la faible présence de communautés russes dans les pays de la région Asie-Pacifique amènent à douter de la dimension asiatique de la démographie russe et infirment l'idée d'une attirance de la Russie pour l'Orient mise en avant par les néo-eurasistes. Il existe des flux migratoires avec des pays de l'Asie-Pacifique importants à l'échelle de la « Russie d'Asie », mais moindre en comparaison avec les migrations en provenance de la CEI.

En outre, la Russie européenne renforce son poids et son dynamisme démographiques par rapport à la « Russie d'Asie », il existe des minorités russes en Europe, un nombre conséquent de ressortissants a émigré en direction des pays européens après 1991. En plus, trois pays du continent européen, le Belarus, l'Ukraine et la Moldavie, ont maintenu durant les deux décennies après 1991 de liens migratoires forts avec la Russie. Ces phénomènes semblent donc aller à l'encontre de l'idée néo-eurasiste d'une relation hermétique à l'Occident. Cependant, le pays a des liens migratoires moins forts

⁶⁰⁷ LARUELLE, Marlène, « Le néo-eurasisme russe. L'empire après l'empire ? », in *Cahiers du monde russe*, vol.42, 2001/1, p.94

⁶⁰⁸ DOUGUINE, Alexandre, Gelievitch, *Le prophète de l'eurasisme*, Étampes, Avatar Editions, 2006, p.31.

avec les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Par exemple, l'Estonie, ancienne république soviétique, devient membre de l'UE en 2004, ce qui a un impact en termes de migrations. En 2004, 2817 personnes émigrent de l'Estonie vers l'Union européenne et le pays a un déficit migratoire de 24 personnes, en partie dû au retour de Russes ethniques vers la Russie⁶⁰⁹. En 2005, l'émigration vers l'UE atteint 4503 personnes et l'Estonie a désormais un solde migratoire positif de 619 personnes. Cet excédent correspond souvent à une migration de transit de Russes voulant se rendre dans un autre pays de l'UE. La question du facteur démographique dans les relations entre l'UE et la Russie sera approfondie ultérieurement. La démographie contribue-t-elle à affaiblir les ambitions eurasiatiques de la Russie ?

Dans son ouvrage *The End of Eurasia*, Dmitri Trenine montre que le projet de faire de la Russie le centre d'un pôle eurasiatique paraît risqué car le pays manque de ressources pour agir librement sur un tel espace et s'expose aux pôles concurrents⁶¹⁰. A l'ouest, Moscou se heurte à des Etats européens intégrés dans un processus de régionalisation avancé. Malgré les désaccords entre les membres de l'UE, un rapprochement avec la Russie ne constitue pas une alternative séduisante pour les PECO. A l'est, « l'affinité socioculturelle avec l'Asie de l'Est est seulement illusoire et instrumentale »⁶¹¹. Le néo-eurasisme a tendance à négliger un autre pôle : le sud. Il récuse « le dilemme faussé Nord-Sud, mondialisme - ethnicité et rétablir ce qui est, dans la tradition eurasiiste, la dichotomie essentielle, la vraie bipolarité, celle de l'axe Occident-Orient. »⁶¹² Pourtant, même si Dmitri Trénine souligne la difficulté de la Russie de s'imposer également face à ce pôle sud à cause de l'Islam qui joue un rôle unificateur, il estime que Moscou est désormais confronté au « temps du Sud »⁶¹³. Les décideurs russes ne peuvent plus se désintéresser du Caucase et de l'Asie centrale, surtout que l'instabilité qui peut y régner les contraint à le faire. Dans la première moitié des années 1990, « la politique étrangère de Moscou, chaotique et contradictoire, semble alors destinée à « perdre » l'Asie centrale tandis que des mécanismes de pression bien plus élaborés sont mis en place dans les régions conflictuelles comme la Lettonie et l'Estonie, la Crimée, la Transnistrie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie »⁶¹⁴. Par la suite, la Russie mène une politique plus active dans la région.

⁶⁰⁹ <http://pub.stat.ee/px-web.2001/Dialog/varval.asp?ma=RVR05&ti=V%C4LISR%C4NNE+RIIGI+JA+SOO+J%C4RGI&path=../Database/Rahvastik/03Rahvastikusundmused/08Ranne/&lang=2>

⁶¹⁰ TRENINE, Dmitri, *The End of Eurasia*, 2002, 330p.

⁶¹¹ RANGSIMAPORN, Paradorn, *Russia as aspiring great power in East Asia*, op.cit., p.35.

⁶¹² LARUELLE, Marlène, « Le néo-eurasisme russe. L'empire après l'empire ? », op.cit., p.78.

⁶¹³ MALACHENKO, Alekseï, TRENINE, Dmitri, *Vremiia Iouga : Rossiia v Tchetchnie, Tchetchniia v Rossii* (Le temps du Sud : la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie), Moscou, Gendalf, 2002, 267p.

⁶¹⁴ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, p.28.

Le « temps du Sud » semble aussi avoir une traduction démographique. Tout d'abord, la part et le nombre de migrants originaires des républiques soviétiques méridionales, surtout centrasiatiques, augmentent depuis 1991 dans les flux migratoires en direction de la Fédération de Russie. Ensuite, il existe des populations russes dans les Etats centrasiatiques. D'après les statistiques nationales des pays d'Asie centrale, elles représentent près de 5 millions personnes en 2010 dans les cinq Etats, soit près de 7,7% de la population totale mais avec une forte concentration dans certaines régions et dans certaines villes. Ce point sera approfondi dans la troisième partie de cette thèse. Enfin, le critère migratoire contraint Moscou à donner davantage une orientation méridionale à leur politique étrangère. Il conduit à devoir « repenser une interaction entre Russie et Asie centrale qui ne se cantonne pas aux enjeux géopolitiques ou géoéconomiques. Plusieurs millions de personnes lient dorénavant ces deux espaces et leurs allégeances multiples finissent par se matérialiser politiquement et culturellement. [...] l'Asie centrale se trouve là, sur la question migratoire, au cœur de dynamiques internationales et de processus globalisants »⁶¹⁵.

L'idée d'Eurasie correspond à un programme de « reconquête » d'un espace post-soviétique. La situation démographique du pays réduit les chances de succès d'un tel projet et participe à une limitation de la marge de manœuvre de Moscou dans cet espace intermédiaire. D'un côté, la détérioration de la démographie de la « Russie d'Asie » semble être un obstacle à un rapprochement avec l'Asie-Pacifique. D'un autre côté, le dynamisme démographique et migratoire de la « Russie d'Europe » ne suffisent pas à enrayer la perte progressive de liens migratoires avec les PECO. La Russie bénéficie toutefois de liens migratoires forts avec les anciennes républiques au sud du pays, en premier lieu l'Asie centrale.

Pour résumer cette analyse autour de la pertinence du facteur démographique comme indicateur des contradictions de la politique étrangère russe, la démographie peut apporter un éclairage sur ces paradoxes mais peut également en être la cause.

L'hésitation semble caractériser la politique étrangère de la Russie recherche sa place dans le monde de l'après-Guerre froide. D'un côté, le « néo-révisionnisme » russe correspond à une posture défensive, mais d'un autre côté il s'agit aussi d'une volonté de remise en cause du statu quo de la scène internationale. Le complexe obsidional russe correspond à la fois à un repli, il sert aussi à cautionner un expansionnisme dans l'espace post-soviétique. Les néo-eurasistes minorent la pertinence d'une orientation méridionale de la politique étrangère alors qu'elle paraît réaliste.

⁶¹⁵ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.18.

Les effets nationaux du déclin démographique participent à la posture défensive d'une Russie affaiblie qui cherche à se protéger de l'extérieur, mais alimentent aussi un dilemme de sécurité qui peut se traduire par une attitude plus offensive. La faiblesse démographique de la Russie fait partie des arguments pouvant justifier un isolationnisme, mais elle accroît également le besoin de s'appuyer sur des soutiens externes pour affronter ces difficultés internes.

La démographie constitue une des contraintes qui mettent les autorités en situation paradoxale. La volonté d'affirmation de la Russie sur la scène internationale se trouve contrariée par un faible dynamisme démographique du pays, favorisant une posture défensive. Après 1991, la Russie est entrée pleinement dans la mondialisation. Elle reste toutefois tentée même si le déclin démographique constitue un des arguments contre cette idée. La notion d'Eurasie offre une marge de manœuvre plus importante sur la scène internationale. Cependant, la réalité démographique russe semble réduire le champ des possibles en politique étrangère.

Conclusion II-A

Il paraît possible d'affirmer que le critère démographique occupe une nouvelle place dans la politique étrangère russe et dans le processus de prise de décision. La réalité démographique de la Russie post-soviétique rend caduques certaines approches des relations internationales existant parmi les décideurs russes. Le facteur démographique participe à la difficulté de définir la place de la Russie dans le monde de l'après-Guerre froide. Il réduit le choix des scénarii envisageables pour les personnes en charge de la politique étrangère russe.

Le passé semble avoir une place importante dans le processus décisionnel. Une vision soviétique semble perdurer dans la lecture géopolitique du lien démographie/relations internationales. Ce constat ne concerne pas seulement les décideurs, mais également une grande partie des experts russes des questions de démographie et de relations internationales. Le discours autour la puissance semble aussi porter les marques d'un certain anachronisme. Il met en avant des éléments qui constituaient des atouts pendant la Guerre froide, alors que l'importance des Etats dans le monde actuel semble davantage reposer sur d'autres ressorts. La dimension démographique de la puissance demeure mais a d'autres fondements, notamment les aspects qualitatifs encore mal intégrés par les décideurs russes. Comme à l'époque soviétique, Moscou a la tentation de créer une séparation hermétique entre politiques intérieure et extérieure, alliant repli contre les influences extérieures et expansionnisme par un renforcement de son influence. Cependant, l'interdépendance inhérente à la mondialisation rend

cette volonté peu réaliste. En outre, les besoins démographiques de la Russie viennent renforcer la faible crédibilité de ce projet.

Les évolutions démographiques de la Russie depuis 1991 et leurs conséquences nationales complexifient la perception et la définition par les autorités russes du rôle et de l'importance que peut avoir le pays au niveau mondial. La politique étrangère russe semble hésiter entre une logique offensive portée par des libéraux et une logique défensive soutenue par un courant conservateur qui semble tout de même plus influent. Cette hésitation se traduit par une oscillation entre une approche libérale et une lecture réaliste du rapport démographie/relations internationales. Elle empêche une articulation efficace entre démographie/politique intérieure/politique extérieure. Dans le monde de l'après-Guerre froide, la Russie s'apparente à une puissance hybride. Elle a des atouts de puissance globale qu'elle exploite en fonction des opportunités, même si la démographie du pays semble plutôt plaider en faveur d'un statut de puissance régionale. Le pays reste trop important et singulier pour s'intégrer pleinement à l'Asie ou à l'Europe, mais il demeure trop fragilisé pour constituer dans l'espace post-soviétique un pôle distinct solide et autonome.

La dimension démographique ne pré-détermine pas la politique étrangère russe mais elle réduit le champ des possibles pour les décideurs. En effet, la Russie n'a pas le potentiel démographique suffisant pour satisfaire les projets de l'ensemble des acteurs participant à la politique étrangère du pays. Les arbitrages et les compromis au sein de cette nébuleuse autour du président en deviennent plus difficiles, même si la centralité du président dans le processus décisionnel permet de contenir les tensions. Au regard de la démographie de la Russie, l'ambition néo-impériale paraît irréaliste. Cependant, selon l'usage que les décideurs font des atouts et des faiblesses de la démographie russe, le pays peut soit concurrencer les puissances globales, soit devenir une « puissance malade », dont le déclin démographique conduirait au déclin politique. La démographie constitue alors un argument supplémentaire pour nuancer l'idée d'un « retour » complet de la Russie sur la scène internationale, mais aussi pour discréditer l'idée du repli.

Si le critère démographique a un rôle dans le processus d'élaboration de la politique étrangère russe, il convient alors de préciser la place qu'il peut occuper dans les relations de Moscou sur des questions spécifiques de politique étrangère, en dehors des pays de l'espace post-soviétique qui feront l'objet d'une partie distincte.

B-LE POIDS RELATIF DU FACTEUR DEMOGRAPHIQUE SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES DE LA RUSSIE

En partant du postulat d'une interrelation entre démographie et relations internationales, il semble exister quatre types d'impacts de la démographie sur les questions de politique étrangère. Premièrement, le critère démographique ne joue parfois aucun rôle dans l'évolution d'un dossier, ces situations sortent du cadre de cette thèse. Deuxièmement, il existe des cas de figure dans lesquels la démographie peut constituer un facteur tangible mais dont le rôle est minoré par les acteurs pour diverses raisons. Troisièmement, le facteur démographique peut se trouver au cœur d'un enjeu international, l'ensemble des acteurs prend alors conscience de l'importance de la démographie sur cette question. Enfin, dans certaines situations l'intégration de la donnée démographique se fait à partir d'une approche différente du lien démographie/relation internationale, ce qui crée ainsi un décalage entre les acteurs. La Russie semble confrontée aux quatre cas de figure. Comment peut se justifier alors la place secondaire du facteur démographique sur des questions de politique étrangère russe où elle devrait jouer un rôle plus significatif ? Quelles opportunités de politique étrangère la nouvelle configuration démographique de la Russie peut-elle offrir ? En quoi la question démographique crée-t-elle un décalage entre Moscou et Pékin pouvant fragiliser la relation ? Dans quelle mesure la situation démographique de l'Extrême-Orient russe nourrit-elle des différences de perceptions à propos du potentiel de la région en termes de politique étrangère ? La démographie semble jouer un rôle marginal dans les relations avec l'Europe et les Etats-Unis, mais aussi sur la question de l'Arctique alors que ces enjeux ont une dimension démographique forte. Ce critère peut aussi constituer une possibilité pour la Russie de s'affirmer face à des acteurs transnationaux ou dans une région comme le Proche-Orient. La démographie peut avoir une influence négative sur le partenariat stratégique entre la Chine et la Russie. Il semble exister un décalage de perceptions sur la situation démographique de l'Extrême-Orient russe parmi acteurs de la région Asie-Pacifique ce qui a des répercussions sur la politique asiatique de Moscou.

1-L'aspect démographique secondaire sur certains axes de la politique étrangère russe

L'importance du facteur démographique sur les questions internationales de la Russie post-soviétique devrait dépendre de deux éléments : la place de la question dans la hiérarchie des priorités de politique étrangère de Moscou et l'existence d'une dimension démographique dans l'enjeu concerné. Pourtant cette corrélation ne se vérifie pas toujours dans les faits. Le cas des relations de la Russie avec l'Union européenne et avec les Etats-Unis semble constituer des exemples significatifs de ce paradoxe.

Il existe aussi une dimension démographique à la question de l'Arctique qui est peu prise en considération. Quelles logiques conduisent le facteur démographique à occuper une place secondaire dans les relations entre la Russie et l'Union européenne ? Pourquoi la dimension démographique reste-t-elle mineure dans la relation russo-américaine ? Dans quelle mesure les autorités russes devraient-elles accorder davantage d'importance à la démographie sur la question de l'Arctique ? Il s'agit dans un premier temps de montrer qu'il existe une entente tacite entre Bruxelles et Moscou pour cantonner la question démographique à la politique intérieure. Ensuite, la nature de l'évolution des relations russo-américaines ne semble pas permettre l'émergence de la question démographique dans leurs rapports. La Russie paraît bénéficier d'un fragile avantage démographique qu'elle n'exploite pas suffisamment.

a) UE/Russie : la démographie confinée à la politique intérieure

La Russie a une proximité culturelle et géographique avec l'Europe, ce qui se traduit par des liens démographiques forts. En quoi la chute de l'URSS a-t-elle modifié la dimension démographique des relations entre la Russie et l'Europe ? Dans quelle mesure Bruxelles et Moscou mettent-ils des questions d'ordre démographique et migratoire dans leurs discussions ? Même réduit à un thème de politique intérieure, l'aspect démographique ne demeure-t-il pas néanmoins une question de politique extérieure ? Les événements politiques depuis 1991 semblent avoir rapproché la démographie de l'Europe et de la Russie. Bruxelles et Moscou se servent parfois de cette réalité comme d'un instrument diplomatique. Il existe une incohérence dans l'articulation politique intérieure/politique démographique/politique extérieure pour l'UE, comme pour la Russie.

Les conséquences internationales de la chute de l'URSS ont entraîné un renforcement de la réalité démographique commune entre la Russie et l'Union européenne. Tout d'abord, les deux ensembles se trouvent en fin de transition démographique. Ensuite, la chute du Mur de Berlin en 1989 a libéré les PECO de la tutelle politique de Moscou et a favorisé l'élargissement de l'UE vers l'est. L'intégration de ces pays a des conséquences démographiques. L'Europe des Six comptait 167 millions d'habitants en 1957, celle des Douze 345 millions en 1991. L'Europe des 25 a 457 millions d'habitants en 2004⁶¹⁶, et celles des 25 compte 505 millions d'habitants au 1er janvier 2013⁶¹⁷. Un auteur russe, Vitali Bojenko, adoptant une lecture civilisationniste des thématiques démographiques, estime que l'élargissement avait un but démographique. Selon lui, il s'agissait de compenser le vieillissement de

⁶¹⁶ MASUY-STROOBANT, *L'élargissement de l'Union européenne. Enjeux et implications sociodémographiques*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, p.33.

⁶¹⁷<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=tps00001&tableSelection=1&footnotes=y&labeling=labels&plugin=1>

l'Europe occidentale et de maintenir une homogénéité ethnique car la population de l'Europe centrale et orientale est « proche de l'Europe occidentale par la mentalité, les particularités historiques, les caractéristiques ethniques et religieuses »⁶¹⁸. Il ajoute qu'en renforçant son poids démographique, l'UE peut « renforcer son rôle politique et économique dans la politique mondiale »⁶¹⁹. Cette approche civilisationniste donnerait l'impression que l'élargissement fut démographiquement bénéfique à l'UE. En effet, le marché européen s'agrandit ce qui donne un poids économique international plus important à l'Europe. Cependant, d'un point de vue qualitatif, l'élargissement affaiblit les caractéristiques démographiques de l'UE. Si les pays de l'Europe occidentale ont pour la plupart une démographie déclinante, notamment l'Allemagne, la démographie des Etats entrés dans l'union en 2004 ne semble guère plus enviable⁶²⁰. Ainsi, ces nouvelles populations ne permettront pas d'empêcher le vieillissement de l'UE, elles font juste cohabiter deux régimes démographiques arrivés en fin de transition. Ainsi, l'Europe des Quinze a les caractéristiques suivantes : un taux d'accroissement très faible voire négatif, un solde migratoire positif, un vieillissement de la population. Les douze pays entrés en 2004 et 2007 (à l'exception de Chypre et Malte) ont le profil suivant : un taux d'accroissement négatif, un déficit naturel plus important c'est-à-dire une meilleure natalité mais une mortalité plus forte, un solde migratoire négatif, et un moindre vieillissement. Le régime démographique des pays entrés récemment dans l'UE a des similitudes avec la situation russe qui relèvent de l'héritage soviétique, comme l'état des infrastructures sanitaires, le rapport à la contraception... L'UE partage alors indirectement la situation démographique russe, ce qui vient aggraver ses propres difficultés dans ce domaine. « Au total, l'élargissement va se traduire par un ralentissement de la croissance démographique de l'Union européenne »⁶²¹.

En plus d'un solde naturel dégradé, l'Europe et la Russie ont également en commun des flux migratoires importants. L'espace Schengen et la CEI, la Russie ne sont pas deux espaces migratoires hermétiques. Ils s'enchevêtrent à cause d'incohérences juridiques et de logiques migratoires qui dépassent le cadre de ces deux ensembles politiques. Des pays ont instauré des facilités de circulation à la fois avec la CEI et avec l'UE. Par exemple, sur la période étudiée dans cette thèse, les citoyens de l'UE peuvent se rendre en Ukraine, en Moldavie et en Arménie pour une période de 90 jours sans visa, au même titre que les autres citoyens des pays de la CEI. Au-delà de cet aspect juridique, il existe une continuité entre les migrations au sein de l'UE et celles au sein de la CEI. Par exemple, les pays baltes

⁶¹⁸ BOJENKO, Vitali, Valeriévitch, *Demografitcheskii faktor rasshireniia evropeiskogo soiouza* (Le facteur démographique de l'élargissement de l'Union européenne), Moscou, Ekon-inform, 2011, p.29.

⁶¹⁹ Op.cit., p.13.

⁶²⁰ « L'Allemagne va perdre 17 millions d'habitants d'ici à 2060 », in *LeMonde.fr*, 18/11/2009, http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/11/18/l-allemande-va-perdre-17-millions-d-habitants-d-ici-a-2060_1268978_3214.html

⁶²¹ MONNIER, Alain, « L'Union européenne élargie : quinze+dix=455 », in *Population et Société*, n°398, 02/2004, p.8

constituent « un point de superposition » entre deux zones migratoires : « le départ de la main-d'œuvre [des jeunes vers le reste de l'UE] conduit à un déficit sur le marché du travail des Etats baltes. Ces secteurs ont commencé à attirer de la main-d'œuvre d'Ukraine, de Moldavie et du Belarus »⁶²². Pour l'instant, cette migration ne s'avère pas « particulièrement problématique, mais ça ne signifie pas qu'elle ne peut pas s'accroître à l'avenir sous l'influence d'un déficit de main-d'œuvre attendu en Occident »⁶²³. Quand les deux espaces migratoires ne se chevauchent pas, ils peuvent couper les Etats en deux. Une partie de la population migre davantage vers l'UE et l'autre davantage vers la Russie. L'émigration moldave se répartit assez bien entre les deux pôles migratoires, avec un avantage provisoire pour la Russie, comme le montrent les quatre premières villes vers lesquelles émigrent les Moldaves : Moscou, Rome, Saint-Pétersbourg, Paris⁶²⁴. Cependant, sur le plan financier, l'UE a un avantage en raison de salaires plus élevés. L'Ukraine semble également divisée d'un point de vue migratoire. En 2007, « le flux des travailleurs en provenance des régions orientales de l'Ukraine est davantage orienté vers la Russie et dans une moindre mesure vers l'Europe occidentale, tandis que les travailleurs migrants des régions occidentales sont beaucoup moins orientés vers la Russie que vers les pays de l'UE »⁶²⁵.

Moscou et Bruxelles ont parfois pu se servir de cette proximité démographique et des liens migratoires comme instruments diplomatiques. Par exemple, la suppression du régime de visa de court séjour entre l'UE et la Russie concrétiserait les liens migratoires entre les deux espaces. Sous la pression diplomatique de Moscou, Bruxelles a longtemps promis l'abrogation du régime de visa. Cette libéralisation des visas peut profiter à l'UE en favorisant la venue de touristes russes. Ainsi, Antonio Tajani, commissaire aux industries et à l'entrepreneuriat, plaide « pour une suppression de la nécessité d'obtenir un visa pour la Russie »⁶²⁶. Le refus de l'UE ne s'explique par les flux de citoyens russes, mais par « l'afflux en Europe d'ouvriers tadjiks, kazakhs, kirghizes, et de ressortissants des régions du Caucase russe disposant de passeports russes. » et l'Europe « craint que des citoyens des républiques d'Asie centrale n'achètent des passeports russes » pour venir sur le territoire de l'UE⁶²⁷. Le blocage de la situation vient aussi des divisions au sein de l'UE sur cette question en fonction des relations qu'elles

⁶²² IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Evrasijskaja migratsionnaïa sistema* (Le système migratoire eurasiatique), Moscou, MAKS Press, 2008, p.86.

⁶²³ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigizmundovna (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh*, (Transformations post-soviétiques : reflets dans les migrations), Moscou, Adamant, 2009, p.14.

⁶²⁴ *ibid*, p.198.

⁶²⁵ IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna *Evrasijskaja migratsionnaïa sistema*, op.cit., p.87.

⁶²⁶ BURTE, Terry, « L'Europe hésitante sur la libéralisation des visas pour la Russie », in *LeJournalInternational.fr*, 09/11/2012.

⁶²⁷ FALIAKHOV, Roustem, « Sammit bez oujina » (Un sommet sans dîner), in *Gazeta.ru*, 27/01/2014.
<http://www.gazeta.ru/business/2014/01/27/5865597.shtml>

entretiennent avec la Russie. D'un côté, des pays avec d'assez bons rapports avec Moscou, ou des pays dont les touristes russes sont une source appréciable de devises et d'emplois (Grèce, Espagne), se prononcent en faveur de l'abrogation du régime de visas. D'un autre côté, un pays comme la Lettonie émet des réserves sur « un régime sans visa passé en force »⁶²⁸.

Si Moscou a exercé une pression diplomatique sur Bruxelles à propos des visas, l'Union européenne en fait de même sur les autorités russes autour de la question de la réadmission. La naissance de la Russie post-soviétique s'est accompagnée de *la Grande Migration* dans les années 1990, c'est-à-dire de « l'ensemble de tous ces mouvements, aussi riches qu'hétérogènes, qui se sont développés depuis la fin du rideau de fer et l'éclatement de l'URSS »⁶²⁹. Pourtant, le grand exode vers les pays d'Europe redouté par certains n'a pas eu lieu. L'échelle des migrations russes vers l'UE ne constitue pas une menace en soi, mais la Russie reste perçue comme une « antichambre du monde occidental » par où transitent des migrants de pays moins développés, pensant passer plus facilement en Europe par la frontière orientale⁶³⁰. En effet, des migrants en provenance d'Afghanistan, d'Égypte, d'Iran, même de pays africains transitent par la Russie pour atteindre l'eldorado européen. « Des passeurs leur ont dit qu'il était plus facile d'aller en Europe en passant par la Russie »⁶³¹. D'où l'enjeu autour des accords de réadmission entre la Russie et l'UE aux termes desquels « les Etats signataires s'engagent à réadmettre leurs ressortissants, voire des personnes ayant transité par leur territoire, interpellées en situation irrégulière sur le sol de l'UE »⁶³². Bruxelles et Moscou ont signé un accord de réadmission en 2006 entrant pleinement en application en 2010, c'est-à-dire que désormais « la responsabilité de la totalité des immigrés irréguliers entrant dans l'UE depuis le territoire russe incombe à la Russie. »⁶³³. Cet accord pose des difficultés à la Russie, notamment pour la réadmission des migrants venant d'Asie centrale, en raison de la non-coopération des pays centrasiatiques sur cette question.

Cependant, ces utilisations diplomatiques de questions d'ordre migratoire restent marginales au regard des autres enjeux qui monopolisent les discussions entre Moscou et Bruxelles. Cette situation s'explique en partie par le fait que les politiques démographiques relèvent plus des Etats-membres que

⁶²⁸ « Litviņa protiv forcirovaniņa bezvizogo rejima s Rossijē » (La Lettonie contre un régime sans visa passé en force avec la Russie), in ru.delfi.lt, 23/08/2010.

<http://ru.delfi.lt/news/politics/litva-protiv-forsirovaniya-bezvizovogo-rezhima-s-rossiej.d?id=35725423>

⁶²⁹ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p12.

⁶³⁰ Ibid

⁶³¹ Entretien avec Anastasia Denisova, Comité d'assistance citoyenne, Moscou, 04/05/2012.

⁶³² « Accords de réadmission : la « coopération » au service de l'expulsion des migrants », in *Les Notes de Migreurop*, n°1, 12/2012, p.1.

⁶³³ KORNEEV, Oleg, « La réadmission dans les relations de la Russie avec les pays de l'Asie centrale », in *Regard sur l'Est*, 15/12/2010.

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1151&PHPSESSID=a2cac3bf56d200bc53a92e7f958595e3

de l'UE. Il existe toutefois une approche globale adaptée aux spécificités démographiques nationales. L'UE fait le pari du « vieillissement actif »⁶³⁴. Elle considère ne pas pouvoir inverser l'évolution de la natalité à moyen terme. Elle tient également compte de la baisse de sa population, et aussi du fait que la hausse de l'espérance de vie conduit à un vieillissement. En plus, la question du financement des systèmes sociaux et de santé devient un vrai défi à cause de la réduction de la population active. Il s'agit alors d'entreprendre des mesures pour augmenter le taux d'emploi de la population, c'est-à-dire des mesures en direction des jeunes sans travail mais surtout en direction des plus âgés, pour favoriser un « vieillissement actif ». « Au cours des prochaines décennies, l'Europe ne pourra littéralement pas se permettre de perdre le potentiel d'emploi de la seule tranche d'âge à grandir en taille : celle des plus de 50 ans. Ainsi, il faut permettre un emploi productif si l'on veut générer de la croissance économique et des possibilités d'emploi pour les personnes de tous les âges. Le potentiel d'augmentation du taux d'emploi des personnes plus âgées est très net. »⁶³⁵. Contrairement à la Russie, l'UE ne considère pas la politique nataliste comme une solution aux défis posés par la baisse et le vieillissement de la population. L'Union européenne a la possibilité de miser sur le « vieillissement actif » car l'espérance de vie en bonne santé de ses habitants reste élevée. Les individus peuvent ainsi travailler plus tard, même si l'idée de reculer l'âge de la retraite suscite de nombreuses résistances. En général, les Etats-membres de l'UE ont des politiques sociales et démographiques ambitieuses : aides à la famille, sécurité sociale, infrastructures sanitaires développées, campagnes de prévention contre les causes de mortalité externe (tabac, l'alcool, les drogues, les conduites à risques...), mais aussi la promotion d'une alimentation et d'un mode de vie plus sains et respectueux de l'environnement. En d'autres termes, les pays européens ont une gamme de mesures plus large qu'en Russie et intègrent davantage l'aspect qualitatif de la démographie.

Moscou ne peut pas influencer sur une politique démographique de l'UE qui relève de questions internes. Par contre, l'Union européenne en tant que « puissance normative » parvient à peser sur la politique démographique des autorités russes⁶³⁶. Ainsi, pour sa politique démographique, la Russie peut voir dans l'Europe un modèle. Pour la politique familiale, « apprendre de l'expérience des pays de l'UE, dans lesquels s'appliquent différentes orientations de politique familiale, l'analyse du positif et du négatif de cette expérience peuvent aider à résoudre beaucoup de problèmes qui existent déjà en Russie, ou qui surviendront dans un futur proche »⁶³⁷. En ce qui concerne la lutte contre la

⁶³⁴ TUCKER, Clive, *Démographie, vieillissement actif et retraites*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2012, 96p.

⁶³⁵ Ibid., p.23.

⁶³⁶ LAIDI, Zaki, *La norme sans la force : L'énigme de la puissance européenne*, op.cit., 291p.

⁶³⁷ KAĬLOVA, Olga, Viatcheslavovna, *Semeinaïa politika v stranakh evropeïskogo soïouza*, (La politique familiale dans les pays de l'Union européenne), Résumé thèse en économie et études de la population sous la direction de Valéry Vladimirovitch Elizarov, Moscou, Haute Ecole d'Economie, 2004, p.4.

mortalité, des chercheurs ont proposé en 2005 une *Stratégie de développement démographique de la Russie* dont les six mesures de lutte contre la mortalité existent déjà en Europe : soutien social, stimulation de l'activité physique, favoriser une alimentation saine, amélioration du financement des soins, lutte contre l'alcoolisme et lutte contre le tabagisme⁶³⁸. Par exemple, une loi limitant les espaces fumeur existe en Europe. Elle est entrée en vigueur le 1er juin 2013 en Russie⁶³⁹. Par contre, l'idée de « vieillissement actif » paraît difficilement transférable à la Russie en raison de la faible espérance de vie de la population russe. L'UE peut aussi apparaître comme un anti-modèle pour les dirigeants russes, notamment en ce qui concerne la politique migratoire et le modèle d'intégration des migrants. Néanmoins, la liberté de circulation au sein de la CEI s'apparente à celle de l'espace Schengen, même si les ressortissants des Etats de la CEI ont plus de contraintes pour circuler et résider en Russie que les citoyens européens à l'intérieur de l'UE.

L'Union européenne et la Russie paraissent démographiquement plus proches que par le passé. Bruxelles et Moscou ont parfois pu user diplomatiquement de cette réalité démographique et migratoire dans leurs discussions. Cette dimension de leur relation reste néanmoins confinée à la politique intérieure. Ainsi, la Russie n'a pas d'influence sur la politique démographique des Etats européens. Par contre, la « puissance normative » de l'UE en fait un modèle dont les autorités russes s'inspirent pour leur politique démographique. L'analyse des relations de la Russie avec l'Occident amènent à aborder également les rapports de Moscou avec Washington.

b) Une question quasi-absente des relations russo-américaines

En comparaison avec l'Europe, les Etats-Unis ont des liens démographiques faibles avec la Russie. Il existe cependant une présence conséquente de migrants russes sur le sol américain. En quoi les processus de décision de politique étrangère américaine et russe devraient-ils conduire les décideurs à donner à la question démographique une place importante dans les relations bilatérales ? Dans quelle mesure le facteur démographique révèle-t-il un déséquilibre dans les rapports entre Moscou et Washington ? Comment la Russie fait-elle un usage diplomatique des orphelins russes adoptés par les familles américaines ? Nous verrons dans un premier temps que le critère démographique a une place conséquente dans le processus décisionnel américain. Ce facteur pourrait

⁶³⁸ KOUZNETSOV, Viatcheslav, Nikaelevitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Strategiia demografitskogo razvitiia Rossii*, op.cit., pp.172-176.

⁶³⁹ Texte de la loi <http://pravo.gov.ru:8080/page.aspx?36004>

renforcer les Etats-Unis dans leur vision du rôle international de la Russie. La question démographique en instrumentalisant le cas des orphelins russes, et de la fuite des cerveaux russes vers les Etats-Unis.

Le facteur démographique constitue aussi un élément important pour les décideurs américains. « L'analyse des menaces à base démographique est présente au cœur de la réflexion américaine bien plus que chez les Européens. Les Américains utilisent volontiers la démographie comme instrument prédictif de leur politique étrangère, alors que les Européens l'appliquent plutôt à la politique intérieure »⁶⁴⁰. Par exemple, la RAND, *think tank* très influent, a pour membre des personnes comme Ronald Rumsfeld, ancien secrétaire à la Défense, Francis Fukuyama, auteur de *La fin de l'Histoire et le dernier homme*⁶⁴¹, Condoleeza Rice, ancienne secrétaire d'Etat. Il dispose d'un département sur les problématiques de population qui a pour but « d'éclairer sur les questions de populations [et de créer] un débat public sur les politiques de population »⁶⁴². Cet intérêt américain pour les questions démographiques n'est pas nouveau. En décembre, Henry Kissinger a rédigé un rapport soulignant l'importance de la démographie dans la politique étrangère américaine. Selon lui, la forte croissance démographique d'un pays « porte atteinte à la stabilité interne et aux relations internationales des pays avec lesquels les Etats-Unis ont des intérêts, ce qui ensuite crée des problèmes politiques et même de sécurité nationale pour les Etats-Unis. »⁶⁴³. Il propose alors une approche malthusienne pour défendre les intérêts américains : « La stratégie des Etats-Unis doit être d'encourager et d'appuyer par des canaux bilatéraux, multilatéraux ou autres, des actions constructives pour baisser la fertilité dans les pays en développement »⁶⁴⁴.

Les données démographiques ont suffisamment d'importance pour que la CIA élabore ses propres statistiques démographiques rassemblées dans le *CIA World Fact Book*. Par exemple, la CIA estime la population de la Fédération de Russie à 142,5 millions d'habitants en juillet 2013⁶⁴⁵. Rosstat évalue alors la population du pays à 143,4 millions de personnes⁶⁴⁶. La statistique démographique devient un enjeu stratégique. Une analyse de ces données s'avère riche en enseignements et permet de se rapprocher d'une connaissance réelle du pays. Pendant la Guerre froide, les Américains voyaient

⁶⁴⁰ MURAWIEC, Laurent, ADAMSON, David, « Démographie et sécurité », *Actes d'un atelier de la RAND*, Paris, 14/11/2000, p.1.

⁶⁴¹ FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452p.

⁶⁴² Site du département « Population matters » du RAND
<http://www.rand.org/labor/popmatters.html>

⁶⁴³ KISSINGER, Henry, *Implications of Worldwide Population Growth For U.S. Security and Overseas Interests*, Washington, National Security Memorandum, 10/12/1974, p.8.

⁶⁴⁴ *Ibid.*, p8.

⁶⁴⁵ https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/print/country/countrypdf_rs.pdf

⁶⁴⁶ CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « Naselenie Rossii na 1 ioulia 2013 goda nastchityvalo 143,4 milliona tchelovek » (La population de la Russie a été compté à 143,4 millions de personnes au 1er juillet 2013), in *Demoscope.ru*, n°565-566, 02-15/09/2013.

dans la statistique démographique un moyen pour contourner l'opacité du régime soviétique. Henry Kissinger soulignait alors que la démographie constituait un problème pour l'URSS : « il y a une préoccupation perceptible à propos de la faible natalité des Slaves et des Baltes. Le gouvernement soviétique étudie [...] la faisabilité d'une augmentation de son taux de natalité »⁶⁴⁷. Si la Russie et les Etats-Unis accordent de l'importance au facteur démographique, celui-ci devrait avoir une place significative dans leurs relations bilatérales. Les Etats-Unis ont bénéficié de l'émigration russe qui a suivi la chute de l'URSS en favorisant la venue de personnes qualifiées par divers programmes, démarche dont le succès a justifié l'expression « fuite des cerveaux ». Néanmoins, il ne faut pas interpréter le facteur démographique comme un élément pouvant infléchir la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Russie, mais plutôt comme un élément qui conforte une attitude globale de Washington vis-à-vis de Moscou depuis la fin de la Guerre froide.

Les rapports avec Moscou ne constituent plus la priorité de la politique étrangère américaine depuis 1991. L'implication des Etats-Unis dans l'espace post-soviétique paraît moindre. En effet, ils affichent moins leur soutien aux pays du Caucase depuis la guerre russo-géorgienne de 2008, et l'Asie centrale ne présente « qu'un intérêt secondaire pour Washington, [cette région] n'est qu'un élément parmi d'autres de ce qu'elle définit comme « le Grand Moyen-Orient », ou « l'arc de déstabilisation » »⁶⁴⁸. Les décideurs américains ne perçoivent donc plus la Russie comme un acteur de premier plan. Depuis la fin de la Guerre froide, ils semblent davantage prendre en considération les faiblesses internes du pays plutôt que ses atouts. Les Etats-Unis estiment que « la principale menace pour la sécurité américaine et mondiale était la *faiblesse* de la Russie : obsolescence de ogives nucléaires, contrôle peu rigoureux des exportations d'armes de destruction massive, revanchisme ultra-nationaliste et impérialiste, et politique étrangère imprévisible »⁶⁴⁹. Le déclin démographique allonge la liste de ces faiblesses russes. Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, affirmait en juillet 2009 que les problèmes internes à la Russie, dont la baisse de sa population, la contraignent à porter un nouveau regard sur le monde, c'est-à-dire à revoir ses ambitions à la baisse, et qu'ils l'amèneront à se rapprocher des Etats-Unis⁶⁵⁰. Ainsi, le facteur démographique ne constitue pas un volet supplémentaire de la relation russo-américaine depuis 1991, mais conforte les décideurs américains leur vision d'une Russie affaiblie

⁶⁴⁷ KISSINGER, Henry, *Implications of Worldwide Population Growth For U.S. Security and Overseas Interests*, op.cit., p.30.

⁶⁴⁸ PEYROUSE, Sébastien, « L'Union Européenne et les Etats-Unis en Asie centrale », in *ceri-sciences-po.org*, 11/2011, p2.

http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_sp.pdf

⁶⁴⁹ LO, Bobo, « La Russie, la Chine et les Etats-Unis », in *Russie.NEI,Visions*, n°47, 02/2010, p.21

⁶⁵⁰ SPIEGEL, Peter, « Biden Says Weakened Russia Will Bend to U.S. », in *Wall Street Journal*, 29/07/2009.

<http://online.wsj.com/news/articles/SB124848246032580581>

depuis 1991. Pourtant, Moscou a tenté de s'appuyer sur les liens démographiques ténus entre les deux pays pour créer les conditions d'une relation plus favorable.

La Russie a politisé un des aspects de son déclin démographique pour pouvoir engager le rapport de force diplomatique avec Washington : l'adoption d'orphelins russes par des familles américaines. En effet, une des conséquences du déclin démographique russes est l'augmentation du nombre d'orphelins. Le chiffre restant assez élevé dans la décennie 2000, la question des orphelins ne peut pas être considérée comme un phénomène marginal. En 2010, la Russie comptait 665 987 orphelins⁶⁵¹. Deux types de populations entrent dans la catégorie des orphelins en Russie : les enfants sans parents et les « orphelins sociaux », c'est-à-dire « un enfant dont au moins un parent biologique est vivant mais qui ne s'occupe pas de lui. »⁶⁵². Ce second groupe est très majoritaire. « Plus de 95% des enfants pris en charge par une autorité de tutelle en Russie ont des parents », sans oublier une partie d'entre eux qui vit dans la rue⁶⁵³. Depuis 1991, les Etats-Unis restent le pays qui adopte le plus d'orphelins russes. En 1992, « 324 orphelins russes sont adoptés par des familles américaines, en 1993 ils sont 746, en 1994, 1530, en 1995, 1896 et leur nombre constitue par la suite à augmenter. Ils sont désormais chaque année, plusieurs milliers à être adoptés par des familles américaines (3626 en 1997, 4320 en 1998, 4904 en 2002) »⁶⁵⁴. L'adoption de ces orphelins s'inscrit dans une stratégie plus large d'accueil des réfugiés en provenance des anciennes républiques soviétiques mise en place par le gouvernement américain. Dans les années 1990, les dirigeants estiment que les Etats-Unis ont une responsabilité morale vis-à-vis de ces populations et qu'ils doivent les accueillir. Ensuite, ils décident de réduire les quotas d'accueil. Même si le nombre d'orphelins russes baisse il demeure important. En 2011, on comptait ainsi 956 adoptions d'orphelins russes aux Etats-Unis, dont 89 handicapés⁶⁵⁵. L'accueil de ces enfants très fragiles ne se passe pas toujours bien. En 2010, « un garçon de sept ans a été renvoyé en Russie par ses parents adoptifs américains qui n'en voulaient plus. [...] Sur les 58 000 familles ayant adopté des enfants russes, près de 4 000 ont décidé de renoncer à leurs droits parentaux en raison des problèmes psychiatriques lourds »⁶⁵⁶. Ces situations alimentent une tension entre Moscou et Washington. Deux ans plus tard, la tension monte encore d'un cran sur la question

⁶⁵¹ « Statistika detei-sirot v Rossii i rossiiskikh regionakh za 2010 god » (Statistiques des enfants orphelins pour la Russie et les régions russes pour l'année 2010 », in *d-fond.ru*, 21/12/2011.

<http://www.d-fond.ru/news/articles/21122011.php>

⁶⁵² TREBOSC, Laure, « Les orphelins sociaux en Russie, grands perdants de la transition », in *Regard sur l'Est*, 15/01/2006.

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=559

⁶⁵³ Ibid.

⁶⁵⁴ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.246.

⁶⁵⁵ MELNIKOV, Sergueï, « Vzroslii lepet » (L'habillage des adultes, allusion à l'expression detskiï lepet (habillage des enfants)), in *Ogonek*, n°10, 18/03/2013, p.14.

⁶⁵⁶ MANDEVILLE, Laure, « Etats-Unis : le douloureux dossier des Russes adoptés », in *LeFigaro.fr*, 24/06/2010.

orphelin. Le 14 décembre 2014, les Etats-Unis votent le *Magnitsky Act* interdisant l'entrée sur le sol américain de 18 personnalités, essentiellement du monde judiciaire russe. Moscou décide en réaction d'interdire l'adoption d'orphelins russes par les familles américaines. Dans sa relation avec Washington, Moscou n'a pas fait un usage diplomatique de la présence accrue depuis 1991 de populations russes qualifiée, ces cerveaux qui ont quitté la Russie pour s'installer aux Etats-Unis.

Hormis la politique d'accueil, très attractive, mise en place par les Etats-Unis après la chute de l'URSS, le facteur démographique joue un rôle marginal dans les relations entre Moscou et Washington. Ce facteur conforte les décideurs américains dans leur vision d'une Russie affaiblie. Moscou a tenté de se servir de ce lien démographique existant par une instrumentalisation de la question des orphelins. Les décideurs russes semblent faire un usage inapproprié de leur configuration démographique sur un autre dossier : l'Arctique.

c) L'enjeu démographique de l'Arctique

Pendant la Guerre froide, l'Arctique faisait l'objet d'une rivalité militaire entre l'URSS et l'OTAN. Dans les années 1990, la région perd de son importance stratégique mais la récupère dans la décennie suivante. Quels facteurs font à nouveau de l'Arctique un enjeu international ? Comment caractériser la politique arctique de la Russie ? La réalité démographique de la Russie constitue-t-elle une force ou une faiblesse face à cet enjeu ? Nous verrons que les effets du réchauffement climatique sur l'Arctique conduisent des acteurs de la scène internationale à s'intéresser à cette région. La politique arctique de la Russie semble se résumer à une remilitarisation des territoires septentrionaux. Démographiquement, la Russie a autant d'atouts que de faiblesses dans cette région.

« L'Arctique est devenu un véritable enjeu des relations internationales. C'est un théâtre qui s'ouvre et un nouvel objet de convoitise. »⁶⁵⁷ Le réchauffement climatique fait progressivement de l'Arctique une région libérée des glaces, ce qui a des incidences sur la scène internationale. En effet, cet espace suscite l'intérêt en raison de ses immenses ressources : halieutiques, minières (zinc, fer, plomb, étain, platine, uranium, diamants, or), 22% des réserves mondiales de gaz et pétrole⁶⁵⁸. Ainsi, les pays riverains de l'Arctique cherchent à partager ce territoire encore mal délimité à leur avantage. Il s'agit du Canada, du Danemark (incluant le Groenland et les îles Féroé), des Etats-Unis, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède, de la Finlande, et de la Russie. Il faut aussi ajouter l'Union européenne et

⁶⁵⁷ GARCIN, Thierry, « Arctique : la géopolitique est de retour », in *diploweb.com*, 28/06/2013
<http://www.diploweb.com/Arctique-la-geopolitique-est-de.html>

⁶⁵⁸ FABRE, Hubert, « Géostratégie arctique : les incidences stratégiques du réchauffement climatique », in *Working Paper 15-2013*, Bruxelles, Institut européen de relations internationales, 25/09/2013.

de l'OTAN puisque certains de ses Etats-membres sont riverains de l'Arctique. Même des pays plus éloignés s'intéressent à la région : la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, Singapour. Ils viennent d'obtenir le statut de membres observateurs du Conseil de l'Arctique. Cet intérêt s'explique aussi par le fait que la région devient une nouvelle route du commerce international entre l'Europe et l'Asie. Le changement climatique rendrait à l'avenir le trafic maritime possible en Arctique. La route du « nord-est » permettrait d'éviter le détroit de Malacca et le canal de Suez, et « ramènerait, en théorie, la distance entre Rotterdam et Yokohama de 11 200 à 6 500 km, soit un voyage 42% moins long que le trajet actuel par le canal de Suez »⁶⁵⁹. L'Arctique devient alors un enjeu politique, économique, énergétique, militaire, diplomatique, territorial, scientifique, environnemental, logistique et juridique, ce qui conduit à une « regéopolitisation des questions arctiques »⁶⁶⁰. Malgré le réchauffement climatique, l'Arctique reste toutefois une région aux conditions météorologiques difficiles, la concurrence entre les Etats passe par des investissements très importants dans les transports et dans des infrastructures. Quelle est la place de la Russie dans l'Arctique ?

Le premier atout de la Russie sur ses concurrents en Arctique reste sa géographie. Elle occupe la plus grande partie de cette région, et est donc susceptible d'en tirer le plus de profit. Moscou a voulu renforcer cet avantage géographique dans cette zone mal protégée par les traités internationaux. Le 2 août 2007, une expédition sous-marine russe a planté un drapeau sous le pôle nord. La Russie cherche ainsi à « prouver que la dorsale Lomonossov présente la continuité géologique requise avec le continent eurasiatique pour en faire une prolongation naturelle de son territoire »⁶⁶¹. Ainsi, « la Russie pourrait réclamer les droits à l'exploration de 1,2 million de km² supplémentaires en Arctique et de mettre en valeur des gisements colossaux de pétrole et de gaz dans le triangle Tchoukotka-Mourmansk-pôle Nord »⁶⁶². Militairement, la Russie a l'avantage sur les pays riverains. Sa flotte du Nord dispose de plusieurs bases dans l'Arctique, les autorités en ont réactivé plusieurs dans la région : Anadyr, Monchegorsk, Olenya, Tiksi, Vorkouta⁶⁶³. Le nombre de manœuvres et d'équipements militaires russes a fortement augmenté. Moscou garde également une longueur d'avance en termes d'infrastructures. Les brise-glaces russes permettent la navigation. La Russie partage avec la Norvège le trafic portuaire de cet océan tandis que le Canada n'a aucun port en eaux profondes⁶⁶⁴. De plus, les

⁶⁵⁹ BELLAYER-ROILLE, « Les enjeux politiques autour des frontières maritimes », in *CERISCOPE Frontières*, 2011.
<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part2/les-enjeux-politiques-autour-des-frontieres-maritimes>

⁶⁶⁰ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, op.cit., p.7.

⁶⁶¹ LASSERRE, Frédéric, *Passages et mers arctiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.297

⁶⁶² « La Russie plante son drapeau sous le pôle Nord », *RIAN*, 03/08/2007.
<http://fr.ria.ru/science/20070803/70280304.html>

⁶⁶³ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, op.cit., p.23.

⁶⁶⁴ Présentation de l'Océan Arctique dans l'Atlas maritime européen de la Commission européenne.
http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/atlas/seabasins/arcticocean/long/index_fr.htm

scientifiques russes gardent un bon niveau de spécialisation pour les questions arctiques⁶⁶⁵. Toutefois, la Russie a des handicaps dans cette rivalité. Les infrastructures russes présentes dans l'Arctique sont souvent dans un état d'obsolescence avancé. La Russie accuse un retard technologique. Par exemple, elle ne maîtrise pas l'exploitation des gisements en eaux profondes et en conditions climatiques extrêmes, ni le processus pour obtenir du gaz naturel liquéfié. Enfin, Moscou ne semble pas appréhender cet espace par une politique globale. « Contrairement à d'autres Etats arctiques (comme le Canada ou la Norvège), la Russie n'a pas de stratégie unifiée identifiant des motivations politiques et économiques larges et des défis pour le nord »⁶⁶⁶. Dans la politique arctique, la démographie russe est-elle un atout ou un handicap ?

Difficile de savoir si la Russie a un avantage démographique en Arctique car le Nord russe regroupe trois éléments du « patchwork démographique » : îlots de prospérité, républiques ethniquement non-russes hors Caucase et régions périphériques. A première vue, le pays bénéficierait d'un avantage numérique. A l'époque soviétique, le nord était surpeuplé en raison d'une politique de peuplement, « la surpopulation dans la région de Barents était estimée entre 20 à 40% au début des années 1990 »⁶⁶⁷. La zone arctique russe reste plus peuplée que les régions septentrionales des autres pays riverains. « Elle regroupe dix des onze villes de plus de 200.000 habitants situées au nord du 60ème parallèle. La densité du Grand Nord russe est 25 fois plus élevée que celle de l'Alaska et 50 fois supérieure à celle du nord du Canada. »⁶⁶⁸. Cependant, le nord de la Russie post-soviétique connaît une forte émigration, en particulier celle des plus jeunes qui assurent le maintien de l'activité économique. « La population a donc fortement diminué, passant de 6,2 millions d'habitants en janvier 1990, à 5 millions en janvier 2009, soit une baisse de 19,4% [...] De 1,62 million de moins de 16 ans dans le Nord en 1990, on est passé à 800.000 en 2009. La mise en valeur des ressources va donc immanquablement imposer un apport de population extérieure. »⁶⁶⁹. Même dans les régions qui arrivent à faire venir de la main-d'œuvre, les régions subissent un turnover de la population qui constitue un handicap. Par exemple, seuls 20% des migrants venant à Khanti-Mansy y restent⁶⁷⁰. En plus, l'état sanitaire du nord de la Russie est plus dégradé que dans le reste du pays, notamment à cause du climat, des industries polluantes, et d'une alimentation incomplète. Ces raisons avaient d'ailleurs poussé les autorités russes à favoriser l'émigration de ces populations dans les années 1990.

⁶⁶⁵ *Les enjeux de l'Arctique*, IFRI, 03/06/2010

⁶⁶⁶ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, op.cit., p.2.

⁶⁶⁷ COSTADAU, Fabienne, *La Mer de Barents*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.49.

⁶⁶⁸ BYLODUCHNO, Ludmila, « Quitter le Grand Nord », in *Regard sur l'Est*, 01/01/2003

⁶⁶⁹ MARCHAND, Pascal, « Le Nord : une région plus stratégique que jamais pour Moscou », in *Regard sur l'Est*, 15/04/2010.

⁶⁷⁰ WILSON, ROWE, Elana (dir.), *Russia and the north*, op.cit., p.142.

L'enjeu démographique de l'Arctique est à relativiser. Les réalités climatiques de la région ne permettent pas de pousser « l'Homme moderne à habiter l'inhabitable »⁶⁷¹.

Face à l'enjeu international que représente l'Arctique, la Russie semble se trouver dans une position favorable. Cependant, les autorités russes ont tendance à réduire la question de l'Arctique à sa dimension militaire et énergétique. Elle a un atout démographique qui peut lui permettre à l'avenir d'exploiter son avantage géographique sur cette voie maritime internationale en train de s'ouvrir. Néanmoins, la région semble connaître un déclin accéléré de sa population qui peut conduire à terme Moscou à réduire son avantage dans l'Arctique.

Pour récapituler cette réflexion sur le rôle secondaire du facteur démographique sur certains dossiers la politique étrangère, il semble possible d'affirmer que les décideurs politiques ont plus ou moins fait le choix de minorer l'importance de cette question.

Cette minoration peut avoir différentes causes. Il peut exister un accord tacite entre Moscou et ses partenaires pour reléguer cette question. Ainsi, malgré des problématiques démographiques et migratoires communes, ces thèmes restent peu abordés dans les discussions entre Bruxelles et Moscou. La place marginale accordée à la question démographique dans la relation entre les Etats-Unis et la Russie signifie que la relation bilatérale se limite à un nombre restreint de dossiers, n'intégrant les thématiques et migratoires. Cette minoration peut aussi trouver son explication dans une absence de prise en compte de ce facteur par les autorités russes, qui ne semblent pas intégrer pleinement cette dimension dans leur politique arctique.

Malgré le déclin de la population sur le territoire de la Fédération de Russie, le facteur démographique ne jouerait pas forcément en défaveur des intérêts de Moscou sur des dossiers où cette question est secondaire. Les liens migratoires et les minorités russes en Europe et aux Etats-Unis constituent des relais sur lesquels la Russie pourrait s'appuyer pour infléchir les relations bilatérales dans un sens plus favorable à ses intérêts. Malgré un déclin démographique au nord du pays, la Russie bénéficie encore d'un avantage démographique par rapport aux autres Etats riverains de l'Arctique.

Si l'aspect démographique reste secondaire sur des axes de la politique étrangère russe, il peut aussi s'agir de la conséquence d'un mauvais usage politique de ce facteur. En effet, la Russie n'arrive pas à imposer ce thème dans les relations avec l'Europe. Au contraire, elle subit l'attraction du modèle de l'UE qui lui sert d'exemple pour sa politique démographique. Moscou instrumentalise la question des orphelins dans sa relation avec Washington alors qu'elle délaisse les nombreux « cerveaux » russes

⁶⁷¹ VAGUET, Yvette, « Risques sanitaires en Arctique russe », in *Espace, Populations et Société*, 2011/1, p.162.

vivant aux Etats-Unis. La Russie ne s'empare pas de son relatif avantage démographique dans l'Arctique, elle se limite à une présence militaire et à une exploitation des hydrocarbures.

Les évolutions démographiques de la Russie depuis 1991 n'ont pas forcément les conséquences politiques attendues sur des dossiers importants. Elles peuvent parfois créer des opportunités et élargir le champ des possibles pour les décideurs russes.

2-Le facteur démographique : opportunités de politique étrangère

La politique étrangère doit s'adapter à un monde plus instable. Cette instabilité crée des opportunités inattendues que les décideurs doivent savoir saisir pour agir sur la scène internationale. Il faut désormais considérer davantage avec les acteurs non-étatiques et le poids croissant de l'économie sur les relations internationales. De plus, la nouvelle place du critère démographique amène aussi les autorités à devoir réinterpréter des aspects de politique étrangère russe. Dans quelle mesure les évolutions démographiques russes peuvent-elles influencer la politique de Moscou au Moyen-Orient ? En quoi la déprise agricole favorisée par le déclin démographique constitue-t-elle un éventuel atout de la Russie sur la question de la sécurité alimentaire mondiale ? Dans quelle mesure les entreprises multinationales adaptent-elles leur stratégie de conquête du marché russe à la réalité démographique de la Russie post-soviétique ? Il s'agit dans un premier temps de démontrer que les populations russes vivant en Israël ont permis un rapprochement avec la Russie et Israël. Dans un second temps, nous verrons que la déprise agricole en Russie renforcé par le déclin démographique peut constituer un atout de politique étrangère pour Moscou. Enfin, la réflexion portera sur la prise en compte des caractéristiques démographiques de la Russie dans la stratégie des entreprises multinationales.

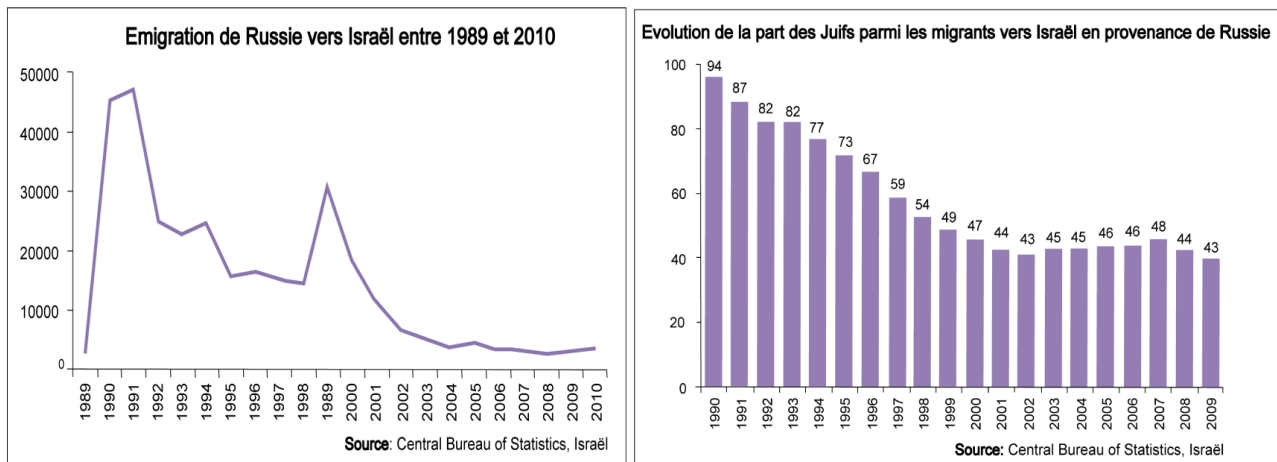
a) Un « pont humain » entre la Russie et Israël

« Un pont humain relie désormais la Russie à Israël [...] Ce sont ces réseaux que les deux pays entendent mettre au service de leurs relations »⁶⁷². En effet, l'émigration des Juifs russes vers Israël correspond à une conséquence migratoire de l'effondrement de l'URSS. Comment caractériser l'émigration des Juifs de Russie vers Israël après 1991 ? Quel rôle cette communauté russe joue-t-elle en Israël ? Dans quelle mesure l'existence de ce « pont humain » permet-il un rapprochement entre Moscou et Tel Aviv ? Israël a connu une arrivée importante de ressortissants des anciennes républiques soviétiques depuis 1991. Le poids numérique et le profil socioprofessionnel de ces

⁶⁷² TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., pp 164-166.

populations ont une influence sur les orientations politiques de l'Etat hébreu. Ce lien humain semble représenter une opportunité pour la politique de Moscou au Proche-Orient.

Emigration russe et/ou juive de Russie vers Israël



Source: TOLTS, Mark, « Postsovietskaïa evreïskaïa diaspora » (La diaspora juive post-soviétique), in *Demoscope.ru*, n°497-498, 6-19/02/2021

L'ouverture du rideau de fer a entraîné une émigration massive de Juifs soviétiques vers Israël. « Plus de 400 000 Juifs ont quitté l'URSS au moment de l'ouverture des frontières en 1990-91, plus d'un million (en comptant les membres non-juifs de leurs familles) »⁶⁷³. Ce chiffre inclut les populations provenant de l'ensemble des anciennes des républiques soviétiques. Les Juifs soviétiques qui ont fait le choix d'émigrer en Israël viennent pour l'essentiel d'Ukraine et de Russie. Pour une partie de ces migrants, le sol israélien ne constituait qu'une étape pour se rendre vers un autre pays, en général les Etats-Unis. Dès les premières années qui suivent la chute de l'URSS, ce flux migratoire se réduit fortement. Cette migration des Juifs vers Israël a plusieurs aspects : ethnique, religieux, et politique⁶⁷⁴. L'*Aliya*, mot hébreu désignant le processus d'immigration vers la Terre Sainte, a un rôle important dans la conscience collective de la diaspora juive mondiale. Le terme a une dimension religieuse, c'est-à-dire peupler la Terre Sainte. Le projet sioniste, c'est-à-dire participer à la construction de l'Etat d'Israël créé en 1948, donne aussi un caractère politique à cette migration. L'Agence juive encourage ainsi ce phénomène et l'Etat hébreu a une politique migratoire très incitative. Cependant, à l'image des autres migrations de l'espace post-soviétique, la dimension politique et ethnique s'estompe progressivement. La migration vers Israël connaît un bref regain en 1998-1999, mais pour des raisons économiques. Il s'agit d'un effet de la crise économique de 1998 en Russie. D'ailleurs, à ce moment-là, les Juifs ne représentent déjà plus la majorité des migrants en provenance de Russie, ce qui pose de plus en plus la question de la judéité de cette communauté

⁶⁷³ TINGUY, Anne de, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », in *Les Etudes du CERI*, n°48, 12/1998, p.2.

⁶⁷⁴ En URSS, les Juifs étaient considérés comme une nationalité, un groupe ethnique spécifique.

russophone en Israël. Ce mouvement migratoire correspond bien à un « pont humain ». Tout d'abord, les liens familiaux et personnels avec la Russie ne sont pas rompus. En plus, il existe aussi une migration de retour vers la Fédération de Russie, même si elle demeure moins importante que celle en direction de l'Etat hébreu. Elle peut s'expliquer par des difficultés d'adaptation à la réalité socio-économique israélienne et par une amélioration de la situation économique russe dans la décennie 2000⁶⁷⁵. Quelle est l'influence de cette communauté russophone sur la politique extérieure de l'Etat hébreu ?

Le conflit israélo-palestinien constitue la priorité absolue de la politique étrangère israélienne et l'arrivée massive de migrants en provenance de l'ex-URSS a un rôle non-négligeable dans ce dossier. En effet, la confrontation entre Israël et la Palestine a une dimension démographique. Dans les années 1990, l'immigration russe a permis de rétablir une évolution démographique favorable par rapport aux populations arabes, dont l'augmentation inquiète les autorités israéliennes. « Elle ne renverse pas pour autant la tendance, d'autant moins que le taux de fertilité des nouvelles arrivantes est encore plus bas que celui des autres femmes juives israéliennes (respectivement 1,72 et 2,56 en 1995). Les Russes n'ont fait qu'apporter un répit. »⁶⁷⁶. Au départ, les Palestiniens perçoivent négativement cette immigration massive. Ils redoutent que ces populations s'installent dans les territoires occupés de Cisjordanie. Cette crainte ne semble guère s'être vérifiée. En effet, les Russes arrivés en Israël ont une culture urbaine et leur profil socio-professionnel ne les amène pas à choisir ces territoires plutôt ruraux, à l'exception de Jérusalem est. Si ces communautés russes ne participent pas fortement au processus de colonisation des territoires palestiniens, leur poids démographique participe tout de même au renforcement des approches plus radicales sur certaines questions de politique étrangère. La communauté russe a modifié le paysage politique israélien : « c'est la règle du jeu, chaque parti se sent obligé d'avoir un représentant de cette grande communauté pour ratisser large »⁶⁷⁷. L'évolution se fait en faveur des hommes politiques de droite, partisan d'une ligne dure dans le conflit israélo-palestinien. Par exemple, le parti d'Extrême-droite Yisrael Beiteinu du ministre des Affaires étrangères (2009-2012 et 2013-2015) d'origine moldave, Avidgor Lieberman doit son essor à la communauté russe puisque « au moins 60% des Russes auraient voté pour lui »⁶⁷⁸. Ce comportement électoral peut s'expliquer par l'importation d'une culture politique. Selon Michael Philipov, de l'Institut israélien pour la Démocratie, « cette communauté possède encore malgré elle une culture « post-soviétique », expliquant l'obsession

⁶⁷⁵ MAINVILLE, Michael, « Jews Who Fled the Soviet Union Return to Russia », in *The Sun New York*, 20/05/2005.

⁶⁷⁶ TINGUY, Anne de, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », op.cit., p.31.

⁶⁷⁷ Denis Charbit cité dans MARBEAU, Lucile, « Israël en russe », in *Regard sur l'Est*, 27/03/2009.

⁶⁷⁸ Ibid.

des Israéliens d'origines russe pour l'élection d'un « homme fort » capable de diriger le pays »⁶⁷⁹. Cette population exprime ainsi une hostilité vis-à-vis des Arabes vivant en Israël. L'ancien président des Etats-Unis Bill Clinton aurait été jusqu'à affirmer en 2010 que la communauté russe constituait un « obstacle à la paix » entre Israéliens et Palestiniens⁶⁸⁰. L'existence de « pont humain » entre la Russie et Israël a aussi profondément transformé les relations bilatérales entre Moscou et Tel-Aviv.

Lors de la Guerre froide, la politique du Kremlin au Moyen-Orient se caractérisait par un soutien aux pays arabes hostiles à l'Etat hébreu, tandis qu'Israël a voulu renforcer sa sécurité dès 1948 par une alliance stratégique avec les Etats-Unis. Alors que l'URSS a reconnu l'Etat d'Israël, les rapports entre les deux pays se détériorent rapidement et Moscou décide de rompre les relations diplomatiques. La création d'un « pont humain », favorisée par la fin de la guerre Froide, va participer à une transformation en profondeur des relations entre Moscou et Tel Aviv. « Le rapprochement russo-israélien des années 2000 a constitué un développement assez surprenant au regard du traditionnel tropisme pro-arabe de la diplomatie russe »⁶⁸¹. Israël veut entretenir cette dynamique en cherchant à développer les contacts humains, et aussi commerciaux, avec la Russie puisqu'il a supprimé le régime de visa pour les ressortissants de la Fédération de Russie en 2008 : 356 000 Russes ont visité Israël cette année-là⁶⁸². Cependant, ce rapprochement ne constitue pas un renversement d'alliance au Moyen-Orient. En effet, Moscou accorde la priorité à sa relation avec des pays hostiles à Israël, comme la Syrie, l'Iran, et entretient des contacts le Hamas. De son côté, Tel Aviv maintient la primauté de sa relation avec Washington. Le lien démographique entre la Russie et Israël a toutefois constitué une opportunité d'établir un nouveau partenariat qui a le mérite d'accroître la marge de manœuvre tactique des deux Etats.

L'existence d'un « pont humain » entre la Russie et Israël à la suite de la chute de l'URSS constitue une opportunité de politique étrangère. Le Kremlin dispose d'un levier d'action au supplémentaire au Moyen-Orient, région qui joue un rôle important dans sa volonté d'affirmation de puissance internationale. Il ne s'agit pas d'un retournement d'alliance mais ce « pont humain » a changé la relation entre les deux Etats, atténuant ainsi les tensions. Un autre élément lié à l'évolution démographique de la Russie post-soviétique offre aussi une perspective de politique étrangère : la question agricole.

⁶⁷⁹ Cité dans CAHN, Nathan, « La communauté russe d'Israël : un Etat dans l'Etat? », in *Jerusalem Post*, 02/06/2014

⁶⁸⁰ LIS, Jonathan, MOZGOVAJA, Natasha, « Obstacle to Peace' Comment Draws Fire in Israel », in *Haaretz*, 22/09/2010

⁶⁸¹ KATZ, Mark N., « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », in *Russie.NEI.Visions*, n°49, 04/2010, p.8.

⁶⁸² *Tourism in Israël 2008*, Israël, Central Bureau of statistics, 11/2009

b) Les terres dépeuplées russes pour la sécurité alimentaire mondiale

Comme le remarquait en 1898 le comte Witte, « la question de la terre est un problème fondamental pour la Russie et la société russe »⁶⁸³. Au-delà de la Russie, « l'agriculture et l'alimentation ont souvent fait l'Histoire [...] Toutes les deux sont depuis toujours au centre des préoccupations des êtres humains, des politiques publiques et des relations internationales »⁶⁸⁴. Quel est la nature de l'enjeu alimentaire dans le monde d'aujourd'hui ? Quel rôle peut jouer la Russie sur ce dossier ? Dans quelle mesure les conséquences de l'évolution démographique sur l'agriculture russe constituent-elles à la fois un atout et un handicap ? Nous nous intéresserons dans un premier temps à la réactualisation de la question de la sécurité alimentaire. Il s'agit de comprendre l'importance de la Russie dans ce secteur qui représente un enjeu international. Nous démontrerons que la démographie russe favorise un modèle agricole exportateur, mais qu'elle porte également atteinte au potentiel agricole du pays.

L'accès aux terres agricoles à l'étranger (re)devient une préoccupation de premier plan. Il s'agit d'un enjeu vital pour des Etats : nourrir leur population. L'acquisition de terres se fait parfois par des politiques très élaborées. « Ils le font soit directement, notamment par leurs fonds souverains (Émirats arabes unis, Qatar par exemple), soit par des entreprises d'Etat, soit enfin par leurs industriels privés. Il s'agit souvent de stratégies d'achat bien établies : la Corée du Sud a ainsi mis en place une structure publique d'accompagnement chargée de mettre en œuvre un plan décennal de développement agricole à l'étranger »⁶⁸⁵. Tout d'abord, ce manque de terres s'explique par le manque de ressources hydriques, comme dans les pays du Golfe. Par exemple, le Qatar a une stratégie d'achat de terres agricoles qui intègre des pays comme l'Ukraine⁶⁸⁶. Le réchauffement climatique rend cette carence croissante dans les régions avec des températures déjà élevées. Ensuite, des Etats ayant parfois de bonnes conditions climatiques connaissent une insuffisance de terres agricoles disponibles en raison d'une population nombreuse à nourrir, comme en Chine ou au Japon. Enfin, l'acquisition de terres correspond aussi à

www1.cbs.gov.il/www/statistical/touris2008e.pdf.

⁶⁸³ POUGET, Benoît, « Sécurité alimentaire de la Russie », in *Etudesgeostrategiques.com*, 10/04/2014.

<https://etudesgeostrategiques.com/tag/terres-arables/>

⁶⁸⁴ ABIS, Sébastien, BLANC, Pierre, « Agriculture et géopolitique au XXIème siècle », in *CahierDemeter*, 20/12/2011, p.11.

⁶⁸⁵ TABARLY, Sylviane, « Agricultures sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières », in *Geoconfluences*, 23/06/2011.

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/agricultures-sous-tension-terres-agricoles-en-extension-des-transactions-sans-frontieres>

⁶⁸⁶ LAURENT, Antoine, « Géoéconomie : la stratégie d'investissement du Qatar », in *infoguerre.fr*, 10/12/2012.

<http://www.infoguerre.fr/matrices-strategiques/geoeconomie-strategie-investissement-qatar/>

une stratégie économique, voire spéculative, des grandes entreprises du secteur agricole. « Alors que la demande alimentaire mondiale va croître inexorablement sous la pression démographique, les pays producteurs sont appelés à produire davantage. La France, première puissance agricole de l'Union européenne, est ainsi amenée à sortir de ses frontières et à exploiter d'autres terres [...] Les Français orientent donc leurs capitaux à l'Est. »⁶⁸⁷. Comment la Russie s'intègre dans ces stratégies mondialisées d'acquisition de terres agricoles ?

La Russie, pays le plus vaste du monde, a un potentiel agricole considérable : « 180 millions d'hectares de surfaces agricoles utiles, soit 9 % des terres cultivables dans le monde. »⁶⁸⁸ Ces capacités restent largement sous-exploitées. « Selon certains analystes, jusqu'à 80 % de sa surface agricole utile est actuellement en jachère »⁶⁸⁹. Les autorités russes ont pris des initiatives, en particulier dans les années 2000, pour exploiter davantage le potentiel agricole du pays. « Le secteur attire de plus en plus d'investissements russes et étrangers », notamment ceux des géants de l'industrie agro-alimentaire française et allemande⁶⁹⁰. La Chine, acteur important dans cette course aux terres agricoles disponibles, voit déjà la Russie comme un eldorado agricole. « Certains analystes chinois ont de ce fait estimé que la Russie pourrait à terme devenir une source de grains pour le pays »⁶⁹¹. Ainsi, « la province de Heilongjiang a obtenu la location de 426 667 hectares de terres en Russie »⁶⁹². « Avec une telle quantité de terres exploitables et les besoins immenses de la Chine, la ruée vers les terres russes pourrait s'amplifier. Pour le moment, les autorités russes voient plutôt d'un bon œil l'exploitation de ces terres auparavant inoccupées, qui leur permettra de prélever une taxe sur l'exportation des produits agricoles »⁶⁹³. L'importance du potentiel agricole de la Russie se traduit aussi par un poids important de la Russie dans les exportations mondiales de certaines denrées alimentaires. L'empire russe était le grenier à blé de l'Europe, mais l'URSS a été contrainte d'opérer des importations massives de céréales à partir des années 1960. La Russie post-soviétique redevient un des principaux exportateurs de blé à

⁶⁸⁷ DAMGE, Mathilde, « Les investisseurs se tournent vers les terres agricoles russes », in *LeMonde.fr*, 25/04/2012.
http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/04/25/les-investisseurs-se-tournent-vers-les-terres-agricoles-russes_1690808_3234.html

⁶⁸⁸ MONFORT, Paul-Florent, « Le retour de la Russie sur les marchés agricoles internationaux », in *Momagri.org*, 10/05/2010.
http://www.momagri.org/FR/articles/Le-retour-de-la-Russie-sur-les-marches-agricoles-internationaux_687.html

⁶⁸⁹ OXFAM, *Rio+20 : Etudes de cas sur la Russie*, 2012, p.1.

⁶⁹⁰ ANFINOGUENTOVA, Anna, « L'agro-industrie en Russie », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1057, 2006/5, p.69.

⁶⁹¹ CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, op.cit., P57.

⁶⁹² PERELMAN, Rémi, « Investissements asiatiques en Extrême-Orient russe », in *Asia21*, 03/2014.

<http://www.asie21.com/asie/index.php/russie/741-investissements-asiatiques-en-extreme-orient-russe-remi-perelman-asie21-fevrier-2014>

⁶⁹³ BILLETTE, Alexandre, « Après une offensive discrète au Kazakhstan, la Chine lorgne les terres russes inexploitées », in *LeMonde.fr*, 20/04/2009.

<http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/04/20/apres-un-offensive-discrete-au-kazakhstan-la-chine-lorgne-les-terres->

partir de 2002, « à la fin des années 2000, elle se classait au quatrième rang des fournisseurs de blé après les Etats-Unis, l'Union européenne et le Canada »⁶⁹⁴. En 2010, sa production dépasse même celle des Etats-Unis. Avec un tel potentiel agricole, la Russie devrait théoriquement pouvoir atteindre son objectif d'auto-suffisance alimentaire et exporter ses surplus, mais paradoxalement le pays a une balance commerciale agricole déficitaire car d'importations élevées de certaines denrées.

En effet, le système de distribution et l'organisation des exploitations portent encore les marques de la collectivisation des terres menée à l'époque soviétique et de la libéralisation brutale des années 1990. L'agriculture russe n'atteint donc pas une rentabilité suffisante, ce qui oblige à devoir importer des denrées que la Russie pourrait pourtant produire elle-même. Ainsi, le pays « consacre, chaque année, quelques 20 milliards de dollars à ses importations de viandes, de produits laitiers, de sucre, de fruits et légumes, et de produits à plus haute valeur ajoutée comme les vins et spiritueux. En 2002, les importations alimentaires représentaient 23,3% du total des importations russes (5,5% pour les seules importations de viandes), en progression de 12,4% par rapport à l'année précédente, notamment en provenance de l'Union européenne. »⁶⁹⁵. Avec une réorganisation réussie de son secteur agricole, la Russie aurait les moyens de satisfaire davantage ses ambitions : assurer son auto-suffisance alimentaire et devenir une superpuissance agricole. Quel usage politique les autorités russes font-elles de ce potentiel agricole ?

La Russie peut avoir une approche coercitive en promulguant des embargos agricoles à l'encontre de pays qui ont un différend avec elle. Cette interdiction concerne plutôt les importations que les exportations. Par exemple les autorités russes décrètent en 2005 un embargo sur les produits agricoles en provenance de Géorgie dans un contexte de tension diplomatique. En novembre 2005, la Russie impose un embargo sur la viande en provenance de Pologne prétextant des raisons sanitaires. Toutefois, le soupçon d'une cause politique existe car Varsovie défend souvent au sein de l'UE une politique étrangère plus intransigeante à l'encontre de Moscou. La Russie peut aussi décréter des embargos sur ses exportations de denrées agricoles dans une logique protectionniste. Par exemple, après les fortes sécheresses de l'été 2010 en Russie, les autorités décident de suspendre les exportations de blé. Même si ce n'était pas le but recherché, cette décision va avoir des conséquences internationales. Cette restriction a entraîné une hausse conséquente des prix du blé qui va fragiliser les pays importateurs, notamment les pays très dépendants du blé russe. Ainsi, « l'Égypte, premier

russes-inexploitees_1182891_3244.html

⁶⁹⁴ OCDE, *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 Pays de l'OCDE et économies émergentes*, 2011, Paris, OECD Publishing, p.265.

⁶⁹⁵ POUGET, Benoît, « Sécurité alimentaire de la Russie », op.cit.
<https://etudesgeostrategiques.com/tag/terres-arables/>

acheteur mondial de blé, qui, en 2009/2010, avait réalisé 60% de ses importations en Russie. La décision a contraint le Caire à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement pour sécuriser ses besoins intérieurs. [...] les autorités égyptiennes ont estimé le surcoût budgétaire de l'embargo entre 250 et 500 millions d'euros »⁶⁹⁶. Le potentiel agricole de la Russie constitue donc dans certaines circonstances un levier, une opportunité pour la politique étrangère russe. La réalité démographique russe représente-t-elle un handicap ou un atout dans cet enjeu de la sécurité alimentaire mondiale ?

A première vue, le déclin démographique constitue une cause d'affaiblissement du potentiel agricole de la Russie. Tout d'abord, « la population russe ne peut pas faire face à l'abondance de terres »⁶⁹⁷. Cette incapacité se renforce avec deux phénomènes démographiques à l'œuvre dans les territoires ruraux russes : exode vers les villes des personnes en âge de travailler, vieillissement des populations restées dans ces régions rurales. Ensuite, la déprise agricole se traduit par un potentiel agricole réduit aux régions qui ont les terres les plus fertiles, c'est-à-dire le *tchernoziom*, les « terres noires » qui se trouvent au sud de la Russie européenne. En 2006, Krasnodar, Rostov, et Stavropol représentent 80% des exportations de céréales de la Russie⁶⁹⁸. Ainsi, l'immigration ne peut pas entièrement compenser ce manque de main-d'œuvre agricole. Cependant, le déclin démographique russe peut représenter un avantage sur la question de la sécurité alimentaire. Tout d'abord, dans une logique malthusienne l'agriculture russe a moins de personnes à nourrir. Ensuite, le déclin démographique et la hausse de la demande mondiale renforcent l'attractivité du potentiel agricole : les terres se libèrent. Enfin, les effets du déclin du démographique sur l'agriculture peuvent être réduits par des cultures peu gourmandes en main-d'œuvre et par une modernisation des exploitations et du système de distribution de la production.

Les changements démographiques, climatiques et économiques mondiaux font de la sécurité alimentaire un enjeu international majeur. Les autorités russes utilisent parfois l'arme agricole pour exercer une pression sur des Etats. Le facteur démographique peut accroître mais aussi réduire les opportunités de politique étrangère offertes par le potentiel agricole de la Russie. Il reste cependant un certain nombre de handicaps à surmonter pour profiter pleinement de potentiel agricole. Les terres arables dépeuplées russes attirent les regards des acteurs internationaux. Les évolutions démographiques conduisent également d'autres grandes entreprises étrangères à aborder différemment le marché russe.

⁶⁹⁶ ABIS, Sébastien, BLANC, Pierre, « Agriculture et géopolitique au XXIème siècle », op.cit., p.22.

⁶⁹⁷ POUGET, Benoît, « Sécurité alimentaire de la Russie », op.cit.

⁶⁹⁸ ANFINOGUENTOVA, Anna, « L'agro-industrie en Russie », op.cit., p.73.

c) La démographie russe dans la stratégie des entreprises multinationales

La mondialisation économique a favorisé le poids international des entreprises, qui peuvent parfois faire jeu égal avec les Etats. L'élaboration de leur stratégie globale peut s'apparenter dans une certaine mesure à une politique étrangère. En quoi les entreprises multinationales sont-elles des acteurs autonomes de la scène internationale ? Comment abordent-elles le marché russe en déclin démographique ? Le rôle des firmes multinationales s'accroît sur une scène internationale où le monde multicentré prend plus d'importance. D'un côté, les grandes entreprises semblent se désintéresser du marché russe dans certains cas à cause du déclin démographique du pays. D'un autre côté, il s'agit de montrer que des acteurs économiques s'intéressent à la Russie du fait même de sa faiblesse démographique.

Robert Keohane et Joseph Nye soulignaient déjà en 1972 que les entreprises jouaient un rôle sur la scène internationale, mais souvent au service des intérêts des Etats où se trouvait leur siège social⁶⁹⁹. La mondialisation a permis une libéralisation économique internationale et un désengagement de l'Etat dans l'économie, les grandes entreprises y ont gagné en profits et en autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Si les entreprises restent encore tributaires de législations nationale et internationale, la manne financière que représentent leurs investissements leur confère un avantage dans leur relation avec les autorités politiques. Elles arrivent parfois à « s'attacher la fidélité des élites au pouvoir, éliminer des régimes jugés hostiles, ou participer à leur déstabilisation »⁷⁰⁰. Les firmes multinationales peuvent aussi faire pression sur les autorités politiques pour qu'elles créent les conditions les plus favorables possibles d'accès à leur marché. En général, les grandes entreprises doivent composer davantage. « On a parlé de « diplomatie triangulaire » pour récapituler l'ensemble de relations entre (1) les Etats qui se concurrencent pour attirer les entreprises, (2) les firmes qui sont elles-mêmes en compétition pour profiter des meilleurs avantages et (3) les Etats et les entreprises qui négocient entre eux. »⁷⁰¹ Les trois situations se présentent en Russie. Tout d'abord, les autorités russes ont fait le choix d'une politique économique libérale à partir de 1991 pour attirer les entreprises et les capitaux étrangers pour accélérer la modernisation d'un appareil productif sinistré. Ensuite, l'ouverture d'un marché de 140 millions de personnes constitue une opportunité qu'une entreprise ne peut pas négliger, surtout que la croissance économique des années 2000 a permis une hausse du pouvoir

⁶⁹⁹ KEOHANE, Robert, O., NYE, Joseph, S., *Transnational Relation and World Politics*, op.cit., 1972, 398p.

⁷⁰⁰ DEVIN, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, op.cit., p.22.

⁷⁰¹ Ibid., p.23

d'achat de la population russe. Les firmes internationales entrent alors en concurrence pour conquérir des parts du marché russe. Cette compétition se voit en particulier sur les ventes automobiles. Les Russes ont désormais les moyens financiers pour acheter une première ou une nouvelle voiture. En 2008, la Russie devient le premier marché automobile européen où les marques étrangères représentent près de 75% de marché⁷⁰². Enfin, les autorités russes signent des partenariats et des contrats au nom d'entreprises d'Etat russes avec des grandes firmes internationales. Ainsi, Alstom a pu acquérir en 2011 « 25 % du capital du fabricant de matériel ferroviaire russe Transmashholding (TMH), après l'obtention fin mars du feu vert du gouvernement russe. »⁷⁰³ Dans quelle mesure la réalité démographique russe influence-t-elle cette « diplomatie triangulaire » ?

Même si la Russie représente un marché potentiel de plus de 140 millions d'habitants qui ont depuis les années 2000 un meilleur pouvoir d'achat, la dégradation des indicateurs démographiques rend ce marché moins attractif pour certaines entreprises multinationales. Elles délaissent de grandes parties du territoire russe, notamment les régions périphériques qui sont dans un profond marasme démographique. Par exemple, il n'existe pas de restaurant McDonald's en Extrême-Orient russe, alors que l'entreprise en compte 311 dans le pays. Le 29 février 2012, le premier vice-Premier ministre russe, Igor Chouvalov, a insisté auprès du représentant de l'entreprise en Russie, d'ouvrir un restaurant à Vladivostok, une ville de plus 500 000 habitants⁷⁰⁴. Le problème vient du faible peuplement de cette zone, mais aussi de son éloignement. Le siège de ces filiales se trouve à Moscou, il a souvent en charge également le marché ukrainien et parfois d'autres pays de la CEI. L'Extrême-Orient ne constitue pas un potentiel de consommateurs suffisamment important pour y développer une filiale autonome, et la distance apparaît comme une contrainte supplémentaire. L'attractivité économique du pays semble alors se résumer à « l'archipel métropolitain » de la Russie européenne, c'est-à-dire une concentration de population avec un niveau de vie plutôt élevé. Ce désintérêt se vérifie surtout pour les secteurs économiques ayant besoin d'un personnel nombreux, comme le secteur agricole ; et d'un nombre de consommateurs optimal, comme les entreprises du secteur tertiaire. Si la démographie constitue un handicap sur le plan de l'attractivité du marché russe, elle peut parfois s'avérer être un avantage.

⁷⁰² KARAYAN, Raphaële, « Automobile : la Russie, premier marché européen », in *L'usine nouvelle*, 11/07/2008. <http://www.usinenouvelle.com/article/automobile-la-russie-premier-marche-europeen.N25078>

⁷⁰³ « Alstom a finalisé l'acquisition de 25 % du russe Transmashholding », in *LesEchos.fr*, 30/05/2011. http://www.lesechos.fr/30/05/2011/LesEchos/20943-139-ECH_alstom-a-finalise-l-acquisition-de-25---du-russe-transmashholding.htm

⁷⁰⁴ « Vladivostok veut son McDonald's », in *l'express.fr*, 29/02/2012 http://www.l'express.fr/styles/minute-saveurs/vladivostok-veut-son-mcdonald-s_1088125.html

Des entreprises multinationales regardent vers la Russie en raison de sa situation démographique difficile. Les grands laboratoires pharmaceutiques voient avec intérêt la dégradation de l'état de santé de la population russe et l'absence d'industrie nationale du médicament qui leur offrent un vaste marché. Ainsi, à la fin des années 2000, « les laboratoires français parient sur la Russie [...] La Roche-Posay, Sanofi-Aventis, les Laboratoires Boiron, les Laboratoires Servier ou Janssen-Cilag ont déjà leurs propres représentations en Russie »⁷⁰⁵. La Russie fait partie des « pharmémergents ». Elle passe de la 20ème place du classement mondial de consommateurs de médicaments en 2008 à la 11ème place en 2013, et les perspectives d'évolution démographique de la Russie peuvent laisser présager une hausse de la consommation⁷⁰⁶. L'obsolescence des équipements médicaux en Russie et la faible production nationale obligent le pays à devoir importer. Ainsi, « près de 75% de la demande intérieure d'équipements médicaux en Russie sont satisfaits par les importations »⁷⁰⁷. La dégradation de l'état de santé de la population russe et l'incapacité du système médical russe à répondre à cette demande de soins favorisent aussi l'émergence d'un tourisme médical. En 2012, les citoyens ont dépensé 980 millions de dollars en soins médicaux à l'étranger, le nombre de touristes médicaux augmente fortement : 120 000 en 2010, 300 000 en 2013⁷⁰⁸. Les quatre pays privilégiés par les Russes pour se faire soigner sont : Israël, l'Allemagne, la Chine et les Etats-Unis. Hormis la Chine, ces pays comptent un nombre important de médecins russophones. Les hôpitaux chinois attirent beaucoup d'habitants d'Extrême-Orient en raison de la proximité géographique, mais aussi à cause d'un coût moindre même si la qualité des soins reste inférieure à celles des pays occidentaux. De plus, ces structures chinoises ont du personnel russe. « Un médecin a fini l'institut à Vladivostok. Il n'a pas trouvé de travail. Il a travaillé quelques temps aux urgences mais il n'y avait pas de perspectives. Il a appris le chinois, il a un travail au Kunchun, dans une organisation qui fournit des services médicaux aux Russes »⁷⁰⁹. La dégradation de la santé russe représente donc un marché prometteur pour des entreprises étrangères.

Dans le cadre de la mondialisation, les rapports entre les firmes multinationales et l'Etat russe paraissent assez équilibrées. Dans cette relation, la Russie dispose à la fois d'un atout et d'un handicap démographique. D'un côté, les entreprises ne peuvent pas négliger un marché potentiel de près de 145

⁷⁰⁵ « Les laboratoires français parient sur la Russie », in *RIA Novosti*, 25/09/2007.
<http://fr.ria.ru/analysis/20070925/80859638.html>

⁷⁰⁶ LE PEN, Claude, « Le marché pharmaceutique dans le Monde et en France », in *rapport IMS Health Consulting*, 2009, p10.
<http://www.gimra.info/userimages/presentation-clepen-jem2.pdf>

⁷⁰⁷ LABADIE, Nicolas, ROSATI, Alicia, « Le marché russe des équipements et dispositifs médicaux », in *Eurasanté veille*, n°33, 2014, p.3.

⁷⁰⁸ YANDEX, « Medical Tourism Overview », 2013.

http://www.rusalia.com/wp-content/uploads/2014/09/Yandex_Medical_Tourism_Category_Overview.pdf

millions d'habitants et les compagnies du secteur de la santé voient dans la dégradation sanitaire du pays des opportunités. D'un autre côté, la polarisation spatiale du peuplement du territoire amène les grandes entreprises à focaliser leurs investissements sur l'« archipel métropolitain » européen délaissant ainsi les régions insuffisamment peuplées et dynamiques.

Pour résumer cette analyse du déclin démographique russe comme source d'opportunités de politique étrangère, la capacité de la Russie à se saisir de ces occasions dépend du niveau d'intégration de l'idée d'interdépendance.

Les évolutions démographiques de la Russie ont ouvert des perspectives pour la politique étrangère du pays. Ainsi, le « pont humain » entre la Russie et Israël participe fortement à une baisse de la tension diplomatique qui a pu exister auparavant. La faible pression démographique sur les terres arables donne un avantage à la Russie vis-à-vis des pays du Sud confrontés à la difficulté de nourrir leur population en croissante. Même en déclin démographique, la Russie reste un marché suffisamment attractif pour des entreprises multinationales.

Néanmoins, les autorités russes ne peuvent bénéficier de cet atout démographique que si elles acceptent de jouer le jeu de l'interdépendance sur la scène internationale. Si Moscou instrumentalise la communauté russophone d'Israël, elle s'expose au risque de rompre le « pont humain » entre les deux pays qui favorisent de bons rapports diplomatiques. Un usage excessif de l'embargo agricole peut se traduire par une perte de marchés à l'étranger et une hausse du coût des importations. Une position intransigeante vis-à-vis des entreprises multinationales affaiblirait la puissance économique de la Russie, faute d'investissements dans l'appareil productif.

Un bon usage politique de ces opportunités offertes par la situation démographique russe peut aussi permettre de réduire les conséquences internes du déclin de la population du pays. Les liens maintenus avec les russophones d'Israël amenuisent la perte de capital provoquée par le départ de ces populations qualifiées. L'intérêt d'acteurs extérieurs pour les terres en déprise agricole peut favoriser une modernisation de l'agriculture et dynamiser ensuite la démographie de ces territoires. Les investissements des entreprises du secteur de la santé peuvent réduire la dégradation sanitaire du pays, et le pouvoir politique russe peut orienter une partie des investissements des multinationales vers les régions les plus sinistrées.

Malgré l'existence d'opportunités, les évolutions démographiques peuvent participer à une fragilisation de la politique russe sur certains dossiers, en particulier les relations avec la Chine.

⁷⁰⁹ Entretien avec Tamara Troyakova, Institut des Relations Internationales de Vladivostok, 04/05/2011.

3- L'impact de la question démographique sur les relations sino-russes

Le basculement du centre de gravité des relations internationales de l'Europe vers l'Asie constitue une des caractéristiques majeures du monde après 1991. Ce changement s'explique en partie par l'émergence économique et politique de la Chine sur la scène internationale. Les relations avec Pékin occupent désormais une place importante dans les diplomaties des grands acteurs de la scène internationales, y compris la Russie. En raison d'une « impuissance démographique » russe face à la Chine, Moscou ne se trouverait pas dans les meilleures dispositions pour établir une relation équilibrée avec son partenaire asiatique. L'importance de la Chine sur la scène internationale et l'ampleur de l'asymétrie des évolutions démographiques russes et chinoises depuis 1991 font de la relation sino-russe une situation paroxystique de l'interrelation démographie/politique étrangère russe. Dans quelle mesure l'impact psychologique de ce déséquilibre démographique conduit-il les décideurs russes à infléchir leur politique vis-à-vis de la Chine ? Comment les autorités chinoises intègrent-elles le facteur démographique dans leur politique étrangère ? Pourquoi la question démographique n'a-t-elle pas entraîné une dégradation des relations sino-russes depuis 1991 ? Nous verrons dans un premier temps que la Russie a eu des difficultés à concevoir sa politique asiatique, notamment en raison de l'évolution de la relation sino-russe. Même si le discours des autorités chinoises dissipe l'idée d'un « péril jaune », des ambiguïtés persistent. Enfin, il semble une volonté commune de vouloir minorer la dimension démographique de la relation bilatérale, pour éviter une fragilisation du partenariat stratégique.

a) L'appréhension russe d'une dépendance vis-à-vis de la Chine

La présence géographique de la Russie dans la région Asie-Pacifique et l'ambition de puissance globale revendiquée par Moscou obligent les autorités russes à avoir une politique active vis-à-vis de la Chine, plus globalement vers l'Asie. Comment caractériser la politique asiatique de la Russie post-soviétique ? Quel est le poids de la Chine dans cette politique ? Dans quelle mesure l'appréhension russe d'une dépendance vis-à-vis de la Chine se justifie-t-elle ? Nous verrons tout d'abord que les autorités russes cherchent à opérer un pivot vers l'Asie. Ensuite la politique asiatique russe paraît se baser surtout sur la relation sino-russe qui semble s'être inversée peu à peu depuis la chute de l'URSS.

Les pays asiatiques deviennent incontournables. Ainsi, entre 1991 et 2011, la part de cette région dans le PIB mondial passe de 13% à 27,5%, celle de la Chine de 4 à 15%, et en 2011 l'Inde et la

Chine regroupent 37% de la population mondiale⁷¹⁰. Les Etats-Unis en prennent conscience rapidement. En 1983, le sous-secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger déclarait déjà que « le déplacement du centre de gravité de la politique étrangère américaine vers le bassin Pacifique pourrait bien s'avérer l'un des problèmes cruciaux à venir.... »⁷¹¹. Ce basculement devient clairement une priorité de la politique étrangère américaine sous la présidence de Barack Obama avec la stratégie du « pivot » ou du « rééquilibrage » (rebalancing). Hilary Clinton, secrétaire d'Etat, écrivait en octobre 2011 que « le futur des politiques serait décidé en Asie, non en Afghanistan ou en Irak, et les Etats-Unis auront le droit d'être au centre de l'action »⁷¹². Moscou veut aussi opérer ce pivot vers l'Asie en s'appuyant notamment sur la politique énergétique pour devenir un acteur important dans la région Asie-Pacifique. En effet, « l'énergie est depuis longtemps un atout précieux de Moscou en Asie. C'est grâce à cet avantage que la Russie entend rebâtir à grande échelle la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, et faire en sorte que la Russie soit reconnue comme une grande puissance asiatique. »⁷¹³. Ainsi, d'importants contrats pétroliers et gaziers sont signés avec le Japon, la Chine et la Corée du Sud. Il s'agit de réorienter les exportations énergétiques pour tirer profit de la croissance économique des pays asiatiques, et de réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'Europe. « Le Kremlin souhaiterait que ses exportations de pétrole dans la région Asie-Pacifique atteignent 22 à 25 % d'ici à 2020, contre 9 % aujourd'hui »⁷¹⁴. Cette volonté de pivot vers l'Asie a été surtout affirmée par le président Vladimir Poutine, ce qui a conduit à évoquer l'idée d'« asianisation » de la politique étrangère russe.⁷¹⁵ Ne s'agit-il pas d'une « sinisation » de la politique asiatique russe ?

Il semble exister un « sinocentrisme » dans la politique asiatique de Moscou.⁷¹⁶ Les autorités russes ne semblent pas avoir d'autre alternative que le rapprochement avec Pékin pour avoir un rôle politique significatif en Asie-Pacifique. Ainsi, « la Chine est devenue le garant des ambitions russes en Asie »⁷¹⁷. Il s'agit d'une situation de dépendance car la politique russe ne semble pas pouvoir se faire sans l'aval des autorités chinoises. Par exemple, « La Chine a fait valoir, par une sorte d'arrogance à

⁷¹⁰ BUSCH, Christian, SCHMIDBAUER, Frank, « L'évolution économique de l'Asie et ses relations avec la Suisse », in *La vie économique*, 09/2012, p.4

⁷¹¹ BOYER, Yves, « La stratégie de rééquilibrage des Etats-Unis vers l'Asie-Pacifique et la Chine », in *Revue Défense Nationale*, n°760, 05/2013.

⁷¹² CLINTON, Hilary, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, 11/10/2011.

http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/10/11/americas_pacific_century#sthash.zxuQikrD.RtZwFAMb.dpbs

⁷¹³ BLANK, Stephen, « La politique russe en Extrême-Orient : quelle alternative à la Chine ? », in *Russie.NEI.Visions*, n°54, 08/2010, p.5.

⁷¹⁴ AVRIL, Pierre, « Gaz : la Russie mise sur la Chine et le Japon », in *Lefigaro.fr*, 04/09/2012.

⁷¹⁵ LO, Bobo, *Axis of convenience*, op.cit., p.115.

⁷¹⁶ GABOUEV, Aleksandr, « Effekt prisoutviia » (Effet de présence), in *Kommersant.ru*, 03/09/2012

<http://www.kommersant.ru/doc/2009571>

⁷¹⁷ BLANK, Stephen, « La politique russe en Extrême-Orient : quelle alternative à la Chine ? », op.cit., p.6.

revers, que l'entrée de la Russie dans l'APEC était due en partie à leur soutien »⁷¹⁸. Cette situation révèle plus largement un changement dans les relations bilatérales entre Moscou et Pékin depuis la fin de l'effondrement de l'URSS. Moscou devient le « partenaire junior » (*junior partner*) de Pékin. La « Chine est en effet le seul voisin envers lequel le Kremlin semble afficher un certain complexe »⁷¹⁹. « La Russie aimerait être l'égale de la Chine ; ne lui était-elle pas très supérieure au XIX^e et même au XX^e siècle ? Aujourd'hui, la Chine n'accepte pas d'autre rang que le premier et d'autre égal que les Etats-Unis. Elle a une énorme revanche à prendre en premier lieu sur la Russie. [...] La Russie pourrait-elle se résigner à devenir le brillant second de la Chine ? »⁷²⁰. L'inversion de ce rapport de force dans la relation sino-russe s'explique par un changement des facteurs qui définissent l'importance d'un Etat sur la scène internationale. « La diminution relative de l'importance du facteur militaire dans le monde globalisé d'aujourd'hui [...] et l'augmentation correspondante de l'influence des capacités économiques et culturelles favorisent à l'évidence la main de la Chine dans les relations internationales, bilatérales comme multilatérales »⁷²¹. Ce statut de « partenaire junior » est donc en partie le résultat d'un faible poids économique et commercial de la Russie. Même si la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie en février 2009⁷²², cette dernière n'occupe que le 9^e rang dans les pays qui échangent avec la Chine, loin derrière l'UE, les Etats-Unis et le Japon en 2008.⁷²³ Le statut de « partenaire junior » révèle donc une situation de dépendance de la Russie vis-à-vis de la Chine, mais l'existence d'un lien humain entre les deux pays a permis jusqu'alors de maintenir un contact particulier. Ainsi, des dirigeants comme Jiang Zemin, secrétaire général du Parti communiste chinois entre 1989 et 2002, ou Deng Xiaoping avaient été formés à Moscou et maîtrisaient la langue russe, ce qui créait un lien plus fort entre ces dirigeants et le partenaire russe. A l'avenir, « le problème n'est pas tant dans l'hostilité, mais dans l'indifférence. Les jeunes Chinois, en particulier, voient la Russie comme un facteur non-significatif dans leur vie, une perception confirmée par le nombre de Chinois apprenant l'anglais comparé au russe. Tandis qu'il y a quelques décennies le russe était de loin la langue étrangère la plus parlée en Chine, ils sont aujourd'hui 120 000 Chinois à l'étudier à l'école et à l'université, en comparaison des 300 millions de Chinois apprenant l'anglais »⁷²⁴. Le

⁷¹⁸ LAVAL, Eric, *Les relations Chine-Russie : un voisin encombrant*, mémoire de géopolitique sous la direction d'Isabelle Facon, Collège interarmées de Défense, Paris, 03/2001, p.19.

⁷¹⁹ KAUFFMANN, Alexandre, « La relation Moscou-Pékin à l'aube d'une nouvelle ère ? », in *Revue Défense Nationale*, mars 2011, n°738, p 205.

⁷²⁰ MOREAU DEFARGES, Philippe, « L'ours et le dragon un couple trop disparate », in *L'essentiel des relations internationales*, 12/2009-01/2010

⁷²¹ CABESTAN, Jean-Pierre, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemis n'est pas forcément une Chine rassurante », op.cit., p.24.

⁷²² « La Chine et la Russie s'engagent à renforcer la coopération interrégionale », in *cri.cn*, 21/03/2010. <http://french.cri.cn/781/2010/03/21/402s214549.htm>

⁷²³ Données du ministère du Commerce de la République populaire de Chine. <http://french.mofcom.gov.cn/article/statistique/economy/200812/20081205966669.shtml>

⁷²⁴ LO, Bobo, « How the Chinese see Russia », op.cit., p.21.

risque dans la relation sino-russe ne semble pas être la dépendance de Moscou vis-à-vis de Pékin, mais une relégation de la Russie « vers la périphérie du processus de décision international »⁷²⁵.

L'échec de la Russie à avoir une politique asiatique d'envergure est en partie dû à la dépendance de Moscou vis-à-vis de Pékin dans cette région. Les autorités russes doivent accepter le statut « partenaire junior » de la Chine, ce qui peut créer une appréhension. Il existe même un risque de marginalisation de cette relation bilatérale, qui ne semble pas encore d'actualité. Moscou a pu aussi avoir des interrogations sur la politique migratoire chinoise.

b) L'ambiguïté chinoise sur sa politique migratoire

Le partenariat stratégique existant entre les deux pays n'empêche pas les rivalités et les malentendus, notamment sur la question migratoire. Quels éléments alimentent ces divergences ? Dans quelle mesure Pékin fait-il des migrations chinoises un instrument de politique étrangère ? Les migrants chinois représentent-ils un réel risque pour l'Extrême-Orient et la Russie dans son ensemble ? Plusieurs sujets, dont le déséquilibre démographique et les migrations, ont pu nourrir des désaccords entre la Russie et la Chine. Il existe une confusion autour des objectifs de la politique migratoire des autorités chinoises. A terme, la réalité démographique de la Chine peut conduire à une baisse de la migration chinoise.

Les autorités russes et chinoises ont signé un partenariat stratégique en 1997, mais « leurs ambitions de grande puissance, voire impériales, restent concurrentes »⁷²⁶. Au niveau global, « la Russie craint un partenariat privilégié Pékin/Washington qui la marginaliserait [...] A long terme, l'envol chinois- politique, économique, militaire, pose à la Russie un problème de fond »⁷²⁷ En plus, la Chine modernise son armée à un rythme que la Russie ne peut pas suivre, ce qui à terme la privera de son avance technologique. Moscou se méfie également de la Chine car il existe une compétition économique entre les deux pays en Asie centrale, ce point sera abordé en détails dans la troisième partie de cette thèse. Enfin, il faut évoquer la pénétration économique de la Chine dans l'Extrême-Orient russe. « L'anxiété croissante en Russie sur l'exploitation chinoises de vulnérabilités démographiques de la Russie en Sibérie orientale et en RFE pourrait contrecarrer l'expansion de la

⁷²⁵ LO, Bobo, *Axis of convenience*, op.cit., p.7.

⁷²⁶ CABESTAN, Jean-Pierre, et al., *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, op.cit., p.24.

⁷²⁷ MONTBRIAL, Thierry de, MOREAU DEFARGES, Philippe, *IFRI-RAMSES 2011*, Paris, Dunod, 2010, p.147.

coopération énergétique Chine-Russie »⁷²⁸. Ainsi, la question démographique peut faire partie des éléments susceptibles de fragiliser la relation sino-russe.

La Chine n'a pas toujours accordé une grande attention sa politique migratoire. « Les autorités de Pékin ont adopté depuis le début des années 1990 une attitude laxiste à l'égard des migrations internationales de leur propre population »⁷²⁹. Il s'agirait d'une mauvaise articulation politique démographique/politique intérieure/politique extérieure dont l'Extrême-Orient russe aurait subi les conséquences. Ainsi, la Chine a cherché à développer le nord-est du pays, limitrophe de la Russie, car il « a été tenu à l'écart de la première vague des réformes et a connu un fort déclin économique dans la seconde moitié des années 1980 et au début des années 1990. Il est depuis cette période à la recherche d'un second souffle, que l'ouverture des frontières, en tant qu'élément principal d'une politique de redéveloppement régional, tente aujourd'hui de lui apporter »⁷³⁰. Les autorités chinoises voulaient réduire le chômage de ces régions, notamment en favorisant l'émigration notamment vers l'Extrême-Orient russe voisin en manque de main-d'œuvre. Néanmoins, cette politique de développement peut aussi correspondre à un objectif de politique étrangère. La Chine chercherait alors « à tuer « deux lièvres » : se défaire d'un facteur de déstabilisation au sein de la société [le chômage], porter des intérêts de politique étrangère et contribuer à l'image de « grande puissance » »⁷³¹.

Il existe des soupçons, même parmi le milieu académique, autour de la politique migratoire chinoise. Au printemps 2000, lors de la réunion des représentants des peuples de toute la Chine, les autorités auraient élaboré le programme « aller en dehors » (*Idti vovne*) qui aurait pour but d'« assurer la présence chinoise sur les marchés internationaux et la puissance chinoise par la migration »⁷³². L'opacité du système politique en Chine ne permet pas de confirmer ou d'infirmer cette accusation. En tout cas, aucun élément tangible n'accrédite l'existence d'un tel programme. Cependant, les Chinois peuvent commettre des maladresses diplomatiques concernant la question migratoire qui peuvent alimenter les inquiétudes russes. Par exemple, « à l'issue du premier round de négociations sino-russes sur les questions d'entrée de la Russie à l'OMC la partie chinoise a mis en avant l'exigence de retrait des obstacles à l'entrée des Chinois en Russie »⁷³³. Des universitaires chinois estimaient que la province de Vladivostok appartenait à la République Populaire de Chine, cette information aurait

⁷²⁸ BELLACQUA, James (dir.), *The future of China-Russia relations* op.cit., p.167.

⁷²⁹ CABESTAN, Jean-Pierre, et al., *La Chine et la Russie*, op.cit., p.93

⁷³⁰ COLIN, Sébastien, *Délimitations et ouvertures des frontières chinoises*, op.cit., p.7.

⁷³¹ KOROLEV, Alexandre, « Demografitcheskaja neopredelennost' vnechnēi politiki sovremennogo Kitaïa » (L'incertitude démographique de la politique extérieure de la Chine », in *russiancouncil.ru*, 11/03/2013.

http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=1500#top

⁷³² MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, *Naselenie Dalnego Vostoka Rossii*, op.cit., p.152.

⁷³³ Ibid., p.159.

même été inscrite dans des manuels scolaires chinois.⁷³⁴ De façon générale, les autorités chinoises ont vigoureusement réagi aux différents actes xénophobes et discriminatoires dont sont victimes les migrants chinois en Russie. Sur ce sujet, le vice-consul de Chine à Khabarovsk en vient même à sortir de la réserve qui caractérise les diplomates. Pour lui, ce discours s'explique par « l'irresponsabilité des correspondants de presse. L'autre raison est le comportement de certains hommes politiques. Ils soutiennent les journalistes pour qu'ils écrivent ces choses-là. Car s'ils écrivent ainsi, ça leur permet de défendre ce point de vue politique. Ils privilégient la vision de la menace pour que le peuple les considère comme patriotes. [...] Honnêtement, ils font cela de vilaine façon. Malheureusement, leurs théories ont une influence sur une partie de l'opinion. Nous travaillons pour que le peuple russe sache la vérité, qu'il n'y a pas de menace chinoise »⁷³⁵. L'idée d'invasion migratoire, de « péril jaune » pourrait-elle avoir un début de fondement ?

Une sinisation accrue de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie orientale semble peu probable en raison des évolutions de la démographie chinoise. « Dans une perspective de long terme, des facteurs démographiques objectifs : le vieillissement de la population et le potentiel trou démographique [lié aux conséquences de la politique de l'enfant unique sur la natalité] contiendront les ambitions de la politique étrangère de Pékin »⁷³⁶. En plus, la croissance économique chinoise rend les régions russes moins attractives pour les migrants chinois, en particulier la « Russie d'Asie » moins développée. D'ailleurs, après une phase de forte croissance de l'immigration chinoise dans les années 1990, celle-ci baisse à partir de la crise économique de 1998 en Russie. « 1998-2000 : période de chute de la migration chinoise due à la crise de 1998. [...] 2000-2006 : période de ralentissement de la chute de la migration chinoise, due à une stabilisation de l'économie de l'Extrême-Orient russe, une saturation de marchandises chinoises, une hausse du niveau de vie de la population, mais également une limitation de l'activité économique des Chinois par les autorités russes »⁷³⁷. En fin de compte, le réel risque ne semble pas provenir d'une hausse de l'immigration chinoise mais plutôt d'une baisse. Cette situation représente une difficulté pour l'Extrême-Orient russe qui a fortement besoin de ces migrants pour maintenir une activité économique, avoir des produits alimentaires et d'autres marchandises à des prix abordables.

⁷³⁴ CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, et al, *La Chine et la Russie*, op.cit., p.27.

⁷³⁵ Entretien avec le vice-consul de Chine Yan Tsin, Khabarovsk 19/04/2011.

⁷³⁶ KOROLEV, Alexandre, « Demografitcheskaja neopredelennost' vneshnej politiki sovremennogo Kitaïa », op.cit. http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=1500#top

⁷³⁷ ZAGREBNOV, Evgueni, « Ekonomitcheskaja organizatsiia kitaïskoï migratsii na rossiïskii Dal'nii Vostok posle raspada SSSR » (L'organisation économique de la migration chinoise dans l'Extrême-Orient russe après la chute de l'URSS), in *Prognozis*, n°1 (9), 2007, p.261.

Les migrations chinoises ont longtemps alimenté une suspicion de la Russie envers la Chine. La mauvaise articulation entre politique intérieure/politique démographique/politique extérieure chinoises a constitué un élément de fragilisation de la relation sino-russe. Toutefois, les évolutions démographiques chinoises et les perspectives de développement économique de l'Extrême-Orient russe amènent à penser que l'acuité de cette question migratoire peut s'estomper avec le temps. Pékin semble désormais accorder davantage d'importance aux conséquences internationales des migrations chinoises.

c) Les efforts diplomatiques chinois pour rassurer Moscou

Malgré des maladresses diplomatiques, les autorités chinoises semblent tenir compte de l'appréhension russe par rapport à la question démographique et déploient des efforts significatifs pour rassurer Moscou. Quelles formes prennent ces initiatives diplomatiques ? Pourquoi Pékin entreprend-il une telle démarche ? Dans quelle mesure ces efforts diplomatiques s'intègrent-ils dans la politique étrangère globale chinoise ? Il convient tout d'abord de présenter le discours de la Chine sur la question démographique, ainsi que les accords conclus avec la Russie sur ce point. Les autorités chinoises semblent aussi avoir une appréhension à propos des effets politiques des phénomènes démographiques et migratoires. Il faut intégrer ces efforts diplomatiques dans le cadre de la politique étrangère mondiale de la République Populaire de Chine.

Les autorités chinoises affichent une bonne volonté pour démontrer aux dirigeants russes qu'elles maîtrisent leurs flux migratoires et qu'elles ne veulent pas annexer l'Extrême-Orient russe. Pékin réagit face au discours et actes xénophobes à l'encontre de ses ressortissants en Russie. Cependant, les autorités chinoises ne rentrent pas dans une logique de surenchère qui pourrait dégrader les relations bilatérales. De son côté, le pouvoir fédéral russe cherche également à calmer les tensions. Par exemple, les autorités politiques à Moscou ont muté en 2003 Evgueni Nazdratenko, le gouverneur très anti-chinois de la province du Primorié. Pékin demande à ses ressortissants à l'étranger de respecter scrupuleusement la législation de leur pays de résidence. Au-delà du discours, les autorités chinoises signent des accords importants avec la Russie notamment pour prouver que la Chine ne favorise pas l'émigration dans le but d'annexer l'Extrême-Orient russe. Le 3 novembre 2000, les deux pays signent un accord intergouvernemental, entré en vigueur le 5 février 2001, qui porte sur « l'emploi temporaire des citoyens russes en République Populaire de Chine et des citoyens chinois en Fédération de Russie ». De plus, l'article 20 du « traité sino-russe de bon voisinage, d'amitié et de coopération » du 16 juillet 2001 entérine l'engagement des deux Etats à lutter fermement contre les migrations

illégalles. Les Chinois veulent démontrer à leurs partenaires russes qu'ils partagent avec eux le souci du respect de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires d'un autre Etat. Ainsi, les deux pays ont réussi à résoudre une épineuse question de leur relation bilatérale qui pouvait constituer un *casus belli* : la délimitation définitive de la frontière sino-russe. En effet, la non-résolution de la question frontalière pouvait entretenir le doute sur des revendications territoriales chinoises. La démarcation définitive de la frontière sino-russe s'inscrit dans un long processus. Le 16 mai 1991, l'URSS et la République populaire de Chine signent un premier accord qui rend l'île Damanski aux Chinois et crée une commission de démarcation. Un accord du 3 septembre 1994 fixe la partie occidentale de la frontière sino-russe. Le 15 octobre 2004, un accord complémentaire règle la question de la partie orientale, et la Russie rétrocède la Chine l'île de Tarabanov et la moitié sud de l'île de Bolchoï Oussouriïski sur le fleuve Amour. Enfin, le 21 juillet 2008, les deux pays ont fixé la frontière fluviale. Même si cet accord a pu susciter des mécontentements, notamment parmi les hommes politiques de l'Extrême-Orient russe, à cause de la perte de territoires russes, il a permis d'écartier une importance source d'ambiguïté et de tension entre la Russie et la Chine. Ces efforts diplomatiques se justifient aussi par l'histoire commune des deux pays.

Les autorités chinoises n'oublient pas le passé et savent que la question démographique a pu favoriser une dégradation des relations. Après la conquête de l'Extrême-Orient, l'Empire russe souhaitait sécuriser ces territoires face à l'Empire chinois, et a mis en place une politique volontariste de peuplement de ces régions. Piotr Stolypine, ministre de l'empereur Nicolas II, prononce le 31 mars 1908 un discours résumant l'approche russe vis-à-vis de l'Extrême-Orient : « En présence d'un Etat surpeuplé, voisin du nôtre, cette marche ne peut pas rester vide [...] Si des Russes n'y vont pas, l'infiltration va déjà commencer »⁷³⁸. En plus, la guerre russo-japonaise en 1905 avait renforcé la crainte d'un « péril jaune ». Après la Guerre civile, l'URSS intègre l'Extrême-Orient le 15 novembre 1922 et accentue sa présence militaire dans la région. Entre 1930 et 1986, la tutelle du pouvoir central se renforce, notamment par le biais du complexe militaro-industriel⁷³⁹. Le conflit sino-soviétique de 1969 va conduire les autorités soviétiques à renforcer la présence de l'Armée Rouge en Extrême-Orient. Ainsi, dans les années 1980, l'armée soviétique comptait dans la région 500 000 hommes, 160 000 marins, 120 sous-marins pour une population totale d'environ 7 millions d'habitants⁷⁴⁰. Cette politique prend fin en 1989, quand Gorbatchev entreprend un désengagement militaire de la région. Face à cette militarisation, les Chinois entreprirent des mesures semblables de l'autre côté de la

⁷³⁸ LEDNEV, Vladimir, Pavlovitch, *Geopoliticheskaïa bezopastnost' rossiïskogo Dal'nego Vostoka*, (La sécurité géopolitique de l'Extrême-Orient russe), op.cit., p.15.

⁷³⁹ MINAKIR, Pavel, Aleksandrovitch, *Sistemnye transformatsii v ekonomike*, op.cit., p.501.

⁷⁴⁰ THORTON, Judith, ZIEGLER, Charles E., (dir.), *Russia's far East: a region at risk*, op.cit., p.5.

frontière. Au XIX^{ème} siècle, « conscient de la fragilité des frontières du nord, du nord-ouest et du nord-est, de plus en plus menacées par la Russie, l'Empire chinois adopta une politique plus active, visant à ancrer définitivement son pouvoir dans ces régions périphériques et à préserver aussi l'unité du cœur de l'empire »⁷⁴¹. Les Chinois décident de mettre en place des politiques d'implantation de populations dans les territoires frontaliers. La disparition des Empires chinois et russe et l'appartenance des deux pays au camp socialiste auraient dû mettre un terme à cet engrenage du dilemme sécurité, or la tension monte d'un cran. Le dilemme va conduire à la confrontation. En 1969, l'URSS et la Chine s'affrontent militairement autour de l'île Damanski, l'île Zhenbao en chinois, sur la rivière frontalière Oussouri. Il existe toujours « un syndrome Damanski » qui conforte les dirigeants dans leurs complexes stratégiques respectifs⁷⁴². Si la Russie peut avoir un « complexe mongol », la Chine craint toujours une attaque russe sur sa frontière septentrionale. « La Chine connaît son histoire et sait que les invasions sont toujours venues du nord. Elle n'a pas peur mais reste prudente »⁷⁴³. Les autorités chinoises veulent donc éviter que l'appréhension russe par rapport à la question démographique ne crée une dynamique de confrontation qui compromettrait l'ensemble de la politique étrangère chinoise.

La Chine veut s'affirmer au niveau international en s'appuyant sur un leadership régional en Asie-Pacifique que veut acquérir par la « diplomatie du pourtour (*Zhoubian Waijiao*) »⁷⁴⁴. Pékin cherche ainsi à « réduire la méfiance que son émergence suscite de temps à autres chez ses voisins, à renforcer sa position centrale et de retrouver sa grandeur sur la scène internationale »⁷⁴⁵. Pour sécuriser son voisinage et écarter les menaces, la Chine met en place des partenariats, qui « ont d'abord été principalement orientés vers des pays susceptibles de s'opposer ou de gêner son émergence régionale (Japon, Inde, Russie), des puissances nucléaires (Russie, Inde, Pakistan) et des Etats pouvant d'une façon ou d'une autre participer activement à son développement économique (Japon, ASEAN, Inde, Russie) »⁷⁴⁶. L'attitude de la Chine vis-à-vis de la Russie sur la question démographique s'explique également par la crainte d'une politique d'encerclement mise en œuvre par les Etats-Unis. En effet, Pékin observe que « l'Inde et plusieurs Etats d'Asie du Sud-Est cherchent de manière croissante à s'allier entre eux, avec le Japon ou les Etats-Unis pour faire front contre la menace chinoise »⁷⁴⁷. La Chine craint de se retrouver à nouveau isolée, puisque « la répression du printemps de Tienanmen en

⁷⁴¹ COLIN, Sébastien, *Délimitations et ouvertures des frontières chinoises*, op.cit., p.60.

⁷⁴² AKIHIRO, Ivasita, *4000 kilomètres de problèmes : la frontière sino-russe*, op.cit., p.180.

⁷⁴³ Entretien avec Viktor Larine, Institut d'Histoire et d'Ethnographie, Vladivostok, 03/05/2011.

⁷⁴⁴ CABESTAN, Jean-Pierre, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemis n'est pas forcément une Chine rassurante », op.cit., p.17.

⁷⁴⁵ COLIN, Sébastien, *Délimitations et ouvertures des frontières chinoises*, op.cit., p.100.

⁷⁴⁶ Ibid., p.102.

⁷⁴⁷ BUZAN, Barry, « Asie : une reconfiguration géopolitique », in *Diploweb.com*, 23/07/2012.

<http://www.diploweb.com/Asie-une-reconfiguration.html>

1989 [avait] conduit à l'isolement de la Chine sur la scène internationale »⁷⁴⁸. Le positionnement anti-occidental de la politique étrangère russe fait donc de la Russie un pays vers lequel la Chine peut se tourner pour écarter le risque d'isolement. Ainsi, les deux pays font souvent cause commune au Conseil de Sécurité de l'ONU face aux Etats occidentaux. La formation de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001 a pour but officieux de contrer la présence américaine en Asie centrale.⁷⁴⁹ Ainsi, la Chine a alors de multiples raisons pour entretenir et renforcer le partenariat stratégique avec la Russie. Elle cherche alors à éviter que la question démographique ne compromette la qualité de cette relation bilatérale.

Les autorités chinoises ont donc fait preuve de bonne volonté pour réduire la tension qui peut exister autour du déséquilibre démographique entre l'Extrême-Orient russe et les provinces chinoises limitrophes. Pékin et Moscou ont signé des accords significatifs relatifs aux migrations et à l'épineuse question de la frontière sino-russe. Les efforts chinois se justifient par une volonté de ne pas mettre à mal la diplomatie du pourtour de Pékin qui conduirait la Chine à perdre un partenaire majeur sur la scène internationale.

Pour récapituler cette réflexion sur la place du facteur démographique dans la relation sino-russe depuis 1991, il s'agit d'un enjeu dont l'importance reste difficile à mesurer. Malgré les craintes réciproques, le pragmatisme semble l'emporter.

Il est difficile de faire la distinction entre les éléments qui relèvent de la perception de la menace démographique et les arguments pouvant faire de celle-ci une réalité. En effet, le poids de la dimension psychologique tant chez les dirigeants chinois que russes peuvent conduire à surestimer le risque démographique. De plus, certaines initiatives chinoises ont pu entretenir une ambiguïté sur la politique migratoire de Pékin et renforcer les appréhensions russes. Pourtant, les perspectives d'évolution de la population chinoise et la réalité économique du l'Extrême-Orient russe semblent infirmer les discours alarmistes à propos d'une menace démographique.

Pour l'instant, la Russie et la Chine parviennent à mettre leurs craintes respectives de côté et font preuve de pragmatisme. Moscou a besoin de Pékin pour sa politique asiatique et veut éviter toute source de tension susceptible de dégrader cette relation. Pékin a besoin de son partenariat avec Moscou pour pouvoir s'affirmer comme puissance au niveau régional, mais également sur la scène internationale face aux Etats-Unis.

⁷⁴⁸ NGUYEN, Éric, *L'Asie géopolitique*, Levallois-Perret, Studyrama, 2006, p.234.

⁷⁴⁹ L'organisation regroupe la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Le facteur démographique fragilise la relation bilatérale. L'impuissance démographique de la Russie face à la Chine conjuguée à une difficulté à vivre son statut de « partenaire junior » peut conduire Moscou à avoir une attitude plus agressive. Les autorités chinoises peuvent à tout moment utiliser leur avantage démographique et migratoire si elles estiment ne plus avoir besoin de la Russie pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère. Cependant, la réalité du partenariat sino-russe, qui n'empêche des rivalités sur certains dossiers, rend une telle détérioration hypothétique.

Le déclin démographique de l'Extrême-Orient a aussi un impact dans les relations de la Russie avec les autres pays de la région Asie-Pacifique.

4-L'Extrême-Orient russe : le handicap démographique dans la région Asie-Pacifique

La politique russe en Asie se caractérise par un « sinocentrisme », Moscou entretient tout de même des rapports avec les autres Etats de la région. La politique asiatique de la Russie doit s'appuyer sur la proximité géographique. L'Extrême-Orient russe devrait alors se retrouver au cœur de la réflexion stratégique. En quoi la faiblesse démographique de l'Extrême-Orient russe en fait-elle une priorité pour la politique asiatique de la Russie ? Quelle est le poids du facteur démographique dans la relation des pays voisins avec de l'Extrême-Orient russe ? Comment la Russie envisage-t-elle de surmonter le handicap démographique de l'Extrême-Orient russe en Asie-Pacifique ? Nous nous intéresserons en premier lieu l'incertitude sur l'importance stratégique accordée à un Extrême-Orient russe en déclin démographique. Nous verrons dans un second temps l'importance du facteur démographique dans l'intérêt ou le désintérêt des pays voisins pour l'Extrême-Orient. Nous démontrerons enfin que les décideurs russes semblent hésiter entre un repli et une coopération plus approfondie avec les pays voisins.

a) Primauté ou marginalité stratégique de l'Extrême-Orient russe ?

Après le rapprochement sino-américain de 1972 qui avait isolé l'URSS, le Pentagone avait jugé l'Extrême-Orient russe « sans espoir »⁷⁵⁰. Même si la démographie peut valider cette idée, la région dispose d'atouts pouvant contribuer à la réussite de la politique asiatique russe. La Russie met-elle l'Extrême-Orient russe au cœur ou à la marge de sa politique asiatique ? Comment se manifeste cette intégration de la région dans la politique étrangère russe ? Dans quelle mesure le facteur démographique pèse-t-il dans cet arbitrage entre primauté et marginalité stratégique de la Extrême-

⁷⁵⁰ GRAS, Cédric, SHVEDOV, Vyacheslav, « Extrême-Orient russe : une incessante (re)conquête économique », op.cit, p.133.

Orient russe ? Les autorités russes semblent vouloir faire de la région une priorité stratégique. Pourtant, certains éléments amènent à émettre des doutes sur la réalité de ces intentions. Le facteur démographique amène les autorités à faire le choix d'un renforcement du pouvoir central pour intégrer la région à la politique asiatique.

En 2011, le président Dmitri Medvedev a déclaré que « la région de l'Extrême-Orient a une importance stratégique pour la Russie »⁷⁵¹. Les responsables se rendent souvent en Extrême-Orient russe, notamment le président russe. Preuve de l'importance accordée à l'Extrême-Orient dans la mise en œuvre de la politique asiatique russe, le pouvoir central réalise des investissements importants. Le sommet de l'APEC à Vladivostok en 2012 avait pour but de montrer que la Russie voulait jouer un rôle actif en Asie-Pacifique. Pour l'organisation de cet événement, les autorités russes ont investi 20 milliards de dollars⁷⁵². Enfin, un Ministère fédéral du développement de l'Extrême-Orient a été créé le 21 mai 2012. Cependant, des éléments peuvent infirmer l'idée que l'Extrême-Orient russe constituerait une priorité pour les autorités fédérales russes. Éloignées géographiquement de cette région, les autorités russes auraient tendance à focaliser leur regard sur des territoires plus proches de Moscou. Ainsi, « quand ce n'est pas trop loin de Moscou, c'est plus facile à contrôler. Le ministre peut prendre son hélicoptère en une heure pour regarder si tout est en ordre »⁷⁵³. Finalement, l'éloignement favoriserait plutôt la marginalité stratégique de l'Extrême-Orient russe. D'ailleurs, la population locale de la région ne ressent pas cette ambition pour l'Extrême-Orient russe. Le sentiment d'abandon par Moscou fait même partie des quatre préoccupations majeures de la population de l'Extrême-Orient russe, malgré des investissements significatifs dans la décennie 2000⁷⁵⁴. La démographie constitue-t-elle un biais aidant à préciser la réalité de l'importance stratégique de l'Extrême-Orient pour Moscou ?

A première vue, la gravité de la situation démographique de l'Extrême-Orient russe devrait amener le pouvoir central à faire de la région une priorité stratégique. « La faiblesse démographique de l'Extrême-Orient russe contraint Moscou à renforcer sa politique asiatique. On voit que Moscou prête beaucoup plus d'attention à l'Extrême-Orient russe justement parce qu'elle voit qu'il y a une faible

⁷⁵¹ « Dmitri Medvedev : Dal'nij Vostok-strategičeskii region Rossii » (Dmitri Medvedev : l'Extrême-Orient est une région stratégique de la Russie), in *RIA klub regionov*, 04/10/2011

http://club-rf.ru/news/habarovskiy-kraj/dmitriy-medvedev-dalnij-vostok-strategičeskij-region-rossii/?print=Y&SECTION_CODE=habarovskiy-kraj&CODE=dmitriy-medvedev-dalnij-vostok-strategičeskij-region-rossii

⁷⁵² NEMTSOV, Boris, MILOV, Vladimir, *Putin.Itogi.10 let.* (Poutine.Bilan. 10 ans), Moscou, Solidarnost, 2010, p.29.

⁷⁵³ Entretien avec Leonid Evguenievich Kozlov, Université d'Etat de Vladivostok d'Économie et des services, 03/05/2011.

⁷⁵⁴ LARINE, Viktor, Lavrentevitch, LARINA, V.L, « Bnechniia politika Rossii, bezopasnost' i sotrudničestvo v ATR v zerkale obščestvennogo mneniia (po rezul'tatam oprosa jitelei Dal'nego Vostoka 2010g.) », op.cit., pp 49-69.

population, qu'il faut la maintenir ». ⁷⁵⁵ Les nombreux articles et discours, souvent alarmistes, autour de la question démographique de l'Extrême-Orient russe soulignent la préoccupation qui existe parmi le personnel politique fédéral. Cependant, l'argument démographique peut se retourner. Les dirigeants peuvent s'appuyer sur le faible nombre d'habitants de l'Extrême-Orient pour justifier une marginalité stratégique de la région, en s'interrogeant sur la légitimité de fournir tant d'efforts pour si peu de personnes. De plus, d'autres régions connaissent des problèmes démographiques et constituent des enjeux stratégiques aussi importants. Ainsi, les autorités fédérales ne placeraient pas la situation de l'Extrême-Orient en première position de leur préoccupation à propos de la démographie. En première position, viendrait un Caucase très peuplé et instable, en seconde position les régions centrales de la Russie qui se vident et l'Extrême-Orient n'occuperait que la troisième position ⁷⁵⁶. Reprochant aux autorités fédérales la faiblesse de la politique asiatique russe, Viktor Larine affirme que « si la population était plus importante peut-être que cela changerait ». Le faible peuplement de la région peut donc constituer la cause d'une marginalité stratégique de l'Extrême-Orient russe. ⁷⁵⁷

La préoccupation ne concerne pas forcément le décalage qui peut exister avec les pays asiatiques limitrophes, mais plutôt le fossé entre la « Russie d'Europe » et la « Russie d'Asie » qui s'est creusé depuis 1991. Les forts investissements de Moscou dans la région des années 2000 se rapprochent d'une logique de tutelle économique du centre qui a déjà existé par le passé avant la naissance de l'URSS. Entre la fin du XIX^{ème} siècle et 1918, l'Etat central avait mis en place une politique de subventions, soutenait les migrations intérieures et favorisait les exportations vers le reste de la Russie. « Les barrières économiques vers l'ouest étaient supprimées par une politique protectionniste de l'Etat, les barrières pour les échanges avec les pays de la région Asie-Pacifique n'existaient tout simplement pas. Cela n'a pas offert l'opportunité d'une croissance économique rapide, mais a garanti le maintien d'un équilibre [entre l'ouest et l'est de la Russie] ». ⁷⁵⁸ En ce qui concerne la main-d'œuvre, les autorités privilégient ainsi la migration interne dans un premier temps et celle en provenance d'Asie dans un second temps. Un membre de l'association interrégionale de la coopération économique des régions de la Fédération de Russie en Extrême-Orient et en Transbaïkalie affirme que « les projets de développement nécessitent la plupart de la main-d'œuvre. Si elle est insuffisante, des campagnes nationales feront venir ici la ressource complémentaire. [...] Des projets qui demandent des milliers ou des dizaines de milliers de personnes, nous n'en avons pas, c'est pourquoi toute notre main-

⁷⁵⁵ Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.

⁷⁵⁶ « Razvitie naselentcheskogo potentsiala Vostoka Rossii : materialy krouglogo stola » (Développement du potentiel humain de l'est de la Russie : table ronde), in *Congrès économique internationale de l'Extrême-Orient*, Viktor, I., ICHAEV (dir.), T.2, Khabarovsk, 28/09/2005, Vladivostok, Khabarovsk, DVORAN, p.79.

⁷⁵⁷ Entretien avec Viktor Larine, Institut d'Histoire et d'Ethnographie, Vladivostok, 03/05/2011.

d'œuvre garantit la réalisation de nos missions actuelles. S'il en faut plus, il y a une centaine de millions de Chinois de l'autre côté de la frontière »⁷⁵⁹. L'Extrême-Orient russe constitue donc une priorité, mais de politique intérieure.

Moscou aurait intérêt à développer l'Extrême-Orient russe pour que la région constitue un atout dans la politique asiatique de la Russie. Les autorités fédérales redoutent que le développement de l'Extrême-Orient ne favorise un séparatisme. Dans les années 1990, les élites locales avaient instrumentalisé cette idée pour attirer l'attention de Moscou.⁷⁶⁰ En plus, « il y avait une tendance à la décentralisation en Russie. Certaines régions ont tenté de mener des politiques étrangères indépendantes. Ça a donné l'impression d'un Extrême-Orient russe séparatiste aux yeux des étrangers et des Russes ». ⁷⁶¹ Ainsi, « les gouverneurs de l'époque instaurèrent des relations bilatérales avec des pays étrangers (Chine, Japon) et les accords le long de la frontière fleurirent au cas par cas selon des initiatives non coordonnées et directement entre régions voisines dans une révolte à caractère économique nourrie par des forces centrifuges, à savoir un marché asiatique proche et dynamique »⁷⁶². La « verticale du pouvoir » a renforcé la tutelle de Moscou sur la vie politique et économique locale. Cette volonté de contrôle se voit notamment par un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources énergétiques de l'Extrême-Orient russe qui ne profite pas forcément à la région.

La dégradation de la situation démographique dans l'Extrême-Orient russe inquiète les autorités fédérales qui affirment faire de son développement une priorité stratégique. Cette volonté se traduit par des investissements fédéraux. La région acquiert une primauté stratégique en termes de politique intérieure, car Moscou voit un danger dans le fossé entre « Russie d'Asie » et « Russie d'Europe ». Par contre, les autorités ne semblent pas vouloir intégrer pleinement la région dans la politique asiatique du pays.

b) L'intérêt déçu des voisins pour la région

En plus de la Chine, les autres Etats de la région Asie-Pacifique participent aussi au dynamisme et à la centralité de cette partie du monde sur la scène internationale. Ces pays peuvent avoir un intérêt pour l'Extrême-Orient russe et inversement. Pourquoi le Japon ne parvient-il pas à créer de meilleures

⁷⁵⁸ MINAKIR, Pavel, A., *Sistemnye transformatsii v ekonomike*, op.cit., p.503.

⁷⁵⁹ Entretien avec Anatoli Grogorievich Byryj, Assistant du directeur général, curateur des conseils de coordinations pour les questions sociales à l'association interrégionale de la coopération économique des régions de la Fédération de Russie en Extrême-Orient et en Transbaïkalie, Khabarovsk, 12/05/2011.

⁷⁶⁰ RANGSIMAPORN, Parador, *Russia as aspiring great power in East Asia*, op.cit., p.33.

⁷⁶¹ Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.

⁷⁶² GRAS, Cédric, SHVEDOV, Vycheslav, « Extrême-Orient russe : une incessante (re)conquête économique », op.cit.,

relations avec la région russe ? Quelle place occupe l'Extrême-Orient russe dans les relations avec la Corée du Nord et du Sud ? La situation démographique de la région peut-elle renforcer les relations de la Russie avec d'autres pays asiatiques ? Le facteur démographique russe semble jouer un rôle dans la relation avec le Japon, dans celles avec les Corées du Nord du Sud. L'intérêt chez des pays asiatiques pour l'Extrême-Orient s'explique aussi en raison de son manque de main-d'œuvre.

L'Extrême-Orient russe occupe une place centrale dans les rapports russo-japonais. Entre 1992 et 1998, les autorités japonaises ont apporté une aide de 84,233 millions de \$ pour l'ensemble de l'Extrême-Orient russe : 22, 433 millions de \$ pour Primorié, 15,4 millions de \$ pour Sakhaline, 20,2 millions pour Khabarovsk, 8,4 millions de \$ pour la Yaloutie, 6,8 millions de \$ pour la région Amour, 6 millions de \$ pour Magadan, et 5 millions de \$ pour le Kamtchatka.⁷⁶³ Dans une démarche humanitaire, le Japon a également envoyé 157 tonnes de lait en poudre, 1329 tonnes de nourritures, 127 tonnes de médicaments au Primorié en 1992. Il y a là un exemple de la complémentarité entre Nakhodka, Khabarovsk, Vladivostok et la ville japonaise de Niigata évoquée par Kenichi Ohmae; ou de celui entre Sakhaline et Hokkaido⁷⁶⁴. Dans sa relation à l'Extrême-Orient russe, Tokyo s'intéresse en premier lieu aux gisements gaziers de Sakhaline. En plus, le Japon fait partie des pays confrontés à des difficultés pour assurer leur sécurité alimentaire. En 2013, l'établissement bancaire japonais Hokkaido bank cherche à acquérir des terres agricoles dans les régions orientales de Russie et a constitué « un pool d'investisseurs d'entreprises japonaises et prépare des propositions concrètes pour créer des zones économiques spéciales dans les régions de Khabarovsk et de Primorié »⁷⁶⁵. Le consulat du Japon a mis en place une politique active de *soft power* qui rencontre un écho favorable dans la population de l'Extrême-Orient russe⁷⁶⁶. Même si le Japon s'intéresse à l'Extrême-Orient russe, il existe des obstacles pour renforcer ces rapports. Tout d'abord, la question des îles Kouriles reste un frein approfondir les échanges avec le Japon, même si elle n'empêche pas les entreprises japonaises de travailler avec la Russie. Par contre, il existe d'un manque de confiance dans le climat d'investissement russe, liés à divers obstacles administratifs. En outre, l'attractivité économique de la région reste limitée aux yeux des entreprises japonaises. L'attaché économique du consulat du Japon à Khabarovsk déclarait : « Qu'est-ce qu'on peut exporter à l'étranger depuis la Russie à part des énergies ? »⁷⁶⁷.

p.134.

⁷⁶³ KHODOVA, Sofia, Sergueevna, sous la direction de Larine, V.L. *Dal'nii Vostok Rossii v rossiïsko-iaponskikh otnocheniïakh*, op.cit.

⁷⁶⁴ OHMAE, Kenichi, *The end of the Nation State*, op.cit., p84.

⁷⁶⁵ « Foncier : une banque japonaise intéressée par des terres russes », in *La France Agricole*, 26/12/2013 <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/foncier-une-banque-japonaise-interessee-par-des-terres-russes-82187.html>

⁷⁶⁶ Entretien avec l'attaché économique du consulat du Japon à Khabarovsk, 19/04/2011.

⁷⁶⁷ Ibid.

Enfin, les conditions ne sont pas réunies pour renforcer les liens humains et migratoires entre les deux pays. Les billets d'avion entre le Japon et l'Extrême-Orient russe restent onéreux et « depuis le premier avril [2011], il n'y a plus de vol direct entre Niigata et l'Extrême-Orient russe »⁷⁶⁸. Si la population russe a une perception positive du Japon, les Japonais perçoivent négativement la Russie. De plus, le facteur démographique ne joue pas en faveur d'un rapprochement car le Japon connaît aussi une carence de main-d'œuvre et un vieillissement de sa population.

L'Extrême-Orient russe a des liens démographiques de diverses natures avec les Coréens du Nord et du Sud. La région comptait 53 900 Coréens en 1989, 56 973 en 2010⁷⁶⁹. Ce chiffre paraît sous-évalué. « En tenant compte de l'ampleur de la non-comptabilisation des migrants par l'Etat, il est difficile de remettre en cause le fait que le nombre de Coréens en Extrême-Orient russe a dans l'ensemble largement dépassé la barre des 100 000 personnes depuis longtemps »⁷⁷⁰. Il existe des communautés coréennes que les événements de l'Histoire du XXème siècle ont mené en Extrême-Orient russe et qui seraient susceptibles de favoriser les liens à la fois avec la Corée du Nord et celle du Sud.

Typologie des communautés coréennes en Extrême-Orient russe

Nom	Origine géographique	Époque d'arrivée	Activité principale
Coréens de Russie 1	Extrême-Orient russe	18ème siècle	Divers
Coréens de Russie 2	Asie centrale	Années 1990	Agriculture
Coréens de Russie 3	Sakhaline	1941-1945	Divers
Nord-coréens 1	Contractuels de Corée du Nord	Années 1990	Sylviculture/bâtiment
Nord-coréens 2	Réfugiés de Corée du Nord	Années 1990	Divers
Sud-coréens 1	Corée du Sud	Années 1990	Affaires/étudiants
Sud-coréens 2	Etats-Unis, Autres pays	Années 1990	Missionnaires
Coréens de Chine 1	Heilongjiang (Chine)	Années 1990	Commerce pendulaire
Coréens de Chine 2	Jilin (Chine)	Années 1990	Commerce, marchés

Source : LEE, Jeanyoung, « Korean-Chinese Migration into the Russian Far East: A Human Security Perspective », in IVASHITA, Akihiro (dir.), *Siberia and the Russian Far East in the 21st Century: Partners in the "Community of Asia"*, Slavic Research Center, 2004, p.74.

⁷⁶⁸ Ibid.

⁷⁶⁹ www.gks.ru

⁷⁷⁰ KIREEV, Anton, Alexandrovitch, « Koreïtsy na rossiïskom Dal'nem Vostoke », in *Izvestiia Vostotchnogo Instituta*, n°1, 2012, p.62.

En ce qui concerne la Corée du Nord, Moscou et Pyongyang entretiennent d'assez bonnes relations diplomatiques, ce qui se traduit entre autres par des liens migratoires. Le 31 août 2007, la Russie a signé un accord avec Pyongyang pour réguler l'activité des migrants. En 2006, la Corée du nord se situait en deuxième position, derrière la Chine, elle représente 18,7% de l'immigration vers l'Extrême-Orient russe qui ne provenait pas de la CEI⁷⁷¹. Une telle « popularité » des migrants nord-coréens s'explique par la situation proche de l'esclavage de ces populations, exploitées à la fois par le régime nord-coréen et par les entrepreneurs russes. Ces liens démographiques ne peuvent pas permettre une meilleure intégration de la Russie en Asie-Pacifique en raison de la nature du régime nord-coréen et de son isolement.

Pour la Corée du sud, l'aspect démographique des relations avec la Russie passe par le prisme des Coréens sur le territoire de l'Extrême-Orient russe. Le développement économique de la Corée du Sud a favorisé le retour des compatriotes. En 2000, Séoul a mis en place des programmes de rapatriement pour les Coréens de Sakhaline⁷⁷². La diversité des histoires personnelles des Coréens de l'Extrême-Orient russe ne permet pas d'en faire un « pont humain » entre la Russie et la Corée du Sud. Les faibles liens migratoires n'empêchent des échanges économiques conséquents, concernant surtout l'énergie, l'automobile, la construction navale. Politiquement, la Corée du Sud voyait dans la Russie un élément d'une « Nordpolitik » pour modifier les relations avec la Corée du Nord, mais elle a surestimé l'influence de Vladimir Poutine sur Kim Jong-Il.⁷⁷³

Par ses difficultés démographiques, l'Extrême-Orient russe peut susciter l'intérêt de pays asiatiques plus éloignés qui participent aux courants migratoires internationaux. Le Bangladesh se dit intéressé par l'idée d'envoyer des travailleurs en Extrême-Orient russe⁷⁷⁴. Cette migration reste pour l'instant embryonnaire. Un autre pays organise aussi l'émigration de sa population au niveau mondial : les Philippines. La question migratoire pourrait permettre de développer les relations ce pays avec la Russie. La présence de Philippins reste faible en Russie, même si quelques migrants travaillent autour des gisements gaziers de Sakhaline et ont participé aux travaux pour le sommet de l'APEC à Vladivostok. « Les Philippins sont prêts à être des travailleurs migrants idéaux » et « le consul des Philippines Victor Garcia III espère une augmentation des migrations vers la Russie »⁷⁷⁵. L'Inde, elle a

⁷⁷¹ BADYL', Alekseï, « Dal'niï Vostok v rousle migratsionnykh potokov » (L'Extrême-Orient dans les flux migratoires), 01/02/2011

<http://www.gosbook.ru/node/15259>

⁷⁷² « Ouexali v Koreïou » (Ils sont partis en Corée), in *Sovetskij Sakhalin*, <http://www.sovsakh.ru/ru/news/10181/?p=13>

⁷⁷³ ROZMAN, Gilbert, HYUN, In-Taek, LEE, Shin-wha, *South Korean strategic thought toward Asia*, New-York, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, p.210.

⁷⁷⁴ Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.

⁷⁷⁵ KOULIKOV, Sergueï, « Fillipintsy gotovy stat' ideal'nymi gastarbaïterami » (Les Philippins sont prêts à être les

ouvert un consulat à Vladivostok, mais n'adopte pas de position particulière sur la démographie de la région. Il s'agit, pour l'instant, d'une simple observation du géant chinois⁷⁷⁶. Les migrants vietnamiens sont présents dans l'Extrême-Orient, notamment dans le Primorié. La part des Vietnamiens parmi les travailleurs étrangers y est passée de 1,2% en 1998 à 14% en 2004⁷⁷⁷. Cette diversité des liens migratoires avec des pays de la région Asie-Pacifique peut-elle constituer un moyen pour réduire le « sinocentrisme » de la politique asiatique russe et écarter la peur d'un « péril jaune » suscitée par la présence de migrants chinois ? Cette diversité existe déjà dans les régions les mieux intégrées à la mondialisation économique. En 2009, à Sakhaline « la plupart de la main-d'œuvre étrangère venait de Corée du Nord, Chine, Grande-Bretagne, USA, Turquie, Philippines et Indonésie »⁷⁷⁸. Par contre, l'importance des migrants chinois dans certains secteurs économiques rend peu probable une réduction de la dépendance de la région vis-à-vis de cette main-d'œuvre et de la Chine en général. Ainsi, en 2008, les travailleurs chinois représentaient 47,1% et 56,3% de la main-d'œuvre agricole et sylvicole des oblasts de l'Amour et du Birobidjan⁷⁷⁹. En plus, même si les flux migratoires peuvent se diversifier et réduire l'importance de la Chine, la diversification ne se fait pas forcément en faveur des pays asiatiques, mais des Etats de la CEI⁷⁸⁰. L'Extrême-Orient russe est la région avec la part la plus importante de migrants non-ressortissants de l'espace post-soviétique, mais ceux-ci représentent seulement 30% du total des migrants⁷⁸¹. Ainsi, la région renforcerait ses liens migratoires avec l'espace post-soviétique et non avec l'Asie-Pacifique.

L'intérêt des pays asiatiques pour l'Extrême-Orient russe peut favoriser des liens migratoires pouvant constituer un vecteur important pour la politique asiatique russe. Cependant, il existe des obstacles de nature politique et démographique pour de faire de l'Extrême-Orient russe un instrument majeur dans la politique asiatique de Moscou. Cette difficulté à intégrer la région à la politique étrangère russe s'explique aussi par une indécision, une hésitation des autorités sur le rôle international de l'Extrême-Orient russe.

migrants de travail idéaux), in *Nezavissimaïa gazeta*, 07/03/2012.

http://www.ng.ru/economics/2012-03-07/4_gastarbaitery.html

⁷⁷⁶ Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.

⁷⁷⁷ GORBENKOVA, Elena, Viktorovna, *Soverchenstvovanie mekhanizmov ispol'zovaniia inostrannoï rabocheï sily v ekonomike dal'nego vostoka Rossii* (Perfectionnement des mécanismes d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère en Extrême-Orient russe), Vladivostok, VGUES, 2005, p.68.

⁷⁷⁸ « Na Sakhaline snijela kvota na privletchenie inostrannykh rabotnikov » (On a baissé les quotas de main-d'œuvre étrangère à Sakhaline), in *IA Sakh.com*, 28/01/2010

<http://www.sakhalin.info/immigrants/60139/>

⁷⁷⁹ DIATLOV, Viktor, Innokentievitch (dir.), *Mestnye soobchtchestva, mestnaïa vlast' i migranty v Sibiri na rubezhakh XIX-XX-XXI vekov* (Communautés locales, pouvoir local et migrants en Sibérie à la limite du XIX-XX-XXI ème siècles), Irkoutsk, Ottisk, 2011, p.288.

⁷⁸⁰ ZAGREBNOV, Evgueni, « Ekonomitcheskaiia organizatsiia kitajskoï migratsii na rossiiskii Dal'nii Vostok posle raspada SSSR », op.cit., p.263.

c) Hésitations en Extrême-Orient russe entre repli et coopération

L'articulation entre politique démographique/politique de développement de l'Extrême-Orient russe/politique asiatique de la Russie dépend de l'arbitrage des autorités entre une volonté de repli et un désir de coopération avec les acteurs extérieurs. Quel modèle de développement de la région peut correspondre à chacun de ces points de vue ? Qui défend chacune de ces visions ? Comment se traduit la difficulté des autorités à arbitrer entre cette volonté de repli et le désir de coopération ? L'histoire de la région montre qu'elle peut jouer un rôle de place forte ou d'interface. Les différences d'interprétation reflètent un clivage centre/région, mais pas uniquement. Elles semblent limiter les initiatives dans la politique asiatique du pays.

Depuis le XIX^{ème} siècle, l'Extrême-Orient russe a connu différentes phases dans son développement oscillant entre ouverture sur l'Asie-Pacifique et repli.⁷⁸² Du XIX^{ème} siècle à 1918, l'Etat exerce une forte tutelle sur la région tout en maintenant les échanges avec les pays limitrophes. Entre 1922 et 1930, la région a un développement autonome qui se traduit par une rupture des liens avec la Russie occidentale et par une ouverture sur l'Asie. Entre 1930 et 1989, le pouvoir central exerce une forte tutelle renforçant les liens avec la Russie occidentale mais crée une frontière hermétique avec les pays asiatiques voisins. La fin de l'URSS constitue un défi en termes de développement pour l'Extrême-Orient car la région subit un double phénomène. D'un côté, la chute de l'Union soviétique a eu pour conséquence une perte brutale du soutien de l'Etat. De l'autre côté, la région n'était pas prête pour affronter la mondialisation, c'est-à-dire entrer dans la compétition économique avec les pays voisins. Dans les années 1990 et 2000, l'Extrême-Orient n'a donc pas réussi à faire le choix entre la volonté de repli et la coopération. Dans la littérature scientifique russe, la question du choix du modèle de développement le plus adapté à l'Extrême-Orient russe se résume souvent à un dilemme : la région doit-elle être une place forte ou une interface, voire un centre de développement ?⁷⁸³ En appliquant cette réflexion à l'articulation politique intérieure/politique démographique/politique étrangère, il s'agit d'opérer un arbitrage entre une vision réaliste et un point de vue libéral. La première lecture approuve l'idée que l'accentuation du déséquilibre démographique avec les voisins renforce la nécessité d'un développement autarcique. Les libéraux estiment que

⁷⁸¹ Ibid.

⁷⁸² MINAKIR, Pavel, A., *Sistemnye transformatsii v ekonomike* (Transformations systémiques de l'économie), op.cit., p.501.

⁷⁸³ MARKINA, Ioulia, Mikhaïlovna, sous la direction de Levkov, S.A. *Imidj regiona i regionalnaïa identifikatsiia naseleniia Dal'nego Vostoka* (Image de la région et identification régionale de la population de l'Extrême-Orient),

L'Extrême-Orient russe représente la terre de migrations par excellence, Ekaterina Motrich, la démographe de référence sur cette région, associe même la région à une *gare*⁷⁸⁴. Désormais, l'Extrême-Orient russe ne peut plus se tenir à l'écart des courants migratoires internationaux. Dans une logique libérale, la région pourrait accueillir davantage de migrants comme elle l'a fait par le passé.

Cette opposition entre une vision réaliste et libérale politique démographique/politique de développement de l'Extrême-Orient russe/politique asiatique de la Russie correspond aussi à un clivage entre le pouvoir central et le pouvoir local. A la chute de l'URSS, les autorités locales d'Extrême-Orient russe tenaient un discours sur le « péril jaune », alors que le pouvoir central menait une politique asiatique d'ouverture vis-à-vis des pays voisins. Il faut cependant constater que l'antagonisme des points de vue s'est inversé. Les autorités locales semblent davantage rechercher la coopération avec les pays asiatiques, tandis que le pouvoir fédéral privilégie une logique de repli et de tutelle forte sur le développement de la région. Il s'agit aussi d'un clivage dû à une différence de formation entre les élites locales et fédérales. Les dirigeants politiques de l'Extrême-Orient russe viennent davantage de la sphère économique⁷⁸⁵. Par exemple, Sergueï Darkine, gouverneur de la région du Primorié de 2001 à 2012, vient du secteur privé et prône une collaboration plus forte avec les pays voisins. L'opposition centre/région est pertinente mais ne suffit pas pour comprendre le clivage entre les partisans d'un repli et ceux d'une coopération plus avancée avec les pays asiatiques, il faut tenir compte de la culture politique locale des entités administratives composant l'Extrême-Orient russe. Par exemple, il existe une rivalité forte entre Khabarovsk, capitale administrative du district fédéral de l'Extrême-Orient, et Vladivostok, capitale économique mais qui souhaiterait aussi avoir plus de prérogatives politiques pour affirmer son leadership dans la région. Cette compétition correspond en partie à une lutte personnelle pour le pouvoir entre la personnalité politique dominante à Khabarovsk, Viktor Ichaev, et à Vladivostok, Sergueï Darkine. Au-delà de cette rivalité pour le leadership au sein de l'Extrême-Orient russe, il existe diverses traditions politiques locales qui correspondent à des réalités démographiques, migratoires, socio-économiques, donc des points de vue différents sur le besoin ou non de favoriser la coopération avec les pays asiatiques. Ce clivage se traduit notamment par un rapport différent à l'immigration entre les acteurs économiques et administratifs. Les entrepreneurs de l'Extrême-Orient russe ont un besoin criant de main-d'œuvre, de migrants, mais l'administration a

Khabarovsk, p.12.

⁷⁸⁴ Entretien avec Ekaterina Leonidovna Motrich, Institut des Etudes Economiques, Khabarovsk, 11/05/2011.

⁷⁸⁵ Thèse de DOGBAL', Galina, Viktorovna, sous la direction de Pecherich, Vladimir, Fedorovitch, *Politicheskaja elita Dalnego Vostoka v ousloviix transformatsii rossiïskogo obchtchestva* (Les élites politiques de l'Extrême-Orient dans les conditions de transformation de la société russe), Oussourisk, 2007, 213p.

bénéfice d'une législation migratoire contraignante. En effet, « la régulation de l'entrée des migrants sur le marché du travail devient une source de rente administrative »⁷⁸⁶.

L'instauration de la « verticale du pouvoir » sous la présidence de Vladimir Poutine rend ces clivages moins visibles. Cependant, elle n'a pas permis de faire un arbitrage entre un modèle de développement basé sur un repli ou sur une coopération avec les voisins asiatiques. Comme le remarquait une journaliste interviewant Viktor Ichaev à la radio *Écho de Moscou*, la région n'est « ni une place forte, ni un centre de développement ».⁷⁸⁷ Cette situation d'entre-deux se traduit par des initiatives contradictoires. D'un côté, « la Russie mène une politique de souverainisation pour limiter l'influence économique des pays voisins à l'Est de son territoire. [...] cela se traduit par la mise en place de mesures protectionnistes. [et] des mesures « sécuritaires » avec par exemple l'introduction, en avril 2006, d'un décret du FSB introduisant la délimitation de zones frontières dans les régions frontalières de la Russie ».⁷⁸⁸ Cette volonté de sécurisation se manifeste aussi par la réalisation de grands projets d'Etat, comme le cosmodrome dans l'oblast de l'Amour, la fabrication de l'avion Super Jet 100 à Kosomolsk-sur-l'Amour, ou bien la construction d'un « supertanker de 100000 tonnes dans les environs de Nakhodka [dans le Primorié] »⁷⁸⁹. D'un autre côté, les autorités ont pris des mesures qui peuvent favoriser la coopération avec les pays limitrophes de l'Extrême-Orient russe. Les initiatives les plus significatives sont les grands projets transnationaux énergétiques résultant d'accords intergouvernementaux, mais profitant peu au développement de l'Extrême-Orient russe. Il existe aussi des zones de libre-échange entre la Russie et la Chine : en Mandchourie, à Xeïxe, à Tuntsian, à Fuyouan (près de Kharabovsk), à Suïfenxe et à Xuntchun (près de Kraskino dans le Primorié).⁷⁹⁰ La Chine appuie ces initiatives tandis que la Russie, notamment au niveau fédéral, les bloque. « Moscou a eu peur qu'une coopération transfrontalière conduise à une perte de contrôle du territoire ».⁷⁹¹ Ainsi, les Russes ont des facilités pour se rendre en Chine et faire des affaires, ce qui profite aux provinces chinoises, mais les régions russes n'en bénéficient pas pleinement à cause des obstacles administratifs. L'indécision de Moscou sur le modèle de développement de l'Extrême-Orient russe conduit donc à une

⁷⁸⁶ DIATLOV, Viktor, Innokentievitch (dir.), *Mestnye soobchtchestva, mestnaïa vlast' i migranty v Sibiri na rubezhakh XIX-XX-XXI vekov*, op.cit., p.272.

⁷⁸⁷ Interview de Viktor Ichaev à l'émission « Bol'choï Dozor » de la radio *Echo de Moscou*, 20/02/2013.
<http://debri-dv.com/article/6125>

⁷⁸⁸ VIDALENC, Sabrina, « L'Extrême-Orient russe : une nouvelle frontière ? », in *ceri-sciencespo.org*, 09/2009, p.3
http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_sv.pdf

⁷⁸⁹ Entretien avec Anatoli Grogorievich Byryj, Assistant du directeur général, curateur des conseils de coordinations pour les questions sociales à l'association interrégionale de la coopération économique des régions de la Fédération de Russie en Extrême-Orient et en Transbaïkalie, Khabarovsk, 12/05/2011

⁷⁹⁰ Conférence de Evgueni, Zagrebnoy, « La migration chinoise dans les villes frontières de Russie et la formation de réseaux sociaux », INION, Moscou, 28/10/2009.

⁷⁹¹ Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.

coopération asymétrique avec la Chine, et à une faible coopération avec les autres Etats asiatiques, mais aussi à un protectionnisme imparfait car « malgré la politique de sécurisation de l'économie menée par Moscou, l'influence de la Chine se fait fortement ressentir ». ⁷⁹²

A l'image de la ligne politique fédérale, il existe un clivage entre libéraux et conservateurs sur le modèle de développement de l'Extrême-Orient russe, sur l'articulation politique démographique et migratoire/politique intérieure/politique asiatique. Il faut ajouter à cette opposition, un clivage entre pouvoir central et pouvoirs régionaux, mais aussi des rivalités locales. Ces tensions se traduisent par des initiatives contradictoires, concernant autant la coopération transfrontalière, que la protection des intérêts économiques de l'Extrême-Orient russe.

Pour résumer cette analyse du poids du facteur démographique dans les relations de la Russie avec les pays de l'Asie-Pacifique, la situation démographique en Extrême-Orient semble contribuer à un manque d'initiative dans la politique asiatique russe. Elle représente une faiblesse dans les relations de la Russie avec la région Asie-Pacifique, mais peut aussi constituer un atout.

La dégradation démographique de cette région contribue à sa marginalité stratégique. Moins peuplée, elle a moins de visibilité et moins d'importance aux yeux des autorités fédérales. Les Etats de l'Asie-Pacifique, notamment le Japon, ont tendance à prêter peu d'attention à une région sinistrée démographiquement et économiquement. Cette réalité démographique et le déséquilibre avec les pays voisins conduisent Moscou à vouloir sécuriser le développement de la région par une tutelle forte du pouvoir central, écartant ainsi la région de la politique asiatique de la Russie.

Paradoxalement, la situation démographique de la région peut constituer un atout. La gravité du déclin de la population de l'Extrême-Orient russe conjuguée à l'importance de l'Asie dans la politique étrangère russe conduit les autorités à s'intéresser davantage à la région d'un point de vue stratégique. En outre, le besoin en main-d'œuvre peut constituer un vecteur pour renforcer les relations avec des pays asiatiques, voire créer de nouveaux partenariats. La faiblesse démographique devrait amener Moscou à favoriser la coopération avec les Etats voisins pour réduire les difficultés socio-économiques de l'est du pays.

L'Extrême-Orient russe constitue un handicap dans la région Asie-Pacifique car les autorités ne trouvent pas une bonne articulation entre les objectifs de politique démographique/politique intérieure et politique extérieure. Il existe un discours volontariste sur le désir de faire de la région une tête de pont vers l'Asie. Dans les faits, les autorités ont un but de politique intérieure visant à renforcer la

⁷⁹² VIDALENC, Sabrina, « L'Extrême-Orient russe : une nouvelle frontière ? », op.cit., p.6
http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_sv.pdf

tutelle de Moscou sur cette région, au détriment de la coopération locale et transnationale. Il n'existe donc pas d'arbitrage entre la volonté de faire de l'Extrême-Orient russe une place forte, fermée à l'Asie-Pacifique mais fortement reliée à la « Russie d'Europe », et la volonté que la région soit une tête de pont qui se développerait grâce aux liens avec les pays asiatiques.

Conclusion II-B

La diversité des effets des évolutions démographiques russes rend multiple leurs conséquences internationales du pays. La place du facteur démographique dépend à la fois de considérations de politique interne et externe. La place du facteur démographique dans la politique intérieure détermine la nature de sa prise en compte dans la politique extérieure. Le rôle de la démographie dans la politique étrangère est aussi le résultat de ce que les décideurs en font.

Chaque dimension de la configuration démographique russe peut avoir une influence sur des questions internationales que Moscou doit affronter. L'aspect quantitatif a un impact psychologique sur les décideurs. En effet, le déséquilibre de peuplement de part et d'autre de la frontière sino-russe peut créer une appréhension vis-à-vis de la Chine. L'existence de populations russes est un moyen éventuel d'influence ou de pression sur un Etat. Dans une lecture quantitative de la démographie, le déclin démographique des régions septentrionales de la Russie peut représenter un handicap dans la politique arctique. La dimension qualitative de l'évolution démographique russe a aussi des répercussions sur des questions de politique étrangère. Ainsi, la dégradation de l'état sanitaire du pays et la polarisation spatiale attire ou éloigne les firmes multinationales. La question du capital humain est aussi un enjeu qui apparaît dans la politique étrangère russe, notamment dans le lien maintenu par la Russie avec les élites intellectuelles et scientifiques parties en Israël. La chute de l'URSS a permis de (ré)activer des liens ethniques. Le cas des communautés russophones d'Israël illustre le mieux ce processus. La migration est l'aspect démographique le plus présent dans les questions de politique étrangère. Moscou peut voir ces flux comme une menace pour son intégrité territoriale, mais peut parfois favoriser l'immigration pour développer des territoires russes, comme le montrent les accords migratoires signés avec la Corée du Nord.

Le poids du facteur démographique sur les questions internationales de la Russie dépend aussi de la place que leur accordent les autres Etats/acteurs dans leur politique/stratégie interne. Tout d'abord, la politique intérieure des Etats peut consister à réduire la pression démographique sur le marché du travail national et à favoriser l'émigration vers des territoires qui manquent de main-

d'œuvre. Le cas le plus révélateur de cette situation est la Chine. Ensuite, les Etats peuvent avoir le désir d'enrichir leur capital humain et vont ainsi mettre en place des mesures visant à renforcer leur attractivité migratoire. Ainsi, les Etats-Unis ont réussi à attirer des Russes hautement qualifiés après 1991. Enfin, certains acteurs désirent écarter ou minimiser l'importance du facteur démographique dans la relation avec la Russie. Par exemple, le volet démographique de la relation entre Moscou et Bruxelles reste mineur, notamment parce-que cette question dépend surtout de la politique interne des Etats-membres. Des acteurs prennent leur distance avec Moscou en partie pour des causes démographiques. Ainsi, les grandes entreprises internationales délaissent une grande partie du territoire russe jugée non-attractive.

La place du facteur démographique sur les questions internationales de la Russie dépend de l'adéquation entre les lectures du lien démographie/relation internationale. Il arrive que les autorités russes cherchent à mettre en avant le facteur démographique mais que leurs interlocuteurs éludent la question. Par exemple, Moscou parvient avec difficulté à inscrire des thématiques relatives à la démographie et aux migrations à l'ordre du jour des discussions avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Les autorités russes veulent parfois renforcer les relations avec des partenaires, mais la configuration démographique du pays les en empêche. Ainsi, la Russie n'arrive pas à attirer davantage d'investissements des multinationales pour les régions démographiquement sinistrées. Au contraire, des interlocuteurs peuvent être intéressés par un renforcement des liens avec la Russie justement en raison de sa configuration démographique, mais se heurtent souvent à une attitude non-coopérative de Moscou. Par exemple, des pays asiatiques chercheraient à développer une coopération avec l'Extrême-Orient russe mais les autorités fédérales veulent sécuriser le territoire. Les entreprises agricoles s'intéressent aux terres arables disponibles, mais le développement de ce tel partenariat passe par une modernisation de l'agriculture. Les autorités russes et leurs partenaires trouvent parfois un intérêt commun à faire du facteur démographique un élément essentiel de la relation bilatérale. Ainsi, Moscou et Tel Aviv ont tous les deux intérêt à maintenir le « pont humain » qui les unit.

Le facteur démographique n'occupe donc pas la première place sur les questions internationales de la Russie. Il s'agit pour Moscou de faire en sorte qu'elle résulte d'une réflexion sur l'articulation entre politique démographique/politique intérieure/politique extérieure pour ainsi satisfaire les intérêts de la Russie de ces trois politiques. Les autorités russes ne veulent, ne savent, ou ne peuvent pas dans l'ensemble opérer cette articulation, ce qui constitue une faiblesse structurelle de la politique russe.

Conclusion de la 2ème partie

La dimension démographique a une nouvelle place dans la politique étrangère russe. Les changements politiques et démographiques survenus depuis 1991 modifient les variables de l'articulation entre politique démographique/politique intérieure/politique extérieure. Le facteur démographique peut influencer sur les relations avec certains partenaires, ainsi que sur le processus décisionnel de la politique étrangère russe.

Les autorités russes font preuve d'un certain malaise face à ces changements politiques et démographiques. Comme les experts susceptibles de les conseiller, elles restent attachées à une conception réaliste du rapport démographie/relations internationales et plus largement à une culture politique soviétique et à un discours sur la puissance. Les dirigeants russes privilégient ainsi une lecture sécuritaire et quantitative de la démographie. Ils négligent alors le potentiel de populations russes qualifiées vivant aux Etats-Unis dans les relations avec Washington. Ils ont pu accorder une importance excessive à la menace sécuritaire représentée par le déséquilibre démographique à la frontière sino-russe.

Néanmoins, Moscou a réussi à saisir des opportunités offertes par les changements démographiques de la Russie post-soviétique. Par exemple, l'émigration des Juifs et/ou Russes vers Israël est à l'origine d'un « pont humain » qui favorise une évolution significative dans la relation bilatérale avec Tel Aviv et dans la politique russe au Moyen-Orient. Les autorités russes ont su utiliser l'attractivité d'un marché d'environ 140 millions de personnes face aux multinationales. Elles perçoivent le potentiel des terres arables disponibles dans un contexte de demande alimentaire mondiale croissante.

Les autorités russes font souvent un usage maladroit du facteur démographique dans leur politique étrangère. Elles cherchent à en faire un moyen de pression diplomatique, ou bien elles le minorent. Cette attitude peut se comprendre par l'importance de l'impact psychologique du déclin démographique sur les décideurs qui peut conduire à avoir une vision défensive de la relation démographie/relations internationales. Cette maladresse peut également se comprendre comme une crispation de la Russie face à des partenaires, malgré des opportunités pour approfondir la coopération, notamment en Asie.

Le facteur démographique occupe une nouvelle place dans la politique étrangère russe car il peut changer la nature des rapports de Moscou avec ses partenaires. En effet, l'évolution démographique de la Fédération de Russie depuis 1991 crée des situations dont la politique étrangère

russe peut tirer parti. Ainsi, les liens humains accrus avec d'autres pays à la faveur des migrations post-soviétiques peuvent dans une certaine mesure permettre à la Russie de modifier les relations avec l'Etat de résidence. A l'inverse, la dimension démographique peut limiter les bénéfices d'un avantage géographique, voire énergétique. Le handicap est aussi psychologique car le déclin démographique nourrit un complexe stratégique russe, et favorise un certain repli.

Les partenaires de la Russie peuvent changer d'attitude à son égard en partie en raison de son évolution démographique. Celle-ci peut contribuer à une perception d'une Russie comme puissance de second rang et affaiblie par sa démographie. La nouvelle configuration démographique de la Russie favorise aussi l'intérêt d'acteurs internationaux. Les partenaires de Moscou changent aussi leur attitude car les migrations post-soviétiques ont eu pour conséquence la création de communautés russes et/ou russophones sur leur sol qui reconfigure l'opinion publique nationale et la politique étrangère, par exemple en Israël.

Le facteur démographique ne vient pas bouleverser en profondeur les priorités de la politique étrangère russe, mais contraint les autorités à repenser l'approche de certains dossiers. Ainsi, Moscou ne peut plus utiliser certains instruments, mais la nouvelle configuration démographique lui en confère de nouveaux. Les conséquences du déclin démographique russe conduisent à accorder davantage de place au critère démographique par rapport à d'autres volets.

La dimension démographique contribue à renforcer les ambiguïtés de la politique étrangère russe depuis 1991. Il participe à la difficulté à définir le positionnement de la Russie sur la scène internationale, les modalités de son action et la nature de sa puissance. Il explique en partie l'hésitation des autorités russes entre la volonté de s'affirmer et une tentation du repli. La lecture des ambitions de politique étrangère russe par le biais de la démographie rend plus saillantes les incohérences du discours. Ces décalages amènent à s'interroger sur la capacité des élites à comprendre le monde d'aujourd'hui.

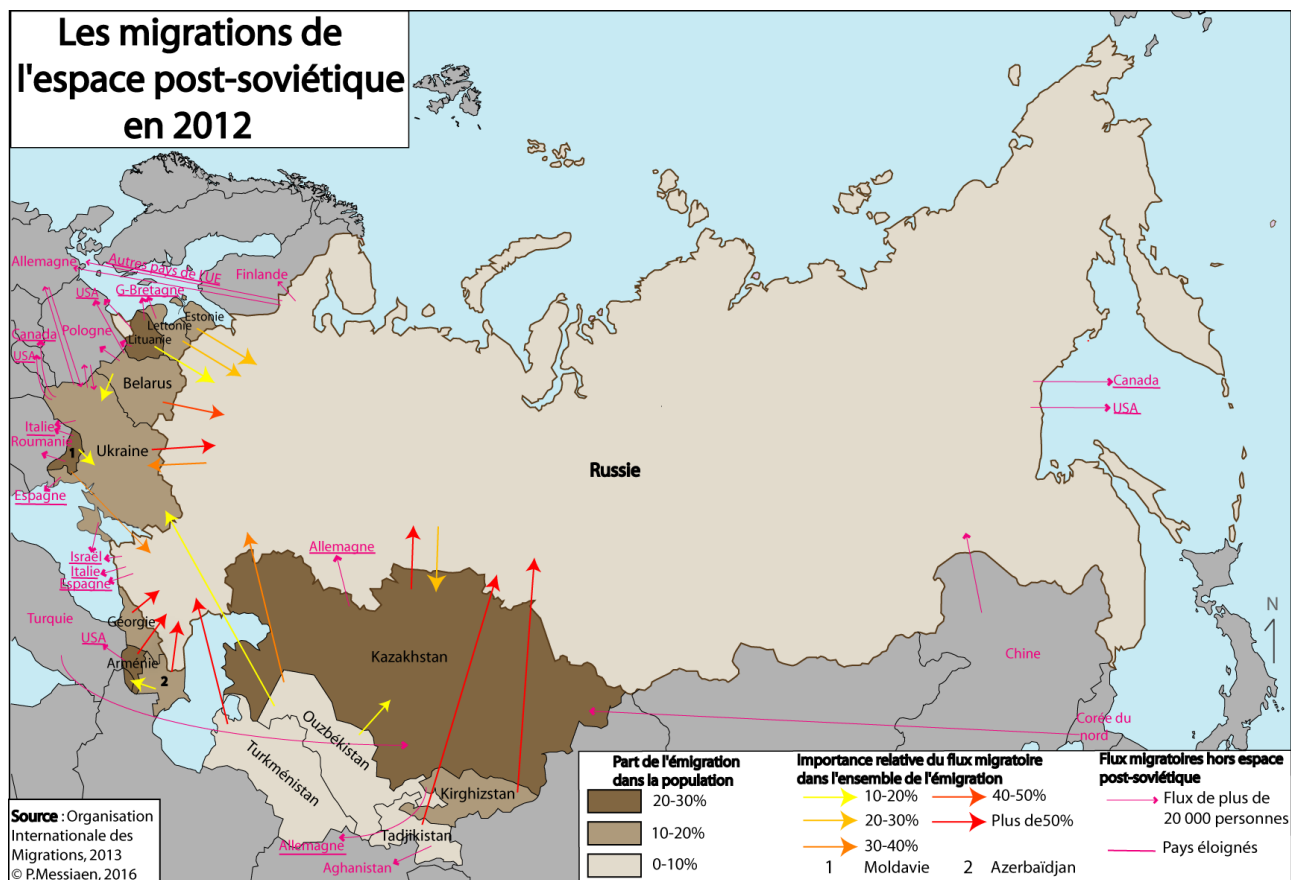
Le déséquilibre démographique entre la Russie et la Chine n'a pas détérioré la relation bilatérale, même s'il peut contribuer à une fragilisation de ce partenariat stratégique. La Chine montre des signes de bonne volonté pour rassurer Moscou, malgré certaines ambiguïtés sur sa politique migratoire. Difficile de savoir si la convergence d'intérêts va réduire les tensions autour du déséquilibre démographique ou si cette question peut alimenter une méfiance réciproque et provoquer à terme une détérioration profonde des relations.

Le facteur démographique a une nouvelle place dans la politique étrangère russe mais elle est instable. Tout d'abord, il existe une tension dans le processus décisionnel russe entre une lecture réaliste et une approche libérale de la relation démographie/relations internationales. Ensuite,

l'intégration du facteur démographique souffre d'une mauvaise articulation initiale entre politique démographique et politique intérieure. Enfin, la complémentarité entre les objectifs de la politique de développement de territoires russes et ceux de la politique envers les Etats limitrophes de ces régions reste imparfaite, notamment en Extrême-Orient.

La difficulté à trouver une bonne articulation entre politique démographique/politique intérieure et politique étrangère est la cause d'une difficulté des dirigeants à accorder la place nécessaire au facteur démographique dans le processus d'élaboration de politique étrangère. Elle a pour conséquence une place inadaptée du facteur démographique sur les questions internationales de la Russie, ce qui peut nuire aux intérêts de Moscou ou priver les décideurs russes d'opportunités. Dans quelle mesure ces propos se vérifient-ils dans les relations de la Russie avec les anciennes républiques soviétiques ?

3^{ème} PARTIE : L'IMPACT DEMOGRAPHIQUE RUSSE SUR LES RELATIONS AVEC LES ANCIENNES REPUBLIQUES SOVIETIQUES



L'interdépendance est consubstantielle à la mondialisation et constitue désormais la norme des relations internationales. Pour le Fonds Monétaire International, la mondialisation se définit « l'interdépendance économique croissante de tous les pays du monde du fait de l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontières portant sur les marchandises et les services et des flux de capitaux internationaux ainsi que du fait d'une diffusion plus rapide et plus large de la technologie »⁷⁹³. La mondialisation a aussi eu pour effet de faciliter les déplacements de population sur tous les continents. Il paraît alors possible de formuler l'hypothèse qu'il existe une interdépendance démographique avec des impacts politiques. Ainsi, un pays peut exercer un ascendant sur d'autres en utilisant ces différentes formes de l'interdépendance. La Russie revendique un leadership sur l'espace post-soviétique et entretient avec ces pays des rapports particuliers qui les distinguent des relations avec les autres acteurs de la scène internationale. La fin de la dépendance totale des anciennes républiques soviétiques vis-à-vis de Moscou ne signifie pas pour autant la fin de l'interdépendance de ces pays avec la Russie post-soviétique. Quelles sont les formes d'interdépendance entre ces anciennes

républiques soviétiques et la Russie ? Quelle est l'importance du critère démographique dans l'interdépendance entre la Russie et ces pays ? Dans quelle mesure cette interdépendance influence-t-elle les rapports entre les Etats de l'espace post-soviétique ? Dans quelle mesure le « soft power » russe en direction de ces pays peut-il s'appuyer sur cette interdépendance ? Quels Etats de cet espace post-soviétique représentent un terrain plus favorable pour mettre en œuvre une telle démarche d'influence par le biais de l'interdépendance démographique ? Quel pays peut concurrencer la Russie dans cette volonté d'utilisation politique de l'interdépendance économique et démographique au sein de l'espace post-soviétique ? Dans un premier temps, il convient de démontrer qu'il existe une interdépendance démographique entre la Russie et le reste de l'espace post-soviétique, se matérialisant par des migrations qui vont créer une situation d'interdépendance économique entre la Russie et d'autres Etats de l'espace post-soviétique. A son tour, ce lien économique peut conduire à une interdépendance politique qui modifie la nature des relations entre Moscou et les autres Etats de la région. Dans un second temps, il s'agit de voir en quoi les facteurs démographique et migratoire peuvent constituer un outil de *soft power* de la Russie dans l'espace post-soviétique. La réflexion porte ainsi sur le rôle des minorités en Russie et dans les pays de la région comme levier politique pour Moscou. De multiples critères conduisent à faire des pays d'Asie centrale une priorité du *soft power* russe où il semble avoir davantage de succès que dans les autres anciennes républiques soviétiques. Toutefois, cette volonté d'influence doit tenir compte des enjeux autour de la relation entre la Russie et le Kazakhstan, pays également susceptible d'exploiter l'interdépendance démographique au sein de l'espace post-soviétique.

A- D'UNE INTERDEPENDANCE DEMOGRAPHIQUE A UNE INTERDEPENDANCE POLITIQUE

Le terme d'interdépendance démographique implique une complémentarité entre des pays avec un solde naturel positif et ceux qui ont un déficit. Le premier groupe se trouve confronté à une forte pression démographique sur le marché du travail national, tandis que le second connaît un manque de main-d'œuvre. Il peut alors exister un système de vases communicants entre les deux. Le lien entre ces groupes de pays se fait alors par les migrations de travail, symbole d'une interdépendance économique entre les pays d'émigration et d'immigration. Les gouvernements des Etats de départ et d'accueil ne peuvent ignorer l'existence de ce phénomène et notamment ses répercussions économiques, ce qui peut aboutir à une interdépendance politique. Cette prise de conscience plus ou moins forte de ces interdépendances par le pouvoir politique se traduit par une coopération plus ou

⁷⁹³ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, 1997, p.45.

moins approfondie. Les formes de cette interdépendance peuvent changer puisque les flux migratoires sont sensibles aux évolutions conjoncturelles. Quelle est la nature des complémentarités démographiques entre la Russie et les pays de l'espace post-soviétique ? Quelles sont les spécificités de l'interdépendance économique engendrée par ces flux migratoires en direction du territoire de la Russie ? Dans quelle mesure ces interdépendances démographiques et économiques peuvent-elles modifier la nature des relations politiques entre la Russie et le reste de l'espace post-soviétique ? Nous verrons dans un premier temps qu'il existe des complémentarités démographiques entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques ayant un solde naturel positif. Ensuite, nous montrerons que la présence dans l'espace post-soviétique de plusieurs pays en déclin démographique peut favoriser une concurrence entre ces derniers pour attirer la main-d'œuvre. Enfin, il paraît possible de formuler l'hypothèse que les pays de l'espace post-soviétique font preuve d'une certaine réticence à coopérer avec Moscou dans le domaine migratoire, mais que l'interdépendance démographique et économique les y contraint.

1- Des complémentarités démographiques fragiles au sein de l'espace post-soviétique

Chaque pays de l'espace post-soviétique a ses caractéristiques démographiques propres, mais il paraît néanmoins possible d'opérer des regroupements. Les pays en excédent de population active se situent dans le Caucase et en Asie centrale, tandis que les autres Etats de la CEI doivent affronter un déclin démographique. Les migrations rendent ces deux ensembles complémentaires. Il faut souligner qu'une partie de ces flux migratoires entre les Etats de l'espace post-soviétique correspondent parfois à d'anciennes migrations internes à l'Union soviétique, que la chute de l'URSS a transformé en migrations internationales. La réflexion sur les complémentarités démographiques de l'espace post-soviétique doit aussi tenir compte du fait que ces pays ne se trouvent plus à l'écart des flux migratoires internationaux. L'analyse de ces complémentarités amène à se poser les questions suivantes : dans quelle mesure les pays démographiquement excédentaires représentent-ils un réservoir de main-d'œuvre pour l'ensemble des pays de l'espace post-soviétique en déclin démographique ? Quels pays ont l'avantage dans la concurrence entre les pays déficitaires ? En quoi ces complémentarités dessinent-elles un système migratoire eurasiatique ? Comment les phénomènes migratoires mondiaux fragilisent-ils cette interdépendance démographique ? Au regard des évolutions de la population de l'espace post-soviétique, les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale constituent un réservoir de main-d'œuvre pour les pays de la région en déclin démographique. La concurrence démographique entre les Etats déficitaires paraît se résumer à une rivalité entre la Russie et le Kazakhstan. Ces

complémentarités semblent constituer l'armature d'un système migratoire, fragilisé par les logiques migratoires internationales.

a) Des pays excédentaires : un réservoir de main-d'œuvre ?

Les Etats post-soviétiques avec un fort dynamisme démographique, c'est-à-dire les pays du Caucase et d'Asie centrale, ont une situation économique qui ne leur permet pas d'intégrer l'ensemble de la population active, ce qui favorise l'émigration. Ces pays semblent constituer un réservoir potentiel de main-d'œuvre pour le reste de l'espace post-soviétique. Il faut faire la distinction entre les trajectoires démographiques de la Transcaucasie et celles des pays d'Asie centrale. Dans quelle mesure les Etats de Transcaucasie ne peuvent-ils pas être un réservoir de main-d'œuvre ? Quels pays au sein de l'Asie centrale ont le plus fort potentiel d'émigration vers les Etats en manque de population active ? Les évolutions de la réalité démographique des pays de Transcaucasie amènent à nuancer l'idée d'un excès de population active. Les migrants en provenance d'Asie centrale représentent un nombre important de migrants sur le marché du travail russe, mais il faut faire des distinctions entre ces Etats.

La démographie des Etats de Transcaucasie fait l'objet de mythes tenaces en Russie. Ils alimentent ainsi l'idée d'une migration massive qui ferait de Moscou un « petit Caucase »⁷⁹⁴. D'après les données du recensement de 2010, cette perception apparaît infondée : 1% de la population de Moscou se déclare arménienne, 0,5% azerbaïdjanaise et 0,4% géorgienne⁷⁹⁵. Il s'agit d'une sous-estimation car le recensement ne comptabilise pas les migrations temporaires, qui constituent la grande majorité des flux migratoires vers la Russie, et les migrations illégales. Cette perception vient aussi du regroupement de plusieurs types de populations dans la catégorie « personnes de nationalité caucasienne » qui inclut peu ou prou toute personne à l'apparence non-slave, notamment les habitants des régions russes du Caucase du nord⁷⁹⁶. La réalité des migrations en provenance des trois pays caucasiens se situe entre les données du recensement et les chiffres fantaisistes qui nourrissent le discours xénophobe. Par contre, ces migrations représentent une part importante de la population des trois pays de Transcaucasie. Dans les années 2000, 650 000 Arméniens avaient émigré vers la Russie, 550 000-650 000 Azerbaïdjanais et 200 000 Géorgiens⁷⁹⁷. Les statistiques officielles de ces trois Etats,

⁷⁹⁴ STELMAKH, V., « Moskva : « malenkiï Kavkaz » -bolchie problemy » (Moscou : « Petit Caucase » grands problèmes), in *Konflikt-Dialog-Sotrudnichestvo*, n°1, 09-11/1999, p.111.

⁷⁹⁵ www.gks.ru

⁷⁹⁶ STELMAKH, V., « Moskva: « malenkiï Kavkaz » -bolchie problemy », op.cit., p.111.

⁷⁹⁷ IVAKHNIIOUK, Irina, Valentinovna, *Evrasijskaïa migratsionnaïa sistema* (Système migratoire eurasiatique), Moscou, Maks Press, 2008, p.80.

en particulier l'Azerbaïdjan, cherchent à dissimuler l'ampleur de l'émigration. Il faut également mentionner les régions sécessionnistes de Géorgie et la question du Haut-Karabakh qui posent des problèmes supplémentaires de décompte de population. Par exemple, en 2002, l'écart entre les statistiques officielles et les estimations des spécialistes est de 1,5-1,7 million de personnes pour la Géorgie, 1,1 pour l'Arménie et 4,5 millions pour l'Azerbaïdjan. D'après ces données corrigées les trois Etats de la Transcaucasie regrouperaient entre 10,4 et 10,7 millions de personnes, soit moins que la population de la ville de Moscou⁷⁹⁸. Ces pays ne représentent donc pas un réservoir de main-d'œuvre numériquement important. En plus, ces Etats ont connu des évolutions démographiques dans les années 1990 qui réduisent de facto le nombre potentiel d'émigrés. D'après l'UNICEF, les taux de natalité s'effondrent : de 21,6‰ en 1990 à 13,9‰ en 2012 en Arménie⁷⁹⁹, de 27,4‰ à 18,1‰ en Azerbaïdjan⁸⁰⁰, de 16,9 à 13,5‰ en Géorgie. Seul l'Azerbaïdjan réussit à avoir une faible croissance démographique sur la période 1990-2012. De plus, les difficultés démographiques de ces trois pays s'aggravent en raison d'une évolution inquiétante du sex-ratio. Le sex-ratio moyen mondial se situe à 102 naissances de garçons pour 100 naissances de filles. Les trois pays de Transcaucasie se trouvent derrière la Chine et devant l'Inde dans le classement des pays avec le plus fort déséquilibre en faveur des garçons⁸⁰¹. Le phénomène apparaît dans les années 1990 et s'explique par « la rupture brutale des systèmes de protections sociales dans les pays ex-communistes », la « pratique ancestrale de la négligence par les filles, qui consiste à laisser leurs maladies se développer plus longtemps que celles des garçons avec les conséquences que l'on devine, la surmortalité des petites filles [...] Avortement sélectif et négligence fatale se cumulent donc »⁸⁰². Les pays de Transcaucasie ont donc représenté un réservoir, surestimé, de main-d'œuvre pour les pays de l'espace post-soviétique en déficit de population active, mais les évolutions démographiques internes de ces trois Etats ne les amèneront plus à jouer ce rôle à l'avenir.

Le Kazakhstan a un profil démographique particulier qui ne peut pas en faire un réservoir de main-d'œuvre pour les pays de l'espace post-soviétique. Par contre, les quatre autres Etats d'Asie centrale ont des caractéristiques plus semblables : des soldes migratoires négatifs, mais aussi une forte croissance démographique. Ces quatre populations pèsent davantage dans le nombre total d'habitants

⁷⁹⁸ Les statistiques ont été élaborées par des journalistes de *Nezavisamaïa gazeta* (Russie), *Noev Kovtcheg*, *Golos Armenii* (Arménie).

ARSENIEV, Alexandre, « Legendy i mify demografii Zakavkaziïa » (Légendes et mythes de la démographie de la Transcaucasie), in *Gazeta SNG*, 05/03/2002.

<http://gazetasng.ru/article.php?id=30203>

⁷⁹⁹ http://www.unicef.org/french/infobycountry/armenia_statistics.html

⁸⁰⁰ http://www.unicef.org/french/infobycountry/azerbaijan_statistics.html

⁸⁰¹ MARIAN, Michel « Transcaucasie : le « gendecide » oublié », in *Eurasie : au cœur de la sécurité mondiale*, Paris, Autrement, 2011, p.209.

dans l'espace post-soviétique, mais aussi dans les migrations vers la Russie. En 1989, elles constituent 11,44% de la population de l'URSS et 16,73% du total des habitants des anciennes républiques soviétiques en 2013⁸⁰³. En 1997, les quatre pays d'Asie centrale représentaient 16% de l'immigration d'installation en Russie en provenance de la CEI, ils atteignent 34% en 2008⁸⁰⁴. Le dynamisme démographique et le marasme économique de ces Etats en font un réservoir de main-d'œuvre à long terme pour le reste de l'espace post-soviétique. Le nombre d'enfants par femme y oscille entre 2 et 3,8 et la mortalité baisse. Ces deux éléments permettent une poursuite de la croissance démographique. L'émigration semble aussi avoir un caractère structurel. En 2005, le taux d'occupation de la population active ne dépasse pas 41% pour le Kirghizstan, 40% pour le Turkménistan, 37% pour l'Ouzbékistan, 31% pour le Tadjikistan.⁸⁰⁵ L'évolution du nombre d'émigrés potentiels dépend aussi de la taille de la population de chaque Etat. Par exemple, en 2005, l'émigration de travail vers la Russie se répartit de la façon suivante : « approximativement 800 000 Tadjiks, [...] 500 000 Kirghizes et presque un million d'Ouzbeks »⁸⁰⁶. Pour le Turkménistan, les données font défaut. Le Tadjikistan et le Kirghizstan ne devraient pas voir leur émigration augmenter car celle-ci est déjà très élevée. Les migrants représentent déjà plus de 10% de la population nationale. Pour le Turkménistan, la question d'une hausse de l'émigration se pose. Sa population a un fort dynamisme démographique et une mauvaise situation économique mais contribue peu aux flux migratoires de l'espace post-soviétique. Toutefois, l'émigration turkmène augmente depuis une loi de 2007 qui instaure davantage de liberté de circulation dans ce pays fermé. Par exemple, en 2012 « dans une conversation informelle, un officier du Service d'Etat des migrations d'Achgabat disait que d'après ses données, sur les neuf premiers mois plus de 150 000 citoyens sont sortis du pays, parmi eux 110 000 sont considérés comme ne revenant plus. »⁸⁰⁷. Le Turkménistan compte 5,3 millions d'habitants, son émigration peut combler le déficit de population active de pays de la CEI de façon très limitée⁸⁰⁸. En fin de compte, le seul pays d'Asie centrale qui constitue un réservoir de main-d'œuvre est l'Ouzbékistan : 29,3 millions d'habitants en 2012, une forte natalité, une faible mortalité. L'émigration ouzbèke existe mais ne représente pas encore une part aussi

⁸⁰² Ibid., pp. 210-212.

⁸⁰³ www.ined.fr

⁸⁰⁴ www.gks.ru

⁸⁰⁵ GOUZ', Natalia, Alekseevna, sous la direction de Malikov, N.S., *Troudovaïa migratsiïa v Rossiou iz stran Tsentral'noi Azii : sostoiãnie i pouti razvitiïa* (Migrations de travail en Russie des pays d'Asie Centrale : état et perspectives), Entreprise unitaire fédérale « Centre russe de niveau de vie », Moscou, 2007, p.67.

⁸⁰⁶ LARUELLE, Marlène, « Central Asian Labor Migrants in Russia: The "Diasporization" of the Central Asian States? », in *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol.5, n°3, pp.101-119 p.105.

⁸⁰⁷ « Turkmenistan-migratsionnye potoki rastout » (Turkménistan : les flux migratoires augmentent), in *iwpr.net*, 08/10/2012.

<http://www.centrasia.ru/news2.php?st=1349784720>

⁸⁰⁸ www.ined.fr

importante de la population nationale qu'au Kirghizstan ou Tadjikistan. Une hausse nombre de migrants ouzbeks à l'avenir paraît alors possible.

Les pays au sud de la CEI ont connu, ou connaissent encore, une croissance démographique et une émigration. Néanmoins, ce réservoir de main-d'œuvre se tarit : le Caucase doit affronter des difficultés démographiques, le Tadjikistan et le Kirghizstan ne peuvent pas avoir beaucoup de migrants, la population du Turkménistan n'est pas assez nombreuse. Finalement, le réservoir de main-d'œuvre se résume à l'Ouzbékistan, dont les émigrés potentiels ne peuvent pas combler tous les déficits naturels des pays de l'espace post-soviétique.

b) Concurrence démographique au sein de l'espace post-soviétique

Dans l'espace post-soviétique, la Russie n'est pas le seul pays à avoir un besoin de migrants centrasiatiques. Tous les pays ne disposent pas des mêmes chances dans cette concurrence pour attirer des migrants. Quels pays de l'espace post-soviétique ne parviennent-ils pas à exercer une attractivité migratoire suffisante pour résorber leur déficit de main-d'œuvre ? En quoi l'attractivité migratoire de l'Ukraine se singularise-t-elle dans l'espace post-soviétique ? Quelle est la nature des rivalités migratoires entre la Russie et le Kazakhstan ? Nous verrons que la Moldavie et le Belarus sont les perdants de cette concurrence démographique au sein de l'espace post-soviétique. L'Ukraine n'est pas vraiment un pays d'immigration, mais plutôt de transit. En revanche, le Kazakhstan et la Russie constituent les deux pôles d'attractivité migratoire de l'espace post-soviétique.

La Moldavie et le Belarus se trouvent en déclin démographique. En raison de leur niveau de développement économique, ce déficit naturel s'accompagne d'un déficit migratoire. En Moldavie, ce phénomène prend des proportions dramatiques. « La population du pays décline et vieillit. Entre 2000 et 2015, selon une étude du Fonds des Nations Unies pour la population réalisée en 2003, le pays aura perdu 76 000 femmes en âge de procréer. [...] Le taux de natalité actuel est proche de celui observé pendant la Seconde Guerre mondiale. »⁸⁰⁹. L'émigration se dirige tant vers l'Union européenne que vers l'espace post-soviétique et vide le pays de sa population active. « Entre 600 000 et un million de Moldaves-soit un tiers de la population active, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM)- ont quitté leur foyer pour aller grossir les rangs des travailleurs clandestins »⁸¹⁰. Contrairement

⁸⁰⁹ NYANENKOVA, Elena, « Un pays saigné à blanc », in *Magazine du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 2005/2.

http://www.redcross.int/FR/mag/magazine2005_2/index.html

⁸¹⁰ VANN, Carole, « Le rêve européen vide la Moldavie de sa population active », in *Rue89*, 20/11/2010.

à certains pays d'Europe centrale, la Moldavie ne parvient pas à remplacer les migrants vers l'UE par des immigrés en provenance de la CEI, puisque sa population active émigre aussi vers l'est, en particulier vers la Russie.

En ce qui concerne le Belarus, la situation n'est guère meilleure mais il existe des obstacles statistiques pour mesurer l'ampleur des difficultés démographiques du pays. Les données officielles biélorusses donnent l'impression d'une forte attractivité migratoire avec un solde positif de plus de 100 000 personnes depuis 2000. Selon l'expression d'Andreï Eliseev, il s'agit d'une « grande arnaque statistique »⁸¹¹. Le recoupement entre les chiffres du Belarus et ceux des pays d'accueil permettent de voir l'ampleur de la contradiction. Par exemple, les statistiques biélorusses indiquent un solde migratoire positif de 4713 personnes avec la Russie en 2011, alors que les données russes montrent un déficit de 8190 personnes⁸¹². Dans la réalité, le déficit migratoire du Belarus atteindrait 131 500 personnes entre 1989 et 2010⁸¹³. De plus, les migrations en direction de la Russie restent très difficiles à comptabiliser car les accords migratoires conclus entre Moscou et Minsk donnent aux citoyens biélorusses des droits quasi-équivalents aux citoyens de Russie. Ainsi, les migrants de travail biélorusses n'ont pas besoin d'autorisation de travail, à partir desquelles sont généralement élaborées les statistiques sur les migrations temporaires. Ils ne sont plus comptabilisés par Rosstat. Pour réduire son déficit naturel et migratoire, le gouvernement biélorusse a mis en place une politique pour attirer les Biélorusses dispersés dans l'ancienne l'Union soviétique. Cette initiative semble avoir échoué. Par exemple, les Biélorusses d'Asie centrale ne reviennent pas vers au Belarus mais vers d'autres pays slaves, comme la Russie, l'Ukraine ou la Pologne⁸¹⁴. La Moldavie et le Belarus n'ont donc pas les atouts économiques et politiques pour peser dans cette concurrence pour attirer les migrants centrasiatiques.

L'Ukraine a une situation démographique plus dégradée que la Russie. La population ukrainienne commence à baisser à partir de 1994. Entre 1991 et 2012, le nombre d'habitants en Ukraine passe de 51,94 millions de personnes à 45,63, soit une baisse de 12,14% de la population⁸¹⁵. A titre de comparaison, la Fédération de Russie a connu une perte de 3,52% de sa population sur la même période. Ce recul de la population ukrainienne trouve son explication dans une dégradation de la

<http://rue89.nouvelobs.com/2010/11/20/le-reve-europeen-vid-e-la-moldavie-de-sa-population-active-176613>

⁸¹¹ ELISEEV, Andreï, « MIGRATSIÏA : Bolchoï statititcheskii obman » (Migration : la grande arnaque statistique) », in *Naviny.by*, 21/03/2013.

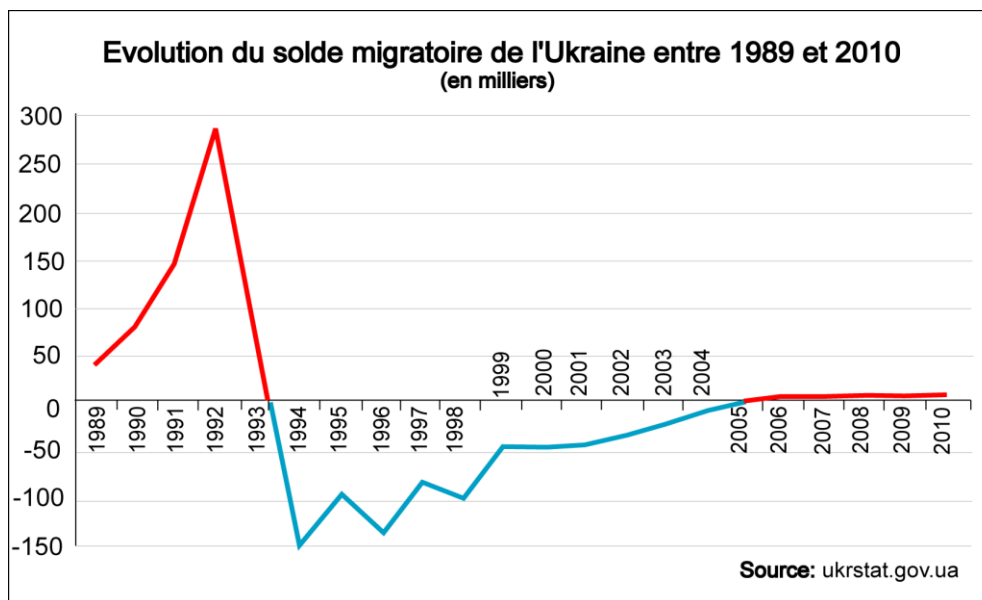
http://naviny.by/rubrics/society/2013/03/21/ic_articles_116_181209/

⁸¹² Ibid.

⁸¹³ ELISEEV, Andreï, « The impact of labour migration on Belarus: a demographic perspective », in *CARIM-East Analytic and Synthetic Notes*, 2012, p.1.

⁸¹⁴ ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigizmundovna (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh*, op.cit., p.159.

natalité et de la mortalité, mais aussi dans un solde migratoire déficitaire. Les migrations ukrainiennes au sein de la CEI se dirigent essentiellement vers la Russie, dans une moindre mesure vers l'Union européenne ou l'Amérique du nord. Le pays a connu des fluctuations importantes de son solde migratoire 1989.



La première phase du solde migratoire positif correspond au retour des Ukrainiens ethniques dispersés au sein de l'URSS et la seconde s'explique par une amélioration de la situation économique ukrainienne dans les années 2000. Ce graphique représente l'évolution des migrations d'installation, mais l'analyse des migrations de travail montre une réalité migratoire de l'Ukraine plus dégradée. D'après l'OCDE les migrants de travail ukrainiens étaient 4,8 millions en 2006, également répartis entre la CEI et les pays de l'Union européenne : Russie (2 millions), Pologne (1 million), Italie (500 000), Grèce (350 000), Portugal (200 000)⁸¹⁶. « En considérant l'ampleur de la migration de travail à l'étranger, on a parfois appelé l'Ukraine le « Mexique de l'Europe »⁸¹⁷. Cette émigration ne signifie pas que le pays connaît un excès de main-d'œuvre sur son marché du travail. En 2011, le vice-Premier ministre estimait que l'économie ukrainienne avait besoin d'environ 800 000-900 000 travailleurs⁸¹⁸. Les hommes politiques ukrainiens affirment vouloir chercher à résorber le déclin démographique du pays. Dans le même esprit que la politique nataliste russe, Viktor Ianoukovitch, président de l'Ukraine

⁸¹⁵ <http://www.ukrstat.gov.ua/>

⁸¹⁶ GAÏDOUSKI, Andreï, « Migratsionnii kapital v Ukraine : skrytaïa realnost' » (Le capital migratoire de l'Ukraine : une réalité dissimulée), in *Ekonomika*, 23/07/2007

<http://www.economica.com.ua/finance/article/102432.html>

⁸¹⁷ MALINOVSKAÏA, Elena, Anatolievna, « Vnechnie migratsii naseleniïa Ukrainy perioda nezavisimosti » (Les migrations internationales de l'Ukraine dans les années d'indépendance), in *Demoscope*, n°563-564, 19/08-01/09/2013.

⁸¹⁸ NADRAGA, Vassili, « Troudovaïa migratsiïa : vyzovy dlia Ukrainy » (La migration de travail : des défis pour l'Ukraine), in *Zn.ua*, 11/02/2011.

http://gazeta.zn.ua/ECONOMICS/trudovaya_migratsiya_vyzovy_dlya_ukrainy.htm

de février 2010 à février 2014, proposait lors de la campagne présidentielle en 2009 des primes à la naissance dès le premier enfant. Il souhaitait que le pays compte 50 millions d'habitants en 2020⁸¹⁹. L'Ukraine a voulu favoriser le retour des « compatriotes » de l'étranger, ou au moins essayer d'organiser politiquement les populations ukrainiennes vivant en dehors du pays. Par exemple, il existe un forum mondial créé en août 1992, et un conseil mondial de coordination des Ukrainiens né en janvier 1993, mais sans réelle efficacité. L'attractivité migratoire de l'Ukraine reste limitée en raison de salaires plus faibles que dans d'autres pays de l'espace post-soviétique cherchant aussi à attirer de la main-d'œuvre. Selon le comité statistique de la CEI, le salaire mensuel moyen en 2009 atteint 174,97 € en Ukraine, contre 327,39€ au Kazakhstan et 424,41€ en Russie⁸²⁰. Un autre argument amène à relativiser l'attractivité migratoire de l'Ukraine. Des migrants se rendent sur le territoire ukrainien mais sans intention d'y rester. L'Ukraine s'apparente alors à un pays de transit migratoire entre l'espace post-soviétique et l'Union européenne. Il reste alors deux pays au sein de l'espace post-soviétique susceptibles d'exercer une forte attractivité migratoire : le Kazakhstan et la Russie.

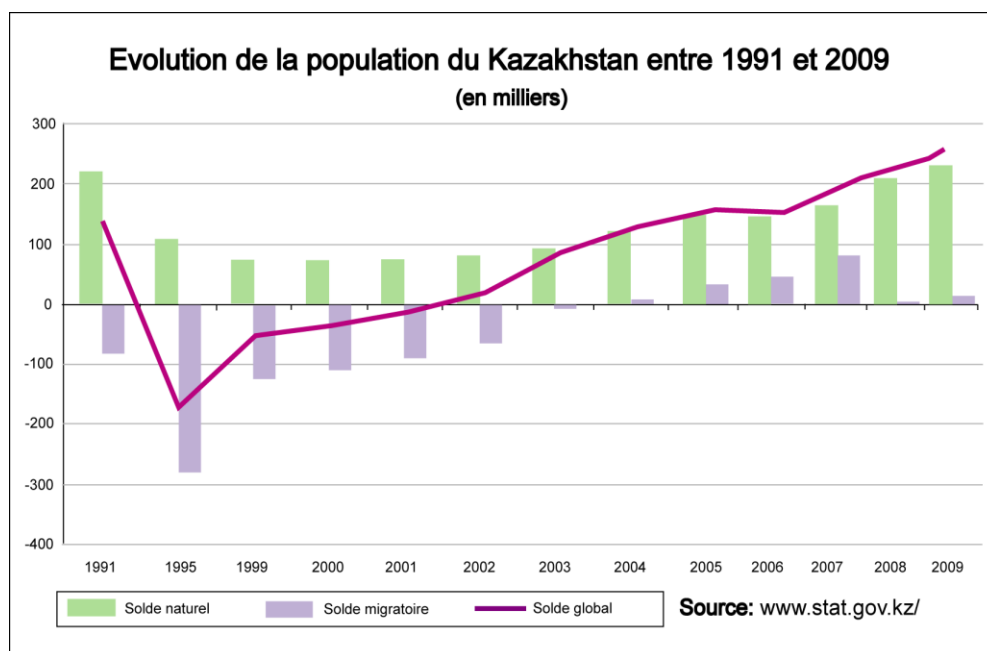
A première vue, le Kazakhstan semble connaître une relative stabilité démographique depuis 1991. La population du pays passe de 16,5 millions en 1991 à 16,9 millions en 2012. Pourtant, les deux premières décennies d'indépendance du Kazakhstan correspondent à des bouleversements démographiques profonds. Le solde naturel recule dans la décennie 1990, mais remonte dans la décennie 2000. Il s'agit autant d'une amélioration de la natalité que d'une baisse de la mortalité. Cette évolution s'explique par le départ de populations slaves qui ont une natalité plus faible et par une amélioration des conditions de vie à la faveur de la croissance économique des années 2000. En ce qui concerne les migrations, le pays a connu une émigration ininterrompue de 1969 jusqu'en 2004. Ce flux correspond en grande partie au départ des Russes ethniques du pays. Après 2004, le Kazakhstan devient un pôle d'attractivité migratoire. En 2009, il se situe au 9ème rang dans le classement international des pays attirant le plus de migrants⁸²¹.

⁸¹⁹ DEÏTCH, Boris, « Tseli Viktora Ianoukovitcha » (Les objectifs de Viktor Ianoukovitch), in *partyofregions.org.ua*, 07/12/2009.

<http://www.partyofregions.org.ua/opposition-a-z/4b1d1389790b0/>

⁸²⁰ <http://www.cisstat.org/>

⁸²¹ DIATLOV, Viktor, Innokentievitch (dir.), *Vostok Rossii : migratsii i diaspori v pereselentchesckom obchtchestve* (L'est de la Russie : migrations et diasporas dans une société en mouvement), Irkoutsk, Ottisk, 2011, p.538.



Pour parvenir à une telle attractivité migratoire, le gouvernement kazakhstanaï a développé une politique envers les *oralmans* (rapatriés kazakhs) par des accords de rapatriement avec l'Iran en 1992 et la Mongolie en 1994. Il n'a cependant pas cherché de tels accords avec la Chine et la Russie, pays où se trouvent pourtant les communautés kazakhs les plus importantes. Toutefois, la capacité d'un pays à attirer des migrants dépend aujourd'hui davantage du niveau de développement économique que d'une politique favorisant le retour d'éventuels compatriotes. L'écart entre les salaires au Kazakhstan et en Russie reste relativement faible et maintient la concurrence démographique entre les deux pays. Il semble même que cette rivalité s'accroisse. « Dans la décennie à venir, la concurrence [du Kazakhstan] avec la Russie pour la captation des migrants centro-asiatiques va s'accroître, car ceux-ci constituent l'un des éléments centraux du dynamisme économique kazakhstanaï et russe et de la hausse du niveau de vie des populations éponymes. »⁸²². Il s'agit aussi d'une réaction des autorités kazakhstanaïes à une évolution de la politique migratoire russe. Zhazbek Abdiev, président du comité pour la migration du ministère du Travail et de la protection sociale de la république du Kazakhstan, confirme l'existence de cette concurrence avec la Russie, qui se serait accrue suite au programme russe de retour des compatriotes de janvier 2007⁸²³. En effet, la législation migratoire russe de 2007 favorisant l'attractivité migratoire de la Russie renforce l'idée que « après les « guerres » du gaz et du

⁸²² LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.81.

⁸²³-« Konkourençia Kazakhstana i Rossii za troudivye resourcy « sushestvuet permanentno » (La concurrence du Kazakhstan et de la Russie pour la ressource de main d'oeuvre « existe en permanence »), in *IA Regnum.com*, 12/06/2007.

http://demographia.ru/articles_N/index.html?idR=33&idArt=838

pétrole avec les voisins de la CEI, des « guerres migratoires » peuvent débiter en Russie. »⁸²⁴. Le Kazakhstan dispose d'atouts dans cette concurrence pour attirer les populations centrasiatiques : une meilleure image dans les sociétés d'Asie centrale due à une proximité culturelle et géographique. Par exemple, les émigrés ouzbeks privilégient de plus en plus le Kazakhstan au détriment de la Russie, en raison de l'absence de xénophobie et d'une culture perçue comme moins néfaste à leurs valeurs, notamment religieuses, que la culture russe. En 1991, 40% des émigrés d'Ouzbékistan partaient vers la Russie, 20% vers l'Ukraine et 10% vers le Kazakhstan. En 2008, la Russie attire 45% des émigrés d'Ouzbékistan, le Kazakhstan 48% et l'Ukraine 3%⁸²⁵. Ces écarts s'expliquent aussi par une baisse du nombre de Slaves dans l'émigration ouzbèke.

La concurrence au sein de la CEI pour attirer l'excès de population active d'Asie centrale repose donc en premier lieu sur le facteur économique, mais aussi sur des considérations politiques, culturelles et une proximité géographique. La Moldavie et le Bélarus ont un développement insuffisant pour exercer une attractivité migratoire. L'Ukraine est plus faible économiquement ce qui la rend peu attractive. Moscou et Astana se trouvent alors dans une rivalité accrue pour attirer les populations d'Asie centrale. Malgré cette concurrence, dans quelle mesure la présence de pays démographiquement excédentaires et déficitaires fait-elle de l'espace post-soviétique un système migratoire cohérent ?

c) Un système migratoire eurasiatique bousculé

La mondialisation a favorisé le renforcement des grands flux migratoires internationaux. Cependant, l'essentiel des migrations internationales a lieu à un niveau intermédiaire, c'est-à-dire entre des Etats limitrophes ou au sein d'ensemble régionaux regroupant des pays qui ont des liens de diverses natures entre eux et forment ainsi un pôle migratoire. Dans quelle mesure la Russie post-soviétique peut-elle être le centre d'un pôle migratoire ? Quel est le niveau de cohésion d'un tel pôle migratoire ? En quoi ce système migratoire peut-il avoir un caractère eurasiatique ? Le rôle de la Russie comme centre d'un pôle migratoire reste difficile à définir. Plusieurs facteurs semblent donner une cohésion à ce système migratoire. Ces migrations peuvent même constituer un élément structurant un espace eurasiatique.

⁸²⁴ GAMOVA, Svetlana, « Kvota na droujbou » (Quota d'amitié), in *Nezavissimaïa Gazeta*, 21/01/2007.

http://www.ng.ru/cis/2007-01-24/1_kvota.html

⁸²⁵ ZAIONTCHKOVKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigismundovna, (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh*, op.cit., p.326.

« On pourrait diviser le monde en migrations en quatre quartiers. »⁸²⁶ Le premier regroupe les flux Sud-Nord intégrant demandeurs d'asile et autres migrants en quête de travail dans les pays développés. La seconde catégorie correspond aux migrations Sud-Sud, dont l'importance numérique augmente. Il existe aussi une migration Nord-Nord de personnes qui cherchent de meilleures conditions de vie dans des pays proches. La dernière catégorie correspond aux migrations Nord-Sud qui regroupe des seniors voulant mieux profiter de leur retraite, de jeunes en quête d'opportunités dans des pays émergents ou de binationaux revenant au pays. Difficile de savoir à quel groupe appartiendrait la Russie.

En effet, sa forte mortalité, la dégradation de son système de santé, l'émigration de sa population active vers l'Occident pour occuper des emplois peu qualifiés représentent des « symptômes servant classiquement à caractériser le « Sud » », ce qui conduirait à classer la Russie dans la première catégorie⁸²⁷. Cependant, le pays peut aussi se rapprocher du Nord : faible natalité, vieillissement de la population et terre d'immigration de populations en provenance de pays anciennement sous la tutelle de Moscou. « La Russie n'a manifestement pas échappé au destin des métropoles des empires qui deviennent un pays d'accueil de migrants après la décolonisation. »⁸²⁸. Les pays d'Asie centrale correspondent à la définition d'un « Sud », dont la Russie représenterait le « Nord »⁸²⁹. Ainsi, la fuite des cerveaux russes vers l'Europe, les Etats-Unis, ou Israël correspond dans une certaine mesure à une migration Nord-Nord. Il existe aussi une migration d'habitants du Caucase du nord avec des critères sociodémographiques proches de pays du Sud vers la Turquie qui peut s'apparenter à une migration Sud-Sud. La Russie peut aussi s'intégrer dans le phénomène migratoire Nord-Sud avec le cas des habitants de l'Extrême-Orient russe décidant de passer leur retraite dans les provinces chinoises limitrophes. Cette confusion s'explique par la forte hétérogénéité de la démographie russe, des éléments du « patchwork démographique » font ainsi de la Russie un pays du Nord et d'autres en font un pays du Sud.

Au-delà de ces quatre catégories, les migrations internationales se structurent en systèmes migratoires. Pour Gildas Simon, géographe et fondateur du laboratoire de recherche MIGRINTER de l'université de Poitiers, le système migratoire correspond à « l'ensemble des flux et des relations incluant pays de départ, de transit et de fixation, ou, plus précisément, l'articulation et l'architecture globale des champs migratoires fonctionnant à une vaste échelle géographique »⁸³⁰. Cette notion structure ainsi les migrations internationales autour de pôles. Catherine Wihtol de Wenden a identifié

⁸²⁶ WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Une nouvelle donne migratoire. », in *Politique étrangère*, automne 2015, pp.95-106. p.104.

⁸²⁷ SMOUTS, Marie-Claude, BADIE, Bertrand, *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p.195.

⁸²⁸ BLUM, Alain, *Naitre, vivre et mourir en URSS*, op.cit., p.233.

⁸²⁹ Conférence de Sophie Hohmann, *De la notion de Tiers Monde à celle de Sud(s)*, EHESS, 18/11/2010.

six grands systèmes migratoires. Le premier est l'espace euro-méditerranéen dont le centre correspond à la mégalopole européenne. Il existe « d'autres pôles migratoires, comme la Russie avec ses voisins (Chine, républiques musulmanes d'Asie centrale), les Etats-Unis et le Canada face au Mexique et aux pays d'Amérique latine, les pays du Golfe et le monde arabe et musulman, l'Australie et le Japon avec les pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique »⁸³¹. Il faut aussi ajouter le système migratoire sud-américain dont « l'essentiel des migrants est originaire du continent même (pays andins) et se dirige vers le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, le Chili et l'Uruguay. »⁸³² Même si la Russie semble constituer le centre d'un système migratoire, elle peut dans une certaine mesure être intégrée au système migratoire euro-méditerranéen en raison de ses liens migratoires avec l'Europe. Cet argument explique que l'espace migratoire eurasiatique n'apparaît pas toujours dans la littérature sur les migrations et est en général inclus dans l'espace européen. Irina Ivakhnjuk estime qu'il existe dans l'espace post-soviétique un système migratoire distinct de celui centré sur l'Europe : « J'ai proposé cela en 2003 à une conférence du conseil européen pour parler du voisinage de deux systèmes migratoires et expliquer que le voisinage de l'UE avec l'Ukraine, le Belarus c'est indirectement le voisinage avec un espace énorme qui comprend aussi l'Asie centrale et que les processus migratoires au sein de cet espace interagissaient avec l'espace européen »⁸³³. Quel est alors le niveau de cohérence de ce système migratoire ?

Ce système migratoire a pour centre la Russie mais comprend également en son sein un sous-système centrasiatique structuré autour du Kazakhstan. Plusieurs facteurs donnent une cohésion et une pertinence à cet espace migratoire. Tout d'abord, la langue russe garde une place importante dans la vie de la majorité des pays de l'espace post-soviétique et le maintien d'une langue de communication favorise les migrations au sein de cet espace. Les audiences des médias en langue russe reflètent l'intensité de ce lien linguistique. En 2008, le classement décroissant des pays d'après la part de la population regardant les chaînes en langue russe est le suivant : Belarus (96%), Tadjikistan (91%), Kazakhstan (90%), Arménie (87%), Moldavie (86%), Ukraine (84%), Kirghizstan (78%), Lettonie (76%), Azerbaïdjan (56%), Lituanie (52%), Estonie (49%) et Géorgie (43%)⁸³⁴. Ensuite, cet espace migratoire a aussi une cohérence liée au passé. Ces populations ont appartenu à une même entité étatique. Les migrants ont « un peu peur de sortir de l'espace de l'ex-URSS, surtout qu'ils ont des

⁸³⁰ SIMON, Gildas, « Penser globalement les migrations », in *Projet*, n° 272, 4/ 2002, p.41.

⁸³¹ WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Les enjeux migratoires comme facteurs de recomposition des sphères d'influence. », in *Revue internationale et stratégique*, n° 72, 2008, pp.121-130. 128.

⁸³² WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Une nouvelle donne migratoire. », in *Politique étrangère*, automne 2015, p.100.

⁸³³ Entretien avec Irina Valentinovna Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012.

⁸³⁴ GAVRILOV, Kirill, KOZIESKAIA, Elena, YATSENKO, Elena, « Russki yazyk na postsovietskikh prostlorakh » (La

réseaux sociaux ici. Donc il y a l'habitude de vivre dans un espace commun. Par exemple, un Géorgien peut venir sur un marché à Moscou et trouver un compatriote qui l'aidera pour le logement, le travail. Ces communautés sont un héritage de l'URSS »⁸³⁵. L'appartenance passée à l'Union soviétique se matérialise aussi par une organisation spécifique des infrastructures de transport. Par exemple, le système ferroviaire permet encore de se rendre directement en train de Douchanbé, Bichkek ou Tachkent à Moscou, alors que les habitants de ces Etats auront plus de difficultés à voyager vers d'autres destinations. Un autre élément rend aussi cet espace migratoire eurasiatique cohérent : l'absence de visas pour circuler au sein de la CEI. En 1992, l'accord de Bichkek signé par les Etats membres de la CEI instituait une liberté de circulation. En plus, les citoyens pouvaient circuler librement dans la CEI avec le passeport intérieur, l'équivalent de la carte d'identité en France. Néanmoins, cette libre-circulation se restreint progressivement. En 2000, la Russie se retire des accords de Bichkek prend fin en 2000 et les passeports intérieurs ne sont plus valides dans les autres pays de la CEI à partir de 2005. Des facilités administratives octroyées pour circuler au sein de la CEI perdurent mais elles ne correspondent pas pour autant à une liberté de circulation. Par exemple, les migrants venant en Russie doivent se faire enregistrer auprès des autorités migratoires locales et leur séjour sur le territoire ne doit pas excéder une période de 90 jours. Malgré ces contraintes, les liens migratoires demeurent très forts, et confirment l'interdépendance démographique dans la région. Irina Ivakhniouk qualifie ce système migratoire d'eurasiatique. En quoi ce système migratoire a-t-il un caractère eurasiatique ?

Le terme post-soviétique qualifie souvent les Etats de la CEI. Il pourrait caractériser cet espace migratoire. En effet, l'appartenance passée à une même entité politique pourrait justifier l'emploi de ce terme. Un tel qualificatif sous-entendrait également que les flux migratoires ont gardé une logique soviétique, or cette réalité s'estompe. Le principal processus migratoire lié à l'URSS, en l'occurrence le retour des Russes ethniques vers la Russie, prend fin. « Cette migration n'était pas un phénomène absolument nouveau, elle correspondait à une tendance qui avait déjà commencé dans les années 1960, quand la population russe et russophone a commencé à quitter le Caucase, et au milieu des années 1970 l'Asie centrale et le Kazakhstan. Dans les années 1990, le rapatriement s'est fortement accéléré, il concernait tous les pays non slaves, incluant la Moldavie et les pays baltes »⁸³⁶. Cette migration s'atténue dans les années 2000 comme le montre la baisse des Russes ethniques dans l'immigration en Russie. Ils représentent 59% des migrants entre 2001 et 2004, 54% en 2004, 44% en 2006 et 32% en

langue russe dans les étendues post-soviétique), in *Demoscope.ru*, n°329-330, 14-27/04/2008

⁸³⁵ Entretien avec Dmitri Poletaev, Centre des études migratoires, Moscou, 18/05/2012.

⁸³⁶ ZAIONTCHKOVKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigismundovna, (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh* op.cit., p.23.

2007⁸³⁷. Cette évolution marque le passage d'une logique socio-politique à une logique socio-économique des migrations, confirmant la perte progressive de leur caractère post-soviétique. Le terme eurasiatique correspond-il davantage à la réalité de ces flux migratoires ? Géographiquement oui. L'orientation générale des trajectoires des migrants d'est en ouest montre que cet espace constitue un trait d'union entre les systèmes migratoires d'Asie-Pacifique et d'Europe. L'existence de ce système migratoire cohérent peut même venir légitimer la notion d'espace eurasiatique. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment dans cette thèse, l'adjectif eurasiatique a un caractère ambigu. La pertinence et la cohérence d'un système migratoire dépendent aussi de la solidité des liens migratoires en son sein.

L'attractivité migratoire de la Russie, et dans une moindre mesure du Kazakhstan, semblent à première vue confirmer la force des liens migratoires qui justifieraient l'existence d'un système migratoire solide. Ainsi, entre 1999 et 2004, le Kazakhstan a attiré 335 000 personnes, dont 95% sont originaires de la CEI.⁸³⁸ En 2006, 96,4% de l'émigration tadjike se dirige vers la Russie.⁸³⁹ Néanmoins, cet espace migratoire subit de plus en plus l'influence d'autres pôles d'attractivité qui peuvent mettre à mal la cohérence des migrations au sein de l'espace post-soviétique. Tout d'abord, il existe des liens migratoires entre la région Asie-Pacifique, en particulier de Chine, et l'espace post-soviétique. Les migrants asiatiques se rendent en Russie ou y transitent pour aller vers l'Europe, mais pas seulement, ils peuvent aussi émigrer vers des pays d'Asie centrale. Ainsi, en 2008, 30 000 migrants Chinois vivent au Kirghizstan sur une population de 5 millions de personnes, et 10 000 se trouvent au Tadjikistan.⁸⁴⁰ Il s'agit rarement d'une migration d'installation mais plutôt d'une migration de travail pendulaire. Comme en Russie, ces migrants chinois suscitent une certaine appréhension en Asie centrale. « La Chine est traditionnellement présentée comme l'ennemi historique des peuples de la steppe et de l'Islam, celui dont il faut à tout prix éviter la domination », mais les populations locales commencent à changer de perception sur ces populations chinoises⁸⁴¹. Inversement, le système migratoire d'Asie-Pacifique attire parfois des migrants d'Asie centrale. L'Ouzbékistan a des liens migratoires avec la Corée du Sud. L'explication vient du développement économique coréen, mais aussi d'une politique mise en place par Séoul pour faire revenir les Coréens ethniques d'Asie centrale⁸⁴². Il faut également

⁸³⁷ Ibid., p.27.

⁸³⁸ TINGUY, Anne (de), « Un espace post-soviétique en pleine mutation », dans JAFFRELOT, Christophe, LEQUESNE, Christian (dir.), *L'enjeu mondial : les migrations*, Presses de Sciences Po : l'Express, 2009, p.91

⁸³⁹ GOUZ', Natalia, Alekseevna, sous la direction de Malikov, N.S., *Troudovaja migraciïa v Rossiïo iz stran Central'noi Azii : sostoiãnie i puti razvitiïa*, op.cit., p.83.

⁸⁴⁰ SPECHLER, Martin C., « Why does China have no business in Central Asia ? », *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 7, n° 2, 2009, p.6.

⁸⁴¹ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, op.cit., p.42.

⁸⁴² Entretien au consulat de Corée du Sud de Vladivostok, 26/04/2011.

mentionner une migration russe vers l'Asie-Pacifique, surtout vers la Chine, ainsi que la présence de communautés kazakhe, tadjike, ouzbèke et kirghize sur le territoire chinois⁸⁴³.

Ensuite, l'attractivité migratoire de l'Europe se renforce, surtout sur la partie occidentale du système migratoire eurasiatique et les pays de Transcaucasie. Avant même les événements de 2013, l'Ukraine se dirige déjà vers le système migratoire de l'Union européenne. Elle s'éloigne par conséquent de l'espace migratoire centré sur la Russie, même si les russophones de ce pays regardent toujours vers la Russie. La Moldavie a la même volonté politique de changement de système migratoire, bien que les migrants de Transnistrie privilégient encore la Russie. L'attractivité migratoire de l'Union européenne s'exerce, dans une moindre mesure, aussi sur la population du Belarus. Pour les pays de Transcaucasie, les candidats à l'émigration choisissent de moins en moins la Russie, surtout les nouvelles générations. Par exemple, en 2007, 20% des émigrés arméniens partaient vers la Russie, 20% vers les Etats-Unis et 40% vers l'Union européenne⁸⁴⁴. La jeunesse de Géorgie a oublié la langue russe et apprend l'anglais, signe d'un changement de destination envisagé par des migrants géorgiens⁸⁴⁵. L'Azerbaïdjan semble moins concerné par cette attractivité migratoire européenne. Enfin, les pays du monde musulman, en particulier les Etats du Golfe, exercent une attraction sur les Etats au sud de l'espace post-soviétique. Les liens ethniques et religieux peuvent favoriser ces flux migratoires. Il faut mentionner la Turquie dont la politique active de *soft power* en direction du Caucase et de l'Asie centrale a des effets migratoires. Par exemple, entre 2000 et 2006, le solde migratoire turc avec l'Azerbaïdjan est positif de 92 552 personnes⁸⁴⁶. L'émigration géorgienne vers la Turquie est également très importante. En Asie centrale, les ambitions turques n'ont pas rencontré un grand succès politique mais plutôt commercial, et dans une moindre mesure sur le plan migratoire. Le développement économique de la Turquie favorise davantage les flux migratoires, hormis pour l'Ouzbékistan qui cherche à bloquer ces liens⁸⁴⁷. Par exemple, beaucoup de travailleurs migrants du Turkménistan se rendent en Turquie, flux qui augmentent depuis la loi de 2007 accordant une liberté de circulation

⁸⁴³ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *China as a neighbor*, Washington, The Central Asia-Caucasus Institute, 2009, 200p.

⁸⁴⁴ ZAIONTCHKOVKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigismundovna, (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migraciïakh*, op.cit., p.266.

⁸⁴⁵ MELOUA, Mirian, « Géorgie : une langue et une nation « en péril depuis des millénaires » », in *Regard sur l'Est*, 29/03/2009.

⁸⁴⁶ IOUNOUSOV, Arif, « Migratsionnye trendy i tendentsii v postsovietskom Azerbaïdjane » (Les évolutions migratoires et les tendances dans l'Azerbaïdjan post-soviétique), in *Obshestvennii institut Tchernomorsko-Kaspiïskogo regiona*, 10/2011.

<http://bs-kavkaz.org/2011/10/migratsionnye-trendy-i-tendentsii-v-postsovietskom-azerbajdzhan/>

⁸⁴⁷ BALCI, Bayram, « Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale », in *Transcontinentales*, 08/09/2010.

<http://transcontinentales.revues.org/795>

relative aux Turkmènes. Au début de la décennie 2010, « 500 000 Turkmènes vivent en Turquie de façon légale et illégale »⁸⁴⁸.

Les migrations font donc de l'espace post-soviétique un des systèmes migratoires internationaux centré sur la Russie et dans une moindre mesure sur le Kazakhstan. La langue russe, l'appartenance passée à l'URSS, une facilité de circulation au sein de la CEI constituent des éléments qui structurent ce système. Cependant, les complémentarités démographiques de cet espace paraissent bousculées par l'influence extérieure d'autres systèmes migratoires à l'est, à l'ouest et au sud.

Pour récapituler cette réflexion sur l'interdépendance au sein de l'espace post-soviétique, cette interdépendance existe mais reste cependant inégale et fragile.

La complémentarité entre pays en situation de déclin démographique et ceux en excès de population active s'opère imparfaitement. Ainsi, des Etats, comme la Moldavie ou le Belarus, subissent un double préjudice : un solde naturel négatif et l'attractivité migratoire russe qui réduit davantage leur population active. La Russie et le Kazakhstan semblent être les bénéficiaires de cette interdépendance démographique. Ils correspondent à deux pôles d'un système migratoire correspondant peu ou prou à l'espace post-soviétique.

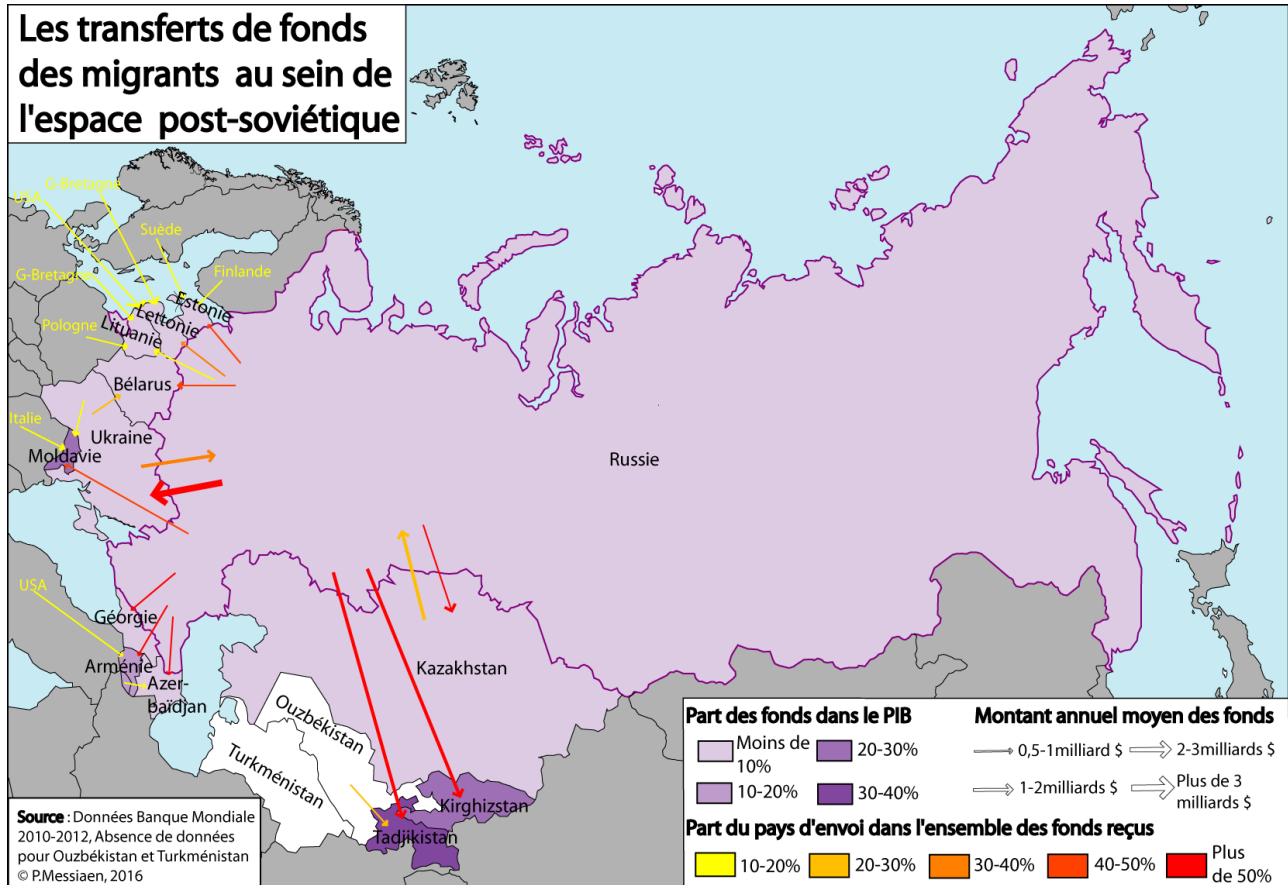
Ces complémentarités se caractérisent aussi par leur fragilité. En effet, les évolutions démographiques de certains pays, notamment dans le Caucase, peuvent les amener à ne plus pouvoir jouer le rôle de réservoir de main-d'œuvre. La Russie dispose d'un avantage dans cette logique d'interdépendance démographique mais la concurrence du Kazakhstan dans ce domaine peut à l'avenir le remettre en cause. Il faut également considérer que l'espace post-soviétique fait désormais partie des circuits migratoires internationaux, ce qui le rend perméable aux influences d'autres systèmes migratoires.

L'existence d'une interdépendance démographique ne signifie pas pour autant que l'orientation des flux migratoires est figée. Les migrants d'Asie centrale peuvent faire le choix d'émigrer vers la Russie, mais peuvent également se rendre ailleurs, par exemple vers le Kazakhstan ou en Turquie. La migration vers le territoire russe repose sur des facteurs tangibles mais ces derniers peuvent disparaître avec le temps. La systématisation de cette interdépendance démographique s'avérerait possible si les migrations au sein de cet espace migratoire s'intégraient pleinement dans le cadre de la CEI ou une autre organisation à vocation eurasiatique, or ce n'est pas le cas.

⁸⁴⁸ MAMEDOV, Gotchkouli, « Turkmenistan-problemy migratsii » (Turkménistan : problèmes de migrations), in *gundogar.org*, 13/11/2012.

L'importance de cette interdépendance démographique au sein de l'espace post-soviétique devrait conduire à donner une place centrale aux migrants qui en sont la manifestation.

2-Les migrations, symbole d'une interdépendance économique



La mondialisation facilite la mobilité de la population et offre aux migrants potentiels un spectre assez large de perspectives professionnelles. Dans une certaine mesure, les migrants sont le visage d'une mondialisation économique. Cette mondialisation contribue également à renforcer l'interdépendance entre les économies et l'émergence d'acteurs non-étatiques. Il paraît alors possible de recouper les deux constats en formulant l'hypothèse que les migrants constitueraient la cause, le vecteur et la conséquence de l'interdépendance économique entre les Etats. En appliquant cette hypothèse à la Russie, il s'agit de savoir dans quelle mesure les migrations favorisées par l'interdépendance démographique peuvent créer, encourager, et être la manifestation d'une interdépendance économique entre la Russie et le reste de l'espace post-soviétique. Comment les transferts de fonds des migrants effectués entre la Russie et les pays de l'espace post-soviétique confèrent-ils un nouveau rôle et un poids économiques aux migrants dans les sociétés de départ et d'accueil ? Quelles stratégies individuelles et collectives des migrants caractérisent les formes de cette

interdépendance économique au sein de l'espace post-soviétique ? Dans quelle mesure les migrants peuvent-ils exploiter cette situation d'interdépendance économique ? Il convient dans un premier temps de s'intéresser aux transferts de fonds générés par les migrations entre la Russie et les pays de l'espace post-soviétique. La réflexion porte ensuite sur l'élargissement des stratégies économiques des migrants en Russie. Enfin, il s'agit d'analyser le poids économique des migrants comme un moyen d'influence sur les acteurs étatiques.

a) Le poids économique des migrants par les transferts de fonds

L'envoi d'argent à la famille restée au pays constitue souvent une des motivations de la migration de travail. L'activité économique du migrant représente un revenu aux proches à qui s'adresse l'argent envoyé au pays d'origine. Quelle est l'importance de ces flux financiers ? Quel est le montant des sommes envoyées par les migrants de l'espace post-soviétique se trouvant sur le territoire de la Fédération de Russie ? Qui sont les bénéficiaires de ces transferts ? Les transferts de fonds semblent avoir un impact économique grandissant sur les Etats. Il existe un débat pour savoir si ces transferts représentent une aide ou un obstacle au développement des pays d'émigration. Ces questions se posent aussi dans le cas de la Russie et des pays d'origine des travailleurs migrants.

Ces transferts de fonds sont le reflet économique de l'augmentation des migrations internationales. La Banque Mondiale les définit comme des « transferts privés courants des travailleurs migrants résidant dans leur pays d'accueil depuis plus d'un an, quel que soit leur statut en matière d'immigration, vers des bénéficiaires dans leur pays d'origine. »⁸⁴⁹. D'après les données de la Banque mondiale, ces transferts explosent dans le monde : 3 milliards de dollars en 1970, 70 en 1990, 105 en 1999 et 410 milliards de dollars en 2013⁸⁵⁰. D'après la Banque Mondiale, cette progression devrait se poursuivre. « Dans l'ensemble, les volumes d'envois de fonds vers les pays en développement devraient continuer à croître sensiblement à moyen terme, au rythme de 9 % par an en moyenne, pour atteindre les 540 milliards de dollars en 2016. »⁸⁵¹. Pourtant, ces sommes se situent vraisemblablement en deçà de la réalité. En effet, « leur montant pourrait représenter entre 50% et 250% des transferts formels [...] dans les balances des paiements. »⁸⁵². Ces transferts informels ont trois formes possibles :

⁸⁴⁹ Site de la Banque Mondiale <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>

⁸⁵⁰ Banquemondiale.org

⁸⁵¹ « Les envois de fonds vers les pays en développement devraient dépasser les 410 milliards de dollars en 2013, selon la Banque mondiale », *banquemondiale.org*, 02/10/2013

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/10/02/developing-countries-remittances-2013-world-bank>

⁸⁵² COIFFARD, Marie, « La régulation des transferts de fonds de migrants, vers un régime international ? », intervention lors du colloque *Economie Politique Internationale et nouvelles régulations de la mondialisation*, Poitiers, 14-

le déplacement du migrant ou d'un intermédiaire, l'envoi d'argent par courrier et l'*hawala*. Ce terme signifie en arabe transfert ou télégramme, mais il qualifie aussi « un réseau informel de transfert de fonds d'un lieu à un autre par le biais de courtiers-les *hawaladars*- quelle que soit la nature de la transaction ou les pays impliqués »⁸⁵³. Ces transferts informels paraissent inévitables lorsque le migrant vit et reçoit ses revenus de façon illégale dans le pays d'immigration. De surcroît, le chiffre de la Banque Mondiale sous-estime l'ampleur de ces transferts de fonds des travailleurs migrants car ils ne sont comptabilisés comme tels qu'à partir d'un certain montant. Depuis le 1er janvier 2002, seuls les transferts individuels supérieurs à 12 500€ rentrent dans ses statistiques. Ces transferts informels peuvent être utilisés pour diverses activités illicites : évasion fiscale, fuite des capitaux, trafic de stupéfiants, corruption, paiement de rançons, escroqueries, trafic d'êtres humains, d'organes, d'armes, de voitures ou de marchandises, blanchiments d'argent...

La Russie en tant que pays de forte immigration connaît une augmentation du volume de ces flux financiers. Selon la Banque Mondiale, les transferts de fonds des migrants depuis la Russie sont passés de 3,2 milliards de dollars en 2003 à 18,6 milliards en 2009⁸⁵⁴. Il s'agit sans doute d'une sous-estimation. Beaucoup de migrants travaillent illégalement en Russie, ce qui les contraint à utiliser des canaux officieux pour envoyer de l'argent à leur famille. Au début de la décennie 2010, le pays vers lequel partent les montants les plus importants reste l'Ukraine. En 2010, les migrants ukrainiens sur le territoire russe ont transféré 2,476 milliards de dollars vers l'Ukraine⁸⁵⁵. Le montant des sommes varie en fonction de l'origine du migrant, ce qui s'explique en partie par une spécialisation professionnelle des immigrés selon leur pays d'origine. D'après une étude réalisée en 2005, les citoyens de Moldavie, d'Ukraine, d'Azerbaïdjan, d'Arménie se trouvant en Russie envoyaient plus de 100 \$ à leur famille chaque mois, tandis que les migrants d'Ouzbékistan et du Tadjikistan ne parvenaient à transférer qu'une somme avoisinant les 50 \$⁸⁵⁶. A cette différenciation professionnelle, s'ajoute une hiérarchie tacite des salaires en fonction de l'origine géographique. Par exemple, pour un même emploi à Moscou, si un Moscovite a 100% d'un salaire, un Russe de province en obtiendra 80-90%, un habitant d'Ukraine ou du Belarus 70-80%, un Moldave 50%, un Tadjik ou un Ouzbek aurait un salaire correspondant à 30-40% de celui du Moscovite⁸⁵⁷. L'ensemble des sommes transférées représente donc un montant important à l'échelle de l'économie russe, mais elles sont surtout devenues prépondérantes

15/05/2009, p.5.

⁸⁵³ EL-QORCHI, Mohammed, « Hawala : comment fonctionne ce système informel de transfert de fonds et faut-il le réglementer ? », in *Finances et développement*, 12/2002, pp31-33. p.31.

⁸⁵⁴ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/RussianFederation.pdf>

⁸⁵⁵ http://www.cbr.ru/eng/statistics/print.aspx?file=CrossBorder/Personal%20Remittances_CIS_e.htm

⁸⁵⁶ TIOURIOUKANOVA, Elena, Vladimirovna, « Les transferts financiers des migrants : un malheur ou un bien ? », in *Population et Société*, n°98, mai 2006.

⁸⁵⁷ ZAIONTCHKOVKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Sigismundovna, (dir.), *Postsovetskie transformatsii*, op.cit., p.36.

dans les économies des pays d'émigration. En 2010, la Banque Mondiale a estimé ces flux financiers à 42,14% du PIB du Tadjikistan, 22,7% de celui de la Moldavie et 21,9% du PIB arménien⁸⁵⁸. « L'Ouzbékistan et le Turkménistan dépendent complètement de la Russie pour leurs transferts de fonds. Le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Arménie, le Kazakhstan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine reçoivent plus de 50% de ces transferts depuis la Russie »⁸⁵⁹. Il convient également de mentionner que la Russie, en tant que pays d'émigration, bénéficie aussi de ces transferts financiers envoyés par ses ressortissants à l'étranger. Ainsi, entre 2003 et 2009, la Russie aurait, selon la Banque Mondiale, reçu 26,4 milliards de dollars de ses « compatriotes »⁸⁶⁰. Elle reçoit surtout de l'argent des communautés russes vivant dans les pays de l'espace post-soviétique : 1 milliard de dollars depuis le Kazakhstan et 1,7 milliard de dollars depuis l'Ukraine⁸⁶¹. Ces flux jouent surtout un rôle dans les pays d'émigration. Constituent-ils un frein ou une aide au développement pour ces Etats ?

L'impact de ces transferts sur le développement économique a fait l'objet de nombreux travaux montrant des résultats contrastés. « Les transferts de fonds sont supposés agir positivement sur le développement économique et social des pays bénéficiaires. »⁸⁶². Le premier effet de ces flux financiers est de réduire la pauvreté dans les familles des migrants. « Les transferts d'argent des migrants permettent de lisser la consommation en agissant comme un mécanisme d'assurance face aux chocs adverses »⁸⁶³. Les transferts de fonds présentent aussi l'avantage pour les Etats d'émigration de faire rentrer des devises étrangères dans le pays. Ils peuvent tirer parti de ces flux importants pour mener des investissements publics d'envergure afin d'améliorer le niveau de vie des populations des pays d'émigration. Par exemple, il existe au Mexique le « programme *Tres por uno*, datant de la fin des années 1980, qui, pour chaque dollar investi par les migrants dans des projets d'intérêt public, prévoit 3 dollars alloués par les gouvernements locaux, régionaux et fédéraux. »⁸⁶⁴. Néanmoins, les transferts de fonds des travailleurs migrants présentent aussi des inconvénients. L'importance des flux financiers crée les conditions favorables pour une situation de « syndrome hollandais »⁸⁶⁵. Il s'agit d'une dégradation de l'économie nationale provoquée par un afflux excessif de ressources extérieures

⁸⁵⁸ <http://www.remittancesgateway.org/>

⁸⁵⁹ International Fund for Agriculture and Development, *Sending Money Home: European flows and markets*, Rome, 2015, p.31.

⁸⁶⁰ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/RussianFederation.pdf>

⁸⁶¹ Ibid.

⁸⁶² WANNER, Philippe, « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », in *Annuaire suisse de politique de développement*, Vol. 27, n°2, 2008, p.6.

⁸⁶³ ROCHER, Emmanuel, PELLETIER, Adeline, « Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ? », *Bulletin de la Banque de France*, n°173, 05-06/2008.

⁸⁶⁴ WANNER, Philippe, « L'apport des migrants au développement », op.cit., p.7.

⁸⁶⁵ Entretien avec Irina Valentinovna Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'économie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012.

(revenus d'exportations de matières premières, aide étrangères, transferts de fonds des migrants...). Si les migrations de travail ont pour effet théorique de réduire le chômage dans les pays d'émigration, elles peuvent paradoxalement l'accroître. En effet, les membres des familles des migrants restés au pays ont moins intérêt à travailler pour de faibles salaires puisque l'argent envoyé de l'étranger leur assure des moyens de subsistance créant parfois une logique d'assistanat. Cette manne financière peut aussi provoquer l'inaction des Etats, et « inciter les gouvernements à retarder leurs propres investissements »⁸⁶⁶. Il ne paraît pas alors possible d'apporter une réponse définitive à propos des effets positifs ou non des transferts de fonds sur le développement des pays d'émigration ; tout dépend de l'usage que la famille fait de cet argent mais aussi de la capacité des gouvernements à s'en servir pour mettre en place des politiques de développement.

L'explosion des transferts de fonds internationaux reflète imparfaitement celle des migrations tant à l'échelle mondiale, qu'au sein de l'espace migratoire eurasiatique. Ces flux indiquent l'existence d'une interdépendance économique entre les pays d'émigration et d'immigration, mais l'interrogation demeure sur les effets de cette manne financière sur le développement des Etats de départ. Les impacts dépendent aussi du type de stratégie économique mise en place par les migrants de travail.

b) Un large spectre de stratégies économiques des migrants

Les migrations au sein de l'espace post-soviétique s'expliquent désormais en grande partie par des motifs économiques. Elles s'inscrivent souvent dans un cadre familial et semblent s'apparenter à de véritables stratégies économiques. Quelle est alors la nature des motivations économiques des migrants se rendant en Russie ? Dans quelle mesure les conjonctures économiques ont-elles un impact sur ces stratégies économiques ? En quoi l'élargissement du spectre de stratégies économiques des migrants reflète-t-il une diversification de leur profil ? Le choix de la migration semble résulter d'un enchevêtrement de facteurs déterminant les objectifs, les moyens et la destination du migrant. La conjoncture économique ne met pas un terme à un flux migratoire mais le modifie. Les stratégies économiques des migrants dans l'espace post-soviétique paraissent se caractériser par une plus grande complexité.

L'expérience de la migration constitue un bouleversement personnel mais est souvent la conséquence d'une stratégie économique collective, en particulier dans les sociétés du Caucase et d'Asie centrale où demeurent des solidarités collectives fortes, voire claniques. Ainsi, les migrants

⁸⁶⁶ Ibid.

quittent leur pays pour pouvoir réaliser un projet familial. Par exemple, les migrants tadjiks viennent travailler à Moscou « pour aider matériellement leurs enfants, leurs parents, leurs petits-enfants, un cinquième d'entre eux veut gagner de l'argent pour avoir un bon appartement, une maison, une voiture. En outre, les Tadjiks gagnent de l'argent pour financer leur mariage. »⁸⁶⁷ La famille explique donc le départ des migrants, mais détermine également le lieu d'arrivée. Tout d'abord, la migration se fait à plusieurs : connaissances, amis, membres de la famille plus ou moins proches. Ensuite, le migrant se rend vers une destination où une personne, avec laquelle il a un lien de parenté, peut l'héberger. Ainsi, une enquête menée dans la communauté tadjike de Moscou montre que « la plus grande partie des Tadjiks à Moscou vit avec de la famille ou des proches parents (64%) »⁸⁶⁸. Enfin, la stratégie économique des migrants dépend des moyens à la disposition du cercle familial pour financer ce voyage, mais aussi de la somme d'argent et du temps nécessaires pour réaliser le projet justifiant la migration. Il s'agit d'une approche en termes de coûts/avantages. « Si l'on veut faire le maximum d'argent en un temps minimal, on vise les chantiers de construction de Moscou ou des villes pétrolières russes et kazakhes, aux conditions difficiles mais relativement bien payés. Si l'on prépare un séjour de plusieurs années avec une possibilité d'intégration de long terme, on privilégie par exemple les postes de concierge, plus sécurisants et qui permettent de prendre pied au sein de la communauté locale »⁸⁶⁹. L'importance du facteur familial dans les migrations souligne que le lien s'est maintenu entre les personnes parties à l'étranger et les membres de la collectivité restés au pays, ce qui entretient le flux migratoire dans le temps long. Si la migration vers la Russie est le résultat d'un calcul économique de court ou long terme, en quoi la conjoncture économique influe-t-elle sur cette logique ?

L'attractivité migratoire de la Russie, et plus récemment du Kazakhstan, s'explique par une carence de population active mais surtout par une croissance économique lors de la décennie 2000. Inversement, une conjoncture économique négative, que ces deux pays ont connu depuis la crise économique mondiale survenue en 2008, se traduit par une réduction du nombre de migrants. Ainsi, selon le site fergana.ru, le montant des transferts financiers des migrants de la CEI en janvier-septembre 2009 a baissé de 34%, par rapport à la même période en 2008. Ce chiffre ne signifie pas forcément une baisse significative du nombre de migrants. Il peut aussi indiquer la mise en œuvre de nouvelles stratégies économiques. D'un côté, certains migrants décident de ne pas partir en attendant que la conjoncture russe devienne plus favorable. Cependant la situation économique se détériore également dans le pays d'émigration, ce qui signifie que les raisons d'émigrer demeurent. Le directeur

⁸⁶⁷ ZAIONTCHKOSVSKAÏA, Janna, Antonovna (dir.), *Immigranty v Moskve* (Les immigrés à Moscou), Moscou, Tri Kvadrata, 2009, p.180.

⁸⁶⁸ Ibid., p.182.

⁸⁶⁹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.14.

du FMS, Konstantin Romodanovski déclarait qu'« au premier trimestre 2009, la migration de travail a baissé de 27% et le total des étrangers venant en Russie est de 14-15% inférieur à l'année précédente »⁸⁷⁰. D'un autre côté, la crise économique conduit les migrants non pas à rester dans leur pays d'origine, mais surtout à ne pas y revenir. Les effets de la crise mondiale sur l'économie russe ont provoqué une baisse de revenus, voire des suppressions d'emplois occupés par les migrants. Ces derniers servent alors de variable d'ajustement dans une conjoncture économique défavorable. Ainsi, cette baisse de 34% des transferts correspondrait aussi à une diminution des revenus des migrants et non à un retour au pays. Une autre étude réalisée en 2009 parmi les immigrés tadjiks montre qu'en raison de l'évolution de la situation économique 40% d'entre eux avait vu leurs salaires baisser et 24% ont perdu leur travail, mais seulement 3,9% d'entre eux ont décidé de revenir au pays après la perte de leur emploi⁸⁷¹. La diminution des revenus liée à la crise économique empêche ainsi de financer l'onéreux voyage pour revenir, mais elle retarde également les différents projets familiaux qui motivaient l'émigration. Les migrations au sein de l'espace post-soviétique ont un caractère pendulaire. La conjoncture économique défavorable ne met donc pas fin à cette saisonnalité mais la perturbe. « Le retour saisonnier des migrants ne s'est pas achevé en décembre comme d'habitude [...] La migration de retour s'est poursuivie jusqu'à la fin avril 2009 et le voyage des saisonniers vers la Russie a été retardé d'un mois. »⁸⁷² Les perturbations conjoncturelles amènent donc les migrants à repenser leur stratégie économique, ce qui montre une capacité d'adaptation accrue des migrants à une réalité économique de l'espace post-soviétique plus complexe.

La nature des projets économiques conduit les migrants à entretenir une situation d'entre-deux entre le pays de départ et d'accueil. Ainsi, les personnes qui migrent au sein de l'espace post-soviétique cherchent davantage « un travail temporaire à l'étranger par contrat, une émigration « incomplète », la double citoyenneté ou d'autres formes de migrations souples, caractéristiques du monde globalisé »⁸⁷³. Ce positionnement permet aux migrants d'avoir une liberté de manœuvre dans leur stratégie économique, et de s'insérer plus aisément dans de multiples flux migratoires au gré des opportunités. Administrativement, ils ont alors la possibilité de se rendre en l'espace de quelques mois dans une ville russe et au Kazakhstan, mais aussi de rester au pays pour aider la famille dans divers travaux. Dans cette logique de diversification, les migrants ont un choix plus large de pays d'émigration depuis 1991, ils sortent davantage de l'espace post-soviétique. Les statistiques des migrations enregistrées

⁸⁷⁰ « Vexat' v Rossiou » (Aller en Russie), in *Vedemosti*, 07/07/2009

⁸⁷¹ OLIMOVA, Saodat, OLIMOV, Mouzaffar, « Tadjiskie troudovye migranty vo vremia krizisa » (Les migrants de travail tadjiks pendant la crise), in *Demoscope.ru*, n°415-416, 22/03-04/04/2010.

⁸⁷² Ibid.

permettent d'observer la diversité accrue des destinations des migrants et les forts contrastes dans cette diversité selon les pays d'émigration. Si le critère économique détermine le choix du pays d'émigrer, il est souvent complété par d'autres considérations. Ainsi, un nombre important d'Azerbaïdjanais migrent en Turquie en raison d'une croissance économique turque et d'une proximité ethnique, tandis que les migrants arméniens pour des motifs historiques se détournent de cette destination. Parfois, les raisons justifiant la naissance d'un flux migratoire restent difficiles à déterminer, par exemple la forte émigration géorgienne vers la Grèce.

Migrations hors de l'espace post-soviétique en 2012

Pays	Principaux pays d'émigration hors espace post-soviétique *	Part des pays d'émigration hors espace post-soviétique l'émigration globale
Lituanie	Allemagne, Irlande, Norvège, Pologne, Espagne, Grande-Bretagne, Etats-Unis	71%
Lettonie	Allemagne, Irlande, Grande-Bretagne, Etats-Unis	56%
Estonie	Finlande, Allemagne, Suède, Etats-Unis	55%
Moldavie	Allemagne, Israël, Italie, Portugal, Roumanie, Espagne, Etats-Unis	43%
Ukraine	Australie, Canada, République Tchèque, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Grande-Bretagne, Etats-Unis	31%
Arménie	France, Allemagne, Espagne, Etats-Unis	22,5%
Kazakhstan	Allemagne, Israël, Turquie, Etats-Unis	22%
Russie	Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, République tchèque, France, Finlande, Allemagne, Grèce, Israël, Italie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Espagne, Suède, Turquie, Grande-Bretagne, Etats-Unis	22%
Géorgie	Chypre, Allemagne, Grèce, Espagne, Etats-Unis	20%
Belarus	Allemagne, Israël, Italie, Pologne, Etats-Unis	18%
Kirghizstan	Allemagne	12%
Azerbaïdjan	Allemagne, Israël, Iran, Turquie, Etats-Unis	10%
Turkménistan		9,5%
Ouzbékistan	Allemagne, Israël, Corée du Sud, Turquie, Etats-Unis	9,5%
Tadjikistan	Afghanistan, Allemagne	9%
Total	Pays de l'Union européenne	24%

Source : OIM, 2013

* Flux migratoires supérieurs à 10 000 personnes

La diversification ne concerne pas seulement la destination mais aussi le profil des migrants. Il existe une tendance mondiale à la féminisation des flux migratoires. Par exemple, « les Etats-Unis accueillent

⁸⁷³ IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Perspectivy migratsionnoï politiki Rossii* (Perspectives de la politique migratoire de la Russie), Moscou, MAKS Press, 2011, p.53.

chaque jour 100 nouvelles femmes immigrées, contre 96 hommes. »⁸⁷⁴. Il ne s'agit plus seulement de femmes accompagnant leur mari, mais également des migrantes quittant leur pays pour travailler. Ce phénomène devrait s'inscrire dans la durée en raison du vieillissement démographique des pays d'immigration comme la Russie. Le besoin en infirmières ou en employé(e)s pouvant s'occuper de personnes âgées à domicile augmente, surtout que les infrastructures publiques russes pour gérer ces questions sont défailtantes. Dans un certain nombre de pays, ces migrantes s'exposent à davantage de risques : confiscation de passeports, violence, viols, esclavage, et le trafic de femmes qui est devenu un phénomène de grande ampleur. Ainsi, « le commerce du sexe et l'exploitation de migrants clandestins représente aujourd'hui la troisième source mondiale de revenus illicites après les armes et la drogue. Le trafic international d'êtres humains concernerait chaque année entre 600 000 et 800 000 personnes »⁸⁷⁵. Leur stratégie économique comporte alors davantage de dangers.

Les migrants tiennent donc compte de différents facteurs avant de choisir le type de migration adéquat : les ressources et les besoins de la famille, la conjoncture économique, des conditions administratives assez souples. La migration prend alors différentes formes : familiale ou individuelle, masculine ou féminine, pendulaire ou définitive, sur un court ou un long termes, risquée ou non. Reste à déterminer l'influence de ces migrations économiques sur les pays de l'espace post-soviétique.

c) L'influence des migrants

Par leur poids économique, les migrants de l'espace post-soviétique deviennent des acteurs autonomes, ce qui permet de formuler l'hypothèse d'une influence économique, social et politique de ces populations en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques. Quel est l'impact économique de ces migrations sur les pays d'accueil et de départ ? Comment se traduit socialement ce rôle économique des migrants ? Ce poids économique peut-il constituer une base pour une action politique ? Les migrants semblent améliorer le fonctionnement des économies du départ et d'accueil. Ils occupent aussi une nouvelle place dans les sociabilités des pays d'origine. Le rôle économique des migrants peut parfois leur permettre de jouer un rôle politique.

La xénophobie se nourrit notamment de l'idée que les migrants viendraient « voler » le travail de la population locale et que l'argent qu'ils gagnent ne profite pas au pays. Pourtant, ce raisonnement ne semble pas justifié. Les migrants sont économiquement bénéfiques aux pays d'accueil. Tout

⁸⁷⁴ GENESTE, Alexandra, « Le nouveau visage féminin de la migration », in *Le Monde*, 08/05/2013.

⁸⁷⁵ « Femmes et migrations », in *36ème congrès de la FIDH*, Lisbonne, 19-25/04/2009, p.3.

d'abord, la plupart des immigrants travaillent, donc ils créent de la richesse. Par exemple, en 2008 « les migrants seraient à l'origine de 8 à 10% du PIB de la Russie »⁸⁷⁶. Même si le caractère illégal du travail de ces migrants en Russie ne permet pas à l'Etat russe d'en tirer de façon optimale les bénéfices, ces populations consomment, dépensent une partie de leurs revenus sur le territoire ce qui profite à l'économie. Les migrants ont un rôle économique positif car ils occupent les emplois délaissés, infirmant l'idée d'une usurpation du travail des nationaux. « Il y aurait donc « complémentarité », plutôt que « substituabilité », entre le travail des natifs et le travail des immigrants »⁸⁷⁷. Ce constat se vérifie particulièrement dans une Russie en déclin démographique et en proie à une carence de capital humain. Le rôle économique joué par les migrants les rend indispensables aux Etats d'immigration, mais leur pouvoir économique s'exerce aussi dans les pays d'émigration.

Si généralement les transferts de fonds générés par les migrations favorisent les processus de syndrome hollandais dans les Etats de départ, les migrants ou leurs descendants peuvent décider d'investir dans des projets économiques. Il s'agit d'une aide précieuse pour des Etats dans une situation financière critique. Par exemple, l'économie arménienne semble vivre sous perfusion des investissements de la diaspora. « Le poids des apports financiers d'investisseurs privés de la diaspora animés par un fort patriotisme identitaire est capital [...] Difficile à chiffrer, cet apport économique est tout à fait significatif [...] Si la volonté manifestée par ces investisseurs d'apporter leur aide financière à l'Arménie venait à baisser de manière significative, le pays pourrait perdre l'une de ses ressources principales »⁸⁷⁸. Néanmoins, l'économie des pays d'émigration des Etats post-soviétique ne profite pas d'un éventuel *brain gain*. Dans d'autres régions du monde, le départ de ces populations assez qualifiées se traduit par la constitution d'une « diaspora des connaissances bénéfiques au développement par l'exil »⁸⁷⁹. Les migrants de l'espace post-soviétique exercent surtout des emplois peu qualifiés correspondant rarement à leur niveau d'éducation d'origine. Ils ne reviennent donc pas chez eux avec une meilleure qualification pouvant être bénéfique au pays. Le migrant a donc un rôle économique indiscutable. Il faut aussi tenir compte de la dimension humaine de la migration qui fait du migrant un acteur social important.

⁸⁷⁶ TINGUY, Anne (de), « Un espace postsoviétique en pleine mutation », op.cit., p.90.

⁸⁷⁷ CROIX, David de la, DOCQUIER, Frédéric, VAN DER LINDEN, Bruno, « L'impact économique de l'immigration sur les pays d'accueil », in *Migrations Magazine*, 04/07/2013
<http://www.migrations-magazine.be/les-numeros/item/327-l-impact-economique-de-l-immigration-sur-les-pays-d-accueil>

⁸⁷⁸ LANDRU, Nicolas, « Arménie. Les risques d'un désengagement de la diaspora », in *P@ges Europe La documentation Française*, 25/03/2013
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000663-armenie.-les-risques-d-un-desengagement-de-la-diaspora-par-nicolas-landru/article>

⁸⁷⁹ WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « La géographie des migrations contemporaines », in *Regards croisés sur l'économie*, n°8, 2010, pp 49-57. p.55.

La xénophobie qui peut exister dans un pays comme la Russie a tendance à favoriser la marginalisation sociale des migrants. Ces minorités semblent constituer dans une certaine mesure des contre-sociétés dans les pays d'accueil. En ce qui concerne le pays de départ, le rôle social du migrant apparaît comme plus ambigu. Il occupe souvent une nouvelle place au sein des solidarités familiales, notamment en raison de l'argent qu'il apporte au ménage. Cette nouvelle situation financière confère une aisance matérielle qui se traduit par une élévation dans les hiérarchies sociales locales. Ils deviennent des modèles de réussite. Toutefois, ce bénéfice social s'écorne lorsque la migration s'installe dans le long terme car le migrant ne peut plus se réinsérer pleinement dans sa société d'origine. « La personne exilée peut alors se retrouver en décalage avec les siens restés au pays du fait de son expérience acquise à l'étranger, de ses perceptions, de la distance géographique et sociale. De fait, de nombreux migrants ne réalisent jamais leur projet de retour et n'effectuent que des va-et-vient entre le pays d'origine et celui d'accueil »⁸⁸⁰. A long terme, le choix de la migration peut avoir des effets destructeurs sur les familles. Par exemple, au Tadjikistan, les divorces augmentent en raison d'une trop longue absence du conjoint, les femmes « par désespoir, mettent fin à leurs jours » ou « choisissent à leur tour l'émigration vers la Russie, soit pour gagner leur vie soit pour retrouver leur mari [...] Ce sont alors les enfants qui sont laissés pour compte. Confiés à leurs grands-parents ou placés dans des orphelinats [...] La pénurie catastrophique de jeunes hommes renforce la tendance aux mariages précoces et à la polygamie »⁸⁸¹. Enfin, le migrant ne peut pas forcément tirer parti dans sa patrie d'origine du réseau de sociabilité créé dans le pays d'immigration. Ces contacts peuvent même à terme tenir le migrant éloigné des solidarités locales. En Ouzbékistan, « le réseau développé à l'extérieur de la région natale (en l'occurrence en Russie) ne permet pas de bénéficier de ce capital social pour intégrer la société ouzbèke à son retour ».⁸⁸² Les effets sociaux de la migration s'avèrent positifs dans un premier temps, mais deviennent négatifs sur le long terme pour la cohésion de la cellule familiale, et de la société des pays d'origine.

En plus du rôle économique et sociale, le migrant peut également avoir un rôle politique dans le pays d'immigration et d'émigration. Tout d'abord, ils peuvent représenter un canal diplomatique supplémentaire entre deux Etats. Ainsi, des gouvernements essaient d'utiliser ces liens transnationaux pour leur politique bilatérale avec le pays d'immigration. Par exemple, l'Azerbaïdjan voit dans sa diaspora en Russie, un moyen « d'influence pour résoudre les questions économiques et de politique

⁸⁸⁰ COURCOUX, Gaëlle, « Les migrants, une manne pour le développement ? », in *Actualités scientifiques de l'IRD*, fiche n°322, 06/2009

⁸⁸¹ PASQUIER, Daniel, « Tadjikistan : Le poids socio-économique et politique des travailleurs émigrés », in *Regard sur l'Est*, 15/09/2013

⁸⁸² PETRIC, Boris-Mathieu, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF, 2002, p.202.

extérieure de l'Azerbaïdjan »⁸⁸³. Il s'agit en particulier des questions relatives aux tensions opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Cependant, le rôle politique du migrant s'exerce surtout dans le pays d'origine. Les communautés de migrants peuvent représenter une opposition aux régimes politiques des Etats d'émigration. « En 1994, Moscou devient la capitale de l'opposition turkmène, animée par Avdy Kouliev. Il crée alors le fonds *Turkménistan*, qui prendra en 1997 le nom de ODOT (Opposition unie et démocratique du Turkménistan). Celle-ci réunit le PC turkmène, le Parti social-démocrate et des émigrés russes originaires du Turkménistan »⁸⁸⁴. En outre, le rôle politique des migrants est parfois indirect. Ils peuvent constituer un facteur de stabilisation de leur pays d'origine. Leur départ permet de réduire la pression sur le marché du travail, et par conséquent d'écarter le risque de contestation politique face à une situation économique dégradée. Par les transferts de fonds, les migrants achètent d'une certaine façon la paix sociale. Enfin, le rôle politique des migrants est important lorsque ces derniers font des études dans les pays d'immigration. Cette formation permet ensuite à ces migrants de prétendre à leur retour au pays à des hautes responsabilités. L'indépendance des républiques soviétiques a ainsi favorisé l'arrivée au pouvoir d'une élite formée en Occident, c'est-à-dire non-compromise par le régime soviétique. Par exemple, Mikheil Saakachvili, ancien président de la Géorgie, a fait une partie de ses études aux Etats-Unis et en France ce qui a pu expliquer l'inflexion de la diplomatie géorgienne en direction de l'Occident sous sa présidence, même s'il n'a pas « importé » la démocratie en Géorgie. Cette question de la réinsertion dans le pays d'origine des personnes parties se former à l'étranger se pose différemment pour les migrants russes. Elle sera abordée ultérieurement dans ce travail.

L'interdépendance démographique permet donc aux migrants de jouer un rôle significatif dans l'espace post-soviétique. Économiquement, ceux-ci contribuent de plus en plus aux PIB du pays de départ et d'accueil. Socialement, ils ont la capacité de contribuer à changer les sociétés positivement ou négativement. Sur le plan politique, ce va-et-vient entre deux pays peut parfois servir de tremplin pour accéder au pouvoir.

Pour résumer cette analyse de l'interdépendance économique au sein de l'espace post-soviétique, les migrations constituent la manifestation de l'interdépendance démographique et favorisent une interdépendance économique. Ce phénomène correspond aussi à une émancipation des

⁸⁸³ MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Diaspory i zemliatchestvo : voprosy i vliianiia* (Diaspora et communautés : questions et influences), Moscou, Algoritm, 2005, p.8.

⁸⁸⁴ ROUSSELOT, Hélène, « Turkménistan : un dentiste pour président », in *Regard sur l'Est*, 15/02/2007
http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=710&PHPSESSID=eaa

migrants vis-à-vis des Etats. Cette interdépendance de nature économique semble aussi avoir une forte dimension sociale.

L'évolution des flux migratoires au sein de l'espace post-soviétique correspond aussi à un processus d'autonomisation des migrants vis-à-vis du pays de départ et d'accueil. Leur poids économique leur permet de créer un rapport de force favorable avec des Etats économiquement exsangues. De plus, la mondialisation a favorisé une plus grande marge de manœuvre des migrants pour leur stratégie économique. Enfin, les migrants de l'espace post-soviétique se trouvent souvent dans un entre-deux entre la Russie et leur pays d'origine, tant d'un point de vue économique, social que politique.

Cette interdépendance économique semble toutefois asymétrique. Tout d'abord, les pays de départ paraissent davantage tributaires des revenus des migrants que les Etats d'immigration. Ensuite, le pays d'accueil subit moins les effets sociaux du poids économique des migrants. Enfin, le rôle politique des migrants semble moindre dans le pays d'immigration que dans le pays d'origine.

L'interdépendance économique laisse entrevoir une interdépendance sociale. D'un côté, les sociétés d'accueil doivent composer avec les migrants qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie. D'un autre côté, la migration constitue un moyen d'ascension sociale dans le pays d'origine. Les migrants modifient la physionomie des sociétés de départ et d'accueil en important des éléments externes dans chacune d'entre elles. Ils créent de nouvelles solidarités, mais en détruisent d'autres par ailleurs, en particulier dans les pays de départ.

Ce phénomène est indépendant de la volonté des Etats de l'espace post-soviétique, mais les concerne au premier chef. Il oblige les gouvernements à trouver une réponse politique à ce défi du monde multiculturel, voire à coopérer.

3- Les Etats contraints à la coopération politique

La chute de l'URSS se traduit par l'apparition de quinze nouvelles entités juridiques sur la scène internationale et par la nécessité pour ces nouveaux Etats d'élaborer une politique intérieure et extérieure. Cette question se pose aussi pour les politiques démographique et migratoire. Depuis 1991, les anciennes républiques soviétiques cherchent à se défaire de la tutelle politique de Moscou. Elles doivent toutefois tenir compte du poids politique, économique et démographique de la Russie dans l'espace post-soviétique. Ces éléments amènent à formuler l'hypothèse que l'existence d'une interdépendance démographique rend plus difficile le positionnement des anciennes républiques soviétiques par rapport à la Russie. En quoi l'interdépendance démographique contrarie-t-elle le processus de construction étatique des républiques post-soviétiques ? Dans quelle mesure ces Etats

intègrent-ils l'existence de cette interdépendance avec la Russie dans l'élaboration de leur politique démographique et surtout migratoire ? Sur quelles bases se fait la coopération entre les Etats de l'espace post-soviétique sur les questions migratoires ? Nous verrons dans un premier temps que la question démographique a joué un rôle important dans le processus de construction étatique des anciennes républiques soviétiques. Cependant, il semble que les gouvernements aient imparfaitement intégrés l'interdépendance démographique avec la Russie. Les effets des migrations dans l'espace post-soviétique amènent les Etats à collaborer avec la Russie, mais sans grand enthousiasme.

a) Des constructions étatiques sur une base ethnonationale

A leur indépendance, les anciennes républiques soviétiques sont confrontées à un double défi : définir les bases constitutives de leur identité nationale et élaborer un nouveau type de relations avec la Russie. Dans quelle mesure le facteur ethnique a servi de critère pour construire les identités nationales des anciennes républiques soviétiques ? En quoi la réussite de la construction de ces nouveaux Etats-Nations passe-t-elle par une rupture du lien humain avec la Russie ? Dans quelle mesure ce projet a-t-il réussi ? Les autorités de ces nouveaux Etats ont fait une utilisation variable du facteur ethnique pour construire l'identité nationale du pays. Par crainte d'une éventuelle ingérence de Moscou, ces Etats ont voulu modifier les liens humains qui existaient avec la Russie. L'évolution de la situation des populations russes de ces Etats semble un bon indicateur de l'efficacité de cette politique.

L'ethnonationalisme peut se définir comme une mobilisation identitaire autour de la défense d'une homogénéité ethnique d'un Etat face à une menace démographique, réelle ou supposée, pouvant remettre en cause cette homogénéité. Dans l'espace post-soviétique, la forme de ce processus dépend souvent du critère de différenciation par rapport à la Russie. Les pays d'Asie centrale ont mis en avant le facteur religieux, mais avec une certaine prudence. Les élites « reconnaissent l'importance [de l'Islam] en qualité de marqueur identitaire et d'outil politique tout en redoutant sa force de contestation et de mobilisation »⁸⁸⁵. Elles craignent aussi que la religion ne favorise les influences extérieures, de Turquie ou d'Afghanistan par exemple. Les républiques issues de l'ex-URSS font alors le choix d'un nationalisme basé sur critère linguistique et non territorial comme en France. Ainsi, en Lettonie, la loi sur les langues de 1992 affirme que « l'une des conditions essentielles à l'existence de la nation lettone, à sa préservation et à son développement est la langue lettone »⁸⁸⁶. Cette rupture linguistique

⁸⁸⁵ BALCI, Bayram, « Islam et politique en Asie centrale, vingt ans de recomposition », in *ceri-sciences-po.org*, 11/2011, p.6.

⁸⁸⁶ DURANDIN, Jonathan, « Lettonie : de l'ethno-nationalisme linguistique à la reconnaissance du multilinguisme ? », in *Regard sur l'est*, 27/03/2009.

passé parfois par l'abandon de l'alphabet cyrillique. Avant 1929, l'alphabet azéri se composait de lettres arabes, entre 1929 et 1939 la graphie se base sur l'alphabet latin, entre 1939 et 1991 le cyrillique devient l'alphabet de la langue azérie et après 1991 la république d'Azerbaïdjan décide de revenir à l'alphabet latin. Cet ethnonationalisme se manifeste également dans un changement de toponymie. En Ukraine, Kiev devient Kyiv, Lvov devient Lviv, Kharkov, Kharkiv, etc... La recherche d'homogénéité ethnique se fait également par les conditions d'accès à la citoyenneté et à certaines professions. Ainsi, beaucoup d'Etats de l'espace post-soviétique ne reconnaissent pas la double citoyenneté : l'Estonie, la Lituanie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. La combinaison de ces différentes mesures permet alors de privilégier l'ethnie éponyme et d'écarter de différentes manières les minorités des postes à responsabilité. « Les fonctionnaires incapables de comprendre la langue nationale sont rétrogradés et parfois renvoyés. Si, dans les pays Baltes, un Russe professeur de latin à l'université peut faire son cours en russe mais a du mal à se faire enregistrer comme citoyen, en Ouzbékistan, c'est l'inverse : le titulaire russe de la chaire de latin à l'université a été remplacé, en 1993, par un Ouzbek, mais il n'a aucun problème pour avoir un passeport et voter »⁸⁸⁷. Cette construction étatique sur une base ethnonationale correspond à un processus politique caractéristique de rupture avec une ancienne puissance coloniale.

Cette construction ethnonationale se traduit par une volonté de modifier le rapport avec la Russie, notamment par le biais des populations russes. Du temps de l'URSS, celles-ci n'avaient pas le statut de communautés minoritaires ordinaires, mais celui de « minorités impériales »⁸⁸⁸. Les populations locales les perçoivent ainsi comme des représentants de l'ancien empire⁸⁸⁹. Ces « enfants de l'empire » ont longtemps gardé à l'esprit un sentiment d'appartenance à une patrie soviétique qui s'estompé progressivement au profit du pays de résidence, et non en faveur de la Russie. Les autorités politiques ont vu avec suspicion ces populations qui symbolisent l'appartenance passée à l'URSS. En outre, le risque irrédentiste est toujours possible dans les pays où la minorité russe reste importante numériquement et concentrée localement. Malgré la volonté de rompre le lien humain avec la Russie, les gouvernements de ces nouveaux Etats n'ont en général pas décidé d'expulser leurs minorités russes, même si des régimes autoritaires comme l'Ouzbékistan ou le Turkménistan ont pu mener des politiques plus radicales à l'encontre de ces populations. La faible part des Russes dans la population globale

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=950

⁸⁸⁷ Olivier Roy cité dans TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.512.

⁸⁸⁸ SHLAPENTOKH, Vladimir, SENDICH, Munir, PAYIN, Emil (dir.), *The new russian diaspora*, New-York, ME Sharpe, 1994, p.21.

⁸⁸⁹ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004, p.30.

n'écarte pas la crainte d'une ingérence de Moscou dans les affaires intérieures par l'intermédiaire de ces minorités. Les différentes initiatives envers ces populations russes ont connu un succès variable.

La réussite de la formation d'une identité étatique sur une base ethnonationale dépend des écarts socio-économiques et démographiques entre ces Etats et la Russie. La presse russe souligne régulièrement que les Russes ethniques vivant en Estonie et en Lettonie sont discriminés par les autorités locales. Cependant, les migrations prouvent que cette idée semble infondée. En 2012, la population russe représentait environ 25% des habitants de ces deux Etats. Une partie de cette minorité n'a pas rempli les conditions, notamment linguistiques, d'accès à la citoyenneté de ces pays et s'est retrouvée apatride ou non-citoyen. Ils représentaient 6,5% de la population en 2011 en Estonie⁸⁹⁰. « Les populations russophones ont en définitive choisi la voie de l'intégration sans acculturation. Malgré les difficultés rencontrées, elles se montrent nettement moins enclines au « retour » en Russie »⁸⁹¹. Les Russes ethniques décident cherchent à s'intégrer en raison d'un niveau de vie plus élevé que celui qu'ils pourraient avoir en Russie, mais aussi dans la perspective d'obtenir un passeport permettant de circuler dans l'espace Schengen, possibilité que peuvent également avoir les non-citoyens. Ainsi, le nombre de demandes de naturalisation a augmenté en Estonie après l'entrée de ce pays dans l'Union européenne en 2004 : 37 000 en 2003, 70 000 en 2005⁸⁹².

Quant à l'Ukraine et au Belarus, ils n'ont pas recherché à créer une rupture avec la Russie. En outre, il aurait été difficile d'opérer une rupture nette entre les populations de ces Etats et la Russie par le facteur de la langue, de l'ethnie ou de la religion. Les différences existent mais ne constituent pas une fracture pour les Russes ethniques et ne provoque pas un sentiment de marginalisation sociale si fort qu'il justifierait un « retour » en Russie. La logique ethnonationale n'aurait pas été donc été adéquate pour créer des bases solides pour la construction d'une identité nationale.

Dans le Caucase, les différences économique, ethnique, linguistique, et parfois religieux entre les peuples éponymes et les populations russes avaient déjà provoqué un départ des Russes ethniques à l'époque soviétique. Après 1991, les conflits dans la région viennent achever ce processus de départ depuis des pays qui par ailleurs n'ont jamais compté une communauté russe importante.

Par contre, en Asie centrale, la volonté d'établir un autre rapport avec les populations russes pour créer une identité nationale a eu des effets notables. Les Russes se retrouvent à l'écart de la vie politique car ils n'appartiennent pas aux « réseaux de solidarité, fondés sur des relations claniques,

⁸⁹⁰ Site du recensement estonien de 2011

http://www.stat.ee/rel-2011?parent_id=39107

⁸⁹¹ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.450.

⁸⁹² BONNARD, Pascal, « Entre adaptation et résistance : requalifier les populations russes dans les pays baltes », in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, 2008, vol 39, n°1, p.79.

matrimoniales ou de clientélisme »⁸⁹³. En plus, l'effondrement des industries d'Asie centrale après 1991 a porté préjudice aux populations russes et a favorisé leur marginalisation économique et les départs vers la Russie. Il faut noter les départs des Russes ont commencé dès les années 1970. Le handicap linguistique vient s'ajouter à cette double mise à l'écart. Les gouvernements ont ainsi mis en place des politiques pour limiter l'usage de la langue russe, même si le Kirghizstan et le Tadjikistan font preuve de davantage de tolérance sur ce sujet. Par exemple, en 2003, 3% des Russes parlaient le kazakh, 1,6% le kirghize⁸⁹⁴. Il s'agit d'un obstacle important pour les populations russes.

Les Etats de l'espace post-soviétique ont plutôt fait le choix de la construction de leur identité sur une base ethnonationale ce qui implique un positionnement politique spécifique vis-à-vis des minorités russes par le biais du critère religieux, ethnique mais surtout linguistique. Cette politique a contribué à l'émigration de populations russes, lorsque leurs conditions socio-économiques se dégradent, c'est-à-dire dans le Caucase et en Asie centrale. Cependant, cette politique n'a pas enrayer l'interdépendance démographique avec la Russie.

b) L'impuissance des Etats face à l'interdépendance démographique

Face aux migrations internationales, les dirigeants politiques ont une attitude qui reflète un mélange de refus, une impossibilité à comprendre la réalité des événements et une volonté de garder la maîtrise d'un processus qui se déroule en partie hors du territoire national. Comment se manifeste cette attitude chez les gouvernements de l'espace post-soviétique ? Quelles sont les conséquences de cette approche sur les flux migratoires ? Dans quelle mesure les autorités ont-elles pu réduire les flux migratoires vers la Russie ? Les pouvoirs politiques semblent être dans le déni des réalités migratoires ce qui se traduit par une faible législation préjudiciable aux Etats de l'espace post-soviétique. La volonté de réduction des flux paraît même contre-productive.

Les subterfuges statistiques mis en place par des pays comme l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie ou le Belarus soulignent une volonté de ces Etats de minimiser l'ampleur de leur émigration. L'Ouzbékistan semble le cas le plus caractéristique de cette attitude de déni. Par exemple, il n'a jamais organisé de recensement de sa population depuis 1989. Seuls six pays se trouvent dans une situation semblable : le Pakistan, l'Érythrée, l'Irak, la Somalie, le Liban et le Sahara

⁸⁹³ PETRIC, Boris-Mathieu, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, op.cit., p.XI.

⁸⁹⁴ PEYROUSE, Sébastien, « Les Russes d'Asie centrale : une minorité en déclin face à de multiples défis », in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, 2008, vol 39, n°1, p.159.

occidental⁸⁹⁵. Tachkent aurait aussi mis en place une politique officieuse de réduction forcée des naissances par un arrêté. « Les correspondants de IWPR [Institute for Ward & Peace Reporting] n'ont pas réussi à obtenir une copie de cet arrêté mais la hausse du nombre de cas de stérilisation de jeunes femmes en bonne santé confirme indirectement la possibilité de l'existence d'un tel document »⁸⁹⁶. Ce déni se traduit aussi par une politique migratoire a minima. Les lois migratoires de l'Ouzbékistan se résument souvent à la signature de conventions internationales sur les réfugiés et le déplacement forcé de populations.

Il existe cependant une exception à ce déni caractérisant peu ou prou l'attitude des gouvernements des pays de l'espace post-soviétique face aux migrations : le Tadjikistan. L'Etat tadjik a mis en place une politique migratoire complexe cherchant à accompagner l'émigration vers la Russie. Cette singularité s'explique par la forte tutelle des organisations internationales sur le Tadjikistan. Celles-ci ont incité le gouvernement à appliquer une politique migratoire inspiré du modèle philippin. Cette approche part du principe que la lutte contre l'émigration est vaine et qu'il faut organiser cette dernière pour en tirer des bénéfices. L'Etat met en place un système d'exportation de main-d'œuvre contrôlée par des agences gouvernementales. Ce modèle philippin a été théorisé. L'Etat d'émigration doit ainsi poursuivre les objectifs suivants : vérification des contrats des migrants, préparation des migrants au départ (formation en langue, dans les métiers utiles dans le pays d'immigration...), assurance pour les migrants, aide juridique aux migrants dans le pays d'accueil et mécanismes pour rentabiliser les transferts de fonds⁸⁹⁷. L'attitude de déni de la réalité des flux migratoires dans l'espace post-soviétique se traduit également aussi par une volonté d'obstruction.

Le Turkménistan et l'Ouzbékistan, les deux pays qui constituent l'essentiel du réservoir de main-d'œuvre des pays de l'espace post-soviétique, cherchent à limiter leur émigration par des mesures administratives. Ainsi, au Turkménistan, la loi sur les migrations du 31 mars 2012 interdit la sortie du territoire « dans le cas où la sortie va à l'encontre des intérêts de la sécurité nationale du Turkménistan » ou si l'individu « peut devenir, dans la période de son séjour à l'étranger, victime du trafic d'êtres humains ou tomber en esclavage »⁸⁹⁸. Cette formulation peu précise peut s'appliquer, dans une acceptation large, à l'ensemble des personnes souhaitant quitter le Turkménistan. Le 7 juin 2011,

⁸⁹⁵ CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, Mikhaïlovna, « Posle perepisi 1989 goda tol'ko naselenie Ouzbekistana ne bylo perepisano ni razou, perepisi raounda 2010 goda prochli v 11 iz 15 byvchykh soiouznykh respublik CCCP » (Après le recensement de 1989, seule la population de l'Ouzbékistan n'a pas été recensée une seule fois, les recensements du round de 2010 ont eu lieu dans 11 des 15 anciennes républiques de l'URSS), in *Demoscope.ru*, n°581-582, 01/02-26/02/2014.

⁸⁹⁶ BOBOEV, Malik, BOUKHARBAEVA, Galima, RASULOV, Youssof, « Ouzbekistan : prinouditel'nyj kontrol' rojdaemosti » (Ouzbékistan : contrôle forcé des naissances), in *Navigator*, 03/2006.
<http://www.mizinov.net/articles/?artid=8786>

⁸⁹⁷ REGAMEY, Amandine, conférence « Protéger ses migrants ? Quels enjeux, quelles marges de manœuvre pour les pays d'émigration en Asie centrale », EHESS, 20/05/2011.

⁸⁹⁸ « Zakon novyi, problemy starje » (Nouvelle loi, anciens problèmes), in *Gundogar.org*, 18/04/2012.

L'Ouzbékistan durcit sa législation sur l'émigration en limitant les autorisations de sortie du pays. « Pour partir à l'étranger, un citoyen d'Ouzbékistan doit s'adresser au service d'entrée et de sortie et d'obtention de citoyenneté pour qu'on colle sur le passeport l'autocollant d'autorisation qui permet de sortir de la république pendant deux ans. Ce n'est pas un secret que l'obligation d'avoir un autocollant d'autorisation est un sérieux obstacle pour la sortie du territoire »⁸⁹⁹. Les autres pays de la CEI ne cherchent pas à mettre d'obstacles administratifs à l'émigration de leurs ressortissants puisqu'ils acceptent le régime de libre-circulation au sein de la CEI. Ces mesures politiques ont-elles un réel effet sur les flux migratoires ?

Tout d'abord, la volonté de sortir les migrants des statistiques amène à nier leur existence juridique. Cette situation se traduit par des difficultés au quotidien pour les migrants qui ne figurent pas dans ces données. Ensuite, l'impuissance et le déni des Etats face à l'ampleur des flux migratoires favorisent l'illégalité des migrations au sein de l'espace post-soviétique, et les activités criminelles que permet cette clandestinité. Par exemple, deux tiers de la drogue arrive en Russie par la frontière russo-kazakhstanaise.⁹⁰⁰ Si la clandestinité constitue un moyen pour mener des activités criminelles, elle devient surtout une source de revenus pour l'économie souterraine. Le migrant illégal doit payer un passeur, soudoyer les agents de l'Etat, acheter des faux papiers, acquérir un logement et travailler en contournant la loi. Les gouvernements n'ont donc aucun contrôle sur ces activités. En outre, la corruption endémique aux pays de l'espace post-soviétique crée un terrain favorable à l'économie liée à la clandestinité. L'impuissance des Etats face à ce type de migrations est d'autant plus grande que les sources de cette criminalité viennent parfois d'autres Etats plus faibles encore que les pays d'Asie centrale. Par exemple, la porosité de la frontière tadjike avec l'Afghanistan et la faible législation migratoire dans la CEI offrent une porte d'entrée aux divers trafiquants d'un pays en guerre vers l'ensemble de l'espace post-soviétique.

La volonté de lutter contre l'émigration par des interdictions de sortie du territoire paraît vaine. Par exemple, malgré des législations migratoires très différentes, le Kirghizstan, le Belarus et l'Ouzbékistan connaissent des évolutions similaires de leurs flux migratoires vers la Fédération de Russie. L'effet de ces mesures politiques ne se fait sentir que lorsqu'elles ont un caractère radical. Par exemple, le Turkménistan avait fait le choix jusqu'en 2007 de l'interdiction totale de sortie du territoire de ses ressortissants, ce qui s'était traduit par une nette baisse des migrations turkmènes vers la Russie. Les migrations ont un caractère structurel. Les événements politiques ont alors une influence limitée

⁸⁹⁹ « Ouzbekistan : Vlasti vveli dopolnitel'nye ogranitcheniia na vyezd iz strany », (Ouzbékistan : les autorités ont instauré des limitations supplémentaires pour la sortie du pays), in *fergananews.com*, 02/08/2011.

⁹⁰⁰ ZEVINE, Léon Zalmanovitch (dir), *Rossiia i strany Tsentral'noi Azii*, op.cit., p.161.

sur ces flux migratoires, sauf s'ils s'inscrivent dans la durée. Par exemple, la Russie était le pays le plus attractif pour les migrants géorgiens dans les années 1990. Les multiples conflits des années 2000 entre Moscou et Tbilissi ont eu un caractère pérenne, notamment avec la fermeture de la frontière commune et le conflit armée avec la Russie en 2008. Cette situation durablement dégradée a eu une influence sur les flux migratoires. « La plupart des migrants se trouvent en Europe de l'Ouest, en particulier en Grèce, plutôt qu'en Russie », sans oublier la Turquie qui est devenue un pays important pour les migrants géorgiens⁹⁰¹. Les Etats cherchant à mettre un terme à l'interdépendance démographique avec la Russie ont-ils les moyens de réduire les flux migratoires vers le territoire russe ?

Si les autorités ne peuvent pas empêcher les migrants de quitter le pays, hormis par la coercition, elles ont toutefois la possibilité d'influencer le choix de la destination. Ainsi, le pouvoir politique peut encourager un type de lien migratoire en concluant des accords de libre-circulation avec certains pays. Par exemple, les pays baltes ont réussi à réduire leurs liens migratoires avec la Russie, notamment grâce à une volonté politique de rapprochement avec l'Union européenne. En effet, les Etats baltes connaissent « un solde migratoire nul ou négatif depuis les années 1990 [...] en raison notamment d'une émigration massive des jeunes (20-34 ans) vers l'Europe de l'Ouest, principalement le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suède et la Norvège »⁹⁰². A contrario, les migrations des pays baltes vers la Russie concernent des populations plus âgées et se tarissent, c'est-à-dire que l'interdépendance démographique avec l'Europe occidentale a progressivement pris le dessus sur celle qui existait avec la Russie. Ce basculement s'est accéléré avec l'entrée des trois Etats baltes dans l'espace Schengen.

Sans intégrer un autre système migratoire, c'est-à-dire une autre logique d'interdépendance démographique, le Turkménistan a également réussi à réduire le lien migratoire avec la Russie. Ainsi, la légère amélioration des conditions de sortie du territoire turkmène en 2007 n'a pas eu pour effet une reprise des migrations vers la Fédération de Russie. Un lien migratoire avec la Turquie a pris la place de celui qui existait avec la Russie, notamment en raison des bons rapports politiques et économiques avec le Turkménistan. En 2012, selon le IWPR (Institute for War & Peace Reporting), 150 000 personnes ont quitté le Turkménistan et 60 000 d'entre elles ont migré vers la Turquie⁹⁰³. Comment expliquer ce basculement ? Premièrement, les citoyens turkmènes doivent avoir un visa pour aller en Russie, ce qui n'est pas le cas pour un séjour de moins de trois mois en Turquie. Deuxièmement, « il

⁹⁰¹ BADOURACHVILI, Irina, « Tsikourlarnaia migratsiia v Grouzii » (La migration circulaire en Géorgie), in *KARIM Vostok*, n° 2012/90, 09/2012, p.2.

⁹⁰² VILLEPIN, Lucie de, « Alerte démographique dans les pays baltes », in *Futuribles*, 05/09/2012
<https://www.futuribles.com/fr/base/article/alerte-demographique-dans-les-pays-baltes/>

⁹⁰³ VOLKOV, Vitali, « Po lezviiou britvy : kak rabotaetsia v Turtsii nelegalam iz Turkmenii » (Sur le fil du rasoir :

est beaucoup plus simple pour la génération actuelle de migrants turkmènes de se débrouiller en turc qu'en russe »⁹⁰⁴. Enfin, « la Turquie se présente comme une destination alternative aux pays de l'UE »⁹⁰⁵.

Néanmoins, cette politique peut avoir des effets migratoires moins importants que prévu et ne pas contrecarrer la prédominance du lien migratoire avec la Russie. Ainsi, la Moldavie s'est engagée dans un processus de rapprochement avec l'Europe mais avec des résultats moins significatifs que pour les Etats baltes. « Plus de 60% de ceux qui sont partis à l'étranger travaillent en Russie et 20% seulement en Italie, tandis que les autres, dans des pourcentages moindres, se trouvent au Portugal, en France, en Turquie ou en Israël »⁹⁰⁶. Cette politique de diversification des flux migratoires paraît difficile à mettre en œuvre pour des pays dont la quasi-totalité des migrants se rend sur le territoire russe, notamment le Kirghizstan. Même l'Arménie, qui compte une diaspora importante à travers le monde, reste tributaire du fort lien migratoire avec la Russie.

L'attitude de la plupart des Etats post-soviétiques confirme un sentiment d'impuissance face aux flux migratoires. Ils cherchent à dissimuler l'ampleur du phénomène ou mettent des obstacles administratifs à l'émigration. Ces choix n'aboutissent qu'à accroître l'illégalité des migrations et leurs effets négatifs. Les autorités peuvent chercher à diversifier les migrations pour réduire le lien migratoire avec la Russie. La réponse politique à ce défi migratoire passe par la coopération.

c) Des réticences à la coopération dans le domaine migratoire

La question migratoire au sein de l'espace post-soviétique conduit les Etats à devoir travailler dans un cadre multilatéral pour régler cette problématique commune. Quelle forme prend la coopération entre les pays de l'espace post-soviétique sur les migrations ? Quelles sont les approches et les attentes de ces Etats en termes de coopération dans le domaine migratoire ? Comment se manifestent les contradictions de la coopération entre les gouvernements de l'espace post-soviétique ? Formellement, il existe des instruments institutionnels au sein de la CEI qui devraient permettre de relever ce défi migratoire. Il semble exister trois types d'attitude des anciennes républiques soviétiques face à la nécessité de coopérer avec la Russie dans le domaine migratoire.

comment travaillent les illégaux du Turkménistan en Turquie), in *Gundogar.org*, 22/02/2013.

⁹⁰⁴ « Turkmenskie migranty predpotchitaout Tourtsiou » (Les migrants turkmènes préfèrent la Turquie), in *ca-news.org*, 21/02/2013

⁹⁰⁵ AKAGUL, Deniz, « Dynamiques et perspectives migratoires en Turquie », in *Revue du Tiers Monde*, n°194, 2008/2, p.354.

⁹⁰⁶ STOICIU, Victoria, « « Prends ta valise, oublie les visas » ou pourquoi tous les Moldaves ne dansent pas de joie le 28 avril », in *Regard sur l'Est*, 13/10/2014.

Juridiquement, la collaboration autour des questions migratoires au sein de la CEI existe depuis les premières années de l'organisation. Dans un premier temps, il s'agissait de faire face aux conséquences des déplacements de populations provoqués par les différents conflits au sein de la CEI. En 1993, les Etats-membres signent un accord pour l'aide aux réfugiés et aux populations déplacées. Au cours des années 1990, les gouvernements des pays de la CEI cherchent un processus intergouvernemental pour régler des questions relatives aux migrations de travail. Plusieurs accords vont dans ce sens. En 1994, les membres de la CEI signent un accord intergouvernemental des Etats-membres de la CEI sur collaboration dans le domaine des migrations de travail et de la protection sociale des travailleurs migrants. En 1995, une Convention sur les migrants de travail dans les pays de la CEI se met en place. En 1998, ils signent un accord sur la « collaboration des pays-membres de la Communauté des Etats Indépendants en matière de lutte contre l'immigration illégale ». Ces initiatives montrent une relative compréhension des enjeux autour des migrations au sein de l'espace post-soviétique mais la CEI reste un « squelette sans chair » et n'a pas les moyens de rendre ces accords migratoires contraignants. Les initiatives de la CEI sont également concurrencées par d'autres organisations avec leur propre politique migratoire. Par exemple, la communauté économique eurasiatique, qui réunit la Russie, le Belarus, le Kirghizstan, le Kazakhstan et le Tadjikistan, met progressivement en place un régime de libre-circulation des personnes. Il faut toutefois constater que dans les années 2000 les pays-membres de la CEI ont cherché à harmoniser les politiques migratoires par la création d'institutions supranationales. Le 05 octobre 2007, un accord sur la « formation d'un conseil des dirigeants des offices des migrations des pays-membres de la CEI » est signé. Ce désir d'harmonisation s'accompagne en 2008 d'une politique migratoire intégrée à « la stratégie de développement économique de la CEI jusqu'à 2020 ». L'effet le plus significatif de cette coopération multilatérale reste la libre circulation des ressortissants des pays-membres au sein de la CEI, dont l'Ukraine et la Géorgie ne font plus partie, pour une période de moins de 90 jours. Au-delà des accords multilatéraux, il faut aussi que les signataires partagent l'envie de travailler ensemble pour les mettre en œuvre.

Le niveau d'implication des anciennes républiques soviétiques dans une solution politique multilatérale au défi migratoire reflète peu ou prou le positionnement politique de ces pays par rapport à la Russie, puisqu'elle est le principal pôle migratoire de la région. Il semble alors possible d'opérer un regroupement des pays en trois catégories.

Le premier groupe correspond à des Etats « non-alignés ». Ainsi, le Turkménistan se trouve dans une situation singulière. Il faut noter qu'il a instauré en 1999 un régime de visa avec les pays de la CEI dont il est pourtant membre. Le pays cherche à se tenir à l'égard de tout processus multilatéral. Ainsi, les accords migratoires qu'il a signés se réduisent au minimum. Par exemple, il n'existe entre la Russie et le Turkménistan qu'un bref accord de « régulation des déplacements et de défense des droits des personnes déplacées ». Cependant, le gouvernement turkmène a conclu des accords migratoires avec d'autres Etats, même si ces derniers restent modestes⁹⁰⁷. Ainsi, en 2004, le Turkménistan signe avec l'Ouzbékistan un accord pour les personnes résidant de part et d'autre de la frontière commune. Il existe un document assez proche signé avec le Kazakhstan, mais dans ce dernier la liberté de circulation pour les citoyens transfrontaliers se limite à 5 jours. Le Turkménistan a également conclu un accord pour faciliter la délivrance des visas avec l'Azerbaïdjan.

L'Ouzbékistan a aussi une politique assez radicale vis-à-vis des migrations. « Malgré l'ampleur des flux, les autorités refusent de faire de la question migratoire un élément important de leurs politiques étrangère et économique, à la différence du Tadjikistan et du Kirghizstan. Alors que l'Ouzbékistan n'a pas signé les conventions internationales élaborées sous l'égide de l'ONU sur les migrations de travail, l'Etat semble apporter un soutien limité à ses ressortissants émigrés. [...] Cette attitude renvoie au refus de l'Etat de reconnaître combien l'externalisation de la main-d'œuvre modèle la société et l'économie »⁹⁰⁸. L'Ouzbékistan n'a signé que de deux accords bilatéraux, l'un en 1995 avec la Corée du Sud sur les migrations de travail, qui s'explique notamment par la présence ancienne d'une communauté coréenne⁹⁰⁹, l'autre en 2007 avec la Russie suite à un rapprochement politique après les événements d'Andijan en 2005.

Un second groupe d'anciennes républiques soviétiques reconnaît l'interdépendance démographique avec la Russie et s'implique fortement dans la coopération sur les questions migratoires. Ces Etats ne semblent pas avoir le choix des conditions de l'accord migratoire avec la Russie. Moscou profite de leur caractère bilatéral pour peser de tout son poids sur ses partenaires. Des facteurs politiques et économiques les empêchent de s'engager pleinement dans des accords migratoires avec d'autres pays. Bruxelles a mis en place à partir de 2003 la politique européenne de voisinage en direction de six anciennes républiques soviétiques : l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et le Belarus. Elle contient un volet relatif à la libéralisation du régime de

⁹⁰⁷ Détails des accords signés sur le site du service national des migrations du Turkménistan
<http://migration.gov.tm/ru/pages/73>

⁹⁰⁸ THOREZ Julien, « La mobilité des migrants d'Ouzbékistan : transport, frontières et circulation migratoire », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2010, vol. 26, n° 3, pp.31-57. p.31.

⁹⁰⁹ ABDLOULAEV, Evgueni, Viktorovitch, *Troudovaïa migratsiïa v Respublike Ouzbekistana* (Migration de travail dans la

visas avec l'UE. Cependant, Minsk a rapidement été écarté de ce processus à cause de la nature du régime politique biélorusse. De plus, le Belarus a des liens économiques, politiques, migratoires trop forts avec la Russie pour prendre le risque diplomatique d'un rapprochement prononcé avec l'UE. Pour « récompenser » la loyauté biélorusse, Moscou et Minsk ont signé des accords migratoires très avancés. Depuis le traité de l'Union de la Biélorussie et la Russie signé le 2 avril 1997 et les nombreux accords qui ont suivi, les citoyens de ces deux Etats bénéficient d'une liberté de circulation que plus large que les autres citoyens de la CEI et disposent de droits sociaux proches de ceux de la population locale. En outre, l'immigration biélorusse ne pose aucun souci pour la société russe.

Quant au Kirghizstan et au Tadjikistan, ils ne semblent pas avoir d'alternative au rapprochement avec la Russie et paraissent condamnés à devoir accepter les accords proposés par Moscou. Cependant, le Kirghizstan adhère de plein gré à cette démarche « pour des raisons économiques, mais également sécuritaires, liées à la peur que suscite le grand voisin chinois » et le Tadjikistan a des justifications similaires auquel on peut ajouter « le voisinage avec l'Afghanistan »⁹¹⁰. Ces deux pays désirent même aller plus loin dans le partenariat sur la question migratoire. Par exemple, le Kirghizstan voudrait « obtenir la reconnaissance officielle de l'expérience de travail en Russie pour transcrire dans le registre du travail kirghize » ainsi que la possibilité pour les travailleurs kirghizes d'obtenir une retraite russe, mais Moscou ne donne pas suite à ces demandes⁹¹¹. Le Kazakhstan peut aussi appartenir à cette catégorie de pays qui ont le fait du choix de la proximité politique et des accords migratoires approfondis avec Moscou, mais la singularité du cas kazakh ne permet pas de l'associer aux trois autres Etats évoqués précédemment et sera évoquée ultérieurement dans cette troisième partie de thèse.

Le troisième groupe correspond aux pays qui cherchent à prendre leurs distances avec Moscou et à se rapprocher de l'Union européenne. Ils veulent ainsi substituer une interdépendance démographique avec la Russie par une autre avec l'UE. A priori, l'Arménie devrait appartenir à la catégorie des pays très dépendants de la Russie. En effet, l'Arménie a besoin de l'appui russe face à l'Azerbaïdjan sur la question du Haut-Karabakh et l'argent des ressortissants vivant en Russie a un impact économique important. Dans le cadre de la CEI, les Arméniens ont des facilités de circulation vers la Russie, mais il existe peu d'accords entre Erevan et Moscou sur les questions migratoires⁹¹².

République d'Ouzbékistan), Tachkent, UNDP, 2008, 204p. p.37.

⁹¹⁰ BALCI, Bayram, « Union économique eurasiennne : vers un retour de Moscou en Asie centrale ? », in *Les analyses du CERI*, 06/01/2015.

<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/union-economique-eurasiennne-vers-un-retour-de-moscou-en-asie-centrale>

⁹¹¹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.139.

⁹¹² Sur la période étudiée dans cette thèse, il n'existe que trois accords migratoires bilatéraux entre la Russie et l'Arménie : un conclu en 1994, un autre en 1997 et le troisième en 2000.

Les citoyens arméniens ne bénéficient pas d'un régime préférentiel et se pose la question des Arméniens interdits de territoire russe pour infraction à une législation migratoire russe changeante, tandis que cette problématique avec le Tadjikistan a été réglée par des accords bilatéraux avec la Russie⁹¹³. Parallèlement, l'Arménie s'est engagée depuis 2009 dans le processus de partenariat oriental avec l'UE. Elle a finalement décidé à l'automne 2013 de rejoindre l'Union Eurasiatique. Les relations avec la Russie gardent leur prédominance, notamment à cause du facteur migratoire.

Le lien migratoire de la Géorgie avec la Russie demeure fort, mais la dégradation des relations politiques, qui a conduit à la guerre entre les deux pays en 2008, empêche toute démarche d'accord migratoire avec la Russie. Elle accélère son rapprochement avec l'UE sur cette question comme le montre son implication dans le partenariat oriental. La question migration n'est qu'un des éléments expliquant cette évolution. Cependant, la situation politique interne à la Géorgie freine le processus de libéralisation du régime de visa avec l'UE, même si les conditions d'obtention des visas ont été simplifiées en 2010.

Quant à l'Azerbaïdjan, il a des liens migratoires forts avec la Russie et bénéficie des facilités de circulation offertes par son appartenance à la CEI mais, soucieux de son indépendance politique, le pays participe aussi au partenariat oriental, avec cependant un engagement timide. « L'Azerbaïdjan est le seul Etat voisin oriental considéré comme *passif*. Il est riche en pétrole, et connaît une croissance économique impressionnante. Il est politiquement stable, et n'est pas sous la pression économique de la Russie. Ainsi, l'Azerbaïdjan est moins enclin à procéder aux réformes économiques et démocratiques prévus par son plan d'action »⁹¹⁴ Le pays se rapproche ainsi du positionnement politique de l'Ouzbékistan et du Turkménistan vis-à-vis de la coopération avec Moscou sur les questions migratoires, puisqu'il ne cherche pas un partenariat approfondi avec l'UE.

Sur la période étudiée dans cette thèse, l'Ukraine et la Moldavie coopèrent doublement dans le domaine migratoire : avec les pays de la CEI et avec l'UE. D'un côté, le poids de leurs liens migratoires avec la Russie les contraint à devoir dialoguer avec Moscou et rendrait coûteux une rupture radicale dans la coopération dans le domaine migratoire. D'un autre côté, Il existe une volonté de rapprochement avec l'UE avec laquelle les deux pays ont aussi des liens migratoires. Ainsi, la Moldavie et l'Ukraine sont les plus actifs dans le partenariat oriental et s'engagent dès le 1er janvier 2008 dans le processus de libéralisation des visas, même si l'instabilité politique interne des deux pays, notamment la question de la région sécessionniste de Transnistrie en Moldavie, ralentit cette démarche. En 2014, la Moldavie a toutefois conclu un accord avec l'Union européenne sur les visas.

⁹¹³ GRIGORIAN, Mariam, « Armenia mozhet podnjat' voprosy svoikh migrantov v Rossii »

⁹¹⁴ PELLON, Gaëlle, LIEGOIS, Michel, *Les organisations régionales européennes et la gestion des conflits*, Berne, Peter Lang, 2010, p.98.

La CEI crée un cadre multilatéral pour une coopération dans le domaine migratoire qui garantit une liberté de circulation, mais ne permet pas d'aller plus loin à cause d'une distorsion dans l'attitude des Etats vis-à-vis de la Russie. Des pays ont fait le choix d'un dialogue a minima sur les questions migratoires. Des Etats très dépendants de la Russie gouvernements s'impliquent pleinement dans la coopération sur les questions migratoires avec Moscou. D'autres pays cherchent renforcement des liens migratoires avec l'UE pour se défaire de ceux avec la Russie.

L'état des lieux de la coopération politique entre les pays de l'espace post-soviétique depuis 1991 sur les questions migratoires montre donc qu'il existe, comme en Russie, une articulation imparfaite entre les enjeux démographiques, de politique interne et la politique externe.

Les anciennes républiques soviétiques ont rapidement fait le choix d'accorder la primauté au facteur ethnique pour construire les nouveaux Etats. Cependant, ce choix a tendance à minorer la présence de minorités russes et des liens migratoires forts avec la Russie. En outre, l'ampleur de l'interdépendance démographique avec la Russie ne permet pas de confiner les questions relatives à la démographie à des thématiques de politique intérieure.

Cette prise en compte des liens migratoires est imparfaite à cause d'un multilatéralisme qui s'apparente à une somme d'initiatives bilatérales. En effet, les Etats de l'espace post-soviétique font preuve d'une certaine méfiance pour coopérer face aux problèmes migratoires. Pourtant, cette absence de solutions concertées renforce l'impact négatif du facteur migratoire sur les Etats de la région. Face à cette situation, les gouvernements semblent partagés entre la nécessité d'un rapprochement pragmatique avec Moscou et une position plus idéologique de rupture de l'interdépendance existante avec la Russie.

La question de la coopération dans le domaine migratoire semble alors se résumer au positionnement à adopter à l'encontre de Moscou. La législation migratoire lacunaire a résulté d'une volonté de modifier les rapports avec la Russie. Cette attitude n'a pas réduit l'interdépendance démographique, elle lui a seulement donné un caractère plus criminel. La nature très variée des coopérations migratoires bilatérales avec Moscou montre une typologie des relations avec la Russie : rupture radicale avec Moscou, coopération subie ou recherche d'une alliance alternative avec l'Union européenne.

Conclusion III-A

Les conséquences du déclin démographique russe participent à une reconfiguration des relations avec les anciennes républiques soviétiques et favorisent le passage d'une logique de dépendance à une logique d'interdépendance.

La dimension démographique des relations entre la Russie et les autres pays de l'espace post-soviétique souligne la fragilité de la primauté politique de Moscou dans cette région. En effet, le déclin démographique russe place la Russie dans une situation d'interdépendance en raison d'un besoin de main-d'œuvre. Ce besoin amène Moscou à conclure des accords migratoires avec ces Etats. Bien que la Russie demeure l'acteur politique majeur de l'espace post-soviétique, elle doit subir la concurrence d'autres acteurs. Cette rivalité se voit notamment dans une attractivité migratoire russe concurrencée par l'Union européenne, la Turquie, et même au sein de la CEI par le Kazakhstan. Cependant, les flux migratoires entre les anciennes républiques et la Russie permettent à Moscou de maintenir un lien même avec les Etats les plus récalcitrants à coopérer avec la Russie. Ils constituent aussi un instrument supplémentaire pour renforcer la tutelle sur des Etats très dépendants de Moscou.

L'interdépendance démographique contribue aussi à reconfigurer les ressorts sur lesquels reposent les relations entre la Russie et les pays de l'espace post-soviétique. L'existence du système migratoire eurasiatique peut dans une certaine mesure symboliser une autre forme de domination russe dans la région. Il traduit aussi une dépendance plus lâche où les Etats peuvent négocier les modalités de l'ascendance russe. L'interdépendance économique résultant de l'interdépendance démographique souligne une place grandissante du facteur économique dans les relations interétatiques. Ainsi, les Etats les plus riches ont des relations plus équilibrées avec la Russie. L'importance croissante des questions migratoires montre également l'émergence du facteur non-étatique dans les relations entre les anciennes républiques soviétiques. En effet, le migrant de l'espace post-soviétique devient un acteur plus autonome dont les stratégies économiques et politiques ne coïncident pas toujours avec les intérêts des Etats. L'emprise des gouvernements sur les migrants reste limitée.

La nouvelle place prise par le facteur démographique et migratoire au sein de l'espace post-soviétique a eu pour conséquence de créer une relation plus différenciée entre la Russie et ces Etats. Les pays susceptibles de constituer un réservoir de main-d'œuvre pour la Russie gagnent en importance en raison de leur dynamisme démographique, ce qui amène Moscou à les considérer différemment. A l'inverse, les Etats peu peuplés et/ou en déclin démographique deviennent plus

marginalisés. Les pays n'ont pas le même rôle selon le poids économique de leurs migrants en Russie. La différence porte aussi sur la stratégie économique, politique et sociale adoptée par ces mêmes migrants dans les Etats d'origine. La part des transferts de fonds réalisés par les migrants détermine alors l'importance du facteur migratoire dans la relation avec Moscou. Les différences de coopération avec la Russie sur les questions migratoires permettent de regrouper les Etats en fonction de leur attitude vis-à-vis de l'interdépendance démographique avec la Russie.

La réalité de l'interdépendance démographique et économique entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques est un élément qui contribue à envisager autrement l'usage politique du facteur démographique au sein de l'espace post-soviétique.

B- LE FACTEUR DEMOGRAPHIQUE COMME OUTIL DE *SOFT POWER* RUSSE DANS L'ESPACE POST-SOVIETIQUE

Le déclin démographique russe reconfigure la sphère d'influence de la Russie dans l'espace post-soviétique en transformant un ancien lien de dépendance en une interdépendance. En principe, cette évolution implique un changement de logique de politique étrangère : passer d'une logique de coercition à une logique d'influence, c'est-à-dire du *hard power* au *soft power*. Il s'agit de repenser certains aspects de la politique étrangère et en tenant compte de la réalité démographique de la Russie. Ainsi, les populations russes à l'étranger et les minorités en Russie peuvent représenter un atout dans la politique extérieure de Moscou. De surcroît, un meilleur *soft power* pourrait rendre le pays plus attractif, ce qui réduirait les effets négatifs du déclin démographique russe. Enfin, la question démographique amène Moscou à devoir reconsidérer la nature de ses relations avec ses partenaires de l'espace post-soviétique. Dans quelle mesure la Russie peut-elle faire des communautés russes présentes dans l'espace post-soviétique et des minorités étrangères sur le territoire russe des instruments de politique étrangère ? En quoi le facteur démographique et la nécessité d'un *soft power* russe plus importants conduisent-ils à donner une nouvelle place à l'Asie centrale dans les priorités de Moscou ? Dans quelle mesure les problématiques démographiques peuvent-elles reconfigurer en profondeur les relations entre la Russie et le Kazakhstan ? Nous nous intéresserons dans un premier temps à l'usage politique que Moscou fait des populations russes dans l'espace post-soviétique et des minorités présentes en Russie. Ensuite, la question du *soft power* russe dans les anciennes républiques soviétiques conduit à s'intéresser particulièrement à l'Asie centrale. constitue un terrain propice pour le *soft power* russe. Enfin, le Kazakhstan semble devenir progressivement un concurrent de Moscou sur

les dossiers relatifs à l'Asie centrale. Il existe aussi des craintes entre ces deux partenaires stratégiques renforcées par le facteur démographique.

1-Les minorités comme éventuel levier politique

Les Etats entretiennent des liens avec leurs ressortissants partis à l'étranger en mettant en œuvre des politiques diasporiques. Il s'agit de faire des diasporas un instrument de politique étrangère, soit pour influencer l'Etat de résidence, soit pour faire des communautés un vecteur du discours de grandeur nationale. En théorie, la Russie a la possibilité de s'appuyer sur les communautés russes résidant dans les anciennes républiques soviétiques pour mener une politique d'influence. Les minorités présentes sur le territoire russe peuvent aussi influencer la relation de Moscou avec les Etats post-soviétiques. Existe-t-il une politique diasporique russe dans l'espace post-soviétique depuis 1991 ? Comment se caractérise le lien entre la Russie et les populations russes présentes dans l'espace post-soviétiques ? Dans quelle mesure les autorités russes font-elles des minorités présentes en Russie un instrument de politique étrangère ? Nous chercherons tout d'abord à démontrer que la politique envers les Russes de l'étranger a globalement échoué. Cet insuccès pose la question de la base sur laquelle doit s'établir une relation fructueuse entre l'Etat russe et ces populations. Par contre, Moscou semble avoir rapidement compris l'utilisation politique qu'elle pouvait faire des minorités présentes en Russie dans ses rapports avec les Etats d'origine.

a) L'échec de la politique envers les Russes de l'étranger

La diaspora se définit comme « des groupes ethniques minoritaires, issus de la migration, qui résident et agissent dans des pays d'accueil tout en maintenant de forts liens affectifs et matériels avec leurs pays d'origine, leur patrie »⁹¹⁵. La politique diasporique de Moscou reviendrait à s'appuyer sur la présence de ces minorités pour pouvoir exercer une influence. Dans quelle mesure les autorités russes intègrent-elles les populations russes dans leur politique vis-à-vis de l'espace post-soviétique ? Quels sont les instruments privilégiés de la politique diasporique russe vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques ? Pourquoi la politique diasporique de la Russie peut-elle être considérée comme un échec ? Après avoir manqué « d'attention » à l'encontre des populations russes, Moscou semble davantage les prendre en compte dans sa politique étrangère. La langue, les médias et la religion font partie des principaux instruments de cette politique. Cependant, il existe des blocages à la réussite de cette stratégie en direction des populations russes.

Une politique diasporique nécessite au préalable une « politique d'attention ». Il s'agit d'une « attitude de l'Etat de départ envers l'émigration [et de] politiques mises en œuvre par ces mêmes Etats en direction de leurs expatriés »⁹¹⁶. Les autorités russes semblent plutôt adopter une « politique d'inattention ». En effet, les populations russes ont été « les grandes oubliées de la politique étrangère de la Russie »⁹¹⁷. Cependant, les minorités russes des Etats baltes font figure d'exception. Ainsi, Moscou a instrumentalisé avec fracas les communautés résidant en Estonie et en Lettonie pour tenter de garder une influence sur ces Etats et d'empêcher leur intégration à l'OTAN. Cependant, l'intérêt porté aux communautés russes fluctue en fonction des relations politiques bilatérales. Ainsi, Moscou « se désintéresse des Russes installés dans les Etats avec lesquels elle a de bonnes relations »⁹¹⁸. Par exemple, au Turkménistan, les contrats gaziers prévalent sur les droits des Russes qui vivent dans ce pays. En 2003, Gazprom obtient le monopole pour 25 ans d'exploitation du gaz turkmène mais au même moment les populations russes du Turkménistan subissent une politique discriminatoire d'un régime très autoritaire. Le 10 avril 2003, le président turkmène abolit la double citoyenneté. « Ceux qui décidaient de garder leur citoyenneté russe étaient poussés hors de la république, voire chassés, perdant en même temps tous leurs droits civiques et leurs biens immobiliers. En effet, les étrangers n'ont pas le droit de posséder de biens immobiliers sur le territoire du Turkménistan [...] Selon le décret du président turkmène, ils furent privés, par voie coercitive, de leur nationalité russe »⁹¹⁹. Cette inattention vient aussi de la difficulté pour les dirigeants à intégrer mentalement des populations vivant à l'extérieur du territoire national comme membres à part entière de la Nation, donc à en faire un élément de politique étrangère. Dans l'histoire russe et soviétique, toute sortie du territoire est assimilée à une trahison, à un exil, le choix de l'émigration, à une rupture avec la Russie. Cette perception de l'émigration paraît d'autant plus inadéquate que la migration n'a plus le caractère définitif qu'il avait pendant la période soviétique. Les frontières de la Russie sont plus ouvertes depuis 1991 et les moyens de communication permettent aux émigrés de garder le contact avec le pays d'origine. Pourtant, cette indifférence des autorités à l'encontre des populations russes est probablement liée au poids d'une tradition de méfiance vis-à-vis de la migration. Il s'agit d'un frein psychologique à l'élaboration d'une « diplomatie de la migration ». Les dirigeants cherchent à « prendre en compte le

⁹¹⁵ Définition de Gabriel Sheffer trouvée dans DUFOIX, Stéphane, *Les diaporas*, op.cit., p.23.

⁹¹⁶ DUFOIX, Stéphane, GUERASSIMOFF, Carine, TINGUY, Anne de (dir.), *Loin des yeux, près du cœur*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p.10.

⁹¹⁷ LARUELLE, Marlène, « Les Russes de l'étranger proche et la question de la « diaspora » », op.cit., p.7.

⁹¹⁸ Ibid., p.4.

⁹¹⁹ GALSTYAN, Garik, *Les intérêts géopolitiques russes dans la région caspienne*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.264.

parcours migratoire comme source de richesse [...] pour leurs intérêts diplomatiques vis-à-vis du pays d'accueil »⁹²⁰.

Cependant, il convient de nuancer ce désintérêt des autorités pour les populations russes. Dans leur esprit, il existe deux catégories de « Russes de l'étranger » : « la première est composée des individus qui se sont trouvés sans le vouloir hors des frontières de la Fédération de Russie au moment de la dissolution de l'Union soviétique ; la seconde de ceux qui, avant ou après 1991, ont choisi d'émigrer, généralement dans un pays occidental, rompant de façon plus ou moins brutale et définitive avec leur pays d'origine »⁹²¹ En ce qui concerne le second groupe, le gouvernement russe a longtemps eu peu d'attention à l'égard des citoyens partis en Europe, en Israël ou aux Etats-Unis. Par contre, les populations russes résidant dans les pays de l'espace post-soviétique occupent une place grandissante dans la politique étrangère de Moscou depuis le début des années 2000, au point d'en devenir une de ses priorités. Ces populations ne sont pas présentées comme des personnes qui ont quitté le pays, mais comme des individus abandonnés à eux-mêmes à la suite de la chute de l'URSS que la Russie a trop longtemps ignorés et qu'il convient de défendre face à des anciennes républiques soviétiques qui les discriminent. Un décret présidentiel du 25 mai 2011 instaure la création d'un « fonds de soutien et de défense des droits des compatriotes vivant à l'étranger »⁹²². Quels sont les vecteurs de cette politique envers les Russes de l'étranger ?

La « diplomatie de la migration » repose sur l'utilisation de différents instruments : « la reconnaissance de la double nationalité et le maintien de la nationalité du pays d'origine, l'encouragement et le soutien à la vie associative dans le pays d'accueil, [...] l'aménagement de la vie culturelle, linguistique et religieuse des communautés pour en contrôler la cohésion à distance, les politiques menées à travers la collecte des transferts de fonds en font partie. »⁹²³ Dans quelle mesure la Russie a-t-elle utilisé ces instruments ?

La Russie a entrepris des efforts pour faire reconnaître la double nationalité. Seuls le Tadjikistan et dans une certaine mesure le Turkménistan (les personnes faisant le choix de la double nationalité perdent des droits importants) ont signé des accords sur la double nationalité, mais ils ont une faible population russe. Les Etats avec une forte population russe comme l'Estonie, l'Ukraine ou le Kazakhstan ont refusé de s'engager dans cette démarche. Cependant, des pays acceptent la nationalité

⁹²⁰ WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Les politiques diasporiques menées par les pays d'origine, élément d'une diplomatie des migrations », in *Les Nouveaux imaginaires démocratiques XXIVème conférence de la latinité*, Hammamet, 01/12/2011.

⁹²¹ MARANGE, Céline, « Regards sur l'Eurasie », in *Les Études du CERI*, n°219-220, 02/2016, p.40.

⁹²² Texte du décret n°678 du 25 mai 2011
<http://base.garant.ru/12186106/>

⁹²³ WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Les politiques diasporiques menées par les pays d'origine, élément d'une

russe comme seconde nationalité, par exemple le Belarus, ce qui permet de maintenir la nationalité du pays d'origine. Ce refus peut se comprendre comme une crainte face à une double allégeance d'une partie des citoyens dans des pays à la souveraineté récemment acquise et encore fragile. En ce qui concerne le soutien à une vie associative russe dans les pays de l'espace post-soviétique, les autorités fédérales n'ont pas fait d'efforts significatifs, pas plus que sur la collecte de fonds. Par contre, il existe un début de « diplomatie de la migration » autour de la vie culturelle, linguistique et religieuse des communautés russes, mais à géométrie très variable.

En ce qui concerne la vie religieuse, nous avons vu que l'Église orthodoxe jouait un rôle significatif dans le *soft power* russe et que celle-ci accordait une grande importance aux communautés russes à l'étranger, notamment en Ukraine et au Belarus. Par exemple, lors de sa participation au III^{ème} congrès des compatriotes le 1^{er} décembre 2009, le patriarche a encouragé les Églises à l'étranger à soutenir les communautés russes par une « aide aux compatriotes dans la connaissance de la langue du pays, dans la recherche d'un travail, par des consultations sur les questions sociales »⁹²⁴. L'orthodoxie permet de s'adresser simultanément aux différentes générations d'émigrés russes et plus largement aux populations russophones, mais laisse de côté les personnes appartenant à une autre confession religieuse. L'embryon de « diplomatie de la migration » de Moscou passe entre autres par l'Église orthodoxe.

Du point de vue de la vie culturelle, nous avons évoqué en première partie la présence importante des médias russes dans les pays de l'espace post-soviétique, ainsi que la promotion de la langue et de la culture par la fondation « Rousskiï mir ». Il faut ajouter un autre élément qui maintient des liens avec les Russes de l'étranger : l'internet en langue russe (RuNet). « En effet, le RuNet rassemble tous les internautes qui écrivent en cyrillique et véhiculent la langue russe sur le Web : outre la Russie, d'importantes minorités russophones en Ukraine, en Biélorussie, en Arménie et en Israël « vivent » en ligne à travers le RuNet »⁹²⁵. Il existe aussi d'autres institutions cherchant à maintenir des liens culturels avec les populations russes de l'étranger, en particulier de l'espace post-soviétique : les Centres Russes pour la Science et la Culture (RtsNK) et *Rossotrudnitchesvo* qui est une Agence fédérale pour la CEI, la diaspora russe à l'étranger et la coopération internationale culturelle et en sciences humaines. L'État russe à coordonner les initiatives culturelles, linguistiques et scientifiques des communautés russophones à l'étranger. Toutefois, ces mesures ne font pas une politique diasporique.

diplomatie des migrations », op.cit.

⁹²⁴ « Sviateičiï Patriarkh Kirill : « Rossiïskaïa diaspora ne dolzhna byt' diasporoi vtorogo sorta, potomou tchto po diaspore soudiat o strane » (Sa Sainteté le Patriarche Kirill : « La diaspora ne doit pas être une diaspora de second rang parce-qu'on juge le pays à travers sa diaspora », in *patriarchia.ru*, 01/12/2009.

⁹²⁵ NOCETTI, Julien, « « e-Kremlin » : pouvoir et Internet en Russie », in *Russie.NEI.Visions*, n°59, 04/2011, p.13.

L'explication de cet échec tient en partie au caractère trop bureaucratique du *soft power* russe et à une approche faisant des populations russes un instrument de coercition. Par exemple, l'adoption le 21 juin 1993 par le parlement estonien de la loi sur les étrangers a conduit à rendre plus fragile la situation administrative des Russes vivant sur le sol estonien. Les autorités russes réagissent vivement à cette initiative. Le 24 juin 1993, le président russe Boris Eltsine déclare : « le gouvernement estonien « a oublié » certaines réalités géopolitiques et démographiques. La Russie a les moyens de les lui rappeler. Elle n'est pas disposée à supporter que soient lésés les intérêts de la population russophone d'Estonie. Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts nationaux et pour protéger la population russophone de l'arbitraire »⁹²⁶. Un tel usage coercitif des communautés russes va à l'encontre de la logique de *soft power* qui garantit le succès d'une politique diasporique. Il conduit souvent à rompre le lien avec le pays d'origine car ces populations se retrouvent en porte-à-faux : d'un côté, elles craignent des représailles du pays d'accueil, de l'autre elles se désolidarisent de la Russie qui les prend d'une certaine façon en otage. En privilégiant l'instrumentalisation politique des communautés russes, Moscou commet aussi l'erreur de recourir à des méthodes trop bureaucratiques dans sa politique diasporique. De plus, cette politique dégrade la relation avec l'Etat de résidence et renforce les gouvernements dans leur volonté de prise de distance avec Moscou. Cette politique traduit aussi une insuffisante prise en compte de la réalité des conditions de vie de ces diasporas. En effet, le discours envers les populations russes ne s'adresse pas toujours aux personnes qui seraient les plus réceptives. Il s'est longtemps focalisée sur les Etats baltes. « Les autorités russes dénoncent les discriminations contre les Russes dans les pays où elles sont en réalité les plus faibles »⁹²⁷. La primauté de la logique politique de Moscou dans son rapport avec les populations russes présente aussi un autre défaut. Elle réduit la base de personnes susceptibles d'adhérer à discours de la politique diasporique russe en raison de la nature du régime politique de la Fédération de Russie. Parmi les Russes de l'étranger, Olga Bronnikova, docteur en géographie à l'INALCO, fait la distinction entre les « compatriotes » qui se reconnaissent dans la politique du gouvernement et les « expatriotes » qui refusent le discours officiel de Moscou⁹²⁸. La politique diasporique de la Fédération de Russie semble donc souffrir d'une approche cherchant à créer un lien de nature politique avec les communautés russes vivant dans les anciennes républiques, ce qui crée une méfiance vis-à-vis des populations et de l'Etat

⁹²⁶ Cité dans TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.463.

⁹²⁷ MARANGE, Céline, « Regards sur l'Eurasie », p.43.

⁹²⁸ BRONNIKOVA, Olga, *Compatriote et expatriote : le renouveau de la politique dans l'émigration russe : l'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France*, Thèse de géographie soutenue à l'INALCO sous la direction de Jean Radvanyi et de William Berthomière, Paris, 21/01/2014.

russes dans le pays de résidence et freine l'adhésion des communautés russes elles-mêmes à cette politique initiée par Moscou sans grande prise en considération de leur situation.

La politique envers les Russes de l'étranger apparaît comme lacunaire : une inattention envers les émigrés, une utilisation maladroite des instruments de la « diplomatie de migration », et surtout une politisation excessive du rapport à ces populations. Moscou ne semble alors pas réussir à créer un lien solide avec les communautés russes résidant dans les anciennes républiques soviétiques. Quels types de liens les autorités russes pourraient-elles mettre en place pour avoir une politique plus efficace ?

b) Redéfinir le lien entre la Russie et les communautés russes

Les bases sur lesquelles reposent les rapports d'un Etat avec ses ressortissants vivant à l'étranger dépendent grandement des besoins du pays, mais aussi des caractéristiques sociodémographiques de la diaspora. Dans quelle mesure le facteur économique constitue-t-il un moyen de fédérer les russes de l'étranger ? La science peut-elle être un vecteur permettant de dépasser les différences entre ces populations ? Existe-t-il des modèles de politique diasporique dont la Russie pourrait s'inspirer ? L'économie constitue un canal intéressant pour réunir des populations aussi hétérogènes que les Russes vivant à l'étranger. La connaissance devient un objet de compétition entre les Etats et une diaspora scientifique offrirait un avantage à la Russie dans cette rivalité. Pour ces deux types de stratégie, la Russie peut dans une certaine mesure s'inspirer des exemples chinois et indien.

Les populations russes à l'étranger ne forment pas une diaspora soudée, mais il existe un sentiment d'appartenance de ces populations à une « russité », c'est-à-dire une langue, des valeurs, des références culturelles et des modes de vie communs. La faiblesse de ces liens empêche la constitution d'une diaspora structurée politiquement. Cependant, les Russes de l'étranger pourraient constituer une diaspora entrepreneuriale. « Le qualificatif d'entrepreneurial signifie que ce sont principalement les entreprises qui assurent la reproduction de la diaspora en tant que corps social. Cela ne signifie pas que les individus soient en majorité entrepreneurs, mais cette diaspora entrepreneuriale joue un rôle central sur le plan de l'emploi mais aussi sur celui de la reproduction identitaire en fournissant les services et les produits qui la favorisent »⁹²⁹. Pourtant, la possibilité de souder les populations russes autour d'un lien économique semble ignorée alors qu'il « est possible au niveau de l'Etat de stimuler l'activité entrepreneuriale des membres de la diaspora russe se trouvant à l'étranger. Étant au centre d'un

⁹²⁹ MA MUNG, Emmanuel, « Migrations et transmigrations dans la diaspora entrepreneuriale chinoise », in *Multitudes*, vol.49, 06/2012.

nouveau système migratoire, la Russie peut faire beaucoup pour transformer la migration en un puissant facteur de développement économique »⁹³⁰. Il peut s'agir d'un levier pour attirer davantage d'investissements dans l'économie russe, mais aussi d'un moyen pour les entreprises russes de trouver des intermédiaires pour investir dans les pays de résidence. Il existe des mesures pour développer une diaspora entrepreneuriale, mais elles font figure d'exception. Ainsi, la municipalité de Moscou lors des mandats de Youri Loujkov a pris beaucoup d'initiatives en direction des Russes de l'étranger, surtout ceux des Etats baltes et de l'Ukraine, notamment sur le plan économique. Ainsi, des conférences mettent en avant le potentiel économique de la diaspora russe « par exemple, celle intitulée *La diaspora de l'étranger, un potentiel économique pour la Russie*, qui s'est tenue en juin 2004 et a réuni près de 200 hommes d'affaires russes de 24 pays du monde [...] L'objectif premier de ces discours est bien évidemment de susciter des vocations de mécénat chez les entrepreneurs russes de l'étranger afin qu'ils prennent en main le développement de leur communauté, mais également qu'ils investissent en Russie ou soutiennent les communautés du proche-étranger »⁹³¹. Ces initiatives semblent concerner davantage les communautés résidant en dehors de l'espace post-soviétique. Pourtant, les populations russes vivant dans les anciennes républiques soviétiques ont aussi un potentiel économique significatif. En 2012, d'après la Banque Mondiale, la Russie a reçu 5,1 milliards de \$ de transferts de fonds des migrants, dont 72% provenaient de l'espace post-soviétique⁹³². En raison de l'importance de l'informel dans les économies de cette région, il est très probable que ces flux économiques correspondent en réalité à un chiffre bien plus élevé. Il existe un autre vecteur pouvant servir à créer des liens plus forts avec les Russes de l'étranger : la connaissance.

« L'économie de la connaissance se définit comme la généralisation d'un modèle productif, dans l'industrie et les services, fondé sur une complémentarité entre les technologies de la communication et les réseaux, des ressources (personnels hautement qualifiés, laboratoires de R&D ...) et une organisation réactive accordant une place centrale à l'innovation. La science et la technologie jouent un rôle important dans cette économie. [...] La montée en puissance des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil), la densification des réseaux de circulation des savoirs accélèrent la compétition entre les territoires de l'économie de la connaissance à l'échelle mondiale »⁹³³. La Russie dispose d'une diaspora scientifique importante qui s'est essentiellement constituée à la faveur de la fuite des cerveaux

⁹³⁰ GLOUCHTCHENKO, Galina, Ivanovna, « Orientiry politiki v oblasti migratsii v kontekste demograficheskogo boudouchchego Rossii » (Les orientations de la politique migratoire dans le cadre de l'avenir démographique de la Russie), in *Demograficheskie perspektivy Rossii*, 2008, p.379.

⁹³¹ LARUELLE, Marlène, *Les études du CERI*, op.cit., p.39.

⁹³² <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data>

⁹³³ *L'économie de la connaissance dans la compétition mondiale*, session 2 de l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie, Paris, 07/11/2011, p.2.

qui a suivi la chute de l'URSS. La diaspora scientifique peut se définir comme « une forme d'auto-organisation des expatriés œuvrant pour le développement scientifique et technique de leur pays d'origine »⁹³⁴.

Il est très difficile d'avancer un chiffre sur le nombre de personnes que représente cette communauté scientifique russe à l'étranger. « L'écart entre les estimations est colossal : de 20 000 à plus de 500 000 personnes »⁹³⁵. Cette communauté scientifique russe se trouve essentiellement aux Etats-Unis, en Europe et en Israël, il s'agit surtout de chercheurs ayant fait leurs études à Moscou, Saint-Pétersbourg et Novossibirsk dans les disciplines suivantes : biologie, physique, mathématiques, médecine, cependant « la seule exception sont les sciences techniques où dominent les partenaires traditionnels de l'époque soviétique (par exemple, l'Inde) et plusieurs d'anciennes républiques soviétiques (avant tout le Kazakhstan) »⁹³⁶. Cette communauté scientifique russe peut être favorisée par des politiques mises en place par des Etats voulant renforcer leur potentiel scientifique, comme les Etats-Unis et dans une moindre mesure Israël et l'Allemagne, mais il s'agit aussi d'une logique propre au monde de la recherche, où la cooptation conduit à maintenir une équipe de recherche dans son intégralité indépendamment du pays de résidence. En effet, « les scientifiques russes, ayant réussi à s'intégrer dans les laboratoires étrangers, soutiennent, d'une part, leurs compatriotes en les aidant à obtenir des financements ou des contrats et, de l'autre, mènent un monitoring, sélectionnent les meilleurs pour les inviter ensuite à travailler dans leurs laboratoires. »⁹³⁷ Il faut ajouter à cette diaspora scientifique russe, les étudiants de Russie partis poursuivre leur cursus à l'étranger, surtout en Europe ou aux Etats-Unis, ce qui concerne moins l'espace post-soviétique. Par contre, il existe des spécialistes russes travaillant en Asie centrale, dont ces pays ont cruellement besoin, et qui peuvent dans une certaine mesure être intégrés à cette diaspora scientifique russe.

Ce *brain drain* ne constitue pas alors un handicap si la Russie parvient à transformer cette fuite des cerveaux en un gain de connaissance, c'est-à-dire un *brain gain* qui renforcerait la place de la Russie dans la compétition internationale autour du savoir. Il existe alors deux stratégies : favoriser le retour de ces chercheurs ou maintenir le lien avec cette diaspora pour améliorer le potentiel scientifique des spécialistes restés en Russie. Les conditions ne semblent pas réunies pour la première option. En effet, cette communauté russe ne parvient pas à retrouver en Russie la qualité de vie et de travail dont elle bénéficie à l'étranger, ce qui ne les incite pas à revenir. Cependant, le lancement en

⁹³⁴ VINCK, Dominique (dir.), *Diasporas scientifiques*, Paris, IRD Editions, 2013, p.1.

⁹³⁵ KOROBKOV, Andreï, « Rossiïskaïa naoutchno-tekhnologičeskaïa diaspora v SChA » (La diaspora scientifique russe aux USA), in *Russiancouncil.ru*, 17/05/2012
http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=402#top-content

⁹³⁶ Ibid.

⁹³⁷ DEZHINA, Irina, « Où sont ? Où vont les scientifiques russes ? Ressources humaines et politique de la recherche en Russie », in *Russie. CEI. Visions*, n°4, 06/2005, p.10.

2009 du projet de Skolkovo, la *Silicon Valley* à la russe, traduit une volonté d'attirer des scientifiques de l'étranger. Le président russe Dmitri Medvedev déclarait alors : « Nous fondons de grands espoirs sur le potentiel intellectuel de nos compatriotes se trouvant à l'étranger pour différentes raisons. Il serait impardonnable de négliger une telle richesse. C'est pourquoi notre objectif consiste à susciter leur intérêt en leur proposant des projets et des conditions de travail appropriés dans notre pays »⁹³⁸. Il est encore trop tôt pour évaluer les résultats de cette politique.

Il existe aussi des initiatives, qui se font indépendamment de l'Etat russe, pour favoriser les liens entre les chercheurs russes en Russie et à l'étranger. Ainsi, la *Russian-speaking Academic Science Association* (RASA) a été fondée en octobre 2008⁹³⁹. Juridiquement basée en Europe et aux Etats-Unis, cette structure présidée par des chercheurs russes à l'étranger (Viatcheslav Safarov-professeur de physique à Aix-Marseille- et Vladimir Chiltsev-physicien aux Etats-Unis) organise régulièrement des événements avec des universités russes, par exemple à Saint-Pétersbourg et à Tomsk, pour favoriser les échanges d'informations et intègre également des entreprises travaillant dans le secteur des hautes technologies. Les autorités scientifiques regardent positivement l'existence de ces liens et le ministère de l'Education russe collabore avec la RASA depuis 2009⁹⁴⁰. Ainsi, le directeur du Centre de recherche nucléaire Kourtchatov, Mikhaïl Kovaltchouk, défend l'idée que « la fuite des cerveaux est un phénomène très bénéfique, il a permis à la science russe de s'intégrer à moindres frais dans la science occidentale. [...] Qu'ils restent là où ils sont, en cimentant nos liens avec la science mondiale »⁹⁴¹. Cette démarche semble particulièrement avancée dans le domaine de l'informatique. Par exemple, Russoft, une structure créée en 2004 à Saint-Pétersbourg, maintient le lien entre les spécialistes russes. Elle regroupe « plus de 80 entreprises qui emploient plus de 7000 programmeurs et ingénieurs du logiciel les plus qualifiés [...] elle sert d'intermédiaire entre les informaticiens restés en Russie et leurs collègues partis à l'étranger, ce qui facilite l'échange d'expérience en permettant aux interlocuteurs du pays d'origine d'être régulièrement informés sur les nouveautés du secteur et de bénéficier de l'expertise de leurs compatriotes »⁹⁴².

L'exemple chinois peut constituer un modèle de diaspora économique et l'Inde peut servir d'exemple de diaspora scientifique aboutie. En ce qui concerne la Chine, les migrants ont réussi à créer

⁹³⁸ TROÏTSKI, Nikolai, « Dmitri Medvedev s'adresse à la diaspora russe », in *RiaNovosti*, 02/12/2009
<http://fr.ria.ru/discussion/20091202/185606544.html>

⁹³⁹ <http://www.dumaem-po-ruski.org/organization.php>

⁹⁴⁰ Mémoire d'accord entre le Ministère de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie et l'Association Internationale des Savants Russophones du 24 mai 2009.
<http://dialog.extech.ru/docs/memo.php>

⁹⁴¹ « Un chercheur russe loue les bienfaits de la fuite des cerveaux », in *RiaNovosti*, 11/06/2009

⁹⁴² BUGA, Natalia, *Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale*, thèse de sciences économiques sous la direction de Ivan Samsom et Dimitru Moldovan, Université de Grenoble, juillet 2011, p157

un système économique autonome du pays d'accueil qui se singularise « par son propre marché du travail, son système d'approvisionnement, [...] par le recrutement des membres de la diaspora dans les entreprises créées par les compatriotes, par la consommation des biens et des services produits par les entreprises chinoises, par l'aide réciproque, etc. »⁹⁴³. L'Etat chinois a favorisé la formation de cette diaspora économique. Lors des réformes de l'économie chinoise dans les années 1970, « le gouvernement s'est rendu compte du potentiel des migrants chinois en instaurant des conditions favorables pour encourager les retours, en accordant différentes facilités fiscales aux expatriés chinois pour attirer des flux d'investissements, en créant des zones économiques spéciales, etc. »⁹⁴⁴. L'existence de cette diaspora est une des causes de la puissance économique et politique de la Chine sur la scène internationale. Un tel modèle de diaspora économique paraît difficile à appliquer à la Russie principalement à cause de l'hétérogénéité des profils socio-économiques des populations russes à l'étranger. Même si Moscou a mis en place des mesures d'incitation au retour avec le programme « compatriotes », celui-ci ne comporte pas de dispositifs fiscaux.

Les autorités russes peuvent-elles s'inspirer de l'Inde pour leur politique de consolidation d'une diaspora scientifique ? Comme les Russes de l'étranger, la diaspora indienne se caractérise par une forte hétérogénéité. En effet, l'émigration indienne correspond autant aux migrants hautement qualifiés travaillant dans la *Silicon Valley* qu'aux ouvriers qui se trouvent sur les chantiers des monarchies du Golfe. Comme en Russie, le gouvernement indien avait ignoré dans les premières années de l'indépendance de l'Inde le potentiel de sa diaspora et du bénéfice qu'il pouvait en tirer. A l'image des spécialistes russes, la diaspora indienne a un fort potentiel scientifique. « A eux seuls, les 747 000 Indo-américains diplômés en sciences et ingénierie forment un quart du total des mathématiciens, statisticiens et informaticiens recrutés par l'Oncle Sam. »⁹⁴⁵ En plus, l'émigration n'a pas de caractère définitif puisque « de nombreux Indiens vivant au Canada, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis sont retournés en Inde pour intégrer de grandes entreprises »⁹⁴⁶. Même si la Russie ne peut pas se comparer sur le plan quantitatif à l'Inde, la situation de sa communauté scientifique à l'étranger paraît assez semblable, la politique mise en œuvre par le gouvernement indien peut ainsi constituer une source d'inspiration pour structurer davantage la communauté scientifique russe à l'étranger.

La Russie a donc la possibilité de souder les Russes à l'étranger autour de critères non-politiques, soit en créant une diaspora entrepreneuriale, soit en se basant sur le potentiel scientifique

⁹⁴³ Ibid., p.128.

⁹⁴⁴ Ibid., p.130.

⁹⁴⁵ MANIER, Bénédicte, *L'Inde nouvelle s'impatiente*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2014, p.140.

⁹⁴⁶ OCDE, *Les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale*, Paris, OCDE publishing, 2008, p.65.

des Russes de l'étranger très qualifiés. En ce qui concerne les communautés russes de l'espace post-soviétique, la dimension économique semble plus importante que la dimension scientifique. La question diasporique concerne également les minorités présentes en Russie.

c) L'instrumentalisation politique des minorités présentes en Russie

Une minorité peut constituer un levier politique du pays de départ sur le pays d'accueil, mais aussi pour le pays de résidence. Comment les autorités russes intègrent-elles les minorités dans leur politique étrangère ? Dans mesure les minorités présentes en Russie peuvent-elles mener une action politique autonome ? Pourquoi les pays de l'espace post-soviétique ont-ils une politique limitée vis-à-vis de leurs ressortissants en Russie ? Moscou a plusieurs fois utilisé les migrants de l'espace post-soviétique vivant en Russie comme moyen de pression diplomatique sur les anciennes républiques soviétiques. Il existe des initiatives pour créer des communautés de migrants organisées politiquement.

Les minorité présentes en Russie constituent un instrument de rétorsion diplomatique vis-à-vis des Etats d'origine, c'est-à-dire que Moscou « punit » une minorité lorsque le pays d'origine a fait des choix politiques jugés contraires aux intérêts russes. Ces ressortissants deviennent alors des « otages ». Cette méthode de pression montre que les autorités russes soupçonnent ces minorités étrangères de double allégeance. Dans cette logique, l'expulsion d'un migrant correspond peu ou prou au renvoi d'un ambassadeur lors d'une crise diplomatique. La campagne anti-géorgienne de 2006 illustre cette attitude vis-à-vis des minorités en Russie. « En septembre 2006, les autorités géorgiennes accusent plusieurs militaires russes basés en Géorgie d'espionnage. S'en suit une crise diplomatique sans précédent entre les deux pays. Les autorités russes procèdent à l'expulsion de plusieurs centaines de personnes originaires de Géorgie résidant en Russie, y compris des citoyens russes d'origine géorgienne »⁹⁴⁷. Cette méthode peut avoir des résultats si l'Etat d'origine veut éviter la confrontation diplomatique avec Moscou. Ainsi, « Bakou accorde une importance cruciale à l'intégration de sa diaspora en Russie. Une détérioration de la situation obligerait cette dernière à rentrer au pays et mettrait fin aux envois de fonds qui font artificiellement survivre la fragile économie azerbaïdjanaise. C'est aussi pour cette raison que l'Azerbaïdjan est parfois obligé de céder à certaines exigences de la diplomatie russe »⁹⁴⁸. Cette politique de la carotte et du bâton peut avoir un effet limité. En novembre

⁹⁴⁷ BRAUX, Adeline, "Les immigrés sud-caucasiens en fédération de Russie : des nouvelles minorités intermédiaires", in *CERISCOPE Frontières*, 2011.

<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/les-immigres-sud-caucasiens-en-federation-de-russie>

⁹⁴⁸ BALCI, Bayram, « Politique identitaire et construction diasporique en Azerbaïdjan postsoviétique », in *Cahiers d'Asie centrale*, 19-20, 2011.

2011, l'arrestation au Tadjikistan d'un pilote russe pour contrebande avait entraîné en représailles la mise en place de procédures d'expulsions de migrants tadjiks. Douchanbé a cédé à la pression et a libéré le pilote, mais la Russie peut-elle utiliser cet instrument de façon systématique ? « L'idée que la Russie pourrait renvoyer tous les Tadjiks et les Kirghizes chez eux n'est pas crédible »⁹⁴⁹. L'utilisation des minorités à des fins de pression diplomatique a des effets sur des pays économiquement dépendants de leurs ressortissants vivant en Russie. Une telle instrumentalisation ne peut pas se faire à grande échelle, ni sur le long terme car l'économie russe a également besoin de ces populations.

Il existe un nombre important d'organisations représentant les ressortissants des pays de l'espace post-soviétique en Russie, mais elles restent politiquement marginales. Tout d'abord, ces organisations ont une faible représentativité. En effet, les migrants adhèrent difficilement à ces institutions par méfiance. Il s'agit d'une peur justifiée par les multiples péripéties et incidents auxquels les migrants sont très souvent confrontés lors de leur séjour en Russie, et « même quand ils sont en règle, ils ont peur »⁹⁵⁰. A cette crainte, s'ajoute aussi un souci de se tenir à distance des organes administratifs. Ainsi, « la population reste éloignée des institutions publiques comme si ces dernières fonctionnaient indépendamment des besoins et des soucis des citoyens [...] L'expérience soviétique d'institutions étatiques lourdes, inefficaces, corrompues et hypocrites, marque toujours les esprits »⁹⁵¹. Moscou a tendance à folkloriser ces organisations ce qui les marginalise davantage. Les institutions représentant officiellement les minorités jouent ainsi un rôle culturel et non politique. En outre, les autorités russes leur accordent peu de moyens. Par exemple, « on recense plus de 150 organisations nationales à Moscou. Depuis 1993, une ligne budgétaire d'environ 3 millions de roubles (soit 60 000€) est allouée au financement de la politique interculturelle »⁹⁵². Certaines associations ont des moyens financiers propres et leurs entrées dans les cercles du pouvoir, par exemple le VAK (le Congrès Panrusse des Azerbaïdjanais) créé en 2001 et composé de notables azerbaïdjanais vivant en Russie. Les minorités en Russie ne parviennent pas à s'organiser politiquement également en raison de clivages internes. En effet, la communauté vivant dans un pays peut poursuivre des objectifs politiques différents du reste de la diaspora dans le reste du monde. Par exemple, les Arméniens de Russie pourraient bénéficier de la forte capacité d'influence de la diaspora arménienne dans le monde, mais ils ne mènent pas les mêmes combats. La question prioritaire pour les Arméniens en Russie reste le conflit du Haut-Karabakh et ils agissent auprès des autorités russes pour que Moscou tranche en faveur

<http://asiecentrale.revues.org/1451>

⁹⁴⁹ Entretien avec Alekseï Malachenko, Centre Carnegie, Moscou, 05/05/2012.

⁹⁵⁰ Entretien avec Anastasia Denisova, Comité d'assistance citoyenne, 04/05/2012.

⁹⁵¹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.140.

⁹⁵² BRAUX, Adeline, « Politique migratoire et gestion de la diversité culturelle en Russie : l'exemple de Moscou », in *Les*

de Erevan. Les Arméniens des autres pays se mobilisent surtout autour de la question du génocide de 1915 et de sa reconnaissance par la Turquie⁹⁵³. Quant aux clivages existants au sein des organisations se trouvant en Russie, ils s'expliquent souvent par l'exportation des fractures politiques formées dans le pays d'origine. Par exemple, une partie de l'opposition au régime turkmène se trouve en Russie, ce qui n'empêche pas l'existence d'organisations communautaires de Turkmènes favorables au pouvoir en place. Affaiblies par le faible nombre d'adhérents, le processus de folklorisation mis en place par les autorités russes et les divisions internes, les minorités n'ont pas l'assise et la cohésion nécessaires pour jouer un rôle politique actif en Russie. Cette autonomie politique dépend aussi des initiatives prises par le pays d'origine vis-à-vis de ses ressortissants en Russie.

La politique des pays de l'espace post-soviétique envers leurs nationaux vivant en Russie reste embryonnaire. Tout d'abord, ils avaient pour priorité la construction de l'Etat autour d'un projet ethnonational. La diaspora ne présentait alors un intérêt que si elle revenait pour renforcer l'unité ethnique du pays. De plus, une politique envers les ressortissants se trouvant en Russie pouvait légitimer une action d'ingérence de Moscou. Enfin, certains flux migratoires vers la Russie, et la constitution de communautés qui en découle, ont un caractère récent, surtout en ce qui concerne l'Asie centrale. Après les indépendances, ces Etats n'avaient pas encore eu le temps de mettre en place une politique diasporique qui nécessite une vision à moyen ou long terme. Désormais, les gouvernements des pays de l'espace post-soviétique commencent à définir le contenu d'une politique à mettre en œuvre envers leurs ressortissants à l'étranger. Chacun adopte un positionnement spécifique à l'encontre de sa diaspora. Il dépend en grande partie de la nature des rapports politiques vis-à-vis de Moscou. Lors d'un séminaire au CERI du 24 mai 2011, Bayram Balci présentait trois types de relations entre l'Etat et les diasporas : l'Azerbaïdjan cherche à mobiliser sa diaspora pour contrer la diaspora arménienne sur la question du Haut-Karabakh, le Kazakhstan veut faire revenir ses compatriotes en priorité d'Ouzbékistan et Tachkent n'a pas de politique diasporique⁹⁵⁴. Ces choix reflètent aussi des préoccupations politiques vis-à-vis de la Russie. L'Azerbaïdjan a besoin de l'appui de Moscou sur le dossier du Haut-Karabakh et pense pouvoir faire du lobbying par le biais de sa diaspora. Le Kazakhstan est un concurrent démographique de la Russie, mais tient compte du rapport de force politique dans sa volonté d'attirer davantage de migrants. Ainsi, l'appel au retour des *oralmans* ne concernait pas la Chine et la Russie, pays où se trouvent pourtant les communautés kazakhes les plus importantes. L'Ouzbékistan cherche à limiter dans la mesure du possible tout canal politique qui

études du CERI, n°158, 11/2009, p.29.

⁹⁵³ MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Diaspory i zemljatchestvo*, op.cit., p.28.

⁹⁵⁴ Intervention de Bayram Balci sur « Les rapports entre Etats et communautés expatriées : les cas des Azéris, des Ouzbeks et des Kazakhs » lors du séminaire *Démographie et migrations dans l'espace post-soviétique*, CERI, 24/05/2011.

offrirait une opportunité à la Russie de peser sur ses choix de politique étrangère. Les anciennes républiques prennent alors conscience que la présence de leurs ressortissants sur le territoire russe peut constituer un moyen pour modifier en leur faveur la relation avec Moscou, mais elles intègrent aussi l'éventualité que la Russie peut utiliser ce même levier à leur encontre.

Comme pour la politique vis-à-vis des populations russes de l'espace post-soviétique, Moscou adopte la même attitude coercitive à l'encontre des minorités se trouvant en Russie. Cependant, le rapport de force politique dans le triptyque pays d'origine/communautés/pays d'accueil reste en faveur de Moscou. La Russie peut alors se servir des minorités comme moyen de pression diplomatique, malgré les limites de cette politique. Les migrants ne parviennent pas à s'organiser par manque de soutien de la part des migrants, du pays d'accueil et du pays d'origine. Les anciennes républiques soviétiques hésitent encore à mettre en place une politique diasporique ambitieuse vis-à-vis de leurs ressortissants en Russie, par crainte d'une réaction de Moscou.

Pour résumer cette réflexion sur le rôle des minorités dans la relation de la Russie avec les anciennes républiques soviétiques, les autorités russes ont cherché un *soft power* en s'appuyant sur la réalité démographique de l'espace post-soviétique. Cependant, l'approche de ces questions par les autorités russes et le type de moyens mis en œuvre pour la politique diasporique semblent en limiter les retombées positives pour la Russie.

Les évolutions démographiques nées de la chute de l'URSS ont créé une configuration favorable à une politique diasporique d'envergure. Tout d'abord, les populations russes sont assez nombreuses dans certains Etats de l'espace post-soviétique. Une partie d'entre elles, notamment en Asie centrale, acceptent volontiers un soutien politique de la Russie. La logique politique ne semble pas la plus adaptée pour créer des liens forts avec ces communautés et l'approche scientifique reste moins pertinente que pour les populations russes vivant en Occident. Par contre, le facteur économique peut constituer une voie intéressante pour une politique diasporique. L'immigration post-soviétique a renforcé la présence des minorités en Russie que Moscou intègre dans sa diplomatie à l'égard des Etats de l'espace post-soviétique.

Les autorités russes font une instrumentalisation des minorités contraire à la logique du *soft power* qui s'avère contre-productive. Ainsi, les discours menaçant de Moscou autour des minorités russes ont encouragé les gouvernements des pays de résidence à prendre leurs distances avec la Russie. Cette logique coercitive amène à privilégier la dimension politique du rôle des populations russes, négligeant alors leur potentiel économique ou scientifique. Cette approche appliquée aux minorités

vivant en Russie peut donner des résultats, mais elle reste fragile en raison de la situation d'interdépendance démographique avec les Etats de l'espace post-soviétique.

Il existe un décalage entre la politique russe vis-à-vis des minorités et les besoins de ces populations. Tout d'abord, Moscou focalise son attention sur les populations russes des pays baltes et d'Ukraine et moins sur l'Asie centrale. Les autorités russes ont estimé que les minorités devaient servir de levier politique, alors qu'elles peuvent représenter un moyen pour renforcer le poids économique et scientifique de la Russie. L'usage politique des minorités présentes en Russie reste possible tant que les Etats de l'espace post-soviétique ne mettent pas en œuvre des politiques diasporiques ambitieuses pouvant contrecarrer ces initiatives.

Il existe une politique russe envers les populations russes de l'étranger mais elle souffre des lacunes du *soft power* de la Russie et paraît mal orientée. Elle privilégie l'Europe et délaisse l'Asie centrale, qui semble pourtant un terrain propice pour un *soft power* russe.

2-L'Asie centrale : un terrain propice pour le *soft power* russe

Puisque la diplomatie russe rencontre un certain succès en Asie centrale, il paraît alors possible de formuler l'hypothèse que Moscou pourrait mettre en œuvre une politique de *soft power* plus active en direction des pays centrasiatiques et que cette dernière peut participer à un renforcement quantitatif et qualitatif des flux migratoires en direction de la Russie, et par conséquent réduire les effets négatifs du déclin démographique russe. Il s'agit de savoir comment la Russie peut élaborer sa politique de *soft power* en direction des sociétés centrasiatiques dans le but de renforcer son attractivité migratoire. Nous avons vu que le facteur démographique participe au « temps du Sud », mais il faut également évaluer la place de ce critère dans les rapports de Moscou avec les Etats de la région. Dans quelle mesure l'interrelation entre les enjeux démographiques de la Russie post-soviétique et la nécessité d'une politique de *soft power* russe se vérifie-t-elle en Asie centrale ? En quoi le facteur démographique constitue-t-il un atout important pour la défense des intérêts russes dans la région ? Comment la politique éducative extérieure russe constitue-t-elle un instrument de *soft power* conciliant les besoins démographiques et les objectifs politiques de la Russie en Asie centrale ? Nous allons dans un premier temps démontrer que la Russie a des conditions favorables pour développer un *soft power* vis-à-vis de pays qui constituent aussi le réservoir de main-d'œuvre de l'espace post-soviétique. Il faut aussi s'intéresser à l'importance des liens migratoires de la Russie avec cette région qui joue un rôle international. Enfin la politique éducative est un instrument essentiel du *soft power* d'un Etat, les pays centrasiatiques semblent constituer un terrain favorable pour des initiatives russes en ce sens.

a) Le soft power : une nécessité démographique

Le recours au *soft power* en Asie centrale permet en partie de répondre à des enjeux démographiques de la Russie. Quelles sont les spécificités du *soft power* russe en Asie centrale ? A quelles populations le *soft power* en direction de l'Asie centrale doit-il s'adresser ? Comment renforcer l'effet du *soft power* russe sur l'attractivité migratoire russe ? Le *soft power* russe semble recevoir un écho plutôt favorable dans les sociétés d'Asie centrale. Il s'agit de séduire tous types de main-d'œuvre susceptible de se rendre en Russie. Il existe des instruments techniques et administratifs pour renforcer l'attractivité migratoire russe auprès des populations d'Asie centrale.

La Russie a réussi à changer positivement son image dans les pays centrasiatiques. Les dirigeants, à l'exception du Turkménistan, voient même dans la Russie un modèle politique, c'est-à-dire un régime illibéral et oligarchique reposant sur l'exploitation de matières premières. Les sociétés civiles centrasiatiques sont aussi réceptives à une influence culturelle russe : « la russophonie est recherchée par tous [...] la majorité des citoyens des nouveaux Etats centre-asiatiques n'approuvent pas la disparition du russe, symbole d'une certaine paupérisation culturelle »⁹⁵⁵. L'importance des médias russes montre l'ampleur de cet attrait. Par exemple à la fin des années 2000, « au Kirghizstan, les médias papiers et électroniques en langue russe représentent 70% du marché médiatique local » et dans une moindre mesure le phénomène existe également dans les quatre autres Etats centrasiatiques⁹⁵⁶. Paradoxalement, le passé soviétique a aussi un écho favorable en Asie centrale. « La nostalgie à l'égard des décennies brejnéviennes est devenue un leitmotiv populaire [...] En deux décennies, Moscou a réussi, bon an mal an, à transformer le passé soviétique en un atout »⁹⁵⁷. Les élites politiques d'Asie centrale ont également un regard positif sur la logique néo-soviétique qui sous-tend la stratégie d'influence russe puisqu'ils la partagent en ayant reçu le même type de formation intellectuelle avant 1991. En effet, une partie des dirigeants d'Asie centrale a appartenu au Parti Communiste d'Union Soviétique. Ce parcours leur a donné une certaine culture politique et une vision spécifique du monde et permet aussi d'avoir un langage commun avec les élites politiques russes. Cette situation crée des conditions optimales pour attirer des populations. La Russie a un discours en adéquation avec l'opinion publique et les élites centrasiatiques. Ensuite, la popularité des médias russes

⁹⁵⁵ PEYROUSE, Sébastien, « Les Russes d'Asie centrale : une minorité en déclin face à de multiples défis », in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol 39, n°1, 2008, p.168.

⁹⁵⁶ CHOUSTOV, Aleksandr, « Rousskoiazytchnye SMI v Tsentral'noi Azii » (Les médias en langue russe en Asie centrale), in *Fond Strategicheskoi Kultury*, 01/03/2009.
<http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1235973000>

⁹⁵⁷ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, op.cit., 2010, p.25

souligne que le discours de Moscou a une large diffusion. Ce succès en terme d'image explique partiellement l'importance des flux migratoires de l'Asie centrale vers la Fédération de Russie.

Le *soft power* doit permettre d'attirer des populations de toutes les qualifications. Même s'ils demeurent peu nombreux en Asie centrale, la Russie peut chercher à faire venir des spécialistes de cette région pour combler le manque de personnel qualifié sur le marché du travail russe. Les autorités russes ont mis en place des mesures pour attirer des populations qualifiées. Une loi du 27 juillet 2002 simplifie la procédure d'obtention des visas et accorde des avantages fiscaux aux spécialistes hautement qualifiés souhaitant travailler en Russie. Cependant, les autorisations de travail restent difficiles à obtenir, surtout après les restrictions mises en œuvre après la crise économique de 2008. La Russie a aussi des besoins en main-d'œuvre non-qualifiée. D'un point de vue quantitatif, la hausse des migrants en provenance d'Asie centrale vers la Russie souligne que le pays parvient à faire venir des populations non-qualifiées en nombre important, en particulier dans la « Russie d'Europe ». Les autorités russes ont levé certains obstacles administratifs pour les ressortissants d'Asie centrale puisqu'ils bénéficient d'un régime sans visa pour une durée de 90 jours sur le territoire de la Fédération de Russie. Cependant, des entraves administratives demeurent. Tout d'abord, le système d'enregistrement russe limite les possibilités de circulation entre les différentes entités administratives de Russie, alors que la faible mobilité de la main-d'œuvre au sein de la Russie constitue un problème majeur du marché du travail russe. Ensuite, les migrants d'Asie centrale se heurtent également à la difficulté d'obtenir un permis de travail en bonne et due forme. L'attractivité migratoire est aussi d'ordre qualitatif. Il s'agit accroître l'apport bénéfique de ces migrants à l'économie russe et de minimiser les effets sociaux négatifs.

La question du *soft power* russe en Asie centrale comme moyen pour lutter contre le déficit de population active en Russie amène à avoir une réflexion sur le modèle de politique migratoire à suivre, c'est-à-dire de parvenir à attirer des populations en nombre important sans que cette migration ne provoque des effets négatifs dans le pays d'accueil. « La migration circulaire [en particulier sa gestion par les gouvernements] est promue comme une solution potentielle aux nombreux défis de la migration contemporaine »⁹⁵⁸. Ce schéma intègre le caractère transnational et temporaire des migrations. Il semble bénéfique tant pour le pays de départ, d'arrivée, que pour le migrant lui-même. Il permet en partie de ménager les opinions publiques hostiles aux migrants sachant que leur installation n'a pas de caractère définitif. En adoptant une politique privilégiant la migration circulaire, la Russie aurait alors

⁹⁵⁸ VERTOVEC, Steven, « Circular Migration: the way forward in global policy? », in *International Migration Institute working Papers*, n°4, 2007, p.1.

une politique mieux adaptée aux types de mouvements de populations au sein de l'espace post-soviétique. Elle bénéficierait économiquement davantage des migrations, et elle ferait reculer la xénophobie dans le pays. Cette politique offre également une réponse à la gestion de la plus grande diversité des profils sociologiques et culturels des migrants. La limitation de séjour à 90 jours sur le territoire russe sur une période de 180 jours pour les ressortissants de la CEI dépourvus de permis de travail semble aller dans ce sens, mais cette mesure ne semble pas jouer un rôle sur l'évolution de la xénophobie en Russie.

Moscou a souvent trouvé dans l'Union européenne un exemple à suivre pour sa politique migratoire, comme le montrent les facilités de circulation octroyées aux ressortissants d'Asie centrale. Il cependant existe d'autres modèles. Ainsi, face à l'accroissement du fossé culturel avec les sociétés de ces pays et l'importance du poids numérique des migrants dans la population totale, les monarchies du Golfe ont choisi de mettre en œuvre des « politiques de non-intégration »⁹⁵⁹. Cette logique va à l'encontre des modèles occidentaux cherchant l'assimilation ou l'intégration en favorisant le multiculturalisme. Ce choix politique rend impossible toute immigration d'installation puisque les migrants ne bénéficient d'aucun droit. Cette politique rassure les nationaux face à un risque de spoliation politique et économique par des étrangers. Il s'agit d'une lecture économique et désidéologisée de la migration. Ce modèle génère les conditions d'un esclavage moderne d'une population peu qualifiée. « Le bas prix de la main-d'œuvre non qualifiée s'accompagne, selon les prémisses de l'économie libérale, d'un niveau très bas de compétences, y compris linguistiques »⁹⁶⁰. Ainsi, les politiques migratoires occidentales correspondent à un « modèle colonial », tandis que celles des pays du Golfe reposent sur un « modèle rentier »⁹⁶¹. Dans le premier cas, les migrations concernent les ressortissants des anciennes colonies, tandis que dans le second les migrants veulent recevoir une part de la rente énergétique. Dans quelle mesure cette « politique de non-intégration » des monarchies du Golfe peut-elle s'appliquer en Russie ?

En termes de développement et type de peuplement, la Russie se rapproche peu à peu des monarchies du Golfe. Sa population se concentre essentiellement sur quelques villes et la prospérité économique du pays repose en grande partie sur la rente énergétique. La Russie connaît déjà les aspects négatifs de ce modèle, c'est-à-dire que les conditions de travail des migrants non-qualifiés en Russie sont parfois proches de l'esclavage. Dans cette catégorisation des politiques migratoires, la

⁹⁵⁹ BEAUGRAND, Claire, « Politiques de non-intégration dans les monarchies du Golfe », in *Transcontinentales*, 8/9, 2010.

⁹⁶⁰ Ibid.

⁹⁶¹ BEAUGE, Gilbert, « Les migrations dans le monde arabe : du modèle colonial au modèle rentier », in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°43, vol.43, 1987, pp. 46-52.

Russie paraît avoir un profil hybride. D'un côté, elle a les caractéristiques du « modèle rentier » des monarchies du Golfe, mais aussi celle du « modèle colonial » qui caractérise des pays européens. En effet, les migrants se rendant en Russie viennent des anciennes républiques soviétiques pouvant dans une certaine mesure correspondre à un ancien empire colonial. En effet, «la Russie n'a manifestement pas échappé au destin des métropoles des empires qui deviennent un pays d'accueil de migrants après la décolonisation »⁹⁶². Les autorités russes ne peuvent pas renier ce lien historique et doivent en tenir compte dans l'élaboration de leur politique migratoire, et ne peuvent donc pas appliquer à la lettre la politique de non-intégration des monarchies du Golfe.

L'Asie centrale constitue donc un terrain propice pour appliquer une politique de *soft power* susceptible de réduire le déficit de population active russe. Il s'agit de séduire tous types de main-d'oeuvre en renforçant la venue d'une population centrasiatique qualifiée, mais surtout en améliorant l'apport des migrants non-qualifiés à l'économie russe. La Russie ne semble pas parvenir à trouver un modèle de politique migratoire permettant de mieux capitaliser sur le succès du *soft power* russe en Asie centrale, afin de mieux répondre aux besoins démographiques du pays. Moscou arrive cependant à tirer un bénéfice politique de ces liens migratoires avec les Etats centrasiatiques.

b) Les liens migratoires: un atout russe face aux rivaux dans la région

Depuis l'indépendance des républiques soviétiques d'Asie centrale, cette région constitue un nouvel espace de la scène internationale, ce qui crée des rivalités. Dans quelle mesure l'Asie centrale est-elle devenue un enjeu important de rivalités internationales? En quoi le facteur migratoire renforce-t-il le poids de l'Asie centrale dans les relations internationales? La migration chinoise peut-elle contrecarrer l'influence de la Russie en Asie centrale? La région (re)devient l'objet d'un « Grand Jeu », d'une rivalité entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Le facteur migratoire fait de l'Asie centrale un des espaces importants de la scène internationale dans les logiques de la «mondialisation par le bas». En tant qu'acteur majeur dans les migrations internationales, les autorités chinoises peuvent s'appuyer sur les migrants pour accroître leur influence dans la région au détriment de la Russie.

Au XIXème siècle, le « Grand Jeu » opposait les empires russe et britannique en Afghanistan. Depuis la chute de l'URSS, le « nouveau Grand Jeu » exprime la rivalité entre l'OTAN (surtout la Turquie dans les années 1990 et les Etats-Unis après 2001), la Chine et la Russie en Asie centrale, dans une moindre mesure dans le Caucase. Cette rivalité porte sur l'extraction et l'acheminement des

⁹⁶² BLUM, Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS*, op.cit., p.233.

hydrocarbures. Cette lutte d'influence est le résultat de l'ouverture d'un espace stratégique car depuis 1991 « la Russie a perdu le monopole » en Asie centrale⁹⁶³. Comme nous l'avons dans la seconde partie de ce travail, les autorités russes avaient délaissé l'Asie centrale dans la première moitié des années 1990. Cette négligence s'explique aussi par un défaut d'expertise sur l'Asie centrale. En effet, à la suite de la chute de l'URSS, la diplomatie russe manque de spécialistes des affaires post-soviétiques, en particulier d'experts susceptibles de proposer une analyse à partir de laquelle élaborer une politique vis-à-vis des Etats d'Asie centrale. Ainsi, dans les premières années d'existence de la Russie post-soviétique, le ministère des Affaires étrangères russes confiait les questions relatives aux anciennes républiques soviétiques centrasiatiques aux arabisants, spécialistes du Moyen-Orient⁹⁶⁴. Par la suite, lorsqu'Evgueni Primakov dirige la diplomatie russe (1996-1998) et que Vladimir Poutine devient président de la Fédération de Russie, Moscou a pris conscience de l'importance de l'Asie centrale et mène une politique plus active dans la région.

Dans ce « nouveau Grand Jeu », les trois Etats rivaux semblent avoir progressivement trouvé un *modus vivendi*.

Pour les Etats-Unis, l'Asie centrale représente une région secondaire dont le principal intérêt stratégique est la proximité géographique avec l'Afghanistan, même si les compagnies pétrolières américaines accordent une grande importance à cette région riche en hydrocarbures dont Moscou a perdu le monopole. Ainsi, « la collaboration entre les Etats-Unis et la Russie existe et va se développer » en Asie centrale⁹⁶⁵.

En ce qui concerne la Chine, les autorités recherchent « juste une influence économique, ils n'en veulent pas plus. L'influence économique est déjà réelle mais l'influence politique ne les intéresse pas »⁹⁶⁶. Pékin a ainsi conclu d'importants contrats énergétiques avec les républiques d'Asie centrale, les échanges commerciaux et les projets de construction d'infrastructures de communication augmentent. Cependant, il ne faut pas résumer la politique chinoise en Asie centrale à des intérêts économiques. Nous avons vu que la présence des Etats-Unis dans le voisinage de la Chine dans la région conforte les autorités chinoises dans l'idée d'un *containment* organisé par Washington. En plus, des Ouïghours, peuple que Pékin perçoit comme une menace à la sécurité de l'Etat chinois, se trouvent également en Asie centrale, qui peut alors être assimilée à une « base arrière ». La Chine cherche ainsi à approfondir la coopération avec les Etats centrasiatiques dans le domaine sécuritaire, mais reste

⁹⁶³ Entretien avec Alekseï Malachenko, Centre Carnegie, Moscou, 05/05/2012.

⁹⁶⁴ MALCOLM, Neil, PRAVDA, Alex, ALLISON, Roy, LIGHT, Margot, *Internal factors in Russian foreign policy*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p.119.

⁹⁶⁵ Entretien avec Alekseï Malachenko, Centre Carnegie, Moscou, 05/05/2012

⁹⁶⁶ Ibid.

prudente « pour éviter d'inquiéter son partenaire russe »⁹⁶⁷. Cet intérêt chinois pour l'Asie centrale s'inscrit dans un projet : *One belt, One road*. Il s'agit d'une nouvelle « route de la soie » pour contrer le pivot américain vers l'Asie. Il s'agit d'un important projet chinois d'investissements, de développement commercial, d'infrastructure de transports pour relier la Chine à l'Europe en passant par l'Asie centrale. La démarche consiste à développer des partenariats économiques avec les pays inclus dans ce projet. Pékin exerce ainsi une forte influence sur ces Etats et s'assure aussi des soutiens politiques sur la scène internationale dans sa rivalité avec Washington.

Finalement, « la Russie reste l'acteur premier, tant par son poids historique, revigoré par les flux migratoires, contemporains, que par sa capacité à peser politiquement, économiquement et stratégiquement » et les migrations constituent donc un atout de la Russie dans cette rivalité⁹⁶⁸. Moscou semble aussi jouer un rôle de « gendarme de l'Asie centrale » qui assure la sécurité dans la région, et qui convient aux Etats-Unis et à la Chine qui veulent éviter une implication trop forte et contraignante tout en désirant que les questions sécuritaires ne menacent pas leurs intérêts en Asie centrale. Cette primauté russe, notamment politique, dans la région s'explique également par un engagement limité des autres acteurs extérieurs, elle serait dans une certaine mesure une primauté « par défaut ». Toutefois, cet avantage peut être remis en cause, en particulier par la Chine qui voit de plus en plus l'Asie centrale comme une région pouvant l'aider à atteindre ses objectifs de politique étrangère globale.

L'existence de ce « nouveau Grand Jeu » souligne l'importance de l'Asie centrale dans les relations internationales et comporte une dimension migratoire significative. En ce qui concerne la politique de Moscou dans la région, il s'agit de « repenser une interaction entre Russie et Asie centrale qui ne se cantonne pas aux enjeux géopolitiques ou géoéconomiques. Plusieurs millions de personnes lient dorénavant ces deux espaces et leurs allégeances multiples finissent par se matérialiser politiquement et culturellement »⁹⁶⁹. L'Asie centrale semble se trouver au second plan de la mondialisation économique, pourtant elle occupe une place centrale dans la « mondialisation par le bas ». La paternité de ce concept revient à Alejandro Portes. Selon lui, les migrants dont la mobilité croissante permet de constituer une communauté transnationale représentant « une réaction discrète mais potentiellement puissante à la mondialisation, par opposition à ses formes plus visibles »⁹⁷⁰. Les pays d'émigration se trouvent à l'écart de la mondialisation économique « par le haut », mais deviennent des centres de la mondialisation « par le bas » puisqu'ils sont le lieu d'origine des flux

⁹⁶⁷ KELLNER, Thierry, « La Chine et la Grande Asie centrale », in *Politique étrangère*, 3/2008, p.577.

⁹⁶⁸ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, op.cit., p.13.

⁹⁶⁹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.18.

⁹⁷⁰ PORTES, Alejandro, « La mondialisation par le bas », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°129, 1999, p.15.

migratoires. A contrario, les Etats qui constituent des centres économiques et des terres d'immigration se retrouvent au second plan de cette mondialisation car ils subissent ces phénomènes transnationaux et deviennent, dans une certaine mesure, tributaires des pays d'émigration. Ainsi, l'Asie centrale, à l'exception du Kazakhstan, est la région de la CEI la moins intégrée à la mondialisation économique mais représente un acteur essentiel d'un point de vue migratoire. « Périphérique en de nombreux domaines, l'Asie centrale se trouve là, sur la question migratoire, au cœur de dynamiques internationales et de processus globalisants qui changent radicalement la conception de l'ordre politique contemporain »⁹⁷¹. Les flux migratoires ont permis de réduire le cloisonnement des pays centrasiatiques, et ces stratégies circulatoires « participent à l'intégration de l'Asie centrale dans l'espace mondial »⁹⁷². La mondialisation « par le bas » dessine un nouvel espace autour de cette région politiquement et économiquement marginalisée qui devient le carrefour de routes commerciales informelles entretenues par les migrants centrasiatiques. « La géographie réelle des échanges commerciaux des républiques d'Asie centrale présente de ce fait d'importantes distorsions avec la géographie officielle des relations internationales »⁹⁷³. Les bazars d'Asie centrale se trouvent à l'intersection d'échanges de marchandises : Russie au nord, Iran et Dubaï au sud, Chine à l'est et Turquie à l'ouest. Cette centralité commerciale fait de la région un carrefour de plusieurs influences, mais aussi de plusieurs interdépendances. L'interdépendance démographique de l'Asie centrale avec la Russie ne l'exclut pas de ces territoires circulatoires, mais la met toutefois à la périphérie alors que politiquement et économiquement Moscou constitue un centre. En prenant en considération les logiques migratoires pour déterminer le rôle international de l'Asie centrale, le rôle des Etats-Unis et de l'Union européenne paraît secondaire car les migrations entre les pays centrasiatiques et l'Occident restent assez peu développées. Par contre, la Chine est un acteur important dans les migrations de l'Asie centrale, ce qui peut venir contrecarrer l'influence russe dans la région.

Les migrations chinoises concernent aussi l'Asie centrale. Elles ont augmenté en particulier dans la décennie 2000 à la faveur des bonnes relations commerciales entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale. Le Kazakhstan constitue le principal partenaire économique et politique de la Chine en Asie centrale, et donc le pays centrasiatique qui a les liens migratoires les plus significatifs avec elle. Il ne s'agit pas seulement d'immigration chinoise vers le Kazakhstan mais également d'une émigration kazakhstanaise, notamment vers la province chinoise du Xinjiang. Dans cette migration chinoise, il faut faire une distinction ethnique entre les Ouïghours et des Hans, l'ethnie dominante en Chine mais

⁹⁷¹ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.18.

⁹⁷² THOREZ, Julien, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas » », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n°3, 2008, pp.167-187. p.175.

moins représentée dans ce flux migratoire. Entre 1999 et 2011, le Kazakhstan attire officiellement en moyenne 4000 travailleurs chinois tous les ans⁹⁷⁴. Ce chiffre paraît bien en deçà de la réalité. « Nous remarquons en 2007 que le nombre de Kazakhstanais partis en Chine était deux fois plus élevés que le nombre de citoyens chinois venant au Kazakhstan qui était de 414 700 personnes »⁹⁷⁵. En tant qu'Etats frontaliers de la Chine, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont une migration chinoise significative au regard de la population de ces pays. Ainsi, en 2008, les statistiques officielles comptaient 5000 Chinois au Tadjikistan, tandis que les experts avançaient le chiffre de 30 000 ; l'écart statistique est encore plus grand pour le Kirghizstan puisqu'en 2010 le pays comptait officiellement 2000 Chinois, alors que les spécialistes avancent des chiffres entre 60 000 et 100 000 migrants chinois⁹⁷⁶.

Plus éloignés géographiquement de la Chine, mais aussi plus fermés aux migrations, le Turkménistan et l'Ouzbékistan comptent moins de migrants chinois que les autres pays d'Asie centrale. Ainsi, en 2008, entre 10 000 et 12 000 Chinois se trouvaient sur le territoire turkmène⁹⁷⁷. D'après la Banque Mondiale, en 2012, 1933 Chinois vivaient officiellement en Ouzbékistan et 799 Ouzbeks se trouvaient en Chine⁹⁷⁸. Les migrations chinoises en Asie centrale poursuivent des buts très variés. Elles peuvent être commerciales et dans ce cas-là pendulaires, économiques dans le cadre d'un projet intergouvernemental ou dans l'illégalité, politiques suite à des appels au retour de compatriotes ou à un exil de la communauté ouïghoure. Il peut s'agir aussi de migrations étudiantes bien qu'elles demeurent faibles, ou bien d'une migration de transit avant de se rendre vers un pays tiers, qui est souvent la Russie⁹⁷⁹.

Les gouvernements d'Asie centrale ont réagi différemment face à cette migration chinoise. Dans les premières années d'indépendance, le Kazakhstan et le Kirghizstan n'avaient pas de régime de visa avec la Chine. En 1994, Astana décide d'instaurer des visas pour les migrants chinois et les autorités kirghizes attendent 2003 pour en faire de même. Le Tadjikistan maintient une procédure d'attribution des visas allégée pour les migrations des régions frontalières⁹⁸⁰. Fidèles à leur politique de

⁹⁷³ Ibid., p.178.

⁹⁷⁴ SADOVSKAĪA, Elena, Iourievna, *Kitaïskaïa migratsiia v Tsentral'noi Azii v natchale XXI veka* (La migration chinoise au début du XXIème siècle), Sarrebruck, Lambert Academic Publishing, 2012, p.78.

⁹⁷⁵ SADOVSKAĪA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiia v stranakh Tsentral'noj Azii : Kazakhstan, Kyrgyzstan i-dalee vezde ? » (La migration chinoise dans les pays d'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizstan et ensuite partout ?), in *Kitaï v mirovoi i regional'noi politike*, vol.14, 2009, p.145.

⁹⁷⁶ DANILOVITCH, Maria, Vladimirovna, « Osobennosti kitaïskoï migratsii v prigranitchnye gosoudarstva Tsentral'noj Azii v 2000e-natchale 2010-x gg. » (Spécificités de la migration chinoise dans les Etats frontaliers d'Asie centrale dans les années 2000 et au début des années 2010), in KOSOV, Alexandre, Petrovitch, *Aktualnye problemy mejdunarodnykh otnochenii i diplomatii : actes d'une conférence internationale à Vitebsk, 23-24/04/2015*, pp.229-232.

⁹⁷⁷ SADOVSKAĪA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiia v stranakh Tsentral'noj Azii », op.cit. p.153.

⁹⁷⁸ <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>

⁹⁷⁹ SADOVSKAĪA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiia v stranakh Tsentral'noj Azii », op.cit., p.138.

⁹⁸⁰ LARUELLE, Marlène, LAPEYROUSE, Sébastien, *China as a neighbor: Central Asian Perspectives and strategies*,

faible coopération sur les questions migratoires, le Turkménistan et l'Ouzbékistan n'ont pas conclu d'accords avec Pékin et ont tendance à limiter l'accès à leur territoire. Le gouvernement turkmène a même instauré des mesures protectionnistes de son marché du travail sur le principe de 70/30 : 70% de nationaux pour 30% de travailleurs étrangers⁹⁸¹. Cette migration favorise-t-elle l'influence chinoise en Asie centrale ?

Il semble intéressant de faire un parallélisme avec la situation en Extrême-Orient russe. Économiquement, la Chine exploite également les hydrocarbures de la région, exporte ses biens de consommation. Cette situation convient à des pays enclavés comme le Tadjikistan ou le Kirghizstan qui ont ainsi accès à des produits moins chers, mais moins à des Etats comme le Kazakhstan qui y voit une concurrence pour sa production nationale. Les rapports économiques sont très inégaux entre la Chine et les pays d'Asie centrale et valident, comme pour l'Extrême-Orient russe l'idée d'un « noyautage économique ». « Sur le moyen terme, la Chine semble destinée à dominer le marché centre-asiatique dans de nombreux secteurs, en particulier grâce à sa force de frappe financière et bancaire. »⁹⁸² Politiquement, il existe aussi un discours autour du « péril jaune » et des problèmes frontaliers avec la Chine que les autorités chinoises ont cherché à régler pour rassurer leurs partenaires centrasiatiques. L'inquiétude du « péril jaune » concerne surtout le Kazakhstan. Les autres pays estiment qu'ils « sont mieux protégés contre l'« invasion » démographique » : le Kirghizstan et le Tadjikistan car ils ont un territoire exigu et montagneux, l'Ouzbékistan car il se voit comme une puissance démographique au niveau région et le Turkménistan car il se trouve géographiquement plus éloigné de la Chine »⁹⁸³. Le discours du « péril jaune » se base sur la situation du Xinjiang, c'est-à-dire une colonisation de peuplement par les Hans pour réduire la part de la population ouïghoure et ainsi réduire la légitimité de leurs revendications⁹⁸⁴. Comme en Extrême-Orient russe, il existe une méfiance des populations locales vis-à-vis du grand voisin chinois, qui se réduit avec le temps. Ainsi, dans un sondage mené en 2012 au Kazakhstan, les personnes avaient des réponses plutôt positives à la question « comment percevez-vous les migrants de Chine ? » (Très bien : 1%, bien : 25%, indifférent : 55%, mal : 15%, très mal : 3%)⁹⁸⁵. Démographiquement, la migration chinoise en Asie centrale a des causes assez proches de celle en Extrême-Orient russe : le départ d'une partie importante de la population

op.cit., p.57.

⁹⁸¹ SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiïa v stranakh Tsentral'noj Azii », op.cit. p.153.

⁹⁸² PEYROUSE, Sébastien, « La présence chinoise en Asie centrale Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel », in *Les études du CERI*, 09/2008, n°148, p.21.

⁹⁸³ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *China as a neighbor: Central Asian Perspectives and strategies*, op.cit., p.161.

⁹⁸⁴ « Mourat Aouezov: Natchalos' velikoe pereselenie ! » (Murat Aouezov: le temps des grandes migrations a commencé!), in *Postskriptum*, n°38, 2005.

<http://www.gornoaltaisk.ru/archive/2005/38/003.htm>.

⁹⁸⁵ SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, *Kitaïskaïa migratsiïa v Tsentral'noj Azii v natchale XXI veka*, op.cit., p.132.

active vers les villes de la Russie européenne créant une pénurie de main-d'œuvre. En outre, la diaspora chinoise a un comportement similaire dans les pays centrasiatiques. Ils « vivent en communautés fermées, logés dans des hôtels appartenant à la société qui les emploie ou dans des bâtiments qu'ils louent dans leur totalité. Leur taux de mariage avec des Centre-Asiatiques est extrêmement réduit, signe de leur faible intégration dans les sociétés d'accueil. On note toutefois un développement rapide des infrastructures encadrant cette diaspora naissante : agences touristiques organisant les formalités administratives, banques spécifiques réservées aux citoyens chinois, restaurants, centres médicaux, hôtels, pressings, etc. »⁹⁸⁶ Contrairement à la situation en Extrême-Orient russe, les Etats centrasiatiques ont moins de poids politique que la Russie pour contenir une influence chinoise dans la région.

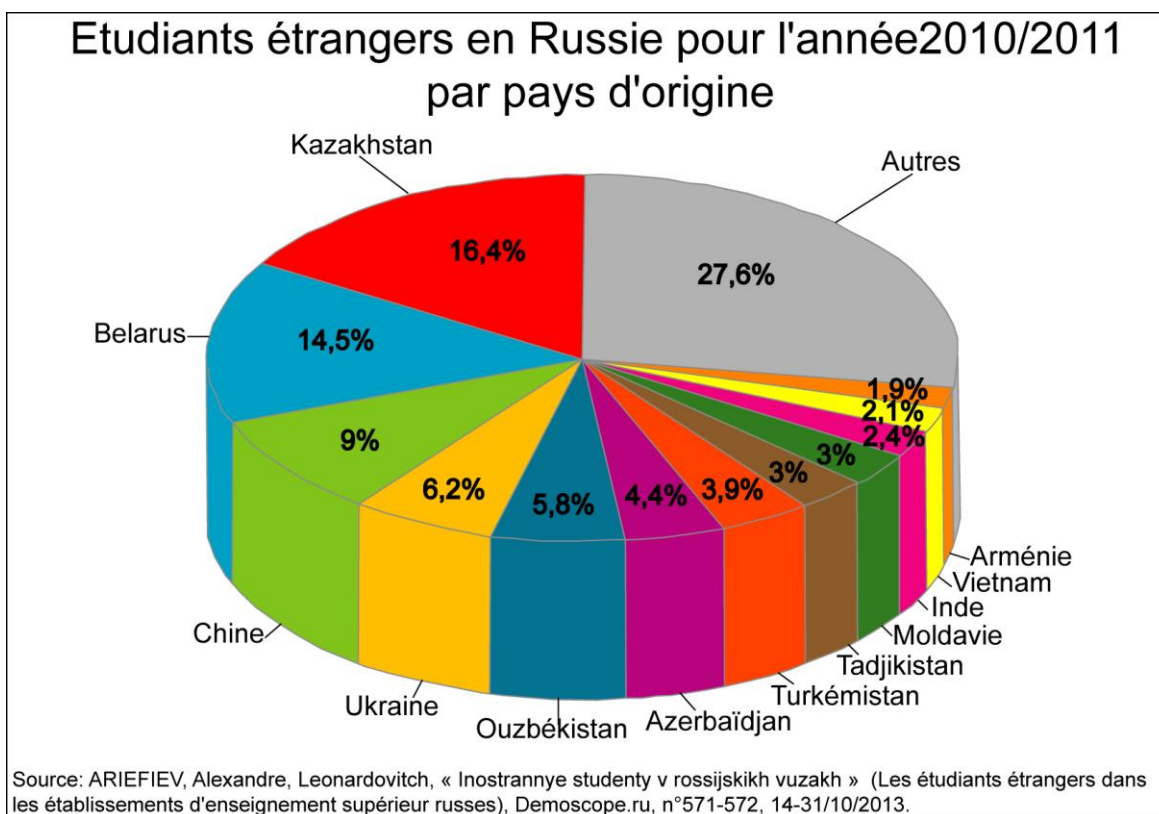
Dans le « nouveau Grand jeu », la Russie semble donc être parvenue à garder un avantage face aux Etats occidentaux et à la Chine en partie grâce à l'importance des liens migratoires entre la Russie et les pays d'Asie centrale. Cependant, il s'agit d'un avantage fragile, surtout que la présence accrue de la Chine d'un point de vue économique et migratoire dans la région contribue à renforcer son influence chinoise aux dépens de la Russie. Un *soft power* russe plus actif peut toutefois permettre de préserver l'atout russe dans la région.

c) L'éducation comme instrument du *soft power*

La migration étudiante a un effet multiplicateur en termes de *soft power* et les instituts d'enseignement d'une langue à l'étranger permettent aussi de promouvoir le pays. Il s'agit de deux axes majeurs des politiques éducatives extérieures des Etats. Quelles est la nature des initiatives russes en matière d'éducation en Asie centrale ? Dans quelle mesure cette politique s'intègre-t-elle à la politique migratoire russe ? En quoi cette politique éducative peut-elle participer à la pérennisation de l'influence russe en Asie centrale ? Les universités russes ont commencé à créer des filiales à l'étranger et il existe une forte demande dans les pays centrasiatiques. Cette politique éducative peut aussi permettre de combler les insuffisances qualitatives des migrations de l'Asie centrale vers la Russie. Le « nouveau Grand Jeu » dans la région concerne aussi la politique éducative.

⁹⁸⁶ PEYROUSE, Sébastien, « La présence chinoise en Asie centrale Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel », op.cit., p.9.

Depuis 1991, la Russie accueille davantage d'étudiants étrangers : 52 600 en 1995 contre 118 700 en 2011⁹⁸⁷. D'après l'UNESCO, elle se situe au 7ème rang avec 3,6% des étudiants internationaux accueillis derrière les Etats-Unis (19%), le Royaume-Uni (10,8%), l'Australie (7,5%), la France (7,2%), l'Allemagne (5,6%) et le Japon (3,9%)⁹⁸⁸. Les étudiants qui choisissent la Russie choisissent en premier lieu Moscou. Sur les dix universités russes qui comptaient le plus d'étudiants étrangers, sept se trouvaient dans la capitale, deux à Saint-Pétersbourg et une à Smolensk⁹⁸⁹. Les cinq républiques d'Asie centrale représentent près de 30% des étudiants étrangers en Russie.



Si le système éducatif russe ne parvient pas à faire venir suffisamment de ressortissants de l'espace post-soviétique, les établissements d'enseignement supérieur de la Fédération de Russie peuvent accroître leur ouverture à l'international par la création de filiales à l'étranger. Les universités, en particulier à Moscou et Saint-Pétersbourg, commencent à développer des partenariats avec des universités étrangères mais ce processus favorise plus la mobilité des étudiants russes que la venue d'étudiants étrangers. Cependant, les grandes universités russes ont des filiales dans différents pays de

⁹⁸⁷ ARIEFIEV, Alexandre, Leonardovitch, « Inostrannye studenty v rossijskikh vuzakh » (Les étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur russes), *Demoscope.ru*, n°571-572, 14-31/10/2013.

⁹⁸⁸ « 3 600 000 étudiants internationaux : l'essentiel des chiffres-clés », in *campusfrance.org*, 06/2013, http://ressources.campusfrance.org/publi_institu/etude_prospect/chiffres_cles/fr/brochure_campusfrance_chiffres_cles_n7_essentiel.pdf

⁹⁸⁹ Cité par ARIEFIEV, Alexandre, Leonardovitch, op.cit.

la CEI, en particulier en Azerbaïdjan, en Arménie et au Kirghizstan et au Kazakhstan⁹⁹⁰. Par exemple, l'Université d'Etat de Moscou (MGU) a une filiale à Bakou, à Erevan, à Tachkent, à Douchanbé. L'université de Saint-Pétersbourg a une filiale à Almaty. L'intérêt d'un système universitaire russe davantage ouvert à l'international, au moins aux pays d'Asie centrale est multiple. Tout d'abord, ces filiales offrent la possibilité aux Russes de « l'étranger proche » d'avoir une qualification qui correspond aux standards éducatifs russes pouvant faciliter un éventuel retour en Russie et/ou d'un prestige supérieur dans leur pays de résidence. Par exemple, « les Kazakhstanais qui sont des Russes ethniques utilisent la formation en Russie comme une opportunité pour partir de la république du Kazakhstan », tandis que les Kazakhs ethniques veulent bénéficier du prestige des diplômes russes au Kazakhstan pour pouvoir trouver un meilleur emploi dans leur pays d'origine⁹⁹¹. Ensuite, ces universités permettent de former les futures élites des pays en question et maintiennent donc un lien avec de futurs dirigeants, ce qui représente un avantage pour la politique étrangère russe. Enfin, ces établissements peuvent aussi former directement sur place des cadres qualifiés dont le marché du travail russe a besoin.

La volonté d'attirer des personnes qualifiées par le biais d'une politique éducative extérieure active ne correspond pas seulement à une nécessité démographique. Il s'agit aussi d'une compétition internationale pour attirer de la matière grise puisque cette stratégie est appliquée également par beaucoup de pays occidentaux. Par contre, la réalité démographique et les besoins en main-d'œuvre de la Russie conduisent à devoir intégrer davantage la formation des populations non-qualifiées, en particulier d'Asie centrale. Tout d'abord, il s'agit de proposer des cours de langue. En effet, la nouvelle génération de migrants a une moins bonne connaissance de la langue russe, ce qui nécessite de dispenser des cours de russe dans le pays d'origine ou à l'arrivée en Russie. Dans le cadre d'un accord signé entre l'Eglise orthodoxe et le FMS du 19 avril 2013, des centres de cours de langue russe gratuits pour les migrants, gérés partiellement par les ecclésiastiques, ont été mis en place dans les régions de la Fédération de Russie⁹⁹². Il existe une forte demande pour des cours de langue russe, notamment en Asie centrale, mais les professeurs compétents demeurent en nombre insuffisant. Même si « le FMS souhaite développer l'enseignement du russe dans les pays d'origine, [...] on manque de professeurs de

⁹⁹⁰ Liste des filiales des universités russes sur le lien suivant : <http://www.russia.edu.ru/obruch/sng/1115/>

⁹⁹¹ RAKICHEVA, Botagoz, Islïamovna, POLETAEV, Dmitri, Viatcheslavovitch, « Outchebnaïa migratsiïa iz Kazakhstana v Rossiïou kak odin iz aspektov strategicheskogo sotroudnitchestva v ramkakh razvitiïa Tamojnennogo soïouza » (La migration étudiante du Kazakhstan vers la Russie comme un des aspects de la coopération stratégique dans le cadre de l'union douanière), in *Evrasijskaïa ekonomicheskaïa integratsiïa*, n°3 (12), 08/2011, pp 84-101.

⁹⁹² « Podpisano Coglachenie o vzaimodejstvii Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi i Federal'noj migracionnoj sluzhby » (Un accord a été signé entre l'Eglise orthodoxe russe et le Service Fédéral des Migrations), in *patriarchia.ru*, 19/04/2013.

russe »⁹⁹³. Par exemple, en Arménie, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan, le nombre d'enseignants de russe reste insuffisant face à la demande⁹⁹⁴. Il faut aussi ajouter le manque de manuels pour dispenser ces enseignements. Ensuite, la politique éducative russe en Asie centrale doit consister paradoxalement non pas à qualifier, mais à « déqualifier », en tout cas à requalifier, les migrants pour les rendre aptes à des métiers plus manuels. Par exemple, 20,9% des migrants avaient un emploi moyennement ou hautement qualifié avant leur arrivée en Russie et 14,7% occupaient un emploi non-qualifié ; une fois en Russie seulement 4% d'entre eux exercent une profession hautement ou moyennement qualifiée, tandis que 38,7% ont un travail non-qualifié⁹⁹⁵. Par exemple, des diplômés de médecine ne sont d'aucune utilité pour travailler dans le bâtiment. Face à ce problème, l'Université d'Etat du Bâtiment de Moscou a affiché en 2006 sa volonté de vouloir « s'occuper de la formation des migrants dans le bâtiment »⁹⁹⁶. Si la politique éducative extérieure active en Asie centrale peut répondre à des objectifs de politique démographique et migratoire, elle peut également correspondre à des buts de politique étrangère sur le long terme.

La politique éducative extérieure permet également de former de futurs dirigeants des pays d'Asie centrale et ainsi de pérenniser la convergence de vues entre dirigeants russes et centrasiatiques par une formation commune. Sur le plan de la politique étrangère, il s'agit aussi d'anticiper la fin des élites d'Asie centrale issues du système éducatif soviétique et par conséquent de pouvoir former la première génération post-soviétique d'hommes politiques en Asie centrale. Cette stratégie reste encore applicable en raison du prestige préservé du système éducatif russe dans cette région du monde. Ces étudiants peuvent être formés sur place, mais la Russie peut aussi attirer davantage d'étudiants d'Asie centrale si elle lève un obstacle relatif à leur accès au marché du travail russe. Les étudiants des universités russes n'ont pas le droit de travailler en Russie pendant leurs études.⁹⁹⁷

Cependant, la Russie n'est pas le seul acteur dans la région à vouloir mettre en œuvre une telle initiative pour renforcer son influence sur les pays centrasiatiques. Le « nouveau Grand Jeu » se manifeste aussi dans la politique extérieure éducative. En ce qui concerne la présence d'universités étrangères dans les pays d'Asie centrale, il s'agit essentiellement d'une rivalité entre les établissements occidentaux et russes. Cependant, la Chine commence à devenir un rival sérieux également dans le

⁹⁹³ Entretien avec Dmitri Poletaev, Centre des études migratoires, Moscou, 18/05/2012.

⁹⁹⁴ JACHENKO, E.B., KOZIEVSKAÏA, E.V., GAVRILOV, K.A., *Russkii iazyk v novykh nezavisimykh gosudarstvakh* (La langue russe dans les nouveaux Etats indépendants), Moscou, Fond « héritage de l'Eurasie », 2008, p.121.

⁹⁹⁵ VARCHAVSKAÏA, Elena, Iakovlevna, DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, « Mobilnost' inostrannykh rabotnikov na rossiïskom rynke trouda » (La mobilité des travailleurs étrangers sur le marché russe du travail », in *Demoscope*, n°605-606, 01-24/08/2014.

⁹⁹⁶ « MGSU nameren zaniatsia obrazovaniem migrantov-stroïtelei » (la MGSU a la volonté de s'occuper de la formation des migrants du bâtiment), in *M2*, 02/10/2006
<http://www.bpn.ru/publications/21356/>

domaine de la politique éducative extérieure en Asie centrale. Cet essor se voit notamment par l'ouverture d'instituts Confucius, équivalent chinois des Alliances françaises, dans les grandes villes de la région, à l'exception du Turkménistan. La concurrence entre les acteurs de ce « nouveau Grand Jeu » apparaît davantage dans l'attractivité des étudiants centrasiatiques. La Russie semble dans une position défavorable à l'avenir : pas assez compétitive du point de vue du prestige des diplômes par rapport aux universités occidentales et pas assez compétitive du point de vue financier par rapport aux universités chinoises. En plus, « la Chine offre de nouvelles opportunités professionnelles. Jusqu'à présent, les étudiants appartenant aux classes sociales supérieures se rendent en Occident pour leurs études (Etats-Unis, Grande-Bretagne, reste de l'Europe de l'Ouest, Turquie), tandis que la Russie attire à elle des milieux diversifiés : enfants de l'élite, bien évidemment, mais également classes moyennes cherchant à émigrer en Russie grâce à l'obtention de diplômes techniques dans des universités de province, surtout en Sibérie. L'ouverture du marché chinois de l'enseignement change la donne : les universités chinoises sont moins chères que les russes (et bien évidemment que les occidentales) »⁹⁹⁸. La Russie pourrait à l'avenir perdre un des éléments importants de son *soft power* : l'attractivité de son système éducatif pour les populations d'Asie centrale.

La politique éducative extérieure russe en Asie centrale joue donc un rôle primordial car elle permet d'avoir une articulation entre politique démographique/politique migratoire et politique étrangère russes. Elle favorise la venue de migrants qualifiés et non-qualifiés correspondant davantage aux demandes du marché du travail russe. Elle constitue aussi un canal d'influence efficace tant sur les sociétés que sur les élites des pays d'Asie centrale. Moscou peut par ce biais renforcer sa position dans la région face à ses principaux rivaux, en particulier la Chine, même si la compétition dans ce domaine devient plus en plus féroce.

Dans une logique d'interaction entre les logiques démographiques et de politique étrangère, il semble exister un cercle vertueux entre les dynamiques migratoires et les objectifs du *soft power* russe en Asie centrale.

La Russie semble avoir trouvé en Asie centrale un terrain propice pour tirer un bénéfice démographique et politique de son *soft power*. Celui-ci favorise son attractivité migratoire, ce qui réduit le manque de main-d'œuvre. Les migrations avec la Russie et la relative bonne image du pays dans les sociétés et les élites d'Asie centrale permettent à Moscou de bénéficier d'un avantage dans le

⁹⁹⁷ Entretien avec Dmitri Poletaev, Centre des études migratoires, Moscou, 18/05/2012.

⁹⁹⁸ PEYROUSE, Sébastien, « La présence chinoise en Asie centrale Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel », op.cit., p.12.

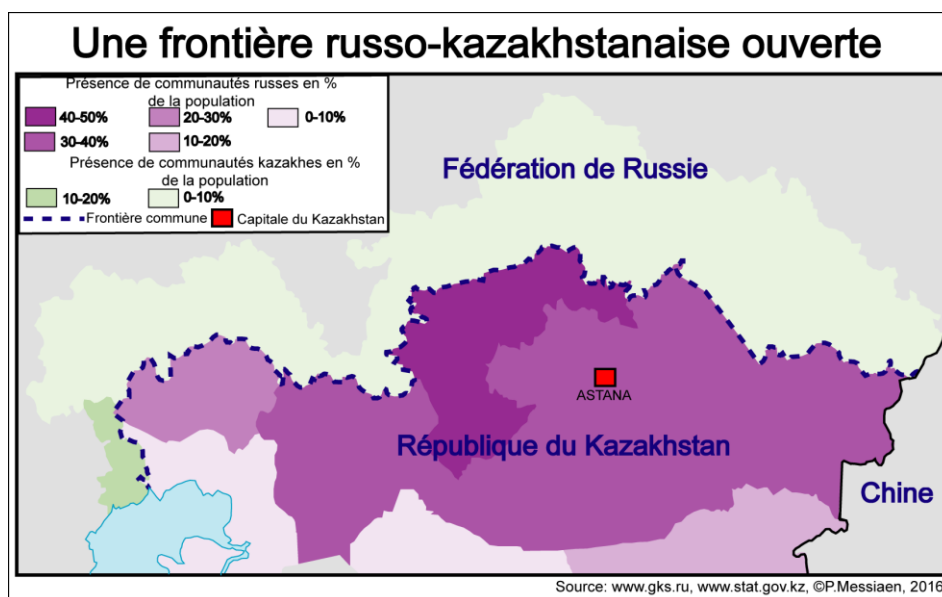
« nouveau Grand Jeu ». La langue et le système universitaire russes conservent un prestige conséquent dans les pays d'Asie centrale créant des conditions favorables pour une influence de la Russie à moyen et long terme dans la région.

Cependant, le *soft power* russe s'expose au risque de se reposer sur ses acquis et de ne pas tenir compte des changements et de nouvelles dynamiques en Asie centrale. La politique migratoire russe reste trop hésitante pour pouvoir optimiser les avantages du *soft power* russe. La Chine semble s'imposer peu à peu dans la région au détriment de la Russie, notamment en s'appuyant sur les logiques migratoires et sur sa puissance économique et commerciale. L'attractivité du système éducatif russe semble mise à mal par des universités occidentales plus prestigieuses et des établissements d'enseignement supérieur chinois moins onéreux.

La fragilité du *soft power* russe en Asie centrale confirme l'entrée de la région sur la scène internationale et la fin d'un « pré carré » de la Russie. Le *soft power* devient une nécessité démographique car la séduction reste le dernier levier à la disposition de Moscou pour attirer les populations de cette région avec un solde naturel excédentaire. Les liens migratoires avec la Russie restent prépondérants pour les Etats centrasiatiques, mais les migrations chinoises prennent de plus en plus d'importance. La jeunesse étudiante de cette région souhaitant bénéficier d'un système éducatif de meilleure qualité a désormais des alternatives aux établissements russes.

Le *soft power* russe correspond donc à un besoin démographique et à une volonté d'influence pour défendre les intérêts de Moscou dans le « nouveau Grand Jeu », en premier lieu face à Chine. L'éventuelle concurrence sur ces enjeux semble aussi venir de l'intérieur de l'espace post-soviétique : du Kazakhstan.

3-Russie-Kazakhstan : entre attraction et tension



La manne énergétique a donné au Kazakhstan les moyens de ses ambitions et d'une plus grande autonomie face à Moscou. En outre, la situation démographique kazakhstanaise a changé de façon significative⁹⁹⁹. Le cas des rapports russo-kazakhstanaïns semble réunir l'ensemble des éléments de la réflexion à propos des conséquences du déclin démographique russe sur les relations avec les anciennes républiques soviétiques. En effet, la communauté russe au Kazakhstan, et à l'inverse les populations kazakhes et/ou kazakhstanaïse en Russie posent la question de l'instrumentalisation politique de ces minorités. Il n'existe pas de tensions politiques fortes entre les deux pays, ce qui n'empêche pas une lutte d'influence en Asie centrale. En ce qui concerne les migrations, les liens migratoires entre les deux pays demeurent très forts, mais il faut également mentionner la concurrence entre ces deux pôles d'attractivité migratoire. La question éducative joue aussi un rôle important puisque le Kazakhstan occupe la première place dans le classement des étudiants étrangers en Russie. A partir de ces éléments, il est possible de formuler l'hypothèse que le facteur démographique a un impact significatif dans l'évolution de la relation entre Moscou et Astana. Dans quelle mesure le facteur démographique peut-il nourrir des craintes du Kazakhstan vis-à-vis de la Russie ? En quoi les migrations soulignent-elles l'attractivité de la Russie mais aussi la fragilité de son influence sur le Kazakhstan ? Le facteur démographique ne constitue-t-il pas un moyen et/ou une cause pour Astana de s'émanciper de Moscou en Asie centrale ? Les autorités kazakhstanaïses peuvent percevoir une menace d'expansion démographique de la Russie au Kazakhstan, en particulier à cause de la présence d'une

⁹⁹⁹ Il convient de préciser la nuance entre kazakhstanaïns et kazakh : le premier comprend tous les citoyens de la République du Kazakhstan, indépendamment de leur appartenance ethnique, tandis que le second correspond à une ethnie dont les membres ne détiennent pas forcément un passeport de la République du Kazakhstan.

forte communauté russe dans le nord du pays. Les enjeux de la question migratoire entre les deux pays concernent deux thèmes : les flux migratoires bilatéraux et les migrations au sein de l'Asie centrale. Astana cherche à affirmer prudemment sa centralité dans la région, le facteur démographique semble favoriser mais également fragiliser cette politique.

a) Le facteur démographique nourrissant les craintes du Kazakhstan

La population russe représentait 37,8% de la population du Kazakhstan en 1989, 23,7% en 2009, soit près de 3,8 millions, c'est-à-dire la deuxième en nombre après la communauté russe vivant en Ukraine¹⁰⁰⁰. Une minorité si importante fait de la relation pays de résidence/communauté/pays d'origine un enjeu politique majeur pour le Kazakhstan. Comment se manifeste l'appréhension des autorités kazakhstanaïses vis-à-vis du facteur démographique ? Quelle sont les mesures entreprises par les populations russes pour s'affirmer au Kazakhstan ? Comment caractériser l'attitude de Moscou vis-à-vis de ces populations ? Astana a fait preuve d'un volontarisme politique pour parer à une éventuelle ingérence russe par le biais du facteur démographique. Malgré des tentatives de s'organiser, les Russes du Kazakhstan n'ont pas réussi à défendre leurs intérêts et leurs droits. Moscou semble leur apporter un soutien très mesuré.

Le facteur démographique a fortement influencé une décision majeure du Kazakhstan post-soviétique : le transfert de la capitale du pays en 1994 d'Almaty au sud du territoire kazakhstanaïse, vers la ville d'Akmola au centre géographique du Kazakhstan. En 1997, la ville prend le nom d'Astana, ce qui signifie capitale en langue kazakhe. Des considérations politico-démographiques ont beaucoup pesé dans cette décision. De multiples arguments pour justifier le déplacement de la capitale vers le centre du pays ont été avancés, mais en fin de compte « les raisons effectives sont bien géopolitiques, et plus vraisemblablement ethnopolitiques et se résument dans le « schisme » très particulier qui existe entre le nord industriel et russophone et le sud agraire et kazakh. »¹⁰⁰¹ Ces craintes pouvaient se justifier en raison de l'existence d'un discours politique russe au début des années 1990 qui réclamait le rattachement du nord du Kazakhstan à la Fédération de Russie au nom de l'histoire, d'une continuité territoriale et d'un profil ethnique commun de part et d'autre de la frontière russo-kazakhstanaïse¹⁰⁰². Ainsi, Alexandre Soljenitsyne demande que les régions septentrionales du pays soit rattachées à la

¹⁰⁰⁰ ALEKSEENKO, Aleksandr, Nikolaevitch, « O nekotorykh itogakh perepisi naseleniia Kazakhstana », (A propos des bilans des recensements de la population du Kazakhstan), in *Demoscope*, 4-17/03/2002
-http://www.stat.kz/p_perepisi/Pages/n_04_02_10.aspx

¹⁰⁰¹ SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna (dir.), *Migratsiia v Kazakhstane na rubeje XXI veka* (La migration au Kazakhstan à l'approche du XXIème siècle), Almaty, Fapym, 2001, p.42

Russie.¹⁰⁰³ Les autorités kazakhstanaises ont sûrement en mémoire la politique soviétique de peuplement qui a participé à une reconfiguration profonde du rapport de force démographique entre Russes et Kazakhs. En 1954, Nikita Khrouchtchev, dirigeant de l'URSS, promulgua une campagne de développement des « terres vierges » du Kazakhstan dans le but de résoudre les difficultés agricoles de l'Union soviétique. Pour réaliser cette mission, les autorités font appel à des volontaires de toute l'URSS, leur nombre atteint deux millions de personnes, essentiellement des Slaves. Il faut également ajouter que les peuples « punis » par le pouvoir soviétique (Allemands, Tchétchènes, Polonais, Coréens, Tatars, Grecs...) ont souvent été déportés vers les steppes du Kazakhstan, ce qui altère davantage la composition ethnique du pays.

Même si la forte densité de peuplement des communautés russes au nord du pays demeure, cette crainte démographique peut paraître moins justifiée puisque la forte émigration des années 1990 concerne en grande partie les populations non-kazakhes du pays. En effet, le Kazakhstan a connu d'importantes évolutions ethniques depuis 1991. En 1989, les Kazakhs représentaient 39,7% de la population et les Russes 37,8%. En 1999 les Kazakhs deviennent majoritaires au Kazakhstan puisqu'ils constituent alors 53,4% de la population, tandis que le poids des Russes baisse à 29,9%. En 2009, l'écart se renforce : les Kazakhs représentent 63,1% de la population et les Russes 23,7%¹⁰⁰⁴. Cette évolution s'explique en grande partie par le facteur migratoire, mais aussi par la structure par âge. En 2012, les Russes correspondent à 42% de la tranche d'âge 65 ans et plus, 41% pour les Kazakhs ; cet équilibre disparaît pour les populations entre 15 et 65 ans avec 65% de Kazakhs et 23% de Russes, cet écart devrait se creuser à l'avenir puisque les Kazakhs représentent 72% des moins de 15 ans, tandis que les Russes ne sont que 15% de cette catégorie d'âge¹⁰⁰⁵. Dans quelle mesure les autorités kazakhstanaises ont-elles encouragé ces évolutions démographiques ?

Comme les autres républiques post-soviétiques, le Kazakhstan a cherché dès son indépendance à construire une identité étatique sur une base ethnonationale. Cette volonté est renforcée par le faible poids démographique de l'ethnie kazakhe dans le pays et la crainte d'un sécessionnisme des régions septentrionales. Ainsi, dans la déclaration de souveraineté du 25 novembre 1990, la nation kazakhe est « constituante de l'Etat ». Les autorités du Kazakhstan refusent d'accorder la double citoyenneté aux populations russes du pays. Il existe aussi une volonté de privilégier la langue kazakhe au détriment du russe, mais la démarche semble difficile à mettre en œuvre. Initialement, le Kazakhstan accordait, par

¹⁰⁰² KARAM, Patrick, *Asie Centrale : le nouveau grand jeu*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.279.

¹⁰⁰³ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.506.

¹⁰⁰⁴ ALEKSEENKO, Aleksandr, Nikolaievitch, AOUBAKIROVA, Janna, SARSEMBAEVA, Boul'jan, « Naselenie strany rastet i stanovitsia bolee odnorodnym » (La population du pays augmente et devient plus homogène), in *Demoscope.ru*, n°451-452, 24/01-06/02/2011

pragmatisme, un statut égal à la langue russe et à la langue kazakhe. En effet, les populations kazakhes maîtrisent mal leur propre langue, ce qui ne permet pas d'en faire l'unique langue officielle. Ainsi, « la part des Kazakhs, maîtrisant la forme littéraire de leur langue maternelle au début des années 1990, ne dépassait les 20-25% »¹⁰⁰⁶. Ce niveau de maîtrise de la langue kazakhe est plus bas encore chez les minorités russes. Cependant, le président Nazarbaïev veut mettre en avant le kazakh. En 1997, la langue kazakhe acquiert le statut de langue d'Etat. Le russe devient une langue officielle du Kazakhstan, mais avec un statut de langue de communication interethnique, c'est-à-dire un niveau inférieur à la langue kazakhe. Les autorités n'ont pas utilisé le facteur religieux dans leur logique et dans la politique de « kazakhisation » du pays vis-à-vis des populations russes, et orthodoxes. En effet, Astana voit dans l'Islam politique un facteur de déstabilisation du pays et du régime politique. « En matière de citoyenneté, le Kazakhstan n'adopte pas la voie choisie par l'Estonie et la Lettonie, alors que sa situation démographique est comparable à celle de ces deux pays : la loi du 20 décembre 1991 retient l' « option zéro » », c'est-à-dire qu'elle accorde la citoyenneté à toutes les personnes sur le territoire¹⁰⁰⁷. Par contre, ce processus d'affirmation de l'ethnie kazakhe se traduit par une marginalisation économique et politique des communautés russes, qui avait commencé dans les années 1980 mais qui s'est renforcée après 1991. « Hors des réseaux de pouvoir et du système clientéliste, il est en effet plus difficile pour les Russes de s'investir dans les emplois financièrement intéressants: la fonction publique se ferme à eux pour des motifs ethniques et linguistiques, les industries ont en grande partie fait faillite, le domaine pétrolier et gazier est un fief de la famille au pouvoir, le commerce et le petit « business » sont souvent jugés de manière dépréciative puisqu'ils nécessitent des contacts avec les milieux mafieux. »¹⁰⁰⁸ Comment les communautés russes réagissent-elles face à ce processus de « kazakhisation » ?

Une loi du 31 mai 1996 interdit la création de partis politiques sur une base ethnique, raciale, ou religieuse. Cependant, la population russe du Kazakhstan a tout de même essayé de s'organiser politiquement face à la « kazakhisation ». Ainsi, deux associations se sont constituées pour défendre les intérêts de la population russe au Kazakhstan : *lad* et *Rousskaïa obchtchina*. Cependant, ces mouvements n'ont pas réussi à se développer. Tout d'abord, le régime politique kazakhstanais est autoritaire et bloque toute initiative susceptible de créer un ferment d'opposition au pouvoir. Par exemple, en 1994, Boris Souprounioug, leader de *Rousskaïa obchtchina* a rédigé un article pour

¹⁰⁰⁵ www.stat.gov.kz.

¹⁰⁰⁶ SOULEÏMENOVA, Eleonora, « Otcherk iazykovoï politiki i iazykovoï situatsii v Kazakhstane », (Aperçu de la politique linguistique et de la situation linguistique au Kazakhstan), in *Russian Language Journal*, Vol. 59, 2009, p.27

¹⁰⁰⁷ TINGUY, Anne de, *La grande migration*, op.cit., p.513.

¹⁰⁰⁸ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan*, op.cit., p.145.

dénoncer la discrimination faite à l'encontre des Russes, et fut arrêté sous prétexte de « promouvoir la discorde interethnique et humilier la dignité et l'honneur national kazakh¹⁰⁰⁹ ». Il a toutefois obtenu la grâce du président Nazarbaev. Le pouvoir kazakhstanais cherche aussi à étouffer les revendications, en particulier par la création en 1992 de l'Assemblée des peuples, qui constitue en théorie un lieu d'expression politique des minorités du Kazakhstan. En fait, « l'Assemblée des peuples a également pour fonction de noyer le problème russe dans une vision plus large de la question nationale »¹⁰¹⁰. En outre, les autorités ont su jouer des rivalités au sein de ces mouvements, dont une partie des dirigeants s'est ralliée au pouvoir. De plus, ces associations ne semblent pas avoir le soutien des populations qu'ils représentent, notamment à cause du faible niveau de politisation et d'une forte hétérogénéité des Russes du Kazakhstan (urbains, ruraux, cosaques, marchands, techniciens, fonctionnaires, déportés...). En effet, ces populations comprennent des descendants des premiers colons agriculteurs ou cheminots, mineurs, administrateurs au nord du pays, ainsi que les Cosaques présents depuis le XVIIIème siècle. Il faut aussi ajouter les exilés politiques : révolutionnaires bannis par le pouvoir tsariste et ceux bannis pour raisons religieuses, les koulaks déportés par Staline dans les années 1920-1930. Il existe également des installations volontaires : les Russes venus dans le cadre du programme des terres vierges dans les années 1950, puis l'arrivée de cadres techniques russes à partir des années 1960¹⁰¹¹. Face à la « kazakhisation » post-soviétique, les populations russes ne cherchent pas l'intégration et la mixité ethnique reste faible. La dégradation des conditions socio-économiques de ces populations les conduit souvent à émigrer vers la Russie. Il s'agit d'une émigration par procuration : « les parents, restés en Asie centrale, financent les études en Russie de leurs enfants et les rejoindront à l'âge de leur retraite, une fois leur vie professionnelle achevée en Asie centrale et celle de leurs enfants fixée en Russie »¹⁰¹². Comment les autorités russes réagissent-elles face à la situation de ces « compatriotes » au Kazakhstan ?

Puisque le Kazakhstan ne mène pas une politique étrangère en opposition avec les intérêts de la Fédération de Russie, Moscou n'a pas cherché à faire une instrumentalisation politique des populations russes, alors que celles-ci réclamaient un soutien face au processus de « kazakhisation ». Au contraire, l'attitude des autorités russes semble même se caractériser par une indifférence dans le but de maintenir la bonne qualité des relations bilatérales entre la Russie et le Kazakhstan. Par exemple, en 1996, le ministre des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, refuse de rencontrer les représentants des

¹⁰⁰⁹ Exemple cité dans PEYROUSE, Sébastien, « Entre Russie et Asie centrale Regards croisés sur la minorité russe du Kazakhstan », in *Cahiers d'Études sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien*, n°34, 2002, p.112.

¹⁰¹⁰ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan*, op.cit., p.70.

¹⁰¹¹ POUJOL, Catherine, « Minorités exogènes ou Russes de l'intérieur de l'Asie centrale », in *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, n°4, 12/1995, pp.125-142. p.127

associations russes du Kazakhstan en considérant que leur situation ne constituait pas un problème¹⁰¹³. Toutefois, des autorités locales russes ont pris des initiatives en direction des communautés russes du Kazakhstan. En 1999, les autorités de Barnaoul, capitale du kraï de l'Altaï frontalier du Kazakhstan, ont créé une Assemblée régionale avec un conseil de liaison avec les compatriotes de régions frontalières. Cependant, d'autres édiles russes ont la réputation d'être sur la même ligne politique que le président du Kazakhstan concernant les populations russes, comme le gouverneur de la région frontalière d'Omsk¹⁰¹⁴. Même si elles ne soutiennent pas fortement les populations russes au Kazakhstan, les autorités russes cherchent à accompagner le mouvement de retour de ces personnes en Russie, notamment par le biais de la politique des compatriotes. En effet, le Russe du Kazakhstan semble constituer le modèle du « compatriote » : plus qualifié que la moyenne de la population en Russie, slave, orthodoxe, russophone, assez jeune, et il a le désir de (re)venir en raison de la forte dégradation de ses conditions de vie au Kazakhstan. Ainsi, les populations en provenance du Kazakhstan occupent la première place dans le classement des personnes prises en charge dans le cadre du programme « compatriotes » entre 2006 et 2012. Sur la centaine de milliers de personnes qui a participé à ce programme, 32% étaient originaires du Kazakhstan, 20% d'Ouzbékistan, 10% de Moldavie, 9,7% d'Ukraine, 8% du Kirghizstan, 7,2% d'Arménie et 4% du Tadjikistan.¹⁰¹⁵ Cette émigration semble autant arranger le pouvoir kazakhstanaï qui recherche une homogénéisation ethnique du pays, que les autorités russes qui voient dans les Russes du Kazakhstan un moyen de favoriser l'immigration sans heurter le discours nationaliste ethnique russe.

Le rapport de force au sein du triangle pays de résidence/communauté russe/pays d'origine paraît défavorable aux populations russes du Kazakhstan. D'un côté, les autorités kazakhstanaïses veulent empêcher l'émergence d'une communauté russe susceptible de transformer une menace démographique en menace politique. D'un autre côté, Moscou cherche à entretenir de bonnes relations avec Astana en évitant de politiser la question des Russes du Kazakhstan. Elle a intérêt à favoriser leur retour. L'enjeu démographique de la relation bilatérale dépasse la question des Russes du Kazakhstan.

¹⁰¹² LARUELLE, Marlène (dir.), « Les Russes de l'étranger proche et la question de la « diaspora » », op.cit., p.159.

¹⁰¹³ Ibid, p.16.

¹⁰¹⁴ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan*, op.cit., p.274.

¹⁰¹⁵ « V Rossiou pereselilsia 100-tysiatchnyï sootetchestvennik », (Le 100 000ème compatriote s'est installé en Russie), in *Russkie.org*, 17/10/2012.

b) Un potentiel d'attraction russe réel mais fragile

La Russie compte une communauté kazakhstanaise et kazakhe sur son territoire pouvant jouer un rôle dans la relation entre les deux Etats. Quelles sont les caractéristiques de l'émigration kazakhstanaise vers la Russie et la celles de la communauté kazakhe sur le territoire russe ? Est-il possible de considérer cette population comme une diaspora ? Dans quelle mesure la question migratoire peut-elle conduire à une détérioration de la relation bilatérale ? Les ressortissants du Kazakhstan et/ou kazakhs ne représentent pas une population nombreuse, mais assez organisée. Astana cherche à développer une politique diasporique qui comprend les populations kazakhes se trouvant en Russie. La Russie et le Kazakhstan n'ont pas forcément les mêmes intérêts autour des migrations au sein de l'espace post-soviétique.

La Russie attire un grand nombre de migrants en provenance du Kazakhstan puisqu'en 2012 2 479 430 ressortissants de ce pays se trouvaient sur le territoire russe¹⁰¹⁶. Cette migration comprend un grand nombre de Russes ethniques qui ont décidé de quitter définitivement le Kazakhstan. Il existe aussi des travailleurs migrants citoyens de la république du Kazakhstan qui n'envisagent pas forcément une installation définitive en Russie. Il s'agit d'un flux migratoire modeste par rapport aux autres anciennes républiques soviétiques, puisqu'il représentait 83 868 personnes entre 1994 et 2011, avec une forte hausse après la crise économique mondiale de 2008¹⁰¹⁷. Il se singularise aussi des autres migrations de l'espace post-soviétique par les emplois occupés par ces migrants kazakhstanaïses en Russie, souvent plus qualifiés. La Russie reste attractive pour ces Kazakhstanaïses désireux de trouver un meilleur travail en dehors de chez eux. Dans une étude menée en 2011, les migrants de travail kazakhstanaïses choisissent en premier lieu les autres régions du Kazakhstan (56,6% de l'échantillon interrogé), et ensuite la Russie (37,3%) ; viennent après le Kirghizstan (9,5%) et les pays d'Europe occidentale (7%)¹⁰¹⁸. Il faut ajouter à ces migrants de travail, une diaspora kazakhe présente en Russie, à la fois rurale et urbaine. « Aujourd'hui, la diaspora kazakhe dans la Fédération de Russie est représentée par deux groupes. Le premier groupe regroupe les Kazakhs ethniques vivant le long de la frontière entre les deux pays. Le second groupe comprend les représentants de la diaspora vivant dans les villes non-frontalières avec le Kazakhstan. Une grande partie de ce groupe sont les représentants de

<http://russkie.org/index.php?module=fullitem&id=27293>

¹⁰¹⁶ <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>

¹⁰¹⁷ SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kazakhstan v sisteme mejdounarodnykh troudovykh migratsii » (Le Kazakhstan dans le système des migrations internationales de travail), in *Demoscope*, n°583-584, 27/01-09/02/2014.

¹⁰¹⁸ Ibid.

la migration étudiante formée à l'époque soviétique »¹⁰¹⁹. Numériquement, le premier groupe constitue une écrasante majorité de la diaspora kazakhe présente en Russie. Les estimations du nombre de personnes composant cette communauté oscillent entre 650 000 (chiffre du recensement) et 1 500 000¹⁰²⁰. Par contre, le second groupe paraît mieux organisé. Il existe une quarantaine d'associations de kazakhs très dynamiques, comme le fonds « diaspora kazakhe ». Par exemple, des jeunes travailleurs étudiants kazakhs de Moscou ont fondé en 1992 la communauté culturelle kazakhe « Muraguer »¹⁰²¹. Il faut également évoquer la création des *Kurultai* (rassemblements de populations turciques et/ou mongoles) de Kazakhs qui se réunissent régulièrement dans les régions rurales russes limitrophes du Kazakhstan, comme par exemple dans le *krai* de l'Altai¹⁰²². Dans quelle mesure l'action de ces organisations s'inscrit-elle dans une politique diasporique du Kazakhstan ?

Les choix politiques des autorités du Kazakhstan s'apparentent en grande partie à la politique de Moscou vis-à-vis des Russes de l'étranger, c'est-à-dire une politique avec une double orientation : soutien politique aux populations kazakhes vivant à l'étranger pour en faire un levier d'influence sur les pays de résidence, et appel au retour pour améliorer la situation démographique du Kazakhstan. Tout d'abord, « la diaspora kazakhstanaise est un des éléments les plus importants de la politique étrangère du Kazakhstan vis-à-vis des pays de résidence »¹⁰²³. La politique à l'égard des Kazakhs de l'étranger s'est progressivement étoffée depuis l'indépendance du Kazakhstan et se structure essentiellement autour de l'association mondiale des Kazakhs. Dès sa création le 29 septembre 1992, le gouvernement affirma que le Kazakhstan avait pour mission de protéger les Kazakhs à travers le monde. Il s'agit dans un premier temps de favoriser les liens culturels entre ces différentes populations. En 1994, les actions de l'organisation portaient sur l'éducation, notamment en accordant des bourses d'études. Le second congrès mondial des Kazakhs a eu lieu 23 et 24 octobre 2002. Au cours de ce congrès, le gouvernement affirme sa volonté de renforcer sa politique vis-à-vis de la diaspora. En 2005, lors du 3ème congrès, la politique diasporique intègre un volet économique sur le rôle de ces populations kazakhes dans les investissements en provenance de l'étranger. Cette même année, le gouvernement prend un décret donnant naissance au « Programme officiel d'assistance aux compatriotes vivant à

¹⁰¹⁹ RAKICHEVA, Botagoz, Isljamovna, POLETAEV, Dmitri, Viatcheslavovitch, « Outchebnaja migratsiia iz Kazakhstana v Rossiou kak odin iz aspektov strategicheskogo sotroudnithestva v ramkax razvitiia Tamojennogo soiouza », op.cit., p.93.

¹⁰²⁰ RAKICHEVA, Botagoz, Isljamovna, « Kazakhskaja diaspora i irredenta v Rossii : statisticheskij analiz » (La diaspora kazakhe et irredenta en Russie : une analyse statistique), in *postsoviet.ru*, 01/03/2007.
<http://www.postsoviet.ru/print.php?pid=109>

¹⁰²¹ DJAMALOV, Polat, « Kazakhsaia diaspora v Rossii : dinamitchnoe razvitie » (La diaspora kazakhe en Russie : un développement dynamique), in *centrasia.ru*, 20/03/2006
<http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1142838900>

¹⁰²² MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Diaspory i zemliatchestvo* (Diasporas et communautés), op.cit., p.95.

¹⁰²³ Ibid, p.95.

l'étranger pour 2005-2007 ». Ses objectifs sont : « le perfectionnement des normes juridiques concernant le soutien aux compatriotes, vivant à l'étranger ; l'établissement de liens économiques solides ; le soutien de relations culturelles et sociales de solidarité stables ; l'information des compatriotes ; la facilitation des études au sein d'établissements supérieurs au Kazakhstan ; l'assistance à la consolidation de la diaspora kazakhe »¹⁰²⁴. A l'inverse de la politique diasporique menée par Moscou depuis 1991, il ne s'agit pas de se concentrer sur un éventuel rôle politique que ces populations kazakhes pourraient jouer dans les relations avec les pays de résidence, mais de privilégier les actions à caractère culturel, éducatif, voire économique, c'est-à-dire se limiter à une logique de *soft power*.

Le Kazakhstan a cherché à faire (re)venir les Kazakhs de l'étranger, les *oralmans*, pour améliorer la configuration démographique du pays. Il faut distinguer deux vagues d'arrivée des *oralmans* : une première dans les années 1990 composée de rapatriés venus de Mongolie, de Russie, d'Iran, d'Afghanistan, de Turquie et du Tadjikistan, la seconde dans les années 2000 concerne les populations venues d'Ouzbékistan, de Chine, et du Turkménistan. Avant la loi de 1997 sur les migrations, ces Kazakhs bénéficiaient du statut de réfugié. Ensuite, ils sont devenus des *oralmans* intégrés à une politique spécifique et volontariste, inscrite dans un « Code de rapatriement des Kazakhs ethniques dans leur mère-patrie historique », qui facilite l'installation et l'intégration de ces populations dans la société. Le nombre d'*oralmans* accueillis est limité par des quotas qui oscillent entre 15 000 et 20 000 personnes par an. Cependant, les Kazakhs revenant spontanément bénéficient aussi d'une aide du gouvernement. Il s'agit d'un soutien significatif : « aides dans la recherche d'un emploi et d'un logement, attributions de pensions et d'allocations conformes à la législation sociale, bourses pour des études supérieures, offres de terrains constructibles ou agricoles. Les services de l'Etat organisent aussi des séminaires de formation sur les aspects juridiques et culturels. »¹⁰²⁵ En comparaison avec le programme russe « compatriote », cette politique d'appel au retour menée par le gouvernement apparaît comme un succès car « le Kazakhstan a mis beaucoup d'argent pour son programme *oralmans* »¹⁰²⁶. Cependant, les résultats de cette politique apparaissent limités. Sur 3 millions de Kazakhs à l'étranger, seuls 430 000 se sont installés au Kazakhstan, soit 14%¹⁰²⁷. Dans cette logique de « retour », il faut aussi évoquer l'immigration de cadres techniques en provenance de Russie qui s'est poursuivie après la chute de l'URSS, ce qui démontre une attractivité migratoire réciproque entre la Russie et le

¹⁰²⁴ MENDIKULOVA Gulnara, « La diaspora kazakhe et la politique de rapatriement de la République du Kazakhstan », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 26, n° 3, 2010, pp.153-167. p.162.

¹⁰²⁵ Ibid., p.166.

¹⁰²⁶ Entretien avec Dmitri Poletaev, Centre des études migratoires, Moscou, 18/05/2012

¹⁰²⁷ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.72.

Kazakhstan, même si le solde migratoire reste très en faveur de la Russie.¹⁰²⁸ La comparaison de la capacité des deux pays à attirer des migrants doit inclure l'ensemble de l'espace post-soviétique.

Moscou et Astana affichent une convergence de vues sur les questions migratoires. Cette proximité s'explique en grande partie par des problématiques communes. Tout d'abord, ils subissent les effets des migrations illégales, surtout que la gestion des flux migratoires à travers la longue et poreuse frontière russo-kazakhstanaise serait plus difficile en cas de non-coopération sur ces sujets. De plus, les politiques migratoires des deux pays semblent de plus en plus interdépendantes. Le territoire kazakhstanaise constitue un lieu de transit pour les migrations depuis les pays d'Asie centrale vers la Russie. D'un côté, le Kazakhstan peut jouer le rôle d'« Etat-tampon » et ainsi être un partenaire de Moscou pour gérer en amont les flux migratoires en provenance des autres Etats centrasiatiques. La Russie reste ainsi tributaire des choix de politique migratoire d'Astana vis-à-vis des quatre autres Etats d'Asie centrale puisqu'elle n'a pas les moyens humains de contrôler de façon efficace les flux migratoires passant par la frontière russo-kazakhstanaise. D'un autre côté, le Kazakhstan subit les conséquences de la politique migratoire russe soit par une hausse du flux de populations traversant son territoire qui a de multiples impacts pour le pays, soit par une hausse de la migration vers le Kazakhstan de personnes n'ayant pas pu se rendre en Russie. Ainsi, Astana et Moscou coopèrent pleinement sur les questions migratoires. Le Kazakhstan participe activement à l'ensemble des initiatives mises en œuvre par la Russie dans l'espace post-soviétique et appartient à la plupart des organisations multilatérales créées par Moscou comme la CEI, l'Union économique eurasiatique, l'OCS, l'OTSC... Même si la question migratoire semble renforcer le niveau de coopération entre la Russie et le Kazakhstan, cette même question peut aussi devenir une cause de différend entre les deux pays. Il faut rappeler que les économies russe et kazakhstanaise souffrent d'un manque de main-d'œuvre. Les migrants d'Asie centrale constituent pour ces deux marchés du travail la première source de travailleurs étrangers. Nous avons évoqué précédemment le fait que cette situation peut conduire à une forte concurrence démographique, à une « guerre migratoire » entre la Russie et le Kazakhstan, c'est-à-dire transformer cette coopération en une tension entre les deux Etats.

Le lien migratoire entre la Russie et le Kazakhstan reste fort, la présence d'une population kazakhe assez organisée renforce ce potentiel d'attraction russe. Astana cherche à s'appuyer sur ces populations pour mener une politique diasporique en direction de la Russie. Celle-ci reste timide car le Kazakhstan est conscient des implications de l'interdépendance démographique avec la Russie. Il

¹⁰²⁸ KOROBKOV, Andreï, « Rossiiskaïa naučno-tekhnologičeskaïa diaspora v SChA », op.cit.
http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=402#top-content

privilégie donc la coopération. Cependant, les deux pays ont la particularité d'être à la fois interdépendants, mais aussi concurrents en Asie centrale. Dans quelle mesure ces éléments peuvent-ils faire du Kazakhstan un acteur du « nouveau Grand Jeu » ?

c) L'affirmation prudente du Kazakhstan en Asie centrale

Les revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures, mais pas uniquement, semblent avoir donné au Kazakhstan les moyens d'une ambition en Asie centrale face aux autres acteurs du « nouveau Grand Jeu ». En quoi la démographie du Kazakhstan confirme-t-elle sa situation de carrefour en Asie centrale ? Comment le Kazakhstan parvient-il à préserver un équilibre dans ce « nouveau Grand Jeu » ? Dans quelle mesure le facteur démographique peut-il compromettre cette politique ? Le Kazakhstan semble se trouver à la croisée de plusieurs logiques démographiques et migratoires. Les autorités s'appuient sur un discours autour de l'eurasisme pour affirmer la centralité du pays dans la région. Cependant, la démographie peut contribuer à renforcer la conflictualité avec les voisins du Kazakhstan.

Sur le plan démographique, le Kazakhstan semble coupé en deux. Au nord, une population « européenne », russe, en baisse à cause d'une faible natalité, d'une forte mortalité et d'une émigration vers la Russie. Le profil de ces régions septentrionales kazakhstanaïses se rapproche du profil démographique de certaines régions de Russie, de Sibérie orientale en particulier. Lors du recensement de 2010, cette partie nord du Kazakhstan représentait environ 35% de la population totale du pays¹⁰²⁹. Ces régions septentrionales se caractérisent aussi par une forte population urbaine. Astana appartient géographiquement à cet ensemble mais s'en distingue par son profil démographique et du fait de son statut de capitale. La moitié sud correspond à un Kazakhstan plus « asiatique », avec une part élevée de populations kazakhes, une forte natalité et une faible mortalité. Ces régions méridionales connaissent une immigration, en particulier en provenance d'Ouzbékistan. D'ailleurs, en 2010, la population ouzbèke représente 17% de la population de la région du Kazakhstan méridional, frontalière de l'Ouzbékistan¹⁰³⁰. Ces régions méridionales se caractérisent par une population rurale importante. Almaty, l'ancienne capitale du pays, se distingue du reste du sud du Kazakhstan par son profil

¹⁰²⁹ www.stat.gov.kz.

Cette partie nord comprend les entités administratives suivantes : les oblasts d'Aqmola, d'Aktobe, de Kostanaï, de Pavlodar, du Kazakhstan septentrional et du Kazakhstan oriental, ainsi que la capitale Astana

¹⁰³⁰ www.stat.gov.kz.

Cette partie sud comprend les entités administratives suivantes : les oblasts d'Atyrau, de Zhamboul, du Kazakhstan occidental, de Karaganda, de Kyzylorda, de Mangoustaï, du Kazakhstan méridional, ainsi que l'ancienne capitale Almaty.

démographique, notamment avec une part de population ethniquement russe avoisinant les 35%. Il convient toutefois de nuancer l'antagonisme démographique entre un « Kazakhstan d'Europe » urbain au nord avec une métropole kazakhe et un « Kazakhstan d'Asie » rural au sud avec une métropole russe. En effet, l'ensemble des régions du pays connaît le phénomène de métropolisation qui entraîne un exode rural vers les grandes villes, en l'occurrence Astana et Almaty. Ainsi, le sud du pays devient aussi urbain, ce qui à l'avenir rapprochera le profil démographique de ces populations de celles du nord du pays. En plus, la forte émigration des populations « européennes » et le vieillissement des Russes ethniques vivant au nord du pays renforcent le poids des populations kazakhes dans les régions septentrionales, dont la composition ethnique se rapproche peu à peu de celle du sud du pays. La coexistence de ces deux logiques démographiques semble justifier l'idée que par son peuplement « le Kazakhstan apparaît comme un « pont démographique » entre la Russie et les autres pays d'Asie centrale »¹⁰³¹. En effet, les indicateurs démographiques kazakhstaniens confirment la situation intermédiaire du Kazakhstan.

Comparaison d'indicateurs démographiques pour l'année 2012

Nombre d'enfants par femmes					
Russie	Kazakhstan	Ouzbékistan	Turkménistan	Kirghizstan	Tadjikistan
1,69	2,59	2,53	2,35	3,1	3,82
Espérance de vie					
Russie	Kazakhstan	Ouzbékistan	Turkménistan	Kirghizstan	Tadjikistan
70,46	69,61	68,1	65,31	70	67,26
Mortalité infantile					
Russie	Kazakhstan	Ouzbékistan	Turkménistan	Kirghizstan	Tadjikistan
7,19	22,32	20,51	39,48	29,73	36,16

Source : ined.fr

Les flux migratoires viennent confirmer une certaine centralité du Kazakhstan, une situation de carrefour. Nous avons évoqué les migrations vers et depuis la Russie, l'immigration en provenance d'Asie centrale, en particulier d'Ouzbékistan, ainsi que le flux migratoire de et vers la Chine. Il faut aussi ajouter des ressortissants de pays lointains attirés par les perspectives professionnelles offertes par le développement économique des années 2000. Cette diversification des flux migratoires du

¹⁰³¹ SEYS, Franck-Olivier, « Les dynamiques démographiques du Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance », in *Espace populations sociétés*, n°2009/2, 2009, p.260.

Kazakhstan se vérifie dans les statistiques officielles des migrations de travail. Ainsi, en 2012, « sur 22 000 travailleurs étrangers qui sont venus au Kazakhstan, 4 290 personnes viennent de Chine (19,5% du nombre total), 2537 de Turquie (11,5%), 1714 d'Inde (7,8%), 1341 de Grande-Bretagne (6,1%), 846 de Hongrie (3,8%). Les autres pays représentaient 10 586 personnes (48%)¹⁰³². Dans quelle mesure cette centralité démographique du Kazakhstan s'inscrit dans une logique de centralité politique du pays en Asie centrale ?

Dès l'indépendance, le Kazakhstan a fait le choix du multilatéralisme et d'une politique étrangère multivectorielle. Ainsi, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev tient un discours enthousiaste sur les organisations régionales de l'espace post-soviétique. Il vante « les réelles possibilités de l'intégration régionale pour la préservation de l'indépendance du pays, la résolution de la crise, le décollage de l'économie, la hausse du niveau de vie des gens »¹⁰³³. Bien avant la Russie, en 1994, le Kazakhstan désire créer une union eurasiatique avec les pays de l'espace post-soviétique. Ce soutien aux organisations multilatérales correspond aussi à une volonté des autorités kazakhstanaïses de « gérer l'hétérogénéité » qui existe autant à l'intérieur que dans le voisinage du pays¹⁰³⁴. Astana a conscience que le rapport bilatéral avec la Chine et la Russie est en sa défaveur. Les organisations intégrant les deux grands acteurs permettent alors de réduire les capacités de pression des deux pays en jouant sur leur rivalité en Asie centrale. Le multilatéralisme se comprend ainsi comme une volonté de « diviser pour régner » et comme le choix de diversifier au maximum les partenariats, c'est-à-dire une politique multivectorielle. Dès mai 1992, le président du Kazakhstan a précisé et justifié sa politique multivectorielle qu'il a maintenue par la suite : « une importance exclusive sera accordée au maintien des relations mutuellement avantageuses et d'amitié, fondées sur le principe de confiance, avec les pays voisins, en premier lieu la Russie et la Chine [...]. Simultanément, [le Kazakhstan est] favorable au développement des rapports les plus larges possibles avec d'autres pays sur la base de l'équité internationale et du partenariat »¹⁰³⁵. Cette politique multivectorelle correspond à une volonté de limiter les influences extérieures des acteurs du « nouveau Grand Jeu », mais il s'agit aussi d'un moyen pour désenclaver le pays et pour s'affirmer sur la scène internationale. Par exemple, un rapprochement politique avec les autres Etats centrasiatiques permettrait de maintenir les acteurs extérieurs à distance, mais ce « facteur rationnel paraît plus faible que les contraintes structurelles : différences de niveaux et de modèles de développement économique et la faiblesse générale des systèmes économique et

¹⁰³² SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kazakhstan v sisteme mejdounarodnykh troudovykh migratsii », op.cit.

¹⁰³³ NAZARBAIEV, Noursoultan, « Eraziïskii Soïouz : ot idei k istorii boudoucheho » (L'Union eurasiennne : de l'idée à l'histoire du futur), in *Izvestija*, 25/10/2011.

¹⁰³⁴ CUMMINGS, Sally N., *Oil, Transition and Security in Central Asia*, Londres, New-York, Routledge, 2004, p.25

¹⁰³⁵ NAZARBAIEV, Noursoultan, *Strategiia stanovleniia i razvitiia Kazakhstana kak suverennoho gosouudarstva*

politique »¹⁰³⁶. En plus de la coopération économique et sécuritaire avec les pays occidentaux, le Kazakhstan prend des initiatives en direction des pays du monde musulman. Néanmoins, la politique multivectorielle des autorités kazakhstanaïses semble surtout concerner la Russie et la Chine. L'importance de cette relation peut même laisser penser à l'existence d'un triangle Kazakhstan-Russie-Chine qui structurerait l'Asie centrale. Dans une interview donnée à un quotidien allemand en 2013, le ministre des Affaires étrangères kazakhstanaïse déclarait qu'il voyait les relations avec Pékin et Moscou comme « un triangle isocèle avec des rapports sur un bénéfice réciproque, un respect mutuel et un haut niveau de confiance »¹⁰³⁷. Cette prudence politique se traduit aussi par la conclusion d'accords migratoires avec les deux pays. D'un côté, le Kazakhstan conclut avec la Russie les accords migratoires les plus avancés de l'espace post-soviétique après ceux qui existent entre Moscou et Minsk. La relation russo-kazakhstanaïse s'apparente à un partenariat stratégique. D'un autre côté, la Chine devient un pays de premier plan pour le Kazakhstan. « De 1992 à 2014, le Kazakhstan et la Chine ont signé près de 200 accords bilatéraux dans le domaine de la collaboration commerciale, énergétique, financière, militaire, du régime de visa et de la citoyenneté, des échanges scolaires et cultures, etc., qui favorisent une coopération économique et humanitaire intense, le développement du commerce régional et frontalier, les échanges migratoires »¹⁰³⁸. Dans quelle mesure cette politique kazakhstanaïse d'affirmation en Asie centrale par un équilibre entre les grandes puissances peut-elle durer ?

En effet, la politique multivectorielle présente des fragilités qui peuvent rendre les initiatives du Kazakhstan en Asie centrale contre-productives et les logiques migratoires peuvent également contribuer à cette détérioration. La politique multivectorielle « peut stimuler l'accroissement d'une méfiance réciproque entre les principaux partenaires du Kazakhstan. Leur crainte principale serait donc de se voir écartés au profit d'un autre compétiteur »¹⁰³⁹. Tout d'abord, les autorités russes pourraient voir dans le partenariat entre Pékin et Astana le début d'une menace pour ses intérêts au Kazakhstan et plus largement en Asie centrale. Ensuite, aux yeux des dirigeants chinois la multiplication des partenariats, notamment avec les occidentaux, sur les questions de sécurité peut représenter une menace potentielle à la frontière occidentale de la Chine. Enfin, l'Ouzbékistan remet en cause le

(Stratégie de formation et de développement du Kazakhstan comme un Etat souverain), 16/05/1992, hrlib.kz.

¹⁰³⁶ KASSENOVA, Nargis, « Kazakhstan and Eurasian Economic Integration: Quick Start, Mixed Results and Uncertain Future », in *Russie.NEI.Reports*, n°14, 11/2012, p.8.

¹⁰³⁷ JOLKVER, Nikita, « Glava MID Kazakhstana : Kazakhstan, Rossiia i Kitaï-eto ravnobedrennyï treougol'nik » (Le chef du MAE du Kazakhstan : Kazakhstan, Russie et Chine, c'est un triangle isocèle), in *Deutsche Welle*, 01/02/2013 <http://inozpress.kg/news/view/id/38650>.

¹⁰³⁸ SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiïa v Kazakhstane » (La migration chinoise au Kazakhstan), in *Demoscope*, n°629-630, 9-22/02/2015.

¹⁰³⁹ VOLOSHINE, Georgiy, *Le nouveau Grand Jeu en Asie centrale : analyse des jeux de puissance et des stratégies géopolitiques sur l'exemple du Kazakhstan*, Mémoire de Master en administration publique de l'ENA sous la direction de Laure Delcour, Paris, 2012, p.38.

leadership kazakhstanais en Asie centrale, cette rivalité rompt la non-conflictualité recherchée par Astana dont dépend sa position de carrefour, et donc son ascendant dans la région. « La compétition entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour le leadership régional est une question majeure pour l'ensemble de l'Asie centrale [...] un défi majeur pour la coopération régionale »¹⁰⁴⁰.

Le caractère fragile de la politique multivectorielle du Kazakhstan a aussi un volet démographique et migratoire. Tout d'abord, la concurrence démographique entre la Russie et le Kazakhstan peut se renforcer au fur et à mesure que les besoins en main-d'œuvre du marché du travail russe augmentent. En outre, Moscou peut toujours exercer une forte pression politique sur le gouvernement kazakhstanais par le biais des populations russes vivant dans le nord du pays, ce qui peut conduire à déstabiliser le Kazakhstan. En ce qui concerne la Chine, la perception positive des migrants chinois au Kazakhstan semble évoluer. Des sondages réalisés en 2007 par l'institut de sondage VTsIOM et en 2012 par Elena Sadovskaïa soulignent cette évolution. En 2007, les Kazakhstanais étaient 18% à avoir une opinion négative ou très négative des migrants chinois, en 2012 ils sont 31%¹⁰⁴¹. Au regard de cette évolution, il paraît possible de formuler l'hypothèse d'une situation proche des relations sino-russes, c'est-à-dire que la question migratoire peut constituer une cause de fragilisation des relations bilatérales avec la Chine. Cette question commence même à favoriser l'émergence d'un courant sinophobe dans la vie politique kazakhstanaise¹⁰⁴². Enfin, le risque d'une détérioration des relations politiques pour des raisons migratoires semble important avec l'Ouzbékistan. Tout d'abord, l'immigration ouzbèke vers le Kazakhstan représente un phénomène de grande ampleur et paraît difficilement gérable en raison de son caractère souvent illégal. En outre, les autorités ouzbèkes refusent de coopérer avec Astana sur les questions migratoires. Cette attitude s'explique tant par un déni ouzbek de la réalité migratoire de Tachkent que par une rivalité avec le Kazakhstan pour le leadership en Asie centrale. Ainsi, l'« Ouzbékisation grandissante du Sud du pays inquiète de plus en plus les autorités kazakhstanaises » même si le risque sécessionniste semble à exclure¹⁰⁴³.

La politique multivectorielle du Kazakhstan depuis 1991 a permis à Astana de s'affirmer politiquement en Asie centrale face aux pays de la région mais aussi face aux acteurs du « nouveau Grand Jeu ». Cette stratégie s'appuie, tout en la renforçant, sur une centralité migratoire du Kazakhstan

¹⁰⁴⁰ LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Globalizing Central Asia: Geopolitics and the Challenges of Economic Development*, Londres, New-York, Routledge, 2015, p.128.

¹⁰⁴¹ LARINE, Alexandre, Georgiévitch, SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaja migratsiïa na postsovetkom prostranstve » (La migration chinoise dans l'espace post-soviétique), in *Oriens*, n°3, 2014, p.118.

¹⁰⁴² LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *China as a neighbor: Central Asian Perspectives and strategies*, op.cit., p.81.

¹⁰⁴³ LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, op.cit., p.96.

en Asie centrale. Malgré la prudence dont font preuve les autorités kazakhstanaïses, le facteur démographique et migratoire peut compromettre cette politique d'équilibre entre les acteurs de la région.

Pour récapituler cette réflexion sur la place du facteur démographique et migratoire dans la relation russo-kazakhstanaïse, il faut souligner le caractère singulier de cette relation. Elle semble mêler un partenariat, une absence de confrontation, et une concurrence au sein de l'Asie centrale dans laquelle l'avantage de la Russie ne paraît pas garanti. Le facteur démographique joue un rôle important dans cette relation complexe.

L'ombre de la Russie plane sur les décisions politiques du Kazakhstan. Ainsi, la risque d'une sécession des régions septentrionales peuplées de Russes ethniques a justifié une politique de « kazakhisation » et le déplacement de la capitale du pays. Les autorités kazakhstanaïses ont un double lien démographique la Russie qui pèse sur leurs décisions : la présence d'une communauté russe au Kazakhstan et l'émigration kazakhstanaïse vers la Russie. Le choix d'une politique extérieure multivectorielle s'explique en grande partie par l'inquiétude d'une forte dépendance vis-à-vis de Moscou en Asie centrale.

Le Kazakhstan semble avoir une meilleure articulation entre politique démographique/politique intérieure/politique extérieure que la Russie. Les décisions de politique intérieure s'inscrivent dans une volonté d'homogénéisation ethnique tempérée par un discours sur l'amitié des peuples afin d'éviter un conflit avec la Russie. La politique migratoire kazakhstanaïse répond à un besoin de main-d'œuvre et la diversité des accords sur les migrations correspond à la politique multivectorielle du Kazakhstan en Asie centrale. Cette volonté d'être en bons termes avec tous les acteurs du « nouveau Grand Jeu » réduit le risque d'une menace démographique.

Le facteur démographique semble plutôt représenter une cause de rapprochement que de tension entre le Kazakhstan et la Russie. La forte émigration des populations russes du nord du pays diminue la probabilité d'une sécession. Même s'il existe une concurrence démographique entre les deux pays, la Russie exerce une attraction tant sur la société que sur les dirigeants kazakhstanaïses ce qui favorise la coopération entre Astana et Moscou. Face à une migration chinoise qui nourrit un discours sur le « péril jaune » et une migration ouzbèke qui inquiète les autorités kazakhstanaïses, la Russie représente un partenaire moins menaçant sur le plan démographique.

Cependant, ce relatif équilibre dans la relation bilatérale entre Moscou et Astana demeure précaire. Selon les circonstances politiques, le facteur démographique peut renforcer le partenariat ou au contraire provoquer une tension entre les deux pays.

Conclusion III-B

La nature de l'imbrication des évolutions démographiques des pays de l'espace post-soviétique et de la Russie détermine les capacités d'influence de Moscou vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques.

Il existe un écart significatif entre les possibilités théoriques d'utilisation du facteur démographique comme instrument de *soft power* et les chances réelles de succès d'une telle politique. Ainsi, le pouvoir d'influence des populations russes pour défendre les intérêts de la Russie dans les pays de résidence devrait être proportionnel à l'importance numérique de ces populations. L'échec des initiatives russes dans les pays baltes montre que cette corrélation ne se vérifie pas toujours. En Asie centrale, la Russie bénéficie de circonstances favorables pour développer une politique éducative extérieure ambitieuse, en s'appuyant notamment sur les liens migratoires. Cependant, la concurrence des pays occidentaux et de la Chine dans ce domaine rend le succès de cette initiative plus incertain. Dans la relation avec le Kazakhstan, le facteur démographique peut créer une situation de tension, mais peut aussi favoriser une forte influence russe sur la politique étrangère kazakhstanaise.

L'utilisation diplomatique d'une configuration démographique donnée peut aussi conduire à une dégradation des relations de la Russie avec un autre Etat de l'espace post-soviétique. En effet, la politisation des minorités peut amener les partenaires de Moscou à vouloir prendre leurs distances. De plus, l'instrumentalisation politique des minorités présentes en Russie risque à terme de créer des tensions avec les pays de départ si Moscou poursuit sa logique coercitive. Si les liens migratoires de la Russie avec l'Asie centrale lui permettent d'exercer un *soft power* dans la région, ils peuvent également conduire des Etats à contrebalancer cette influence, notamment en développant un partenariat avec la Chine, dont la présence en Asie centrale s'est accrue. Le cas du Kazakhstan souligne ce caractère fragile du bénéfice politique qu'un Etat peut retirer d'un lien démographique.

La réussite de l'utilisation du facteur démographique comme outil de *soft power* dans l'espace post-soviétique repose sur une prise en compte de l'interaction complexe d'une multiplicité d'acteurs et de logiques. En effet, la politique diasporique rencontre plus de réussite lorsqu'elle s'appuie davantage sur les liens de nature non-politique, comme l'économie ou la communauté scientifique expatriée. Le *soft power* russe doit ainsi intégrer la réalité démographique de la Russie et des autres pays de l'espace post-soviétique, mais également tenir compte du fonctionnement des sociétés centrasiatiques. Dans sa relation avec le Kazakhstan, Moscou a partiellement dissipé les craintes d'Astana par son absence de

soutien aux populations russes vivant au nord du pays et d'autres menaces démographiques semblent gagner en importance par rapport à l'appréhension d'une expansion démographique russe.

La réalité démographique de la Russie et des pays de l'espace post-soviétique constitue donc à la fois une limite, un vecteur, et un symptôme de l'influence de Moscou, notamment en Asie centrale. Même si les phénomènes démographiques et migratoires s'inscrivent sur le long terme, les possibilités pour en faire une utilisation de politique étrangère restent très dépendantes de la conjoncture et des décisions des dirigeants en Russie et dans les pays de l'espace post-soviétique.

Conclusion de la 3ème partie

Les conséquences internes du déclin démographique russe modifient donc la nature des relations avec les anciennes républiques soviétiques. Elles influencent les priorités de politique étrangère de Moscou dans cet espace. Elles amènent à reconsidérer les orientations politiques de la Russie vis-à-vis des pays de l'espace post-soviétique. Elles renforcent le poids des interdépendances entre Moscou et ses voisins depuis 1991.

Les évolutions démographiques, tant en Russie que dans les pays de l'espace post-soviétique, contribuent à reconsidérer les hiérarchies de politique étrangère de Moscou vis-à-vis d'une région dont elle revendique le leadership. Tout d'abord, le poids grandissant du facteur démographique conduit les dirigeants russes à regarder davantage vers le sud. En raison d'un manque de main-d'œuvre, les pays en excès de population active suscitent un intérêt particulier. Les Etats avec lesquels la Russie a des liens migratoires forts et/ou dans lesquels se trouvent des populations russes importantes nécessitent une approche de politique étrangère spécifique. En tenant compte du facteur démographique, migratoire, diasporique, l'Asie centrale occupe une place grandissante dans la politique étrangère russe dans l'espace post-soviétique, en premier lieu le Kazakhstan.

La question démographique et migratoire met en avant certains acteurs. Depuis 1991, les rôles économique et social croissants amènent les migrants à s'autonomiser vis-à-vis des Etats de l'espace post-soviétique. Les questions migratoire et démographique dépassent le cadre géographique des anciennes républiques soviétiques, il faut alors tenir compte des acteurs majeurs dans les migrations internationales, comme l'Union européenne, la Chine, et dans une moindre mesure la Turquie. Les pays centrasiatiques, surtout le Kazakhstan, deviennent des partenaires essentiels, d'une interdépendance politique, économique et démographique avec la Russie.

Dans une certaine mesure, la question démographique contribue à rendre la Russie plus dépendante des Etats de l'espace post-soviétique. Sans la population active de ces pays d'émigration, le marché du travail russe aurait davantage de difficultés à surmonter son manque de main-d'œuvre. La gestion des flux migratoires vers la Russie doit se faire en amont, ce qui passe par une obligation de coopérer. Les gouvernements de ces républiques disposent d'une marge de manœuvre face à Moscou dans leur politique vis-à-vis des migrations vers la Russie. Ils peuvent faire le choix du refus de coopérer, favorisant ainsi le caractère illégal des flux migratoires. Cependant, le rapport de force politique avec Moscou oblige parfois des Etats à subir les décisions prises par les autorités russes. Il arrive aussi que la coopération soit assez équilibrée, par exemple avec le Kazakhstan.

L'impact politique des réalités démographiques de l'espace post-soviétique met aussi en lumière des insuffisances et/ou une certaine obsolescence de la politique de Moscou vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques. Elle semble minorer les logiques d'interdépendance qui existent entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques. Les partenaires de Moscou dans l'espace post-soviétique adoptent souvent une attitude semblable dans le but de préserver leur indépendance politique. Malgré la possibilité de s'appuyer sur les liens migratoires pour renforcer l'influence de la Russie en Asie centrale, Moscou semble accorder peu d'importance à une politique éducative extérieure qui permettrait pourtant d'atteindre des objectifs de politique étrangère et de politique démographique.

En outre, la politique de *soft power* de la Russie dans l'espace post-soviétique intègre peu le volet démographique. Ainsi, les autorités russes ont une mauvaise approche des populations russes dans les anciennes républiques soviétiques : soit elles constituent un instrument de pression diplomatique contre-productif, soit elles sont délaissées pour ne pas dégrader les relations avec les pays de résidence. Les liens migratoires représentent un autre vecteur d'influence qui peut avoir un rôle important dans le « nouveau Grand Jeu », mais Moscou privilégie surtout la logique coercitive en faisant des minorités présentes en Russie un moyen de contrainte diplomatique.

Les autorités russes gardent une préférence pour le vecteur politique dans le rapport avec les anciennes républiques soviétiques depuis 1991, ce qui transparaît dans leur utilisation du facteur démographique. Ainsi, même si le facteur économique gagne en importance et paraît plus adapté pour une politique envers les Russes de l'étranger, Moscou politise les liens politiques et migratoires ce qui favorise une prise de distance tant de la part des pays de résidence que des populations russes elles-mêmes. La dimension scientifique et éducative reste sous-exploitée, en particulier en Asie centrale qui constitue un terrain propice pour ce type d'initiative.

Les conséquences du déclin démographique russe dans l'espace post-soviétique contribuent à la formation d'une logique multilatérale incomplète. Les évolutions démographiques et migratoires depuis 1991 représentent une contrainte politique tant sur le plan de la politique interne que dans les choix relevant de la politique étrangère. Ainsi, l'attitude de déni de l'interdépendance démographique avec la Russie dans le but de renforcer la construction étatique se heurte à la réalité des flux migratoires et à la présence de populations russes dans certains territoires. En outre, ce positionnement conduit à subir les aspects négatifs de ces phénomènes sans avoir la possibilité de trouver une solution nécessitant une coopération avec la Russie.

L'existence d'un système migratoire, qui peut être qualifié d'eurasiatique, rend légitime la constitution d'un cadre multilatéral dans lequel les anciennes républiques soviétiques coopèrent autour des questions migratoires. La CEI a dans une mesure très relative joué ce rôle, notamment en accordant des facilités de circulation. Il s'agit d'une prise de conscience des gouvernements de la réalité de l'interdépendance avec la Russie, mais ce multilatéralisme reste à géométrie très variable. Il en devient moins efficace face au défi migratoire dans l'espace post-soviétique. Ce manque de coordination s'explique aussi par hésitation sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie.

Le Kazakhstan semble constituer une exception car il a perçu la nécessité du multilatéralisme et a intégré les questions démographiques et migratoires. En effet, les autorités kazakhstanaïses ont construit l'identité ethnonationale. Elles ont marginalisé les populations russes, sans pour autant irriter Moscou grâce à une politique étrangère plutôt en adéquation avec les intérêts russes en Asie centrale. En outre, la politique multivectorielle du Kazakhstan a permis de diversifier les flux migratoires et de réduire l'interdépendance démographique avec la Russie. Elle a aussi contribué à renforcer son attractivité par rapport à son partenaire russe. Cependant, il s'agit d'un équilibre très fragile.

CONCLUSION GENERALE

Où va la Russie ? Cette question reste difficile à aborder pour les chercheurs travaillant sur ce pays. « C'est même cet intitulé que prennent parfois séminaires et conférences, dossiers de revues ou publications régulières consacrées à des questions de sciences sociales »¹⁰⁴⁴. Au-delà du monde de la recherche, cette interrogation existentielle taraude les Russes eux-mêmes, et devient un sujet de discussion récurrent. La réponse semble d'autant plus difficile à apporter que les soubresauts de l'histoire russe laissent une impression de ruptures et de revirements ne donnant pas d'éléments de continuité permettant de répondre à cette question quasi-métaphysique. L'ambition de cette thèse était de tenter de trouver un angle d'attaque théorique permettant d'élucider cette énigme. En effet, la relative inertie des phénomènes démographiques en fait un instrument intéressant pour une analyse sur le long terme, dégagée de considérations idéologiques et de la « dictature de l'immédiateté » qui caractérise les sociétés d'aujourd'hui. La démographie doit alors permettre de dégager des éléments structurels de l'évolution de la Russie pour savoir vers où elle peut aller¹⁰⁴⁵. Ce travail de recherche sur les conséquences internationales du déclin démographique de la Russie depuis l'effondrement de l'URSS avait aussi pour but de savoir si le facteur démographique pouvait apporter un éclairage différent pour essayer de comprendre l'ampleur des bouleversements survenus après 1991 dans cette région du monde. Il s'agit aussi de dissocier les effets conjoncturels et les effets structurels de cette évolution. Cette approche cherche également à apporter une contribution au débat qui anime le monde de la recherche à propos d'un « retour de la Russie » sur la scène internationale. La démarche consiste à comprendre, non pas où va la Russie, mais jusqu'où elle peut aller en recoupant les concepts des relations internationales, de la démographie, de la science politique et de la géographie.

Au niveau national, les évolutions démographiques des deux dernières décennies contribuent à donner un nouveau visage à la Russie, une autre place sur la scène internationale, et à affaiblir les bases internes qui déterminent le rôle de la Russie dans le monde. Au niveau international, les réalités démographiques actuelles russes empêchent d'appliquer certains choix stratégiques d'hier et limitent les possibilités de réorientations stratégiques face aux enjeux internationaux d'aujourd'hui et de demain. Elles obligent aussi les partenaires de la Russie à modifier leur politique vis-à-vis de Moscou. A l'échelle de l'espace post-soviétique, les évolutions démographiques de la Fédération de Russie constituent un changement important. Leurs conséquences politiques illustrent la fin d'une domination incontestée de Moscou sur cette région du monde. Elles rendent dans une certaine mesure la Russie

¹⁰⁴⁴ MERLIN, Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2007, p.1.

tributaire d'une zone d'influence qu'elle revendique pour pouvoir exister sur la scène internationale, mais aussi pour affronter ses défis démographiques internes.

1) La Russie, un pays durablement affaibli

La « croix russe » et le « glissement occidental » des migrations internes à la Russie donnent un caractère structurel, voire inéluctable, à ces évolutions démographiques et à leurs conséquences. L'augmentation du niveau de vie des Russes dans la décennie 2000 a apporté des améliorations sur le plan de la natalité et de l'espérance de vie. Elle n'a cependant pas enrayé ces deux phénomènes.

La première conséquence interne significative de l'évolution démographique russe est l'éclatement de la structure territoriale et le renforcement des déséquilibres au sein du pays. Le « patchwork démographique » russe devient plus hétérogène et montre les multiples facettes du déclin démographique du pays. Le fossé se creuse entre des territoires aux évolutions démographiques contraires, entre un archipel métropolitain à l'ouest du pays dont le profil démographique se rapproche des pays européens, et des régions éloignées avec une mortalité et une natalité qui les rapprocheraient de pays africains. Cet éclatement se traduit par une différenciation ethnique des territoires plus prononcée, une perte de mixité, donc une perte de lien entre les différents peuples qui composent la Fédération de Russie. Le ciment démographique entre les régions de Russie s'étiolé également à cause des nouvelles logiques migratoires internes. Les populations migrent vers les grandes villes de l'ouest du pays et n'envisagent pas de retour, ce qui accélère la désertification de vastes régions. Le rétablissement des connections entre ces territoires constitue un des défis internes à la Russie post-soviétique.

La deuxième conséquence interne importante des évolutions démographiques concerne la société et le monde politique russes. L'ampleur et la rapidité des changements démographiques ont provoqué la stupeur et l'effroi dans le pays. « Quand le pays sombre dans le chaos, naît le patriotisme ». ¹⁰⁴⁵ Les déséquilibres nés du déclin démographique ont nourri le nationalisme russe dans la société. La démographie devient une préoccupation au cœur de la vie politique russe. Paradoxalement, la présence de cette question dans le débat public russe empêche la mise en œuvre d'une politique démographique efficace. En effet, cette thématique se retrouve au centre de clivages politiques alors que la gravité de l'enjeu nécessiterait un consensus. Cette politisation contribue à une

¹⁰⁴⁵ KERCKHOVE, Stephen, *La dictature de l'immédiateté*, Paris, Editions Yves Michel, 2010, 132p.

¹⁰⁴⁶ TSEU, Lao, *Tao-te King*, Paris, PUF, 2003, p.17

certaine incohérence de la politique démographique russe. La politique nataliste basée sur de fortes allocations donne l'illusion d'un fort volontarisme face au déclin démographique. Cependant, les autorités commettent une erreur en réduisant la politique démographique à un soutien financier à la natalité. L'effort doit aussi porter sur les infrastructures sanitaires, les crèches, le contrôle des médicaments, les campagnes de sensibilisation pour changer le comportement des Russes (alcool, alimentation, tabac, conduite en voiture...). De telles initiatives n'ont pas de résultats immédiats, elles ne profitent donc pas politiquement aux autorités, et ne rassurent pas la société russe. L'évolution démographique qui inquiète surtout les Russes est la hausse de l'immigration. Ce phénomène nouveau pour une société restée longtemps fermée tourne à l'obsession, hystérise le débat sur la question démographique et simplifie la réflexion sur les solutions à adopter : soit il faudrait augmenter la natalité et fermer le pays aux étrangers, soit il faudrait accepter une immigration massive car la faible natalité est irréversible. Les deux solutions paraissent irréalistes. D'un côté, il semble impossible de modifier radicalement la natalité et la mortalité en Russie. D'un autre côté, aucune société ne pourrait absorber les millions de migrants dont la Russie a besoin pour résorber son déficit naturel et de population active.

La troisième conséquence interne des évolutions démographiques concerne l'économie. Ces bouleversements affaiblissent durablement le potentiel économique de la Russie. La désertification rend inexploitable de vastes territoires pourtant riches en ressources. Le déclin démographique entraîne des coûts budgétaires puisque les dépenses de santé, de retraite et autres allocations augmentent. Le déclin démographique crée aussi des perturbations sur le marché du travail russe. Le pays manque de cadres qualifiés, mais aussi de populations non-qualifiées. Ainsi, les capacités de croissance économique et de développement de la Russie semblent fortement handicapées par les réalités démographiques, et les autorités russes perdent des moyens pour financer d'autres projets, notamment en politique étrangère.

La quatrième conséquence des évolutions démographiques russes depuis 1991, sûrement la plus grave aux yeux des autorités russes, est militaire. L'armée perd des moyens humains ce qui l'oblige à accélérer la modernisation de l'outil militaire russe. La baisse des effectifs, dont le déclin démographique est partiellement responsable, fait apparaître davantage les faiblesses de l'armée russe mais aussi la force des blocages qui ont pu exister face à une réforme nécessaire. Les autorités russes ont cherché alors contourner cet obstacle en privilégiant dans un premier temps les forces paramilitaires.

Ces conséquences internes des évolutions démographiques de la Fédération de Russie depuis 1991 se traduisent donc par un affaiblissement la Russie sur la scène internationale, qui peut prendre différentes formes selon l'approche des relations internationales privilégiée.

Pour les réalistes, le déclin démographique constitue un enjeu de sécurité, la Russie laisse de vastes territoires vides à la merci de voisins supposés expansionnistes. Le raisonnement concernerait surtout les régions d'Extrême-Orient russe limitrophes de la Chine. La Russie manquerait d'hommes aptes à une éventuelle guerre de grande ampleur, et son besoin d'immigration la contraint à importer les problèmes de sécurité d'autres pays, comme le terrorisme ou la criminalité internationale. Il est vrai que la Russie semble condamnée à une certaine « impuissance démographique » puisqu'elle peut de moins en moins arguer de son poids démographique pour peser sur la scène internationale, hormis dans l'espace post-soviétique. Cette relative impuissance se fait surtout sentir face aux pays d'émigration ou à des géants démographiques comme la Chine.

Du point de vue libéral, les évolutions démographiques de la Fédération de Russie n'affaiblissent pas inévitablement le pays sur la scène internationale, mais contraignent les autorités russes à revoir leurs stratégies d'influence. Avec une politique subtile, les communautés russes vivant à l'étranger représentent un canal d'influence puissant sur les Etats des pays de résidence. Pour les libéraux, l'immigration peut constituer un vecteur démographique à travers lequel la Russie peut influencer les pays d'origine. A l'inverse, ces liens migratoires exposent également la Russie à des influences extérieures. Les caractéristiques démographiques russes depuis 1991 ont donc inséré le pays dans la mondialisation, c'est-à-dire une scène internationale régie par les logiques transnationales et d'interdépendance.

Pour les constructivistes, le déclin démographique russe a un impact en termes de perception et influence négativement le processus de définition de l'intérêt national. Il aurait tendance à contribuer à un processus de sécurisation, notamment vis-à-vis des pays d'émigration comme la Chine, les Etats d'Asie centrale ou bien les trois pays du Caucase. La peur du péril démographique de la société russe semble en partie transposée dans la politique étrangère. Elle peut nourrir un complexe obsidional qui amènerait Moscou à privilégier une approche défensive sur les dossiers de politique étrangère.

L'affaiblissement démographique est durable et profond. Il dessine le portrait d'une nouvelle Russie sur la scène internationale. Les conséquences des évolutions démographiques russes depuis 1991 contraignent aussi la Russie à infléchir son positionnement sur la scène internationale.

2) Un positionnement incertain sur la scène internationale

L'ampleur des changements démographiques sur le plan interne se traduit inévitablement par des répercussions sur la politique extérieure de la Russie. En donnant au pays un nouveau visage, la dimension démographique conduit à regarder le monde extérieur différemment, à revoir les hiérarchies de politique étrangère.

Les autorités russes font preuve d'un relatif déni face aux réalités du déclin démographique, elles intègrent insuffisamment ces problématiques dans la politique étrangère du pays. Plusieurs facteurs expliquent cette lacune. Tout d'abord, la fonctionnarisation et le non-renouvellement des élites politiques russes depuis les années 2000 conduisent à un isolement progressif des dirigeants et à un manque de consultation des experts à même d'évoquer l'importance croissante des questions démographiques dans la politique étrangère. Sans constituer un dossier prioritaire, il existe toutefois deux lectures sur la manière d'intégrer les nouvelles réalités démographiques dans la politique étrangère. D'un côté, un courant plutôt libéral voit le déclin démographique comme un problème économique et de développement, dans ce cas l'immigration reste la seule solution pour assurer la prospérité nécessaire au maintien du rang international de la Russie. D'un autre côté, une ligne plus conservatrice reprend une lecture réaliste des relations internationales appelant à renforcer les mesures sécuritaires pour défendre un pays affaibli démographiquement, c'est-à-dire que le renforcement des capacités militaires et une politique migratoire restrictive doivent permettre le maintien du statut international de la Russie. Le courant dominant dans la politique du Kremlin change en fonction des hommes politiques les plus influents dans les premiers cercles du pouvoir.

Cette faible prise en considération du facteur démographique vient aussi du manque d'expertise de l'administration en général qui, faute de trouver une réponse adaptée à un problème nouveau, tentent d'appliquer des stratégies mises en œuvre pendant l'URSS, voire à l'époque tsariste. Une réelle prise en compte des évolutions démographiques nécessite de faire des arbitrages douloureux entre les administrations. Il s'agit de déterminer à quel ministère attribuer davantage de personnel, quelles régions deviennent prioritaires dans les programmes de développement. De tels choix remettent en cause de équilibres au sein du pouvoir fédéral, mais également entre Moscou et les pouvoirs locaux, et les autorités russes ne veulent pas prendre ce risque. Même si les dirigeants refusent de prendre davantage en compte les évolutions démographiques dans la détermination de la politique étrangère du pays, les réalités démographiques s'imposent de toute manière à eux dans le choix des orientations

stratégiques. Ainsi, des liens démographiques forts existent avec l'Europe, mais ils jouent en défaveur de la Russie en raison de la forte attractivité migratoire de l'Union européenne et limitent les possibilités d'influence russe par le vecteur démographique. Moscou aimerait jouer un rôle plus actif en Asie-Pacifique, mais la donne démographique en limite la possibilité. Par contre, le pays reste un poids lourd démographique et a des liens très forts avec les Etats de l'espace post-soviétique. Cette région devient une priorité stratégique, en particulier les anciennes républiques méridionales, car c'est l'unique espace géographique où Moscou a encore les moyens de ses ambitions. Malgré le poids de ces réalités démographiques, la Russie persiste dans son attitude de déni et maintient une politique de grande puissance. Il s'agit surtout d'une posture rhétorique capitalisant sur l'héritage de l'URSS. Cela peut parfois fonctionner, notamment sur les questions sécuritaires. Cet opportunisme teinté de conservatisme n'enlève rien à la réalité de la puissance régionale de la Russie, reposant sur un poids démographique au sein de la CEI.

Ce changement démographique rend plus importantes certaines questions de politique étrangère. Il pèse sur les relations sino-russes. Pékin cherche à calmer les éventuelles inquiétudes des autorités russes sur un expansionnisme chinois à l'est du pays. Les autorités chinoises veulent éviter qu'une politique agressive de la Russie à son encontre vienne contrecarrer ses ambitions de puissance globale. Par contre, les relations avec l'Union européenne semblent peu influencées par le facteur démographique malgré des liens migratoires très forts, mais aussi une concurrence entre deux espaces en déclin démographique. La question démographique vient également confirmer l'idée que la Russie est devenue un acteur secondaire dans la politique américaine. La nouvelle configuration démographique de la Fédération de Russie peut aussi favoriser de nouvelles opportunités, notamment dans les relations avec Israël. La capacité des autorités russes à affronter les enjeux internationaux dépend en partie de l'usage du facteur démographique sur des questions essentielles du monde de l'après-Guerre froide : Quelle politique d'attraction des entreprises multinationales peuvent-elles mettre en œuvre malgré un nombre de consommateurs potentiels à la baisse ? Comment devenir un acteur majeur sur les questions de sécurité alimentaire mondiale au tel handicap démographique ? Moscou risque-t-elle de perdre son avantage stratégique en Arctique à cause de considérations démographiques ?

Beaucoup d'incertitudes demeurent autour du positionnement que peut adopter une Russie démographiquement affaiblie sur la scène internationale. Les autorités russes ne parviennent pas encore à suffisamment intégrer cette nouvelle donne et à saisir les nouvelles opportunités. D'un point

de vue démographique, la Russie a les moyens pour agir activement dans l'espace post-soviétique et pour y exercer un leadership.

3) La nécessité d'un autre leadership dans l'espace post-soviétique : la dimension démographique

La conséquence internationale majeure des évolutions démographiques de la Russie est une profonde modification des rapports de force politiques au sein de l'espace post-soviétique.

La Russie ne peut pas affronter seule son déclin démographique, elle devient alors dépendante de pays d'émigration. L'Asie centrale se transforme en réservoir de main-d'œuvre pour la Russie, même si avec le Kazakhstan devient un concurrent en termes d'attractivité migratoire. Historiquement, les pays de l'espace post-soviétique dépendent économiquement et politiquement de Moscou. Même si la Russie exerce toujours une forte influence sur ces Etats devenus indépendants, le facteur migratoire permet désormais de contrebalancer en partie cette dépendance. Économiquement, la Russie a besoin des migrants de ces pays. Politiquement, Moscou doit accepter de coopérer avec ces Etats pour conserver le lien migratoire vital et éviter que la migration ne devienne criminogène. Par les migrations, ces pays d'émigration se trouvent au centre d'une « mondialisation par le bas », l'Asie centrale est alors un acteur de premier plan. Cet avantage se renforce par le fait que les migrants peuvent choisir d'émigrer vers d'autres pays que la Russie, par exemple l'Union européenne, la Turquie ou les pays du Golfe, ce qui priverait le pays de sa source principale de migrants. Néanmoins, il ne s'agit pas tout à fait d'un renversement de rapport de force. La présence de migrants en Russie ces Etats dépendants de Moscou à cause du rôle économique et social des migrants dans leurs pays d'origine. Le facteur démographique a modifié la nature de la zone d'influence russe, l'espace migratoire eurasiatique repose sur une interdépendance et non sur la tutelle exclusive de Moscou. Les autorités russes doivent alors entrer dans une logique de négociation avec ces Etats.

Le facteur démographique, entre autres, oblige la Russie à concevoir une nouvelle stratégie vis-à-vis des pays de l'espace post-soviétique. Les populations russes à l'étranger ne peuvent pas constituer un levier politique au service de la diplomatie russe, mais ont un potentiel économique et scientifique important. La mise en œuvre d'une politique diasporique plus élaborée concerne également les minorités se trouvant en Russie, elles peuvent constituer des relais d'influence russe dans les pays d'origine. En raison de ses besoins démographiques, Moscou doit mettre en œuvre une politique de *soft power*, pour conserver son attractivité migratoire au sein de l'espace post-soviétique et combler en

partie son déficit démographique. Cette stratégie concerne en priorité sur l'Asie centrale. Pour l'instant, le *soft power* russe reste lacunaire, même si les conditions semblent réunies pour le développer davantage dans les pays centrasiatiques en s'appuyant sur les liens migratoires avec la Russie. Il s'agirait d'un atout structurel face aux rivaux dans le « nouveau Grand Jeu ». Le facteur démographique donne une nouvelle importance à la relation entre la Russie et le Kazakhstan. Il la rend plus complexe. Les deux Etats collaborent sur les questions migratoires en Asie centrale, mais se font également concurrence pour attirer davantage de migrants. Le partenariat entre Moscou et Astana inclut des accords migratoires avancés qui entérinent de la forte interdépendance démographique des deux pays. Cependant, les autorités kazakhstanaïses mettent en œuvre une politique multivectorielle de diversification des flux migratoires, notamment par crainte d'une expansion démographique russe. Le facteur démographique peut influencer le futur de cette relation et peut avoir un impact significatif sur la place de la Russie dans le « nouveau Grand Jeu ». Il paraît alors possible de formuler l'hypothèse que la capacité de Moscou à revoir sa stratégie vis-à-vis de l'espace post-soviétique en intégrant davantage l'interdépendance démographique déterminera la place et le rôle de la Russie dans le monde de demain.

L'intégration des conséquences internationales de l'évolution démographique de la Fédération de Russie depuis 1991 se fait et se fera difficilement, car elle nécessite d'opérer dans changements importants dans les choix stratégiques. Une telle évolution doit peut-être attendre une nouvelle génération d'élites politiques réellement post-soviétiques ayant tout à fait intégré les logiques inhérentes à la mondialisation.

BIBLIOGRAPHIE

I- Travaux généraux

A- Relations internationales

1-Ouvrages

- ALLISON, Graham, T., *Essence of decision*, Boston, Little, Brown and company, 1971, 330p.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, 794p.
- BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance : essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 293 p.
- BADIE, Bertrand, *La diplomatie de connivence*, Paris, La Découverte, 2011, 260p.
- BADIE, Bertrand, *Le temps des humiliés*, Paris, Odile Jacob, 2014, 256p.
- BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 563p.
- BETTATI, Mario, *Le terrorisme : les voies de la coopération internationale*, Paris, Odile Jacob, 2013, 304p.
- BODIN, Jean, *Les six livres de la République*, Paris, Librairie générale française, 1993, p250
- BOGATOUROV, Alekseï, Demosfenovitch, *Sistemnaïa istoriia mejdounarodnykh otnosheniï 1945-2003 (L'histoire systémique des relations internationales)*, tome 2, Moscou, Kulturnaïa revoliuciïa, 2009, 720p.
- CARTIER-BRESSON, Jean, *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*, Paris, L'Harmattan, 2009, 246p.
- COSTADAU, Fabienne, *La Mer de Barents*, Paris, L'Harmattan, 2011, 156p.
- CHAGNOLLAUD, Jean-Paul, *Relations internationales contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 1999, 243p.
- CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002, 423p.
- CONESA, Pierre, *La fabrication de l'ennemi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 364p.
- CUMMINGS, Sally N., *Oil, Transition and Security in Central Asia*, Londres, New-York, Routledge, 2004, 265p.
- COOPER, Robert, *The Post-modern state and the world order*, Londres, Demos, 2000, 45p.
- DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, Paris, Les presses de sciences Po, 2006, 373p.
- DEVIN, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2007, 125p.

- DOBAEV, Igor, Prokofievich, *Kavkazskii makroregion v fokuse geopoliticheskikh interesov mirovykh derjav: istoriia i sovremennost'* (La région caucasienne du point de vue des intérêts des puissances mondiales: histoire et contemporanéité), Rostov-sur-le-Don, UNTs-RAN, 2007, 208p.
- DUSSOUY, Gérard, *Traité de relations internationales*, T2, Paris, L'Harmattan, 2008, 354p.
- FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, 1997, 242p.
- FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452p
- GIRARD, Michel (dir.), *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Economica, 1994, 290p.
- GOTTMANN, Jean, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Editions du CTHS, 2007, 261p.
- HASSNER, Pierre, *La revanche des passions*, Paris, Fayard, 2015, 368p.
- JERVIS, Robert, *Perception and misperceptions in international politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, 464p.
- KANTOROWICZ, Ernst, *Les deux corps du roi*, Paris, Gallimard, 1989, 634p.
- KARAM, Patrick, *Asie Centrale : le nouveau grand jeu*, Paris, L'Harmattan, 2002, 322p.
- KEOHANE, Robert, O. , NYE, Joseph, S., *Transnational Relation and World Politics*, Massachusetts, Harvard University Press, 1972, 398p.
- KERCKHOVE, Stephen, *La dictature de l'immédiateté*, Paris, Editions Yves Michel, 2010, 132p.
- KISSINGER, Henry, *Implications of Worldwide Population Growth For U.S. Security and Overseas Interests*, Washington, National Security Memorandum, 10/12/1974, 123p.
- LACOSTE, Yves, *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Maspero, 1976, 187p.
- LAIDI, Zaki, *La norme sans la force*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 291p.
- LASSERRE, Frédéric, *Passages et mers arctiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 489p.-
- LAVAU, Georges, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, 443p.
- MANIER, Bénédicte, *L'Inde nouvelle s'impatiente*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2014, 160p.
- MINAKIR, Pavel, Aleksandrovitch, *Sistemnye transformatsii v ekonomike* (Transformations systémiques de l'économie), Vladivostok, Dalnauki, 2001, 536p.
- MOISI, Dominique, *La géopolitique de l'émotion*, Paris, Flammarion, 2015, 288p.
- MOCELIN, Philippe, *L'essentiel des relations internationales et de la géopolitique contemporaines*, Paris, Gualino Editeur, 2014, 116p.
- MONTBRIAL, Thierry de, MOREAU DEFARGES, Philippe, *IFRI-RAMSES 2011*, Paris, Dunod, 2010, 336p.
- MOURTOUZALIEVA, Svetlana, Iourievna, *Vneshneekonomicheskie sviazi regionov v sovremennoi sisteme mejdunarodnykh ekonomicheskikh otnoshenii* (Les liens économiques extérieurs des régions dans le système actuel des relations économiques internationales), Moscou, Kompania Spoutnik, 2008, 313p.

- MORGENTHAU, Hans, *Politics among Nations: the struggle for power and peace*, New-York, Knopf, 1985, 142p.
- NGUYEN, Eric, *L'Asie géopolitique*, Levallois-Perret, Studyrama, 2006, 334p.
- NYE, Joseph Samuel, *Soft power: the means to success in world politics*, New-York, PublicAffairs, 2004, 191p.
- PETRIC, Boris-Mathieu, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF, 2002, 271p.
- OCDE, *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 Pays de l'OCDE et économies émergentes*, 2011, Paris, OECD Publishing, 298p.
- OHMAE, Kenichi, *The end of the Nation State*, Londres, HarperscollinsPublishers, 1995, 214p.
- ROCHE, Jean-Jacques, *Relations internationales*, Paris, Lextenso Editions, 2009, 365p.
- ROSENAU, James.N., *Turbulence in world politics*, Princeton, Princeton University Press, 1990, 461p.
- SMOUTS, Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 392p.
- TITARENKO, Mikhaïl, Leontievitch, *Geopolititcheskoe znatchenie Dal'nego Vostoka* (Signification géopolitique de l'Extrême-Orient), Moscou, Monuments de la pensée historique, 2008, 624p.
- TODD, Emmanuel, *Après l'Empire*, Paris, Gallimard, 2002, 233p.
- TSEU, Lao, *Tao-te King*, Paris, PUF, 2003, 182p.
- WEBER, Max, *Economie et Société*, Paris, Pocket, 1995, 411p.
- WENDT, Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 378p.
- ZAJEC, Olivier, *Les secrets de la géopolitique*, Perpignan, Artège Editions, 2015.

2-Ouvrages collectifs

- BLOM, Amélie, CHARILLON, Frédéric, *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette, 2001, 189p.
- BRUNET, Roger, THERY, Hervé, FERRAS, Robert, *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Paris, Reclus, 2009, 518p.
- BURCHILL, Scott, LINKLATER, Andrew (dir.), *Theories of international relations*, Londres, Macmillan Press, 1996, 275p.
- BUZAN, Barry, WAEVER, Ole, WILDE, Jaap de, *Security: a new framework for analysis*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998, 239p.

- Centre d'études asiatiques, *Problemy aziatsko-tikhookeanskogo regiona i vneshniaia politika*, (Problèmes de la région Asie-Pacifique et la politique extérieure), Moscou, EPIKON, 2000, 104p.
- CHINKOVSKI, Mikhaïl, Iourievitch (dir.), *Geopoliticheskoe razvitie severnoi Pasifiki* (Le développement géopolitique du Pacifique nord), Vladivostok, 2007, 338p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, RENOUVIN, Pierre, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 2007, 530p.
- HERVOUET, Gérard, JUNEAU, Thomas, LASSERRE, Frédéric, *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, Québec, Presses Université Laval, 2004, 242p.
- KNIGHT, Andy W., *A Changing United Nations – Multilateral Evolution and the Quest for Global Governance*, Londres, Palgrave, 2000, 257p.
- KOLOSSOV, Vladimir, Aleksandrovitch, MIRONENKO, Nikolaï, Semenovitch, *Geopolitika i politicheskaia geografiia* (Géopolitique et politique géographique), Moscou, Aspekt Press, 2005, 479p.
- LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, 221p.
- LENNON, Alexander, T. J., KOZLOWSKI, A. (dir.), *Global powers in the 21st century*, Cambridge, A Washington quality reader, 2008, 435p.
- MELISSEN, Jan (dir.), *The new public diplomacy: Soft power in International relations*, Basingstoke, Macmillan, 2005, 221p.
- MINASSIAN, Gaïdz (dir.), *Eurasie : au cœur de la sécurité mondiale*, Paris, Autrement, 2011, 310p.
- PELLON, Gaëlle, LIEGOIS, Michel, *Les organisations régionales européennes et la gestion des conflits*, Berne, Peter Lang, 2010, 353p.
- ROZMAN, Gilbert, HYUN, In-Taek, LEE, Shin-wha, *South Korean strategic thought toward Asia*, New-York, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, 251p.
- SMOUTS, Marie-Claude, BADIE, Bertrand, *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 233p.
- SMOUTS, Marie-Claude, BATTISTELLA, Dario, VENNESSON, Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2006, 545p.
- SNYDER, Richard C., BRUCK, H.W., SAPIN, Burton, HUDSON, Valeri M., CHOLLET, Derek.H.,
- GOLDGEIER, James.M., *Foreign policy decision-making*, N-Y, Basingstoke, 2002, 186p.
- SOCCOL, Brice, DRAIN, Michel, *Relations internationales*, Paris, Paradigme, 2009, 375p.
- TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, TSYGANKOV, Pavel, Afanasievitch, *Sociologiia mejdounarodnykh otnichenii* (Sociologie des relations internationales), Moscou, Aspekt Press, 2008, 238p.

3- Articles de périodiques

- ABIS, Sébastien, BLANC, Pierre, « Agriculture et géopolitique au XXIème siècle », in *CahierDemeter*, 20/12/2011, pp.7-51.
- BARANOV, Mikhaïl, MAKIENKO, Konstantin, PUKHOV, Ruslan, « Voennaja reforma : na puti k novomu obliku rossijskoj armii » (La réforme militaire : sur le chemin vers un nouveau visage de l'armée russe), in *Analititcheskii doklad mejdounarodnogo diskutsionogo klouba « Valdai »*, 07/2012
- BUSCH, Christian, SCHMIDBAUER, Frank, « L'évolution économique de l'Asie et ses relations avec la Suisse », in *La vie économique*, 09/2012, 5p.
- CLINTON, Hilary, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, 11/10/2011.
- DURAND, Etienne de, « « Révolution dans les affaires militaires » « Révolution » ou « transformation » ? », in *Hérodote*, n°109, 2003/2, p58.
- GLASER, Charles, KAUFMANN, Chaim, « What is the Offense-Defense Balance? », in *International Security*, n°22, 1998, pp 44-82.
- KELLNER, Thierry, « La Chine et la Grande Asie centrale », in *Politique étrangère*, 3/2008, pp.575-587.
- HAAS, Mark, L., « A Geriatric Peace? The Future of U.S. Power in a World of Aging Populations », in *International Security*, vol.32, Summer 2004, pp 112-147.
- HERZ, John, « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », in *World Politics*, vol. 2, n°2, 1950, pp157-180.
- HOI, Venchu, « Politika Kitaïa v otnoshenii vneshneï migratsii » (La politique de la Chine par rapport à la migration extérieure), in *Demoscope.ru*, n°115-116, 2/06-15/06/2003.
- HUNTINGTON, Samuel P., « Conservatism as an ideology », in *The American Political Science Review*, vol.51, n°2, 1957, pp468-469.
- IWASHITA, Akihiro, «The Shanghai Cooperation Organization and its implications for Eurasian security: a new dimension of «partnership» after the post-Cold War period», in *Slavic Eurasia's integration into the world economy and community*, 2004, p 259-281.
- JOANNIN, Pascale, « L'europe en 2025 : géant économique, nain politique ? », in *Géoéconomie*, n°50, 2009, pp79-85.
- KASSENOVA, Nargis, « Aide au développement : la percée chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan », in *Russie.NEI.Visions*, IFRI, N°36, 01/2009, 32p.
- KASSENOVA, Nargis, « Kazakhstan and Eurasian Economic Integration: Quick Start, Mixed Results and Uncertain Future », in *Russie.NEI.Reports*, n°14, 11/2012, 31p.

- LUKIN, Artem, « Jdiot li nas « demograficheski mir » ? » (Est-ce qu'une « paix démographique » nous attend ?), in *Mirovaïa ekonomika i mejdounarodnye otnosheniïa*, n°4, Avril 2011, pp79-88.
- NAZARBAIEV, Noursoultan, « Eraziïskii Soïouz : ot idei k istorii boudouchego » (L'Union eurasiennne : de l'idée à l'histoire du futur), in *Izvestija*, 25/10/2011.
- NOSSEL, Suzanne, « Smart power », in *Foreign Affairs*, vol. 83, n°2, mars/avril 2004, pp 131-142.
- PORTES, Alejandro, « La mondialisation par le bas », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°129, 1999, pp.15-25.
- PUTNAM, Robert, «Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games», in *International Organization*, Summer 1988, (42), pp427-460.
- « Regards sur l'Eurasie », in *Les Études du CERI*, n°219-220, 02/2016, 57p.
- SOLDATOS, Panayotis, « Cascading Subnational Paradiplomacy in an Interdependent and Transnational World », in *States and Provinces in the International Economy*, Berkeley, Institute of Governemntal Studies Press, 1993, pp.45-64.
- TOURNON, Sophie, « L'Ouzbékistan de nouveau fréquentable », in *Regard sur l'Est*, 03/11/2009.
- ZAPFE, Martin, « La NSS 2014 : sur la voie d'une doctrine Obama », in *Politique de sécurité : analyses du CSS*, n°134, 05/2013, 4p.

4- Sites internet

- AIDIS, Ruta, ADACHI, Yuko, « Russia: firm entry and survival », in *Economics working paper*, n°67, 08/2006.
<http://discovery.ucl.ac.uk/17490/1/17490.pdf>
- ANHOLT, Simon, « What is a nation brand? », in *Superbrand*,
superbrands.com/turkeysb/trcopy/files/Anholt_3939.pdf
- BELLAYER-ROILLE, « Les enjeux politiques autour des frontières maritimes », in *CERISCOPE Frontières*, 2011.
<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part2/les-enjeux-politiques-autour-des-frontieres-maritimes>
- BOGATOUROV, Alekseï, Demosfenovitch, « Chans dlia novoï paradigmy v mirovoï politike » (Une chance pour un nouveau paradigme dans la politique mondiale), in *Nezavissimaïa Gazeta*, 07/06/2010.
http://www.ng.ru/courier/2010-06-07/9_chance.html.
- EWALT, David, « The World's Powerful People 2015», in *Forbes.com*, 04/11/2015
<http://www.forbes.com/sites/davidewalt/2015/11/04/the-worlds-most-powerful-people-2015/>
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Central Asia: border dispute and conflict potential*, 04/04/2002, 41p.

-JOLKVER, Nikita, « Glava MID Kazakhstana : Kazakhstan, Rossiia i Kitai-eto ravnobedrennyi treougol'nik » (Le chef du MAE du Kazakhstan : Kazakhstan, Russie et Chine, c'est un triangle isocèle), in *Deutsche Welle*, 01/02/2013.

<http://inozpress.kg/news/view/id/38650>

-KOROLEV, Alexandre, « Demograficheskaia neopredelennost' vneshnei politiki sovremennogo Kitaiia » (L'incertitude démographique de la politique extérieure de la Chine », in *russiancouncil.ru*, 11/03/2013.

http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=1500#top

- NAZARBAIEV, Noursoultan, *Strategiia stanovleniia i razvitiia Kazakhstana kak souverennogo gosudarstva* (Stratégie de formation et de développement du Kazakhstan comme un État souverain), 16/05/1992.

hrlib.kz.

-NOER, Michael, PERLROTH, Nicole, « The World's Powerful People », in *Forbes.com*, 11/11/2009

http://www.forbes.com/2009/11/11/worlds-most-powerful-leadership-power-09-people_land.html

-NICHIPORUK, Brian, « The Evolving View of Population as a National Security Variable », in *The Security Dynamics of Demographic Factors*, 2000.

http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1088/MR1088.chap2.html#fn0

-PHAR, Kim, Beng, «Overseas Chinese: How powerful are they ? », in <http://www.atimes.com>, 2002.

-ROUSSELOT, Hélène, « Turkménistan : un dentiste pour président », in *Regard sur l'Est*, 15/02/2007

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=710&PHPSESSID=eaa

-ROUSSERIE, Christophe de la, « L'objectif de puissance doit-il conduire l'Union européenne à une politique démographique ? », in *diploweb.com*, 01/12/2004.

www.diploweb.com/L-objectif-de-puissance-doit-il.html

-SCHNEE, Thomas, « La France est-elle une grande puissance ? », in *L'express.fr*, 14/12/2007.

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-france-est-elle-une-grande-puissance_136694.html

5- Travaux universitaires

-ACHOUR, Anouar, COMETTO, Hélène, DESCAMPS, Samuel, HAMMOND, Christophe, MATEUS, LACOYE, Alice, « Les fonds souverains : conquête de la politique par la finance », in *Ecole de Guerre Economique*, 11/2007, 21p.

-BAJKOV, Andreï, Anatolievitch, sous la direction de Bogaturov, A.D., *Sravnitel'naia kharakteristika integratsionnykh vzaimodeïstviï v vostotchnoi Azii i zarubejnoi Evrope* (Caractéristiques comparées

des coopérations d'intégration dans l'Asie de l'Est et en Europe), Moscou, MGIMO, 2009, Brochure, 32p.

-COLIN, Sébastien, sous la direction de Jean-Luc Racine, *Délimitations et ouvertures des frontières chinoises. L'exemple des frontières sino-coréennes et sino-russes*, Paris8, 12/12/2006, 480p.

-JEENBEKOV, Ravchan, Babyrbekovich, sous la direction de Rudov G.A, *Mejdounarodnye otnocheniia v Tsentral'noi Azii: geopoliticheskie aspekty* (Les relations internationales en Asie Centrale: les aspects géopolitiques), Moscou, Académie diplomatique du MID de Russie, 2004, 193p.

-JUI, Sjaotun, sous la direction de Iakovlev, A.G., *Strategičeskii balans sil v ATR na rubeže XX-XXI vv* (L'équilibre des forces stratégiques dans la région Asie-Pacifique fin 20-début 21ème siècle), Moscou, Institut de l'Extrême-Orient, 2007, 164p.

-GUBANOVA, Elena, Valerievna, sous la direction Kutovoï, V.M., *Sovremennoe sostoianie i perspektivy integratsii postsovetskogo prostranstva v Evraziïskom regione* (La situation actuelle et les perspectives d'intégration dans l'espace post-soviétique dans la région Eurasie), Moscou, Académie diplomatique du MID, 2007, 160p.

-PEYROUSE, Sébastien, « L'Union Européenne et les États-Unis en Asie centrale », in *ceri-sciences-po.org*, 11/2011, 6p.

-VOLOSHINE, Georgiy, *Le nouveau Grand Jeu en Asie centrale : analyse des jeux de puissance et des stratégies géopolitiques sur l'exemple du Kazakhstan*, Mémoire de Master en administration publique de l'ENA sous la direction de Laure Delcour, Paris, 2012, 119p.

B- Démographie et migrations

1- Ouvrages

-ABDOULAEV, Evgueni, Viktorevitch, *Troudovaïa migratsiia v Respublike Ouzbekistana* (Migration de travail dans la République d'Ouzbékistan), Tachkent, UNDP, 2008, 204p.

-DUFOIX, Stéphane, *Les diaporas*, Paris, PUF, 2003, 124p.

-DUMONT, Gérard-François, *Les migrations internationales*, Paris, Sédès, 1995, 223p.

-ESMAN, Milton, Jacob, *Diasporas in the contemporary world*, Cambridge, Polity, 2009, 199p.

-IVAKHNIUK, Irina, Valentinovna, *Evraziïskaïa migratsionnaïa sistema* (Système migratoire eurasiatique), Moscou, Maks Press, 2008, 192p.

-KURLANTANTZICK, Joshua, *Charm offensive: how China's Soft Power is transforming the world*, New-York, Yale University, 2008, 306p.

-KING, Charles, MELVIN, Neil.J., (dir.), *Nations Abroad*, Boulder, Westview Press, 1998, 235p.

- MALTHUS, Thomas-Robert, *Essai sur le principe de population*, Paris, Editions Gonthier, 1963, 236p.
- OCDE, *Les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale*, Paris, OCDE publishing, 2008, 186p.
- TUCKER, Clive, *Démographie, vieillissement actif et retraites*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2012, 96p.
- SAUVY, Alfred, *La vieillesse des Nations*, Paris, Gallimard, 2001, 581p.
- VINCK, Dominique (dir.), *Diasporas scientifiques*, Paris, IRD Editions, 2013, 197p.
- WEINER, Myron, *Political Demography: Demographic Engineering*, New York & Oxford, Berghahn, 2001, 160p.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine, *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 108p.

2- Ouvrages collectifs

- ATABAKI, Touraj, MEHENDALE, Sanjyot, *Central Asia and the Caucasus: transnationalism and diaspora*, Londres, New-York, Routledge, 2005, 231p.
- BADIE, Bertrand, BRAUMAN, Rony, DECAUX, Emmanuel, DEVIN, Guillaume, WIHTOL DE WENDEN, Catherine, *Pour un autre regard sur les migrations*, Paris, La Découverte, 2008, 125p.
- CHICHKINE, Sergueï, Vladimirovitch, POPOVICH, Larissa, Dmitrevna, *Analiz perspektiv razvitija chastnogo finansirovaniia zdravookhraneniia* (L'analyse des évolutions du financement privé de la santé), Moscou, IEPP, 2009, 112p.
- CHASTELAND, Jean-Claude (dir.), CHESNAIS, Jean-Claude (dir.), *La population du monde : géants démographiques et défis internationaux*, Paris, INED, 2002, 768p.
- DUFOIX, Stéphane, GUERASSIMOFF, Carine, TINGUY, Anne de (dir.), *Loin des yeux, près du cœur*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, 334p.
- IONTSEV, Vladimir, Alekseevitch (dir.), *Mejdounarodnaïa migratsiïa naseleniïa na postsovetskom prostranstve* (Migration internationale dans l'espace post-soviétique), Moscou, Verdi, 2011, 220p.
- JAFFRELOT, Christophe, LEQUESNE, Christian (dir.), *L'enjeu mondial: les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 311p.
- LARUELLE, Marlène (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Pétra, 2010, 318p.
- LOENZIEN, M., YANA, S-D, *Les approches qualitatives dans les études de la population : Théorie et pratique*, Paris, Ed. des archives contemporaines, 2006, 455p.

- ØSTERGAARD-NIELSEN, Eva (dir.), *International migration and sending countries*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003, 235p.
- SADOVSKAĬA, Elena, Iourievna (dir.), *Migratsiia v Kazakhstane na rubeje XXI veka* (La migration au Kazakhstan à l'approche du XXIème siècle), Almaty, Fapym, 2001.
- SAUVY, Alfred, DUMONT, Gérard-François, MERIGOT, Bernard, *Démographie politique*, Paris, Economica, 1982, 116p.
- ZIVERT, Stephan, ZAKHAROV, Sergueï, KILNGHOLZ, Rainer, *Istchezaïouchtchaja mirovaïa derjava* (Une puissance mondiale qui disparaît), Berlin, Berlin Institute for population and development, 2011, 150p.

3- Articles de périodiques

- ALEKSEENKO, Aleksandr, Nikolaevitch, « Naselenie Kazakhstana mejdou prochlym i boudouchchim » (La population du Kazakhstan entre passé et futur), in *Demoscope.ru*, n°245-246, 01/05/2006-21/05/2006.
- ALEKSEENKO, Aleksandr, Nikolaevitch, « Kazakhstanskiï pout' modernizatsii : etnodemograficheskiï aspekt » (La voie kazakhe de la modernité : aspect démographique), in *Demoscope.ru*, n°183-184, 20/12/2004-09/01/2005.
- ALEKSEENKO, A.N., AYTKAZINA, Z.N, KRASNOBAEVA, N.L., SEREKPAEVA, A.B., TARASOVA, E.V, OUALIEVA, S.K., « Reproduktivnye oustanovki jenchtchin Vostochno-kazakhstanskoï oblasti » (Les comportements reproductifs des femmes de la région Est du Kazakhstan), in *Demoscope.ru*, n°125-126, 08/09-21/09/2003.
- ALEKSEENKO, Aleksandr, Nikolaievitch, AOUBAKIROVA, Janna, SARSEMBAEVA, Boul'jan, « Naselenie strany rastet i stanovitcia bolee odnorodnym » (La population du pays augmente et devient plus homogène), in *Demoscope.ru*, n°451-452, 24/01-06/02/2011.
- ARSENEV, Aleksandr, « Legendy i mify demografii Zakavkaz'ia » (Légendes et mythes sur la démographie de la Transcaucasie), in *Demoscope.ru*, n°65-66, 29/04-19/05/2002.
- BABOURACHVILI, Irina, MELLE, Franz, VALLEN, Jack, « Potchemu meniaetsia sootnoshenie polov sredi novorojdenykh v Kavkazskikh stranakh ? » (Pourquoi le ratio entre les sexes à la naissance a-t-il changé dans les pays du Caucase ?), in *Demoscope.ru*, n°131-132, 20/10-02/11/2003.
- BEAUGE, Gilbert, « Les migrations dans le monde arabe : du modèle colonial au modèle rentier », in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°43, vol.43, 1987, pp. 46-52
- BEAUGRAND, Claire, « Politiques de non-intégration dans les monarchies du Golfe », in *Transcontinentales*, 8/9, 2010.

- BEKKHOZHAEVA, Ajgul', Kozhakhmetovna, « Regional'nye tendentsii demograficheskogo razvitiia Respubliki Kazakhstan za 1990-2002 gody», (Les tendances régionales de l'évolution démographique de la république du Kazakhstan en 1990-2002), in *Demoscope.ru*, n°183-184, 20/12/2004-09/01/2005.
- BOBOEV, Malik, BUKHABAEVA, Galima, RASSULOV, Ioussif, « Ouzbekistan : prinouditel'nyi kontrol' rojdaemosti » (Ouzbékistan : contrôle forcé des naissances), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006.
- BRUBAKER, Rogers, « The « diaspora » diaspora », in *Ethnic and racial studies*, vol 28, n°1, 01/2005, pp 1-20.
- CALVET, Louis-Jean, CALVET, Alain, « Une durée de vie imprévisible », in *La recherche*, avril 2009, pp 31-35.
- CHEN, Yuhua, « Naselenie Kitaïa na rubeje XXI veka » (La population chinoise à l'approche du 21ème siècle), in *Demoscope.ru*, n°73-74, 29/06-11/08/2002.
- CHERIJAZDANOVA, G., « Osnovnye pokazateli smertnosti Kazakhstana v 1990-e gody » (Indicateurs fondamentaux de la mortalité du Kazakhstan dans les années 1990), in *Demoscope.ru*, n°169-170, 13/09-26/09/2004.
- CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, Mikhaïlovna, « Posle perepisi 1989 goda tol'ko naselenie Ouzbekistana ne bylo perepisano ni razu, perepisi raounda 2010 goda prochli v 11 iz 15 byvchykh soiouznykh respublik CCCP » (Après le recensement de 1989, seule la population de l'Ouzbékistan n'a pas été recensée une seule fois, les recensements du round de 2010 ont eu lieu dans 11 des 15 anciennes républiques de l'URSS), in *Demoscope.ru*, n°581-582, 01/02-26/02/2014.
- COIFFARD, Marie, « La régulation des transferts de fonds de migrants, vers un régime international ? », intervention lors du colloque *Economie Politique Internationale et nouvelles régulations de la mondialisation*, Poitiers, 14-15/05/2009, 25p.
- COURCOUX, Gaëlle, « Les migrants, une manne pour le développement ? », in *Actualités scientifiques de l'IRD*, fiche n°322, 06/2009
- DANILOVITCH, Maria, Vladimirovna, « Osobennosti kitaïskoï migratsii v prigranitchnye gosoudarstva Tsentral'noï Azii v 2000e-natchale 2010-x gg. » (Spécificités de la migration chinoise dans les Etats frontaliers d'Asie centrale dans les années 2000 et au début des années 2010), in KOSOV, Alexandre, Petrovitch, *Aktualnye problemy mejdunarodnykh otnochenii i diplomatii : actes d'une conférence internationale à Vitebsk*, 23-24/04/2015, pp.229-232.
- « Demograficheskiï pout' Ouzbekistana » (le parcours démographique de l'Ouzbékistan), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006.

- DENISENKO, Mikhaïl, « Demograficheskiï perekhod v Kirgizii » (La transition démographique au Kirghizstan), in *Demoscope.ru*, n°191-192, 21/02-06/03/2005
- DENISENKO, Mikhaïl, KHARAEVA, Oksana, « Perevody gastarbaïterov : na perekrestke mejdou migratsiï i ekonomikoï » (Les transferts des travailleurs immigrés : au carrefour de la migration et de l'économie), in *Demoscope.ru*, n°339-340, 30/06-17/08/2008.
- DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, TIOURIUKANOVA, Elena, Vladimirovna, *Migratsiïa v razvitii Rossii* (La migration dans le développement de la Russie), 2010.
- « Dossier : les politiques d'immigration à l'Est », in *Le courrier des pays de l'Est*, n°1060, 03-04/2007, 119p.
- EL-QORCHI, Mohammed, « Hawala : comment fonctionne ce système informel de transfert de fonds et faut-il le réglementer ? », in *Finances et développement*, 12/2002, pp31-33.
- ESSIMOVA, Ajsul', « Osnovnye kharakteristiki reproduktivnogo povedeniïa jenchtchin Kazakhstana » (Caractéristiques fondamentales du comportement de reproduction des femmes du Kazakhstan), in *Demoscope.ru*, n°245-246, 1/05-21/05/2006.
- ESSIMOVA, Ajsul', « Politika v oblasti rojdaemosti v respublike Kazakhstan » (Politique dans le domaine de la natalité du Kazakhstan), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006.
- FORZLEY, Michele, *Counterfeit goods and the public's health and safety*, Washington, International Intellectual Property Institute, 07/2003, 60p.
- GUILLOT, Martin, « Smertnost' v Kirgizii, 1958-1999 gody. Analiz pervitchnykh dannykh », (Mortalité au Kirghizstan, 1958-1999. Analyse des données élémentaires), in *Demoscope.ru*, n°191-192, 21/02-06/03/2005.
- GROZINE, Andreï, V, « Ouzbekskaïa model' gosudarstvennogo regulirovaniïa social'noi sfery : predely effektivnosti » (Le modèle ouzbek de régulation étatique de la sphère sociale: les limites de l'efficacité), in *Demoscope.ru*, n°245-246, 1/05-21/05/2006.
- INAN, Ceren, « La population de la Turquie : évolutions démographiques depuis 1927 », in *Cahiers démographie des Balkans*, vol.9, 2007, 60p.
- ISLAMOV, F.S., « Braki i razvody v Tadjikistane » (Mariages et divorces au Tadjikistan), in *Demoscope.ru*, n°261-262, 16/10-29/10/2006
- ISMANOV, Almaz, « Seksual'nye otnosheniïa v Kyrgyzstane vse echtchio tabou » (Les rapports sexuels au Kirghizstan sont encore un tabou), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006
- KAPUR, Devesh, MCHALE, John, "Migration's new Payoff", in *Foreign Policy*, n°139, 11-12/2003
- KASSIMOVA, Sofia, « Tadjikskoe obchtchestvo : traditsiïa i praktika mnogojenstva » (Société tadjike: tradition et pratique de la polygamie), in *Vestnik Evrazii*, n°4, 2006, p 97-115

- MESLE, France, VALLIN, Jacques, « Mortalité en Europe : la divergence Est-Ouest », in *Population*, vol 57, 2002/1, p 171-212
- MOROZOVA, S.S., « Etnicheskiï aspekt problemy stareniiã naseleniã Respubliki Kazakhstan v kontse 20 veka » (Aspect ethnique du problème de vieillissement de la population de la République du Kazakhstan à la fin du 20ème siècle), in *Demoscope.ru*, n°215-216, 26/09-09-10/2005
- MOUSTAFAEV, Nourtay, « Osobennosti etnicheskogo sostava naseleniã Kazakhstana » (Particularités de la composition ethnique de la population du Kazakhstan), *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006
- « Naselenie Kazakhstana : mejdou prochlym i boudouchchim » (Population du Kazakhstan : entre passé et futur), in n°245-246, 1/05-21/05/2006
- OLIMOVA, Saodat, « Migratsionnye processy v sovremennom Tadjikistane » (Les processus migratoires dans le Tadjikistan contemporain), in *Demoscope.ru*, n°223-224, 21/11-04/12/2005.
- OLIMOVA, Saodat, OLIMOV, Mouzaffar, « Tadjiskie troudovye migranty vo vremã krizisa » (Les migrants de travail tadjiks pendant la crise), in *Demoscope.ru*, n°415-416, 22/03-04/04/2010.
- PASQUIER, Daniel, « Tadjikistan : Le poids socio-économique et politique des travailleurs émigrés », in *Regard sur l'Est*, 15/09/2013.
- REVITCH, Boris, Aleksandrovitch, « Rol' okroujaiouchcheï sredi kak faktora smertnosti naseleniã Rossii » (Le rôle de l'environnement comme facteur de mortalité de la population de Russie), in *Demoscope.ru*, n°227-228, 19-31/12/2005.
- SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna., « Perenos stolitsy iz Alma-Aty v Astanou i ego vliãanie na migratsionnye processy v Kazakhstane » (Le transfert de la capitale de Alma-Ata à Astana et son influence sur les processus migratoires au Kazakhstan), in *Demoscope.ru*, n°71-72, 17/06-30/06/2002
- SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Repatriaciã etnicheskikh kazakhov v Kazakhstan » (Le rapatriement des Kazakhs ethniques au Kazakhstan), in *Demoscope.ru*, n°69-70, 3/06-16/06/2002
- SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kazakhstan v sisteme mejdounarodnykh troudovykh migratsii » (Le Kazakhstan dans le système des migrations internationales de travail), in *Demoscope*, n°583-584, 27/01-09/02/2014
- SAMUEL, Olivia, « Les démographes et le temps », in *Temporalités*, n°8, 2008, <http://temporalites.revues.org/113>.
- SARDON, Jean-Paul, « Evolution démographique récente des pays développés », in *Population*, vol.57, 2002/1, p 123-170.
- SCHNAPPER, Dominique, « De l'Etat-nation au monde transnational », in *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, 17 (2), pp9-36.

- SCHULTZ, Theodore, W., « Investment in Human Capital », in *The American Economic Review*, Vol. 51, No. 1, Mars, 1961, pp. 1-17.
- SEN, Amartya. « Mortality as an Indicator of Economic Success and Failure », in *Economic Journal*, Vol. 108, n°446, 1998, pp. 1-25.
- SEYS, Franck-Olivier, « Les dynamiques démographiques du Kazakhstan, un modèle spécifique depuis l'indépendance », in *Espace populations sociétés*, n°2009/2, 2009, pp.243-261.
- SIMON, Gildas, « Penser globalement les migrations », *Projet*, n° 272, 4/ 2002.
- TARYN, Vian, « Corruption and the health sector », in *Sectoral perspectives on corruption*, 11/2002, 16p.
- TCHOUDINOVSKIKH, Olga, « Vnechniia troudovaia migratsiia: problemy polnoty i kachestva dannikh », (Migration de travail extérieure: problèmes d'exhaustivité et de qualité des données), in *Demoscope.ru*, n°335-336, 2/06-15/06/2008
- TICHKOV, Valery, « Rynotchnaia ekonomika i etnicheskaia sreda », (Marché économique et milieu ethnique), in *Demoscope.ru*, n°271-272, 01/01-21/01/2007
- TINGUY, Anne de, « Migration et mobilité, symbole et instrument de la réunification de l'Europe », in *Migration Société : Union européenne : élargissement à l'Est et migration*, vol. 16, n°92, 03-04/2004, 145p.
- TIOURIOUKANOVA, Elena, Vladimirovna, « Jenskaja troudovaia migratsiia » (Migration féminine de travail), in *Demoscope.ru*, n°201-202, 02/05-22/05/2005.
- TIOURIOUKANOVA, Elena, Vladimirovna, « Les transferts financiers des migrants : un malheur ou un bien ? », in *Population et Société*, n°98, mai 2006.
- TIOURIOUKANOVA, Elena, Vladimirovna, LEDENEVA, L.I., « Orientatsii detei migrantov na poloutchenie vycheho obrazovaniia » (Orientations des enfants d'immigrés pour l'enseignement supérieur), in *Demoscope.ru*, n°251-252, 19/06-20/08/2006.
- OUBAÏDOULLAEVA, R.A, « Mejetnicheskie otnosheniia v otsenkakh naseleniia Ouzbekistana » (Les rapports interethniques du point de vue de la population), in *Demoscope.ru*, 20/02-05/03/2006.
- VALENTE, Paolo, « Comment la population est-elle recensée dans les pays européens en 2010 ? », in *Population et Sociétés*, n°467, 05/2010.
- VARCHAVSKAÏA, Elena, Iakovlevna, DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, « Mobilnost' inostrannykh rabotnikov na rossiiskom rynke trouda » (La mobilité des travailleurs étrangers sur le marché russe du travail », in *Demoscope*, n°605-606, 01-24/08/2014.
- VERTOVEC, Steven, « Circular migration: the way forward in global policy? », in *Working papers*, Oxford, International migration institute, 2007, 9p.

- WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Les enjeux migratoires comme facteurs de recomposition des sphères d'influence. », in *Revue internationale et stratégique*, n° 72, 2008, pp.121-130.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « La géographie des migrations contemporaines », in *Regards croisés sur l'économie*, n°8, 2010, pp 49-57.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine, « Une nouvelle donne migratoire. », in *Politique étrangère*, automne 2015, pp.95-106.
- WEINAR, Agnieszka, KORNEEV, Oleg, MAKARIAN, Shushanik, MANANASHVILI, Sergo, «Consequences of Shengen visa liberalization for the citizens of Ukraine and the Republic of Moldova», in *MPC Research Report 2012/01*, 01/2012, 41p.
- ZIVERT, Stephan, ZAKHAROV, Sergueï, KLINGHOTS, Rainer, «Posle SSSR: ot demografitcheskoï sverderjavy k otchagou krizisa» (Après l'URSS: d'une superpuissance démographique à un foyer de crise), in *Demoscope.ru*, n°475-476, 29/08-11/09/2011.

4- Sites internet

- ANDRIEU, Michel, « La démographie en Chine : une bombe à retardement », in *L'observateur de l'OCDE*, 2007.
http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/pays_developpes/indicateurs_fecondite/
- CROIX, David de la, DOCQUIER, Frédéric, VAN DER LINDEN, Bruno, « L'impact économique de l'immigration sur les pays d'accueil », in *Migrations Magazine*, 04/07/2013
<http://www.migrations-magazine.be/les-numeros/item/327-l-impact-economique-de-l-immigration-sur-les-pays-d-accueil>
- GENESTE, Alexandra, « Le nouveau visage féminin de la migration », in *Le Monde*, 08/05/2013.
- KORNEEV, Oleg, « La réadmission dans les relations de la Russie avec les pays de l'Asie centrale », in *Regard sur l'Est*, 15/12/2010.
http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1151&PHPSESSID=a2cac3bf56d200bc53a92e7f958595e3
- LANDRU, Nicolas, « Arménie. Les risques d'un désengagement de la diaspora », in *P@ges Europe La documentation Française*, 25/03/2013
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000663-armenie.-les-risques-d-un-desengagement-de-la-diaspora-par-nicolas-landru/article>
- LE PEN, Claude, « Le marché pharmaceutique dans le Monde et en France », in *rapport IMS Health Consulting*, 2009, 45p.
<http://www.gimra.info/userimages/presentation-clepen-jem2.pdf>
- MA MUNG, Emmanuel, « Migrations et transmigrations dans la diaspora entrepreneuriale chinoise »,

in *Multitudes*, vol.49, 06/2012

- « Ouexali v Koreiou » (Ils sont partis en Corée), in *Sovetskii Sakhalin*,

<http://www.sovsakh.ru/ru/news/10181/?p=13>

-Pokazateli tchelovecheskogo razvitija v Tsentral'noi Azii (Indicateurs de développement humain en Asie Centrale), http://europeandcis.undp.org/index.cfm?wspc=CAHDR2005_ru

-Rapport du 36ème congrès des migrations à Lisbonne, 19-25/04/2007

-TAUNAY, Benjamin, « Les mobilités, un casse-tête chinois », in *EspacesTemps.net*, .24.10.2011.

<http://espacestemp.net/document9057.html>

- « Tchelovetcheskii kapital Rossii otsenili dorozhe 600 trln roubleï » (On a estimé le capital humain de la Russie a plus de 600 milliards de roubles [15 milliards €]), in *BFM.ru*, 12/10/12.

-VILLEPIN, Lucie de, « Alerte démographique dans les pays baltes », in *Futuribles*, 05/09/2012

<https://www.futuribles.com/fr/base/article/alerte-demographique-dans-les-pays-baltes/>

5- Travaux universitaires

- « Femmes et migrations », 36ème congrès de la FIDH, Lisbonne, 19-25/04/2009, 12p.

-KHALKETCHEV, Marat, Noutchoukovich, *Demografitcheskoe razvitie respublik Severnogo Kavkaza* (Evolution démographique des républiques du Caucase du Nord), Moscou, brochure, 2004, 48p.

-LAROQUE, Pierre, *Politique de la vieillesse. Commission d'étude des problèmes de la vieillesse*, Paris, La documentation française, 1962,

- RAMEEVA, Anastasia, Anatolievna, thèse sous la direction de Drynotchkine, A.V., *Mesto i rol' kvalifitsirovannykh kadrov v sisteme mejdounarodnoi troudovoï migratsii* (La place et le rôle des cadres qualifiés dans le système des migrations de travail internationales), Moscou, MID Académie diplomatique, 2008, 170p.

C- Démographie et relations internationales

1- Ouvrages

-ALEXSEEV, Mikhail, A., *Immigration phobia and the security dilemma*, New-York, Cambridge University Press, 2006, 277p.

-BOJENKO, Vitali, Valeriévitch, *Demografitcheskii faktor rasshireniia evropeïskogo soiouza* (Le facteur démographique de l'élargissement de l'Union européenne), Moscou, Ekon-inform, 2011, 151p.

- DUMONT, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Dumont, Paris, Ellipses, 2007, 498 p.
- COLONOMOS, Ariel, *Sociologie des réseaux transnationaux : communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, Éd. l'Harmattan, 1995, 300p.
- MASUY-STROOBANT, *L'élargissement de l'Union européenne. Enjeux et implications sociodémographiques*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 466p.
- RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Demograficheskaïa bezopasnost'* (La sécurité démographique), Moscou, EKON-INFORM, 2003, 56p.
- SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, *Kitaïskaïa migratsiïa v Tsentral'noi Azii v nachale XXI veka* (La migration chinoise au début du XXIème siècle), Sarrebruck, Lambert Academic Publishing, 2012, 175p.

2- Articles de périodiques

- AREL Dominique, « Démographie et politique dans les premiers recensements post-soviétiques : méfiance envers l'Etat, identités en question », in *Population* 2002/6, Volume 57, p. 791-820.
- DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, « Mojet li pomochtch' razvitym stranam zamechtchaioutchaïa migratsiïa ? » (L'immigration de remplacement peut-elle aider les pays développés ?), in *Demoscope.ru*, n°59-60, 18/03-31/03/2002.
- ISKANDARIAN, Aleksandr, « Sovremennye migratsii na Kavkaze v kontekste protsessov etnitcheskoï kotsentratsii » (Les migrations actuelles dans le Caucase dans le cadre des processus de concentration ethnique), in *Demoscope.ru*, n°137-138, 01/12-14/12/2003.
- JACKSON, Richard, HOWE, Neil, STRAUSS, Rebecca, KEISUKE, Nakashima, « The graying of the great powers », in *CSIS*, 05/2008, 18p.
- MONNIER, Alain, « L'Union européenne élargie : quinze+dix=455 », in *Population et Société*, n°398, 02/2004, 9p.
- MURAWIEC, Laurent, ADAMSON, David, « Démographie et sécurité », Paris, Actes d'un atelier de la RAND, *Populations Matters*, 14/11/2000, 26p.
- RENOUVIN, Pierre, « Démographie et relations internationales », in *Population*, Paris, INED, n°4 (Août. - Septembre, 1960), pp. 625-654.
- ROCHER, Emmanuel, PELLETIER, Adeline, « Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ? », *Bulletin de la Banque de France*, n°173, 05-06/2008.
- SADOVSKAÏA, Elena, Iourievna, « Kitaïskaïa migratsiïa v stranakh Tsentral'noi Azii : Kazakhstan,

- Kyrgyzstan i-dalee vezde ? » (La migration chinoise dans les pays d'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizstan et ensuite partout ?), in *Kitai v mirovoï i regional'noi politike*, vol.14, 2009, pp.136-159.
- VICHNEVSKI, Anatoli, « Mnogopoliarnost' i demografiia » (Multipolarité et démographie), in *Rossiiä v global'noi politike*, n°1, Janvier-février 2008.
- WANNER, Philippe, « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », in *Annuaire suisse de politique de développement*, vol 27, n°2, 2008

II- Démographie, migrations et relations internationales en Russie

A- Relations internationales de la Russie

1. Ouvrages

- ALEKSANDROV, Oleg, Borisovitch, *Regiony vo vnechnei politike Rossii : rol' Severo-Zapada* (Les régions dans la politique extérieure de la Russie. Le rôle du Nord-Ouest), Moscou, MGIMO MID de Russie, 2005, 187p.
- ANTONOVITCH, Ivan, Ivanovitch, *Geopoliticheskie vyzovy Rossii i miroporiadok XXI veka* (Les défis géopolitiques de la Russie et l'ordre mondial du XXIème siècle), Moscou, MAKSS, 2007, 272p.
- BAEV, Pavel, K., *Russian Energy policy and military power*, Londres, New-York, Routledge, 2008, 228p.
- BAKLANOV, Piotr, Iakovlevitch, *Ekonomitchesko-geografitcheskoe i geopolititcheskoe polozenie Tikhookeanskoï Rossii*, (Situation géopolitique et économique-géographique de la Russie Pacifique), Vladivostok, Dal'nauka, 2009, 168p.
- CADIER, David, LIGHT, Margot, *Russia's foreign policy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, 245p.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, *L'empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1980, 315p
- CLUNAN, Anne, L., *The social construction of Russia's resurgence*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2009, 309p.
- CURANOVIC, Alicja, *The religious factor in Russia's foreign policy*, New-York, Londres, Routledge, 2012, 368p.
- DAUCE, Françoise, *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2001, 304p.
- DEVATOV, Andreï Petrovitch, *Kitaiskii pout' dlia Rossii?* (Une voie chinoise pour la Russie), Moscou, Eksmo: Algoritm, 2004, 316p.
- ECKERT, Denis, *Le monde russe*, Paris, Hachette, 2005, 239 p

- EVZEROV, Robert, Iakovlevitch, *Rossiia v Sodroujestve Nezavisimyykh Gosudarstv* (La Russie dans la Communauté des Etats Indépendants), Moscou, ISP-RAN, 94p., 2002
- FACON, Isabelle, *La Russie et son étranger proche : de l'usage du soft power*, Paris, La Documentation Française, 2006, 101p.
- FACON, Isabelle, *Russie : les chemins de la puissance*, Perpignan, Artège Editions, 2010,
- GALSTYAN, Garik, *Les intérêts géopolitiques russe dans la région caspienne*, Paris, L'Harmattan, 2007, 436p.
- GARNETT, W. Sherman, *Rapprochement or rivalry? Russia-China relation in a changing Asia*, Washington, Carnegie Endowment for international Peace, 2000, 431p.
- HEDENSKOG, Jakob, KONNADER, Wilhelm, NYGREN, Bertil, OLDBERG, Ingmar, PURSIANEN, Christer (dir.), *Russia as great power*, Londres, New-York, Routledge, 2005, 336p.
- HERSPRING, Dale, Roy (dir.), *Putin's Russia*, Lanham, Boulder, New-York, Oxford, Rowman and littlefield, 2003, 264p.
- IVASHITA, Akihiro (dir.), *Siberia and the Russian Far East in the 21st Century: Partners in the "Community of Asia"*, Slavic Research Center, 2004, 116p
- IVASITA, Akihiro, *4000 kilometrov problem : rossijsko-kitajskaja granitsa* (4000 km de problèmes: la frontière sino-russe), Moscou, Vostok-Zapad, 2006, 333p.
- KLIMENKO, A.F, *Rossiia i Kitai v Chankhaïskoi organizacii sotroudnichestva* (La Russie et la Chine dans l'organisation de la collaboration de Shanghai), Moscou, Institut d'Extrême-Orient RAN, 2006, 240p.
- KOJI, Watanabé, *Engaging Russia in Asia Pacific*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 1999, 190p.
- KODJAMAN, Omer, *Ioujnyï Kavkaz v politike Tourtsii i Rossii v postsovetskii period* (Le Sud Caucase dans la politique de la Turquie et de la Russie dans la période post-soviétique), Moscou, « Rousskaïa Panorama », 2004, 296p.
- LEGVOLD, Robert, *Russian foreign policy in the twenty-first century and the shadow of the past*, New-York, Columbia University Press, 2007, 534p.
- LO, Bobo, *Axis of convenience*, Londres, Royal Institute of international affairs, 2008, 195p.
- LOZANSKI, Edouard, D., *Rossiia mejdou Amerikoï i Kitaem* (La Russie entre l'Amérique et la Chine), Moscou, Mejdunarodnye otnoçeniïa, 2007, 288p.
- LOUZIANINE, Sergueï, Guennadievtch, *Vostotchnaïa politika Vladimira Putina* (La politique orientale de Vladimir Poutine), Moscou, Vostok-Zapad, 2007, 446p.
- MALCOLM, Neil, PRAVDA, Alex, ALLISON, Roy, LIGHT, Margot, *Internal factors in Russian foreign policy*, Oxford, Oxford University Press, 1996, 356p.

- MATIACH, Vladimir, Nikolaevitch, *Mirovye investitsionnye potoki - SChA, Rossii, strany s perekhodnoi ekonomikoï, razvivaïouchchiesia gosudarstva* (Les flux mondiaux d'investissements: USA, Russie, pays en transition, pays en développement (analyse comparative)), Moscou, Académie diplomatique du MID de Russie, 2004, 168p.
- MECHTCHERIAKOV, Konstantin Evguenevitch, *Rossiïsko-ouzbekskie mejgosoustarstvennye otnoçeniïa : osnovnye tendentsii i problemy razvitiïa* (Les relations russo-ouzbèkes: tendances de bases et problèmes d'évolution), Saint-Pétersbourg, Université de Saint-Pétersbourg, 2008, 262p.
- MITROFANOVA, Anastasia, Vladimirovna, *Politizatsiïa « pravoslanoïo mira »* (Politisation du « monde slave »), Moscou, Nauka, 2004, 292p.
- MONGRENIER, Jean-Sylvestre, *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* Paris, Choiseul Editions, 2009, 218p.
- NAZET, Michel, *La Russie et ses marges : nouvel empire ?*, Paris, Ellipses, 2007, 190p.
- NEMTSOV, Boris, MILOV, Vladimir, *Putin.Itogi.10 let.* (Poutine.Bilan. 10 ans), Moscou, Solidarnost, 2010, 35p.
- NYGREN, Bertil, *The rebuilding of Greater Russia*, Londres, New-York, Routledge, 2008, 314p.
- PANCHENKO, Mikhaïl, *Rossiïsko-kitaïskie otnoçeniïa i obespetçhenie bezopasnosti v ATR* (Les relations sino-russes et la sécurité stratégique dans la région Asie-Pacifique), Moscou, « Nauchnaïa Kniga », 2004, 203p
- PRIMAKOV, Evgueni, *Le monde sans la Russie*, Paris, Economica, 2009, 198p.
- RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 2004, 418p
- RANGSIMAPORN, Paradorn, *Russia as aspiring great power in East Asia*, Oxford, Palgrave Macmillan, 2009,250p.
- SAKWA, Richard, *The crisis of Russian Democracy*, New-York, Cambridge University Press, 2011, 418p.
- SHIM, Kyong-wook, *La Russie d'Orient à la dérive*, Paris, L'Harmattan, 2002, 172p.
- SOKOLOFF, Georges, *La Puissance pauvre*, Paris, Fayard, 1993, 948p.
- TINGUY, Anne de (dir.), *Moscou et le monde : l'ambition de la grandeur : une illusion ?* Paris, Autrement, 2008, 215p.
- TITARENKO, Mikhaïl, *Rossiïsko-kitaïskie otnoçeniïa* (les rapports sino-russes), Moscou, Institut de l'Extrême-Orient, 2005, 409p.
- TODD, Emmanuel, *La chute finale : Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Robert Laffont, 1990, 369p.
- TRENINE, Dmitri, *The End of Eurasia*, Washington, Moscou, Carnégie Endowment for International Peace, 2002, 330p.

- TSYGANKOV, Andreï, *Whose world order ?*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2004, 197p.
- TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's foreign policy*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2010, 249p
- TSYGANKOV, Andreï, Pavlovitch, *Russia's Foreign Policy*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2016, 336p.
- VIDAL, Patrice, *Dans l'arrière-cour de Moscou*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2009, 271p.
- VOSKRESSENKI, Alexeï, Dmitrievitch, *Russia and China: a theory of inter-state relations*, London, RoutledgeCurzon, 2003, 278p.
- VOSKRESSENSKI, Alexeï, Dmitrievitch, *Kitai i Rossiia v Evrazii (La Chine et la Russie en Eurasie)*, Moscou, Mouraveï, 2004, 600p.
- WISHNICK, Elizabeth, *Mending forces*, Seattle and London, University of Washington press, 2001, 297p.

2- Ouvrages collectifs

- BAKER, Peter, GLASSER, Susan, *Kremlin rising*, Washington, Potomac books, 2005, 449p.
- BELLACQUA, James (dir.), *The future of China-Russia relations*, Lexington, The University Press of Kentucky, 2010, 333p.
- BOYER, Yves, FACON, Isabelle (dir.), *La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture*, Paris, Ellipses, 2000, 250p.
- BOURENKO, Vladimir, Ivanovitch, KOROLEV, Anatoli, Akimovitch, *Geopoliticheskoe polojenie Rossii v sovremennom mire : konspekt lektsii* (Situation géopolitique de la Russie dans le monde contemporain : cours résumé), Moscou, MGU, 2008, 68p.
- Integratsiia Dal'nego Vostoka Rossii v sistemou mirokhoziaïstvennyh sviazei* (Intégration de l'Extrême-Orient russe dans le système des relations économiques mondiales), Khabarovsk, RITsXGAEP, 2000, 264p.
- CABESTAN, Jean-Pierre, COLIN, Sébastien, FACON, Isabelle, MEIDAN, Michal, *La Chine et la Russie : Entre convergences et méfiances*, Paris, Unicomm, 2008, 264p.
- DOUGUINE, Alexandre, Gelievitch, *Le prophète de l'eurasisme*, Étampes, Avatar Editions, 2006, 349p.
- KORINMAN, Michel, LAUGHLAND, John, *Russia: a new cold war?*, London, Vallentine Mitchell Academic, 2008, 391p.

- MANKOFF, Jeffrey, *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2011,
- ROWE, WILSON, Elana (dir.), *Russia and the north*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, 211p.
- ROWE, WILSON, Elana, TORJESEN, Stina, *The multilateral dimension in Russian foreign policy*, Londres, New-York, Routledge, 2009, 223p.
- ROZMAN, Gilbert, KAZUHIKO, Togo, FERGUSON, Joseph P., *Russian strategy thought toward Asia*, Basingstoke, Macmillan, 2006, 263p.
- RUBAN, Larissa, Semenovna, KATAEVA, Elena Giorgievna, KHEGAY, Vladimir Khlimovitch, *Geostrategitcheskie interesy Rossiïskoi Federatsii na Dal'nem Vostoke* (Les intérêts géostratégiques de la Fédération de Russie dans l'Extrême-Orient), Institut de Recherche politique et sociale, Moscou, Nauka, 2006, 404p.
- RUMER, Eugene, TRENIN, Dmitri, ZHAO, Huasheng, *Central Asia: Views from Washington, Moscow and Beijing*, New-York, M.E Sharpe, 2007, 223p.
- SHEVTSOVA, Lilia, *Putin's Russia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, 475p.
- TCHAAADAEV, Piotr, Yakovlevitch, *Filosofitcheskie pis'ma* (Lettres philosophiques), Moscou, Directmedia, Réédition 1999, 584p.
- TEURTRIE, David, *Géopolitique de la Russie*, Paris, L'Harmattan, 2010, 350p.
- TITARENKO, Mikhaïl, Leonidovitch, KOUZYK, Boris, Nikolaevitch, *Kitai-Rossiia 2050 : strategiia sorazvitiia* (Chine-Russie 2050: Stratégie de codéveloppement), Institut Dal'nego Vostoka RAN, Institut ekonomitcheskikh strategiï RAN, 2006, 595p.
- THORTON, Judith, ZIEGLER, Charles E., (dir.), *Russia's far East: a region at risk*, Washington, The national bureau of Asian research, 2002, 469p.
- TORKOUNOV, Anatoli, MELVILLE, Andréi, NARINSKI, Mikhail (dir.), *Vnechniaia Politika Rossiïskoi Federatsii 1992-1999* (La politique étrangère de la Fédération de Russie 1992-1999, Rosspen, Moscou, 2000, 97p.
- TRENINE, Dmitri, LO, Bobo, *The Landscape of Russian foreign policy decision making*, New-York, Centre Carnegie, 2005, 32p.
- MALACHENKO, Alekseï, TRENINE, Dmitri, *Vremija JUga Rossija v Tchetchnie, Tchetchnija v Rossii*, Moscou, Gendalf, 2002, 267p.
- ZAKHAROVA, Olga, Dmitrievna, IVANOVA, Alla, Efimova, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Nacional'naïa bezopasnost' i demograficheskii rost* (Sécurité nationale et croissance démographique), RGNF, Moscou, 2004, 95p

-ZEVINE, Léon Zalmanovitch (dir), *Rossiia i strany Tsentral'noi Azii* (La Russie et les pays d'Asie Centrale), Moscou, Nauka, 2006, 224p.

3- Articles de périodiques

-Analititcheskii doklad mejdounarodnogo diskoutsionnogo klouba "Valdaï", *Rossiia ne oupoustit' oudatchou* (Russie : ne pas laisser passer sa chance), Moscou, 11/2011, 44p.

-ARIS, Stephen, « Russian-Chinese relations through the lens of the SCO », in *Russie.NEI.Visions*, n°34, 09/2008, p8.

-BADOURACHVILI, Irina, « Tsikourlarnaja migratsiia v Grouzii » (La migration circulaire en Géorgie), in *KARIM Vostok*, n° 2012/90, 09/2012, p2

-BASKAKOVA, Ioulia, Mikhaïlovna, « Derjavnost' i ratsional'nii vybor vo vnechnei politike » (La puissance d'Etat et le choix rationnel en politique étrangère), in *Rossiia i sovremenii mir : problemy politicheskogo razvitiia*, Moscou, 2008, 6p.

-BAZHANOV, Evgueni, Petrovich, *Global'nye ougrozy i vyzovy Rossii v XXI veke : Materialy "krouglogo stola" (29 marta 1999 g.)* (Menaces globales et défis de la Russie au 21ème siècle : « table ronde » 29 mars 1999), Moscou, Académie diplomatique du MID de Russie, 1999, 60p.

-BLANK, Stephen, « La politique russe en Extrême-Orient : quelle alternative à la Chine ? », in *Russie.Nei.Visions*, 08/2010, 23p.

-BRAUX, Adeline, « L'émigration des pays de la CEI vers la Russie : enjeu de politique intérieure et extérieure », in *La revue internationale et stratégique*, n°68, hiver 2007/2008, p118-132

-BORONINE, Oleg Valerievich, *Rossiia - Tsentral'naia Aziia : problemy migratsii i bezopasnosti : Materialy seminara "Bezopasnost' v "kontaknykh zonakh" Aziat. Rossii i Centr. Azii : opyt i praktika regoulirovaniia etnopolitskikh Napriajenii"* (Russie-Asie Centrale : problèmes de migrations et de sécurité, Séminaire « Sécurité dans les « zones de contacts ». Russie asiatique et Asie Centrale : expérience et pratique de régulation des tensions ethnopolitiques ») 26-27/02/2002, Barnaul, 2002, 232p.

-BOYER, Yves, « La stratégie de rééquilibrage des États-Unis vers l'Asie-Pacifique et la Chine », in *Revue Défense Nationale*, n°760, 05/2013.

-COHEN, Ariel, « Domestic Factors Driving Russia's Foreign Policy », in *Heritage Foundation*, 19/11/2007.

-DAUCE, Françoise, « L'armée dans l'histoire de l'Etat russe contemporain », *Hérodote*, n°104, 1er trimestre 2002, pp. 119-143.

-DEJINA, Irina, « Où sont ? Où vont les scientifiques russes ? Ressources humaines et politique de la

- recherche en Russie », in *Russie.CEI.Visions*, n°4, 06/2005, p10
- « Dossier : La Russie et son étranger proche », in *Le Courrier des pays de l'Est*, Paris, La Documentation Française, 103p.
 - DURANDIN, Jonathan, « Lettonie : de l'ethno-nationalisme linguistique à la reconnaissance du multilinguisme? », in *Regard sur l'est*, 27/03/2009.
 - Europe-Asia Studies*, vol. 58, N°7, 11/2006, University of Glasgow, Glasgow, 1180p.
 - FABRE, Hubert, « Géostratégie arctique : les incidences stratégiques du réchauffement climatique », in *Working Paper 15-2013*, Bruxelles, Institut européen de relations internationales, 25/09/2013.
 - GOMART, Thomas, « L'Europe dans la politique étrangère russe », in *Russie.Nei.Vision*, n°50, 05/2010, 23p.
 - GRAS, Cédric, SHVEDOV, Vyacheslav, « Extrême-Orient russe : une incessante (re)conquête économique », in *Hérodote*, 2010/3, n°138, pp 127-143.
 - HERD, Graeme P., « Foreign and security policy implications of Russia's demographic crisis », in *working paper*, n°20, Center for Security Studies and Conflict Research, 03/2002, 32p.
 - « Invigorating Russia's Foreign Policy », in *Russia in Global Affairs*, n°4, 10-12/2005.
 - KAGANSKI, Vladimir, Leonidovitch, « Rossiia - SSSR segodnia? Sravnitel'nyĭ portret prostranstv » (La Russie est-elle l'URSS aujourd'hui ? Portrait comparatif des espaces), in *Demoscope.ru*, n°199-200, 18/04-1/05/2005.
 - KATSOUEVA-JEAN, Tatiana, « « Soft power » russe », in *Russie.Nei.Reports*, n°5, 10/2010, 31p.
 - KAUFFMANN, Alexandre, « La relation Moscou-Pékin à l'aube d'une nouvelle ère ? », in *Revue Défense Nationale*, mars 2011, n°738, p 203-206
 - KAPITSA, Sergueï, Petrovitch, « Demograficheskaïa revolutsiia i Rossiia » (La révolution démographique et la Russie), in *Vek globlizatsii*, n°1, 2008, pp.128-143.
 - KATZ, Mark N., « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », in *Russie.NEI.Visions*, n°49, 04/2010, 26p.
 - KOZLOV, Leonid, « Public opinion: Where it stands on Russia's Foreign and international business policies in the Asia-Pacific region », in *Far Eastern Affairs*, n°3, 2007, p73-85
 - LARINE, Viktor, Lavrentevitch, LARINA, V.L, « Bnechniia politika Rossii, bezopasnost' i sotroudnitchestvo v ATR v zerkale obchtchestvennogo mneniia (po rezul'tatam oprosa jitelei Dal'nego Vostoka 2010g.) » (La politique extérieure de la Russie, la sécurité et la collaboration dans la région Asie-Pacifique dans le miroir de l'opinion publique (d'après les résultats d'une étude auprès des habitants de l'Extrême-Orient en 2010)), in *Rossija i ATR*, 2011, n°1, pp 49-69.
 - LARUELLE, Marlène, « Le néo-eurasisme russe. L'Empire après l'empire ? », in *Cahiers du monde russe*, vol 42, 2001/1, p71-94.

- LIGHT, Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1055, mai-juin 2006, P 14-24.
- MELOUA, Mirian, « Géorgie : une langue et une nation « en péril depuis des millénaires » », in *Regard sur l'Est*, 29/03/2009
- MINASSIAN, Gaïdz, « L'Arménie, avant-poste russe au Caucase », in *Russie.Nei.Visions*, 02/2008, 22p.
- MOREAU DEFARGES, Philippe, « L'ours et le dragon un couple trop disparate », in *L'essentiel des relations internationales*, 12/2009-01/2010
- Rapport du Comité des affaires internationales du conseil de la Fédération de Russie, *Rossiia v novom veke* (La Russie dans un nouveau siècle), 2010, 358p.
- RUCKER, Laurent, « La politique étrangère russe : à l'Ouest, du nouveau ! », in *Courrier des pays de l'Est*, n°1038, 2003/8, p 24-42
- « Russie-Asie Centrale La partition en question », in *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien*, n°34, 2002, AFEMOTI, Paris, 355p.
- SIVKOV, Konstantin, « Obosnovanie tchislennosti VS Rossii » (Raisonnement sur le nombre des forces armées de la Russie), in *vpk-news.ru*, 26/12/12.
- SPECHLER, Martin C., « Why does chine have no business in Central Asia? », *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 7, n° 2, 2009,
- SOULEÏMENOVA, Eleonora, « Otcherk iazykovoï politiki i iazykovoï situatsii v Kazakhstane » (Aperçu de la politique linguistique et de la situation linguistique au Kazakhstan), in *Russian Language Journal*, Vol. 59, 2009, pp.22-36.
- TIRAPOLSKY, Anita, « La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », in *Politique étrangère*, n°2, vol 59, 1994, pp.553-558.
- TSYGANKOV, Andreï Pavlovitch, TSYGANKOV, Pavel Afanasievitch, «New direction in russian international studies», in *Communist and Post-Communist Studies*, vol 37, n°1, 03/04
- TSYGANKOV, Andreï, « « occidentalistes » et « sinophiles » dans la politique étrangère russe », in *IFRI Russie.Nei.Visions*, n°45, 12/2009, 25p.

4- Sites internet

- AVRIL, Pierre, « Gaz : la Russie mise sur la Chine et le Japon », in *Lefigaro.fr*, 04/09/2012.
- BLAIR, David, «Why the restless Chinese are warming to Russia's frozen east», in *Thetelegraph.co.uk*, 16/07/2009
- <http://www.telegraph.co.uk/comment/5845646/Why-the-restless-Chinese-are-warming-to-Russias->

frozen-east.html

-BRAUX, Adeline, "Les immigrés sud-caucasiens en fédération de Russie : des nouvelles minorités intermédiaires", in *CERISCOPE Frontières*, 2011

<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/les-immigres-sud-caucasiens-en-federation-de-russie>

-BYLODOUCHNO, Loudmila, « Quitter le Grand Nord », in *Regard sur l'Est*, 01/01/2003

-CARO, Jean-Yves, « Structure de la puissance : pour une méthodologie quantitative », in *Annuaire Français des Relations Internationales*, n° 04/2000, Paris, 2000.

-DEÏTCH, Boris, « Tseli Viktora Ianoukovitcha » (Les objectifs de Viktor Ianoukovitch), in *partyofregions.org.ua*, 07/12/2009.

<http://www.partyofregions.org.ua/opposition-a-z/4b1d1389790b0/>

- « Dmitri Medvedev : Dal'niï Vostok-strategičeskii region Rossii » (Dmitri Medvedev : l'Extrême-Orient est une région stratégique de la Russie), in *RIA klub regionov*, 04/10/2011

[http://club-rf.ru/news/habarovskiy-kraj/dmitriy-medvedev-dalniy-vostok-strategicheskiy-region-rossii](http://club-rf.ru/news/habarovskiy-kraj/dmitriy-medvedev-dalniy-vostok-strategicheskiy-region-rossii/?print=Y&SECTION_CODE=habarovskiy-kraj&CODE=dmitriy-medvedev-dalniy-vostok-strategicheskiy-region-rossii)

-FALIAKHOV, Roustem, « Nekogo naniāt' » (Personne à embaucher), in *gazeta.ru*, 12/05/2012.

<http://www.gazeta.ru/business/2012/12/05/4879657.shtml>

-FALIAKHOV, Roustem, « Sammit bez oujina » (Un sommet sans dîner), in *Gazeta.ru*, 27/01/2014.

<http://www.gazeta.ru/business/2014/01/27/5865597.shtml>

- GABOUEV, Aleksandr, « Effekt prisoutviia » (Effet de présence), in *Kommersant.ru*, 03/09/2012

<http://www.kommersant.ru/doc/2009571>

-GARCIN, Thierry, « Arctique : la géopolitique est de retour », in *diploweb.com*, 28/06/2013

<http://www.diploweb.com/Arctique-la-geopolitique-est-de.html>

-GRAS, Cédric, « Russie : l'Est assimilé au Nord », in *Cafés géographiques*, 16/03/2012.

http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2411.

-GRIFFITH, PENDERGRAST, Jessica, *The Regional Consequences of Russia's demographic crisis*, working paper n°3, 07/2004, 59p.

- « Kitaïskaïa ekcpantsiïa ne ougrojaet Dal'nemu Vostokou-Ishaev », (La Russie n'est pas menacée par l'expansion chinoise-Ichaev), in *VL.ru*, 24/07/2010

<http://www.news.vl.ru/vlad/2010/07/24/78419/#ixzz1rcU20Nvd>

-ICHATCHENKO, Vladimir, « Rossiiskaia voennaia reforma ne tseremonitsia s ofitsierami » (La réforme militaire russe ne fait de cadeaux aux officiers), traduction de l'article « Russia's military reform leaves officers behind », in *The Washington Post*, 05/11/2010.

<http://www.inosmi.ru/army/20101108/164090632.html>

-KOZLOV, Leonid, Evguenevitch, « Rossiiskii Dal'nii Vostok kak obekt vnechnei koul'turnoi politiki Iaponii i Kitaia » (L'Extrême-Orient russe comme objet de politique culturelle extérieure du Japon et de la Chine), l-e-kozlov.narod.ru>text/kozlov_nasakova.doc, 2008

- « Litviia protiv forcirovaniia bezvizogo rejima s Rossiei » (La Lettonie contre un régime sans visa passé en force avec la Russie), in ru.delfi.lt, 23/08/2010.

<http://ru.delfi.lt/news/politics/litva-protiv-forsirovaniya-bezvizovogo-rezhima-s-rossiej.d?id=35725423>

-MARCHAND, Pascal, « Le Nord : une région plus stratégique que jamais pour Moscou », in *Regard sur l'Est*, 15/04/2010.

-MKRTTCHIAN, Nikita, « Bezliudnye prostranstva » (Espaces vides d'hommes), in *Nezavissimaia gazeta*, 25/05/2011.

-MONGRENIER, Jean-Sylvestre, « La Russie et la question de la puissance », in *fenetreurope.com*, 21/01/2010.

<http://www.fenetreurope.com/php/page.php?section=chroniques&id=519>

-NODE-LANGLOIS, Fabrice, « Khabarovsk, un confins russe passé à l'heure chinoise », in *Lefigaro.fr*, 20/05/2009

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/05/21/01003-20090521ARTFIG00014-khabarovsk-un-confins-russe-passe-a-l-heure-chinoise-.php>

http://www.ng.ru/scenario/2011-05-24/15_mobility.html

- « Okhrana granits Sovetskogo gosoudarstva (1917-1991) » (Protection des frontières de l'Etat soviétique), in *ps.fsb.ru* (Site officiel des garde-frontières de la Fédération de Russie)

<http://ps.fsb.ru/history/general/text.htm?id%3D10320628%40fsbArticle.html>

- « Pogranitchnye voiska Rossii » (Les troupes de garde-frontières de Russie), in *Tass-Ural.ru*, 27/05/2005

<http://www.tass-ural.ru/analytics/112.html>

-POUR, Maxime, « Bilan en cours de la réforme de l'armée russe », in *Etudes Géostratégiques*, 27/10/2012.

<http://etudesgeostrategiques.com/2012/10/27/bilan-de-la-refonte-en-cours-de-larmee-russe/>

- « Poutin zaïavliaet, tchto Rossiia vyrabotana strategiia otnochenii s Kitaem na dlitel'nii period » (Poutine déclare que la Russie a élaboré une stratégie de long terme dans les relations avec la Chine), *Novosti ot Interfaks*, 22/01/2003

http://www.mfit.ru/defensive/pub_avn/pub_318.html

-ROMER, Jean-Christophe, « La pensée stratégique russe au XXème siècle », in *Hautes Etudes Stratégiques*, 1997, p2.

http://www.stratisc.org/pub_ROMER_STRU_tdm.html

-SPIEGEL, Peter, « Biden Says Weakened Russia Will Bend to U.S. », in *Wall Street Journal*, 25/07/2009

<http://online.wsj.com/article/SB124848246032580581.html>

-TINGUY, Anne de, « Syndrome post-impérial et volonté de puissance », in *Ceras - revue Projet*, n°309, Mars 2009. <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=3564>

-TSYGANOK, Anatoli, Dmitrievitch, « Rossiia stroit armiiou starogo tipa » (La Russie construit une nouvelle armée de type ancien), in *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 25/03/2005

http://nvo.ng.ru/forces/2005-03-25/1_newarmy.html

-TOUROVSKI, Feliksovitch, Rostislav, « Vtoraïa stadiïa razvitiïa natsionalisma v Rossii » (Le second stade du développement du nationalisme en Russie), in *Rosbalt.ru*, 13/12/2005.

<http://www.rosbalt.ru/main/2005/12/13/237700.html>

-TWIGG, Judith, *National Security Implications of Russia's Health and Demographic Crisis*, 11/2004

5- Travaux universitaires

-BAEV, Pavel, « Rosneft, Gazprom et l'État : qui décide de la politique énergétique russe ? », in *Russie.NEI.Visions*, n°75, 03/2014, 23p.

-BEAULIEU-BROSSARD, Philippe, *La Russie et le poids de l'(in)sécurité de la grandeur*, mémoire de sciences politiques sous la direction de Jacques Lévesque, Université de Montréal, 2011, 220p.

-BEZVERBNY, Vadim, Aleksandrovitch, sous la direction de RIAZANTSEV, S.V., *Demografitcheskoe razvitie Rossii v kontekste geopoliticheskikh strategii Zapada* (Le développement démographique de la Russie dans le contexte des stratégies géopolitiques de l'Occident), Moscou, ISPI RAN, 2010, brochure, 28p.

-BUGA, Natalia, *Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale*, thèse de sciences économiques sous la direction de Ivan Samsom et Dimitru Moldovan, Université de Grenoble, juillet 2011, 515p.

-GOLODINKINA, Svetlana Olegovna, sous la direction de Motine, Youri, Nikolaevitch, *Geopoliticheskaïa ekspantsiïa stran severo-vostochnoi azii kak ougroza regional'noi bezopasnosti Rossii (na primere Primorskogo kraïa)* (L'expansion géopolitique des pays du Nord-Est de l'Asie

comme une menace pour la sécurité régionale de la Russie (par l'exemple du kraï de Primorié)), OPMT-GAGS, Moscou, 2004, 25p.

-GIMPELSON, Vladimir, Efimovitch, *Deficit kvalifikatsii i navykov na rynke trouda* (Déficit de qualification et de savoir-faire sur le marché du travail), Moscou, GU-VChU, 2004, 36p.

-GIMPELSON, Vladimir, Efimovitch, KAPELJUCHNIKOV, Rostislav, Isaakovitch, LUKIANOVA, Anna, Lvovna, « Skills shortage and training in Russian enterprises », in *Working Paper WP3 Higher School of Economics*, 2007, 52p.

-HUNTAO, Li sous la direction de Kozmenko, V.M., *Rossiïsko-kitaïskie ekonomicheskie sviazi v 90-e gody XX veka* (Les liens économiques sino-russes dans les années 90), Moscou, RUDN, 2004, 138p.

-IZMODENOV, Igor, Aleksandrovitch, sous la direction de Djanguirian, V.G., *Rossiïsko-azerbaïdjanskïe otnoçeniïa : 1991-2003* (Les relations russo-azerbaïdjanaïses: 1991-2003), Moscou, RUDN, 2004, 250p.

-KHODOVA, Sofia, Sergueevna, sous la direction de Larine, V.L. *Dal'niï Vostok Rossii v rossiïsko-iaponskikh otnoçeniïakh* (L'Extrême-Orient russe dans les rapports russo-japonais), DVORAN, Vladivostok, 2005, 226p.

-KOLOSSOV, Vladimir, Aleksandrovitch, sous la direction de Venkov, A.V, *SSSR, Rossiïskaïa Federatsiïa i Pridnestrovskii konflikt* (URSS, la Fédération de Russie et le conflit en Transnistrie), Rostov-sur-le Don, Agence Fédérale de Formation de l'université fédérale Sud de la Fédération de Russie, 2007, 177p.

-KOULIEV, Taïmuraz, Borissovitch, sous la direction de Berzine, L.B., *Mejdounarodnye sviazi soubektov Severo-Kavkazskogo regiona Rossiïskoï Federatsii : 1991-2006 gg* (Les liens internationaux des sujets de la région nord-caucase de la Fédération de Russie : 1991-2006), Moscou, RUDN, 2007, 185p.

-LAVAL, Éric, *Les relations Chine-Russie : un voisin encombrant*, mémoire de géopolitique sous la direction d'Isabelle Facon, Collège interarmées de Défense, Paris, 03/2001.

-LEDNEV, Vladimir, Pavlovitch, *Geopoliticheskaïa bezopastnost' rossiïskogo Dal'nego Vostoka*, (La sécurité géopolitique de l'Extrême-Orient russe), Brochure de thèse sous la direction de Mikhaïlov, V.A., Institut d'Etudes orientales de l'académie des sciences, Moscou, 2009, 31p.

-LEVANOVA, Karine, Alekseevna, sous la direction de Vatulian, F.V, *Touretskaïa Respublika i Rossiïskaïa Federatsiïa : vzaimodeïstvie i sotroudnichestvo na primere otnoçeniï s Krasnodarskim kraem* (La république de Turquie et la Fédération de Russie : interactivité et collaboration par l'exemple du kraï de Krasnodar (années 1990)), Université d'Etat de Kouban, Krasnodar, 2003, 244p.

-LOGINOV, Boris, Borissovitch, sous la direction de Deza G.N., *Rol' zarubejnoï seti rossiïskikh bankov v razvitii vnechneekonomitcheskikh svïazeï Rossii* (Le rôle du réseau étranger des banques dans

le développement des liens économiques extérieurs de la Russie), Moscou, MID de Russie académie diplomatique, 2000, 155p

-NAKHTO, Youri, Anzourovitch, sous la direction de Chtol, V.V., *Mejdounarodnye svïazi soubektov Federatsii Ioujnogo regiona Rossii : polititcheskie aspekty* (Les liens internationaux des sujets de la Fédération de la région Sud de la Russie : aspects politiques), Moscou, Académie diplomatique du MID de Russie, 2005, 174p.

-PAK, Tchzhon, Kvan, sous la direction de Kozikov, I.A, *Geopolititcheskie problemy v otnosheniiakh Rossiïskoï Federatsii so stranami Tsentral'noï Azii*, (Problèmes géopolitiques de la Fédération de Russie avec les pays d'Asie Centrale), Moscou, MGU, 2009, 186p.

-PEREBOEV, Vladimir, Sergueevitch, sous la direction de Souzdalcev, A.I., *Rossiïskaïa federatsiïa i integratsionnye processy na postsovetskom prostranstve* (La Fédération de Russie et les processus d'intégration dans l'espace post-soviétique), Moscou, 2012, brochure 31p.

-POLEDRI, Michel, *Quel avenir pour la CEI ?*, mémoire sous la direction d'Isabelle Facon, Paris, Collège Interarmées de défense, 03/06, 36p.

-TROEKOURIVA, Irina, Stepanova, sous la direction de Ostrovski A.V., *Raschirenïe vnechneekonomicheskikh svïazeï Rossii v integratsionnom prostranstve aziatsko-tikhookeanskogo ekonomitcheskogo sotroudnichestva* (Elargissement des liens économiques de la Russie dans l'espace de collaboration économique Asie-Pacifique), Institut de l'Extrême-Orient RAN, Moscou, 2008, 516p.

B- Migrations en/et de Russie, démographie de la Russie

1- Ouvrages

-ARKHANGELSKI, Vladimir, Nikolaevitch, *Factory Rojdaemosti* (Les facteurs de la natalité), Moscou, TEIS, 2006, 399p.

-BOURBEAU, Philippe, La Chine et la diaspora chinoise: *l'Extrême-Orient russe convoité*, Paris, L'Harmattan, 2002, 150p.

-BLUM Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS : 1917-1991*, Paris, Plon, 2004, 266p.

-CHURKINE, Anatoli, Mikhaïlovitch, *Immigratsionnyi potentsial trouda rossiïskogo Dal'nego Vostoka (kitaïtsy na rynke tryda dal'nevovostotchnogo regiona)* (Le potentiel migratoire de l'Extrême-Orient (les Chinois sur le marché du travail la région de l'Extrême-Orient russe), Khabarovsk, DVGUPS, 2007, 168p.

-DIATLOV, Viktor, Innokentievitch (dir.), *Vostok Rossii : migratsii i diasporï v pereselentchesckom obchtchestve* (L'est de la Russie : migrations et diasporas dans une société en mouvement), Irkoutsk, Ottisk, 2011, 624p.

- EBERSTADT, Nicholas, *Russia's peacetime demographic crisis*, 10/2006, 31p.
- EBERSTADT, Nicholas, « The dying bear: Russia's demographic disaster », in *Foreign Affairs*, vol.90, n°6, novembre/décembre 2011.
- EFFER, Yochik, « Zametki o pervoi postsovetskoï perepisi (Remarques à propos du premier recensement post-soviétique) », in *Etnografiia perepisi–2002* (Ethnographie du recensement), Moscou, Aviaizdat, 2003, 388p.
- FLYNN, Moya, *Migrant resettlement in the Russian Federation: reconstructing « homes » and « homelands »*, London, Anthem Press, 2004, 245p.
- GORBENKOVA, Elena, Viktorovna, *Soverchenstvovanie mekhanizmov ispol'zovaniia inostrannoï rabocheï sily v ekonomike dal'nego vostoka Rossii* (Perfectionnement des mécanismes d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère en Extrême-Orient russe), Vladivostok, VGUES, 2005, 198p.
- GUELBRAS, Vilia, *Kitaiskaïa real'nost' Rossii* (La Réalité de la présence chinoise en Russie), Moscou, Mouraveï, 2001, 320p.
- HERD, Graeme P., ALDIS, Anne, *Russian Regions and Regionalism*, Londres, New-York, Routledge Curzon, 2003, 304p.
- KHALKETCHEV, Marat, Nourtchoukovitch, *Demograficheskaïa differentsiatsiia regionov Rossii : dinamika i razvitie* (La différenciation démographique des régions de Russie : dynamique et évolution), Moscou, TsSP, 2006, 224p.
- KHALTURINA, Daria, Andreevna, KOROTAEV, Andreï, Vitalievitch, *Russkii krest : factory, mekhanizmy i puti preodoleniia demograficheskogo krizisa v Rossii* (La croix russe: facteur, mécanismes et chemins de résolution de la crise démographique en Russie), Moscou, URSS, 2006, 128p.
- KRASINETS, Evgueni, Semenovitch, *Kitaisakaïa migratsiia v sovremennoï Rossii* (La migration chinoise dans la Russie contemporaine), Moscou, MAKS press, 2010, 216p.
- LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004, 354p.
- LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *China as a neighbor*, Washington, The Central Asia Caucasus Institute, 2009, 200p.
- LARINE, Alexandre, Aleksandrovitch, *Kitaiskie migranty v Rossii* (Les migrants chinois en Russie), Moscou, Vostochnaïa kniga, 2009, 512p.
- METELEV, Sergueï Efimovich, *Mejdounarodnaïa troudovaïa migratsiia v ousloviiakh globalizatsii i nelegal'naïa migratsiia v Rossii* (La migration internationale dans les conditions de la globalisation et la migration illégale en Russie), Moscou, RGGEU, 2006, 268p.

- OSIPOV, Guennadi, Vassilievitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidevitch (dir.), *Demografitcheskoe razvitie Rossii v XXI veke* (Le développement démographique de la Russie au XXIème siècle), Moscou, Ekon-Inform, 2009, 339p.
- RIAZANCEV, Sergueï, Vassilievitch, *Sovremennyi demografitcheskii i migratsionnyi potret Severnogo Kavkaza*, (Portrait actuel démographique et migratoire du Caucase Nord), Stavropol, Servicchkola, 2003, 376p.
- TINGUY, Anne de, *La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004, 662p.
- TOPILINE, Anatoli Vassilievitch, *Perspektivy troudovoï migratsii v Rossii : ot kolitchestvennykh k katchestvennym parametram* (Perspectives de l'immigration de travail en Russie : des paramètres quantitatifs aux paramètres qualitatifs), Moscou, MAKS Presse, 2008, 108p.
- TSYMBOURSKI, Vadim, Leonidovitch, *Ostrov Rossiia : geopoliticheskie i khronopoliticheskie raboty, 1993-2006*, (L'île de Russie. Travaux géopolitiques et chroniques politiques, 1996-2006), Moscou, ROSSPEN, 2007, 544p.
- ZEVELEV, Igor, *Russia and its new diasporas*, Washington D.C., United States institute of peace press, 2001, 207p.

2- Ouvrages collectifs

- AVDEEV, Iou., SIDORFKINA, Z.I., OUCHAKOVA, TSITSALIVILI, G.CH., VAKHNENKO, R.V., BEL'SKAÏA, E.E., SOBOLEVA, T.A., *Problemy naseleniia Dal'nego Vostoka* (Les problèmes de la population de l'Extrême-Orient), Vladivostok, Dal'nauka, 2004, 211p.
- DEMKO, George, IOFFE, Grigori, ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Antonovna, *Population under duress: the geodemography of post-soviet Russia*, Oxford, Boulder, Westview Press, 1999, 277p.
- KOLOSSOV, Vladimir, Aleksandrovitch, VENDINA, Olga, Ivanovna (dir.), *Rossiïsko-ukrainskoe prigranitchie : dvadtsat' let razdelenogo edinstva* (L'espace frontalier russo-ukrainien : vingt ans d'unité séparée), Moscou, Novii Khonograf, 2011,
- OSIPOV, Guennadi, Vassilievitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, *Demografitcheskoe razvitie Rossii v 21 veke* (Le développement démographique de la Russie au 21ème siècle), Moscou, Ekon-Inform, 2009, 340p.
- RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch (dir.), *Migratsiia i migratsionnaia politika Rosiïskoï Federatsii* (Migration et politique migratoire de la Fédération de Russie), Moscou, Editions de l'institut eurasiatique de recherches et scientifique des problèmes juridiques, 2011, 113p.

- RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch, MANCHINE, Roman, Vladimirovitch (dir.), *Demografitcheskie perspektivy Rossii*, (Perspectives démographiques de la Russie) Moscou, Academia, 2008, 472p.
- RIAZANTSEV, Sergueï, Vassilievitch, TKATCHENKO, Marina, Fiodorovna, *Troudovaïa migratsiia jenchtchin iz Rossii* (L'émigration féminine de Russie), Moscou, Nauka, 2008, 215p.
- « Rossiia pered litsom demografitcheskikh vyzovov » (La Russie face aux défis démographiques), in *Obchtchestvo i ekonomika*, n°4-5, pp141-226
- ROUBINSKAÏA, Evelina Timofeevna, COLODKOV, Gennadi, Pavlovich, *Rossiia v protsessakh mejdounarodnoï troudovoï migratsii* (La Russie dans les processus de migration internationale du travail), Rostov-sur-le-Don, Institut International d'économie de Rostov, 2001, 348p.
- RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Demografitcheskie kontury regionov Rossii* (Les contours démographiques des régions de Russie), Moscou, Ekon-Inform, 2009, 176p.
- RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch, KOZHEVNIKOVA, Natalia, Ivanovna, *Otsenka vozmojnykh i neobkhodimykh mashtabov privletcheniia immigrantov v Rossiou* (Estimation du niveau possible et nécessaire d'attractivité migratoire vers la Russie), Moscou, Ekon-inform, 2010, 103p.
- SHLAPENTOKH, Vladimir, SENDICH, Munir, PAYIN, Emil, *The new russian diaspora*, New-York, Amonk, 1994, 221p.
- VICHNEVSKI, Anatoli (dir.), *Demografitcheskaïa modernizatsiia Rossii : 1900-2000* (La modernisation démographique de la Russie : 1900-2000), Moscou, Novoe izdatel'stvo, 2006, 599p.
- ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Anatolievna, SDYKOV, Murat, Naouryzgalievitch (dir.), *Front'erskie migratsii* (Migrations frontalières), Moscou, Ouralsk, 2002, 236p.
- ZAIONTCHKOVSAÏA, Janna, Antonovna, MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, *Vnoutrenniia migratsiia v Rossii* (Les migrations internes en Russie), Moscou, Centre des Etudes migratoires, 2007, 84p.
- ZAIONTCHKOVSKAÏA, Janna, Antonovna, VITKOVSKAÏA, Galina, Tsigizmoundovna (dir.), *Postsovetskie transformatsii : otrajenie v migratsiïakh*, (Transformations post-soviétiques : reflets dans les migrations), Moscou, Adamant, 2009, 412p.
- ZAIONTCHKOSVSKAÏA, Janna, Antonovna (dir.), *Immigranty v Moskve* (Les immigrés à Moscou), Moscou, Tri Kvadrata, 2009, 272p.

3- Articles de périodiques

- AGRANOVITCH, Mark, « Rossiïskoe obrazovanie na demografitcheskom fone » (L'éducation russe sur un fond démographique), in *Demoscope.ru*, n°383-384, 01/07-16/08/2009.

- AKAGUL, Deniz, « Dynamiques et perspectives migratoires en Turquie », in *Revue du Tiers Monde*, n°194, 2008/2.
- ANDREEV, Evgueni, VICHNEVSKI, Anatoli, KVACHA, Ekaterina, KHARKOVA, Tatiana, « Rossiiskaïa polovozrostaïa piramida » (La pyramide des âges russe), in *Demoscope.ru*, n°215-216, 29/09-09/10/2005.
- ANTONOVA, L.V., « Dal'niï Vostok Rossii i problemy kitaïskoï migratsii » (L'Extrême-Orient russe et les problèmes de l'immigration chinoise), in *Demoscope.ru*, n°347-348, 29/09-12/10/2008.
- ARIEFIEV, Alexandre, Leonardovitch, « Inostrannye stoudenty v rossiïskikh vouzakh » (Les étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur russes), *Demoscope.ru*, n°571-572, 14-31/10/2013.
- BIRIOUKOV, Viktor, « Platch po sel'skoï chkole » (Pleure pour l'école de campagne), in *Ogonek*, n°37 (5196), 19/09/2011.
- CAHN, Nathan, « La communauté russe d'Israël : un État dans l'État? », in *Jerusalem Post*, 02/06/2014
- CHESNAIS, Jean-Claude. " Russie : l'horreur démographique ", in *Politique internationale*, automne 2000, p. 211-224.
- CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « Demografitcheskie itogi 2011 goda » (Le bilan démographique de l'année 2011), in *Demoscope.ru*, n°499-500, 20/02-04/03/2012
- CHTCHERBAKOVA, Ekaterina, « Naselenie Rossii na 1 ioulia 2013 goda nastchityvalo 143,4 milliona tchelovek » (La population de la Russie a été compté à 143,4 millions de personnes au 1er juillet 2013), in *Demoscope.ru*, n°565-566, 02-15/09/2013.
- DENISENKO, Mikhaïl, Borisovitch, « Emigraciïa iz Rossii po dannym zarubejnoï statistiki » (Emigration de Russie selon les données statistiques étrangères), in *Demoscope.ru*, n°65-66, 29/04-19/05/2006.
- DIATLOV, Viktor, KUZNETSOV, Roman, « Chankhaï v tsentre Irkoutska. Ekologiïa kitaïskogo rynka » (Shanghaï dans le centre d'Irkoutsk. Vie du marché chinois), in *Demoscope.ru*, n°271-272, 1/01-21/21/2007.
- DOUDTCHENKO, Herman, « Kitaï i Dal'niï Vostok Rossii k voprosou o demografitcheskom disbalanse » (La Chine et l'Extrême-Orient russe : la question du déséquilibre démographique), in *Vestnik Evrazii*, n°3, 2002, p142-149.
- DOUDTCHENKO, Herman, « Kitaï i Dal'niï Vostok Rossii : k voprosou o demografitcheskom disbalanse » (La Chine et l'Extrême-Orient russe : la question du déséquilibre démographique), in *Demoscope.ru*, n°165-166, 16-29/08/2004.

- ELISEEV, Andreï, « The impact of labour migration on Belarus: a demographic perspective », in *CARIM-East Analytic and Synthetic Notes*, 2012, 22p.
- FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME, « Les migrants en Russie », in *Assistance civique*, n°32, 04/2007.
- GAUTHIER, Aurélie, « Les jeunes générations en voie de disparition en Russie », in *Regard sur l'Est*, 15/01/2006.
- GELBRAS, Vilia, Gdalivitch, « Kitatsy v Rossii: skol'ko ikh? » (Les Chinois en Russie : combien sont-ils ?), in *Demoscope.ru*, n°45-46, 3-16/12/2001.
- GLOUCHTCHENKO, Galina, Ivanovna, « Orientiry politiki v oblasti migratsii v kontekste demograficheskogo boudouchtchego Rossii » (Les orientations de la politique migratoire dans le cadre de l'avenir démographique de la Russie), in *Demograficheskie perspektivy Rossii*, 2008, p379.
- GRANIDOVSKI, Sergueï, Nikolaevitch, *Politika repatriatsii i troudovoï migratsii v sovremennoï rossiïskom gosoudarstve* (La politique de rapatriement et de migration de travail dans l'Etat russe contemporain), Moscou, Banque Mondiale, Fonds Migratsiïa XXI vek
- GRIGORITCHEV, K.V., « Vnoutrikazakhstanskaïa migratsiïa rousskogo naseleniïa v 1990-e - natchale 2000-h godov : opyt kartograficheskogo analiza » (La migration interne kazakhe de la population russe dans les années 90 et le début des années 2000: expérience de l'analyse cartographique), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006.
- HUMAN RIGHTS WATCH, « *Are you happy to cheat us?* » *Exploitation of Migrant construction workers in Russia*, 02/2009, 115p.
- IOUNOUSOV, Arif, « Etnokonflikty i migratsionnye protsessy na Ioujnom Kavkaze » (Conflits ethniques et processus migratoires dans le Sud Caucase), in *Demoscope.ru*, 19/11-02/12/2001.
- JOURAVLEVA, Natalia, « Nam daje dvornikov ne khvataet » (Nous manquons même de balayeurs), in *Vzgliad*, 01/12/2010.
<http://www.ecfor.ru/index.php?pid=interview/20101223>
- KARATCHOURINA, L.B., « "Sosedskie" migratsii v Rossii » (Les migrations « de voisinages » en Russie), in *Demoscope.ru*, n°137-138, 01/12-14/12/2003.
- KIREEV, Anton, Alexandrovitch, « Koreïtsy na rossiïskom Dal'nem Vostoke », in *Izvestiïa Vostotchnogo Instituta*, n°1, 2012, pp.56-71.
- KOROVKINE, Andreï, DOLGOVA, Irina, KOROLEV, Ivan, « Defitsit rabotcheï sily : rousskiï krest-2? » (Déficit de main-d'œuvre : la croix russe n°2 ?), in *Demoscope.ru*, n°277-278, 19/02-04/03/2007

- KOZINA, I.M., KARELINA, M.V., METALINA, T.A., « Troudovye praktiki inostrannykh rabotchikh v Rossii » (Les pratiques de travail des travailleurs étrangers en Russie), in *Demoscope.ru*, n°235-236, 20/02-05/03/2006.
- KOZLOV, Vladimir, RAMONOV, Aleksandr, « Vremiãa tuberkoulioza v Rossii » (Le temps de la tuberculose en Russie), in *Demoscope.ru*, n°491-492, 19-31/12/2011.
- KVACHA, Ekaterina, KHARKOVA, Tatiana, « Kak dolgo jivout v regionakh Rossii » (Combien de temps vit-on dans les régions de Russie), in *Demoscope.ru*, n°419-420, 19-30/04/2010.
- LABBE, Morgane, « Une lecture démographique de la frontière Est-Ouest », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest : Démographie et héritages soviétiques*, vol 26, n°4, 12/1995, pp55-74.
- « L'appel de V. Poutine à la diaspora pour repeupler la Russie », in *La lettre du pays des courriers de l'Est*, n°26, 07-08/2006.
- LARUELLE, Marie, « Le nouveau rôle de la Russie en Asie Centrale : les migrations de travail des Centre-asiatiques vers la Fédération de Russie », in *La revue internationale et stratégique : Quinze ans d'indépendance les nouveaux enjeux en Asie centrale*, n°64, Hiver 2006-2007, p.133-143.
- LARUELLE, Marlène, « Central Asian Labor Migrants in Russia: The "Diasporization" of the Central Asian States? », in *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol.5, n°3, pp.101-119
- LAPTEV, Sergueï, « Demograficheskaïa ougroza ili oupouchtchennyï chans? Vykhodtsy iz Vostotchnoï i Iougo-Vostotchnoï Azii v Rossii » (Menace démographique ou occasion manquée ? Ressortissants d'Asie de l'est et du Sud-Est en Russie), in *Demoscope.ru*, n°95-96, 1-19/01/2003.
- LARINE, Viktor, Lavrentievitch, « Poslantsy Podnebesnoï na Dal'nem Vostoke - legal'nye i nelegal'nye » (Les envoyés de l'Empire du Milieu en Extrême-Orient : légaux et illégaux), in *Diaspora*, n°2-3, 2001.
- LARINE, Alexandre, Aleksandrovitch, « Kitaïskaïa diaspora i "kitaïskaïa ougroza" » (Diaspora chinoise et « menace chinoise »), in *Demoscope.ru*, n°347-348, 29/09-12/10/2008.
- LEE, Jeanyoung, « Korean-Chinese Migration into the Russian Far East: A Human Security Perspective », in *Siberia and the Russian Far East in the 21st Century: Partners in the "Community of Asia"*, 2005, pp 67-95.
- LEFEVRE, Cécile, « Enfance, famille et institutions en Russie au cours des années 1990 », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.34, n°34-2, 2003, pp 83-108.
- LEFEVRE, Cécile, « Peut-on parler de politique familiale à l'Est ? », in *Informations sociales*, n°124, 2005/4, pp.6-14.
- LEFEVRE, Cécile, « Quelles perspectives démographiques pour la Russie », in *Les grands dossiers de la diplomatie*, n°21, 06-07/2014, pp.16-19.

- MALEVA, Tatiana, « Pora govorit' o povychenii social'no otvetstvennoï rojdaemosti », (Il est temps de parler de la hausse de la natalité dans la société), in *Demoscope*, n°267-268, 27/11-10/12/2006.
- MALINOVSKAĬA, Elena, Anatolievna, « Vnechniia migratsii naseleniia Ukrainy perioda nezavisimosti » (Les migrations internationales de l'Ukraine dans les années d'indépendance), in *Demoscope*, n°563-564, 19/08-01/09/2013.
- MARIAN, Michel « Transcaucasie : le « gendecide » oublié », in *Eurasie : au cœur de la sécurité mondiale*, Paris, Autrement, 2011, pp 210-212.
- MENDIKULOVA Gulnara, « La diaspora kazakhe et la politique de rapatriement de la République du Kazakhstan », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 26, n° 3, 2010, pp.153-167.
- MITROKHINE, Nikolai, « Troudovaia migratsiia v Rossiiu iz gosudarstv Tsentral'noi Azii » (La migration de travail en Russie depuis les pays d'Asie Centrale), in *Demoscope.ru*, n°121-122, 11/08-24/08/2003.
- MKRTTCHIAN, Nikita, Vladimirovitch, « Migratsiia v Rossii : zapadnyi dreif » (Migrations en Russie : le glissement occidental), in *Demoscope.ru*, n°185-186, 10/01-23/01/2005.
- MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, « Transformatsiia migratsionnykh svyazi s stranami bližego zarubežia » (Transformation des liens migratoires avec les pays de l'étranger proche), in *Prostranstvennaia ekonomika*, 2010, n°2, pp 74-95.
- MOMOT, Maksim, « Kak bez rouk » (Comment faire sans bras), in *RBK*, 05/02/2010.
- MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, HAJDEN, S.N., « Naselenie i socialnoe razvitie rossiiskogo dal'nego vostoka » (Population et développement social de l'Extrême-Orient russe), in *Prostranstvennaia Ekonomika*, 2009, N°2, pp 47-67.
- MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, « Ekonomika nelegal'noi migratsii v Rossii » (L'économie de l'immigration illégale en Russie), in *Demoscope.ru*, n°207-208, 20/06-14/08/2004.
- NEFEDOVA, Tatiana, « Depopuliat'siia sel'skoï mestnosti i agroproduktstvo » (Dépopulation des localités rurales et production agricole), in *Demoscope.ru*, 21/08-03/09/2006.
- OSTROVSKI, Andrei, « Troudovye resourtsy Severo-Vostochnoi Azii : kakouiu vygodou mojet izvlech' Rossiia » (La ressource de travail du Nord-est de l'Asie : quel bénéfice la Russie peut en tirer), in *Tchelovek i trouid*, № 1, 2002.
- PEREPELKINE, L.S., STEL'MAKH, V.G., « Nelegitimnaia immigratsiia i neofitsial'naia zaniatost' v Rossiiskoi Federatsii : zlo, blago ili neizbežnost' ? » (L'immigration illégale et le travail officieux dans la Fédération de Russie : mal, bien ou fatalité ?), in *Demoscope.ru*, n°281-282, 19/03-01/04/2007.
- PICARD, Alexandra, « Les travailleurs étrangers en Russie », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°435, 11/1998, p30-42.

- PĪADOUKHOV, G.A, « Prestoupnost' sredi etnitcheskikh group vnechnikh migrantov » (La criminalité par les groupes ethniques émigrés), in *Demoscope.ru*, n°111-112, 28/04-18/05/2003.
- POLETAEV, Dmitri, « Jenchtchiny-migranty iz zaroubejnykh stran v Rossii » (Les femmes immigrées de l'étranger en Russie), in *Vestnik Evrazii*, n°1, 2005, p18-31.
- POPOV, A.D., « Inostrannaïa rabotchaïa sila v ekonomike Rossii » (La main-d'oeuvre étrangère en Russie), in *Demoscope.ru*, n°107-108, 31/03-16/04/2003.
- POUJOL, Catherine, « Minorités exogènes ou Russes de l'intérieur de l'Asie centrale », in *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, n°4, 12/1995, pp.125-142.
- PYL'NOVA, Daria, CHKRILIEV, Dmitri, « 440 tysiat'ch tchelovek ouekhali iz Rossii za poslednie piat' let » (440 000 personnes sont parties de Russie lors des cinq dernières années », in *Novaïa Gazeta*, 01/12/2008.
- RAKICHEVA, Botagoz, Islïamovna, POLETAEV, Dmitri, Viatcheslavovitch, « Outchebnaïa migratsiïa iz Kazakhstana v Rossiïou kak odin iz aspektov strategiticheskogo sotroudnichestva v ramkakh razvitiïa Tamojnennogo soïouza » (La migration étudiante du Kazakhstan vers la Russie comme un des aspects de la coopération stratégique dans le cadre de l'union douanière), in *Evrazijskaïa ekonomiticheskaïa integratsiïa*, n°3 (12), 08/2011, pp 84-101.
- ROUDENKO, Boris, « Istchezaiouchtchaïa Rossiïa. Zametki so vserossiïskoï konferentsii po demografii » (La Russie qui disparaît. Notes de la conférence russe sur la démographie), in *Naouka i jizn'*, n°1, 2007.
- ROUSSELOT, Hélène, « La signature d'un Traité d'alliance avec la Russie confirme le revirement stratégique de l'Ouzbékistan », in *Regard sur l'Est*, 03/11/2009.
- SAFRONOVA, Anna, « Potchi polovina kompaniï v RF ispytyvaet defitsit kvalifitsirovannykh kadrov » (Presque la moitié des compagnies de la Fédération de Russie souffre d'un manque de cadres qualifiés), in *rb.ru*, 20/07/2011
- SAKEVITCH, Viktoria, DENISSOV, Boris, « Pereidet li Rossiïa ot aborta k planirovaniïou cem'i? » (La Russie va-t-elle passer de l'avortement à une planification familiale ?), in *Demoscope.ru*, n°465-466, 02/05-22/05/2011.
- SAMARINA, Alexandra, GORBATCHEVA, Ada, « Demografiticheskaïa Iama » (Le fossé démographique), in *Nezavissimaïa gazeta*, 06/03/2009.
- SAVOSKOUL, M.S., « Rossiïskie nemtsy v Germanii : integratsiïa i tipy etnicheskoï samoidentifikatsii » (Les Russes allemands en Allemagne : intégration et types d'identifications ethnique), in *Demoscope.ru*, n°234-244, 17/04-30/04/2006.
- SERGUEEV, Igor, « Nasil'no mil ne boudech » (Proverbe se rapprochant de l'expression l'amour ne se commande pas), in *Moskovskij komsomlets*, 17/09/2007.

- SOBOLEVSKAĪA, Olga, « Russie : Un nouveau baby-boom ? », in *Colisée*, 27/04/2004.
- STELMAKH, V., « Moskva : « malenkiĭ Kavkaz » - bolchie problemy » (Moscou : « Petit Caucase » grands problèmes), in *Konflikt-Dialog-Sotroudnichestvo*, n°1, 09-11/1999,
- THOREZ, Julien, « Itinéraire du déracinement : l'essor des migrations de travail entre l'Asie Centrale et la Russie », in *Espace, populations, Sociétés*, 01/2007, p 59-71.
- THOREZ, Julien, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas » », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n°3, 2008, pp.167-187
- THOREZ Julien, « La mobilité des migrants d'Ouzbékistan : transport, frontières et circulation migratoire », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2010, vol. 26, n° 3, pp.31-57.
- TINGUY, Anne de, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », in *Les Etudes du CERI*, n°48, 12/1998, 35p.
- TINGUY, Anne de, ZAIONTCHKOVSĀĪA, Janna, Antonovna, « Dossier : regards franco-russes sur l'immigration » in *Migrations et Société*, vol 17, n°101, 09-10/2005, 201p.
- TIOURIUKANOVA, E.V., « Kraĭnie formy troudovoĭ eksplouatatsii migrantov v Rossii : prinouditel'nyĭ troud i torgovlia lioud'mi », (Les formes extrêmes d'exploitations des immigrés en Russie : travail forcé et trafic d'humains), in *Demoscope.ru*, n°161-162, 7/06-20/06/2004.
- TREIVICH, Andreĭ, « Velika li strana Rossiĭa? » (La Russie est-elle un grand pays ?), in *Demoscope.ru*, n°199-200, 18/04-1/05/2005.
- VAGUET, Yvette, « Risques sanitaires en Arctique russe », in *Espace, Populations et Société*, 2011/1, pp.153-162.
- VARSEGOV, Nikolaĭ, « Zaseliat li kitajcy Sibir' i Dal'niĭ Vostok ? », in *Komsomol'skaja Pravda*, 11/11/2003
- VINATIER Laurent, « La diaspora tchéchène », in *Le courrier des pays de l'Est : Niveaux de vie à l'Est*, p90-101, 09-10/2005.
- VITKOVSKAĪA, Galina, « Mashtaby i kharakter migratsii iz ioujnokavkazskikh stran v Rossiou » (ampleurs et caractère de l'immigration des pays du Sud Caucase vers la Russie), in *Demoscope.ru*, n°137-138, 01/12-14/12/2003.
- « Vliĭanie social'no-demograficheskoĭ situatsii na troudovuiu migratsiiou » (L'influence de la situation socio-démographique sur les migrations de travail), in *Problemy prognozirovaniĭa*, n°5, 2009, pp 134-146.
- YELISEYEU, Andreĭ, « The impact of labour migration on Belarus: a demographic perspective », in *CARIM-East Analytic and Synthetic Notes*, 2012,

-YOUMAGOUZINE, Valeri, « Vnetchnie pritchin smerti i prodoljitel'nost' jizni v Rossii » (Les causes externes de mortalité et l'espérance de vie en Russie), in *Demoscope.ru*, n°485-486, 7/11-20/11/11

-ZAGREBNOV, Evgueni, « Ekonomitcheskaïa organizatsiïa kitaïskoï migratsii na rossiïskii Dal'niï Vostok posle raspada SSSR » (L'organisation économique de la migration chinoise dans l'Extrême-Orient russe après la chute de l'URSS), in *Prognosis*, n°1 (9), 2007, pp.252-277.

-ZAIONTCHKOVSAIÏA, Janna, Antonovna, « Desiät' let SNG - desiät' let migratsii mejdou stranami outchastnikami » (Les Dix ans de la CEI- dix ans de migrations entre les pays membres), in *Demoscope.ru*, n°45-46, 03/12-16/12/2001

-ZAKHAROV, Sergueï, « Kakoï boudet rojdaemost' boudet v Rossii ? » (Quel sera la natalité en Russie ?), in *Demoscope.ru*, n° 495-496, 23/01-05/02/2012

-ZAKHAROV, Sergueï, Vladimirovitch, « Rost tchisla rojdeniï v Rossi zakontchilsïa ? » (La hausse du nombre de naissances en Russie est-elle terminée ?), in *Demoscope.ru*, n°453-454, 7-20/02/2012

-ZAKHAROV, Sergueï, Vladimirovitch, SOURKOV, Sergueï, Vladimirovitch, « Opyt izoutcheniïa rojdaemosti u migrantov v Rossii » (Tentative d'étude de la natalité chez les migrants en Russie), in *Demoscope.ru*, n°399-400, 23/11-06/12/2009

4- Sites internet

-ARSENIEV, Alexandre, « Legendy i mify demografii Zakavkaziïa » (Légendes et mythes de la démographie de la Transcaucasie), in *Gazeta SNG*, 05/03/2002.

<http://gazetasng.ru/article.php?id=30203>

-BADYL', Alekseï, « Dal'niï Vostok v rousle migracionnykh potokov » (L'Extrême-Orient dans les flux migratoires), 01/02/2011

<http://www.gosbook.ru/node/15259>

-BALCI, Bayram, « Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale », in *Transcontinentales*, 08/09 / 2010

<http://transcontinentales.revues.org/795>

-DJAMALOV, Polat, « Kazakhskaïa diaspora v Rossii : dinamitchnoe razvitie » (La diaspora kazakhe en Russie : un développement dynamique), in *centrasia.ru*, 20/03/2006

<http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1142838900>

-DROUJILOV, Sergueï, Aleksandrovitch, « Demografitcheskaïa « iama » i ougroza bezrobotitsy prepodavateleï VOuZov » (Le « fossé » démographique et la menace de chômage pour les enseignants des établissements d'enseignement supérieur), in *Sovremennïa naoutchnye*

- issledovaniia i innovatsii*, 11/2011, <http://web.snauka.ru/issues/2011/11/5325>.
- EMELIANENKO, Vladimir, « Jirnyï oubiïtsa » (Le tueur gras), in *Profil'*, 16/03/2009
<http://www.profile.ru/article/zhirnyi-ubiitsa-56814>
- ELISEEV, Andreï, « MIGRATSIÏA : Bolchoï statiticheskiï obman » (Migration : la grande arnaque statistique) », in *Naviny.by*, 21/03/2013.
http://naviny.by/rubrics/society/2013/03/21/ic_articles_116_181209/
- GAÏDOUTSKI, Andreï, « Migratsionnii kapital v Ukraine : skrytaïa realnost' » (Le capital migratoire de l'Ukraine : une réalité dissimulée), in *Ekonomika*, 23/07/2007
<http://www.economica.com.ua/finance/article/102432.html>
- GAMOVA, Svetlana, « Kvota na droujbou » (Quota d'amitié), in *Nezavissimaïa Gazeta*, 21/01/2007.
http://www.ng.ru/cis/2007-01-24/1_kvota.html
- GAVRILOVA, Natalia, SEMIONOVA, Victoria, EVDOKOUCHKINA, Galina, IVANOVA, Alla, GAVRILOV, Leonid, « Problems with Mortality Data in Russia », in *Paper for the 2005 PAA Annual meeting*, 2005, 22p.
- ELIZAROV, Valery, Vladimirovitch, « Demografitcheskie imperativy modernizatsii vycheho obrazovaniïa Rossii » (Les impératifs démographiques de la modernisation de l'enseignement supérieur en Russie), in *Elektronnyï informatsionnyï portal « Russkiï intellektualnyï klub »*, 2010.
<http://www.rikmosgu.ru/publications/3559/4739/>
- Institut indépendant de politique sociale, *Atlas social des régions russes*, 2011
<http://www.socpol.ru/atlas/typology/index.shtml#methods>
- ICHENKO, Elena, « Blesk i nichtcheta Dalnego Vostoka » (Eclat et misère de l'Extrême-Orient), in *Tikhookeanskaja zvezda*, 11/10/2012.
- « Konkourentsiïa Kazakhstana i Rossii za troudovye resourcy « souchestvouet permanentno » (La concurrence du Kazakhstan et de la Russie pour la ressource de main d'oeuvre « existe en permanence »), in *IA Regnum.com*, 12/06/2007.
http://demographia.ru/articles_N/index.html?idR=33&idArt=838
- KOULIKOV, Sergueï, « Fillipintsy gotovy stat' ideal'nymi gasterbaïterami » (Les Philippins sont prêts à être les migrants de travail idéaux), in *Nezavissimaja gazeta*, 07/03/2012.
http://www.ng.ru/economics/2012-03-07/4_gastarbaitery.html
- KRASIL'NIKOVA, Marina, Dmitrievna, BONDARENKO, Natalia, V., « Sproc na rabotchouiou silou : mnenie pabotodatelei » (La demande de main-d'œuvre : l'opinion des employeurs), in *Monitoring ekonomiki*, n°2 [25], 2007, p9.
<http://www.hse.ru/data/2011/08/01/1214833196/infbul25.pdf>

- « Les envois de fonds vers les pays en développement devraient dépasser les 410 milliards de dollars en 2013, selon la Banque mondiale », *banquemonddiale.org*, 02/10/2013
<http://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2013/10/02/developing-countries-remittances-2013-world-bank>
- MARBEAU, Lucile, « Israël en russe », in *Regard sur l'Est*, 27/03/2009.
- MASSANOV, Nourboulat, « Emigraciïa iz Kazakhstana » (Emigration du Kazakhstan), in *International Eurasian Institute*, 25/10/2001
- MATHIVET, Benoît, « Crise et réforme du système de santé russe », in *Colloque international : Etat et régulation sociale : Comment penser la cohérence de l'intervention publique*, 11-12-13/09/2006
<http://www.globalaging.org/health/world/2007/health%20care%20russia.pdf>.
- MKRTCHIAN, Nikita, « Mertvye douchy » (Les âmes mortes), in *Forbes.ru*, 30/03/2011
<http://www.forbes.ru/ekonomika-column/65636-mertvye-dushi>
- MAMEDOV, Gotchkouli, « Turkmenistan-problemy migratsii » (Turkménistan : problèmes de Migrations), in *gundogar.org*, 13/11/2012.
- MELNIKOV, Sergueï, « Vzrosliï lepet » (l'habillage des adultes, allusion à l'expression detskij lepet (Habillage des enfants) qui signifie le ramage), in *Ogoniok*, n°10, 18/03/2013.
- « Na Sakhaline snijela kvota na privletchenie inostrannykh rabotnikov » (On a baissé les quotas de main-d'œuvre étrangère à Sakhaline), in *IA Sakh.com*, 28/01/2010
<http://www.sakhalin.info/immigrants/60139/>
- NADRAGA, Vassili, « Troudovaïa migratsiïa : vyzovy dlïa Ukrainy » (La migration de travail : des défis pour l'Ukraine), in *Zn.ua*, 11/02/2011.
http://gazeta.zn.ua/ECONOMICS/trudovaya_migratsiya_vyzovy_dlya_ukrainy.html
- « Naibolee aktivno na Dal'nem Vostoke lioudi pokidaïout Yakutiïou » (Les personnes les plus actives en Extrême-Orient quittent la Yakoutie), in *SakhaNews*, 12/07/2013.
<http://www.1sn.ru/81615.html>
- NAOUMOV, Igor, SERGEEV, Mikhaïl, « Dannye o defitsite rabotcheï sily v Rossi outchenye stchitaïout nedostovernymi » (Des savants en Russie considèrent les données sur le déficit de main-d'œuvre comme non fiables », in *ng.ru*, 14/06/2013.
- NYANENKOVA, Elena, « Un pays saigné à blanc », in *Magazine du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 2005/2.
http://www.redcross.int/FR/mag/magazine2005_2/index.html
- PENZEV, Konstantin, Alexandrovich, « Dal 'nij Vostok, kotoriï my poterïali » (L'Extrême-Orient que nous avons perdu), in *Novoe Vostotchnoe Obozrenie*, 2010.

- RAKICHEVA, Botagoz, Islıamovna, « Kazakhskaja diaspora i irredenta v Rossii : statisticheskiı analiz » (La diaspora kazakhe et irredenta en Russie : une analyse statistique) , in *postsoviet.ru*, 01/03/2007.
<http://www.postsoviet.ru/print.php?pid=109>
- <http://www.ru.journal-neo.com/node/9949>
- STANDARD'S AND POOR'S, « Starenie naselenija – 2010 : Rossijskaja Federacija » (Le vieillissement de la population – 2010 : la Fédération de Russie)
<http://pensionreform.ru/1042>
- <http://www.statinfo.biz>.
- STOICIU, Victoria, « « Prends ta valise, oublie les visas » ou pourquoi tous les Moldaves ne dansent pas de joie le 28 avril », in *Regard sur l'Est*, 13/10/2014.
- « Turkmenistan-migratsionnye potoki rastout » (Turkménistan : les flux migratoires augmentent), in *iwpr.net*, 08/10/2012.
<http://www.centrasia.ru/news2.php?st=1349784720>
http://www.valerytishkov.ru/cntnt/publikacii3/publikacii/russkij_yazyk_i_russkoyazychnoe_naselenie_v_stranah_sng_i_baltii.html
- « V nacheı vysokoi smertnosti my sami vynovaty » (Nous sommes les coupables de notre haute mortalité), in *Demoscope.ru*, n°379-380, 01/06-14/06/2009.
- VANN, Carole, « Le rêve européen vide la Moldavie de sa population active », in *Rue89*, 20/11/2010.
<http://rue89.nouvelobs.com/2010/11/20/le-reve-europeen-vide-la-moldavie-de-sa-population-active-176613>
- « Volgograd ostalsia gorodom-millionnikom » (Volgograd est resté une ville millionnaire), in *V1.ru*, 01/11/2010
<http://v1.ru/news/333535.html>
- VOLKOV, Vitali, « Po lezviiou britvou : kak rabotaetsia v Tourtsii nelegalam iz Turkmenii » (Sur le fil du rasoir : comment travaillent les illégaux du Turkménistan en Turquie), in *Gundogar.org*, 22/02/2013.
- WISHNICK, Elizabeth, *Chinese migration to the Russian Far East: a human security dilemma*, 2003, 11p
- ZAKHAROV, Sergueı, Vladimirovitch, « Perpspektivy rojdaemosti i semeınoi politiki v Rossii » (Perspectives de la natalité et de la politique familiale en Russie), in *7^{ème} conférence scientifique du NISP : « Politiques sociales : les défis du XXIème siècle »*, 14-15/12/2010
<http://www.socpol.ru/news/conf2010/Presentations/Zaharov.pdf>

-ZOUBAREV, Ivan, « Bezrobotitsa ouvelitchivaetsia » (Le chômage augmente), in Argumenty i fakty Dal'nii Vostok, n°23 (594), 09/06/2010.

http://dv.aif.ru/issues/594/01_01

5- Travaux universitaires

-ALEKSEEVNA, Natalia, sous la direction de Malikov, N.S. *Migrations de travail en Russie des pays d'Asie Centrale : état et perspectives*, Moscou, « Centre russe de niveau de vie », 2007, 144p.

-BASKOVITCH, Daria, Sergueevna, Résumé d'une thèse sous la direction de Leonid, Vladimirovitch, Poliakov, *Immigratsionnaïa politika Rossiïskoi Federatsii-dinamika izmeneniï* (La politique d'immigration de la Fédération de Russie-la dynamique des changements), Moscou, Haut Collège d'Economie, 2009, 31p.

-DJAMANGOULOV, Kaïratbek, Erkinbekovitch, sous la direction de Sobolieva, S.V., *Mejdounarodnaïa troudovaïa migratsiïa na postsovetskom prostranstve* (Migration internationale de travail dans l'espace post-soviétique), Novossibirsk, RAN département Sibérie, 2007, 210p.

-ERMAKOV, Sergueï, Viktorovitch, sous la direction de Chkourkin, A.M., *Demografitcheskii faktor rynka trouda* (Le facteur démographique du marché du travail), Khabarovsk, DGUPS, 2007, 198p.

-GOUZ', Natalia, Alekseevna, sous la direction de Malikov, N.S., *Troudovaïa migratsiïa v Rossiou iz stran Tsentral'noi Azii : sostoïanie i pouti razvitiïa* (Migrations de travail en Russie des pays d'Asie Centrale : état et perspectives), Entreprise unitaire fédérale « Centre russe de niveau de vie », Moscou, 2007, 144p.

-GUN Lianxua, livret : *Mejdounarodnaïa troudovaïa migratsiïa v ousloviïakh globalizatsii (na primere Rossii i Kitaïa)* (Les migrations de travail internationales dans les conditions de la mondialisation (par l'exemple de la Russie et de la Chine)), sous la direction de Khalounov, M.S., Moscou, MGU, 04/2008, 22p.

-KAÏLOVA, Olga, Viatcheslavovna, *Semeïnaïa politika v stranakh evropeïskogo soïouza*, (La politique familiale dans les pays de l'Union européenne), Résumé thèse en économie et études de la population sous la direction de Valéry Vladimirovitch Elizarov, Moscou, Haute Ecole d'Economie, 2004, 26p.

6- Statistiques

-*Demografitcheski ejegodnik Rossii, Federalnaïa slouchba gosoudarstvinoi statistiki 2007*, Moscou, 551p (Le bulletin démographique annuel de Russie, Service fédéral de la statistique).

-www.gks.ru

C- Politique de l'Etat russe

1. Ouvrages

- ARTOBOLEVSKI, Sergueï, Sergueevitch, VENDINA, Olga, Ivanovna, GONTMAKHER, Evgueni, Chlemovitch, ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, KYNEV, Alexandre, Vladimirovitch, *Obedinenie soubektov Rossiïskoï Federatsii : za i protiv* (Fusion des sujets de la Fédération de Russie : pour et contre), Moscou, Institut Sovremennogo razvitija, 2010, 175p.
- BARANY, Zoltan, *Democratic breakdown and the decline of the Russian military*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2007, 242p
- BLUM, Alain, *Statistique démographique et sociale (Russie-URSS)*, Paris, Ed de l'EHESS, 1998, 367p.
- BLUM, Alain, *Démographie et politique en Russie*, La Documentation française, 1993, 56p.
- CADIOT, Frédéric, *La santé en URSS et en Russie*, Strasbourg, Presses Universitaires de 1999, 352p.
- DUTOIT, Bernard, *Le droit russe*, Paris, Dalloz, 2008, 132p.
- IVAKHNIOUK, Irina, Valentinovna, *Evrasiïskaja migratsionnaïa sistema* (Le système migratoire eurasiatique), Moscou, MAKS Press, 2008, 192p.
- IVAKHNIOUK, Irina, Valentinovna, *Rossiïskaïa migratsionnaïa politika v kontekste tchelovetcheskogo razvitiïa* (La politique migratoire russe dans le contexte du développement humain), Moscou, Maks Press, 2009, 116p.
- IVAKHNIOUK, Irina, Valentinovna, *Perspektivy migratsionnoï politiki Rossii* (Les perspectives de la politique migratoire de la Russie), Moscou, Maks Press, 2011, 128p.
- KALOUGINAÏA, Zemfira, Ivanovna, *Social'naïa mnogolikost' Sibiri v period obchtchestvennykh peremen* (Portrait social de la Sibérie en période de changement sociaux), Novossibirsk, IEOPP SO RAN, 2003, 180p.
- KISLITSINA, Olga, Anatolievna, *Zdorovie detei : bogastvo natsii* (La santé des enfants : la richesse de la nation), Moscou, MAKS Press, 2011, 265p.
- KRYCHTANOVSKAÏA, Olga, *Anatomiïa rossiïskoï elity* (Anatomie des élites russes), Moscou, Zakharov, 2005, 384p.
- MERLIN, Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2007, 208p.
- MESPOULET, Martine, *Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, INED, 236p.

- MOTRICH, Ekaterina, Leonidovna, *Naselenie Dal'nego Vostoka Rossii*, (Population de l'Extrême-Orient russe, Vladivostok Khabarovsk, DVO RAN, 2006, 224p.
- MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Putin : blizhnyï kroug prezidenta* (Poutine : l'entourage proche du président), Moscou, Algoritm, 2005, 288p.
- RAVIOT, Jean-Robert, *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Ed. lignes de repères, 2007, 153p.
- REY, Marie-Pierre, *Les Russes : de Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005, 240p.
- ROMANOV, Matvei, Tikhonovitch, *Territorial'naïa organizatsiia khoziaïstva slaboosvoennykh regionov Rossii* (Organisation territoriale des régions faiblement peuplées de Russie), Vladivostok, Dal'nauka, 2009, 318p.
- VICHNEVSKI, Anatoli, *La faucille et le rouble : la modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, 2000, 465 p.
- VINATIER, Laurent, BACHKATOV, Nina, CASINI, Silvano, MONGRENIER, Jean-Sylvestre, *La Russie, de Poutine à Medvedev*, Paris, Unicomm, 2008, 155p.
- ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Social'noe razvitie regionov Rossii*, (Développement social des régions russes), Moscou, LIBROKOM, 2009, 264p.
- ZOUBAREVITCH, Natalia, Vassilievna, *Regiony Rossii : neravenstvo, krizis, modernizatsiia* (Les régions de Russie : inégalité, crise, modernisation), Moscou, Institut indépendant de sociologie politique, 2010, 160p.

2- Ouvrages collectifs

- CHEVĬAKOV, Alekseï, Iourievitch (dir.), *Reformy rossiïkogo zdravookhaneniïa v ousloviïakh global'nogo ekonomitsheskogo krizica* (Réformes du système de santé russe dans les conditions de la crise économique mondiale), Moscou, ISEPN RAN, 2009, 96p.
- CHICHKINE, Sergueï Vladimirovitch. (dir.), « Neformal'nye platezhi za meditsinskouiou pomochtch' v Rossii » (Paiements informels de l'aide médicale en Russie), in *Rapports scientifiques: analyse économique indépendante*, n° 142, Moscou, 2003, 160p.
- DAUCE, Françoise, SIECA-KOZLOWSKI, Elizabeth (dir.), *Dedoshichina in the Post-Soviet Military*, Stuttgart, Ibidan, 2006, 299p.
- DIGILINA, Olga, Borisova, TROUTNEV, Anatoli, Petrovitch, FILIPPOV, Aleksandr, Sergueevitch, *Tchelovetcheski capital v gosoudarstvennoï politike Rossii*, (La capital humain dans la politique de l'Etat russe), Vladimir, VIGU, 2005, 196p.

- IACHENKO, E.B., KOZIEVSAIA, E.V., GAVRILOV, K.A., *Russki iazyk v novykh nezavisimykh gosudarstvakh* (La langue russe dans les nouveaux Etats indépendants), Moscou, Fonds « héritage de l'Eurasie », 2008, 176p.
- IISS, *The military Balance*, Londres, Oxford University Press, 2010,
- KEFELI, Igor, Fiodorovitch (dir.), *Politika i armïia sovremennoï Rossii: Materialy naouch. konf. 1 marta 2001 g.*, (Politique et armée de la Russie contemporaine, Conférence scientifique Saint-Pétersbourg 1 mars 2001), Saint-Pétersbourg, Pétrópolis, 2001, 96p.
- KOUZNETSOV, Viatcheslav, Nikaelevitch, RYBAKOVSKI, Leonid, Leonidovitch (dir.), *Strategiia demografitcheskogo razvitiia Rossii*, Moscou, 2005, 208p.
- LE HUEROU, Anne, SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, *Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Karthala, 2008, 227p
- MILLER, Steven E., TRENIN, Dmitri, *The Russian Military*, Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, 2004, 233p.
- MINAKIR, Pavel, Alexandrovitch (dir.), *Prostranstvennye transformatsii v rossiïskoï ekonomiki*, (Les transformations spatiales dans l'économie russe), Moscou, Ekonomica, 2002, 424p.
- OCDE, *Fédération de Russie : la crise sociale*, Paris, OCDE, 2001, 156p.
- « Razvitie naselelcheskogo potentsiala Vostoka Rossii : materialy krouglogo stola » (Développement du potentiel humain de l'est de la Russie : table ronde), in *Congrès économique internationale de l'Extrême-Orient*, Viktor, I., ICHAEV (dir.), T.2, Khabarovsk, 28/09/2005, Vladivostok, Khabarovsk, DVORAN, 130p.
- ROSS, Cameron, CAMPBELL, Adrian, *Federation and local politics in Russia*, Londres, New-York, Routledge, 2009, 305p.

3- Articles de périodiques

- ANFINOGUENTOVA, Anna, « L'agro-industrie en Russie », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1057, 2006/5, pp.69-78
- BALCI, Bayram, « Islam et politique en Asie centrale, vingt ans de recomposition », in *ceri-sciences-po.org*, 11/2011, 10p.
- BARANCY, Zoltan, « Civil Military Relations and Institutional Decay: Explaining Russian Military Politics », in *Europe Asia studies*, vol 60, n°4, 06/2008, p581-604
- BELIAKOVA, Antona, « Poddel'nye lekarstv oubili 200 tysiat chelovek » (Les médicaments contrefaits ont tué plus de 200 000 personnes), in *zdravkom.ru*, 29/03/2012.

- BLUM Alain, GOUSSEFF Catherine, « Russie. D'un recensement à l'autre », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, 2003/5, n° 1035, p. 15-26.
- BILLETTE, Alexandre, « Après une offensive discrète au Kazakhstan, la Chine lorgne les terres russes inexploitées », in *LeMonde.fr*, 20/04/2009.
- BUHLER, Pierre, « Puissance et démographie : la nouvelle donne », in *L'annuaire français de relations internationales*, Paris, Bruylant, 2004, 13p.
- CHETERIAN, Vicken, « Une industrie militaire russe en état de choc », in *Le Monde diplomatique*, 10/2011.
- « Demografitcheskiï imperativ i tchelovetcheskiï kapital » (L'impératif démographique et le capital humain), in *Tsikl publitchnykh diskoutsii « Rossiia v globalnom kontekste »*, Moscou, 2006, 88p.
- ELIZAROV, Valéry, Vladimirovitch, « Semaïnaïa politika : novosti 2007 goda » (La politique familiale : les nouveautés de l'année 2007), in *Demoscope.ru*, n°273-274, 22/01-04/02/2007.
- FACON, Isabelle, « La présence militaire russe à l'étranger », in *Cahiers de Mars*, n°206, 12/2010, 8p.
- FACON, Isabelle, « Que vaut l'armée russe ? », in *Politique étrangère*, 01/2016, pp.151-163.
- GAVRILOV, Kirill, KOZIESKAIA, Elena, YATSENKO, Elena, « Russki yazyk na postsovietskikh prostlorakh » (La langue russe dans les étendues post-soviétique), in *Demoscope.ru*, n°329-330, 14-27/04/2008.
- GILES, Keir, « Where have all the Soldiers gone? », in *Conflict Studies Research Centre*, 10/2006, 31p.
- GLOAGUEN, Cyrille, « Forces armées et politique : une longue passion russe », in *Herodote*, n°116, 1^{er} trimestre 2005, pp111-137.
- GOMART, Thomas, *Relations civilo-militaires et réforme militaire en Russie*, Paris, IFRI activités, 05/2005, 85p.
- GORDEEV, Jan, Aleksandrovitch, « Bor'ba za kajdogo tatarina » (La lutte pour chaque Tatar), in *Nezavisimaïa gazeta*, 22/01/2010.
- GREENE, Sam, « Rossiia—2020 : tsenarii razvitiïa: Nepodvijenoe obchtchestvo » (Russie-2020 : scénarii d'évolution : une société immobile), in *Vedemosti*, 04/05/2011.
- HALBACH, Uwe, « Russia's internal abroad », in *SWP Research Paper*, Berlin, 11/2010
- HURST, Cindy, « The militarization of Gazprom », in *Military Review*, septembre-octobre 2010, pp 59-67.
- KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « Entreprises et universités russes : de la coopération au recrutement », in *Russie.NEI.Reports*, n°13, 10/2012, 37p.
- KARPENKO, Olga, Mikhaïlovna, BERSHADSKAÏA, Margarita, Davydovna, VOZNESENSKAÏA,

- Ioulia, Alekseevna, « Pokazateli ourovniã obrazovaniã naseleniã v stranakh mira : analiz dannykh mejdounarodnoï statistiki » (Les indicateurs du niveau d'éducation de la population dans les pays du monde : analyse des données des statistiques internationales), in *Sociologiã obrazovaniã*, 2008, n°6, pp4-20.
- KLIATCHKO, Tatiana, « Rossiïskoe obrazovanie v poiskax otveta na novye vyzovy » (L'éducation russe en quête de réponse aux nouveaux défis), in *Demoscope.ru*, n°375-376, 01/05-17/05/2009
- KOSHKINA, Alexandra, « Ou vas vse doma ? » (Tout le monde est-il à la maison ? mais aussi une expression qui signifie Avez-vous toute votre tête ?), *Novye Izvestiã*, 27/10/2010.
- LABADIE, Nicolas, ROSATI, Alicia, « Le marché russe des équipements et dispositifs médicaux », in *Eurasanté veille*, n°33, 2014, 8p.
- LARUELLE, Marlène, « La question des Russes du proche étranger (1991-2006), in *Les études du CERI*, n°126, 06/2006, 41p.
- LE TORRIVELLE, Xavier, « La Sibérie, prochaine cible des islamistes », in *Le Monde*, 30/10/2012.
- MARKWICK, Roger D., « What Kind of State is the Russian State – if There is One? », in *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 15, n° 4, 12/99, p. 112.
- McDERMOTT, Roger, « Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion », in *Russie.Nei.Visions*, n°37, 03/2009, p.24.
- NOCETTI, Julien, « « e-Kremlin » : pouvoir et Internet en Russie », in *Russie.NEI.Visions*, n°59, 04/2011, 30p.
- PICK, Barbara, « Le marché des médicaments en Russie », in *Le Courrier des pays de l'Est : Sociaux-démocrates et populistes dans la nouvelle Europe*, n°1054, 03-04/2006, p70-83.
- PROKOFIEVA, Lidia, Mikhaïlovna, « Pauvreté et inégalités en Russie », in *CERISCOPE Pauvreté*, 2012.
- RADVANYI, Jean, « Caucase : la marche turbulente de la Russie », in *Hérodote*, n°138, 2010/3, pp 8-26.
- RAVIOT, Jean-Robert, « Les rapports centre-régions en Russie. Rééquilibrage et continuité », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n°33, 2003/3, pp4-15.
- RAVIOT, Jean-Robert, « Géographie politique de la Russie de 2010 », in *Hérodote*, 2010/3, pp 161-180.
- ROYER, Ludovic, « De la Russie soviétique à la Russie de Poutine : l'évolution du pouvoir des régions », in *Hérodote*, n°104, 2002/1, pp66-91.
- « Les Russes de l'étranger proche et la question de la « diaspora » », in *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol 39, n°1, 2008
- SATTERWAITE, Margret, « Patologiã nasiliã » (La pathologie de la violence), in *Ekspert*, n°15,

509, 17/04/2006.

-SIDORENKO, Alexeï, « Le Web russe : espace de tensions entre la société et l'Etat », in IFRI Russie NEI Visions, n°63, 12/2011, 29p.

-SOBOLEVSKAÏA, Olga, « Perepis-2010 : vzryv social'noi aktivnosti » (Recensement-2010 : explosion d'activisme social), in RIAN, 02/12/2010.

-SOURKOV, Vladislav, « Natsionalizatsiia boudouchtchego » (La nationalisation du futur), in Expert.ru, 20/11/2006.

-STAROBOUDTSEV, Maksim, « Kak pobedit' korruptsiou v medetsine » (Comment vaincre la corruption dans la médecine), in *Expert Ural*, n°34 (342), 01/09/2008.

-TCHESNOKOV, Alekseï, « Ot cootetchestvennikov k sograjdanam » (De compatriotes à concitoyens), in *Kosmopolis*, n°1 (20), Printemps 2008, pp.145-157.

-TOUMANOV, Grigori, BOUTRINE, Dmitri, « C tchego nazhivaetsia rodina » (A partir de quoi on s'offre une patrie), in *Kommersant*, 12/04/2014

-TSYGANOK, Anatoli, Dmitrievitch, « Rossiia stroit armiiou starogo tipa » (La Russie construit une nouvelle armée de type ancien), in *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 25/03/2005

-VERESCHAK, Vassili, « VTO y vorot » (L'OMC à nos portes), in *specnaz.ru*, 05/06/2012.

-VICHNEVSKI, Anatoli, « Replacement migration: is it a solution for Russia? », in *Expert group meeting on policy responses to population ageing and population*, New-York, 18/10/2000, 19p.

-VICHNEVSKI, Anatoli, « La crise démographique dans les pays de la CEI », in *Population et Sociétés*, N°90-91, 06-07/2005.

-VOLKOV, A., « Comment le recensement s'est transformé en miroir déformant », in *Population et Sociétés*, mai 1997, n°19.

-ZYKOV, Alexandre, « Tamojnaia politika Rossii na Dal'nem Vostoke » (la politique douanière de la Russie en Extrême-Orient), in *Prigranitchnoe sotroudnitchestvo v sisteme natsional'noi bezopasnosti* (La collaboration frontalière dans le système de sécurité nationale), 2008, pp 27-37.

4- Sites internet

-ARBATOV, Alekseï, « What kind of army does Russia need? », 21/03/2003

http://eng.globalaffairs.ru/number/n_625

- « Alstom a finalisé l'acquisition de 25 % du russe Transmashholding », in *LesEchos.fr*, 30/05/2011.

http://www.lesechos.fr/30/05/2011/LesEchos/20943-139-ECH_alstom-a-finalise-l-acquisition-de-25---du-russe-transmashholding.htm

- CHOUSTOV, Aleksandr, « Russkoiazыtchnye SMI v Tsentral'noï Azii » (Les médias en langue russe en Asie centrale), in *Fond Strategitcheskoj Kultury*, 01/03/2009.
<http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1235973000>
- EL DAHR, Hiba, « La Russie à la reconquête de ses marchés céréaliers », in Centre d'études et de prospective, n°48, 09/2011
http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Veille_48_CEP_Exportations_cereales_russes.pdf
- GETMAN, Natalia, « Monogoroda na grani » (Les monovilles à la limite), in *opec.ru*, 08/04/2010.
- HAHN, Gordon, M., « Tatar-Bashkir tensions increasing with census », in *The Russia Journal*, 10/11/2002
<http://russiajournal.com/node/12672>
- <http://www.hrighs.ru/text/b2/Chapter11.htm>
- KARAYAN, Raphaële, « Automobile : la Russie, premier marché européen », in *L'usine nouvelle*, 11/07/2008.
<http://www.usinenouvelle.com/article/automobile-la-russie-premier-marche-europeen.N25078>
- KERGALL, Thomas, *Système de santé et décentralisation dans les pays en transition : le cas de la Fédération de Russie*, 2002, 14p.
- « KGB prodoljaet zanimat klioutchevye pozitsii v Rossii » (Le KGB continue d'occuper les positions-clés en Russie), 30/12/2003
- KOROBKOV, Andreï, « Rossiïskaïa naoutchno-tekhnologitcheskaïa diaspora v SCHA » (La diaspora scientifique russe aux USA), in *Russiancouncil.ru*, 17/05/2012
http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=402#top-content
- LIOUBOMITS, Svetlana, « Rossiyan opyat' perezishut » (On va de nouveau recenser les Russes)
<http://selnov.ru/publikat.php?aid=396>
- MALIKOV, Sergueï, « Le crime transnational organisé en Fédération de Russie. », intervention au colloque franco-russe "la criminalité organisée dans la Grande Europe" à l'école militaire de Paris, 16/10/2012.
www.inhesj.fr/sites/default/files/files/Malikov%20discours%20fr.pdf.
- MERCHET, Jean-Dominique, « De la difficulté de réussir des réformes militaires », in RIAN, 12/11/12.
<http://fr.rian.ru/tribune/20121112/196591360.html>.
- MONFORT, Paul-Florent, « Le retour de la Russie sur les marchés agricoles internationaux », in *Momagri.org*, 10/05/2010.
http://www.momagri.org/FR/articles/Le-retour-de-la-Russie-sur-les-marches-agricoles-internationaux_687.html

- <http://podrobnosti.ua/power/2003/12/30/95040.html>
- « Oukaz prezidenta Rossiïskoï Federatsii « o sozdanii fonda “Rousski mir” », (Décret du président de la Fédération de Russie « à propos de la création de la fondation « Rousski mir »), in *rg.ru*, 23/06/2007.
- Oukaz prezidenta Rossiïskoï Federatsii ot 5 fevralia 2010g. n°146 « O voennoï doktrine Rossiïskoï Federatsii » (Le décret du président de la Fédération de Russie du 5 février 2010 N 146 “A propos de la doctrine de défense de la Fédération de Russie”.
- www.rg.ru/2010/02/10/doktrina-dok.html
- PERELMAN, Rémi, « Investissements asiatiques en Extrême-Orient russe », in *Asia21*, 03/2014.
- <http://www.asie21.com/asie/index.php/russie/741-investissements-asiatiques-en-extreme-orient-russe-remi-perelman-asie21-fevrier-2014>
- POUGET, Benoît, « Sécurité alimentaire de la Russie », in *Etudesgeostrategiques.com*, 10/04/2014.
- <https://etudesgeostrategiques.com/tag/terres-arables/>
- POUTINE, Vladimir, Vladimirovitch, « Byt’ silnym : garantii natsional’noï bezopasnosti dlia Rossii » (Etre fort : garanties de la sécurité nationale pour la Russie), in *Rossiïskaïa gazeta*, 20/02/2012
- <http://www.rg.ru/2012/02/20/putin-armiya.html>
- POUTINE, Vladimir, Vladimirovitch, « Stroitel’stvo spradvedlivosti. Socialnaïa politika dlia Rossii » (La construction de la justice. Une politique sociale pour la Russie), in *KP.ru*, 13/02/2012
- <http://www.kp.ru/daily/25833/2807793/>
- « Quel avenir pour l’écologie en Russie et en Asie centrale ? », in Dossier : Environnement et pollution en Russie et en Asie centrale : l’héritage soviétique, La Documentation Française, 01/09/2007
- <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000066-environnement-et-pollution-en-russie-et-en-asie-centrale-l-heritage-sovietique/quel-avenir-pour-l-ecologie-en-russie-et-en-asie-centrale>.
- « Russia's Dagestan: conflict causes », in *International Crisis Group*, 3/06/2008, 29p.
- « Sel’skim khoziaïstvom na Dal’nem Vostoke zaimoutsïa Aziaty » (Les asiatiques s’occuperont de l’agriculture de l’Extrême-Orient), in *Vzgliad*, 27/01/2012
- <http://news.mail.ru/economics/7939451/>
- SKABEEVA, Olga, « Effekt privykaniïa : Medvedev i Golikova pogovorili o materinskom kapitale » (Effet d’accoutumance : Medvedev et Golikova ont parlé du capital maternel), in *vesti.ru*, 08/07/2011
- <http://www.vesti.ru/doc.html?id=502731>
- TABARLY, Sylviane, « Agricultures sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières », in *Geoconfluences*, 23/06/2011.

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/agricultures-sous-tension-terres-agricoles-en-extension-des-transactions-sans-frontieres>

- « Troudovykh migrantov v Rossii stanet bol'che. Ocobenno nekvalifitsirovannykh » (Les migrants de travail seront plus nombreux en Russie, particulièrement les non-qualifiés), in *Russkii obozrevatel'*, 12/11/2008.

<http://www.rus-obr.ru/days/1159>

-TSYGANOK, Anatoli, Dmitrievitch, « Rossiia stroit novouiou armiiou starogo tipa » (La Russie construit une nouvelle armée d'un type ancien), in *Nezavissimaja gazeta*, 25/03/2005

http://nvo.ng.ru/forces/2005-03-25/1_newarmy.html

- « Tret' bolnic i poliklinik Rossii naxoditsja v avarijnom sostojanii » (Un tiers des hôpitaux et des cliniques se trouve en état d'insalubrité), in *Izvestia.ru*, 16/06/2010

<http://izvestia.ru/news/473094#ixzz3ooe0AZaq>

-VASSILIEV, Sergueï, « Programma pereseleniia sootetchesvennikov : vtoraiia versiia » (Programme de rapatriement des compatriotes : deuxième version), in *Russkie v Kazakhstane*, 27/09/2012.

<http://www.russianskz.info/compatriot/3720-programma-pereseleniya-sootetchestvennikov-versiya-vtoraya.html>

- « Vladivostok veut son McDonald's », in *lexpress.fr*, 29/02/2012

http://www.lexpress.fr/styles/minute-saveurs/vladivostok-veut-son-mcdonald-s_1088125.html

- « V Rossiou pereselisia 100-tysjatchnyï sootetchestvennik », (Le 100 000ème compatriote s'est installé en Russie), in *Russkie.org*, 17/10/2012.

<http://russkie.org/index.php?module=fullitem&id=27293>

-<http://www.zaki.ru/pagesnew.php?id=2388>

5- Travaux universitaires

-ATKEARNEY, 2012 *Global Cities Index and Emerging Cities Outlook*, Chicago, 12p.

-BRONNIKOVA, Olga, *Compatriote et expatriote : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. : l'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France*, Thèse de géographie soutenue à l'INALCO sous la direction de Jean Radvanyi et de William Berthomière, Paris, 21/01/2014.

-BOULGAKOV, Mikhaïl, Aleksandrovitch, sous la direction de Fadeeva, L.A., *Etnitcheskaïa migratsiia kak faktor polititckogo protsessa v sovremennoi Rossii* (La migration ethnique comme facteur de processus politique dans la Russie contemporaine), Perm, Université d'Etat nationale d'étude de Perm, Brochure, 2012, 30p.

- DOGBAL', Galina, Viktorovna, sous la direction de Pecherich, Vladimir, Fedorovitch, *Politicheskaïa elita Dal'nego Vostoka v ousloviïakh transformatsii rossiïskogo obchtchestva* (Les élites politiques de l'Extrême-Orient dans les conditions de transformation de la société russe), Oussourisk, 2007, 213p.
- ERCHOV, Viktor, Viktorovitch, *Social'no-polititcheckoe razvitie rossiïskogo dal'nego vostoka*, sous la direction de Smorgounov, L.V, Université d'Etat de Saint-Pétersbourg, 2004, 200p.
- GLOAGUEN, Cyrille, thèse sous la direction de Giblin B., *Le monde militaire russe : facteur de puissance ou de faiblesse de l'Etat ?*, Paris, Paris 8 IFG, 2006, 596p.
- MARKINA, Ioulia, Mikhaïlovna, sous la direction de Levkov, S.A. *Imidj regiona i regionalnaïa identifikatsiia naseleniia Dal'nego Vostoka* (Image de la région et identification régionale de la population de l'Extrême-Orient), Khabarovsk, 163p.
- MARIN, Anaïs, sous la direction d'Anne de Tinguy, *Saint-Pétersbourg ville frontière d'Europe*, Paris, Sciences Po, 2006, 993p.
- POKROVSKI, Denis, Sergueevitch, sous la direction de FEDOSOV, P.A., *Sovet federatsii federal'nogo Sobraniia Rossiïskoï Federatsii vo vnechnepolititicheskom protsesse*, (Le Conseil de la Fédération du conseil fédéral de la Fédération de Russie dans le processus de politique étrangère), Moscou, MGIMO, 2009, 156p.
- ROCH, Didier, « Les mutations de l'armée russe : 1991-2005 », in *Cahier de la recherche doctrinale*, 13/06/2005, 71p.
- ROUSSKYKH, Svetlana, *Les conséquences non planifiées de la politique nataliste russe en république d'Oudmourtie depuis 2007*, Mémoire de sciences de la société sous la direction de Cécile Lefèvre, Université Paris Descartes, juin 2014, 92p.
- THORTON, Rod, *Military modernization and the Russian ground forces*, Carlisle, Strategic Studies Institute, U.S. War army college, 2011, 56p.
- VIDALENC, Sabrina, « L'Extrême-Orient russe : une nouvelle frontière ? », in *Sciences-po.fr*, 09/2009, 7p.

D- Attitudes de la société russe

1. Ouvrages

- GRAFOVA, Lidia, *Komou vygodna voïna c migrantami, sbornik publikatsii*, (A qui profite la guerre contre les migrants : recueil de publications), Moscou, Forum des organisations de déplacés, 2006, 304p.

- KOLOSSOV, Vladimir, Alexandrovitch, *Mir glazami rossiian : mify i vnechniaia politika* (Le monde aux yeux des Russes : mythes et politique extérieure), Moscou, Institut du Fond « Opinion publique », 2003, 287p.
- KOSMARSKAÏA, Natalia, « *Deti imperii* » v postsovetskoï tsentralnoï Azii, (Les « enfants de l'empire » dans l'Asie centrale post-soviétique), Moscou, Natalis, 2006, 597p.
- LARUELLE, Marlène, *Le nouveau nationalisme russe*, Paris, L'oeuvre éditions, 370p.
- MOISEEV, Vladimir, Anisimovich, *Rossiia-Kazakhstan sovremennye mify i istoricheskaïa real'nost'* (Russie-Kazakhstan mythes contemporains et réalité historique), Barnaul, 2001, 171p.
- MOUKHINE, Alekseï, Alekseevitch, *Diaspory i zemliatchestvo* (Diasporas et communautés), Moscou, Algoritm, 2005, 208p.
- MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, *Politika integratsii* (La politique d'intégration), Moscou, MAKS Press, 2011, 60p.
- ZAIONTCHKOVSIAÏA, Janna, Antonovna, *Noujny li immigranty rossiïskomou obchtchestvou ?* (La société russe a-t-elle besoin des immigrants ?), Moscou, Fonds « Mission libérale », 2006, 168p.

2- Ouvrages collectifs

- DIATLOV, Viktor, Innokentievitch, (dir.), *Transgranitchnye migratsii i prinimaiouchtchee obchtchestvo* (Migrations transfrontalières et sociétés d'accueil), Ekaterinbourg, Université de l'Oural, 2009, 396p.

3- Articles de périodiques

- ALEKSEEV, Mikhaïl, « Vospriiatie mashtabov migratsii v Rossii etnoregional'nye izmereniia i psikhologiia tsifr » (La perception de l'ampleur de la migration en Russie : aspects ethnorégionaux et psychologie des chiffres), in *Vestnik Ochtchestvennogo mnenja*, n°4, 2006, pp. 44-54.
- BARRINGTON, Lowell, HERRON, Erik, SILVER, Brian, « *The Motherland Is Calling: Views of Homeland among Russians in the Near Abroad,* » in *World Politics*, n°55, 2003, pp.290-313.
- « Tchto doumaïout rossiiane o nizkoï rojdaemosti? » (Que pensent les Russes de la faible natalité ?), in *Demoscope.ru*, n°53-54, 04/02-17/02/2002.
- CHTCHEDRINA, O.V., « Vozmojna li mul'tikul'turnaïa model' integratsii migrantov v Rossii ? » (Est-il possible d'avoir un modèle d'intégration multiculturel des immigrants en Russie ?), in *Demoscope.ru*, n°231-232, 23/01-05/02/2006.

- DELCOUR, Laure, « Comment la Russie voit-elle le monde ? », in *La revue internationale et stratégique*, n°68, hiver 2007/2008, pp.132-142.
- DRESSLER, Wanda, « Penser les recompositions identitaires dans les pays post-communistes », in *Diogenes*, n°194, 2001/2, pp.5-18.
- DOUGINE, Aleksandr, « Imperija-osvoboditel'nitsa » (L'Empire libérateur), in *Literaturnaja Gazeta*, n°3-4, 31/01-06/02/2007.
- FEKLYUNINA, Valentina, « Battle for Perceptions: Projecting Russia in the West », in *Europe-Asia Studies*, vol 60, n°4, 06/2008, p605-629
- GOUDKOV, Lev, « Smechennaïa agressiïa : otnoçeniïa rossiïan k migrantam » (Une agression décalée : les rapports des Russes envers les migrants), in *Vestnik obçtchestvennogo mneniïa*, n°6 (80), nov-déc. 2005, pp60-77.
- GOUDKOV, Lev, Potchemou my ne lioubim priezzhikh ? (Pourquoi nous n'aimons pas les étrangers), in *Demoscope.ru*, n°231-232, 23/01-05/02/2006.
- « Iz vsekh rossiïskih fobii sil'neičtchaïa - kavkazskaïa » (De toutes les phobies russes, la plus forte est caucasienne), in *Demoscope.ru*, n°203-204, 23/05-05/06/2005.
- KHOPERSAKAÏA, L., « Problema radikalizma i ekstremizma v Ioujnom federal'nom okrouge » (Problème du radicalisme et de l'extrémisme dans l'okroug fédéral du Sud), in *Demoscope.ru*, n°233-234, 6/02-19/02/2006.
- KOUZMENKOVA, Olga, « Byli « sovetskie », stali « pravoslavnye » » (Nous étions « soviétiques », nous sommes devenus « orthodoxes »), in *gazeta.ru*, 20/11/2012.
- LARINE, Alexandre, Aleksandrovitch, « Kitaïskie migranty glazami rossiïan » (Les immigrants chinois aux yeux des Russes), in *Demoscope.ru*, n° 333-334, 19/05-1/08/2008.
- LARINE, Alexandre, Aleksandrovitch, « Zhizn' v Rossii glazami kitaïskih migrantov » (La vie en Russie aux yeux des immigrants chinois), in *Demoscope.ru*, n°347-348, 29/09-12/10/2008.
- LEONOVA, Anastasia, Migrantofobiïa i ksenofobiïa : srez obçtchestvennyh nastroiïi (Migrantophobie et xénophobie : part de l'état d'esprit de la société), in *Demoscope.ru*, n°203-204, 23/05-05/06/2005.
- LOUKINE, Aleksandr, Vladimirovitch, « Komou noujna kitaïskaïa ougroza ? » (Qui a besoin de la menace chinoise ?), in *Demoscope.ru*, n°347-348, 29/09-12/10/2008.
- LOUKINE, Artem, « Jdet li nas « demograficheskiï mir » ? » (Est-ce qu'une « paix démographique » nous attend ?), in *Mirovaïa ekonomika i mejdounarodnye otnoçeniïa*, n°4, Avril 2011, pp. 79-88.
- MALAKHOV, Vladimir, « Osouçtchestvim li v Rossii russkiï proekt ? » (Existe-t-il un projet russe ?), in *Otçestvennye zapiski*, n°3, 2002.

- MALAKHOV, Vladimir, «Zatchem v Rossii mul'tikul'turalizm? » (Pourquoi un multiculturalisme en Russie ?), in *Demoscope.ru*, n°151-152, 22/03-04/04/2004.
- MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, Rossiïskie diskurtsy o migracii (Les discours russes sur l'immigration), in *Demoscope.ru*, n°179-180, 22/11-05/12/2004.
- MOUKOMEL, Vladimir, Iziavitch, « Rossiïskie diskurtsy o migracii : « noulevye » gody » (Les discours russes sur les migrations : années « zéro » », in *Demoscope.ru*, n°479-480, 26/09-09/10/2011
- O'LOUGHLIN, John, *Where in the World is Russia? Geopolitical Perceptions and Preferences of Ordinary Russians*, in *Eurasian Geography and Economics*, 2005, 46, No. 1, pp. 23-50.
- PAIN, Emil, « Dinamika natsional'nogo samosoznaniïa rossiïan » (La dynamique de la conscience nationale des Russes), in *Ethnopanorama*, n°1, 2002, p.10-18.
- PAIN, Emil, Etnopoliticheskiï ekstremizm v Rossii (L'extrémisme ethnopolitique en Russie), in *Demoscope.ru*, n° 231-232, 23/01-05/02/2006.
- REYNIE, Dominique, « L'avenir du populisme », in *Les carnets des dialogues du matin*, 2011, 28p.
- TICHKOV, Valery, « Posle mnogonatsional'nosti » (Après le multinationalisme), in *Znamia*, n°3, 2002, p 179-194.
- TICHKOV, Valery, « Nitcheho osobenno ne ougrojaet rousskim kak dominirouïouchchemou bol'chinstvou », (Rien de particulier ne menace les Russes comme majorité dominante), in *Demoscope.ru*, 23/01-05/02/2006.
- TREIVICH, Andreï, « Rossiïa : naselenie i prostranstvo » (Russie: population et espace), in *Demoscope.ru*, n°95-96, 1/01-19/01/2003.
- TSYMBOURSKI, Vadim, Leonidovitch, « Zemlïa za velikim limitrofom : ot Rossii Evrazii k Rossii v Evrazii » (La terre au-delà des grands pays limitrophes : de la Russie de l'Eurasie vers la Russie en Eurasie), in *Biznes i politika*, n°9, 1995.
- VIBERT, Stéphane, «La Russie, le temps et l'espace. Transformations du socio-cosmisme et construction d'une modernité hybride, in *L'Homme*, n°166, 2003/2, p145-169.

4- Sites internet

- ALISOVA, Olga, « Romodanovski : migranty nam neobkhodimy » (Romodanovski : les migrants nous sont indispensables), in *Slon.ru*, 02/11/2012.
<http://slon.ru/fast/russia/romadanovsky-migranty-nam-neobhodimi-847743.xhtml>
- BAYOU, Céline, « Saint-Pétersbourg s'attaque aux migrants illégaux », in *Regard sur l'Est*, 11/03/2013
<http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1603&PHPSESSID=eaa>

-BILLINGTON, James, *Russia: In Search of Itself*, Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 2004.

-www.fom.ru

Annexes

Ces annexes comportent des entretiens traduits du russe par Pierre Messiaen. Il reflète différents aspects de la réflexion de ce travail.

Annexe 1 : Entretien avec Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011

-Quelle stratégie démographique correspond aux aspirations de la Russie dans la région ?

La question est intéressante puisque la natalité est très basse. Il y a deux exceptions : Tchoukotka et la Yakoutie. Les républiques ont toujours eu des meilleurs taux de natalité, plus de deux ici. Il y a une stratégie de développement sociale du Extrême-Orient jusqu'à 2025. Un des indicateurs à améliorer est le niveau de natalité. Cette stratégie est optimiste, car elle se base sur un coefficient de natalité à 1,7. Dans la région la plus peuplée, le Primorié, si la situation évolue dans le sens des pronostics les plus optimistes du gouvernement, ce qui semble peu probable, on ne pourrait même pas garantir un niveau de natalité suffisant pour que la population ne diminue pas. C'est pour ça que les migrants sont la seule solution contre la dépopulation de la région. D'où peuvent-ils venir ? De Chine bien sûr. On parle de l'expansion chinoise et ont dit que dans les provinces du Nord-Est vivent plus de 100 millions de personnes et que selon les lois de la physique il y a un principe de vases communicants. Je ne pense pas que cela arrivera.

-Qui pense cela ?

Beaucoup de journalistes. Des chercheurs aussi. Les statistiques fiables prouvent que cela ne se produira pas. Au début de l'année 2010, on a vu une baisse du nombre de Chinois. On n'a pas de Chinatown. Peut-être à Oussourisk mais c'est très limité. Il n'y a pas de grande migration chinoise car l'Extrême-Orient russe n'intéresse pas les Chinois pour une installation permanente. Ils ont eu plusieurs millénaires pour coloniser le territoire mais ça ne les a jamais intéressé. Du côté chinois, historiquement, il y a une volonté d'empêcher la colonisation russe en Mandchourie. Au 17^{ème} siècle, les Chinois ont empêché les Mandchous d'aller vers le Nord.

- Peut-on considérer qu'il existe une frontière de civilisation entre la Russie et la Chine ?

Oui, c'est un obstacle. Mais l'Amérique du Nord est aussi une autre civilisation. Ici, il y a une autre culture, pour eux ce n'est pas confortable, le climat est mauvais. C'est une barrière mais ce n'est pas la principale. Encore une raison qui explique que nous n'avons pas de migrations importantes. Les Chinois, en raison de la croissance économique de la Chine, ont plus d'opportunités en Chine qu'ici. L'année dernière dans le cadre de l'APEC, on a fait venir des constructeurs chinois, mais il y a eu des grèves et ils ont exigé de revenir en Chine. Ce n'est pas une question de salaire, mais ce n'était pas dans leur intérêt de rester ici. Ils voulaient rompre leur contrat et revenir en Chine. On peut même manquer de travailleurs chinois à ce rythme-là. Surtout que la situation démographique en Chine n'est pas bonne. La quantité de jeunes entre 15 et 24 ans a déjà atteint un pic et commence à baisser. Ce sont eux qui émigrent donc ça va entraîner une baisse de la migration chinoise ici.

-L'Eurorégion est un bon modèle pour développer le RFE ?

Je pense que ce n'est pas tout à fait réaliste. L'Europe vit une époque post-moderne. Les frontières ont un caractère moins contraignant. La Russie et la Chine sont des Etats modernes. La Russie conserve une certaine peur face à la Chine. L'Eurorégion sous-entend un abaissement maximal de la frontière, et la Russie n'est pas prête. La Chine est prête. Pour aller en Chine, c'est très simple, pour venir en Russie c'est plus compliqué. La frontière russe est plus compliquée. Cela fait 10 ans qu'on a essayé de réaliser des zones de libre-échange. C'est tombé à l'eau. Du côté chinois, ils ont tout fait, de notre côté on a presque rien fait car Moscou a dit non. Les pouvoirs locaux en principe ne sont pas contre. Moscou a eu peur qu'une coopération transfrontalière conduise à une perte de contrôle du territoire. Dans une certaine mesure, ils considèrent cela comme une menace sur la sécurité du territoire. S'ils ouvrent une partie de la frontière, qui dominera ? La Chine bien sûr. L'Eurorégion peut-être dans le futur, mais pas maintenant.

-Vous pensez que la division du travail entre les pays de la région Asie-Pacifique empêche la Russie de choisir son modèle de développement ?

On a choisi nous-même de jouer le rôle de fournisseur de matières premières. Bien sûr, si on veut faire autre chose, il y a de la concurrence mais je ne pense pas quelque chose en particulier nous gênera, tout dépend de nous. Ici, la Russie peut jouer pleinement son rôle, notamment par une formation de haut niveau. Par exemple, la création de l'université fédérale Vladivostok, dans laquelle l'Etat a beaucoup investi. J'espère que cette tentative de créer un centre d'innovation ici va réussir. Il y a une chance ici, pas très grande, mais il y a une chance. Elle va garder son rôle de fournisseur de

matières premières, mais cela n'est pas grave. Il y a des conditions pour diversifier l'économie de l'Extrême-Orient.

- Pensez-vous qu'on peut résoudre les problèmes démographiques de la région dans le cadre d'organisations internationales ?

Je doute qu'on puisse régler les problèmes démographiques de la région dans le cadre d'une quelconque organisation internationale. Plutôt dans le cadre d'accords bilatéraux. Pour l'instant, il n'y a pas de tels exemples, mais c'est une possibilité envisageable. En 2009, il y avait des représentants du Bangladesh pour organiser les migrations du Bangladesh jusqu'ici. Pourquoi pas passer des accords avec des pays pour établir des quotas de migrants depuis le Bangladesh, les Philippines ?

-L'entrée de la Russie dans l'OMC aidera le développement du RFE ?

[Au moment de l'entrée, il existait des interrogations sur l'entrée de la Russie dans l'Organisation Mondiale du Commerce]

Chaque année on en parle. Un jour ou l'autre ça arrivera. Cela dépend des questions politiques, et des USA. Je ne pense pas que cela aidera la région, car il n'y a pas beaucoup de production industrielle. Cependant, je pense que l'entrée de la Russie dans l'OMC aura une grande influence. La Russie essaie d'intégrer de façon active la région Asie-Pacifique. Cette région est en train de créer une zone de libre échange. La Russie veut participer à ce processus. Mais pour cela elle doit d'abord intégrer l'OMC. Dans cette logique, l'entrée de la Russie dans l'OMC aidera l'Extrême-Orient. Ainsi, puisque la Russie n'est pas dans l'OMC, l'Extrême-Orient russe ne pourra pas intégrer la région Asie-Pacifique.

-Comment expliquer la contradiction entre les bonnes relations au niveau gouvernemental et le discours sur l'existence d'une expansion chinoise ?

Oui, les relations officiellement entre Moscou et Pékin sont très bonnes. Bien sûr, il y a un discours sur le péril jaune, mais tout le monde ne voit pas une menace chinoise. Ici, il n'y a pas de peur. Je sais qu'à Moscou il y a une vision de la Chine qui fait peur, un pays énorme, peuplé en pleine croissance. Mais qui sait ce qu'ils seront dans 10 ou 20 ans. Bien sûr il y a un certain danger, qui est justifié. Poutine et Medvedev ont de bonnes relations, mais de bonnes relations ne signifient pas une alliance. C'est un partenariat.

-Vous pensez que l'accord sur la démarcation de la frontière a amélioré les relations ?

Bien sûr, ça a enlevé l'épine territoriale dans les rapports. Mais le doute existe toujours vis-à-vis de la Chine surtout localement. Moscou et Pékin peuvent être de bons partenaires mais ce partenariat a certaines limites. Je doute que Moscou et Pékin deviennent des alliés.

-Vous pensez qu'il y a une différence d'approche entre les chercheurs moscovites et locaux sur l'Extrême-Orient russe ?

Il y a une différence de perception. A Moscou, on a plus peur de la Chine que les locaux. Je ne pense pas que ces différences soient fondamentales. Cette différence est de même ordre qu'entre des chercheurs de Californie et de Washington. En principe, elle est liée au fait que la Russie est un grand pays.

-J'ai l'impression qu'à Moscou on donne plus d'importance à la sécurité ?

Ils raisonnent en termes de préservation de l'intégrité territoriale de la Russie. Ici aussi, on a besoin de sécurité, mais la possibilité de développer les liens économiques avec la Chine, le Japon et la Corée prime. Certaines actions de Moscou, par exemple la limitation du commerce chinois nous gênent mais je ne dirais pas que c'est une catastrophe. Moscou compense ces pertes par des investissements d'Etat.

-Y avait-il de tels investissements il y a 10 ans ?

Non, la Russie n'était pas encore si riche. L'Etat a de l'argent. Mais s'il ne veut pas donner, alors il faut développer la logique d'intégration.

-Moscou et Pékin ont une approche réaliste, définissent-ils toutefois de la même façon le terme *derjava* et influence ?

Comme je le disais, l'Europe est dans une situation post-moderne. Moscou et Pékin sont dans une logique d'Etat Westphalien. Moscou et Pékin ont une vision classique des relations internationales

et considèrent que la souveraineté est le plus important. Ils raisonnent en termes de sécurité et politique militaire. Bien sûr, ils se comprennent bien, mais d'un autre côté ils ne se font pas confiance.

-Ils définissent la politique autrement ?

La Chine utilise l'influence économique mais la Russie aussi.

-Mais militaire aussi ?

Oui, mais la France aussi et les USA aussi. C'est caractéristique des grandes puissances. Il y a des exceptions comme l'Allemagne et le Japon.

-La Chine n'utilise pas la force armée ?

Comment ça !! ils l'utilisent par exemple avec Taïwan.

-C'est une menace

C'est la même chose. Je ne vois pas de grandes différences avec la Chine. Le budget militaire de la Chine est pleine croissance.

-Vous pensez que les voisins asiatiques considèrent que la région fait partie de l'Asie-Pacifique ?

Dans beaucoup de livres, elle ne fait pas partie de l'Asie-Pacifique. On la comprend comme une périphérie, c'est vrai. Nous sommes faibles économiquement, démographiquement, c'est vrai il faut reconnaître que sommes la périphérie de cette région.

-Vous pensez que le triangle Moscou-Pékin-Washington est pertinent pour analyser la situation politique de la région ?

Un tel triangle n'existe pas. Il y a un triangle Washington-Tokyo-Pékin. Peut-être il y a un triangle Delhi-Pékin-Washington. L'Inde veut jouer sa carte. On a un consulat ici. Ils ont ouvert dans les années 90 et ce n'est certainement pas par hasard. C'est pour observer la Chine. Moscou n'a pas les ressources nécessaires pour influencer fortement dans la région. Je suis réaliste, je considère que Pékin

et Washington jouent les premiers rôles dans cette région et Delhi de plus en plus. L'influence de Tokyo se réduit. La Russie sera au second plan, même si elle jouera tout de même un rôle. En Europe, bien sûr c'est une grande puissance.

-A votre avis, la Russie est toujours une grande puissance ?

Dans le monde, bien sûr. Ce n'est pas une superpuissance mais une grande puissance, du même ordre que la Chine, l'UE, l'Inde. Ici, bien sûr elle joue moins un rôle qu'en Europe, que dans le Caucase, qu'en Asie centrale. Elle a une grande influence sur ce qui se passe en Europe, dans le Caucase, en Asie centrale et c'est pour ça que c'est une grande puissance, ça ne dépend pas seulement de ce qui se passe ici.

-Vous pensez qu'il y a une sinisation de la politique russe en Asie ?

Oui, il y a une telle opinion comme quoi nous sommes trop dépendants de la Chine pour la politique extérieure. Je considère que pour certaines questions c'est vrai. La Corée du Nord est beaucoup plus dépendante de la Chine. La Russie est un Etat indépendant, nous avons notre propre politique en Asie centrale et ici aussi. La Russie est une grande puissance et ne peut pas dépendre d'un autre Etat pour définir sa politique étrangère. Mais il y a aussi de l'interdépendance. Mais la Russie ne veut pas devenir dépendante comme la France ou la Grande-Bretagne l'est de Washington.

-Vous pensez que la question démographique va avoir une plus grande influence dans le futur des relations sino-russes ?

Je ne pense que la question démographique ait une influence déterminante dans le futur des relations entre la Chine et la Russie. La Chine ne souhaite pas s'installer ici. Pour exploiter les ressources les Chinois n'ont pas besoin de s'installer ici. Les autorités moscovites ont peur bien sûr, c'est d'ailleurs pour des intérêts géopolitiques qu'ils veulent soutenir le développement démographique de la région. De toute façon que l'on soit 7,5 ou 5 millions ça ne change pas grand-chose. Je ne pense pas que dans les vingt ans qui viennent cette question influencera les relations.

-La question ne peut pas passer au premier plan ?

Seulement si la Chine décide d'organiser une migration massive mais cela ne se passera pas.

-Vous pensez que la perception du rôle de la région par les pouvoirs locaux ne dépend pas du rapport de chaque ville avec le pouvoir central ?

Les choses changent ici. Dans les années 90, quand il y avait une tendance à la décentralisation en Russie, certaines régions ont tenté de mener des politiques étrangères indépendantes. Cela a donné l'impression d'un Extrême-Orient séparatiste aux yeux des étrangers et des Russes. Avec la verticale du pouvoir, les pouvoirs locaux n'ont pas de liberté de manœuvre. Bien sûr il y a un désir, mais vu que le pouvoir de l'Etat est fort, ce n'est pas possible. En plus, il y a la question du budget qui rend le risque séparatiste impossible.

-A votre avis, la puissance de la Chine est-elle un obstacle à l'intégration de la région ?

Il y a la théorie de la stabilité hégémonique qui va dans le sens contraire. L'intégration et la collaboration se font beaucoup plus facilement s'il y a une puissance plus forte pour réunir tout le monde. Même s'il y a des peurs les perspectives économiques sont plus fortes. Ce n'est donc pas un obstacle de principe.

-Est-ce que la faiblesse démographique de la région signifie la fin de la politique eurasiatique de la Russie ?

Au contraire, je pense que la faiblesse démographique de la région E contraint Moscou à renforcer sa politique asiatique. On voit que Moscou y prête beaucoup plus d'attention justement parce qu'elle voit qu'il y a une faible population, qu'il faut la maintenir. Je pense que c'est un argument en faveur de la politique asiatique. Mais une politique asiatique active nécessite des moyens mais il y a la volonté politique. On le voit avec les nombreuses visites de Poutine, Medvedev ici.

-Cela veut dire qu'ils connaissent bien la réalité locale ?

Oui.

-Vous savez si la Chine tire parti de la question démographique dans le cadre des accords ?

Je ne pense pas qu'ils jouent autant. Bien sûr dans le cadre des projets économiques communs, ils jouent sur le fait qu'on a pas assez de main-d'oeuvre. Ils l'utilisent mais ce n'est pas le principal. Je pense qu'ils utilisent surtout nos faiblesses économiques. Ils utilisent leur position de principal acheteur de nos ressources, ils dictent les prix.

-Existe-t-il une approche russe originale de l'Asie-Pacifique ?

La politique de Moscou dans la région a ses spécificités. On n'a pas de conflits d'intérêts sérieux avec les acteurs de la région, contrairement à notre position en Europe. Elle veut juste conserver son territoire. Personne ne voit la Russie comme une menace, la Russie ne voit aucune menace ici. Même actuellement on ne peut pas dire qu'il y a une menace de la Chine. Elle veut conserver le statut quo. On a donc la possibilité de mettre des accords en place.

-Même s'il n'y a pas de menace, la région reste tout de même une priorité de la politique étrangère ?

Il y a une priorité que s'il y a une menace ? Je ne pense pas. Il y a une priorité quand il y a une possibilité. Notre gouvernement considère que le développement de la région donnera une chance à la Russie de faire partie de l'Asie-Pacifique. Il n'y a pas de menace mais c'est une chance de stimuler son développement.

**Annexe 2 : Entretien avec le vice-consul de Chine à Khabarovsk, Yan Tsin,
19/04/2011**

-Pensez-vous que l'attitude des autorités locales a changé vis-à-vis de la Chine ?

Avant entre la Russie et la Chine, il y avait une question sur la frontière d'Etat, mais en 2008, on a réglé une question historique. Au niveau des leaders il y a une vision stratégique sur les perspectives, le futur, et cette génération a résolu cette question. Cela a eu une influence sur le long terme sur la collaboration.

-C'est une collaboration entre Moscou et Pékin ou il y a aussi une collaboration locale ?

L'un et l'autre. La collaboration locale se fait petit à petit, et devient de plus en plus proche. On peut dire que ça a une signification historique. Après cela en 2009, les représentants de la république populaire de Chine et le président de la Fédération russe était ensemble à New-York ont mis en place un programme de collaboration entre les régions de l'Extrême-Orient russe, la Sibérie et les provinces du nord-est de la Chine.

-Seulement quelques *oblasts* ou l'ensemble de la région ?

Il y a aussi des accords entre les oblasts et les provinces chinoises.

-Cela concerne seulement l'économie ?

Principalement, l'économie et ensuite la collaboration culturelle, l'éducation et encore les infrastructures frontalières, c'est-à-dire construire des routes, perfectionner des points de contrôle. A la frontière il y a beaucoup de points de contrôle, quelques-uns d'entre eux ont des infrastructures anciennes.

-Quel côté de la frontière a des vieilles infrastructures ?

Du côté russe. Pour permettre le développement de la région. Il faut être prêt, il faut s'occuper de l'amélioration de l'infrastructure, des points de contrôle. A la fois pour la circulation des biens mais aussi des hommes, pour renforcer la communication.

-Quel aspect de la collaboration transfrontalière n'est pas encore assez développé ?

Entre les régions voisines, la collaboration économique va se développer très vite, aussi sur le plan éducatif. Le commerce était et est encore le domaine avec le plus de perspectives. Cela fait déjà plusieurs années que la Chine est le premier partenaire commercial de la région. C'est important quand on sait que le monde connaît une crise globale. En cette période, l'échange de marchandises entre les régions reste élevé. Ensuite, la collaboration sociétale. Ici, il y a beaucoup d'étudiants chinois, des doctorants dans différentes spécialités. Beaucoup à Khabarovsk, à Vladivostok, Blagoveshensk, Komsomlsk-sur l'Amour, au Birobidjan. Cela prouve que la collaboration éducative se développe. Dans les provinces chinoises il y a aussi beaucoup d'étudiants russes, dans le Heilujiang, en particulier originaires de l'Extrême-Orient russe. Il y a des échanges d'étudiants mais aussi des échanges de professeurs.

-Existe-t-il des centres culturels chinois dans la région ?

Il n'y a pas de centres culturels mais nous collaborons avec le côté russe de façon un peu différente. La Chine accorde beaucoup d'importance à la diffusion et à la popularisation de la langue chinoise dans le monde. Les gens connaîtront mieux le chinois, les Etats auront de bonnes relations. C'est pourquoi la partie chinoise fait des efforts pour développer les instituts Confucius en Russie. En Russie il y a déjà 20 instituts, ici il y a 3 instituts : en 2006 à Vladivostok au DVGU, le second à Bagoveshensk au BVPU, au printemps 2011 à Komsomolsk-sur-Amour. Ici, grâce à l'avantage géographique, beaucoup d'étudiants russes, d'adultes désirent apprendre le chinois. Pour le travail, ils ont besoin de collaborer avec la Chine, ils sont donc de plus en plus à vouloir apprendre le chinois. Les instituts Confucius répondent à ce désir.

En ce qui concerne les insuffisances, on a déjà dit que la collaboration entre les régions frontalières vit déjà une nouvelle époque, le niveau de collaboration économique doit aussi atteindre un nouveau niveau.

-La faiblesse démographique de la région, est-ce un obstacle réel ou psychologique dans les rapports avec la Chine ?

La question démographique en Russie s'améliore progressivement. Cette question pour l'instant n'empêche pas la collaboration entre les deux pays. En quelques années la question démographique a beaucoup changé. Il y a dix ans la situation démographique était la même, pourtant la collaboration entre les deux pays a évolué. Je considère que cette question ne freine pas les relations.

-Mais il existe un discours sur l'expansion démographique chinoise en Russie ?

Dans la presse. Une certaine presse. Ce n'est pas la presse locale, mais à Moscou. Ils ne connaissent pas bien la situation ici. Ils répandent des rumeurs qu'ici il y a une menace chinoise, que les Chinois sont partout dans les rues. Peut-être ne sont-ils pas allés une seule fois en Extrême-Orient. Vous avez vu beaucoup de Chinois ici dans les rues ? Cette presse est irresponsable, les journalistes avec un grand professionnalisme n'écrivent pas cela. La faible presse locale est sérieuse. On espère que les chercheurs comme vous qui connaissent bien la situation, vous pouvez faire quelque chose pour que les gens sachent qu'effectivement ce n'est pas ça.

-Mais cette presse a une influence sur l'opinion ?

Une des raisons est l'irresponsabilité des correspondants de la presse. L'autre raison est le comportement de certains hommes politiques. Ils soutiennent les journalistes pour qu'ils écrivent ces choses-là. Car s'ils écrivent ainsi, ça leur permet de défendre leur point de vue politique. Ils privilégient le point de vue de la menace pour que le peuple les considère comme patriotes. Ils pensent ainsi qu'ils ont un haut patriotisme. C'est juste pour obtenir un capital politique. Honnêtement, ils font cela de vilaine façon. Malheureusement, leurs théories ont une influence sur une partie de l'opinion. Nous travaillons pour que le peuple russe sache la vérité, qu'il n'y a pas de menace chinoise. Mais ces politiciens sont moins nombreux.

Il y a quelques années ces théories étaient plus populaires. Le développement de la collaboration entre les régions permet de réduire l'importance de ces rumeurs. Les communications entre les peuples permettent de réduire les tensions.

-Vous considérez que l'Extrême-Orient russe se trouve à la périphérie de l'Asie Pacifique ?

Vous utilisez de drôles de nuances. La périphérie signifie que ce n'est pas le centre, pas la capitale. Je suis diplomate, pas géographe professionnel. Je pense que dans la structure mondiale l'Asie-Pacifique joue un rôle de plus en plus important. Les pays de la région doivent occuper leur

place, jouer leur rôle. Je pense que cette région est un tout, ce n'est pas la Chine, le Japon, ou l'Extrême-Orient. Il n'y a pas de différence centre/périphérie. Si on considère qu'il y a des pays centres et non-centres, je pense que c'est une discrimination. Chacun a sa fonction, chacun a sa place, son rôle. L'Asie-Pacifique apporte sa contribution au monde. On ne peut pas répartir les pays entre ceux qui sont importants et ceux qui ne le sont pas.

-Pourtant, l'Extrême-Orient russe ne se développe pas aussi vite que le reste de la région

Dans les faits, l'Extrême-Orient russe se développe aussi très vite. Vous pouvez voir les statistiques que la région a aussi une croissance, même si ce n'est pas aussi rapide que quelques provinces chinoises. De telles comparaisons ne signifient rien, car la Russie est un pays qui se développe aussi très vite. La Chine fait aussi partie des BRIC, mais au sein du pays il y a des endroits qui se développent plus vite, et d'autres moins, c'est normal. En Chine, quelques provinces se développent aussi moins vite. L'Extrême-Orient russe se développe moins vite que l'ensemble mais je pense que ce n'est pas correct de dire qu'il ne se développe pas vite.

-Comment la Chine considère la Russie : un pays occidental, asiatique, européen ou asiatique ?

C'est une bonne question. Quand j'ai commencé à apprendre le russe, je me suis aussi posé cette question. Je pense que c'est une question à laquelle chaque personne a sa réponse. D'après différents points de vue, historiquement, politiquement, géographiquement, vous avez différentes réponses. Je ne pense pas qu'il y ait une réponse unique à cela. On peut dire autrement que la Russie est juste elle-même. On ne peut pas mettre ce pays dans une catégorie. Ce n'est pas l'Europe, l'Asie, l'Eurasie mais seulement la Russie.

- Vous considérez la Russie comme une puissance ?

Comme une grande puissance bien sûr. Sur le plan historique on peut dire qu'elle est plus faible, mais en termes d'évolution c'est différent. La Russie a son futur. C'est une puissance globale.

-Quelle est la place de l'Extrême-Orient russe dans les relations bilatérales ?

Il occupe une place importante. Il s'agit d'un partenariat d'action stratégique entre la Russie et la Chine. Vous savez, la Chine et la Russie sont des puissances voisines, on peut dire qu'il y a peu de situation semblable dans le monde. Comme la France et l'Allemagne, la Chine et l'Inde, les USA et le Canada et c'est tout. C'est pourquoi les relations de voisinage sont importantes. Si les relations à la frontière sont bonnes, alors c'est une opportunité de développement pour la Russie et la Chine, c'est profitable pour les deux côtés. Si les relations à la frontière sont mauvaises alors ça sera nuisible pour les deux puissances. C'est pourquoi la Chine accorde beaucoup d'attention à la collaboration de voisinage entre le Nord-est de la Chine et l'Extrême-Orient russe. C'est pourquoi notre diplomatie se base sur l'idée qu'il faut mettre en place avec les régions, les pays voisins des relations de bon voisinage. Un pays ne peut pas choisir avec qui négocier. La Chine et la Russie n'ont pas d'autres choix que de collaborer, ils sont voisins. Je pense qu'à l'avenir ça sera encore plus fort. Ici la collaboration est diverse. La collaboration est plus concrète qu'entre Pékin et Moscou et a plus de perspectives.

-Vous pensez que les pays occidentaux peuvent utiliser la peur de l'expansion démographique chez les Russes pour les éloigner de la Chine ?

Entre la Chine et la Russie, les relations sont bonnes. Les pays occidentaux ont aussi de bonnes relations avec la Chine. L'argument démographique ne donne pas de prétexte aux autres pour utiliser ce thème. Cela serait drôle que quelqu'un veuille le faire.

-Vous pensez que les relations entre les pays et les régions seront bonnes dans le futur ?

Bien sûr, elles doivent être absolument meilleures c'est la mission de la diplomatie de la Chine qui travaille ici.

Entretien Valéry Vladimirovitch Elizarov, Directeur du centre d'étude des problèmes de populations de la faculté d'économie de l'université Lomonossov, 25/04/2012.

-Les autorités tiennent-elles compte des aspects qualitatifs de la démographie ?

En ce qui concerne les aspects qualitatifs, oui dans le sens où les aspects qualitatifs concernent la santé, l'éducation. Au-delà du nombre, on tient compte du potentiel humain avec le niveau de vie. Dans les discours, on en prend compte par la demande sur le marché du travail, par la création d'un mode de vie en bonne santé, un soutien à la famille et aux valeurs familiales. Mais le passage du qualitatif au quantitatif se fait automatiquement. On ne peut pas parler de l'un sans évoquer l'autre. Il ne faut pas seulement favoriser la natalité mais aussi faire en sorte qu'elle se fasse dans de bonnes conditions. En tout cas, les experts font attention à cet aspect. Peut-être que les hommes politiques s'intéressent trop simplement aux indicateurs quantitatifs.

- Pensez-vous que les autorités prêtent suffisamment d'attention aux causes externes de mortalité ?

Les causes externes peuvent être vues comme un critère que l'on peut réduire, plus que les autres causes de mortalité. Ces dernières années, ces causes se sont réduites de façon significative dans tous les aspects. Les morts liées à la route, l'alcoolisme, les meurtres et les suicides ont baissé. Pour les accidents, on peut faire encore des efforts, sur la vitesse, les panneaux de signalisation, les urgences, les feux, le respect du code de la route. Pour l'alcoolisme, la lutte contre l'alcool frelaté est menée. Il reste les meurtres et les suicides. Les incendies également sont liés à des mauvaises infrastructures (feux de maisons liés aux gaz etc.). C'est aussi une question de comportement, et cela ne coûte pas cher.

-Vous avez écrit qu'il y a des « communiqués mystificateurs qui disent qu'il n'y a pas de crise démographique » comment l'expliquer ?

Ils le savent mais ils ont peur de le reconnaître. En 2006, Poutine a dit qu'il fallait faire quelque chose. Ils ont déclaré qu'il fallait interrompre la baisse de la population et ensuite augmenter celle-ci. Mais ça paraît peu probable en raison de deux tendances, la baisse de la natalité et le vieillissement de la

population. En ce qui concerne l'immigration comme compensateur. Il y a deux chiffres de migrations, celui de Rosstat et celui calculé en fonction des recommandations de l'ONU qui oblige à tenir compte des migrants pendulaires. Je ne sais pas si c'est une bonne chose, les migrants enregistrés en fonction du lieu de résidence me paraissent plus fiables sur le plan statistique. Cela permet de faire des fabrications statistiques. En 2009, on a déclaré qu'il y avait autant d'habitants qu'en 1990 et donc qu'il n'y avait de baisse de population, en fait ce résultat n'est possible qu'avec le chiffre de l'immigration. D'ailleurs, sur le site de Rosstat, vous pouvez voir qu'il y a deux colonnes pour les migrations. Celle enregistrée et celle temporaire. On prend celle que l'on veut selon l'image que l'on veut donner.

Il y a une baisse de toute façon. Même si la natalité est élevée cette année, la baisse va s'accroître dans le futur, elle est inévitable. L'année 2009 est la meilleure année. Surtout qu'on arrive au vieillissement des grosses générations nées après la guerre. La mortalité sera élevée de toute façon. Donc le différentiel natalité/mortalité augmentera inexorablement.

-Peut-on parler d'une relative « ethnicisation » de la lecture des processus démographiques ?

Dans nos recensements, on demande la nationalité. Il y a des peuples dans le Caucase ou en Sibérie qui ont gardé une natalité forte. C'est pour ça qu'on associe la baisse de la natalité à la baisse de la population russe ethnique. Même si la part des populations slaves se réduit, elle reste supérieure à 80%. Le peuple russe reste majoritaire. Bien sûr, les différences de natalité existent mais elles ne sont pas significatives pour avoir des conséquences. Il y a une utilisation de ce facteur pour des raisons politiques et sociales. Il y a une lutte pour cela. Dans le recensement de 2002, il y avait les données pour la natalité selon la nationalité, maintenant il n'y en a plus. Il y a eu une querelle entre les Bachkires et les Tatars sur des territoires frontaliers pour augmenter le taux de Tatars et de Bachkires afin de justifier leurs revendications territoriales. Il y a aussi les petits peuples et les peuples de Sibérie qui ont une natalité forte. Mais elle va bientôt baisser en raison de la transition démographique. Cela concerne, l'Altaï, le Caucase, les Kalmoukes, les Iakoutes. C'est aussi lié aux traditions et à la culture. Ce n'est pas des motivations politiques, faire beaucoup de Tchétchènes pour faire des combattants. C'est une question de niveau de vie. Là, il y a des bonnes conditions de vie la natalité est faible.

-Les autorités doivent-elles élargir les liens avec les experts ?

Les conseillers du président prêtent attention aux experts des questions démographiques et sociales. Mais parfois leur intérêt personnel passe devant celui de l'Etat. Vendredi, j'étais dans le comité d'expert de la Douma pour les femmes et les enfants. Il y a un conseil d'experts consultatif. Il y a des

députés pour élaborer des projets de lois. Mais il ne s'agit pas d'un travail en profondeur. Une expertise sérieuse permet un bon projet de loi, une expertise sur commande moins. Cela se joue plus sur les liens personnels. Il y a un conseil pour la politique démographique, mais je ne pense pas qu'ils soient très actifs. Il y a par contre une politique sociale plus active, pour la pauvreté, le soutien aux invalides, aux mères de famille à des groupes spécifiques de la population. Il y a un paradoxe : il y a des travaux avec les experts, mais il n'y pas d'effets. Il y a un conseil d'experts dans le comité du projet national de la politique démographique. En ce qui concerne la politique démographique, elle a été considérée comme importante avec des financements. La conception démographique est à la charge du ministère de la santé. Il manque les moyens logistiques pour la mener, le monitoring, les infrastructures, les conditions au sein du ministère. Les mesures qui ont été prises n'ont pas d'influence. Cela a été mis en place il y a quatre ans et rien n'a changé. Par exemple, on pourrait perfectionner les statistiques. Il manque les données sur l'ordre des naissances. Par exemple, on ne sait pas le nombre d'enfants restant chez leurs parents. Beaucoup de caractéristiques sociales ont été enlevées. Les juristes considèrent que c'est des données personnelles, et pas les démographes. Certains *oblasts* font des statistiques semi-officielles sur l'ordre des naissances. Cela permet de créer des mythes. Il faut retravailler la loi sur la garantie de l'Etat sur les informations personnelles, même si c'est difficile. Les lois sur les allocations sont isolées et se contredisent les unes les autres.

Comment payer les allocations sur les jeunes familles mariés avec enfants s'il n'y a pas les statistiques ? Quelles sont les garanties pour la construction de crèches ? Les places manquent. Vu qu'on peut anticiper les naissances, on peut aussi anticiper les places dans les crèches. Après vu la baisse de la natalité il suffit d'attendre 5-6 ans et la situation s'arrangera dans le raisonnement des hommes politiques.

-Quel est le point de vue de l'armée sur la situation démographique ?

Elle s'intéresse à ces questions pour les contingents. Le nombre baisse chaque fois un peu plus. La réforme s'avère donc indispensable et il faut favoriser les contrats. En 2001, j'avais écrit un article sur les conséquences de la crise démographique sur les retraites, le système éducatif, l'armée et qu'il faut prendre ce facteur en compte. Ce manque d'anticipation conduit à des oscillations d'effectifs dans l'éducation. Surtout que c'est payant, donc ça pose le problème du financement. On passe progressivement de trois groupes d'élèves à un groupe de 6 personnes. Il faut l'enseignement gratuit pour garantir les effectifs.

-C'est lié au fait que c'est payant ?

Si vous avez 2 millions de personnes de 16-17 ans, ils vont à l'université pour éviter l'armée. Vous payez une petite somme et vous êtes étudiant pour 5 ans. Pour les filles, un diplôme ça peut aider. Plus du tiers, voire la moitié ne sont pas des étudiants sérieux, professionnels. Le problème démographique va se déplacer de la maternel au lycée. Ce manque de prise en compte par les autorités vient du manque de qualification des élites sur ce sujet. Mais la chute est tellement importante que ça entraîne des problèmes énormes et aucune expérience étrangère ne peut nous aider car la situation est inédite.

-Comment le Parti communiste parle des problèmes démographiques ?

Avec des étudiants nous avons analysé la place de la question démographique dans le programme des partis. A chaque élection, les partis annoncent qu'ils savent comment résoudre les problèmes démographiques. Par exemple, sur les allocations. Vous savez que dans aucun pays il y a de telles allocations familiales. Par exemple, Jirinovski veut forcer les naissances. Beaucoup parlent de l'interdiction de l'avortement en partant sur un discours sur les valeurs familiales (c'est un suicide etc.). Il y a beaucoup de choses écrites sur le site KPRF. Il s'agit seulement de populisme. Ils ont sur cette question un programme proche de celui de LDPR, c'est-à-dire soutenir les familles avec des enfants, mais pas de mesures concrètes. Cela prouve que la compétence des élites politiques sur ces questions demeure insuffisante pour tenir compte de la réalité de la situation et prendre les décisions adéquates.

-Il y a une influence des facteurs politiques sur la qualité des données du recensement ?

D'un côté, il y a la loi sur le recensement de 2002. De l'autre, il y a les statistiques considérées comme imparfaites. Par exemple, il y a une inadéquation entre les statistiques pour le corps électoral et celles du recensement. Il faut une loi plus stricte sur la participation. Il ne s'agit seulement d'un devoir citoyen. Par exemple, aux US il y a une baisse du nombre de questions, mais les gens acceptent de participer. Mais ici les gens se sentent vexés par l'Etat. Il faut plus de volonté politique pour améliorer les données. On attend du recensement qu'il vous montre une situation positive et il vous montre une situation négative.

A titre personnel, j'ai participé à l'organisation du recensement, il n'y avait pas de pression. Il pouvait avoir des pressions sur le plan administratif, régional ou local. Car plus de population, c'est plus de transferts. Bien sûr la qualité n'est pas idéale mais les résultats sont significatifs.

- Le capital maternel joue-t-il un rôle significatif ?

Je suis très sceptique sur cette mesure. Elle était inattendue. C'était vu comme un fond pour permettre le développement futur de l'enfant. J'ai reçu un grand nombre de questions sur ce thème. Pourquoi le capital n'est pas versé tout de suite ? Ils veulent garder l'argent pour eux ? Il faut attendre trois ans pour améliorer la vie d'un enfant ? Au contraire, l'argent est nécessaire tout de suite. L'orientation de cette mesure est très étrange. La somme est très faible quand on compare aux prix pour l'inscription dans les écoles prestigieuses, c'est juste assez pour les écoles plus faibles. Il faut favoriser la gratuité de l'enseignement. Il y a aussi la possibilité de recevoir un complément de pension. A quoi bon verser cette pension quand l'enfant a déjà fait sa vie, a son logement ? Qu'est-ce qui prouve que l'Etat versera l'argent dans un temps si éloigné ? Cet argent pourrait être utilisé pour financer la santé ou créer des facilités d'accès à la propriété, ou dans l'éducation des enfants.

Les régions ont aussi leur capital maternel, mais ça va dans différentes directions. Certains vont vers l'éducation des enfants, vers les familles. Mais il s'agit encore d'une question d'argent, on ne peut pas l'utiliser. Le capital maternel ne permet pas d'améliorer les conditions matérielles de familles de façon significative, surtout qu'ils ont cet argent seulement de façon formelle.

Comment acquérir un logement à Moscou avec une somme si faible ? On peut juste acheter une voiture.

Les pouvoirs régionaux ont une grande liberté dans la conduite de la politique démographique, mais ils n'ont pas les moyens économiques pour l'appliquer. Le montant des allocations pour les enfants dans certaines régions est de 100-150 roubles. Formellement, il y a une marge de manœuvre importante mais les moyens ne suivent pas. Par exemple dans le Caucase comment peut-on appliquer la distribution de terres dans un terrain si montagneux ?

Le statut administratif ne joue pas un rôle. Cela dépend de la personnalité en charge de la politique démographique au niveau régional.

D'après les déclarations officielles, malgré la crise les pensions n'ont pas baissé et ont même augmenté en fonction de l'inflation. Formellement oui mais on n'a pas ajouté de sommes. Par exemple, la part des dépenses de santé dans le budget en Europe est de 3,5%, en Russie 0,8% cette année (ça a baissé). Cela s'explique car les dépenses ont augmenté pour l'armée. L'argent du pétrole et du gaz se trouve dans d'autres mécanismes.

Le facteur écologique n'est pas trop pris en compte. Pourtant, ça joue un rôle sur la mortalité. Il y a des programmes régionaux qui en tiennent compte.

Le lien démographie/géopolitique peut se faire sur la question de RFE. Il y a le facteur migratoire. Il faut envisager l'Asie centrale comme un réservoir et ensuite les former ici.

On a une population peu mobile. La mobilité pourrait aider à affronter les défis démographiques.

Pour le système éducatif, on a une part très faible d'étrangers.

Les entreprises, les personnes en charge de la politique démographique devraient prendre en compte les insuffisances de main-d'oeuvre sur 15-16 ans par branches et par territoires.

Annexe 4 : Entretien Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.

Les migrations influencent à la fois la politique intérieure et extérieure. La question de la reproduction joue un rôle surtout dans la politique intérieure du pays. Dans le discours, ça a commencé dans les années 2000, c'est un des nombreux indicateurs utilisés pour montrer l'efficacité de l'action politique des autorités. Il y a eu des mesures en 2006 pour augmenter la natalité et le gouvernement a souligné le fait que c'était très efficace et important. Mais tous les démographes avaient prévu une hausse de la natalité dans la moitié des années 2000. Il y a eu une nouvelle de classe en âge de procréer. Les prévisions de Rosstat le confirmaient dès 2001. Dès le début de cette vague, le pouvoir a mis en place son programme.

Il y a eu des changements de termes. Le pouvoir a parlé de la hausse de la mortalité, ça sous-entend une hausse absolue, mais si on parle du coefficient de fécondité il est autour de 1,6. Il y a eu une hausse très étrange de la natalité quand la natalité a dépassé la mortalité en août 2009. Et pendant les six mois qui ont suivi Poutine et Medvedev se sont félicités du fait d'avoir eu un solde naturel positif en août. Medvedev en avait encore parlé en janvier et février 2010. En août, le solde était positif de 1000 personnes, mais pour les mois suivants le déficit était de 10000-12000 personnes. Ces mesures de soutien à la natalité c'est juste un produit de consommation pour la politique intérieure. Tout le monde sait qu'on peut pas augmenter la fécondité et que les naissances n'augmenteront pas. Toutes les prévisions vont dans ce sens. Pour les migrations, c'est un peu plus compliqué. En principe, on ne peut pas se passer de migrants. En 2005, le conseil de sécurité a pris la décision de libéraliser la politique migratoire, ensuite il y a eu des mesures en ce sens en 2006 jusqu'en 2008 avec l'instauration de visas.

-Peut-on dire que le pouvoir a peur de la libéraliser la législation ?

Il y a deux thèmes importants. Premièrement, la société russe est xénophobe et pour le pouvoir c'est un suicide de soutenir l'immigration. Au sein du pouvoir, cette xénophobie est moindre. Au sein du pouvoir, il y a deux points de vue généraux qui existent aussi dans la société. Ces tendances sont personnalisées. La première position défend la nécessité des migrants pour affronter les défis économiques, démographiques et géopolitiques. La deuxième position est l'idée que le futur de la Russie ne passe que par un maintien du noyau de la culture russe et orthodoxe, c'est-à-dire que les flux migratoires doivent être limités. Les hésitations du pouvoir reflètent l'idée qu'un moment ou l'autre une tendance domine l'autre.

-Donc les « compatriotes » sont-ils alors des migrants idéaux ?

Oui, en principe, mais le potentiel est très faible, je ne pense pas que ça dépasse 3-5 millions, c'est un maximum. Dans la politique intérieure, de la fin l'année dernière à cette année, le pouvoir a été plutôt enclin à soutenir cette tendance xénophobe, à aller dans le sens d'une limitation des migrants pour capter un électorat. C'est très clair dans les discours de Poutine et dans ses articles, Medvedev aussi mais dans une moindre mesure. Presque tous les partis ont fait des spéculations en ce sens. Aujourd'hui il y a 7 partis enregistrés. Dans le programme de Russie Unie, il n'y a pas de rhétorique anti-migratoire.

Au début des années 2000 les migrations ne sont pas seulement devenues un élément de politique intérieure mais aussi extérieure. Premièrement, la Russie a utilisé les accords de réadmission comme moyen de pression sur les Etats (Azerbaïdjan, Asie centrale). Par exemple, le pouvoir russe se sert de la communauté azerbaïdjanaise de Moscou comme instrument de soutien au pouvoir de Bakou. A la veille des élections moldaves, il a eu un congrès des gastarbeiters, opposés au pouvoir. Il y a eu la même chose à la veille des élections en Ukraine. En plus, quand il y a des tensions la Russie utilise l'arme des expulsions. La dernière fois c'était avec le Tadjikistan et l'histoire du pilote, on a chassé une centaine de Tadjiks et on a libéré le pilote. Il y a eu déjà des mesures semblables avec la Géorgie. Un tiers de la population soutient de telles mesures, même s'il s'agit de Géorgiens avec la citoyenneté russe.

-Le nationalisme est-il le même en Russie qu'en Europe ?

Il y a un élément la haine de l'autre. L'Europe a une culture de la distance. Ici, les migrants sont de l'ancienne URSS, ils parlent plus ou moins bien russe, ils comprennent les codes culturels. Les migrants qui viennent ici n'ont aucune allocation, à la différence de l'Europe. Ils n'attendent pas d'aides, mais ils veulent travailler. On a fait une étude récemment le nombre d'heures moyen d'un immigré est de 70 heures par semaine.

Le sentiment anti-musulman est moindre car un habitant sur cinq est musulman en Russie. Ce sentiment ne repose pas sur une base confessionnelle mais ethnique. Contre les Biélorusses, les Ukrainiens il n'y a pas de tensions. Pour les Moldaves, il y en a mais c'est plutôt positif.

On a une autre xénophobie mais il y a une tendance dangereuse. Tous les événements dans l'Europe occidentale sont vus comme des événements à venir chez nous. C'est étonnant de voir quand il y avait

les migrants à Lampedusa, que des journalistes m'ont appelé pour savoir s'ils viendraient jusqu'en Russie.

-Il y a des spécificités régionales dans le rapport aux migrants ?

Il y a une étude là-dessus mais je ne l'ai pas vu. Jusqu'à présent la différence n'est pas visible. Elle n'est pas régionale mais liée au niveau d'urbanisation. Dans les grandes villes, la migrantophobie est plus forte. L'Extrême-Orient et la Sibérie sont plus tolérants traditionnellement. Dans le Sud de la Russie, Stavropol, Krasnodar, Astrakhan, Volgograd la situation est autre. Les relations sont tendues avec les minorités non-traditionnelles. Par exemple à Astrakhan, il y a des Kazakhs, mais les gens ce sont les « leurs ». A Stavropol, les Nagaïs aussi, mais les Azéris qui n'était pas là avant sont perçus comme étrangers. Le manque de tolérance du Sud est lié au fait que le peuplement de cette région a été une lutte permanente et la faible urbanisation empêche la communication entre les cultures. Je me souviens que la plus mauvaise perception des Chinois n'est pas en Extrême-Orient mais dans les terres noires centrales.

-Quel est le taux de migrants qu'une société peut tolérer ?

Environ un quart de la population accepte l'idée de migration. Environ la moitié de la population considère que la Russie n'a besoin de personne.

-L'obtention de la citoyenneté favorise-t-elle l'intégration ?

En principe l'obtention de la citoyenneté est la dernière phase. Chez nous c'est l'inverse. Ca permet juste d'accéder aux services et de vivre légalement. On a une situation paradoxale. Avec les quotas, sur quelques milliers de personnes moins d'une centaine a obtenu la citoyenneté. Mais les gens qui obtiennent la citoyenneté ne sont pas ceux qui souhaitent s'intégrer. Il y a des centaines de milliers d'étrangers intégrés qui ont une famille ici, des enfants mais sans citoyenneté et travaillent illégalement.

-Vous pensez que la migrantophobie de la société russe peut influencer la politique extérieure de la Russie ?

L'Ouzbékistan occupe une place particulière, c'est l'Etat le plus puissant de la région. Sans l'Ouzbékistan l'OTSC ne sert à rien. Je ne pense pas que la xénophobie envers les Ouzbeks ait une influence sur les relations. On a besoin de Karimov, ce n'est pas une bonne personne mais il est avec nous. Je n'avais pas vu de déclarations contre les Ouzbeks. J'ai l'impression qu'on ne veut pas froisser Karimov.

-Vous avez écrit qu'il y aura une concurrence pour la main-d'œuvre avec l'Azerbaïdjan, pourquoi ?

Je me base sur le taux de croissance de l'Azerbaïdjan. Ceux qui partent d'Azerbaïdjan restent ici. Les Azéris ne veulent pas rester en Russie. La concurrence se fait surtout pour la population qualifiée, pour le bâtiment. Surtout que l'Azerbaïdjan veut être un leader régional en développant le secteur financier.

-Les organisations régionales permettent-elles de mieux gérer les flux migratoires ?

Je suis très sceptique car les Etats de ces unions ont des intérêts très divergents, des potentiels économiques très différents, des infrastructures également, et des législations diverses. Il n'y a pas d'intérêts mutuels. La Russie cherche à dominer. Avec le Kazakhstan, on n'a presque pas de flux migratoires, seulement dans les régions frontalières. C'est le seul Etat avec lequel on a un solde négatif sur les remittances car les parents envoient de l'argent aux étudiants kazakhs.

-Les accords migratoires ont-ils une influence sur la vie des migrants ?

Ces accords concernent seulement les migrants travaillant légalement sur le territoire. Ca concerne peut-être 30-40 000 migrants. Donc ça ne peut pas marcher.

-Quel modèle de construction d'Etat la Russie a choisi ?

Le choix n'a pas été fait. Il y a deux think tanks, l'institut de développement contemporain proche de Medvedev. Ils ont rédigé un rapport Stratégie 2020. Il y a une position très claire sur la nécessité des migrants. Il y a un autre proche de Poutine, le groupe de travail n°7 avec aussi une stratégie 2020. Il y a une stratégie migratoire, qui allait dans le sens de la libéralisation mais ensuite il y a eu un revirement.

-C'est lié au manque de travail avec les experts ?

Malheureusement, le pouvoir ne s'intéresse pas à ce qui se passera dans 3,5, 10 ans. Par exemple, la question des retraites n'est pas tranchée. Le pouvoir ne s'intéresse pas à la stratégie mais seulement aux questions tactiques, opérationnelles. Par exemple, il faut une réforme du système éducatif, mais le pouvoir préfère « la main forte » dans tous les domaines (économique, social, migratoire).

Annexe 5 : Entretien avec Irina Valentinovna Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012.

-Peut-on considérer le système migratoire eurasiatique comme le reflet de la zone d'influence de la Russie ?

Dans l'espace post-soviétique la Russie est plus puissant économiquement, c'est le centre historique de cette région, c'est logique que la Russie prétende au rôle de leader de cette région. Les migrations jouent un rôle très intéressant dans l'espace post-soviétique, car par les migrations on crée des liens entre les pays. Que ces liens puissent servir de leviers d'action sur ces pays, oui. On l'a vu avec le pilote russe au Tadjikistan, il s'agissait plutôt d'une menace de d'expulsion des migrants. Les autres voient dans ces liens un signe de leur dépendance vis-à-vis de la Russie. Leurs habitants gagnent de l'argent en Russie et cela permet de maintenir une stabilité sociale par l'envoi d'argent. Ils y voient une menace. Mais cette dépendance est réciproque, il s'agit d'une interdépendance.

-Remittances : ce sont des aides ou des obstacles au développement des pays d'Asie centrale ?

Avec ces flux financiers il y a un risque de syndrome hollandais plus le fait qu'ils exportent leur main-d'œuvre. Un doctorant d'Ouzbékistan disait que les gens ne veulent pas travailler là-bas car le salaire est trop faible, même s'il y a des places. Ils veulent malgré tout partir en Russie car le salaire est plus important et c'est un élément de prestige de travailler à l'étranger. Les voisins voient que grâce à l'argent obtenu à l'étranger ils peuvent acheter une voiture, avoir une nouvelle maison. Cela fait des envieux. D'un côté, l'argent de l'étranger apporte un bon complément. De l'autre, le gouvernement doit avoir les moyens de développer le pays, attirer les investissements étrangers, développer sa propre production, prendre des mesures pour que les remittances soient aussi des investissements. Il faut éviter les pièges. Au Tadjikistan, il manque de jeunes pour la saison et on ne peut pas nourrir le pays.

-Vous pensez que la politique migratoire de l'Ouzbékistan empêche le développement du système migratoire eurasiatique ?

L'Ouzbékistan prend ses distances avec les accords au sein de la CEI à propos des migrations de travail. Le gouvernement ferme les yeux sur le fait que de 1,5 à 2,5 millions de personnes travaillent en Russie. Certains vont en Corée, au Pakistan mais le plus gros des troupes va en Russie. Pour l'instant,

il y a toujours des autorisations à demander pour la sortie du territoire. Sur ce point, l'Ouzbékistan se différencie du Kirghizstan et du Tadjikistan. Le doctorant ne pouvait soutenir en Ouzbékistan, car c'est un thème dont il ne faut pas parler. On n'a pas de statistiques sur l'Ouzbékistan. Oui, la position de l'Ouzbékistan ralentit la formation d'un système migratoire eurasiatique. Ça les met un peu en dehors mais ça se passera de toute façon car l'Ouzbékistan se trouve en premier plan dans les pays qui fournissent des migrants.

-Quelle est l'influence de la crise économique sur les liens migratoires de la CEI ?

Elle a une influence puisqu'elle a baissé la demande en main-d'œuvre. Les statistiques font état d'une baisse des remittances. En 2011, le niveau des remittances est revenu à celui d'avant la crise d'après la banque centrale qui publie des données sur ce thème depuis 2006. Ça a eu une influence politique, les autorités ont réagi par des déclarations anti-immigrés. Quand Poutine a déclaré vouloir baisser les quotas pour l'année 2009, il s'agissait d'une mesure populiste. Ce n'est pas basé sur une logique économique. Pourquoi baissé de trois fois et non d'un tiers ? Ils n'ont pas franchi le cap car il y a pas de régime de visa. Cela veut dire que la Russie a compris le rôle que jouent les migrations de travail dans l'économie.

-Comment expliquer les hésitations de la politique migratoire ?

Il n'y a pas de ligne stratégique. Cela veut dire qu'il y a des personnes intéressées par un type de politique migratoire ou un autre. Quand les forces plus conservatrices prennent le dessus, alors la politique migratoire devient plus stricte. Quand les forces plus libérales sont influentes, alors la politique penche vers une approche plus libérale, comme en 2006. Quand Poutine a commencé son second mandat, il pouvait entreprendre des mesures plus audacieuses, moins populaires.

-La politique migratoire de l'UE est-elle une menace pour l'unité du système migratoire eurasiatique ?

Je pense que les pays de l'UE et les autres centres d'influence sont intéressés par les processus d'intégration dans l'espace post-soviétique. L'UE et les organisations internationales sont prêtes à soutenir les processus d'intégration. Ils soutiennent l'idée que la Russie et l'Asie centrale soient ensemble. En ce qui concerne les projets d'intégration avec le Caucase c'est plus compliqué. En raison notamment des problèmes entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. En ce qui concerne les pays européens

c'est une autre histoire. Pour l'Ukraine et la Moldavie dans le cadre de la politique de voisinage, l'UE n'est pas prête à soutenir un processus d'intégration dans l'espace post-soviétique.

-Quelle est l'influence de la Chine sur la structure du système migratoire eurasiatique ?

La migration chinoise est très intéressante. La Chine occupe la première des pays hors CEI. Ils se trouvent aussi dans les pays d'Asie centrale. Cela pose des problèmes car ils n'embauchent pas la population locale. L'histoire de la menace est ancienne en particulier vue de Moscou. On parle de péril jaune. Ça concernait le début du 20^{ème} quand la population chinoise et les investissements étaient importants quand il fallait construire le port de Vladivostok, le transsibérien. C'est le regard de Moscou. Moscou comprend qu'il y a un énorme territoire et riche et vide. C'est une faiblesse de la sécurité du territoire russe. A la différence de Moscou, les gouverneurs régionaux comprennent que sans la main-d'œuvre chinoise, sans les investissements chinois, sans les marchandises chinoises, ils ne peuvent tout simplement pas se développer. Le regard sur les migrations chinoises est très divers : le regard des pouvoirs régionaux et celui du pouvoir fédéral. Janna Zaïontchkovskaïa a pronostiqué que dans le milieu du siècle que les Chinois seront le second groupe ethnique après les Russes. Je doute mais le voisinage d'un pays très peuplé est alarmant.

-Pourquoi on ne parle pas souvent du système migratoire eurasiatique dans la littérature mondiale sur les migrations ?

J'ai proposé cela en 2003 à une conférence du conseil européen pour parler du voisinage de deux systèmes migratoires pour expliquer que le voisinage de l'UE avec l'Ukraine, le Belarus c'est indirectement le voisinage avec un espace énorme qui comprend aussi l'Asie centrale et que les processus migratoires au sein de cet espace interagissaient avec l'espace européen. De Haas a aussi utilisé ce terme. L'idée progressivement se développe. Mais on oubliait souvent cet espace migratoire énorme et très actif. C'est pour cela que j'ai écrit en anglais pour attirer l'attention sur cette question. Notre problème est que nos travaux en russe sont peu connus.

- Pensez-vous que la création de l'Union eurasiatique aidera pour les questions migratoires ?

La Russie, le Belarus et le Kazakhstan ont signé des accords migratoires au 1^{er} janvier, entre la Russie et le Belarus il n'y a presque pas de frontière. Cela pose d'ailleurs problème car on ne peut pas avoir de statistiques sur les migrations de travail venant du Belarus car nos statistiques se basent sur les

autorisations de travail. Il en va de même pour le Kazakhstan. Le Kirghizstan et de le Tadjikistan regarde cela attentivement. Ils voudraient en faire partie mais la situation est différente.

-Je voulais dire est-ce que ça influence l'orientation des flux migratoires ou ça permet juste de les gérer ?

L'un et l'autre. Ces accords créent des mouvements dans un marché unique entre trois pays mais cinq à l'avenir. C'est une philosophie. Mais ça va en contradiction de la conception de la politique migratoire qui veut une sélection des migrants pour que la Russie prenne les migrants dont son marché a besoin. La Russie veut combler son déficit de marché du travail et attirer les meilleurs éléments de l'espace post-soviétique mais en cela elle affaiblit ces pays qui sont ses partenaires géopolitiques. Cela crée des conflits d'intérêts avec les autres pays de la CEI. Je suis contente que Chouvalov reste vice premier ministre. J'étais dans la commission pour la politique migratoire. Elle était composée des chefs des ministères, il y avait trois représentants de la société civile, des experts indépendants. Il y avait Lidia Grafova, Svetlana Gannouchina et moi-même. Notre voix était faible dans cette assemblée de 40 personnes. Le fait que le vice-premier ministre soit présent ça a augmenté le statut de la commission. On a décidé de revenir à cette question après les élections. La conception dont nous avons débattu se basait sur l'idée de sélectivité.

-Y-a-t-il des contradictions entre les accords bilatéraux et multilatéraux sur les migrations ?

A mon avis, les accords les plus effectifs sont les bilatéraux, car ils résolvent des questions concrètes. Pour les accords multilatéraux, il y a des contradictions entre les intérêts des pays signataires. Il est difficile de trouver des accords et des mécanismes pour régler les questions migratoires à cette échelle.

-Vous pensez que la Russie utilise assez les russophones comme instrument de politique étrangère ?

Je ne peux pas répondre à cette question. Il y a des contradictions internes. D'un côté, on veut favoriser le retour des compatriotes. Cela veut dire des russophones comme les Géorgiens, les Arméniens etc. mais aussi les Russes ethniques vivant en Israël, en Allemagne. D'un autre côté, on veut créer des liens avec la diaspora et la soutenir.

-Pensez-vous que la Russie peut attirer plus d'étudiants étrangers ?

L'attractivité des migrants de l'espace postsoviétique dont les étudiants est possible grâce à la proximité, au régime sans visa et la langue russe. Pour les autres régions du monde, l'attractivité de la Russie est faible car ici l'enseignement ne se fait qu'en russe. C'est aussi lié à l'insécurité dans le pays, à l'incertitude des événements qui se passent dans le pays. La Russie a pris des décisions pour attirer les migrants qualifiés, où il y a le plus de concurrence. Ils ont des avantages pour le visa pour 3 ans, leur famille a des facilités. Ils peuvent circuler sur le territoire russe librement. Ils ont des avantages fiscaux à 13% contre 30% habituellement.

-Comment les autorités considèrent le facteur démographique pour déterminer leur politique ?

Cela passe par la politique migratoire. Car les migrants viennent de l'étranger. Les migrants de travail jouent seulement un rôle économique et non un rôle démographique.

LISTE DES CARTES

-Carte administrative de la Russie en 2012.....	p.6
-Evolution de la population de la Fédération de Russie et de ses voisins entre 1991 et 2009.....	p.18
-Evolution du taux de natalité par région.....	p.34
-Une superposition imparfaite entre ethnie et natalité.....	p.35
-Une interaction entre urbanisation et niveau de natalité.....	p.36
-Un niveau de mortalité relativement homogène.....	p.39
-Des soldes naturels globalement négatifs.....	p.40
-Les facettes régionales du déclin démographique russe.....	p.43
-L'aire d'influence des grandes villes de la Russie européenne.....	p.78
-Evolution du solde migratoire de la Russie européenne de 1991 à 2003.....	p.78
-Les migrations de l'espace post-soviétique.....	p.246
-Les transferts de fonds des migrants au sein de l'espace post-soviétique.....	p.264
-Une frontière russo-kazakhstanaise ouverte.....	p.322

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

-La « croix russe ».....	p.21
-Solde naturel de la Russie post-soviétique.....	p.23
-Une pyramide des âges portant les marques de l'histoire russe.....	p.24
-L'alcoolisme comme cause majeure de mortalité en Russie.....	p.26
-Les phases du déclin démographique.....	p.31
-Les principales zones migratoires interrégionales au sein de la Fédération de Russie.....	p.42
-Fusions effectives et inabouties de sujets de la Fédération de Russie.....	p.82
-Pourcentage du personnel formé en 2004-2005.....	p.89
-Emigration russe et/ou juive de Russie vers Israël.....	p.208
-Typologie des communautés coréennes en Extrême-Orient russe.....	p.234
-Evolution du solde migratoire de l'Ukraine entre 1989 et 2010.....	p.253
-Evolution de la population du Kazakhstan entre 1991 et 2009.....	p.256
-Migrations hors de l'espace post-soviétique en 2012.....	p.270
-Etudiants étrangers en Russie pour l'année 2010/2011 par pays d'origine.....	p.317
-Comparaison d'indicateurs pour l'année 2012.....	p.333

LISTE DES ENTRETIENS

Entretiens à Khabarovk

- Attaché économique du consulat du Japon, 19/04/2011.
- Vice-consul de Chine Yan Tsin, 19/04/2011.
- Anatoli Mikhaïlovitch Chkourkine, Université d'Etat d'Extrême-Orient des réseaux de communication, 21/04/2011.
- Ekaterina Leonidovna Motrich, Institut des Etudes Economiques, 11/05/2011.
- Anatoli Grogorievich Byryj, Assistant du directeur général, curateur des conseils de coordinations pour les questions sociales à l'association interrégionale de la coopération économique des régions de la Fédération de Russie en Extrême-Orient et en Transbaïkaïe, 12/05/2011.

Entretiens à Vladivostok

- Consulat de Corée du Sud de Vladivostok, 26/04/2011.
- Artem Loukine, Institut des relations internationales de l'université fédérale de Vladivostok, 29/04/2011.
- Aleksandr Zыkov, Centre des processus socio-politiques de l'Université d'Etat d'Economie et des Services de Vladivostok, 05/05/2011.
- Viktor Larine, Institut d'Histoire et d'Ethnographie, 03/05/2011.
- Leonid Evguenievich Kozlov, Université d'Etat de Vladivostok d'Economie et des services, 03/05/2011.
- Tamara Troyakova, Institut des Relations Internationales de Vladivostok, 04/05/2011.

Entretiens à Moscou

- Vladimir Kolossov, Centre des Etudes Géopolitiques, Moscou, 17/04/2012.
- Valéry Vladimirovitch Elizarov, Directeur du centre d'étude des problèmes de populations de la faculté d'économie de l'université Lomonossov, 25/04/2012.
- Anastasia Denisova, Comité d'assistance citoyenne, Moscou, 04/05/2012.
- Anastasia Ivanovna Piankova, Doctorante à la Haute Ecole d'Economie de Moscou, 04/05/2012.
- Entretien avec Alekseï Malachenko, Centre Carnegie, Moscou, 05/05/2012.

- Sergueï Vassilievitch, Riazantsev, Directeur du centre de démographie sociale et de sociologie politique de l'académie des sciences de Moscou, 11/05/2012.
- Evgueni Semenovitch Krasinets, directeur du laboratoire des Etudes migratoires, 12/05/2012.
- Vladimir Iziavitch Moukomel, direction des études ethnopolitiques et régionales, Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Moscou, 17/05/2012.
- Dmitri Poletaev, Centre des études migratoires, Moscou, 18/05/2012.
- Irina Valentinovna Ivakhniouk, directrice adjointe du département d'études de la population de la faculté d'Economie de l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 22/05/2012.
- Vitali Valeriévitch Bojenko, Institut des Etudes socio-politiques de l'Académie des Sciences, Moscou, 09/06/2012.

Entretien à Paris

- Tatiana Katsouéva-Jean, IFRI, 13/06/2012.

Caractères cyrilliques	Translittération
А	A
Б	B
В	V
Г	Gu/G
Д	D
Е	E/ie
Ё	io (E quand convention admise)
Ж	J
З	Z
И	I
Й	Ī
К	K
Л _д	L
М	M
Н	N
О	O
П	P
Р	R
С	S
Т	T
У	Ou (u quand convention admise)
Ф	F
Х	Kh
Ц	Ts
Ч	Tch
Ш	Ch
Щ	Chtch
Ъ	-
Ы	Y
Ь	´
Э	E
Ю	iou
Я	ia /ia

Pierre MESSIAEN

Les conséquences internationales de l'évolution démographique de la Fédération de Russie (1991-2012)

Cette thèse a pour objectif d'analyser les relations internationales de la Russie par le biais de sa démographie. Ce choix se justifie par l'ampleur des changements socio-politiques du pays depuis la fin de l'URSS, et par la gravité de la situation démographique russe depuis 1991. Le pays connaît un déclin démographique durable, et l'hétérogénéité démographique régionale se renforce. La question devient alors un enjeu politique majeur. Ce déclin démographique a des impacts sur le territoire, l'économie et l'armée, redéfinissant ainsi la puissance russe. Les théories des relations internationales montrent la complexité du lien démographie/rerelations internationales d'un Etat. Le facteur démographique semble peu intégré par les décideurs, mais apporte un complément d'analyse qui relativise le discours de politique étrangère russe. Le critère démographique pourrait jouer un rôle plus important sur des enjeux internationaux de la Russie. Il lui offre même des opportunités. La démographie a un rôle ambigu dans les politiques chinoise et asiatique de Moscou. Le déclin démographique russe a participé à une redéfinition des relations entre la Russie et les pays de la CEI. Les liens migratoires avec la Russie sont le résultat d'une interdépendance démographique qui devient économique et ensuite politique. La réalité démographique de l'espace post-soviétique favorise une politique de *soft power* de Moscou en Asie centrale, notamment au Kazakhstan. Le déclin démographique russe a donc contribué à un changement de la politique étrangère et de la place de la Russie dans le monde.

Mots-clés : Démographie, Russie, Politique étrangère, CEI, Soft power.

This thesis aims to analyse Russia's international relations through its demographics. The choice is justified by the scale of socio-political changes in the country since the end of USSR and by the seriousness of the Russian demographic situation since 1991. The country is facing a lasting demographic decline and the regional demographic disparity has been accentuated. The question becomes therefore a major political issue. This demographic decline has impacts on the territory, the economy and the army, redefining thus the Russian power. International relations theories show the complexity of the connection between demographics and international relations of a State. The demographic factor seems less integrated by leaders but it offers further analysis that puts Russian foreign policy rhetoric into perspective. The demographic criteria could have a larger influence on Russia's international issues. It offers also opportunities. Demography plays an ambiguous role in Moscow's Chinese and Asian policies. The Russian demographic decline has had an impact on the redefinition of the relations between Russia and CIS countries. Migration ties with Russia are the result of a demographic interdependence that becomes an economic and then political one. The demographic reality in the post-Soviet area favours a soft power based policy for Moscow in Central Asia, especially in Kazakhstan. The Russia demographic reality has contributed to a shift within Russian foreign policy and a change of position for Russia in the world.

Key words: Demography, Russia, Foreign policy, CIS, Soft power